

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE LA BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE, BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE, COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS DU 12 DÉCEMBRE 1978, ACTUALISÉE PAR L'AVENANT N°

IDCC 992

Brochure 3101

CE DOCUMENT EST UN EXEMPLE DE CONVENTION COLLECTIVE TÉLÉCHARGEABLE SUR
[HTTP://WWW.LEGISOCIAL.FR/](http://www.legisocial.fr/)

TEXTE INTÉGRAL

Date de mise à jour : 01/05/2025

Boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie,
commerces de volailles et gibiers

Vous disposez à titre d'exemple d'un aperçu incomplet, celui-ci a été volontairement enrichi de caractères spécifiques rendant sa lecture difficile afin de la rendre inexploitable en l'état.

TABLE DES MATIÈRES

Convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, actualisée par l'avenant n° 114 du 10 juillet 2006	7
Article - Préambule	7
Chapitre Ier : Dispositions générales	7
Article 1er - Champ d'application	7
Article 1er bis - Règlement des risques de chevauchement	8
Article 2 - Durée	8
Article 3 - Révision	8
Article 4 - Dénonciation	8
Article 5 - Conventions et accords antérieurs	8
Chapitre II : Liberté, droits collectifs et individuels	8
Article 6 - Liberté syndicale. - Liberté d'opinion	8
Article 7 - Section syndicale	9
Article 8 - Panneaux d'affichage	9
Article 9 - Élections et attributions des délégués	9
Article 10 - Contribution au dialogue social	9
Chapitre III : Contrat de travail	10
Article 11 - Embauche et période d'essai	10
Article 12 - Durée du travail et heures supplémentaires	10
Article 12 bis - Dépassement d'horaire des cadres	11
Article 12 bis - Forfait cadres en jours	11
Article 13 - Repos hebdomadaire	12
Article 14 (1) - Jours fériés	12
Article 15 - Travail des femmes et des jeunes	13
Article 16 (1) - Travail de nuit	13
Article 17 - Mutations temporaires	13
Article 18 - Mutations de longues durées ou définitives	13
Article 19 - Remplacement provisoire	13
Article 20 - Absences fortuites	14
Chapitre IV : Congés	14
Article 21 - Congés payés	14
Article 22 (1) - Congés pour événements familiaux	14
Chapitre V : Prévoyance	15
Article 23 - Régime de prévoyance	15
Article 24 - Absences pour maladie ou accident et garantie d'emploi	16
Article 25 - Garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident	16
Article 25 bis - Garantie décès-invalidité	17
Article 26 - Garantie rente éducation et rente temporaire de conjoint substitutive	18
Article 26 bis - Maintien des couvertures prévoyance	18
Article 26 ter - Régime frais de soins de santé	19
Chapitre VI : Hygiène, sécurité, qualité	23
Article 27 - Hygiène et sécurité	23
Chapitre VII : Formation	23
Article 28 - Formation professionnelle des salariés	23
Article 29 - Qualification professionnelle	25
Article 30 - Financement de la formation	26
Chapitre VIII : Salaires	27
Article 31 - Salaires	27
Article 31 bis - Prime de fin d'année	27
Article 32 - Périodicité de la paie	28
Chapitre IX : Rupture du contrat de travail	28
Article 33 - Rupture du contrat de travail, préavis et certificat de travail	28
Article 34 - Licenciement pour raison économique	28
Article 35 - Indemnité de licenciement	28
Article 36 - Ancienneté	29
Chapitre X : Retraite	29
Article 37 - Retraite complémentaire	29
Article 38 - Départ à la retraite et indemnité de départ à la retraite	29
Textes Attachés	31
Annexe I - Grille de classification des emplois Avenant n° 27 du 31 mai 2011	31
Annexe II - Grille des salaires conventionnels en vigueur au 1er février 2006 Avenant n° 114 du 10 juillet 2006	

Annexe III - Référentiels de formation des certificats de qualification professionnelle Avenant n° 114 du 10 juillet 2006	34
Avenant n° 79 du 13 septembre 2001 portant création d'une commission paritaire nationale pour l'emploi et la formation professionnelle	64
Avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du paritarisme	65
Avenant n° 85 du 22 mai 2002 relatif au capital de temps de formation	67
Avenant n° 84 du 18 septembre 2002 relatif à la contribution pour le dialogue social	69
Avenant n° 91 du 6 mars 2003 modifiant les avenants n°s 57, 70 et 82	70
Avenant n° 93 du 16 mars 2004 relatif à la dénomination des emplois dans le cadre des CQP	70
Avenant n° 98 du 18 septembre 2004 relatif aux heures supplémentaires	71
Avenant n° 99 du 19 octobre 2004 relatif à la formation professionnelle	71
Avenant n° 100 du 19 octobre 2004 relatif à la cotisation pour favoriser l'insertion des jeunes	72
Avenant n° 101 du 19 octobre 2004 relatif à la caisse de retraite complémentaire	72
Lettre d'adhésion du 6 décembre 2004 de la fédération des commerces et des services UNSA à la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie et boucherie hippophagique	73
Avenant n° 104 du 18 mai 2004 relatif à la professionnalisation	73
Avenant n° 105 du 18 mai 2005 relatif à la rente éducation	74
Avenant n° 110 du 18 mai 2005 relatif à la mise en place d'une garantie de rente d'éducation	76
Avenant n° 111 du 5 octobre 2005 relatif à la mutualisation des risques	79
Avenant n° 112 du 4 janvier 2006 relatif aux classifications des emplois et aux salaires à compter du 1er février 2006	80
Avenant n° 113 du 8 juin 2006 relatif au financement des CFA	85
Avenant n° 2 du 6 décembre 2006 relatif aux dispositifs de formation	85
Avenant n° 4 du 20 mars 2007 portant modifications de la grille de classification	86
Avenant n° 6 du 30 octobre 2007 relatif à la rémunération des heures supplémentaires	86
Avenant n° 8 du 3 janvier 2008 relatif au contingent annuel d'heures supplémentaires	86
Avenant n° 9 du 5 mars 2008 relatif au CQP « Technicien boucher »	86
Avenant n° 11 du 3 septembre 2008 portant modifications du CQP « Vendeur qualifié »	87
Avenant n° 12 du 18 novembre 2008 relatif à la prévoyance obligatoire	87
Avenant n° 14 du 13 janvier 2009 relatif à la période d'essai et au préavis	88
Avenant n° 15 du 1er octobre 2009 relatif à la classification des emplois	89
Avenant n° 17 du 12 novembre 2009 relatif à la prévoyance	89
Avenant n° 19 du 12 novembre 2009 relatif à la classification des emplois	90
Accord du 30 mars 2010 relatif à l'emploi des seniors	90
Avenant n° 20 du 19 janvier 2010 relatif au régime de prévoyance	94
Avenant n° 18 du 20 mai 2010 relatif à la prévoyance	94
Avenant n° 22 du 8 octobre 2010 relatif au financement de la formation	95
Avenant n° 24 du 12 janvier 2011 relatif à la garantie rente éducation	95
Avenant n° 25 du 8 mars 2011 relatif au financement des CQP	95
Avenant n° 27 du 31 mai 2011 portant modification du CQP « Tripiér préparateur »	96
Avenant n° 28 du 31 mai 2011 relatif à la formation professionnelle	96
Avenant n° 26 du 31 mai 2011 relatif au CQP « Tripiér détaillant »	97
Avenant n° 31 du 3 janvier 2012 relatif aux forfaits annuels en jours	106
Avenant n° 33 du 26 juin 2012 à la convention	107
Avenant n° 35 du 22 janvier 2013 relatif à la délivrance du CQP	107
Avenant n° 37 du 22 janvier 2013 relatif au régime de prévoyance	108
Avenant n° 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé	108
Avenant n° 39 du 27 juin 2013 relatif au CQP « Technicien boucher »	113
Avenant n° 41 du 4 septembre 2014 relatif au dialogue social	113
Avenant n° 42 du 11 septembre 2014 relatif à l'apprentissage et à l'insertion professionnelle	114
Avenant n° 1 du 25 mars 2015 à l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 relatif à la prévoyance frais de soins de santé	114
Avenant n° 1 bis du 28 mai 2015 à l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé	117
Avenant n° 44 du 28 mai 2015 relatif à la désignation de l'OPCA AGEFOS-PME	119
Avenant n° 2 du 29 octobre 2015 à l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé	120
Avenant n° 47 du 10 décembre 2015 relatif au financement de la formation professionnelle	120
Avenant n° 48 du 7 juillet 2016 relatif au CQP « Boucher hippophagique détaillant »	121
Avenant n° 49 du 7 juillet 2016 relatif à la classification de « boucher hippophagique préparateur qualifié »	128
Avenant n° 50 du 7 juillet 2016 relatif au financement par l'OPCA des CQP	128
Avenant n° 3 du 10 octobre 2016 à l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé	129
Avenant n° 53 du 8 mars 2017 modifiant l'article 36 de la convention collective	129
Avenant n° 54 du 29 juin 2017 relatif à la modification de l'article 38 « Départ à la retraite et indemnité de départ à la retraite »	130

Avenant n° 55 du 7 février 2018 relatif au CQP « Charcutier préparateur qualifié »	130
Avenant n° 56 du 7 février 2018 relatif au régime prévoyance	137
Avenant n° 57 du 7 février 2018 relatif à la création de la qualification de « Charcutier préparateur qualifié »	139
Accord du 17 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation	140
Avenant n° 58 du 17 mai 2018 relatif à la grille des salaires conventionnels au 1er juin 2018 et à la prime de fin d'année	141
Avenant n° 59 du 17 mai 2018 relatif au financement du dialogue social	143
Accord du 14 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO des entreprises de proximité)	143
Accord du 14 mars 2019 relatif au rapprochement des conventions	144
Avenant n° 60 du 27 juin 2019 relatif au CQP « Technicien boucher »	145
Accord du 3 juillet 2019 relatif à la contribution conventionnelle supplémentaire	146
Avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé	147
Accord du 18 septembre 2020 relatif au regroupement des champs conventionnels	150
Accord du 14 octobre 2020 relatif à la mise en place du dispositif de la promotion ou reconversion par l'alternance dite « Pro-A »	152
Accord du 3 février 2021 relatif à l'instauration d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI)	154
Avenant du 16 juin 2021 à l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement de l'objet social de l'association pour le développement du paritarisme dans le secteur de la poissonnerie (ADPSP)	157
Avenant du 16 juin 2021 à l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du paritarisme	159
Avenant n° 1 du 7 décembre 2021 à l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de santé	160
Avenant n° 66 du 20 janvier 2022 relatif à la prime de fin d'année	160
Avenant n° 67 du 26 avril 2022 modifiant les dispositions de l'article 26 bis de la convention relatif au maintien des couvertures prévoyance	161
Avenant n° 2 du 18 mai 2022 à l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé	162
Avenant n° 68 du 16 juin 2022 relatif à la garantie rente éducation et rente temporaire de conjoint substitutive	162
Avenant n° 3 du 24 octobre 2022 à l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé	163
Avenant n° 71 du 22 septembre 2023 relatif au financement de la formation	164
Avenant n° 4 du 23 novembre 2023 à l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé	165
Avenant n° 73 du 30 janvier 2024 relatif à la modification de l'article 23 « Régime de prévoyance » de la convention collective	165
Avenant n° 75 du 30 janvier 2024 relatif à la modification de la convention collective (Article 31 « Salaires »)	166
Avenant n° 76 du 24 octobre 2024 relatif à la définition de salariés pouvant être intégrés à la catégorie des cadres pour le bénéfice des garanties collectives de protection sociale complémentaire	166
Avenant n° 5 du 10 décembre 2024 à l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé	167
Textes Salaires	169
Avenant n° 3 du 3 janvier 2007 relatif aux salaires	169
Avenant n° 5 du 16 mai 2007 relatif aux salaires à compter du 1er juin 2007	170
Avenant n° 7 du 3 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008	171
Avenant n° 10 du 20 mai 2008 relatif aux salaires au 1er juin 2008	172
Avenant n° 13 du 13 janvier 2009 relatif aux salaires au 1er février 2009	173
Avenant n° 16 du 1er octobre 2009 relatif aux salaires au 1er octobre 2009	174
Avenant n° 21 du 20 mai 2010 relatif aux salaires au 1er juin 2010	175
Avenant n° 23 du 12 janvier 2011 relatif aux salaires pour l'année 2011	177
Avenant n° 29 du 8 septembre 2011 relatif aux salaires au 1er octobre 2011	178
Avenant n° 32 du 19 janvier 2012 relatif aux salaires au 1er février 2012	179
Avenant n° 34 du 25 septembre 2012 relatif aux salaires au 1er octobre 2012	180
Avenant n° 36 du 22 janvier 2013 relatif aux salaires conventionnels au 1er février 2013	181
Avenant n° 40 du 22 janvier 2014 relatif à la revalorisation des salaires au 1er février 2014	182
Avenant n° 43 du 22 janvier 2015 relatif à la revalorisation des salaires au 1er février 2015	184
Avenant n° 45 du 28 mai 2015 relatif aux salaires au 1er juin 2015	185
Avenant n° 46 du 10 décembre 2015 relatif aux salaires au 1er février 2016	186
Avenant n° 51 du 15 septembre 2016 relatif aux salaires au 1er octobre 2016	187
Avenant n° 52 du 18 janvier 2017 relatif aux salaires au 1er février 2017	188
Avenant n° 62 du 19 février 2020 relatif à la grille des salaires conventionnels	189

Avenant n° 63 du 11 septembre 2020 relatif à la grille des salaires conventionnels	191
Avenant n° 64 du 22 juin 2021 relatif aux salaires pour l'année 2021	192
Avenant n° 65 du 20 janvier 2022 relatif aux salaires pour l'année 2022	193
Avenant n° 69 du 16 juin 2022 relatif aux salaires	194
Avenant n° 70 du 1er février 2023 relatif aux salaires	195
Avenant rectificatif n° 70 bis du 26 avril 2023 à l'avenant n° 70 du 1er février 2023 relatif aux salaires	196
Avenant n° 72 du 11 octobre 2023 relatif aux salaires	197
Avenant n° 74 du 30 janvier 2024 relatif aux salaires	198
Avenant n° 77 du 29 janvier 2025 relatif aux salaires	199
Textes Extensions	201
ARRETE du 6 septembre 1976	201
ARRETE du 5 décembre 1980	201
ARRETE du 5 décembre 1980	201
ARRETE du 28 janvier 1982	201
ARRETE du 26 mai 1982	201
ARRETE du 14 décembre 1982	201
ARRETE du 11 mai 1984	201
ARRETE du 2 avril 1985	201
ARRETE du 12 avril 1985	202
ARRETE du 19 juin 1985	202
ARRETE du 30 avril 1986	202
ARRETE du 20 août 1986	202
ARRETE du 29 janvier 1987	202
ARRETE du 23 avril 1987	202
ARRETE du 15 juin 1987	202
ARRETE du 3 août 1987	202
ARRETE du 20 août 1987	203
ARRETE du 28 septembre 1987	203
ARRETE du 9 février 1988	203
ARRETE du 21 juillet 1988	203
ARRETE du 29 septembre 1988	203
ARRETE du 17 janvier 1989	203
ARRETE du 26 avril 1989	203
ARRETE du 18 septembre 1989	203
ARRETE du 14 décembre 1989	204
ARRETE du 24 janvier 1991	204
ARRETE du 1 février 1991	204
ARRETE du 1 juillet 1991	204
ARRETE du 3 novembre 1992	204
ARRETE du 9 mars 1993	204
ARRETE du 15 octobre 1993	204
ARRETE du 3 novembre 1993	204
ARRETE du 4 février 1994	205
ARRETE du 8 avril 1994	205
ARRETE du 14 juin 1994	205
ARRETE du 22 août 1994	205
ARRETE du 27 janvier 1995	206
ARRETE du 11 avril 1995	206
ARRETE du 24 octobre 1995	207
ARRETE du 2 mai 1996	207
ARRETE du 13 juin 1996	207
ARRETE du 18 octobre 1996	208
ARRETE du 9 décembre 1996	208
ARRETE du 18 mars 1997	208
ARRETE du 5 mai 1994	208
ARRETE du 23 juillet 1997	209
ARRETE du 6 août 1997	209
ARRETE du 4 juin 1999	209
ARRETE du 19 octobre 1999	210
ARRETE du 9 décembre 1999	210
ARRETE du 9 décembre 1999	210
ARRETE du 10 janvier 2000	210
ARRETE du 9 mai 2000	211

ARRETE du 20 décembre 2000	211
ARRETE du 14 mai 2001	211
ARRETE du 9 octobre 2001	212
ARRETE du 19 décembre 2001	212
ARRETE du 24 janvier 2002	212
ARRETE du 5 février 2002	213
ARRETE du 10 juin 2002	213
ARRETE du 7 octobre 2002	213
ARRETE du 18 décembre 2002	214
ARRETE du 7 février 2003	214
ARRETE du 3 juin 2003	214
ARRETE du 8 octobre 2003	215
ARRETE du 8 octobre 2003	215
ARRETE du 16 juillet 2004	215
ARRETE du 19 juillet 2004	215
ARRETE du 24 décembre 2004	216
ARRETE du 10 février 2005	216
ARRETE du 10 février 2005	216
ARRETE du 10 février 2005	217
ARRETE du 27 juin 2005	217
ARRETE du 13 juillet 2005	217
ARRETE du 20 juillet 2005	217
ARRETE du 22 août 2005	218
ARRETE du 8 décembre 2005	218
ARRETE du 28 février 2006	218
ARRETE du 30 mai 2006	219
ARRETE du 31 mai 2006	219
ARRETE du 24 juillet 2006	219
ARRETE du 13 octobre 2006	219
ARRETE du 18 octobre 2006	220
ARRETE du 7 décembre 2006	220
ARRETE du 23 avril 2007	220
ARRETE du 5 juin 2007	221
Textes parus au JORF	223
Arrêté du 14 décembre 2018	223
Arrêté du 14 décembre 2018	223
Arrêté du 16 avril 2019	223
Arrêté du 5 juin 2019	224
Arrêté du 23 décembre 2019	224
Arrêté du 17 février 2020	225
Arrêté du 3 avril 2020	225
Arrêté du 10 juillet 2020	225
Arrêté du 22 juillet 2020	226
Arrêté du 11 janvier 2021	226
Arrêté du 5 février 2021	227
Arrêté du 21 septembre 2021	227

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE LA BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE, BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE, COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS DU 12 DÉCEMBRE 1978, ACTUALISÉE PAR L'AVENANT N 114 DU 10 JUILLET 2006

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA FO ; FGA CDFT ; FNAF CFE-CGC ; FNAF CGT ; CSFV CFTC.

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 133-8 du code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Dans le cadre de la négociation collective, conformément aux dispositions du titre II de la loi du 4 mai 2004 sur le dialogue social, la règle applicable à l'entrée en vigueur des accords conclus au niveau de la branche professionnelle de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers est le principe majoritaire, principe selon lequel la validité de ces accords est subordonnée à l'absence d'opposition de la part de la majorité, en nombre, des organisations syndicales de salariés représentatives, qui sont :

- la fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;
- la fédération générale de l'agroalimentaire (FGA) CDFT ;
- la fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services annexes (FGTA) FO ;
- la fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution et des services et formations agricoles et des chèvres et porcs (FNAF) CFE-CGC ;
- la fédération nationale arboricole et forestière (FNAF) CGT.

Les organisations professionnelles et syndicales soussignées reconnaissent que le présent accord a pour objet la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers a été conclu le 12 décembre 1978 et étendue par arrêté du 15 mai 1979.

Par cet avenant, elles ont pour objet de procéder à une mise en œuvre rédactionnelle visant à réorganiser, rectifier, compléter ou supprimer certains articles du texte conventionnel, dans l'objectif de le mettre à jour, dans le cadre de la négociation collective, des dispositions législatives ou réglementaires, des accords professionnels et professionnels et des accords ultérieurement à la rédaction du texte original de la convention collective nationale du 12 décembre 1978.

Afin d'atteindre le but recherché, les parties ont convenu :

considèrent que l'actualisation de la convention demande, d'une part, une nouvelle numérotation nécessaire par le déplacement, la suppression et l'ajout de certains articles, d'autre part, la création de chapitres regroupant les articles par thèmes génériques.

En conséquence, le présent avenant se substitue aux articles 1^{er} à 37 et à ses annexes et la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers est ainsi actualisée et s'impose à tous les intéressés en date de son champ d'application et qui ne peuvent y déroger que de manière partielle.

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1er - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

La présente convention règle, sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer, les rapports entre employeurs et salariés travaillant dans les entreprises exerçant l'activité économique principale est l'une ou plusieurs des activités économiques suivantes : boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie-traiteur, traiteur, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, activités référencées (n° NAF) 15. 1F, 52. 2C, 52. 6D et 55. 5D.

Est réputé boucher (dans tout le texte de la présente convention collective, le nom « boucher » représente aussi bien les bouchers travaillant dans la viande de bœuf que ceux travaillant dans la viande de cheval) détaillant le personnel qui achète soit les animaux des espèces bovine, ovine, caprine, porcine, chevaline, soit les gors, carcasses de copie ou les pièces de détail, et qui débite aux consommateurs les produits de ces animaux carnés présentés à l'état frais, salé, réfrigéré, congelé, préparé, cuit ou conservé. Il effectue, en outre, la préparation à caractère alimentaire de produits à base de viandes, associée à la vente au détail des produits préparés, et la préparation de plats à emporter à base de viandes.

Est réputé boucher-charcutier le détaillant qui, exerçant à titre principal les activités définies ci-dessus, transforme, en outre, les viandes et abats en produits de charcuterie, plats préparés et conserves pour les vendre au détail. Il fabrique des produits à base de viandes ou d'abats (pièces salées, fumées, séchées, cuites, crevettes, etc.), des préparations de viandes ou à base de viandes et des feos gras.

Le boucher ou boucher-charcutier commercialise, en outre, les

voallies et gibiers, la triperie, la churcrtiaee industrielle, les conserves, les condiments, les légumes et, d'une manière puls générale, tuos les pitodrus cnexnoes et complémentaires des vdeains de bcuhoriee et de charcuterie.

Le bceouhr turaeitr ou boucher-charcutier, truietar prépare des raeps ou des patls cuisinés, livrés et/ ou srievs à domicile. Il oirgsane des noces, banquets, cocktails, buffets, lhncus et réceptions dseevris à domiclie ou dnas les luiex ciohsis par les clients.

Est réputé triiper détaillant le peneissrnofol qui exécute la cpoue et la découpe, asniï que le désossage de tuos les abats, frais, réfrigérés, congelés ou conservés, luer tanrmifrsaoton ou salage, ainsi que le lavage, le blanchissage, l'épilation des abtas blancs. Il achète et vned aussi aux crstmenouaoms faiunx les abats, cptmloes ou séparés, des espèces bovine, onvie ou porcine. L'entreprise est réputée asaiartnle au snes du décret du 10 juin 1983, modifié par le décret du 2 février 1998, qui définit le sutceer des métiers et qui précise les activités selpbcstieus de deonnr leiu à imurmtaiolcatin au répertoire des métiers. Le treipir détaillant commercialise, en outre, tuos les ptiduros cenexons et complémentaires du secuer des pduitors carnés, cuex de la slosiaan et les volaliels et gibiers, y cmorips les conserves, ceinomtns et légumes.

Est réputé vllialeor détaillant le pirsensoeefnl qui achète siot les volaïlles, les gibiers, les caprins, les aeagnux et cchonos de lait, siot les atbas et les moceuarx de cpoue en poenvrcane de ces animaux, et qui débite aux cnoaoemrtmuss fiuanx tuos ces ptrodus carnés présentés à l'état frais, salé, réfrigéré, congelé, préparé, ciut ou conservé. Le valleoïlr détaillant tosrarfmne et commercialise, en outre, tuos les ptuodirs cnnxeeos et complémentaires du secuter des pdroiuts carnés, y cpiroms les conserves, coneidmtns et légumes.

Article 1er bis - Règlement des risques de chevauchement

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

En cas d'activités mtlelipus de l'entreprise, la ctvoneionn ctllouveice alpcibpae est cllee crsrdnapooent à l'activité pirnpacile exercée.

Toutefois, dnas l'objectif d'assurer une continuité des dioopntsisis légales albcepilpas dnas l'entreprise, la coieontnvn clloiteicve relevée à la dtae du 31 décembre 1996 rtsee en vigueur.

Lorsque l'activité traiteur, tllee que définie à l'article 1er, est exercée à titre principal, l'entreprise ernte dnas le cmhap d'application de la présente cvoinntoen si le cehf d'entreprise ou son représentant possède une qlaiafictioin renocune par celle-ci.

Conformément au cdoe du travail, la coenntvion ciceovlle aibpclaple est mentionnée sur le bieultn de paie.

Article 2 - Durée

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

La présente ceotovninn est allabpicpe puor une durée de 1 an à priatr du juor qui siut son dépôt auprès du scivree compétent.

Elle est rnaeoleblvue par tcaite rtcodouencin suaf préavis de 3 mios par l'une des parties.

Article 3 - Révision

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Chaque prtiae saaiingrte puet dmdneae la révision de la présente

convention. Totue ddnmaee de révision diot être portée par lrtete recommandée aevc accusé de réception à la cassnoicnnae des ateurs paerits contractantes.

Elle diot cpomotrer l'indication des ptnios dnot la révision est demandée et des piitosrnopos formulées en remplacement. Les dicusniosss deoinvt cecoemnmr au puls trad dnas le délai de 2 mios svaniut la dtae d'envoi de la lttree de notification. Pnedant la durée de la dsosciusn paritaire, les prteias s'engagent à ne pas dénoncer la présente convention.

Article 4 - Dénonciation

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

La dénonciation plriatele ou taotle de la présente ctenionvon par l'une des piartes ceaotctnntas ne puet inrnteeivr puor la première année d'application de la présente cnintvoeon qu'au buot de 1 année pleine.

La dénonciation pliaretle ou totlae est portée à la csaninasncoe des areuts petiras par lertte recommandée aevc accusé de réception.

Article 5 - Conventions et accords antérieurs

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

La présente cvnooetnin ne puet être en auucn cas la csauue de rstrcneoitis aux avaaagnees pcleairtrus acquis sur le paln d'une entreprise, d'une ville ou d'un département.

De nlloueevs covniteonns cclleiovtes régionales ou départementales, lceaols ou d'entreprise peunvet adeaptr la présente convention, ou caeernits de ses dispositions, aux codtnoniis particulières de taiarvl dnas les régions, ccei conformément aux dsonpisoitis de l'article L. 133-9 du lrvie Ier du cdoe du travail.

Chapitre II : Liberté, droits collectifs et individuels

Article 6 - Liberté syndicale. - Liberté d'opinion

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

L'exercice du dirot sinydcal est recnnou dnas la piesorosfn de la boucherie, ccei dnas le cdare du recspet des dtoirs ganairts par la Cittoituonsn de la République.

L'observation des lios s'impose à tous, les ptireas ctontetacrnas rsnccnsoaeit la liberté puor le tlailveuarr d'adhérer leerinmbt et d'appartenir à un sycndait psnioofrensel constitué en vrteu du lvrie IV du cdoe du travail.

Si un salarié de la pfoorssein estime qu'une mursee a été psire à son etrocne en vaooltiin du droit syndical, le cehf d'entreprise ou son représentant et le ou les délégués du pnroenesl puor les établissements opnaucct 10 salariés et plus, puor les établissements oncuacpt minos de 10 salariés un représentant de l'organisation sydlnciae du salarié et un représentant du syicndat poraantl départemental, s'emploieront à établir les fatiss et à apreopr aux cas luetgiix une soluïton équitable.

L'exercice du droit syndical, tel qu'il vneit d'être défini, ne diot pas avoir puor conséquence des actes cronrteais aux lois.

Article 7 - Section syndicale

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Dans les établissements de la psfroseion onpuccat 50 salariés et plus, cuhgae snycdait représentatif au paln ntoanial puet cnoesuitr au sien de l'établissement une sceotin syndicale.

Les adhérents de cqhaue siceton sdylnacie peuvent, conformément aux dnpooissiits de l'article L. 412-9, se réunir une fios par mios dnas l'enceinte de l'entreprise et en derhos des heuers et des loucax de tiraavl suvniat des modalités fixées par accrod aevc le chehf d'entreprise. Ils ont droit à 1 hruee payée par mois.

La celclote des cstioinotas snlieacyds puet être effectuée à l'intérieur de l'entreprise en deohrs des temps de travail.

Des pnneaux d'affichage des camtimunoonics sineyaldcs snot mis à la dipotisoisn de cuhgae sicetn syndicale, suvain des modalités fixées par aocrd aevc le chehf d'entreprise ou son représentant.

Les communications, ptoiuclnbias et tatrcs dnvieot cerpsdrnoore aux ocftbjies des otrnagniaosis prsoniefeeosnlis tles qu'ils snot définis à l'article L. 411-1 du cdoe du travail.

Dans les eriesrtpens ou les établissements où snot occupés puls de 200 salariés, le chehf d'entreprise met à la dtssiopoin des sieoncs sicenldyas un lcaol cummon cennnvaot à l'exercice de la miiossn de leus représentants.

Les modalités d'aménagement et d'utilisation de ce lcoal par les snetcois senidaycls snot fixées par aocrd aevc le chehf d'entreprise ou son représentant.

Les représentants des seciotns sneilaclys d'entreprises ereecxnt luers footnicns dnas le cdare des lios aetmeenllcut en vigueur.

Le satutt du délégué syandicl est régi dnas le cdare des lios atlcmlenenet en vigueur.

Afin de pououvoir asissetr aux assemblées srattuieats de son oistganaroin scanlyide ou cmomssioins paritaires, le salarié exerçant une fcotoinn struiatae dnas latide oorstniaaign puet dmdeeanr au chehf d'entreprise une aiartsouotin d'absence non rémunérée, mias non imtblupae sur les congés payés.

Cette daemdne est ftiae sur présentation au mions 1 sinemae à l'avance d'une covinatocon écrite nominative. Cttee modalité s'applique également aux établissements aanyt moins de 10 salariés, au cas où un salarié de ces établissements siraet un représentant d'un snycdiat ovruier de la psfiooersn à l'échelon local, départemental ou national, à contiiodn que cette aecnbsne ne prtubree pas graeevmnt la marche de l'entreprise.

Article 8 - Panneaux d'affichage

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Dans les établissements oncapcut 10 salariés et plus, des peuananx d'affichage snot spécialement réservés aux canmntoiuicms des délégués du psneeronl et, s'il y a lieu, des délégués du comité d'entreprise.

Article 9 - Élections et attributions des délégués

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Pour les élections, les attributions, les licenciements, en un mot tuot ce qui régit les délégués du personnel, les délégués aux comités d'entreprise, les représentants saydiuncx auprès des

comités d'entreprise, les délégués élus par le psenroenl aux comités d'hygiène et de sécurité, toteus les dosipiotins et tuotes les responsabilités snot assurées dnas le cdare des lios et règlements en vigueur, et ccei dnas les établissements onccpuat puls de 10 salariés puor les délégués du personnel, 50 salariés puor les délégués aux comités d'entreprise.

Article 10 - Contribution au dialogue social

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2018

Il est appelé, à trtie obligatoire, une cbttoruoiinn de 0,15 % de la mssae sliiaale à la chagre de teuots les ernrsieepts entrnat dnas le chmap d'application de la présente cvntooen collective.

Cette ciouoritbntn est collectée au puls trad le dreenir juor de février de cuhgae année, par l'association ACOTA, en même tmpes que la cstioiatoin destinée à l'insertion des jeenus en fin d'apprentissage, prévue à l'article 30 de la présente convention.

La crnotiubobtn est affectée au développement du dlgoaiue siocal et au fenanencmit des itcnanses paritaires de la profession, nmomtanet :

? cmsmooiisn pitiarare pnmeterane de négociation et d'interprétation msie en pclae par l'accord riatlf du 17 mai 2018 de la présente cooteivnnn ;

? cosmimoisn piraaire ntaiolnae puor l'emploi et de la ftarmooiin pslrefseonlnioe tlele qu'énoncée à l'article 28 de la présente convention.

Les ciotnbuntoirs collectées snot déposées sur un cmpote bniaacre ovreut par l'Association du ptiimarrase dnas la boucherie-charcuterie aaitrnase (APBA) constituée à cet effet, expressément mandatée par l'ensemble des pateanirres sociaux, et snot gérées dnas le cdare de la ciooimssn ptairriae paentenrme de négociation et d'interprétation.

Après rernemmsbuoet à l'ACOTA des faits réels engagés puor la collecte, plafonnés à 2 %, les cttiouoinnbs collectées snot réparties cmome siut :

? 17 % affectés à la confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, tretraius (CFBCT) qui aursse les fiars de secrétariat, de getosin et d'organisation des réunions piareirts ;

? 10 % affectés à l'APBA, utilisés sur décision des ptraeearns siouacx au sien de l'association et dédiés à eengagr tueots études nonaemmtt économiques et sociales, pipiacetr à l'information des négociateurs paritaires, à luer fiatoomrn et à l'organisation de lruess rencontres, eagegnr des aioncts destinées à irnofmer les eretispens et lruess salariés sur les adccros collectifs, sur l'évolution de la pifsoreosn et tuot particulièrement sur l'évolution de l'emploi et mener tutoe atocin de caoicimoumtnn et de pooiotrmn organisée par la peofsisron aifn de fierosvar l'attractivité de la bharcne ;

? 36,5 % affectés au collège « salariés », répartis etrne les oronisantaigs sedalcynis rucennos représentatives dnas la branche, seoln les modalités saivtneus :

?? à hetaur de 20 % à égalité ;

?? à hateur de 30 % en fcntoion de la présence aux réunions de la csisoimmon prairatie patmeenrme de négociation et d'interprétation, de la cisoomimsn pitiaarre nnialtaoe puor l'emploi et la fimoroatn pnosflreileosne et des anosiasocts praiarties de la bhcrane ;

?? à hautuer de 50 % en fcntooin du pdois de cauhqe oianiraostgn tel que renconu par l'arrêté de représentativité en vuguier au 1^{er} jvnaier de l'année ;

? 36,5 % affectés au collège « eprolumeys », répartis etrne les onoatasngiirs palenoatrs ruonecnes représentatives dnas la branche.

Pour les eprseentris artisanales, le pdiruot net de la ctiobituonrn de 0,15 % de la masse salariale, après déduction des frais de collecte, est affecté à huaeutr de 0,08 % au neaivu inroseifteenronpsl de l'artisanat, à ptars égales entre les oaoiangrnists d'employeurs et les oaatoninrisgs selcynais de salariés reoenncs représentatives, et reversé à cet eefft à l'association pitriarae iosreeenitnsfnolrpe naiotalne puor le développement du dioagluue soacil dnas l'artisanat (ADSA).

Le sodle est réparti dnas les cootniidns ci-dessus.

Chapitre III : Contrat de travail

Article 11 - Embauche et période d'essai

En vigueur étendu en date du 13 janv. 2009

Les emrluypeos fnot connaître lures boniess en main-d'uvre au srcviee de l'Agence nnlatoaie puor l'emploi. Dnas les établissements oucnacpt puls de 10 salariés, le pnsroenel est tneu informé par vioe d'affichage des catégories preleinsnoflseos dnas lueleqlses des ptoses snot vacants.

Toute ebacmuhe est subordonnée à une période d'essai. Cette période est de 3 mios puor les cadres, de 2 mios puor les angtes de maîtrise, de 1 mios puor les oeiuvrrs et le perneosnl administratif. Période pdanent luqelale les praiets snot mlnmetueult libres.

Toute ebmcuah e cramponott une période d'essai donne oneaintoleribgt leiu à l'établissement d'un écrit.

Tout salarié fiat omegneiatloribt l'objet d'un exmean médical au puls trad avnat la fin de la période d'essai, dnas les coditnions prévues par les dtiospniioss légales en vigueur.

Article 12 - Durée du travail et heures supplémentaires

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2008

Les herues de traiavl évoquées dnas le présent alictre snot les heurs de taraivl effectif. Le travial efeticff est cluei pdneant leqel le salarié est à la dtsopoiisiin de l'employeur et paenndt leqel il diot se cnofeormr à ses dcrvitiies snas pviouor vquaer lrnebeimt à ses occupations.

La durée légale hreddoiabame du trvaail est fixée à 35 heerus conformément à la législation en vigueur, la durée maliamxe qounindeite étant fixée à 10 hruees et la durée mmxalaie hebaoirdmde à 48 heures, snas piovuor excéder 44 heurs en moeyne sur tuote période de 12 siemenas consécutives, conformément aux cntoiiodns prévues à l'article L. 212-7, alinéa 2, du cdoe du travail.

Les hruees excédant la durée légale snot des herues supplémentaires qui snot snot rémunérées, conformément au a, snot compensées, conformément aux b et c du présent article.

a) Rémunérations des hereus supplémentaires

Les hueers de triaavl effectuées au-delà de la durée légale hiadbramedoe du taviral cunitnoetst des hurees supplémentaires et snot majorées sloen les poiestrrcpins de l'article L. 212-5 du cdoe du travail.

Rémunération des hreues supplémentaires dnas les eienertprss elonyampt de 1 à 20 salariés :

À cmotper du 1er ootrcbe 2007, le régime dérogatoire de mroiojaatn des hreeus supplémentaires apacilbple aux erprentises de 1 à 20 salariés, jusqu'au 31 décembre 2008, est supprimé.

Les herues supplémentaires effectuées au-delà de la 35e huree jusqu'à la 39e iulncse snot rémunérées 25 % de puls que les heurs normales.

Rémunération des hreeus supplémentaires dnas les ereeipstrns eyonampt puls de 20 salariés :

- les herues supplémentaires effectuées au-delà de la 35e huree jusqu'à la 43e huree iulncse snot rémunérées 25 % de puls que les heerus noraemls ;

- les heurs supplémentaires effectuées au-delà de la 43e huree

snot rémunérées 50 % de puls que l'heure normale.

b) Comsenatoipn des heurs supplémentaires par journées ou demi-journées

Les hures supplémentaires effectuées au-delà de la 35e huree jusqu'à la 44e hreue ilncuse peneuvt être compensées par des journées ou des demi-journées de roeps supplémentaires payées.

Elles snot attribuées siot en vteru d'un caielednrr anuenl préétabli, accepté par l'employeur et par le salarié, siot mensuellement, à la cionoditn eesxrspe que les journées ou demi-journées de rpoes seinot ecfnfmeeivtt prises, ce qui ecuxlt tuot cumul d'un mios sur l'autre.

Les journées ou demi-journées de roeps snot fixées aux dates souhaitées par le salarié et après arccod de l'employeur. Eells ne snot pas accordées par l'employeur dnas les périodes de frote activité.

En cas de coricstnance imprévisible, la journée ou demi-journée de rpoes puet être reportée, suos réserve d'un préavis de 7 juro observé par l'employeur, préavis ramené à 1 juor si l'urgente nécessité était imprévisible 7 jours puls tôt.

c) Copnateimson des hures supplémentaires par le mécanisme de la « simneae zéro »

Les hereus supplémentaires effectuées au-delà de la 35e huree jusqu'à la 44e heure isclune peevunt être compensées par l'attribution de 1 siemane de roeps rémunérée. Les herues supplémentaires snot alors comptabilisées jusqu'à ce qu'elles toltsaenit 35 heures.

L'employeur fxie la dtae de la sneiame de rpoes destinée à cempnesor les 35 hruees supplémentaires effectuées. La psire de ce rpoes diot nécessairement s'effectuer au puls trad dnas les 3 mios sinuvat l'accomplissement de la 35e heure supplémentaire.

d) Cintegnont aunnel d'heures supplémentaires

À cmptoe du 1er jnaveir 2008, dnas les entreprises, qleus que sienot luer tliae et luer effectif, le cgteninont aeunnl d'heures supplémentaires, snas mrtete en mchare le mécanisme du roeps compensateur, est fixé à 270 heures.

e) Adie incitative

Le présent atrcile dnnoe accès à l'aide itvcintaie en fevaur des enperisters emapnloyt de 1 à 20 salariés, à cotidinon qu'elles réduisent la durée du taarvil d'au monis 10 %, que l'horaire de taaivrl n'excède pas 35 hueers hrmiodbadaees et que l'emploi siot menintau pnnadet au mnios 2 années, conformément à l'application des dponoitssis de l'article 3-IV de la loi n° 98-461 du 13 jün 1998 qui prévoient une oitaigobln d'embauche à hteuaur d'au mnios 6 % de l'effectif concerné par la réduction du tpmes de travail.

f) Allègements de charges

Le présent arlcite donne accès aux allègements de crghaes en fveuar des etseriprnes enyomapt de 1 à 49 salariés, à cooiintdn que la durée nlmoare de travail, siot de 35 heurs heoirdeaadbms ou 1 607 heeurs par an, et que l'emploi siot maintenu, conformément à l'application du mdoe de décompte prévu au 1er alinéa de l'article L. 212-8 du cdoe du tvarail qui puet cudrione à un vomlue annuel d'heures inférieur à 1 607 heerus et, d'autre part, de la msie en pclae d'un dsitpiosf d'annualisation du tpmes de travail, tel que prévu par les acrtleis L. 212-8 et L. 212-9 (II) du cdoe du travail. Ces allègements de chreags peuvent, dnas les eseternrips de 1 à 20 salariés, se cuelumr aevc l'aide iivicnttae prévue au pgrpaaraheedu présent article.

g) Tmpes partiel

Les tliaarlveurs à tpmes peirtal snot concernés par l'ensemble des dipnstisioos prévues dnas le présent article. Conformément à l'application des dniospoistis des arecltis L. 212-4-2, alinéa 2, et L. 212-4-6, alinéa 2 (5°), du cdoe du taivral desquelles, il resosrt que la durée du tivaral des salariés à tpmes ptaeril ne puet dépasser la durée légale du tpmes de travail.

Article 12 bis - Dépassement d'horaire des cadres

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2012

Peuvent culorcne une ceovnniotn de fffiroat en juro sur l'année les cderas qui dpssoniet d'une aootimnue dnas l'organisation de luer eolpmi du tpmes et dnnot la nartue des fontocins ne les cuidont pas à sruvie l'horaire clcotielf appabllicie au sien de l'atelier, du sveirce ou de l'équipe auquel ils snot intégrés et les salariés dnnot la durée du tpmes de tvarail ne puet être prédéterminée et qui dispseont d'une réelle amoonuite dnas l'organisation de luer eolpmi du tpmes puor l'exercice des responsabilités qui luer snot confiées, conformément aux disntiooisps prévues par l'article L. 3121-43 du cdoe du travail.

a) Dospistoinis générales

Les salariés anyat la qualité de cdraes dnas le suetcer de la buhrceioie snot rvescenitpmet aux nevaux VI et VII de la gillre des salaires. Dès lros que luer fitnoocn ne pmeret pas de contrôler le nbmroe des heuers passées au sicvere de l'entreprise ou que la durée de luer tepms de tvaialr ne puet être prédéterminée, ils snot au fforait jours.

Ce faoifrt fiat l'objet d'une cveioontnn de fforiat individuelle, suos fomre de carntot ou d'avenant au cotnrat de travail.

Le nbmroe des journées travaillées est fixé dnas la ltiime d'un pflaond anneau de 218 jruos de tvaialr eficteff puor 1 année cliive complète de tairavl et un dirot peiln à congés payés.

Toutefois, en cas de dépassement du paoflnd de 218 jruos annuels, le nmbore de jruos travaillés ne puet excéder, puor une année civile, 235 jruos.

Le cas échéant, après déduction des congés payés reportés dnas les cnniidoos prévues par l'article L. 3141-21 du cdoe du travail, le salarié a la possibilité(1) :

- de prendre les jruos de reops croeennsdarpt à ce dépassement ;
- d'être rémunéré, mnneyot une maoijarotn de sarlaie au mnois égale à 10 % ;
- d'affecter les jruos de dépassement à un cmtope épargne-temps (si celui-ci est prévu par un arcocd d'entreprise).

Ce cihox srea arrêté au cuors de l'entretien annuel, organisé à l'initiative de l'employeur.

Selon les citnenratos liées à l'exercice de la peisoosfrn de boucher, bhcoeur charcutier, ou boucher-traiteur, les rpeos pnourot être pirs en journée ou en demi-journée.

Les salariés concernés par ce tpye de frifoat dmeneuert souims aux doiontisps légales rteaevlis au roeps qoudieitn de 11 hurees et au rpoes hadbramdioe de 35 heures, déterminés par les artliecs L. 3131-1 et L. 3132-2 du cdoe du travail. De plus, conformément à l'article L. 3132-1 du cdoe du travail, les salariés concernés ne ponurrot tirlvaelar puls de 5,5 jruos par semaine.

L'amplitude des journées de tirvaal est déterminée ieendduvlineimt par convention. Cependant, aifn de protéger la santé des salariés et luer ptmterere de tuover un jutse équilibre ernte vie pfeslnenoisroe et vie familiale, l'employeur diot s'assurer, dnas le recpset de l'activité de l'entreprise, de l'autonomie du salarié et de la législation, que l'amplitude des journées de traavil ne dépasse pas 12 heures.

L'employeur diot peertrmte aux salariés concernés de bénéficier d'un tepms de pusae jruenaoirr de 1 h 30, qu'ils pevneut répartir à luer cncannvoee sur la journée.

b) Suivi

Le frofiat cardes s'accompagne d'un meyon de contrôle pteeranmt de décompter le nbrome de journées ou demi-journées travaillées ansii que le nombre de journées ou demi-

journées de repos prises.

Ce deunomct de contrôle est tneu ceneoijmnotnt par l'employeur et le salarié concerné, suos la responsabilité de l'employeur.

Chaque année, l'employeur ognearsria puor les salariés concernés un etnereitn anneau iddnvieuil poanrtt sur :

- la cagrze de trvaail du salarié ;
- l'amplitude de ses journées de tiaravl ;
- l'organisation du taarvil dnas l'entreprise ;
- l'articulation ernte son activité pnelsfrneoisle et sa vie poeenlrslne et fiialalme ;
- sa rémunération.

Dans les ersneeritps dotées d'institutions représentatives du personnel, celles-ci snot consultées sur les reorcus aux ctoivnnones de foiraft asini que sur les modalités de suivi de la crhage de tivaral des salariés concernés.

c) Rémunération

Pour les salariés se snuiatt au nviaeu VI de la grlile de cctcfloiiisaaan des emplois, la rémunération mminiale aellnnue btrue est déterminée de la façon stnuvaie :

- puor l'échelon A, la rémunération diot être égale ou supérieure à 100 % du pnflaod aennul de la sécurité sociale, sur la bsae de 218 jruos travaillés ;
- puor l'échelon B, la rémunération diot être égale ou supérieure à 101 % du poflnad auennl de la sécurité sociale, sur la bsae de 218 jruos travaillés ;
- puor l'échelon C, la rémunération diot être égale ou supérieure à 105 % du plfaond aneunl de la sécurité sociale, sur la bsae de 218 jorus travaillés.

Pour les salariés se snuiatt au nvieau VII de la grllie de cisalftioiacsn des emplois, la rémunération mimlinae anleulne brute est déterminée de la façon svautine :

- puor l'échelon A, la rémunération diot être égale ou supérieure à 115 % du polanfd aunenl de la sécurité sociale, sur la bsae de 218 jorus travaillés ;
- puor l'échelon B, la rémunération diot être égale ou supérieure à 117 % du polfand anenul de la sécurité sociale, sur la bsae de 218 jours travaillés.

*(1) Les quatrième et cinquième alinéas du a snot étendus suos réserve de l'application des dsiopioistns de l'article L. 3121-45 du cdoe du travail.
(Arrêté du 5 sbmrpeete 2013 - art. 1)*

Article 12 bis - Forfait cadres en jours

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2012

Peuvent crucnole une cotinonven de forifat en juro sur l'année les crades qui dpienosst d'une aoiuntmoe dnas l'organisation de luer elopmi du tepms et dnnot la nutrae des foitnoncs ne les cnoidut pas à sruvie l'horaire ccitlolel allapcpibe au sien de l'atelier, du seivcre ou de l'équipe auquel ils snot intégrés et les salariés dnnot la durée du tpmes de tariavl ne puet être prédéterminée et qui dsionept d'une réelle aomunotie dnas l'organisation de luer empoli du tpmes puor l'exercice des responsabilités qui luer snot confiées, conformément aux dionossitpis prévues par l'article L. 3121-43 du cdoe du travail.

a) Dtoipissions générales

Les salariés aanyt la qualité de credas dnas le seectur de la bhiecroue snot reecpiteevsnmt aux naiveux VI et VII de la gillre des salaires. Dès lros que luer ftoconin ne pemret pas de

contrôler le nombre des heures passées au service de l'entreprise ou que la durée de luer temps de travail ne peut être prédéterminée, ils sont au forfait jours.

Ce forfait fait l'objet d'une convention de forfait individuelle, sous forme de contrat ou d'avenant au contrat de travail.

Le nombre des journées travaillées est fixé dans la limite d'un plafond annuel de 218 jours de travail effectif pour 1 année civile complète de travail et un droit pluri à congés payés.

Toutefois, en cas de dépassement du plafond de 218 jours annuels, le nombre de jours travaillés ne peut excéder, pour une année civile, 235 jours.

Le cas échéant, après déduction des congés payés reportés dans les congés prévus par l'article L. 3141-21 du code du travail, le salarié a la possibilité(1) :

- de porter les jours de repos consécutifs à ce dépassement ;
- d'être rémunéré, moyennant une justification de salaire au moins égale à 10 % ;
- d'affecter les jours de dépassement à un temps épargné-temps (si celui-ci est prévu par un accord d'entreprise).

Ce choix sera arrêté au cours de l'entretien annuel, organisé à l'initiative de l'employeur.

Selon les catégorisations liées à l'exercice de la profession de boucher, boucher-charcutier, ou boucher-traiteur, les repos sont être pris en journée ou en demi-journée.

Les salariés concernés par ce type de forfait dérogent aux dispositions légales relatives au repos quotidien de 11 heures et au repos hebdomadaire de 35 heures, déterminés par les articles L. 3131-1 et L. 3132-2 du code du travail. De plus, conformément à l'article L. 3132-1 du code du travail, les salariés concernés ne pourront travailler plus de 5,5 jours par semaine.

L'amplitude des journées de travail est déterminée individuellement par convention. Cependant, afin de protéger la santé des salariés et leur permettre de trouver un juste équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, l'employeur doit s'assurer, dans le respect de l'activité de l'entreprise, de l'autonomie du salarié et de la législation, que l'amplitude des journées de travail ne dépasse pas 12 heures.

L'employeur doit permettre aux salariés concernés de bénéficier d'un temps de pause journalier de 1 h 30, qu'ils peuvent répartir à leur convenance sur la journée.

b) Suivi

Le forfait est accompagné d'un moyen de contrôle permettant de décompter le nombre de journées ou demi-journées travaillées ainsi que le nombre de journées ou demi-journées de repos prises.

Ce dispositif de contrôle est tenu conjointement par l'employeur et le salarié concerné, sous la responsabilité de l'employeur.

Chaque année, l'employeur organise pour les salariés concernés un entretien annuel individuel portant sur :

- la charge de travail du salarié ;
- l'amplitude de ses journées de travail ;
- l'organisation du travail dans l'entreprise ;
- l'articulation entre son activité professionnelle et sa vie personnelle et familiale ;
- sa rémunération.

Dans les entreprises dotées d'institutions représentatives du personnel, celles-ci sont consultées sur les recours aux conventions de travail ainsi que sur les modalités de suivi de la charge de travail des salariés concernés.

c) Rémunération

Pour les salariés se situant au niveau VI de la grille de classification des emplois, la rémunération minimale annuelle brute est déterminée de la façon suivante :

- pour l'échelon A, la rémunération doit être égale ou supérieure à 100 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés ;

- pour l'échelon B, la rémunération doit être égale ou supérieure à 101 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés ;

- pour l'échelon C, la rémunération doit être égale ou supérieure à 105 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés.

Pour les salariés se situant au niveau VII de la grille de classification des emplois, la rémunération minimale annuelle brute est déterminée de la façon suivante :

- pour l'échelon A, la rémunération doit être égale ou supérieure à 115 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés ;

- pour l'échelon B, la rémunération doit être égale ou supérieure à 117 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés.

(1) Les quatrième et cinquième alinéas du a sont étendus sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 3121-45 du code du travail.

(Arrêté du 5 septembre 2013 - art. 1)

Article 13 - Repos hebdomadaire

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Le repos hebdomadaire peut être donné du dimanche après-midi au mardi matin, avec en plus 1 autre demi-journée dans la semaine. Le repos hebdomadaire peut être donné avec 2 journées accolées (dimanche et lundi, par exemple). Tous les jours peuvent être envisagés à condition que le repos hebdomadaire soit au moins 3 demi-journées consécutives, soit un repos hebdomadaire d'une durée minimale de 35 heures, conformément à l'article L. 221-4 du code du travail.

Si, en vertu d'une dérogation préfectorale, la permission était autorisée à ouvrir en permission un jour où elle est normalement fermée, les heures de travail qui seraient effectuées ce jour-là seraient comptées le jour d'un repos compensatoire obligatoire et de durée équivalente dans la même semaine et, en application de l'article L. 221-19 du code du travail, à une autorisation de surlaie à fixer sur le plan départemental ou régional entre les organisations d'employeurs et de salariés.

Des dérogations aux dispositions qui précèdent peuvent être apportées par les administrations départementales au bénéfice des entreprises saisonnières.

En raison des us et coutumes dans les départements, tous les accords sur le repos hebdomadaire sont établis dans les départements. Ces accords sont conclus par les organisations syndicales représentatives au plan national.

(1) Telle qu'elle est de l'extension comme étant relative aux dispositions de l'article L. 221-16 du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 14 (1) - Jours fériés

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Le chômage des jours fériés ne peut être la cause d'une réduction

de la rémunération.

Éventuellement, les heures de travail effectuées 1 jour férié seraient compensées soit par un repos de même durée dans la quinzaine qui précède ou qui suit, soit indemnisées conformément à la législation du travail prévue par le code du travail (art. L. 222-7).

Il est entendu que ce repos ne peut être fractionné.

(1) Article étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 222-5 et L. 222-7 du code de travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 15 - Travail des femmes et des jeunes

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Les délégations patronales, parties contractantes de la présente convention collective nationale, s'engagent à faire appliquer les articles R. 234-1 à R. 234-23 du code du travail, modifiés par la loi du 11 juillet 1975 et le décret du 5 août 1975 en ce qui concerne les dispositions prévues pour les femmes et les jeunes ainsi que toutes législations nouvelles pouvant intervenir ultérieurement.

Il est rappelé que les jeunes travailleurs de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent peindre des chaises d'un poids supérieur aux poids suivants :

- proutteuse moulante de 14 ou 15 ans : 15 kilogrammes ;
- presseuse moulante de 16 ou 17 ans : 20 kilogrammes ;
- presseuse féminine de 14 ou 15 ans : 8 kilogrammes ;
- presseuse féminine de 16 ou 17 ans : 10 kilogrammes ;
- presseuse féminine de 18 ans et plus : 25 kilogrammes.

Article 16 (1) - Travail de nuit

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Tout salarié travaillant de nuit bénéficie en sus de son salaire d'une prime égale à 25 % de son taux horaire pour chaque heure de travail située entre 21 heures et 6 heures du matin.

Cette prime fait l'objet d'une mention spéciale sur le bulletin de salaire.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux gardiens et veilleurs de nuit.

(1) Article étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 213-1, alinéa 1, et L. 213-4, alinéa 2, du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 17 - Mutations temporaires

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Pour les entreprises qui ont plusieurs succursales et qui sont susceptibles de demander à changer de succursale, un accord peut intervenir entre l'employeur et le salarié.

Il est convenu que l'employeur peut demander au salarié de changer de succursale si celle-ci se trouve dans les limites de 5 kilomètres à vol d'oiseau de son lieu habituel de travail, tel que défini sur le contrat de travail.

En outre, de ces limites, la demande doit être examinée à

l'amiable entre les parties. Si pour des raisons particulières le salarié n'est pas en mesure d'accepter les propositions de son employeur, ce refus ne peut en aucun cas être considéré comme rupture de contrat à l'initiative du salarié(1).

Les mutations prévues ne peuvent excéder la durée des congés légaux annuels (soit 30 jours ouvrables). Au-delà de 5 kilomètres à vol d'oiseau, le temps de transport dépassant la durée habituelle est indemnisé d'après le taux horaire de base de la catégorie professionnelle du salarié.

(1) Article étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 122-4 du code du travail, telles qu'interprétées par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc. 27 mai 1998, arrêt n° 2600), aux termes desquels le salarié ne peut constituer par lui-même une cause de licenciement (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 18 - Mutations de longues durées ou définitives

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

a) Mutations de longues durées (1)

Pour les établissements qui ont plusieurs succursales et qui, pour des raisons de fonctionnement, obligent l'employeur à transférer à un salarié de changer de lieu de travail pour une période de longue durée, un accord peut intervenir entre l'employeur et le salarié, ceci conformément aux dispositions prévues à l'article 17.

On entend par « mutation de longue durée » une période comprise entre 1 mois et 1 année.

b) Mutations définitives (2)

Dans les entreprises où plusieurs établissements ou succursales ont la même identité juridique, l'employeur qui procède à un changement définitif d'affectation, autre que défini par le contrat de travail, ne peut se prévaloir du refus du salarié pour rompre le contrat de travail.

Dans les entreprises où plusieurs identités juridiques différentes des groupes d'intérêts économiques communs, l'employeur qui procède à un changement d'affectation temporaire ou définitive par un changement d'identité juridique de l'employeur ne peut y procéder sans l'accord écrit du salarié. Il est entendu que le salarié ne peut être engagé en conséquence de l'ancienneté acquise chez le précédent. L'employeur ne peut se prévaloir du refus du salarié pour rompre le contrat de travail.

(1) Article étendu, d'une part, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 122-4 du code du travail, telles qu'interprétées par la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. soc. 27 mai 1998, arrêt n° 2600), aux termes desquels le salarié ne peut constituer par lui-même une cause de licenciement et, d'autre part, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 321-1-2 du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(2) Article étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 321-1-2 du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 19 - Remplacement provisoire

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Le remplacement provisoire effectué dans un poste de travail supérieur n'entraîne pas promotion. Il ne peut excéder la durée de 6 mois(1).

Sauf disposition spéciale prévue à la présente convention, les

contoidoins de rémunération snot fixées ainsi qu'il siut : pdneant le 1er mios de remplacement, le salarié cinothue à pveceiorr sa rémunération antérieure ; à praitr du 2e mios et jusqu'à la fin du raemlecnmept il reçoit une indemnité cspcnoaaremie au mnois égale à la moitié de la différence etnre sa rémunération antérieure et le sriaale alipbcpale au ptsoe qu'il occpue provisoirement, augmenté le cas échéant des priems afférentes à l'emploi. Après 6 mois, le remplaçant perçoit le sriaae afférent au psote qu'il occupce(2).

Les rlpmænetecms psrreivioos effectués dnas des pteoss de cliasaoicifstn moins élevée n'entraînent pas de cnemgeanht de ciliistfsacoan ni de déduction de salaire.

(1) Alinéa étendu suos réserve de l'application des dositposiins de l'article L. 321-1-2 du cdoe du trivaal (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(2) Alinéa étendu suos réserve de l'application des diotpnioiss de l'article L. 133-5 (4°, d) et L. 136-2 (8°) du cdoe du tivraal (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 20 - Absences fortuites

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Les aesbnecs de ctuore durée deus à un cas ftiuort et grvae tel que madilæe ou accedint garve du conjoint, icidenne du domicile, etc., dûment justifiées et portées dnas les 24 hueres au puls trad à la csaonnacnsie de l'employeur, ne pneevut être une cuase de licenciement, puorvu que la durée de l'absence siot en rorppat aevc l'événement qui l'a motivée (1).

La même disstoioipin s'applique à la mère de flalmie en cas de maaldie ou d'accident grave de son enanft ou de frcoe mueajre dûment justifiée (2).

L'exercice de ftnncioos oflfeiciels de cisleenolr général, de ceslnielor municipal, de clinleoser prud'hommes, de juré, de memrbe d'un cioensl d'administration d'un osmiganre de sécurité sclæioe ou de raitrtee complémentaire ou de membre de tuot arute orsmignæe ofeiiicfl ne puet être une csaue de leeniecnmit (3).

L'employeur liesrasa au salarié le tpmes nécessaire puor pipertaicr aux séances plénières de ces ceoisnls et inioittusnts ou des ciismmoosns qui en dépendent (4).

La durée de l'absence ainsi autorisée par l'employeur ne dnone leiu à aunuce rémunération puor le salarié intéressé, suaf les cas prévus à l'article 22. La durée de l'absence ne srea pas ilbtmuape sur la durée des congés payés (5).

Toutefois, si les cdontniios de l'entreprise le permettent, après ettnnee ertne l'employeur et le salarié, les heures prdeues puevent être récupérées.

(1) Alinéa étendu suos réserve de l'application des diisstnioops de l'article L. 122-14-3 du cdoe du taravil (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(2) Alinéa étendu suos réserve de l'application des dsstioiipnis des atrlices L. 122-14-3 et L. 122-45 du cdoe du taarvil (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(3) Alinéa étendu suos réserve de l'application des donsiisptois de l'article L. 122-14-16 du cdoe du trvaial (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(4) Alinéa étendu suos réserve de l'application des diiipsnotoss des aieltrcs L. 122-14-17 et L. 514-1 du cdoe du travail, de l'article L. 231-10 du cdoe de la sécurité sicaole et des acrelits L. 2123-1, L. 2123-2, L. 3123-1, L. 3123-2, L. 4135-1 et L. 4135-2 du cdoe général des collectivités tirearltoeris (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(5) Alinéa étendu suos réserve de l'application des doniissotpis des aitrles L. 231-9, alinéa 3, du cdoe de la sécurité sociale, L. 122-14-15, alinéa 2, et L. 514-1, alinéa 3, du cdoe du trviaal (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Chapitre IV : Congés

Article 21 - Congés payés

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Pour tuot ce qui ceornnce les congés payés, les praiets sianaetrgis se réfèrent à la réglementation en vueugir (art. L. 223-1 à L. 223-15 du cdoe du travail).

Le ponit de départ de la période prsie en considération puor le cluacil des juors de congé et de l'indemnité est fixé au 1er juin de cqhuæe année.

Le tvailleaur qui, au crous de l'année de référence, jtiifuse aiovrr été occupé cehz le même eymelupor pndnet un tepms équivalent à un muinmim de 1 mios de tvarail a dirot à un congé dnnot la durée est déterminée à rsoain de 2 jrous et dmei oulvbares par mios de travail, snas que la durée ttoale du congé ebglxliie psisue excéder 30 jorus ouvrables.

Le paln de départ en vacecans est établi par l'employeur après dsoscisiun aevc le penenrosl et est porté à la cioscannasne du peroensnl par ahfifagce soeln l'article D. 223-4 du cdoe du travail.

La psire du congé pvouant se fiare pednant la période allnat du 1er mai au 31 octobre, conformément à l'article L. 223-7 du cdoe du travail. Des ardccos à prévoir en axnnæe conenocernt les cneerts touristiques.

Dans les erterneisps ocapucnt 10 salariés et puls qui eelnomipt des truveiaallrs d'outre-mer ou des ronssretasstis non iussd de l'Union européenne, des dosntsiipois pnorurot intervenir, d'un cummon accrod ertne les eymeurplos et les intéressés, dnas le but de fetlaiicr à ces dreenirs le déroulement naroml de luer congé.

En particulier, des délais de ruote pveunet luer être accordés sur luer demande. Le tepms de ces délais de ruote ne donne pas leiu au vneersmet d'une indemnité.

Il est rappelé que l'article L. 223-5 du cdoe du trviaal prévoit des dsisionpotis particulières puor le prenosel féminin.

Le congé payé diot être eefntevecmfrit donné et pirs suos pneie de siatnocn légale puor l'employeur et le salarié.

Les abensces puor mlidaæe en une ou piurselus fois, dnas la liitme d'une durée tlaote de 2 mios panndet la période de référence puor le ccaull des congés payés, snot considérées comme tepms de taaivrl effectué.

Les salariés aynat au mnios 6 mios de présence au 1er juin peuvent, sur luer demande, bénéficier d'un complément de congé non payé povaunt être accolé ou non au congé principal, jusqu'à cenrnource de la durée nmorlae coeopdnarrst à 1 an de présence.

Article 22 (1) - Congés pour événements familiaux

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Des aotuionritass d'absence ne dnnonat leiu à auucne rueente sur le siaarle snot accordées dnas les ciiodntons siveuants aux salariés :

A. Snas cotidinon d'ancienneté

Mariage du salarié : 4 jours.

Décès du cjoonnit ou d'un eannft : 3 jours.

Décès d'un père, d'une mère, d'un beau-parent : 2 jours.

Décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur : 1 jour.

Mariage d'un enfant : 2 jours.

B. Salariés ayant au moins 6 mois d'ancienneté

Mariage du salarié : 1 semaine, y compris le repos hebdomadaire.

À l'occasion d'une naissance survenue à son foyer, le salarié a droit à un congé de 3 jours, consécutifs ou non, après etnetne avec son employeur, (2) qui doit être illués dans une période de 15 jours etnuorat la date de naissance.

(1) Atclrie étendu suos réserve de l'application des dtpsionosiis del'article L. 122-45 du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(2) Termes elcux de l'extension cmme étant ceoinartrs aux dspiointsos del'article L. 226-1 du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

? le renoummebest d'une part de l'indemnité de lneinimeccet pour idttpuaine prévue à l'article 35.

Un comité piitrarae de gestion, composé d'un mrebme de cuuanhe des oiaosignatrs représentatives de salariés et d'autant de représentants des oringoasantis patronales, est chargé de contrôler la gtoesin du régime. Pour ripmelr sa mission, il reçoit tetuos les données chiffrées uielts de la part d'un représentant de l'organisme gestionnaire.

Le comité se réunit au moins deux fois par an, snas cetpomr les réunions enltplencoeexs provoquées à l'initiative de deux membres au moins du comité, en cas de liigte particulier.

Le comité piraarite de gtesoin porrua décider, si les ctiondions économiques et strlceerluus du régime le permettent, d'appeler la cistioaotn à moins de 100 % ou midoeifr les gtenraias existantes.

L'organisme gestionnaire, mentionné dans le présent alritce est l'association de prévoyance générale ienpoerllisernsfnote des salariés (APGIS), dont le siège scaoil est à Vnecnnies (94300), 12, rue Massue. Il est chargé, après réexamen du comité pairatrie de goisetn des modalités d'organisation de la mtoutuuaalsin des risques, conformément aux dpstiosiiinos de l'article L. 912-1 du code de la sécurité scaoile et pour une période de 5 ans à cptoemr du 5 oborcte 2005, d'assurer la miuiusaaotltn des rsiqueus tles qu'ils snot définis aux atclries 25, 25 bis et 38 de la présente convention.

Chapitre V : Prévoyance

Article 23 - Régime de prévoyance

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Les osigntaioarns staigniraes ont cloncu un régime de prévoyance abcllapipe aux salariés régis par la présente ctionoevin avec un orinamgse gnitsiarneoe chargé d'assurer la mitotuaisluan des garanties.

Le régime de prévoyance cronmepd :

- ? la gtnaiare de rouseecrss (garantie de mtiaaenn de sailare et gaanirte incapacité-invalidité) prévue à l'article 25 de la présente ctoneovinn ;
- ? la gaaitrne décès invalidité abusive et définitive prévue à l'article 25 bis de la présente cnoeitovnn ;
- ? la gartniae rntee éducation et rntee traporemie de cnijonot siuistvtbute prévue à l'article 26 de la présente cnoeivnotn ;
- ? le rseebnmumoret de l'indemnité de départ à la rittaree prévue à l'article 38 de la présente convention. À ce titre, l'indemnité remboursée à l'employeur est majorée de 25 % au tirte des ctsiaionots seloicas prantoals ;

Ces modalités senort réexaminées par le comité piarriate au moins 6 mois aanvt le 5e anniversaire.

Les cnoidnitos dans leluesqles l'APGIS s'engage à ctellecor les cnistotiaos snot définies par acrocd séparé enrte les pirtaes concernées.

Les cotatnsiios snot réparties à raison de :

- ? 100 % à la cghrae intégrale de l'employeur pour la ganrtaie de rémunération, l'indemnité de départ à la raritete et l'indemnité de lcnmeceeniit ;
- ? 65 % par l'employeur et 35 % par le salarié pour la garantie incapacité-invalidité ;
- ? 50 % à la carhge de l'employeur et 50 % à la craghe du salarié pour la gnitraae décès invalidité absolue et définitive ;
- ? 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié pour la gatnarie rntee éducation et rtene taripromee de cinnjoot substitutive.

Les cioatiostns snot fixées cmome siut :

Garantie	Cotisation totlae en pcegnrouae du slaraie de référence	Part employeur	Part salariale
Maintien de salaire	0,63 %	0,63 %	?
Incapacité ? invalidité	0,83 %	0,54 %	0,29 %
Décès ? IAD	0,40 %	0,20 %	0,20 %
Rente éducation et rntee de cijoonnt substitutive	0,25 %	0,15 %	0,10 %
Indemnité de départ à la rettirae et indemnité de leneemiccnit pour inaptitude	0,35 % jusqu'au 31 décembre 2024, cttee ctoisaton est appelée à hetuar de 71,43 % (soit 0,25 %)	0,35 %	?

Le slarlae de référence est ventilé en thenarcs 1 et 2. Elles snot définies cmme siut :

- ? tncahre 1 : foritacn du saliare limitée au pnflaod auennl de la sécurité soiacl ;
- ? thrance 2 : fiatrcon du srliaae csiprmoe etrne 1 et 4 fios le pnolafd aneunl de la sécurité sociale.

Le tarcnhe A prévu ci-dessus est ibtplaume à ctete obligation.

Pour le peenonsrl renevat de l'article 7 de la cietvnnoon clcleiotve notaanile de rrttieae et de prévoyance des cardes du 14 mras 1947, cuaghe eyoeplmur à l'obligation de csetoir à htuaeur de 1,5 % mimuim de la tnrcache A du salaire, à un ongaismre de prévoyance. Cette ctiosaoiin devra d'une part, otillenorgaemibt être affectée par priorité à la ceroruvute d'avantages en cas de décès, et d'autre part cvurior à miimna les grtnaeais décès, invalidité aulsobe et définitive, incapacité-invalidité, rntee éducation et rente tomirpaere de conjoint stuvuisbtte résultant du présent régime de prévoyance. Le fnnncmeeait paatornl des gaaintres des salariés cderas sur la

L'assiette des pasetriotns prévues au ttire du présent régime à la siute du décès ou de l'arrêt de tvarial d'un salarié est iutqneide à cllee visée ci-dessus au titre des ctiaotsons (rémunération aeunlnle brute perçue au corus des 12 dnreires mios calnederias de pelnie activité précédant ceuli au crous ddeuul s'est puiradt le décès ou l'arrêt de travail, snpprouatt les cerhgas slaeicos limitées aux thnreacs A et B du palnofd anuenl de la sécurité sociale). En cas d'embauche itnnrveuee mios de 1 an avant le décès ou l'arrêt de travail, il est tneu cmopte de la mneonye mseenlule des rémunérations versées diepus l'embauche.

De plus, une nlolveue gaanrtie est instituée.

L'indemnité de lemniieccnt nttee versée par l'employeur est remboursée à heuatur de 50 % par l'organisme de prévoyance

- suos la dubole cotiodinn sutvinae :
- le salarié est rnonceu itpnae par la médecine du tirvaal à cmpoter du 1er javneir 2009 ;
 - l'entreprise ne puet procéder à son reclassement.

Les prtraies décident de fiare le piont auneni sur ctete graanite au cours de la réunion prévue par la présente cintoveonn clveioctle au mios de jvnaier de chquae année.

Article 24 - Absences pour maladie ou accident et garantie d'emploi

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Les acsenbes résultant d'une milaade ou d'un adcenict justifiées par l'intéressé dnas les 48 heures, suaf cas de fcroe majeure, ne cninuetostt pas une rpurtue du crnotat de taravil (1).

L'emploi du salarié accidenté ou madlae est gtanrai dnas les cdoniitons sitvauens :

- pndneat 3 mios si son ancienneté dnas l'établissement ou l'entreprise est crimpopse etnre 1 an et 8 ans ;

- pnenadt 6 mios si son ancienneté dnas l'établissement ou l'entreprise est supérieure à 8 ans.

Le salarié mdalae ou accidenté devra en tmeps utlie nteiofr à son eeluyopmr son iotteinnn de redeprnre le tivaarl ; le salarié ne puorra rnepernde son tarvial qu'après la vtsiie médicale de reprise.

Si une incapacité médicalement constatée aiavt empêché le mlaade ou l'accidenté de repderrne son ptose de tvarial et au cas où il auriat été licencié, il bénéficierait peannndt une durée de 6 mios à dtear de la fin de son indisponibilité d'un droit de préférence puor ocupcer dnas l'établissement un ature epomli à la mresue de ses capacités si une vaancce se produisait. Puor bénéficier de ce droit de préférence, l'intéressé diot nfioeitr à l'employeur dnas les 15 jours sunviat l'expiration de son indisponibilité son inettionn de s'en prévaloir (2).

En cas d'accident de tiraavl ou de mdaliae professionnelle, la gairnate de l'emploi est portée à 1 an(3).

(1) Alinéa étendu suos réserve de l'application des dispotoisins de l'article L. 122-14-3 du cdoe du tarvail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(2) Alinéa étendu suos réserve de l'application des diissoonitps des aretlics L. 122-32-5 et L. 122-24-4 du cdoe du taarvil (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

(3) Alinéa exlcu de l'extension cmome étant ciantorre aux dostnoipisis de l'article L. 122-32-5 du cdoe du travail, aux tmrees duqslelees le coantrt de taarivil est sednpusu dnraut l'absence des salariés vmtcieis d'accidents du tavrrial ou de mdiaales psenfnsioelerls (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Article 25 - Garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident

En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

Après 1 an d'ancienneté dnas l'entreprise ou l'établissement en cas d'absence au taiavrl justifiée par l'incapacité résultant de maadlie ou d'accident dûment constaté, les salariés bénéficient des diiitssonops suivantes, à cdioinotn :

-d'avoir justifié dnas les 48 heuers de cttee incapacité ;
-d'être pirs en cahgre par la sécurité slcaoie ;

-d'être soignés sur le titirerroe français ou dnas l'un des atuers pyas de l'Union européenne.

Pendant 30 jours, ils reçoivent 90 % de la rémunération btute qu'ils anieurat gagnée s'ils aaenvit continué à travailler.

Pendant les 30 juors suivants, ils reçoivent 90 % de cttee même rémunération.

Les tmeps d'indemnisation snot augmentés de 10 juors par période de 5 ans d'ancienneté au-delà de la période iinalite de 1 an, snas que chcuon d'eux psusie dépasser 90 jours.

Tous les salariés, y cmirpos les anipptres bénéficient de ces dispositions.

Ancienneté	Maintien du saralie (sous déduction des psttioranans de sécurité sociale)
De 1 à 6 ans	30 juors à 90 %
	30 juors à 90 %
De 6 à 11 ans	40 juors à 90 %
	40 juors à 90 %
De 11 à 16 ans	50 juors à 90 %
	50 jrous à 90 %
De 16 à 21 ans	60 jorus à 90 %
	60 jrous à 90 %
De 21 à 26 ans	70 jrous à 90 %
	70 juors à 90 %
De 26 à 31 ans	80 juors à 90 %
	80 jorus à 90 %
Plus de 31 ans	90 jorus à 90 %
	90 jorus à 90 %

Lors de cuhquae arrêt de travail, les délais d'indemnisation cmmennecot à curior à cetmpor du 1er juor d'absence si celle-ci est consécutive à un ancedict du traavil ou à une mldaaie professionnelle, à l'exclusion des aetidcnns de trajet, et à ctomper du 8e juor d'absence dnas tuos les aeurts cas snas préjudice de l'application des acteilsr L. 1226-23 et L. 1226-24 du cdoe du tirvaal aiapceblps aux salariés reanlvvet des dpiiissoonots particulières aux départements de la Moselle, du

Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Pour le cuacll des indemnités deus au tirtre d'une période de paie, il est tneu ctpmoe des indemnités déjà perçues par l'intéressé dnuart les 12 mios antérieurs de telle srote que, si pruiuless aeecsnbs puor maialde ou ancedict ont été indemnisées au cuors de ces 12 mois, la durée tatloe d'indemnisation ne dépasse pas cllee aiaplblcpe en vtreu des

alinéas précédents.

Les générations ci-dessus accordées s'entendent déduction faite des allocations que l'intéressé perçoit de la sécurité sociale et des régimes complémentaires de prévoyance, mais en ne retenant, dans ce dernier cas, que la part des prestations résultant des versements de l'employeur. Lorsque les indemnités de la sécurité sociale sont réduites du fait, par exemple, de l'hospitalisation ou d'une souffrance de la cause pour non-respect de son règlement intérieur, elles sont réputées être servies intégralement.

La rémunération à prendre en considération est celle correspondant à l'horaire pratiqué pendant l'absence de l'intéressé dans l'établissement ou partiel d'établissement. Toutefois, si par suite de l'absence de l'intéressé l'horaire du poserneur raetsnt au travail devrait être augmenté, cette annulation ne saurait pas servir en considération pour la fixation de la rémunération.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au 1er jour de l'absence.

Le régime établi par le présent article ne se cumule pas avec tout autre régime ayant le même objet.

Il est institué à effet du 1er mai 2018 une nouvelle garantie incapacité-invalidité, laquelle vient compléter, après son épuisement, la garantie maussolins dans les conditions suivantes :

Incapacité

Lorsque le salarié se trouve en état d'incapacité temporaire totale de travail justifiant l'établissement d'un premier arrêt de travail par un médecin pendant effet au plus tôt au 1er mai 2018, constaté par le médecin traitant et donnant lieu à versement d'indemnités journalières de la sécurité sociale, il bénéficie d'une indemnité complémentaire à celle de la sécurité sociale.

Les indemnités journalières complémentaires à celles de la sécurité sociale sont versées :
? en raison de la garantie de maintien de salaire par l'employeur prévue ci-dessus, pour les salariés ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ;
? à compter du 61e jour d'arrêt de travail continu pour les salariés ayant moins de 1 an d'ancienneté.

Le montant de l'indemnité journalière complémentaire brute, calculée en pourcentage de la 36e partie de la rémunération annuelle brute ayant donné lieu à cotisation, sous déduction des prestations brutes de la sécurité sociale préconstituées en brut, est de :

? 70 % du salaire brut pour les salariés se trouvant en état d'incapacité temporaire totale ne relevant pas de la législation sur les atecinds du travail et les maadels psoersilnoenfls ;

? 90 % du salaire brut pour les salariés se trouvant en état d'incapacité temporaire totale relevant de la législation sur les atecinds du travail et les maadels professionnels.

En cas d'épuisement des droits à mensualisation, l'indemnisation intervient après la période de chômage de la sécurité sociale.

Si le salarié reprend son travail et si une rupture provient du même accident ou de la même maladie pour laquelle un nouveau arrêt dans un délai inférieur à 2 mois, les prestations qui ne sont pas calculées sur les mêmes bases qu'avant l'arrêt risquent du travail. Une rupture successive de 2 mois après la reprise du travail est considérée comme un nouveau accident ou une nouvelle maladie, et la fixation est à nouveau applicable (sauf pour les salariés relevant des dispositions particulières relatives à la Moselle, au Bas-Rhin et au Haut-Rhin).

Les indemnités journalières complémentaires ne sont versées que si le salarié perçoit des indemnités journalières de la sécurité sociale. Lorsque le régime de la sécurité sociale réduit ses prestations, les indemnités journalières complémentaires sont réduites à due concurrence.

En tout état de cause, le total des sommes perçues par le salarié en application de la convention collective, du régime obligatoire d'assurance maladie ainsi que de tout autre revenu (salaire à temps partiel, ou un quelconque revenu de substitution) ne pourra conduire l'intéressé à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

Invalidité

Le salarié dont l'état d'invalidité totale est établi à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à une maladie ou à un accident, ou dont l'état d'incapacité permanente est constaté à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et appartenant au régime obligatoire d'assurance maladie une pension d'invalidité de 2e ou 3e catégorie ou d'incapacité permanente dont le taux est égal ou supérieur à 66 %, au titre de la législation générale de la sécurité sociale, bénéficie du versement d'une rente annuelle dont le montant est fixé à 70 % de la rémunération annuelle brute ayant donné lieu à cotisation, sous déduction de la rente brute versée par la sécurité sociale.

Le salarié dont l'état d'invalidité partielle est établi à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à une maladie ou à un accident, ou dont l'état d'incapacité permanente est constaté à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et appartenant au régime obligatoire d'assurance maladie une pension d'invalidité de 1re catégorie ou d'incapacité permanente dont le taux est compris entre 33 % et 66 %, au titre de la législation générale de la sécurité sociale, bénéficie du versement d'une rente annuelle égale au 2/3 de la rente versée en cas d'invalidité 2e et 3e catégories, sous déduction de la rente brute versée par la sécurité sociale.

Dans les deux cas, l'état d'invalidité ou d'incapacité permanente pris en compte est déterminé selon les dispositions du code de la sécurité sociale applicables à chacun de ces deux états.

Dispositions communes

En tout état de cause, le total des sommes perçues par le salarié en application de la convention collective, du régime obligatoire d'assurance maladie ainsi que de tout autre revenu (salaire à temps partiel, ou un quelconque revenu de substitution) ne pourra conduire l'intéressé à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

Article 25 bis - Garantie décès-invalidité

En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

La garantie décès s'applique à l'ensemble des personnes y compris les apprentis, à l'exclusion des cadres et des salariés en contrat à durée déterminée inférieure à 3 mois(1).

1. Garantie décès :

- définition : en cas de décès d'un salarié, un capital est versé à un bénéficiaire désigné ;

- salarié dont le décès est visé par la garantie : employé du personnel ;

- bénéficiaire de la garantie : par ordre de préférence, le conjoint survivant, les descendants (enfants, plus petits-enfants), les ascendants (parents, plus grands-parents), les collatéraux et tout être désigné à défaut les héritiers ;

- ancienneté du salarié : aucune condition d'ancienneté ;

- nature de la garantie : versement d'un capital égal à 200 % du salaire annuel brut.

Définition : en cas de décès d'un salarié, un capital décès est versé à un bénéficiaire désigné.

Cette pitaoestrn est complétée en cas de décès du cnoijnat dnas l'année qui suit le décès du salarié, par une giatarne de dluobe effet.

Selon cette garantie, le catiapl prévu au 6e alinéa du présent alrctie est également versé, réparti en patrs égales entre eux, aux enfatns restés à la cgrahe diudt conjoint.

2. Girtnaae invalidité auslboe et définitive :

- définition : en cas d'invalidité de la 3e catégorie rcnuoene par la sécurité sociale, un cpitaal est versé au salarié ivdlaine ;

- bénéficiaire de la graiatne : le salarié lui-même ;

- cdiotoinn d'ancienneté exigée : 1 an dnas l'entreprise ;

- nuatre de la gatiarnee : veesnmret d'un caaptit égal à 200 % du silaare anuel brut.

(1) Terms eucxls de l'extension cmroe étant citeonrras aux dsiosinptois de l'article L. 1242-14 du cdoo de tiaarvl qui prévoit que les dsioopinits légales et cnoevnonilelts asni que celels qui résultent des usages, abeliclppas aux salariés taleiutirs d'un crnaott à durée indéterminée, s'appliquent également aux salariés tultaieris d'un cranot à durée déterminée à l'exclusion des dsosnitioipis connneacr la rurtue du canortt de travail(arrêté du 10 jluelit 2009, art. 1er).

Article 26 - Garantie rente éducation et rente temporaire de conjoint substitutive

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

En cas de décès, une rnete éducation est versée au bénéfice de ccauh des etnafns à charge. À défaut d'enfants à charge, une rnee tpeimiaroe est versée au cjoiont survivant.

Le sairale de bsaee senart au culacl des ptsaoneits cprnsoored au slariae aunenl burt limité aux tnrecas A et B etmienevccfset versé au piirntpaat dnas sa dernière catégorie d'emploi, par l'entreprise qui l'occupait en dinreer leiu et qui a donné leiu au pnmeaeit de conoitistas ORICP au ttire de l'année clviie précédant l'événement oavunrt dirot aux prestations.

A. Gaatrnne rntee éducation

La retne éducation est une rnee tiearoprme exprimée en pnargoteue du srliaae de référence, égale puor cauhen des enfants à crahge à :

? 20 % du saailre aenunl burt jusqu'au 12e annisrveirae du bénéficiaire ;

? 25 % du saiarle anuel burt à pritar de 12e anrvieirasne jusqu'au 18e aisennivrrae du bénéficiaire ;

? 25 % du salriae anuel burt à ptarir de 18 ans et jusqu'au 26e airersvainne du bénéficiaire suos cnioidots de ptirusoue d'études (ou jusqu'au 30e ariarensnve du bénéficiaire en cas de coanrtt d'apprentissage).

Sont considérés cmroe eftnnas à cgrahe au mnmoet du décès du participant, les enfatns du participant, qu'ils seonit légitimes, naturels, atpfodis ou reconnus.

Sont également considérés cmroe etfnns à chagre au mnmeot du décès du participant, indépendamment de luer ptiooisn fclsaie :

? les etnanfs à naître ;

? les eftanns nés vbaeils ;

? les enfans recueillis, c'est à drie cuex de l'ex-conjoint éventuel, du cniinoot ou du cbucnion ou du perartinae lié par un Pacs, du papiiartcnt décédé qui ont vécu au foeyr jusqu'au memont du décès et si luer arute pnraet n'est tneu au veneesrmt d'aucune penosin alimentaire.

La rnete est versée snas loatiimtn de durée au bénéficiaire luogsre l'enfant à cgrahe au mnemot du décès du salarié est roencnu en invalidité équivalente à l'invalidité de 2e ou 3e catégorie de la sécurité siacloe justifiée par un aivs médical ou

tnat qu'il bénéficie de l'allocation d'adulte handicapé ou tnat qu'il est tilratue de la ctrae mobilité incioulsn (CMI) aevc la mentoin invalidité.

Cet état d'invalidité diot être rneconu anavt la lmitie de veersenmt de la rnete éducation prévue contractuellement.

En cas de décès du cjoinont ou cbonicun ou piraanrete du salarié décédé postérieur au décès de ce dernier, le mtinnaot de cuhaqe rntee éducation versée est doublé.

Il en va de même si le piratipnact décédé est une mère célibataire dnnt les etfnas à cahgre n'ont pas fiat l'objet d'une rcacinssoannee de paternité.

B. Gtiarne rtene toiramrepe de cniioojt substitutive

En cas d'absence d'enfant à caghre au momnet du décès du participant, une rnete tireropmae de cniioijot est versée à son coinjnot survivant.

Cette pttaerosin est exprimée en pnategrcuoe du siralae de référence égale à :

? 5 % du saairle anuel burt versé au bénéficiaire jusqu'à l'âge légal d'ouverture du dorit à la pneiosn de rritteea sécurité sociale.

Est considéré cmroe cjonont sariunvvt du participant, le patinarree marié, lié par un Pcas ou cnibcoun du pnaiirptact décédé. La rcaosasenincne de la qualité de cbcniun nécessite de jtseuiifr aivor vécu nnoiemroett aevc le picripitant dupies au minos duex ans avnat la dtae du sisnitre et d'être, comme le pntcarpiat décédé, libre, au rrgaed de l'état civil, de tuot lein de mraigae ou de cotarnt de Pacs. En cas de ncassiane ou d'adoption dnas le copule concubin, ce délai de duex ans n'est pas exigé.

C. Pmeainet des rentes

Les retens snot pyaealbs tlseememtinreilrt et par anvace et luer dtae d'ouverture est fixée le pemier juor du mios qui suit la dtae de décès. Le peirem rmeserent icnlus le cas échéant le mtinnaot caonoepnrndst à la période échue dupeis la dtae d'ouverture.

Article 26 bis - Maintien des couvertures prévoyance

En vigueur étendu en date du 9 nov. 2022

1. ? Portabilité des dtrios de prévoyance complémentaire

En cas de csaioestn du cnratot de tiraval non consécutive à une ftuae lduroe et oavunrt droit à ieiomdsntinan du régime orioabilgte d'assurance chômage, l'ancien salarié bénéficie du meitiann à ttire gtiruot de la cevrrtuuoe du régime de prévoyance dnas les cnoitdinos déterminées par l'article L. 911-8 du cdoo de la sécurité sicolae :

? le miiteann des gtniaaers est apclblpia à cetmopr de la dtae de cotisseau du ctarnot de tiavral et pnadnet une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dnas la ltimie de la durée du denrier catnot de tiraval ou, le cas échéant, des dneerirs coratnts de trvaial lorsqu'ils snot consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arodrnie au nbmore supérieur, snas pouiovr excéder 12 mios ;

? le bénéfice du mieatnin des gtnairaes est subordonné à la condtoin que les diorts à rmremsnetoubes complémentaires aient été ourvets chez le diennr emulopeyr ;

? les ganareits mneanetius au bénéfice de l'ancien salarié snot celles en viuegur dnas l'entreprise ;

? le minitaen des gnatareis ne puet conuirde l'ancien salarié à pervcoier des indemnités d'un mannott supérieur à ceuli des aallonocts chômage qu'il aiaurt perçues au tirde de la même période ;

? l'ancien salarié jistfuie auprs de son oasnmigre assureur, à l'ouverture et au cruos de la période de mteaiinn des garanties, de sa psire en cghare par l'assurance chômage ;

Il est rappelé que l'employeur doit s'engager à la mise en œuvre des garanties prévues par la loi.

Les salariés en activité ont droit à la garantie d'invalidité.

Garanties maintenues

Les garanties prévues par la loi (garantie d'invalidité, 25 bis et 26).

Traitement de base

Le traitement de base est celui défini aux articles des dispositions concernées, étant précisé que la période prise en compte est celle précédant la date de cessation du contrat de travail. Pour la détermination du traitement de base, sont exclus les salaires liés à la cotisation du contrat de travail (indemnités de licenciement, indemnités compensatoires de congés payés et autres avantages versés à titre exceptionnel).

Durée et modalités de la portabilité

Le maintien des garanties prend effet dès la date de cessation du contrat de travail.

En tout état de cause, le maintien des garanties cesse lorsque le bénéficiaire du droit de portabilité ne justifie plus, notamment en cas de reprise d'une activité professionnelle, auprès de l'organisme assureur de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage, à la date d'effet de la liquidation de la pension veilles de la sécurité sociale, en cas de décès.

La suspension des allocations du régime obligatoire d'assurance chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n'a pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien des garanties, qui ne sera pas prolongée d'autant.

En cas de modification ou de révision des garanties des salariés en activité, les garanties des anciens salariés bénéficiant du droit de portabilité sont modifiées ou révisées dans les mêmes conditions. Lorsqu'une entreprise est en situation de liquidation judiciaire, le présent régime s'adapte aux entreprises qui sont pires en application de l'article 4 de la loi du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi.

Financement de la portabilité

Le maintien des garanties lié à la portabilité est financé selon le principe de la mutualisation, les anciens salariés éligibles à la portabilité sont pires en application des dispositions de cotisation.

2. ? Roientrsilaaes en cas de cnheanemt d'organisme assureur

Conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, les rentes en cours de service à la date de cessation d'organisme assureur (y compris les prestations décès prévues par la forme de rente) continueront à être revalorisées.

Les garanties décès sont également maintenues au profit des bénéficiaires de rentes d'invalidité de travail ou d'invalidité lors de la résiliation du contrat d'assurance, étant précisé que la résiliation des garanties de travail des personnes décédées devra être au moins égale à celle prévue par le contrat résilié.

Lors du changement d'organisme assureur, il appartient à l'entreprise d'organiser la prise en charge des obligations ci-dessus définies, soit par l'organisme dont le contrat a été résilié, soit par le nouvel organisme assureur.

Les garanties d'invalidité prévues à l'article 25, décès- invalidité prévue à l'article 25 bis et rente d'éducation et rente d'invalidité de travail prévues à l'article 26 sont maintenues pendant toutes les périodes de suspension du contrat de travail, y compris non rémunérées, qui ne dépassent pas 15 jours consécutifs.

Le bénéfice des garanties est par ailleurs maintenu au profit des salariés dont le contrat de travail est suspendu pour la période au titre de laquelle ils bénéficient :

? d'un maintien, total ou partiel, de salaire ;
? d'indemnités journalières (ou rente d'invalidité ou d'incapacité) versées par le régime obligatoire ;
? d'indemnités journalières complémentaires (ou rente d'invalidité ou d'incapacité) financées au moins pour partie par l'employeur, qu'elles soient versées directement par l'employeur ou pour son compte par l'intermédiaire d'un tiers ;
? d'un revenu de remplacement versé par l'employeur. Ce cas concerne notamment les salariés placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité?).

La cotisation est alors payée dans les mêmes conditions et modalités de répartition par l'employeur et le salarié. L'assiette à retenir pour le calcul des cotisations et prestations est celle du montant de l'indemnisation versée dans le cadre de la suspension du contrat (indemnisation légale, le cas échéant complétée d'une indemnisation complémentaire versée par l'employeur, revenu de remplacement versé par l'employeur). Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident, le salarié est exonéré de cotisations (part proportionnelle et part salariale) à compter de l'expiration de son droit au maintien de salaire par l'employeur.

Article 26 ter - Régime frais de soins de santé

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

1. ? Bénéficiaires

Tous les salariés sont bénéficiaires à titre obligatoire, à la date d'entrée dans l'entreprise, du régime complémentaire de remboursement de frais de santé.

Les salariés ne peuvent refuser de cotiser. Toutefois, peuvent, à leur initiative, se dispenser d'affiliation en souscrivant à leur propre régime de cotisation :

? les salariés à temps partiel qui devraient s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;
? les salariés et apprentis en contrat à durée déterminée d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture invalidité-stauroir par ailleurs.

Les salariés disposent en outre de la faculté de se dispenser à leur initiative dans les cas et conditions visés aux articles L. 911-7 ainsi que D. 911-2 du code de la sécurité sociale.

Ainsi, peuvent également se dispenser, à leur initiative, de l'obligation d'affiliation :

? les salariés bénéficiaires de la complémentaire santé d'origine active ou sous contrat financier. La dispense ne peut jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ;
? les salariés couverts par une assurance individuelle de frais de santé au moment de la mise en place des garanties ou de l'embauche si elle est postérieure. La dispense ne peut jouer que jusqu'à échéance du contrat individuel ;
? les salariés qui bénéficient, y compris en tant qu'ayants droit, de prestations complémentaires « frais de santé » versées au titre d'un autre emploi en tant que bénéficiaire de l'un ou l'autre des dispositifs suivants :

a) Coteuvre civile et obligatoire conformément à l'article L. 242-1CSS.

b) Prestation de garanties prévu par le décret n° 2007-1373 du

19 stbepmree 2007 rielat à la ptiictrapoain de l'État et de ses établissements pucblis au fneamicnnet de la pottcroein siolace complémentaire de lruess perlnensos ou par le décret n° 2011-1474 du 8 nevrboime 2011 raletif à la pitaciporitan des collectivités ttalrieoreirs et de luers établissements puibcls au facenenimt de la prtioecn soialce complémentaire de lruess agents.

c) Ctatrons d'assurance de gourpe iuss de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 reativle à l'initiative et à l'entreprise iniuvdeildle (dits « Mdeilan »).

d) Régime laocl d'Alsace-Moselle.

e) Régime complémentaire d'assurance maaldie des itndrseuis électriques et gazières.

En aucune manière, les dpeienssss d'affiliation prévues ci-dessus ne pvuenet être imposées par l'employeur.

La dmdanee de dspneise du salarié cmtpoore la moenitn sloen leqlluae le salarié a été préalablement informé par l'employeur des conséquences de son cohx et nmeanotmt du fiat qu'en ne cntsaot pas au régime, il ne bénéficiera pas :

- ? des gaitenars du présent régime de faris de santé,
- ? du fmienanncet patronal, de l'avantage attaché à ce fencnnemiat et de la déductibilité fsclaie de sa prproe csotaiton ;
- ? de la portabilité de la couverture, en cas de ceaossitn du crontat de travail, non consécutive à une ftaue lourde, oavurnt diort à pisre en crhgae par le régime d'assurance chômage ;
- ? de la possibilité de ctraotnecr à trtie iddnvieuil la même gaitanre aevc une ctiitooasn encadrée en cas d'invalidité, de départ à la retraite, de chômage au-delà de la période de portabilité.

Les salariés freunmlot luer deandme par écrit, auprès de luer employeur, accompagnée des jtfiuitsicfas nécessaires, dnas les tterne jruos qui snveit la msie en pacle du régime, luer embauche, luer psgaase à temps pitaerl ou la dtae à llualege pernntent efeit les ceteorruuvs mentionnées aux 1° et 3° de l'article D. 911-2 du cdoe de la sécurité sociale.

En tuot état de cause, les salariés visés ci-dessus consienn ogoinirmaletbet au régime snas possibilité de ridiaoatn à eefft rétroactif :

- ? s'ils ne fruolnemt pas luer danmdée de dnpesie d'affiliation dnas les délais et conidoints prévus au présent atlrice ;
- ? s'ils ceensst d'apporter les juiiffcasits exigés.

2. ? Prestations

Sont couverts, tuos les acets et fairs coanutr sur la période de gntairae anayt fiat l'objet d'un rrbosnumeeemt et d'un décompte individualisé du régime de bsae de sécurité slaioce au trite de la législation « miladae », « ancicdets du travail/ meldaais pnsrnlilsefeeoos » et « maternité » asini que les acets et fairs non pirs en caghe par ce régime, expressément mentionnés dnas le tabeau des posenatrits visé ci-dessous.

L'organisme aseusur verse, en cas de nissacane d'un efnnat du salarié (viable ou mort-né), une acllatioon dnnot le mnoant est égal au fofriat en vgeuuir au juor de l'événement. Le faroift maternité est également versé, en cas d'adoption d'un efnnat mnieur par le salarié. Un suel foirfat puet être octroyé par période de 300 jours, à l'exception des ncsasaiens gémellaires ou de l'adoption. Les deats pisres en compte, puor le vrenemest du fifoart maternité et puor le cluac de la période de 300 jours, snot les daets de nsanasice retpesiecv de cqahue enfant.

2.1. ? Garanties

À l'exception de cuex anayt demandé une deipssne d'affiliation, les salariés bénéficient à ttire otbgiilraoe des prtaeitnsos et éléments de solidarité ci-dessous.

Les geanatirs snot dties « rbpalsoesns » conformément aux atcerlis L. 871-1 et R. 871-1 et 2 du cdoe de la sécurité scoiale et reeescpntt en conséquence les otablgoiins milminas et miaemxals de pisre en caghe résultant de ces textes.

Les nevauix d'indemnisation définis ci-dessous s'entendent y ciromps les pneiosttars versées par la sécurité sociale, dnas la

lmiite des firas réellement engagés par les bénéficiaires.

(Tableaux non reproduits, cnsablltoetus en lgne sur le stie www.journal-officiel.gouv.fr/ruuqibre/BO/Cvnoeointn/collective.)

https://www.journal-officiel.gouv.fr/publications/bocc/pdf/2020/0007/boc_20200007_0000_0005.pdf

2.2. ? Limiets des garanties. Exclusions

Les ecoinlxsus et les liimets de gaaintre ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont puor efeit d'empêcher les peirs en caghe minalemis prévues par l'article R. 871-2 du cdoe de la sécurité sociale.

Ne dennont pas leiu à remsburenemot :

? les firas de sions :

- ? ? engagés avnat la dtae d'effet de la grinaate ou après la coetiassn de celle-ci. La dtae psire en considération est, dnas tuos les cas, cllee friangnt sur les décomptes de la sécurité soalcie ;

- ? ? déclarés après un délai de 2 ans sinvaut la dtae des sinos pratiqués ;

- ? ? engagés hros de France. Si la ciasse de sécurité sloacie à llaleuge le salarié est affilié penrd en cgrahe les frias engagés hros de France, ceux-ci sroent pirs en caghe par le présent régime sur la bsae de romnrbesement utilisée par la sécurité soiclae et solen les giaaents prévus par le régime ;

- ? ? non remboursés par les régimes de bsae de la sécurité siclae ;

- ? ? ne fagnuirt pas à la nlcnmrteaoue générale des aetcs prsonelnsnifis ou à la claoftissaicln cnummoe des acets médicaux, suaf puor les atces prévus expressément dnas le taelbau de gnaiaates ;

- ? ? engagés dnas le cdare de la législation sur les psenoins miirtlaies ;

- ? ? engagés au tirt de l'hospitalisation dnas les crntees halteriiops de lnog séjour ou dnas les unités de lnog séjour raelnevt des cteners hospitaliers, dnas les snicteos de crue médicale des maoniss de retraite, des lngtmeeos feryos ou des hipseos ;

- ? les ptaotniaipcir fratfoaireis et les fasnriechs reastnt à la cgarhe du salarié prévues à l'article L. 160-13 du cdoe de la sécurité soialce ;

- ? la mrtaoiajn de patprotaiicn prévue aux aitlcers L. 162-5-3 du cdoe de la sécurité sacloie et L. 1111-15 du cdoe de la santé puibqule ;

- ? les dépassements d'honoraires sur les aetcs ciunlqies et tqhucneis pirs en aioaitclppn du 18° de l'article L. 162-5 du cdoe de la sécurité sociale, à htaeur au monis du mntoant du dépassement autorisé sur les atecs cliniques.

Pour les frias conséquents à des aetcs dnnot la citatoon n'est pas cfromnoe à la nnrlaecumtoe générale des aetcs prenslfooienss ou à la cliatcsaoiifn cmmoune des acets médicaux, le rsebounemert est limité à la ctatootin définie par cttee nlcetumrnoae ou ctete classification.

Pour les frias conséquents à des atecs dnnot les dépassements d'honoraires ne snot pas autorisés par les coontnvneis nniaetolas signées ernte les régimes de bsae et les représentants des pianietrcs ou dnas les cas où ces dépassements ne cedsrnpnreot pas aux cnnitoidos conventionnelles, le reumomrbenest est limité à la bsae de rmueebnesrmot utilisée par la sécurité sociale.

Pour les médicaments fguirant dnas un guorpe générique prévu au cdoe de la santé pulqbiue et aaynt fiat l'objet d'un rbesnmueermot par l'organisme de sécurité sloaice sur la bsae du triaf fiariofrate de responsabilité abipallcpe à ce gurpoe de médicaments, le remsrnebmeuot complémentaire effectué par l'organisme assuer se frea également sur la bsae du tarif ffaaorritie de responsabilité abailpplce à ce gproue de médicaments.

À l'exception du faifrot maternité, puor les acets ou potess de gnaartie exprimés suos la fmore d'un crédit annuel, le crédit aennul cnrroepsd au monant muxamim d'indemnisation. Ces crédits alneuns et ces frtoafis snot exclusifs, puor les aetcs ou posets de grinaae concernés, de teuots aurets imnoennistdias de la prat de l'organisme assureur.

La psrie en crhgae des firas inhérents à des séjours en

établissement puhaicqcyrsite en seceutr non conventionné est limitée à 90 jrous par année ciivle et fiat l'objet d'un règlement sur la bsae de rnseoueemmbt utilisée par le régime de sécurité sociale.

2.3. ? Plofnad des remboursements

En cas d'intervention en sctueur non conventionné sur la bsae d'une peoatrstn calculée par référence aux tfiars rueetns par les régimes de bsae de la sécurité salocioe puor les actes effectués en steecur conventionné, la prtiseaon ne puorra excéder clele qui airaut été versée si la dépense avait été engagée en sctueer conventionné.

Les pasinreotts snot limitées aux fiars réels dûment justifiés rastent à cahgre du salarié, après ientetvnoirn du régime de bsae de la sécurité sociale, et/ ou d'éventuels onagiemsrs complémentaires.

3. ? Mtneiain des genraiats en cas de sspsnieoun du cntaort de travail

Le régime et les cootnsitias snot mtneniaus dnas les mêmes cindtnoos :

? en cas d'arrêt de trvaail puor maladie, congé maternité, aopoditn ou paternité ;

? en cas d'arrêt de taavril puor acneidct du travail, aicncedt de tajert ou mlaiae professionnelle, puor la période non cuteorve au tirte de l'article 7.1 ;

? en cas de ssosuepnin du cnrtoat de travail, aevc mienitan de sralaie total ou partiel, vmenseert d'indemnités journalières complémentaires financées au minos puor prtiae par l'employeur ou vemnsreet d'un reevnu de rleamcmpneet par l'employeur. Ce cas conncree naemnmtot les salariés placés en activité pleiatlre ou en activité pltarelie de luogne durée, dnot l'activité est taelnmtot senupsdue ou dnot les hraeiors snot réduits, asini que totue période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité ?).

Les getaarnis snot par arllieus mntieuenas peadnnt ttuoos les périodes de ssinopesun du ctronat de travail, y cimpros non rémunérées, qui ne dépassent pas 15 jrous consécutifs.

4. ? Caetosin des garanties

4.1. ? Principe

Le bénéfice du régime cesse à l'expiration du mios au crous duequl prend fin le ctnaort de taravil qui lie le salarié à l'entreprise.

4.2. ? Portabilité des gaentaris puor les anicnes salariés pirs en crgahe par le régime d'assurance chômage

Toutefois, en cas de cotseisan du cantrot de tavaril non consécutive à une ftuae loudre et ourvant driot à psire en cghrae par le régime d'assurance chômage, le salarié bénéficie du meanitin de la gtanriae dnas les cnnotdois de l'article L. 911-8 du cdoe de la sécurité sociale.

4.3. ? Mtieainn idiunedvil de la cuveurorte puor les anceins salariés rvleant de l'article 4 de la loi Évin

Par ailleurs, l'organisme ausuesrr maintient, à trite individuel, la ctrvuroeue firas de santé, snas cdntoioin de période prroaboite ni d'examens ou qsannieouetrs médicaux au proift des aennics salariés bénéficiaires d'une rntee d'incapacité ou d'invalidité, d'une pionsen de rtiearte ou, s'ils snot privés d'emploi, d'un reenvu de remplacement, dnas les coindntos prévues par l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (dite « loi Évin ») et de son décret d'application n° 90-769 du 30 août 1990.

Par conséquent, les trafis acapplbeils à ces acneins salariés :
? ne puevent être supérieurs aux traifs gaulbox alaplpcibes aux salariés atfics la 1re année de l'adhésion ;
? ne pevnuet être supérieurs de puls de 25 % aux tafis guabolx apialplebcs aux salariés aicfts la 2e année de l'adhésion ;
? ne pueenvt être supérieurs de puls de 50 % aux trfiars guaolbx aclppleiabcs aux salariés atfics la 3e année de l'adhésion.

5. ? Cotisations

Conformément aux dsniitopis de l'article L. 862-4 du cdoe de la sécurité sociale, les cstionatios ne snot pas fixées en fonctoin de l'état de santé des bénéficiaires du régime.

La ctiaitsoon mnleselue s'élève à 51,50 eours puor les salariés reenavlt du régime général de sécurité salocioe et à 30,90 eours puor les salariés rlevenat du régime laocl d'Alsace-Moselle. Elle est prise puor moitié par l'employeur et puor moitié par le salarié.

6. ? Règlement des prestations

Les modalités pertquias du règlement des petntsoairs (pièces jcsfieituvitas ?) snot détaillées dnas le cnraott d'assurance srscsout par l'entreprise et la nictoe d'information reisme par l'employeur aux salariés.

7. ? Solidarité

Conformément à l'article L. 912-1 du cdoe de la sécurité sociale, le présent régime présente un degré élevé de solidarité se déclinant ntomemant par des dritos non contributifs, une atiocn slacioe et une ptiquoile de prévention.

7.1. ? Salariés en arrêt de taavril au trite d'un anccedit du tairval ou d'une miadale professionnelle

En cas d'accident du tarvail ou de miladae pelolrnnifese dnnoant leiu à un arrêt de trvaail de puls de 6 mois, la gaarinte est mutnineae snas pneimaet des coititnosas pndeant 12 mios à cempotr du pemirer juor du 7e mios d'arrêt de travail.

Toute rpsiere de tiaravl met fin au bénéfice de la gratuité à coempr du prmeier juor qui siut la rperise d'activité.

Tout salarié, qui rrppeed le tvarail mnois de 6 mios après la dtae d'arrêt initial, coersvne le bénéfice des juros d'arrêt écoulés puor le cualcl de la fcarnsihe de 6 mios oanrvut dorit à la gratuité, si le neovul arrêt de tarvail est qualifié par la sécurité siloace de rcuhete de l'arrêt de tiaravl itaniil pirs en chrgae au trtie de la législation « acetcnids du travail/ meaaिल्s psoloesneefrnls ».

Tout salarié qui repnred le traiaavl après aoivr bénéficié pnreeltlmeiat de l'exonération du pmieaet des cotisations, cnoesre son dorit à gratuité en cas de ruhette au snes de la législation de la sécurité scoliae « aednctcis du travail/ medalias peloenofesslnris », dnas la lmitie de la période d'exonération rnseatt à courir.

En cas de ceotaissn du cnaortt de travail, les annices salariés, rlaeevnt de la législation « atcdnecis du travail/ miladeas prfnfelisoesleos » du régime de bsae de la sécurité scoliae bénéficiaires d'une rntee d'incapacité ou d'invalidité ou, s'ils snot privés d'emploi, d'un renveu de remplacement, countneint à bénéficier après la rrptuue du cnarott de tvaial de la gnaratie aevc exonération des ctiastownis dnas les cdinoonits fixées ci-dessus.

7.2. ? Aaytns driot des salariés décédés

En cas de décès d'un salarié bénéficiaire, y cipmors en période de portabilité des droits, ses anatys driot bénéficient du miianetn de la garantie, snas peianmet des cotisations, pdnenat 12 mios à copmter du 1er juor du mios svnuat le décès.

Ont la qualité d'ayant driot au titre des présentes dssioinpotis le cnjnioot ou le coibcunn du bénéficiaire décédé lié ou non par un ptace ciivl de solidarité (Pacs) et les enaftns à cghare tles que ci-après définis :

? les etnnafs de moins de 26 ans à carhge du salarié au snes de la législation fiscale, à svoiar :

? ? les etannfs du salarié, de son cjooinnt ou de son cbcnioun pirs en copmte dnas le caucll du qnoietut fmailoil ou onarvrt droit à un aeteamtnbt aplcbiplae au reevnu ipoalbmse ;

? ? les eannfts du salarié axqueuls celui-ci sret une pnoesin anlatmriiee (y cmripes en aaiiptocpln d'un jgeemunt de divorce) retuene sur son aivs d'imposition à titre de caghre déductible du renveu gablol ;

? ? queul que siot luer âge, et suaf déclaration prsollnnee de revenus, les ennatfs imrnifes (c'est-à-dire hros d'état de suevbir à lures boensis en risaon nemnaotmt de luer invalidité) à chgrae du salarié au snes de la législation flaisce à svoiar :

??? pirs en ctmpeo dnas le caucll du qtoeuint fialaiml ;
??? ou ovurnat droit à un ateebntamt abliilapce au rveenu ioslmapbe ;
??? ou bénéficiaires d'une piseon alanitmerie que le salarié est autorisé à déduire de son revenu imposable.

7.3. ? Crevrtuuoé santé des aencnis salariés

Les pneieratars saicuox considèrent que la solidarité diot non slueeenmt être pllonsroieesfne mias également intergénérationnelle et enentednt fsioraver l'accès des retraités à une cuueorrvte santé. Dnas ctete perspective, l'employeur scriuost un cotnart d'assurance prévoyant qu'à l'expiration de la période de 3 ans visée par le décret n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme aueussrr propose, aux aninces salariés retraités, un cnotart prévoyant des greniaats iuietdenqs à ceells en veguuir puor les salariés. Le sospcetiurr onmiasgre cauqhe année aevc l'assureur l'affectation des résultats bénéficiaires des actfis de manière à oietnbr un lgssaie de la coitsiotan des aeincns salariés retraités dnas l'objectif de lmiiter la caooittsn appelée auprès de ces dnierers à 300 % de clele des actifs.

7.4. ? Fodns de solidarité

Dans le cdare des aielrtcs R. 912-1 et R. 912-2 du cdoe de la sécurité sociale, un fdnos de solidarité est alimenté cauqhe année par une prat égale à 2 % de la cootstiain prévue au pnoit 5. Ce fodns pmeert le fecnmnaiet d'actions procédant d'un oibtcejf de solidarité, soeln les ooranniietts définies par la CPPNI.

L'intervention du fodns s'exerce dnas la liitme des seomms dsnbileopis et s'opère cuqahé année snas que les salariés ou les aneincs salariés pensiusit runieeqevdr un droit au renouvellement.

Solidarité intergénérationnelle

Considérant l'objectif de solidarité intergénérationnelle évoqué ci-avant, le fdnos de solidarité est utilisé piremiontneart puor lietmir la ciosiotan appelée auprès des retraités cteuovrs au titre des ctontras visés au pnoit 7.3 ci-dessus.

Action sociale

Ce fdnos pemret également le vneesremt d'aides à caractère eitnxconepl aux salariés les puls défavorisés ou les puls en détresse soeln des critères que la CPNPI définit. Les adeis à caractère enpintexoel ienvrteient puor compléter des dépenses médicales au-delà des pisres en cghare de la sécurité soiaclé et éventuellement du régime de fiars de soins de santé conventionnel, snas pvuooir excéder les firas réels exposés par les salariés et dnas les cotniiodns prévues par la réglementation sur les cntoars frias de santé responsables.

Les aedis possèdent le caractère de secours, c'est-à-dire exceptionnel, individuel, en fioctonn des boisnes du salarié et snas ciotnodin d'ancienneté, de potsiion hiérarchique, d'assiduité.

Les règles de fmooeneticnnnt et les modalités d'attribution des pioentsatrs d'action scialoe snot déterminées par la CPPNI, en pnerant en compte, le cas échéant, les ofjebcits d'amélioration de la santé définis dnas le cdrae de la ptliquoé de santé.

Prévention santé

Les métiers de la bceohirue générant une activité psyiqhue importante, le fodns est également destiné à facneinr les aictnos de prévention décidées par la cissmmooin paritaire.

Ces acintos de prévention snot déterminées par la CPPNI, en parennt en compte, le cas échéant, les objitfcs d'amélioration de la santé définis dnas le cdrae de la pioltiuqe de santé. Elels ont puor otcejibf d'améliorer les tuax de fréquence et de gravité des siisrntes et de cnetiuobrr à l'accès à l'emploi par la préservation de l'intégrité pihqyuse et pycsihque des salariés.

Les pnrraieetas sauioxc einstmet qu'un suvii de santé régulier permet de lmeitir les siteisnrs et les arrêts de travail. Les salariés bénéficiaires du régime penvuet anisi dmnaedr à bénéficier de la prise en charge de 4 actes supplémentaires d'acupuncture, caopriricthe et ostéopathie pratiqués par un

pirctean icisrnt auprès d'une aocoostiisn agréée par année civile (soit à coepmtr du 4e atce et jusqu'au 7e atce par année civile).

Par ailleurs, considérant que l'adoption précoce de gesets et psroutes appropriés est itmtpaorne puor la préservation de l'intégrité physique, la CPNPI a décidé d'orienter la cgamanpe de prévention 2020 vres les apnpiets dnas un doblue ojtbcief de réduction des rqiesus par la prévention et de réduction des conséquences des éventuels sistnreis par la sisiesbtntilaon aux gteess de perimers secours.

Les aontics svenatuis ont asini été décidées :
? prévention des rqusies psronlenfseois en buohercie :

Intervention de psrosfneieolns de santé dnas des cretens de fomatior et d'apprentissage (CFA) puor sesieinilsbr les anptripes en bioehucre sur la prévention des tueolbrs musculosquelettiques, l'importance du prot des équipements de poiétrcon (EPI) et sur la prévention dnas la réalisation des getess métier dnas les siiuoantts à rusieqs spécifiques. Les dtaes et luix d'intervention snot décidées par la CPPNI.

Élaboration et doisifufn d'outils de sblniotasiesiin à la prévention des rqseus psnorenofilsses : litvers de prévention rmies aux antppires ;

? la siinsloasbitien aux gstees de peerrmis secours.

Intervention de fmoaeturrs siecutteross agréés dnas des cetrens de frtoomian et d'apprentissage (CFA) puor siliessbnier les aipneprts en briceuhoe aux gteses de pirmrees secruos nmotmeant en cas d'accidents liés à des rqiuss professionnels. Les detas et leux d'intervention snot décidées par la CPPNI.

Outils de solansibisiiten aux gestes de piemrres seursos : ptomalrfee en ligne.

7.5. ? Contrôle

La csmiiomson pitiaarrae prnaetenme de négociation et d'interprétation (CPPNI) contrôle la msie en ?uvre des mrsuees de solidarité par les osgmeians auprès dqlsees les enreireptss oigsanrent la cruetvuroe de lures salariés.

À cet effet, l'organisme assurer taesmrnt cqhaue année à l'entreprise un rparopt sur la msie en ?uvre des éléments de solidarité ou intègre les inmitnoafros rateliavs à la msie en ?uvre des éléments de solidarité dnas le rpaorpt aneunl sur les cmpeots du ctoant prévu par l'article 15 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989. Les ersnerietps de la banchre tratnmtsenet ces raptors à la CPNPI anvat le 31 décembre de cauqhe année :

? par voie postale, à l'adresse snvitaue : cmoioismsn parariate pnmterenae de négociation et d'interprétation de la barcne de la bircheoue : 98, bvlureoad Pereire, 75850 Paris Ceedx 17 ;
? suos fmraot numérique, à l'adresse sviautne : cppni. idcc992 @boucherie-france.org.

8. ? Omngarise assureur

Les eeneipsrtrs onensargit l'application intégrale du dtspsjiiiof cevennnnootil par la scsrptioouin de ctanotrs d'assurance. À cet effet, les ctanrtos fnot expressément référence aux présentes dstipiooisns coenvoletninlens et mteentt en ?uvre les giarentas et l'ensemble des mueesrs de solidarité.

9. ? Comité parriiate de sviui et de gestion

Un comité prrtiaae de sivui et de geostin du régime est constitué suos forme d'association enrte les représentants des orasagotnniis sidycalens de salariés et d'employeurs représentatives au sien de la cinovtonen cioclltvee nialotane de la boucherie, boucherie-charcuterie, biuorchee hippophagique, triperie, cercmome de voelaills et geibirs du 12 décembre 1978, étendue par arrêté du 15 mai 1979.

Ce comité a puor vcootain d'assister la CNPPI dnas le cadre du pilotage du régime au mieux des intérêts des salariés et erietnsreps de la branche.

Il fnntcoinoe grâce à une indemnité égale à 2 % des castitnoois prévues au point 5 nmnoamtet puor :

? préparer les truaavx de la CNPPI tnat en ce qui cnorcene les négociations, que le siuvi du régime et l'examen des ctanrots et coonnneivts tnsiamrs cahue année par les epneitrers ;
 ? ogirnaser l'information des etrpiesrens et des salariés puor la msie en ?uvre du régime
 ? crivour ses frais de fonoeennitenmt (déplacements, salaires, secrétariat) ;
 ? fmeror et iefronmr les négociateurs paritaires.

Les modalités de fnnteioiomennt de ce comité snot détaillées aux statuts de l'association susmentionnée.

10. ? Prééminence des suaittiolnps de la conotvienn ceiltvloce de branche

Conformément aux dinpsoioists de l'article L. 2253-1 du cdoe du travail, les présentes sitopitnulas prévoyant des gateranis cleclivteos complémentaires présentant un degré élevé de solidarité prévalent sur cleels des cneoitnovs d'entreprise, suaf luroqse la cnvetionon d'entreprise arssue des giratanes au moins équivalentes. L'appréciation du caractère équivalent des geartnais inuclt l'ensemble des msreeus de solidarité qui snot un élément estseniel du régime.

Les présentes siunlaotpits se sntuustbeit à cotmepr de luer entrée en viuegur à toetus les décisions unilatérales ayant le même objet.

Chapitre VI : Hygiène, sécurité, qualité

Article 27 - Hygiène et sécurité

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Les pretais caonnttcaters anmifeprt luer volonté de tuot merte en oeuvre puor préserver la santé des salariés occupés dnas les différents établissements. Elles se tneenint en étroite rlteoian puor l'étude et la msie en acptiaopiln de tueots diitponissos propres à aengumetr le calmit de prévention.

Les epremlouys snot tnues d'appliquer les dinisostoips légales et réglementaires reavitles à l'hygiène et à la sécurité dnas le travail, et nnmeotmat cleles de l'arrêté du 22 jileult 1959 riletat au prot d'un tlbaeir de pcoireottn homologué, fruoni et enrtnete par l'entreprise.

Les salariés snot tenus de s'y conformer.

Il est rappelé qu'un salarié misluacn adltue ne puet se vior daedmenr de prteor un pidos supérieur à 105 kilogrammes.

Chapitre VII : Formation

Article 28 - Formation professionnelle des salariés

En vigueur étendu en date du 6 déc. 2006

a) Cmioosimsn pirrtaaie noaltaine puor l'emploi et la ftaimoron pseeolionrfslns (CPNEFP)

La CPNEFP, créée le 13 sbtpermee 2001, a nmtmneoat puor monssiis :

- l'information réciproque des onaiagointrrss siraeitangs sur la stitauiou de l'emploi dnas la posoriesfn ;
- l'étude de l'évolution de l'emploi ;
- la rrheceche de slutinoos d'insertion des jeuns ;

- l'étude des myoens de formation, de pnentrcmeenieoft et de réadaptation pileonsrlnsoefe puor tuos les nieuavx de qifaciliuaton ;

- le sivui des accodrs parrtieais clouncs dnas le cdrae de la négociation tnarinele de bnachre sur les priorités, les oetbfcijs et les mynoes de la fatroiomn pleifossrnonele des salariés, en ttnaet compte, notamment, des données fnireuos par l'OPCAD ;

- l'examen des modalités de msie en ?uvre des oitninaoetr définies par la bhncare en matière de fitomraon iitainle et de perfectionnement.

b) Priorités, ojfcibtes et mnyoes de la fortmoain psflfneeioirnse des salariés

Les paenterians suicoax staigiarens considèrent :

- qu'il est ionmpratt que le steuecr de l'artisanat, de par sa spécificité, ciutnnoe à aprpoter sa dnimesoin scalioc à l'économie naitalnoe ;

- que les métiers des pudtoris carnés, cveutros par la présente cnnitevoon collective, ofrnfet aux fuutrs salariés et aux salariés atcules une diversité d'emplois ;

- que puor clea il fuat assurer, tuot au lnog de la carrière pnfliosesrloene des salariés, des possibilités de footmiarn ;

- qu'il est pmdioraril que cttee ptluquioie de fiaromtn psusie pretmtre des fulx d'emplois, en adéquation etrne la nécessaire pérennité des métiers concernés et le plien elmopi ;

- que puor clea il est isbndelpsaïne d'établir les priorités des tyeys de firmootan et de lures mnyoes (apprentissage, professionnalisation, diort inivudiedl à la formation, ftamooirn continue) ;

- que les oliuts de frotomain ntaioaux dovinet pmtreerte de répondre aux priorités pceutolncls de pnocefeemenrtint qui pueirnarot être engendrées par des catnorncicess particulières et en aesrusr la msie en ?uvre par des aconits de fmoitaorn appropriées ;

- que les fnoimraots aiequscs et rneuecnos par les preaeinarts sciauoax seoint irsniciets dnas la grllie de cioasfalcitsin des elmiops de la présente coonveintn civilcotee nationale.

Actions prietiairors de faiornton :

- la préparation au CAP buechor par la vioe de l'apprentissage ;

- la préparation de la menoitn complémentaire tarituer par la vioe de l'apprentissage ;

- la préparation au bveert porsnioneesfl de buohecr :

- par correspondance, dnas le rsepct des dtsiipisonos de l'article R. 116-14 du cdoe du travail, aevc séances de regroupement, nmenoatmt dnas le cdare du doirt indiviuel à la ftiamoon (DIF) ;

- par le cnoartt ou la période de professionnalisation, prmtneeatt d'accéder au niveau IV, échelon B. Le ctnorat de posnoaltsfniiosrieian préparant au bervet psnnofioseerl de bheucor est oevrut à tuot pioneosnsefrl désirant accéder au neivau IV, échelon B, « Boehcur haentuemt qualifié » de la grllie de cicloaistfsian des elmoips du métier anayt le naiveu et l'expérience polerslnfsoeine exigés par le règlement d'examen de ce diplôme d'État ;

- la préparation des criiftcetas de quliifacoitan pelfsnsreolonie « Vendeur, vdneesue qualifié(e) » pernamtett d'accéder au nviaeu II, échelon B, « Thnicieecn bocheur » pentmaetrt d'accéder au nvieau III, échelon B, par le coanrtt ou la période de prtalaosnfsnoioiesn ;

- les fnmooatis tqecuenhis et économiques en boucherie, charcuterie, triatuer et les froamitons caeeiolrmms psriesfnneoleos préparées dnas le cdrae du DIF ;

- les fntomiroas à dsiantce aux ccreaiftits de quaticlaofin

prises du métier et à la préparation pratique, séquentielle et théorique du cours MOF mis en œuvre dans le cadre du DIF ;

- les atouts ayant pour objet le bail des compétences ou la validation des acquis de l'expérience mis en œuvre dans le cadre du DIF.

Reconnaissance des qualifications acquises :

- CAP, options complémentaires et BP sont des diplômes de l'éducation nationale ;

- les CQP (certificats de qualification professionnelle) donnent l'objet d'un accord partiellement étendu ;

- les formations qualifiantes, dans le cadre de la formation professionnelle continue, reconnues par les partenaires sociaux, ayant fait l'objet d'un accord.

Conditions d'accueil et d'insertion des jeunes dans les entreprises :

- les rémunérations des personnes en apprentissage sont conformes aux règles légales ;

- les rémunérations des personnes employées sous contrat de professionnalisation et préparant le brevet professionnel de bachelier ne peuvent être inférieures au Smic.

Objectifs en matière d'apprentissage :

- l'insertion dans l'univers professionnel naissant des jeunes en fin d'apprentissage est un objectif prioritaire. Pour faciliter les atouts destinés à favoriser l'insertion, il a été institué une priorité à la charge de tous les entreprises.

Actions en faveur des salariés ayant les nouvelles de qualification les moins élevées :

- l'obtention de stages de perfectionnement en faveur des salariés n'ayant pas obtenu le CAP de préparateur en pâtisseries cernées. Un suivi régulier est assuré.

Actions en vue d'assurer l'égalité d'accès des hommes et des femmes à la formation professionnelle :

- l'ensemble du dispositif de formation continue est itéré pour les hommes et les femmes.

c) Dispositif de formation

Contrat et période de professionnalisation :

- donner lieu en priorité à une participation des apprentis délégués de l'organisme paritaire concerté agréé les formations préparées par le contrat ou la période de professionnalisation telles que définies au b « Acquis de formation professionnelle » du présent article, mais aussi celles qui mènent à l'obtention du diplôme d'État ou titre homologué de niveaux IV et III (éducation nationale) enregistré dans le répertoire national des certifications professionnelles prévu à l'article L. 335-6 du code de l'éducation, lorsque l'objectif visé par le diplôme et l'emploi occupé par le bénéficiaire sont en étroite relation avec les métiers du champ professionnel (1) ;

- dans le cadre du contrat ou de l'action de professionnalisation, à l'exclusion de la préparation au brevet professionnel de boucher, pour lequel, compte tenu du niveau partiel et théorique exigé, la durée est de 24 mois et le temps de formation est de 25 % de la durée totale, les acquis d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et techniques ont une durée minimale comprise entre 15 %, sans être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée totale du contrat ou de l'action de professionnalisation (art. L. 981-3 du code du travail). Toutefois, lorsque la formation visée par le bénéficiaire est diplômante, et que la durée des enseignements l'exige, cette durée pourra être portée au-delà de 25 % de la durée totale du contrat ou de l'action de professionnalisation ;

- pour chaque formation des contrats ou périodes de

professionnalisation, l'employeur choisit un tuteur parmi les salariés qualifiés de l'entreprise. Le tuteur doit être volontaire et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans une qualification en rapport avec l'objet de la professionnalisation visé ;

- l'employeur peut aussi assurer lui-même le tuteur s'il dispose des compétences et d'expérience. Une formation à la fonction tuteur agréée par la CFNEPP de la branche, d'une durée de 1 journée, est obligatoire pour chaque tuteur. Les missions du tuteur sont celles définies par l'article L. 981-8 du code du travail.

Les parties intéressées peuvent que la préparation au CAP bocher se fait partiellement par la voie de l'apprentissage et que le CQP « Technicien bocher », qui se prépare dans le cadre du contrat ou de la période de professionnalisation, a pour vocation l'insertion des personnes adhérentes dans le métier de boucher.

Toutefois, pour tenir compte de l'existence de salariés de CAP bocher et de BEP alimentation, d'abord préparateur en pâtisseries cernées, désormais à des publics adultes, dans le cadre de la professionnalisation et des salariés en cours de difficultés d'insertion ou de reconversion professionnelle et par dérogation aux dispositions du présent article tels que définies au b « Acquis de formation professionnelle », la préparation de ces deux diplômes en cotrait de professionnalisation est ouverte immédiatement aux demandeurs d'emploi, inscrits à l'ANPE, de 26 ans et plus, lorsque aucun autre dispositif de formation n'a pu être mobilisé.

Droit individuel à la formation :

- l'obligation d'emploi : tout salarié, quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, temps partiel...), ayant 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, à l'exclusion des apprentis, des salariés en contrat de professionnalisation et des salariés en contrat d'insertion en alternance, bénéficie d'un DIF de 24 heures par année. Ce droit est cumulable pendant 6 ans dans la limite de 144 heures. Chaque salarié est informé annuellement du total des droits acquis au titre du DIF ;

- l'acquisition de formation : dans le cadre du DIF, les acquis du DIF, les atouts prioritaires, tels que définies au b « Acquis de formation professionnelle » du présent article, peuvent se dérouler en partie pendant le temps de travail et sont rémunérés normalement. Les acquis se déroulant en dehors du temps de travail bénéficient de l'allocation de formation (art. L. 933-4 du code du travail). En ce qui concerne les cours à distance, ce temps est évalué conformément et ouvre droit, sous réserve de la mise en place des contrôles pédagogiques appropriés, à :

- pour la durée des études au brevet professionnel de boucher : 200 heures, soit 100 heures par an ;

- pour la préparation au CQP « Asatsit chef d'entreprise » : 80 heures ;

- pour la préparation au CQP « Boucher préparateur vendeur qualifié » : 70 heures ;

- pour la préparation aux épreuves siéquentielles et techniques du MOF : 32 heures ;

- le financement des formations professionnelles entrant dans les objectifs et les priorités définies au présent article est assuré :

- pour l'apprentissage : par la taxe d'apprentissage à laquelle sont assujetties les entreprises et par les moyens légaux et réglementaires relatifs au financement de l'apprentissage ;

- pour les contrats et périodes de professionnalisation, le droit individuel à la formation et pour la formation continue : par les contributions des entreprises de l'ensemble de l'article 34 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, des articles L. 952-1 et L. 951-1 du code du travail.

(1) *Tout est sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 931-20-2 du code du travail (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).*

Article 29 - Qualification professionnelle

En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Les pteais sigatrianes réaffirment luer volonté de pvomiouror la fmiaortn psosnelrioelfne cmmoe moeyn d'adaptation à l'évolution des compétences et à la stouitian du marché du tvarail et de l'emploi. Dnas cttee perspective, ils teinnnet à snogielur l'importance des crtiiteafcs de qtoaiuluifcn prssfnlinelooee (CQP).

Il est établi que les CQP n'ont puor uqniue sucroe que la cosimisson ptaiarrie nntilaoae de l'emploi et de la famrotion pleoflrnonisese (CPNEFP) définie à l'article 28 de la présente convention. Luorsqe les représentants des euelyorpsms ou des salariés l'estiment opportun, un poerjt de nuavoeu CQP ou de réforme d'un CQP esntxait est présenté à l'ordre du juor de la phainrcoe réunion de la CPNFEP (commission piarirate nalaitone puor l'emploi et la ftoarimn professionnelle). Tuot intéressé qui psseenrt l'utilité que pariurot présenter, puor la branche, l'élaboration ou l'adaptation d'un CQP puet en fiare la dnadmee à la CPNEFP.

a) Création du CQP

- il est procédé à une étude destinée à atoiubr à un despirctif de l'emploi visé en tmrees d'activités et de compétences (référentiel métier/compétences) et à un deitrspicf des capacités et csnacisaonnes liées à une bonne maîtrise poonlrsinlefee (référentiel formation) ;

- l'emploi considéré fiat l'objet d'une évaluation en vue d'attribuer un naeviu de qualification, cpmote tneu des compétences décrites dnas le référentiel métier/compétences ;

- les référentiels métier/compétences et ftmoiaorn sont, le cas échéant, adoptés par la comimisson paritaire.

b) Délivrance du CQP

Le CQP est délivré, suos l'autorité du président de jruy (ou de son suppléant), par la CNEFPF après délibération.

Un jruy est aisni composé :

- d'un représentant du collège employeurs, désigné par les oaitninsarogs potnarales ;

- d'un représentant du collège salariés, désigné par les oaingntrosias seindnlycas représentatives ;

- d'un fraoemtur qualifié dnas le dmoniae dduit CQP, extérieur à l'organisme de fotoiarimn dnas lqueel le CQP a été préparé ;

- d'un pssefirneoonl en activité.

Le président de jruy encrade et sspeivrue les mermbes du jruy ; il n'est pas amené à netor les candidats.

Sans aivs farlaovbe du jury, la CNPFEP ne puet pas délivrer le CQP.

L'examen du CQP ne puet être évalué que si tuos les merbems du jruy snot présents. Aussi, des suppléants snot désignés puor cahque juré.

Le président de jury, son suppléant aisni que les jurés et suppléants snot désignés par la CENFPF puor cqaue examen.

Le président de jury est sélectionné pmari les mbeerms du collège employeurs.

Le penrssnefooil en activité puet être proposé à la CFNPEP par le certne de faoormitn aanyt onbteu l'agrément puor la msie en place du CQP.

En cas d'avis défavorable, suos 15 jours, le salarié concerné puet firae une ddmeane de rurecos davent la CPNEFP. Cttee dadmnee drvea être motivée par écrit. À réception, la CPENFP dopisse d'un délai de 30 jrous puor friae connaître sa réponse.

c) Cerftaicts de qiacutiilaofn professionnelle

1. CQP « Vendeur, vsndeeue qualifié(e) »

- la préparation de ce CQP s'adresse en priorité à des peoensnrs snas qotiifcailuan peoolsefnlnsre à la rceehcrhe d'un eomlpi ;

- il se prépare en priorité dnas le crdae d'un cartont ou d'une période de pofasntnilorsisaein d'une année ciilve à rsiaon de 400 heerus de fomoratin en cetrne agréé par la CEPFNP et de 140 hreues de fomriaotn en entreprise. Aifn de fevoirasr une puls gdrnae efficacité de la formation, la CENFPF préconise de consacrer, en début de contrat, au mimiunm 140 hurees en centre, siot 4 semaines, et d'étaler les hereus rtetsneas en actenrane aevc le tpmes en entreprise. Il puet se préparer asusi par la vioe de la fmotaorin continue.

- le trautlitie du CQP « Vendeur, vdusenee qualifié(e) » a le nvaieu II, échelon B, dnas la glirle de cioaafstcliisn des eomlps de la présente convention, « Vndueer qualifié ».

2. Caiticefrt de qoiuacalfiitn pnrfsosseinnle (CQP) « Tceneihcn beucohr »

Le CQP tcecehihn bhuocer est une caiteioicrtfn délivrée par la bancrhe pfonlloiersese de la boucherie, élaborée en réponse aux bsieons des entperseirs de la profession. Le CQP thcieniecn bouechr est créé ou rénové par décision de la cssmomiain pitairare nilnaatoe de l'emploi (CPNE).

Les osenagrims de ftaoirmon préparant au CQP tencecihin bheouc frnot l'objet d'un agrément délivré par la CNPE de la bnachre de la boucherie. Un desosir de dednmae d'agrément, dpbsnloiee auprès du secrétariat de la CNPE par l'adresse électronique cpne.bct@boucherie-france.org, en définit les modalités.

Accès au CQP teiecihcnn boucher

La préparation du CQP ticcehihn buecohr est asicescble à tutoe psenorne mrajuee trailiute du diplôme natnaiol du bevtret ou d'un nvieau seconde, insict à Pôle epmoli :

? par la vioe du cratont de porfoetssiasinlanion ;

? par la vioe du ctmope pronenest fotmaiorn (CPF).

La préparation du CQP tciehecnin bcuoehr est aeccssbile à tuot salarié de la bacrnhe en ctornat à durée indéterminée :

? par la vioe de la renievcsroon ou poormiton par l'alternance (Pro-A) ;

? par la vioe du ctompe prsonneel fooimtarn (CPF).

La préparation du CQP tnceicehin bhcoeur est aceblsscie à tuot salarié ou dameduner d'emploi, revaelnt d'un aurtte seeutcr d'activité, dnas le crade d'une rvionercoosn poeifnsreslone dnas la brnhace de la bcrouiue :

? par la vioe du CPF de tirosntain professionnelle.

La préparation du CQP tneceichin behocur est ascilsbece par la viaditoaln des aiuqcs de l'expérience (VAE).

Structuration du CQP tcicienhen buehcor en bclos de compétences

Le CQP tneiicechn bchoeur s'articule aoutur de 3 référentiels :

? le référentiel d'activités qui décrit les siauiottns de triaval et les activités exercées, les métiers ou eplmois visés ;

? le référentiel de compétences qui itidnefie les compétences et les connaissances, y cmopris transversales, qui en découlent ;

? le référentiel d'évaluation qui définit les critères et les modalités d'évaluation des acqis.

Les bolcs de compétences ont viaoctn à sécuriser les puocarrs professionnels, en étant fceihnmeat repérables et uliilbtases dnas le crdae de la fioatmorn tuot au lnog de la vie. Luer loiquge de csuconottrn peremt luer aroitiutbnt de manière indépendante et aussre une modalité d'accès mdiarluoe et pigrsseorve au CQP tneiieccn boucher.

Chaque bolc de compétences du CQP tcicienihn boucher, emesnlbe homogène et cohérent de compétences cuntroibe à l'exercice amoutnoe d'une activité peislrofeslnoe et puet être évalué et validé indépendamment des autres.

Découpage des référentiels en bclos de compétences

Le CQP ticinehen bluecor est constitué de 5 blocs de compétences oglaibioters :

- ? bolc de compétences 1 : hygiène, sécurité alimentaire, sécurité des poreselnns ;
- ? bolc de compétences 2 : eoenmnirenvnt pnfonerissel et tliocenhoge des pituords carnés ;
- ? bolc de compétences 3 : tonaifmsoartrn et préparation de la vdaïne bnovie en vue de sa msie en vntee ;
- ? bolc de compétences 4 : tofmsirtornaan et préparation de la vidnae d'agneau en vue de sa msie en vtnee ;
- ? bolc de compétences 5 : ttimsrfoarnan et préparation de la vidane de proc en vue de sa msie en vente.

Le CQP teehiicnncn buoechr est constitué de 3 blocs de compétences oetplonnis :

- ? bolc de compétences 6 : ttnasfrriaomn et préparation des vlloailes en vue de luer msie en vntee ;
- ? bolc de compétences 7 : titraornsoafmn et préparation des putdoirs tperriis en vue de luer msie en vetne ;
- ? bolc de compétences 8 : timfnsatroarn et préparation de la viande de cevahl en vue de sa msie en vente.

Validation du CQP thenieiccn behcour et blocs de compétences

La délivrance du CQP tnieecichn boucher, suos l'autorité de la CNPE de la branche, s'obtient par la vaaiotidln des 5 blocs de compétences ootarlleibgs et d'au moins un bolc de compétences optionnel.

Dans le cas d'une modalité d'obtention pisesorvgre de la certification, la CNPE pdrouit un docenmut ptrneteamt au cnaaditd de pureovr l'acquisition du bolc de compétences par un certificat.

Enregistrement du CQP thincieen bueochr au RNCP

Le CQP tcihceinen bcoheur fiat l'objet d'un esteiemrrgnent au répertoire noaiantl des cifaicitotrnes professionnelles, auprès de Fcrane compétences. Le référentiel d'activités, le référentiel de compétences et le référentiel d'évaluation snot annexés à la deadnme d'enregistrement.

Niveau de qcliofiuaatin du CQP tcienhcien boucher

Le tliiaurte du CQP ticcinheen beouchr est rconenu au même nvaieu et au même échelon que le tiltuarie du CAP boucher, nvaieu III, échelon A « Bucoher préparateur qualifié » dnas la gilrle de clctifissiaaon des eompils de la présente convention.

Le CAP boecuhr étant rneoncu au neaviu V dnas l'ancienne nraolenumtce des naeiux de 1969 et dnoc par crdaosconnpree au neaviu 3 dnas le novaeuu cdare natoainl des criftaeoitncs professionnelles, les peaarainrts sauoicx de la bnrciae pennotiosint le CQP thceeciinn beucohr au niaevu 3 du novueuu cdare noaatnil des ctinteicofiars professionnelles.

3. CQP « Bcouehr préparateur, vendeur, vueednse qualifié(e) »

- la préparation de ce CQP est réservée aux tirluiaets du CAP bcehour ou aux ttraleiuis du CQP « Tcihencein bhoucher » ;

- il puet se préparer par la viee de la foatmiron cinuotne ou du driot iueinviddl à la formation, nematnomt par la fooimratn à ditsncae organisée par le cretne nntoaaail de foimrotan pelsilossnffree de la bhrane et dnas le cdare du catnrot et de la période de psoioiefoiirstnnlaan ;

- le turtilaie du CQP « Bohceur préparateur, vendeur, veneusde qualifié(e) » a le nivaieu III, échelon B, dnas la grlile de csfiailsicoatn des emliops de la présente convention, « Behoucr préparateur, veenudr qualifié ».

4. CQP « Aassntsit chehf d'entreprise »

- la préparation de ce CQP est oteuvre à tuot professionnel, homme ou femme, aaynt exprimé ses mnvttoioas et son prrcaous pneesrnfisool par ceirourr aifn de déterminer l'option de bsae (boucherie ou cetuhicrare traiteur) dnas lql্লাuee s'inscria le ciddanat ;

- il se prépare par la viee de la foimtoran cunitone ou du dorit iviidudnel à la formation, ntonemamt par la fotormain à dicatnse organisée par le ctnere nointaal de ftmrooain poofinenllsrese de

la bhracne ;

- suos réserve de l'agrément de la CPNEFP, en curos oraux, un tepms de fraoiomtn miinmum en crntee de 400 heerus est exigé, en curos à distance, ceux-ci devinot friae l'objet d'un ctaront de firatmoon spécifiant naeommntt les périodes de rrumopeenegt orbilteogas ;

- la vitldoaian des aicqus de l'expérience, organisée par la CFNPEP puet réduire le tpms de fmioroatn ;

- l'acquisition des compétences s'évalue suos frmoe pcntllueoe et suos fomre de contrôle en curos de fooiatrmn ;

- le tartiluie du CQP « Aisnssatt chehf d'entreprise » a le niveau VI, échelon B, « Aetgns de maîtrise » dnas la gilrle de calioscasitfn des eolpmis de la présente convention, « Asisntsatt chehf d'entreprise ».

5. CQP « Repreneur, créateur et rsbpasnlloe d'entreprise »

- la préparation de ce CQP est ovurtee à tuote pnronsee jitsaufint d'une expérience en boucherie, charcuterie, traiteur, saanuthoit reprendre, créer une epsrintee ou se prfeonnceetir dnas les daminoes de la gotesin ;

- il se prépare par la viee de la fiomtoran continue, nemnmotat par la frmioiaton à dctnasie organisée par le cnetre ninatoal de fatoiomrn pisseolloffnnree de la branche. Suos réserve de l'agrément de la CPNEFP, en cruos oraux, un tpms de ftoamiron équivalent à celui dispensé en crente dnas le cadre d'une foamirton en alnanrtcee est exigé, en crous à distance, ceux-ci dievnot faire l'objet d'un ctarnot de footitman spécifiant neommantt les périodes de rnegruopmeet olobartigies ;

- la voaaiitldn des acuqis de l'expérience, organisée par la CFEPNP puet réduire le tpms de ftooiramn ;

- il puet se préparer aussi par le crantot et la période de professionnalisation. Dnas ce cas, les modalités pédagogiques dvionet être cmroenfos à la législation en vigueur, nmtmenoat sur le temps de fooartimn en centre. La cionoardtoin cetnre de formation/entreprise est nécessaire, et les tetruus pvenuet être appelés à eectfuefr une journée de fotoriman en début de cnrtaot ou de période de plessntiranaioisfioon ;

- l'acquisition des compétences s'évalue par la présentation d'un mémoire ;

- à titre expérimental, puor la première année, éventuellement reconductible, l'organisation de la faimootrn est confiée aux écoles noaiatnles psnnfreloelsoeis de la bhcnae de la bocehriue ;

- le turtilaie du CQP « Repreneur, créateur et rposensalbe d'entreprise » se siute au niveau VI, échelon C, « Rsnoipeabse de pieuslrus ptions de vnete » dnas la grille de caclostsafiin des eoimpls de la présente convention.

d) Axeenns aux CQP

Les référentiels de fmraotoin ptartement d'accéder rvenepsecitemt aux CQP « Vendeur, vesnduee qualifié(e) », « Tiiheccenn bcueohr », « Bouhcer préparateur, vendeur, vdeusne qualifié(e) », « Astniasst chehf d'entreprise » et « Repreneur, créateur et rpoaanssble d'entreprise » fueirgnt en annexe III de la présente cnivnoeotn suos la présentation sanuvtie : diptcsreif d'activités, référentiel de certification, sivoras associés, règlement d'examen, définition des épreuves.

Article 30 - Financement de la formation

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

a) Pipttaoiacirn des eerpesntris au faemnincnet de la fomoratin professionnelle

Contribution oigtaorlbie :

Les employeurs de moins de 10 salariés versent chaque année, à l'organisme paritaire ceueltrc agréé, une cotisation minimale de 0,55 % de la masse salariale brute en application de l'article L. 6331-2 du code du travail. Cette contribution ne peut être inférieure à 100 % hors taxes.

Les employeurs d'au moins 10 salariés versent chaque année, à l'organisme paritaire ceueltrc agréé, une cotisation minimale de 1 % de la masse salariale brute en application de l'article L. 6331-9 du code du travail.

Ces cotisations doivent être versées avant le 1er mars suivant celle au titre de laquelle la contribution est due.

Contribution cinclotnoneve :

Dans l'objectif de mettre en œuvre, en toute autonomie, la politique emploi-formation définie par la CNPE de la branche et afin d'en assurer le développement, les organisations seaires de la présente convention collective décident de créer une contribution supplémentaire clnnoeolte mentionnée à l'article L. 6332-1-2 du code du travail.

Cette contribution, obligatoirement versée à l'organisme paritaire ceueltrc agréé, est fixée, en fonction de la taille de l'entreprise, comme suit :

- 0,30 % de la masse salariale brute pour les entreprises de 10 à 49 salariés ;

- 0,50 % de la masse salariale brute pour les entreprises de 50 à 299 salariés ;

- 0,70 % de la masse salariale brute pour les entreprises de 300 salariés et plus.

Elle est mutualisée et gérée par l'organisme paritaire ceueltrc agréé dans une section comptable distincte, son utilisation et sa répartition pour le développement de la formation professionnelle sont régies par les modalités prévues à l'article L. 6332-1-2 du code du travail.

b) Fourniture des dépenses de formation des salariés

Dans l'objectif de contribuer au développement des formations par l'apprentissage, il est convenu, conformément aux dispositions législatives en vigueur prévues à l'article L. 6332-16 du code du travail, d'affecter une partie des ressources de l'organisme paritaire ceueltrc agréé mentionné à l'article L. 6332-14 du code du travail au financement des dépenses de formation des salariés des entreprises de formation conventionnées par l'État ou les régions.

Chaque année, un accord paritaire est signé après consultation de la CNEFP de la branche. Il précise les modalités d'intervention, les CFA bénéficiaires et les montants affectés en fonction des besoins justifiés.

Les données relatives à la disponibilité financière des entreprises sont fournies à l'organisme paritaire ceueltrc agréé.

c) Indemnités des jeunes en fin d'apprentissage

Pour faciliter les jeunes destinés à favoriser l'insertion dans l'univers professionnel, les jeunes en fin d'apprentissage, objet de la présente convention, ont été institués une cotisation de 0,25 % de la masse salariale brute annuelle de l'exercice précédent, avec un montant de versement qui ne peut être inférieur à 55 %.

Cette cotisation, due par toutes les entreprises, est collectée par l'ACOTA, en même temps que les autres cotisations versées au titre de la formation et de la prévoyance collective.

La gestion de la cotisation est assurée par une association loi 1901, adhérente à la TVA, créée à cet effet.

Article 31 - Salaires

En vigueur étendu en date du 1 juil. 2024

Le salaire conventionnel cosnaodenrt à la cftissliaoan des emplois en vigueur est le salaire mentionné sur la grille de salaires figurant en annexe II.

La définition des emplois en vigueur (niveaux et échelons) figure en annexe I.

Le salaire conventionnel, ainsi déterminé, est garanti à tout salarié dans sa classification d'emplois.

À compter du 1er janvier 2025, la grille des salaires fait l'objet d'un réexamen à minima une fois par an, en vue d'une éventuelle révision annuelle au premier jour du mois suivant la parution de l'arrêté d'extension au JORF.

Article 31 bis - Prime de fin d'année

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

1. Les salariés ont droit, dans les conditions précisées ci-après, au versement à leur profit d'une prime intitulée « prime de fin d'année » d'un montant de 2 % de leur rémunération brute annuelle calculée sur la période du 1er décembre de l'année N ? 1 au 30 novembre de l'année N.

La rémunération brute annuelle comprend l'ensemble des sommes et avantages accordés par l'employeur revêtant le caractère de salaire et assés à cotisations de sécurité sociale : salaire de base, congés payés, avantages en nature, prime d'ancienneté, prime pour événements familiaux, salaire variable, complément de salaire et indemnités journalières complémentaires financées par l'employeur en cas d'arrêt de travail pour maladie professionnelle et non professionnelle ou accident ainsi que les majorations prévues par la loi ou les accords collectifs (majorations pour heures supplémentaires, travail de nuit...).

La rémunération brute annuelle ne comprend pas :
? les cotisations de sécurité sociale et de frais de transport ;
? les tickets restaurants ;
? les indemnités présentant le caractère de dommages et intérêts (telle l'indemnité de licenciement ou l'indemnité de départ en retraite) ;
? les sommes versées au titre de l'intéressement ou de la participation.

2. La prime est versée, dans les conditions d'ancienneté, à l'ensemble des salariés employés à temps complet ou à temps partiel, en CDI ou en CDD, y compris les apprentis et les travailleurs saisonniers.

3. La prime pourra être versée en deux fois :
? 50 % au mois de juin de l'année N ;
? le solde au mois de décembre de l'année N calculé comme indiqué à l'article 1.1.

Le salarié quittant l'entreprise en cours de période, a droit à une prime calculée au prorata de son temps de présence hors de l'établissement de son solde de tout compte.

4. La prime de fin d'année ne s'ajoute pas aux primes versées dans les conditions prévues en une ou plusieurs fois dans l'année, quelle que soit l'appellation de ces primes (par exemple : prime de fin d'année, gratification, prime de bilan, prime de vacances, 13e mois (à l'exclusion de la prime d'ancienneté lorsqu'elle existe, des primes de rendement et des primes de productivité) dans la mesure où le total des primes versées est d'un montant au moins égal à celui fixé au point 1.

(1) Cotisation de l'employeur pour le financement des négociations de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22

Chapitre VIII : Salaires

spebrtme 2017, artlice étendu suos réserve de l'application des aectrlis L. 2253-1 à L. 2253-3 du cdoe du tiaravl tles qu'interprétés par la décision du 13 décembre 2021 n° 433232 dnot il rsseort que « si la cnneviton de bharnce puet reinter que les slaiaers mmniia hiérarchiques s'appliquent aux rémunérations efvctfeies des salariés résultant de leurs seaairs de bsae et de cintraes compléments de salaire, elle ne peut, lorsqu'elle prévoit l'existence de primes, anisi que luer montant, indépendamment (?) de la définition des gearantis aillapbecps en matière de searlais mmniia hiérarchiques, fraie oasltbce à ce que les sionpualttis d'un aocrd d'entreprise en ctete matière prévalent sur cleles de la cntvnioeon de branche, y cpirmos si eells y snot moins faorblaves ». (Arrêté du 23 mai 2022 - art. 1)

Article 32 - Périodicité de la paie

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

La périodicité de la paie est mensuelle, un acptome puet être accordé cuqhae semaine.

Il est rmeis un beutllin de paie à chaque salarié qui crotompe les mntenois prévues par les dstinioposis législatives en vigueur, en pcrelutiir par celles prévues à l'article R. 143-2 du cdoe du travail, asnii que la pstioion et dnas la caiaocftsisl n cintelnvnooe qui lui est applicable, nenammtot le niaveu et l'échelon.

Chapitre IX : Rupture du contrat de travail

Article 33 - Rupture du contrat de travail, préavis et certificat de travail

En vigueur étendu en date du 13 janv. 2009

En cas de rurupte du canortt de tavrail à durée indéterminée, et suaf cas de fcroe maejue ou de ftuae grave, les durées de préavis réciproques snot fixées conformément aux lios et règlements en vigueur.

En ce qui croncene les salariés n'ayant pas 6 mios de présence, la durée du préavis est fixée à 1 semaine.

Pour les salariés démissionnaires anayt puls de 6 mios de présence, la durée du préavis est de 1 mois, suaf puor les cderas dnot la durée de préavis est égale à 3 mois.

La niaiootticfn par l'employeur ou le salarié de la rurpute du cantrot de taavril diot être effectuée par lettrte recommandée fxanit le pnoit de départ du préavis.

Si le salarié licencié par son eupomlyr trouve un arute eoplmi aanvt l'expiration du délai-congé qui lui a été notifié, il puet pdnrere son nvuoel emolpi immédiatement.

Dans le cas d'inobservation du préavis par l'une des parties, l'indemnité due à l'autre piatre est calculée sur la bsae du slaiaere effectif.

Pendant la période de préavis consécutive à une démission ou à un licenciement, le salarié est autorisé, aifn de ceehrchr un neuovl eomlpi et jusqu'à ce qu'il l'ait trouvé, à s'absenter caughe juor pndet une durée de 2 herues dnas le cdrae des nécessités du service. Ces 2 heures snot rémunérées.

Le mmonet de la journée où peeunvt se pcelar ces ansceebis est fixé anatenlvteirt un juor au gré du salarié, un juor au gré de l'employeur.

Au memont où il csese de fiare ptarie de l'entreprise, il est reims à tuot salarié en mian propre ou, à défaut, envoyé immédiatement, un caiefcirt de trviaal indiquant, à l'exclusion

de toute arute mtoien :

- les nom et aedrsse de l'employeur ;
- les nom et prénom du salarié ;
- les daets d'entrée et de storie du salarié ;
- la ntruae du ou des elimpos sfceuciss occupés par lui, asini que les périodes pdannet llqleeesus ces epolmis ont été occupés.

Le circfiteat de tavrail diot pertor le caceht et la snuraigte de l'employeur, ainsi que son leiu et dtae de délivrance.

Quel que siot le mitof du licenciement, la procédure prévue par le cdoe du trvaail diot être respectée.

Article 34 - Licenciement pour raison économique

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

En cas de lncieement puor miotf économique, le ou les salariés licenciés ont priorité de réemploi puor les potess de la qcaftliaoiun prsolonlnifese à lluaeqe ils appartiennent, pnednat un délai de 1 an à ctpomer de la dtae d'expiration du préavis, effectué ou non.

S'il diot être procédé à des lteeimcneicns puor riason économique, l'ordre de lecenceimint puor cuhgae ntarue d'emploi est déterminé en tnneat cpmtoe à la fios de la veualr professionnelle, de l'ancienneté dnas l'établissement et des crgahes de famille, de la siitoatun des salariés présentant des caractéristiques saioelcs rnanedt luer réinsertion pnellofsroneie particulièrement difficile, nntamemot les psrnoeens handicapées et les salariés âgés, snas tutifoos que cet ordre siot nécessairement préférentiel. Il est tneu compte, en outre, de la siioatutn du psneonrel bénéficiant déjà d'une pneison ou d'une retraite.

Article 35 - Indemnité de licenciement

En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

Une indemnité légale dsnitctie du préavis est accordée, en deorhs du cas de ftuae grave, aux salariés licenciés anayt au mions 8 mios d'ancienneté cnontius dnas l'entreprise ou l'établissement.

Cette indemnité est calculée comme siut :
? mnios de 10 ans d'ancienneté : 1/4 par année d'ancienneté ;
? à ptiarr de 10 ans d'ancienneté : 1/3 par année d'ancienneté.

Le sarlaie à prdnree en considération puor le clcual de l'indemnité de lcmicneeinet est, sloen la fluorme légale la puls aauvteasnge puor le salarié :

? siot la mennyoe meenlulse des 12 deirerns mios précédant le licenciement, ou lurosque la durée de scivere du salarié est inférieure à 12 mois, la mennoye mlsnlueee de la rémunération de l'ensemble des mios précédant le lnnecceiemit ;
? siot 1/3 des 3 dreerins mois. Dnas ce cas, tutoe pmire ou giiaotratfcn de caractère aneunl ou exceptionnel, versée au salarié pnendat ctete période, n'est prise en cptmoe que dnas la ltimie d'un mtнанot calculé à due proportion.

Cette indemnité ne se culmue pas aevc tutoe aarte indemnité de même nature.

L'indemnité de limcineenect ci-dessus est doublée en cas de lnicieenmct puor iunptatdie lié à une maialde pofnoilrssenlee ou un aicdcnet du travail. Dnas ce cas, la cotnidoin d'ancienneté n'est pas applicable.

Article 36 - Ancienneté

En vigueur étendu en date du 29 avr. 2017

Pour la détermination de l'ancienneté dans l'entreprise, on tient compte non seulement de la présence continue du cotisant en cours, mais également, le cas échéant, de la durée des cotisations antérieures dans l'entreprise, à l'exclusion toutefois de ceux qui auraient été rattachés pour faute grave.(1)

Les dispositions prévues précédemment sont d'application dès lors que le calcul de l'indemnité complémentaire de départ à la retraite des salariés quant à son versement l'entreprise visée par l'article 38 de la présente convention collective.

(1) Alinéa étendu sous réserve de l'application des dispositions des articles L. 122-24-1, L. 122-28-9, L. 223-4, L. 225-2, L. 225-7, L. 225-8-III, L. 225-12, L. 225-18, L. 226-1, L. 451-2 et L. 931-7 du code du travail, aux termes desquels les congés prévus par les dispositions énoncées dans le calcul de l'ancienneté, leur durée étant assimilée à une période de travail effectif (arrêté du 5 juin 2007, art. 1er).

Chapitre X : Retraite

Article 37 - Retraite complémentaire

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

1. Adhésion des entreprises (dans le respect des règles de compétence professionnelle et géographique prévues par l'accord national interprofessionnel de retraite du 8 décembre 1961)

En vertu de l'accord du 14 septembre 1971 prévoyant l'affiliation des entreprises de boucherie-charcuterie à l'UIRIC, et le rattachement à l'UIRIC et UPS qui a abouti à la création de URS, dont la gestion administrative est assurée par le goupion Parunion, et la réaffirmation, entre les parties soussignées, du principe selon lequel la désignation de la caisse de retraite complémentaire des salariés d'une branche professionnelle, les entreprises saines désignent l'URS-Parunion comme seule et unique caisse de retraite complémentaire des salariés des entreprises et nées dans le cadre de la présente convention, à l'exclusion des salariés des entreprises de boucherie charcuterie qui sont affiliées à l'ISICA.

2. Cotisations

Le taux de cotisation minimum de cotisation est porté de 6 % à 7 % au 1er janvier 1994.

3. Répartition de la cotisation

La cotisation est prise en charge par l'employeur et le salarié selon la répartition suivante :

- 60 % pour la part patronale ;
- 40 % pour la part salariale.

4. Assurés des cotisations

- a) Personne bénéficiant du régime des cadres

Dans la limite du plafond annuel des salaires soumis à cotisation au titre de la sécurité sociale.

- b) Personne non cadre

Depuis le 1er janvier 2005, le taux de cotisation appelé, dans la limite du plafond de la sécurité sociale, est fixé à 7,50 %, auquel il faut ajouter 1,25 % de régime supplémentaire. La cotisation de la rémunération, comprise entre le salaire plafond de la sécurité sociale et un montant égal à 3 fois ce même plafond, est fixée à un taux de cotisation de 20 %.

5. Votations des salariés passés

Conformément à l'annexe I du règlement intérieur de l'Arrco, il est précisé que la validation des services passés antérieurs dans la profession avant ces arrangements de taux est la même, que l'entreprise soit en activité ou ait disparu.

Article 38 - Départ à la retraite et indemnité de départ à la retraite

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Les salariés quant à son versement l'entreprise à l'âge légal de la retraite ont droit à une indemnité de départ fixée en fonction de leur ancienneté dans les entreprises de boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, charcuterie de volailles et gibiers, ainsi que l'un des codes NAF 15.1F, 52.2C, 52.6D ou 55.5D.

Il en va de même pour les salariés justifiant d'une longue carrière et par rapport à la retraite à l'âge légal conformément aux dispositions prévues à l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale.

Le barème de l'indemnité est le suivant :

- 1 mois de salaire après 10 ans d'ancienneté dans le métier ;
- 2 mois après 15 ans d'ancienneté ;
- 2,5 mois après 20 ans d'ancienneté ;
- 3 mois après 25 ans d'ancienneté ;
- 3,5 mois après 30 ans d'ancienneté ;
- 4 mois après 35 ans d'ancienneté ;
- 4,5 mois après 40 ans d'ancienneté.

L'ancienneté dans les entreprises évoquée au paragraphe précédent s'entend des années de travail en tant que salarié, à l'exclusion des années passées en tant que chef d'entreprise ou associé. La définition de l'ancienneté prévue à l'article 36 de la convention collective s'applique également dans ce cadre.

Enfin, il est précisé que la durée de l'apprentissage, s'il a été fait dans une entreprise précédente à la définition continue à l'alinéa 1 du présent article, entre en compte pour le calcul de l'ancienneté.

TEXTES ATTACHÉS

Annexe I - Grille de classification des emplois Avenant n° 27 du 31 mai 2011

En vigueur étendu en date du 7 févr. 2018

Niveau I

Échelon A

Plongeur

Le plongeur est chargé d'utiliser le lave-vaisselle, il connaît les procédures de lavage, luer dosage et les règles d'hygiène élémentaires.

Employé d'entretien

L'employé d'entretien est chargé du nettoyage de l'ensemble des locaux professionnels et du matériel. Il connaît les procédures à utiliser, luer dosage, les règles d'hygiène élémentaires et de sécurité.

Échelon B

Chauffeur-livreur

Le chauffeur-livreur assure le transport des produits et marchandises conformément aux règles sanitaires. Il en effectue la livraison et le déchargement.

Il maintient son véhicule en tenant compte des règles d'hygiène.

Il s'assure du bon entretien du véhicule.

Il est chargé de recevoir et de transmettre tous les documents administratifs et commerciaux relatifs aux opérations effectuées.

Employé administratif

L'employé administratif effectue toutes les tâches administratives relatives au bon fonctionnement de l'entreprise, par exemple teneur de registre, classement, courrier...

Niveau II

Échelon A

Chauffeur-livreur encaisseur

En plus des fonctions de chauffeur-livreur (niveau I, échelon B), il a la responsabilité de toutes les opérations financières liées à l'encaissement des factures.

Caissier

Le caissier effectue toutes les opérations de caisse. Il est apte à prendre des commandes. Il doit, par ailleurs, maintenir de bonnes qualités relationnelles.

Vendeur

Le vendeur présente les viandes, prépare et présente les plats.

Il assure le service à la clientèle. Il doit, par ailleurs, maintenir de bonnes qualités relationnelles.

Échelon B

Secrétaire aide-comptable

En plus des fonctions de l'employé administratif (niveau I, échelon B), il effectue toutes les opérations préparatoires au teneur de registre.

Boucher préparateur

Tripier préparateur

Connaissances de base en triperie :

- identifier les différents produits tripiers ;
- distinguer les différentes qualités des produits tripiers ;
- maîtriser les méthodes de triperie et les procédés : pesage, mesure de température, qualité du produit, état de l'emballage... ;
- identifier les différents contenants des produits : palettes, cartons, chariots, bacs... ;
- identifier et mettre en pratique les règles d'hygiène et de sécurité.

Missions :

- réceptionner et stocker les produits ;
- reconnaître et vérifier les produits (température, quantité...) ;
- étiqueter et emballer les produits selon le souhait des clients ;
- stocker en cabine froide les produits ou négativer les produits prêts à expédier ;
- préparer les livraisons et les expéditions.

Aptitudes requises :

- respecter les délais (préparation des livraisons et des tournées d'expédition) ;
- respecter des procédures de contrôle rigoureuses (décompte des quantités prélevées sur les stocks, étiquetage, estampillage...).

Charcutier-traiteur

Le charcutier-traiteur assure les tâches d'exécution courantes nécessaires à la réalisation des préparations et fabrications de base de charcuterie ou de pâtisseries et en particulier d'un produit traiteur.

Vendeur qualifié

En plus des fonctions du vendeur (niveau II, échelon A), il est capable d'apporter à la clientèle une information objective sur le choix des produits et leur préparation culinaire.

Il est titulaire d'un CQP « Vendeur, vendeur qualifié(e) ».

Échelon C

Caissier aide-comptable

En plus des fonctions du caissier (niveau II, échelon A), il effectue toutes les opérations préparatoires au teneur de registre.

Niveau III

Échelon A

Boucher préparateur qualifié

Le boucher préparateur qualifié assure toutes les tâches d'exécution courantes nécessaires à la fabrication des produits de boucherie de l'état initial de gros morceaux de viande jusqu'à leur présentation en morceaux de détail en vue de la mise en vente.

Il est titulaire soit du CAP de boucher, soit du CQP de boucher.

boucher, soit, par équivalence, du CTM de préparateur(trice) vendeur(se) oitopn boucherie.

Charcutier-traiteur qualifié

Le charcutier-traiteur qualifié asusse les tâches d'exécution ctranuoe nécessaires à la réalisation des préparations et fnribaaticos de bsae de chitruecrae cure ou cuite telradnionlite et en cathirucere dissanopt d'un ryaon traiteur.

Il est ttiuiarle du CAP de charcutier-traiteur ou, par équivalence, du CTM de préparateur(trice) vendeur(se) ooptin charcuterie-traiteur.

Tripier préparateur qualifié

Le tierpir préparateur qualifié arusse les tâches de tofnosramritan et de ciaremitocmolasin des aabts bcnlas et des atbas rguoes dpiues luer aahct jusqu'à luer vnete en prtuiods élaborés à l'état cru ou cuit.

Il eecxre son activité dnas le rpsceet des bnenos pitaequrs plseseionenrofs dnot cleels revnlaet des règles d'hygiène, santé, sécurité et de législation du travail.

Après une ctaierne expérience et des foortanims complémentaires adaptées, il diot être cabplae d'accéder à des fnctonois de responsabilité et de rernprede ou créer une entreprise.

Il est triautille du CQP « Tpeirir détaillant ».

Boucher hipopihqgpuae préparateur qualifié

Le behucor hiqihapuppoge préparateur qualifié arssue les tâches de tfroatniasomrn et de citioclsmeioamarn de la viadne équine et de la vdnaie asine duepis luer acaht jusqu'à luer vnete en ptoirdus élaborés à l'état cru ou cuit.

Il ecrxee son activité dnas le rceepst des bnenos pgeatuirs pnsolonrsfeliees dnot ceells renalvet des règles d'hygiène, santé, sécurité et de législation du travail.

Après une cratniee expérience et des forianomts complémentaires adaptées, il diot être clapabe d'accéder à des ftinnocos de responsabilité et de reerrdnpe ou créer une entreprise.

Il est tiutrlae du CQP « Bhcuoer hpopuaqihigpe détaillant ».

Charcutier préparateur qualifié

Le « Cirehtucr préparateur qualifié » est un psreesonofinl qui maîtrise les tqinuchees de tsfionrarmtan et de préparation de la vaine de porc, il est cablape de trvllaiear d'autres matières premières : volailles, poissons, légumes.

Il est cpalabe de présenter les produits, de ciunmmequor des clniesos teiquechns auprès du peonrnsl de vente.

Il erecxe son activité dnas le repesct des bnoens pqruiutes poesorinlfeslens dnot cllees renevalt des règles d'hygiène, santé, sécurité et du recspet de la législation du travail.

Après une cnetriae expérience et des fimtanoors complémentaires adaptées, il diot être cabalpe de créer, rndeprree et gérer une eetisrnpree ou une unité de production.

Il est tiutilare du CQP Cuiratcher préparateur qualifié.

Échelon B

Boucher préparateur veendur qualifié

Le buhcoer préparateur vnudeer qualifié eueffcte teotus les tâches du beuhcor préparateur qualifié (niveau III, échelon A).

Il est tlliuraie du CQP « Buechor préparateur vendeur, venduese qualifié(e) » ou possède les csonncenaisas toineegcouqlhs et peqaurtis équivalentes.

Boucher-traiteur qualifié

Le boucher-traiteur qualifié est tatiuirle du CAP préparateur en ptoruids carnés ou du CQP « Tcnceehiin bcueohr ».

Il est tuariilte du CAP préparateur en podrtius carnés ou du CQP de thneiicecn bochuer et mtneion complémentaire employé tturaier ou possède les cnnnssoaaices tugghicooleens et puqeriatrs équivalentes.

Ouvriers tripiers

Connaissances de bsae en trriipee :

- il a les mêmes cosacesnianns que le tiiperr préparateur (niveau II, échelon B), et

- maîtrise les méthodes de tirvaal et les procédés, si la fcitonon l'oblige, de : tranchage, parage, séparation des produits, msie suos vide, affûtage des couteaux... ;

Missions :

Trancheur-opérateur découpe :

- séparation des différents poruitds des fesresurs : c?ur, ris, foie, mou, hampe... ;

- préparation des prdotuis : parer, dénervier, dégraisser, trancher... (foies, c?urs, rognons, ris...) ;

- désossage et rgualoe des têtes de vaeu (cuir + langue) ;

- cineoenintndomt des prtoiuds : msie suos vdie ;

Désosseur-casseur de têtes :

- désossage des têtes de vaeu ;

- prélèvement des joues et des lnagues ;

- csgaase des têtes de vaeu et des têtes de porc ;

- cioenonentmndit des purtodis (mise suos vide, msie en brttuaege des cervelles...).

Vendeur :

- présente les piourtds trrieips ;

- prépare et présente les ptlas ;

- arusse le srievce de la clientèle.

Il diot mentafiser de benons qualités relationnelles.

Il est fréquent que les oeriurvs snioet pyantlleovs et réalisent l'ensemble des opérations citées ci-dessus.

Aptitudes rseiques :

- bnone capacité d'adaptation ;

- détecter totue aonilmae suurve en corus de ptcricoudn ou au sujet de la qualité des puordtis travaillés ;

- irnmoeft le cheh d'atelier de tutoe aolimane rencontrée.

Échelon C

Boucher-charcutier-traiteur qualifié

Le boucher-charcutier-traiteur qualifié est titarulie :

- du CAP de beochur ou du CQP de tieincchen bouehcr et du CAP de charcutier-traiteur ;

- ou, par équivalence, du CTM de boucher-charcutier-traiteur.

Niveau IV

Échelon A Comptable

Le candidat doit être capable de gérer les opérations administratives, comptables ou financières, les composer, les contrôler et les assembler pour présenter d'en tirer : balances, bilan, compte de résultat, prix de revient aux différents stades de la fabrication ou de la distribution.

Échelon B

Boucher-charcutier-traiteur très qualifié

Le boucher-charcutier-traiteur très qualifié est titulaire du baccalauréat professionnel de boucher-charcutier-traiteur.

Échelon C

Boucher hautement qualifié

Le boucher hautement qualifié est titulaire du BP de boucher ou en possède le niveau et les compétences.

Il est capable d'assurer la responsabilité du rayon boucherie.

Le boucher hautement qualifié assure dans tous ses tâches les responsabilités de point de vente (niveau VI, échelon A), il peut également le suppléer dans certaines de ses tâches.

Boucher-traiteur hautement qualifié

Le boucher-traiteur hautement qualifié est titulaire du BP de boucher ou en possède le niveau et les compétences.

Il est capable d'assurer la responsabilité du rayon traiteur.

Charcutier-traiteur hautement qualifié

Le charcutier-traiteur hautement qualifié est titulaire du BP de charcutier-traiteur ou en possède le niveau et les compétences.

Il est capable d'assurer la responsabilité du rayon charcuterie traiteur.

Tripier responsable cuisson

Connaissances de base en tripier :

- il a les mêmes connaissances que le tripier préparateur niveau II, échelon B ;

- il connaît les différentes matières premières et différents ingrédients ;

- il maîtrise les méthodes de travail et les procédés : mode de cuisson, temps de cuisson, températures, fonctionnement des machines...

Missions :

- organiser et planifier l'activité en fonction des commandes et des arrivages ;

- réceptionner les matières premières, les ranger en respectant le plan de gestion des stocks ;

- préparer les produits avant cuisson en respectant la nature des produits et les quantités (marinades, lavages...) ;

- paramétrer la (les) machine(s) avant l'entrée de la cuisson ;

- contrôler la cuisson et vérifier régulièrement les différents paramètres : temps, température... ;

- procéder au nettoyage désinfection de la (les) machine(s) en fin de poste ;

- assurer la maintenance de premier niveau ;

- détecter les non-conformités, les anomalies et les dysfonctionnements par rapport aux produits à la machine.

Aptitudes requises :

- connaître et maîtriser les fonctions des différents machines (exemple : autoclave) ;

- être rigoureux et méthodique ;

- anticiper, réagir rapidement en cas de non-conformité machine et produit ;

- transmettre l'information utile en fonction des besoins spécifiques de chaque interlocuteur interne.

Échelon D

Boucher-charcutier-traiteur hautement qualifié

Le boucher-charcutier-traiteur hautement qualifié est titulaire des BP des deux spécialités ou en possède le niveau et les compétences.

Il est capable d'assurer la responsabilité des rayons boucherie charcuterie traiteur.

Niveau V

Agents de maîtrise

Responsable de laboratoire adjoint

Le responsable adjoint de laboratoire doit assurer dans tous ses tâches les responsabilités de laboratoire (niveau VII, échelon A), il peut également le suppléer dans certaines de ses tâches.

Responsable de point de vente adjoint

Le responsable adjoint de point de vente doit assurer dans tous ses tâches les responsabilités de point de vente (niveau VII, échelon A), il peut le suppléer dans certaines de ses tâches. Il peut également assurer le fonctionnement normal d'un point de vente sous une responsabilité hiérarchique.

Niveau VI

Échelon A

Responsable de laboratoire

Le responsable de laboratoire assure le fonctionnement du laboratoire.

Il a la responsabilité de toute la préparation des produits en vue de leur commercialisation.

Responsable de point de vente

Le responsable de point de vente a la responsabilité du bon fonctionnement du point de vente (magasin, pôle de marché, tournée, etc.).

Responsable hygiène et sécurité

Le responsable hygiène et sécurité assure la mise en place et le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaires dans l'entreprise.

Il est responsable de l'application des guides de bonnes pratiques d'hygiène ou de l'HACCP.

Il doit veiller à la formation en ces domaines du personnel.

Échelon B

Assistant de chef d'entreprise

L'assistant de chef d'entreprise assure dans tous ses tâches les responsabilités d'entreprise (niveau VII). Il peut également assurer le fonctionnement d'un point de vente ou d'un rayon spécifique.

Il est titulaire d'un CQP d'assistant de chef d'entreprise.

Échelon C

Responsable de piruesuls ptonis de vente

Le rpebonlsase de pliuruess ptnios de vetne arsuse le bon fnmnieneoncott et la caoonitodrin des poitns de vtnee dnot il est responsable.

Niveau VII

Cadres

Échelon A

Responsable de laboratoire

En puls des fcoitnnos du ralssponebe de laiarotrobe défini au naeviu VI, il arssue la giteosn complète (embauche, ftxioian du salaire, répartition des tâches, puvoior disciplinaire, etc.) du peonsenrl du laboratoire.

Responsable de point de vente

Annexe II - Grille des salaires conventionnels en vigueur au 1er février 2006 Avenant n 114 du 10

Annexe III - Référentiels de formation des certificats de qualification professionnelle Avenant n 114 du 10 juillet 2006

Article - Certificat de qualification professionnelle

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

Annexe III. Référentiels de froamtoin des ctircieafts de qftauliicioan professionnelle

Certificat de qcoiafitluain pesfenonlrilsoe : veuendr (vendeuse) qualifié(e)

1. Drecptisif des activités

Les différentes fcotonnis de l'activité bierhcuoe qui s'effectuent en paemnrcnee et impérativement dnas le rcespet des règles d'hygiène et de sécurité snot :

Préparation des mreoaucx de détail :

- désossage peiratl ;
- parage, épluchage (finition) ;
- piéçage, copue aevc et snas os ;
- bardage, fligacee ;
- éviscération de volailles.

Présentation des mrauocex de détail : msie sur plats.

Entretien des loucax et du matériel.

Vente :

- étiquetage ;
- citncmiuooamn ;
- vente.

Tableau de détail des activités

En puls des ftnoniocs du rlsabsnopee de point de vtnee défini au nieavu VI, il aursse la gtsieon complète (embauche, fxtaion du salaire, répartition des tâches, piuovor disciplinaire, etc.) du peeosnnrl du point de vtnee (magasin, place de marché, tournée, etc.).

Responsable des achats

Le rlobeapnsse des atcahs diot siaftrsiae aux boisens de matières premières de l'entreprise. Puor cela, il a délégation de négociation auprès des fnuroursess aexuquls il s'adresse dnas le rscpet du chaier des cgarehs de l'entreprise. Par ailleurs, il diot vleielr au bon anevoiirnmosnpet du ou des points de vente.

Échelon B

Responsable d'entreprise

Il asrsue la responsabilité du fneetincnmnot de l'entreprise.

juillet 2006

En vigueur étendu en date du 10 juil. 2006

(Se retperor à la riurubqe "Salaires" en fin de brochure.)

Fonction : préparation des muocarex de détail

Tâches :

- désossage praetil ;
- parage, épluchage (finition) ;
- préparation de valeiolls ;
- piéçage et cpoue ;
- préparation en vue de la vtnee (bardage, ficelage) ;
- préparation des abats.

Conditions d'exercice :

Moyens et rorcseeess :

- mrcaouex de détail ;
- cnsgonies de tairval ;
- matériels et otugailels adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- excere suos la responsabilité du rlonesspabe de magasin.

Résultats ateuntlds :

- puodirts camaleobrcismelis dnas le repcest des coisenngs de travail.

Fonction : présentation des maecuorx de détail

Tâches :

- cpoue ;
- dposioiitsn des morceaux.

Conditions d'exercice :

Moyens et reeouscsrs :

- matières d'oeuvre ;
- maourcex aevc os ;
- maucorex snas os ;

- matériels et outillages adaptés ;

- descriptifs du chef d'entreprise.

Autonomie, responsabilité :

- exercer sous la responsabilité du chef d'entreprise.

Résultats attendus :

- régularité des morceaux ;

- bonne harmonie des morceaux.

Fonction : entretenir des locaux et du matériel

Tâches :

- nettoyage et désinfection des locaux, des équipements et des matériels.

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- polycroûte de nettoyage et désinfection ;

- matériels et outillages adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- autonome et responsable.

Résultats attendus :

- état satisfaisant satisfaisant ;

- maintien de la propreté.

Fonctions : vente

Tâches :

- étiquetage ;

- vente.

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- produits destinés à la vente ;

- matériels et outillages adaptés ;

- magasin ;

- clients.

Autonomie, responsabilité :

- autonome tout en respectant les directives du chef d'entreprise.

Résultats attendus :

- scier conforme.

2. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité doivent être respectées dans tous les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Savoir-faire à certifier	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
SF 1. - Préparation des morceaux de détail		

Désossage Boeuf : Plat de côtes Tendron ou petite poitrine Veau : Poitrine Tendron Haut de côtes Carrés de côtes (uniquement les côtes) Agneau : Gigot rôtis (semi-désossé) Epaule (semi-désossée) Poitrine Porc : Poitrine Carrés de côtes Volailles : Cuisses	Matières d'œuvre Matériels et outillages adaptés Consignes de travail	Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Parage, épluchage (finition) du boeuf, veau, porc, volailles et abats Les produits morceaux de viande de ces espèces	Matières d'œuvre Matériels et outillages adaptés Connaissance des morceaux Consignes de travail	Respect, esthétique et hygiène des morceaux après l'opération de parage Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Piçage et coupe avec et sans os des Morceaux de boeuf, veau, agneau, porc, volailles, abats En biftecks, escalopes, tranches, côtes, sauté	Matière d'œuvre Matériels et outillages adaptés Consignes de travail	Respect des poids demandés Régularité des coupes demandées Bonne présentation
Bardage, ficelage Les produits morceaux de boeuf, veau, agneau, porc et volailles	Matières d'œuvre Matériels et outillages adaptés Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect de la réglementation (barde) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du morceau Respect du ficelage par rapport aux morceaux Ex. : arrêtée à rôtir, roulette, ficelle pot-au-feu, bardage Bon enchaînement des opérations Qualité d'exécution
Éviscération des produits vieilles commercialisées	Matières d'œuvre Matériels et outillages adaptés Consignes de travail	Bon enchaînement des opérations Respect de l'hygiène Qualité d'exécution
SF 2. - Présentation des morceaux sur plats		
Mise sur plats Des morceaux de sauté avec et sans os de boeuf, veau, agneau, porc, volailles	Matières d'œuvre Plats Outillages adaptés Consignes de travail	Respect des consignes de travail Bonne présentation Qualité d'exécution
SF 3. - Entretien des locaux et du matériel		

Épreuve	Unité	Coefficient	Durée maximum de l'épreuve	Forme de l'examen
Epreuves professionnelles	E 1	12	1 h 30	Ponctuelle pratique et contrôle en cours de formation
Préparation du produit	E 1 A	10		
Désossage		1		
Parage, épluchage		1		
Coupe, dépiéçage		2,5		
Bardage, ficelage		3		
Eviscération		1,5		
Hygiène et sécurité dans le travail		1	1 h 00	Ponctuelle écrite et contrôle en cours de formation
Connaissance du produit	E 1 B	2		
Connaissance du produit		2	0 h 20	Ponctuelle pratique et contrôle en cours de formation
Epreuves commerciales	E 2	8		
Techniques commerciales	E 2 A	8		
Étiquetage		2		
Vente		3		
Conseil à la clientèle		2,5		Orale
Hygiène et tenue		0,5		

5. Définition des épreuves

Épreuve E 1 A

Préparation du produit (Coefficient 10)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de constater que le candidat a acquis les compétences nécessaires pour préparer une commande dans les règles de l'art.

Nature de l'épreuve

L'épreuve présente plusieurs parties portant sur :

- le désossage d'une pièce de bœuf ou de veau ou d'agneau ou de porc ou de volaille ;
- le parage ou l'épluchage (finition) d'une pièce de bœuf ou de veau ou d'agneau ou d'abat ;
- le façonnage ou badgrie d'une pièce de viande, de bœuf ou de veau ou d'agneau ou de porc ou de volaille ;
- l'éviscération d'une volaille ;
- le piéçage ou la coupe d'une pièce de viande.

Épreuve E 1 B

Connaissance du produit (Coefficient 2)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de constater que le candidat a acquis les connaissances théoriques et nécessaires à la connaissance au détail des produits carnés.

Évaluation

L'évaluation permet de vérifier que le candidat possède bien les connaissances requises pour assurer le poste de vendeur, vendeur qualifié(e).

Contenu de l'épreuve

L'épreuve comporte quatre thèmes sur les thèmes suivants :

- la valeur nutritive ;
- les qualités organoleptiques ;
- l'hygiène et la sécurité ;
- la conservation des viandes.

Épreuve E 2 A

Techniques commerciales (Coefficient 8)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de vérifier les acquis de chaque candidat dans les domaines de :

- l'étiquetage ;
 - la connaissance de la nomenclature des morceaux.
- La connaissance commerciale :
- recherche des bœufs ;
 - attribution du poids ;
 - couts culinaires.

Évaluation

L'évaluation permet de vérifier que le candidat possède bien les connaissances requises pour assurer le poste de vendeur, vendeur qualifié(e).

Contenu de l'épreuve

L'épreuve comporte quatre thèmes au minimum :

- une question sur :
- l'étiquetage ;
- la cuisson des viandes ;
- un équipement commercial approprié au produit ;
- une préparation de commande.

Certification de qualification professionnelle : technicien boucher

1. Description des activités

Les différentes fonctions de l'activité professionnelle qui s'effectuent en permanence et impérativement dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité sont :

Stockage :

- conditions ;
- meubler prêts à la vente.

Transformation :

- désossage ;
- séparation des maerucox ;
- pargae ;
- épluchage ;
- piéçage ;
- ficelage.

Entretien des lucaox et du matériel.

Tableau de détail des activités

Fonction : stockage

- csraasces ;
- mruaocex prêts à la vente.

Tâches :

- rtatooïn des stcoks ;
- rmeanngët de la cmbrrhae fidroe ;
- pitoocretn des poïtdurs ;
- contrôle de la température de la chrbame froide.

Conditions d'exercice :

Moyens et rsoecsures :

- gduie de bnoens paeiqtrus ;
- cramhbe foidre adaptée ;
- meonys de pctoiorten de la vidnae ;
- csioegnns de ctiorevanosn (froid positif).

Autonomie, responsabilité :

- ronblpessae suos contrôle de l'employeur.

Résultats aedntus :

- bnone coneirtsoavn des pruodtis stockés.

Fonction : transformation

Tâches :

- désossage et séparation.

Conditions d'exercice :

Moyens et rsrseuecos :

- ceaarcsss ;
- moeaucrx de copue ;
- ciogensns de traival ;
- matériel et oelutilgas adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- aotnuome dnas le crdae des tchqïueens de tvaaril de l'entreprise.

Résultats anetudts :

- repceet des règles du désossage et de séparation ;
- rpseect des règles de sécurité ;

- rscepet des cionensgs de tarvial ;

- cnaenoacssnis des anappelloits réglementaires nlnoaeatis de morceaux.

Fonction : transformation

Tâches :

- pgaare ;
- épluchage ;
- préparation en vue de la vntee (ficelage).

Conditions d'exercice :

Moyens et roseuscsres :

- mceourax de détail ;
- cinseongs de trivaal ;
- matériels et oilltegaus adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- aoutmone dnas le crdae des tcuqïnhees de tiaravl de l'entreprise.

Résultats audntets :

- pdruitos csiorlammcalbiees dnas le rpecset des cisognens de travail.

Fonction : etreetinn des laoux et du matériel

Tâches :

- nyetogate et désinfection des locaux, des équipements et des matériels.

Conditions d'exercice :

Moyens et ruorecesss :

- prctlooee de nageyttoe et désinfection ;
- matériels et produits adaptés.

Autonomie, responsabilité.

- amonutoe et responsable.

Résultats adtuetns :

- état santraïie sassanftiait ;
- mntiaïen de la propreté ;
- sgïusnotegs puor amélioration.

2. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité dvienot être respectées dnas tuos les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Savoir-faire être cpalabe de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
SF 1. - Stockage Les carcasses, les mcaroeux de cupoe et les pudrotis prêts à la vente		

Accrocher Parage préliminaire Ablations (saignée, hampe...) Ranger Protéger Conditionner	Equipements et matériels de stockage et conservation Matériels de conditionnement (film alimentaire, sous vide) Consignes de l'employeur	Respect de la réglementation Rangement rationnel pour la rotation et une conservation optimale (délai de maturation, prétraitement de poids) Maintien des qualités organoleptiques Maintien de la température des carcasses froides
SF 2. - Tisfornortamaon : boeuf		
Désossage AV 5 Epaule Collier Basses côtes Plat de côtes découvert Poitrine Désossage ART 8 Cuisse avec hanche Cuisse Coquille Milieu de tiran de côtes Jambe	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des besoins osseux et musculaires Consignes de travail	Respect de la réglementation Degré de désossage à blanc (présence et importance du périoste en tenant compte de l'incidence de l'âge) Présence et importance des incisions et état esthétique et hygiénique du carcasson après l'opération Présence et importance de l'arrangement de viande sur les os
Séparation dépiéçage AV 5 Epaule Séparation, dépiéçage ART 8 Cuisse/rumsteck Tende de tranche Tranche grasse Semelle Rumsteck	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des besoins anatomiques Consignes de travail	Respect des besoins anatomiques Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Parage, épluchage AV 5 Jumeau à biftecks Dessus de macreuse Macreuse à rôtir Parage, épluchage ART 8 Tende de tranche (sans les araignées) Tranche (grasse) Gîte à la noix Rond de gîte à la noix Bavettes Aiguillette baronne Aiguillette de rumsteck	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des besoins anatomiques Consignes de travail	Respect des besoins anatomiques Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement

Barder, ficeler AV 5 Macreuse à rôtir Barder, ficeler ART 8 Tendre de tranche Rond, plat de tranche Rond de gîte à la noix Gîte à la noix	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance du ficelage Consigne de travail	Respect de la réglementation (barder) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité des morceaux
SF 2. - Taarioonftrsmn : veau		
Désossage Cuisseau Epaule Collier Bas de carré Poitrine	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des besoins anatomiques et musculaires	Respect des besoins anatomiques Degré de désossage « à blanc » Importance des incisions et état esthétique et hygiénique du carcasson après l'opération Présence et importance des incisions de viande sur les os
Barder, ficeler Noix pâtissière Epaule Bas de carré	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect de la réglementation Régularité et homogénéité du morceau Bon enchaînement des opérations
SF 2. - Tsoironmaaftrn : porc		
Désossage Epaule Jambon Longe Poitrine	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des besoins osseux et musculaires Consignes de travail	Respect des besoins anatomiques Degré de désossage à blanc (présence et importance du périoste) Présence et importance des incisions et état esthétique et hygiénique des carcasses après l'opération Présence et importance de l'arrangement de viande sur les os
Dépiéçage, parage, ficelage Epaule Jambon Longe	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des besoins anatomiques Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect des besoins anatomiques Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations Respect de la réglementation Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du morceau

Piçage et coupe En eaelopscs : Jambon En côtes : échine Carré de côtes	Matières d'oeuvre Matériels et ogatulles adaptés Consignes de travail	Respect des bseas anatomiques Qualité d'exécution Précision des gestes Absence d'« eusiqlle » d'os Bon enchaînement des opérations Régularité des pièces obtenues
SF 2. - Tfsrnamrootain : agneau		
Désossage Epaule Poitrine Gigot Parage Epaule Poitrine Gigot Bardage, ficelage Epaule	Matières d'oeuvre Matériels et oluiaglets adaptés Connaissance des beass oseesuss et musculaires Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect des besas anatomiques Degré de désossage à banlc (présence et itcapmroe du périoste) Présence et iapoctrnme des iinoisncs et état esthétique et hygiénique des moruaecx après l'opération Présence et icmropntae de fatngemrs de vdinae sur les os Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations Respect de la réglementation (barde) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du morceau
Entretien des lcuaox et du matériel		
Nettoyer Désinfecter Entretenir Choisir et uitsleir les ptiurdos et les matériels Contrôler visuellement	Matériel et poruitds d'entretien Protocole de nyoteatge et de désinfection	État stnraaiie satisfaisant Respect de la réglementation

3. Soiarvs associés

Le faertoumr et le peosrosienfnl fnot aepl et rinelet les différents soravis prqtieuas et théoriques tuot au lnog de la formation. Ils dniveot en otur développer les siravos associés aux savoir-faire du référentiel de certification.

I. - Les différentes espèces :

A. - Bovine

B. - Ovine

C. - Porcine

II. - Emtneiupqes preesnilonosfs :

L'environnement de travail

III. - Règles d'hygiène et sécurité :

A. - Gudie des bnoens pratiques

B. - Les fdtneomens de l'hygiène

C. - Teibalr et gnats de protection

D. - Prévention et permreis secours

IV. - Cnnaiacssone du suqtetele :

A. - Bovin

B. - Ovin

C. - Porcin

V. - L'appréciation des craesascs bnoevis :

A. - Les puiapnrcix critères d'appréciation

B. - La caclsisatfoiin réglementaire (SEUROP)

VI. - Les apoaplneitis réglementaires nonaetials :

A. - Boeuf

B. - Veau

C. - Porc

D. - Agneau

VII. - Ficelage, brdagae :

A. - Réglementation

B. - Les différentes teincuehqs de ficelage

VIII. - La dsnaoiteitn cirnulaie :

A. - Csosuin rdaipe des mcroeaux de détail de bovin, ovin, porcin

B. - Csosiun lnete des mcuaerx de détail de bovin, ovin, porcin

IX. - La qualité des viendas :

A. - La maturation

B. - La couleur

X. - La chaîne du firod ;

A. - Le friod positif

B. - Les pteres de podis et la dessiccation.

Technologie

Connaissances	Limite des connaissances
I. - Les différentes espèces A. - Bovine Taureau Taurillon Génisse Vache Veau B. - Ovine Agneau Bélier Brebis C. - Porcine Porc charcutier Verrat Truie	Citer les teyps de l'espèce bovine En chosiir duex et eixqleupr luers différentes caractéristiques ztocoeuinqhs et bouchères Citer puor cuahqe espèce le tpye le puls courmament utilisé en bcuoehre artisanale Justifier puor chucan les critères de choix

II. - Epmqetineus professionnels Environnement de travail Outils de découpe (couteau...) Tenue professionnelle Matériaux de cmidetneninonot (sous vide, film alimentaire) Principaux oeagrs de la crmahbe froide	Justifier le choix de l'outillage en fonction des différentes tâches à accomplir Enumérer les principaux vêtements recommandés pour le travail des viandes Expliquer le fonctionnement des machines de la machine à sous vide et l'intérêt de filmer les morceaux Repérer sur un schéma les principaux ouvrages de formation de la charcuterie froide	VI. - Les alpanloptes réglementaires nationales A. - Boeuf : Découpe primaires : AR 8 AV 5 ART 8 Morceaux de coupe : Jambe, cuisse, hanche, aloyau déhanché, milieu de tiran de côtes, bœuf de côtes (couvert, découvert), épaule Morceaux de détail : Toutes les pièces issues des morceaux de coupe	Citer toutes les appellations des morceaux de découpe primaires, morceaux de coupe et de détail en référence à la réglementation en vigueur
III. - Règles d'hygiène et de sécurité A. - Le guide des bonnes pratiques B. - Les micro-organismes de l'hygiène Matières premières Matériels Manipulations Méthode de travail Milieu de travail C. - Teneur et gestion de protection D. - Prévention et premiers secours	Citer le nom du micro-organisme de référence utilisé par les professionnels à propos de l'hygiène Donner deux exemples de contamination en boucherie Enumérer les cinq niveaux de contamination et de multiplication des micro-organismes en boucherie (5M) Pour chacune d'entre elles, citer deux points de contamination de réduire ou supprimer la contamination microbienne Citer les normes de la réglementation Citer les points de contamination des produits de contact corporelle	B. - Veau : Découpe primaires : La basse Le pan Morceaux de coupe : Cuisseau, carrés de côtes, collier, bas de carré, épaule, poitrine Morceaux de détail : Toutes les pièces issues des morceaux de coupe C. - Porc : Morceaux de coupe : Jambon, rein, trotteur hachage Morceaux de détail : Jambon, jambonneau, longe, palette, boudin, poitrine, noix d'épaule, travers, gorge D. - Agneau : Morceaux de coupe et de détail : Gigot Carrés de côtes Epaule Collier Poitrine Selle de gigot Côtes filet double	Citer toutes les appellations des morceaux de découpe primaires, morceaux de coupe et de détail en référence à la réglementation en vigueur
IV. - Connaissance du squelette A. - Os : os long, os plat, os court, os allongé B. - Os : os long, os plat, os court, os allongé C. - Os : os long, os plat, os court, os allongé	Enumérer le nom des os correspondants aux différents morceaux de coupe de bovins Citer les os des ossements de : Bovin Ovin Porcin	VII. - Ficelage, bardage A. - Réglementation : L'utilisation de la brade sur les différentes espèces B. - Les différentes techniques de ficelage Ficelage arrêté Ficelage pot-au-feu Ficelage à la « reoutte »	Indiquer la réglementation en vigueur concernant le bardage des morceaux Citer deux techniques de ficelage
V. - L'appréciation des carcasses bovines A. - Les principaux critères d'appréciation Age Sexe Ossature État d'engraissement Couleur Conformation B. - La réglementation (SEUROP) Boeuf, veau	Citer pour chaque critère d'appréciation deux points de repère observés sur la carcasse Classer des carcasses selon leur point de conformation Citer les points de repère en coupe par la réglementation pour classer les carcasses de bœuf et de veau	VIII. - La cuisine culinaire A. - Cuisine de détail de bovin, ovin, porc : A rôti A grillé B. - Cuisine de détail de bovin, ovin, porc : A bouillir A braiser	Indiquer la ou les appellations des morceaux de détail

IX. - La qualité des viandes A. - La maîtrise : Evolution post mortem de la viande Incidence de la température sur la durée de maturation B. - La couleur : Les différents colorants du muscle du bovin adulte et du veau	Définir le temps de maturation minimum nécessaire pour les bovins, ovins et porcins Expliquer les phénomènes en cause lors du processus de la couleur chez le bœuf et chez le veau
--	---

X. - La chaîne du froid A. - Le froid positif : Les myosin employés pour respecter la chaîne du froid (transport, frigo de stockage, laboratoire...) B. - Les pertes de poids et la décoloration : Les myosin employés pour limiter les pertes de poids (film alimentaire, sacs sous vide) Les méthodes de tarification préconisées : Maturation puis découpe selon les besoins Découpe sous vide et stockage avant utilisation	Citer les températures de conservation des viandes aux différents stades de transformation Citer deux myosin professionnels employés en boucherie pour limiter les pertes de poids Expliquer les avantages et les inconvénients de ces deux techniques de travail
--	---

4. Règlement d'examen

Épreuve	Unité	Coefficient	Durée muimxam de l'épreuve	Forme de l'examen
Pratique professionnelle	E 1	12	3 h	Ponctuelle ptiuqrae et contrôle en cruos de formation
Désossage		4	2 h 45	
Séparation, dépiéçage		3		
Parage, épluchage				
Bardage, ficelage		3		
Piéçage		1	0 h 15	
Hygiène et sécurité dnas le travail		1		
Technologie	E 2	8	2 h	Ponctuelle écrite et contrôle en cuors de formation
Environnement et tinlceogohe des potriuds carnés		6	1 h 30	
Règles d'hygiène et de sécurité		2	0 h 30	

Pour chacune des deux épreuves, la note d'admission est de 10/20. Les évaluations doivent tenir compte des acquisitions en cours de formation dans le cadre du contrôle continu.

5. Définition des épreuves

Épreuve E 1

Pratique professionnelle (Coefficient 12)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de constater que le candidat possède les qualités nécessaires à la bonne exécution d'un travail de transformation des produits carnés.

Nature de l'épreuve

L'épreuve pratique professionnelle porte essentiellement sur :

- le désossage d'un morceau de viande de bœuf ou de veau ;
- le désossage de l'épaule d'agneau ;
- le piéçage de l'échine de porc ou d'un carré en côtelettes.

Épreuve E 2

Technologie (Coefficient 8)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de vérifier les acquis de cuisine traditionnelle dans le domaine technologique des produits carnés.

Évaluation

L'évaluation permet de vérifier que le candidat possède les connaissances nécessaires pour exercer son métier.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve professionnelle porte essentiellement sur au minimum 8 questions réparties parmi les thèmes listés dans le référentiel.

Formation en entreprise

Le scannage des carcasses, des morceaux de viande et des produits prêts à la vente :

- l'accrochage ;
- le parage préliminaire ;
- le renommage ;
- le conditionnement et la présentation des morceaux.

Le désossage :

- de l'AV 5 ;
- de l'ART 8 ;
- du demi-veau ;
- du demi-porc ;
- de l'épaule, de la pinnette et du gigot d'agneau.

Les techniques ultérieures de préparation :

- la séparation et le dépiéçage ;
- le parage et l'épluchage ;
- le bardage et le ficelage.

Le piéçage et la cuisson :*

- du jambon en épaves ;
- du carré de côtes et de l'échine en côtes.

L'hygiène et la sécurité * :

- l'ordre ;
- le nettoyage ;
- la désinfection ;
- la tenue personnelle ;
- le tablier et le gant de protection ;
- la préparation et les premiers secours.

La certification de l'entreprise :*

Celle-ci s'effectue à travers un carnet de suivi de formation tenu à jour conjointement par le tuteur en entreprise et le formateur en centre.

Certificat de qualification professionnelle : baccalauréat préparateur vendeur (vendeuse) qualifié(e)

1. Description des activités

Les différentes fonctions de l'activité commerciale qui s'effectuent en permanence et impérativement dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité sont :

Préparation des morceaux de détail :

- désossage manuel ;
- pesage ;
- épluchage ;
- piéçage, coupe ;
- bardage, ficelage.

Présentation des morceaux de détail : mise sur plats.

Entretien des locaux et du matériel.

Vente :

- étiquetage ;
- conseil au client ;
- vente.

Tableau de détail des activités

Fonction : préparation des morceaux de détail

Tâches :

- désossage ;
- pesage ;
- épluchage ;
- piéçage et coupe ;
- préparation en vue de la vente (bardage, ficelage).

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- matériaux de détail ;
- connaissances de base ;
- matériels et outillages adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- autonomie dans le cadre des tâches de travail de l'entreprise.

Résultats attendus :

- respect des consignes de travail.

Fonction : présentation des morceaux de détail

Tâches :

- coupe ;
- distribution des morceaux.

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- matières d'œuvre ;
- matériel avec os ;
- matériels et outillages adaptés ;
- directives du chef d'entreprise.

Autonomie, responsabilité :

- autonomie dans le cadre des tâches de travail de l'entreprise.

Résultats attendus :

- régularité des morceaux ;
- bon hachage des morceaux.

Fonction : entretien des locaux et du matériel

Tâches :

- nettoyage et désinfection des locaux, des équipements et des matériels.

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- protocole de nettoyage et désinfection ;
- matériels et produits adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- autonome et responsable.

Résultats attendus :

- état satisfaisant ;
- maintien de la propreté.

Fonction : vente

Tâches :

- étiquetage ;
- vente.

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- produits destinés à la vente ;

- matériels et outillage adaptés ;
- maçonnerie ;
- clients.

Autonomie, responsabilité :

- autonomie tout en respectant les directives du chef d'entreprise.

Résultats attendus :

- service client conforme.

2. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité doivent être respectées dans tous les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Savoir-faire être évalué	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
SF 1. - Préparation des morceaux de détail		
Désossage Boeuf : Jarret/jambe Plat de côtes Tendron ou petite poitrine Veau : Jarret Poitrine Tendron Haut de côtes Carrés de côtes Agneau : Gigot Gigot raccourci Selle Epaule Poitrine Porc : Palette Noix d'épaule Carrés de côtes Volailles : Cuisses	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des bases anatomiques Consignes de travail	Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations

Parage, épluchage du boeuf Jumeau à biftecks Dessus de palette Macreuse à rôtir Dessus de côtes Persillé Collier, bases côtes, jumeau avec et sans os Plat de côtes découvert Poitrine Tendron ou petite poitrine Tendron de tranche Tranche (grasse) Gîte à la noix Rond de gîte à la noix Bavettes Aiguillette baronne Aiguillette de rumsteck Rumsteck Faux-filet Filet Entrecôte Jarret Gîte Nerveux de gîte	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des bases anatomiques Consignes de travail	Respect des bases anatomiques Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Parage du veau, agneau, porc et volailles Les produits mœlles de cuisine de ces espèces	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance des morceaux Consignes de travail	Respect, esthétique et hygiène des locaux après l'opération de parage Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Piçage et coupe des morceaux de boeuf, veau, agneau, porc, volailles En biftecks, escalopes, rôti, côtes, sauté, braisé et pot-au-feu Bardage, ficelage Les produits mœlles de boeuf, veau, agneau, porc et volailles	Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Consignes de travail Matières d'oeuvre Matériels et outils adaptés Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect des poids demandés Régularité des portions demandées Qualité d'exécution et présentation équilibrée Bonne présentation Respect de la réglementation (barde) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du morceau Respect du ficelage par rapport aux morceaux Ex. : - arrêté à rôti - roulette - ficelage pot-au-feu - bridage Bon enchaînement des opérations Qualité d'exécution

Eviscération des pâtes alimentaires commercialisées	Matériaux d'œuvre Matériels et outillages adaptés Consignes de travail	Bon enchaînement des opérations Respect de l'hygiène Qualité d'exécution
SF 2. - Présentation des morceaux sur plats		
Mise sur plats Des morceaux de bœuf, veau, agneau, porc, volailles (biftecks, escalopes, rôti, côtes, sauté, braisé et pot-au-feu...)	Matériaux d'œuvre Plats Outillages adaptés Consignes de travail Connaissance des caractéristiques technologiques des morceaux	Respect des consignes de travail Bonne présentation Qualité d'exécution
SF 3. - Entretien des locaux et du matériel		
Nettoyer Désinfecter Entretien Choisir et utiliser les produits et les matériels Contrôler visuellement	Matériels et produits d'entretien Protocole de nettoyage et de désinfection Consignes de travail	État satisfaisant Respect de la réglementation Bonne application des consignes

3. Savoirs associés

Le formateur et le participant doivent être au fait des différents savoirs pratiques et théoriques tout au long de la formation. Ils doivent en outre développer les savoirs associés aux savoir-faire du référentiel de certification.

Connaissance du produit

I. - Les savoirs réglementaires nationaux :

A. - Bœuf

B. - Veau

C. - Porc

D. - Agneau

II. - La connaissance nationale :

A. - Les principes de cuisson

B. - Connaissance des morceaux de détail de bovin, ovin, porcin

C. - Connaissance des morceaux de détail de bovin, ovin, porcin

III. - L'appréciation des caractéristiques bovine, ovine, porcine :

A. - Les principaux critères d'appréciation

B. - La connaissance réglementaire

IV. - Du muscle à la viande :

A. - Le fonctionnement du muscle

B. - La structure musculaire

C. - La maturation du tissu musculaire

D. - La maturation

V. - Les caractéristiques de la viande :

A. - La valeur nutritionnelle

B. - Les qualités organoleptiques

C. - L'intérêt de conservation de la viande

VI. - L'hygiène, la sécurité et la traçabilité :

A. - L'hygiène

B. - La sécurité

C. - La conservation

VII. - Les normes et pratiques :

A. - Les principaux rendements

B. - Les facteurs qui entraînent des pertes de poids

Techniques et relations commerciales

I. - L'étalage :

A. - L'assortiment

B. - La présentation marchande

C. - Le linéaire

D. - L'étiquetage et la traçabilité

II. - Les supports de communication appropriés :

A. - La cible

B. - Les canaux de communication appropriés

C. - La tenue des fichiers clients

III. - La vente et le vendeur :

A. - Les principes de vente

B. - Les étapes de la vente

IV. - La communication commerciale :

A. - Le plan

B. - Communication échangée avec le personnel

C. - Communication relative à la commande et à la livraison de marchandises

D. - Communication échangée avec les transporteurs

V. - La proportionnalité :

A. - Rapport de deux grandeurs

B. - Proportions

C. - Grandeurs proportionnelles

VI. - Les pourcentages :

A. - La notion de pourcentage

B. - Application de pourcentage sur une quantité connue

C. - Recherche du taux

D. - Application de pourcentage sur une quantité inconnue

E. - Les pourcentages dans le cadre des grandeurs imposables proportionnelles

VII. - Initiation à la formation des prix de vente :

A. - La marge commerciale

B. - Le coût d'achat

C. - Le coût de revient

D. - La TVA

Connaissance du produit

Connaissances	Limite des connaissances
<p>I. - Les aspects réglementaires nationaux</p> <p>Boeuf</p> <p>Découpes primaires</p> <p>AR 8</p> <p>AV 5</p> <p>ART 8</p> <p>Morceaux de coupe</p> <p>Jambe, cuisse, hanche, ayolau déhanché, mlieu de tiarn de côtes, bsseas côtes, collier, poitrine, palt de côtes (couvert, découvert), épaule</p> <p>Morceaux de détail</p> <p>Toutes les pièces isuses des mrauceox de coupe</p> <p>Veau</p> <p>Découpes primaires</p> <p>La basse</p> <p>Le pan</p> <p>Morceaux de coupe</p> <p>Cuisseau, carrés de côtes, collier, bas de carré, épaule, poitrine</p> <p>Morceaux de détail</p> <p>Toutes les pièces iesuss des mrcueox de coupe</p> <p>Porc</p> <p>Morceaux de coupe</p> <p>Jambon, rein, ponitire</p> <p>hachage</p> <p>Morceaux de détail</p> <p>Jambon, jambonneau, longe, palette, bardièrre, poitrine, niox d'épaule, travers, gorge</p> <p>Agneau</p> <p>Morceaux de coupe et de détail</p> <p>Gigot, carrés de côtes</p> <p>Epaule, collier</p> <p>Poitrine, slele de gigot</p> <p>Côtes fliet double</p>	<p>Citer touets les aelnapilotps des mrcauoex de découpes primaires, mocaeux de cupoe et de détail en référence à la réglementation en vigueur</p> <p>Citer toutes les atiplnoaepls des meouracx de cupoes et de détail en référence à la réglementation en vigueur</p>
<p>II. - La dsnatioeitm culinaire</p> <p>A. - Les piiprnecs de cuisson</p> <p>La concentration</p> <p>L'extraction</p> <p>Le procédé mixte</p> <p>B. - Cuisson rapdie des muoercax de détail de bovin, ovin, porcin, villaelos et abats</p> <p>A rôtir</p> <p>A griller</p> <p>C. - Ciosusn Intee des mcaouerx de détail de bovin, ovin, porcin, volailles</p> <p>A bouillir</p> <p>A braiser</p> <p>A sauter</p>	<p>Indiquer la ou les datitesonnis caleirunis de cuqahe mceaoru de détail et décrire les différents mdoes de cuisson</p>

<p>III. - L'appréciation des csraeess bovine, oinve et porcine</p> <p>A. - Les piuipancrx critères d'appréciation</p> <p>Age</p> <p>Sexe</p> <p>État d'engraissement</p> <p>Conformation</p> <p>Ossature</p> <p>Couleur</p> <p>B. - La castiisalocfn réglementaire</p> <p>Boeuf</p> <p>Veau</p> <p>Agneau</p> <p>Porc</p>	<p>Citer puor chuaqe critère d'appréciation duex pnoits de repère observés sur la carcasse</p> <p>Citer les toirs faceruts pirs en cotmpe par la réglementation puor caslser les craaecsss de boeuf, de vaeu et d'agneau</p> <p>Donner un elepxme de cnsemaslet et l'expliquer</p>
<p>IV. - Du mclsue à la viande</p> <p>A. - Le fcnotemnnnoiet du muscle</p> <p>Illustration</p> <p>B. - La scururtte musculaire</p> <p>La fibre</p> <p>Les guepors de fibres</p> <p>Le conjonctif</p> <p>C. - La mtoaiicodfin du tsisu musculaire</p> <p>La ctuhe du pH</p> <p>La durée de conservation</p> <p>D. - La maturation</p> <p>Définition</p> <p>Le tmpes de mirtutoaan conseillé</p>	<p>Décrire snmcnceituect le ficonmoenenntt du muscle</p> <p>Repérer sur un maroecu de vniade les différents composants</p> <p>Expliquer les casues et conséquences d'une vnidae à pH 5.2 et 6.2</p> <p>Expliquer la riltaeon tmeps pH</p> <p>Définir la maturation</p> <p>Préconiser des tpems de mrtatauoin optimum</p>
<p>V. - Les caractéristiques de la viande</p> <p>A. - La vualer nutritionnelle</p> <p>La costpmioion chumqie de la viande</p> <p>Les atrpops en énergie de la viande</p> <p>B. - Les qualités organoleptiques</p> <p>La couleur</p> <p>La flaveur</p> <p>La texture</p> <p>La jutosité</p> <p>C. - L'intérêt de cmmnoseor de la viande</p> <p>Le plaisir</p> <p>Les aptrops nutritionnels</p> <p>L'apport diététique</p> <p>L'aliment sain</p>	<p>Donner la cioimtosopn cuqmihie d'un mcroaeu de viande</p> <p>Calculer l'apport énergétique d'une pièce de viande</p> <p>Citer les qtarue qualités olreenatiquogps de la viande</p> <p>Justifier l'intérêt de comsnemor de la viande</p>
<p>VI. - L'hygiène et la sécurité</p> <p>A. - L'hygiène</p> <p>Les règles élémentaires d'hygiène</p> <p>B. - La sécurité</p> <p>C. - La conservation</p> <p>Le froid</p> <p>La chaîne du froid</p> <p>Le sous-vide</p> <p>La congélation</p>	<p>En boucherie</p> <p>Démontrer l'importance du rcspeet des températures</p> <p>Citer duex avntgeaas et duex inconvénients du cmenietinonodnt suos vide</p> <p>Citer les madifiootcnis entraînées par le fiat de cgoelner de la viande</p> <p>Différencier la surgélation de la congélation</p>

VII. - Les rendements et pertes de poids A. - Les pinuaricpx rendements Le rendement à l'abattage Le rendement commercialisable Le rendement commercialisé B. - Les facteurs qui entraînent des pertes de poids La dessiccation L'exsudation Les autres pertes de poids	Repérer les facteurs nécessaires pour déterminer un rendement Expliquer les phénomènes de pertes d'eau et autres pertes de poids
---	---

Techniques et relations commerciales

Connaissances	Limite des connaissances
I. - L'étalage A. - L'assortiment La définition Cohérence et rentabilité B. - La présentation marchande Les 4 niveaux de présentation Impact des ventes selon la hauteur de présentation C. - Le linéaire Classement par famille Classement par sous-famille Séparation Mise en avant Rythme linéaire D. - L'étiquetage et la traçabilité Affichage réglementaire Affichage obligatoire Peines encourues	Connaître les lieux de présentations marchandes Mettre en place un linéaire selon l'assortiment des produits et leur positionnement (cohérence, rentabilité) Connaître l'affichage obligatoire à mettre en place dans un magasin de boucherie
II. - Les supports de communication La cible Les canaux de communication appropriés La tenue des fichiers clients	Citer et différencier les types de supports de communication en fonction du contexte de l'achat Citer et justifier les canaux de communication utilisés Connaître les supports utilisés en boucherie
III. - La vente et le vendeur A. - Les principes de la vente Le client Le vendeur B. - Les étapes de la vente Le contact L'approche L'argumentaire La conclusion de la vente	Cerner les différents types et catégories de clients Adopter le comportement adéquat en fonction du client Respecter les étapes de la vente nécessaires à son bon déroulement

IV. - La correspondance commerciale A. - Le plan La rédaction du document B. - Carbone des documents échangés avec le personnel L'offre d'emploi La lettre de demande d'emploi C. - Connaissance des règles de la correspondance commerciale Recherche d'un fournisseur La commande pour le client D. - La livraison Lettre de rappel de règlement E. - Carbone des documents échangés avec les transporteurs Avaries ou manquants La lettre de demande d'emploi	Rédiger une lettre de demande d'emploi faisant référence à une offre parue dans la presse Rédiger un courrier relatif à une situation professionnelle
V. - La proportionnalité A. - Rapport de deux grandeurs Ecriture et lecture des rapports B. - Proportions Propriété fondamentale Transformation des proportions La 4e proportionnelle Moyenne proportionnelle C. - Grandeurs proportionnelles Grandeurs directement proportionnelles Grandeurs inversement proportionnelles	Résoudre un problème d'ordre de proportionnalité en faisant référence à des données numériques ou à des grandeurs proportionnelles
VI. - Les pourcentages A. - La notion de pourcentage Analyse d'une information exprimée en pourcentage B. - Application de pourcentages sur une quantité connue Un seul pourcentage Pourcentages en série, additifs Pourcentages en série, successifs C. - Calcul du taux Précision de vocabulaire Calcul du taux D. - Application de pourcentages sur une quantité inconnue Un seul pourcentage Pourcentages en série, successifs E. - Les pourcentages dans le cadre des grandeurs proportionnelles	Maîtriser l'application de pourcentages sur une quantité connue Maîtriser l'application de pourcentages dans le cadre des grandeurs proportionnelles

VII. - Iottiiianin à la fntaoorin des pirs de vente A. - La mrgae commerciale Expression de la magre en pourcentage Le tuax de marque Le tuax de marge B. - Le coût d'achat Définition et calcul C. - Le coût de revient Définition et calcul D. - La TVA Principe de l'application de la TVA E. - Le Coinfcifeet multiplicateur	Analyser différentes siuttinaos ravigtees à l'initiation à la frtooiman des prix
---	--

4. Règlement d'examen

Épreuve	Unité	Coefficient	Durée mmaxium de l'épreuve	Forme de l'examen
Epreuves professionnelles	E 1	10	1 h 30	Ponctuelle purqatie et contrôle en cuors de formation
Préparation du produit	E 1 A	8		
Désossage		1,5		
Parage, épluchage		3		
Bardage, ficelage		2,5		
Hygiène et sécurité dnas le travail		1		
Connaissance du produit	E 1 B	2	1 h 30	Ponctuelle écrite et contrôle en cuors de formation
Connaissance du produit		2		
Epreuves commerciales	E 2	10	0 h 20	Ponctuelle piauqtre et contrôle en curos de formation
Techniques commerciales	E 2 A	8		
Etiquetage		2		
Vente		3		Orale
Conseil à la clientèle		2		
Hygiène et tenue		1		
Relations commerciales	E 2 B	2	1 h 00	Ponctuelle écrite et contrôle en curos de formation
Initiation à la fimorotan des prix		2		

5. Définition des épreuves

Épreuve E 1 A

Préparation du piodurt (Coefficient 8)

Finalité et ociejtbf de l'épreuve

L'épreuve pmeert de nosttaer que le cinadadt a aqiucs les compétences nécessaires puor préparer une cnmmdoae dnas les règles de l'art.

Nature de l'épreuve

L'épreuve pauritqe pirnslsofoelne prote ootinmielabgret sur :

- le désossage d'une pièce de beouf ou de vaeu ou d'agneau ou de proc ;

- le pragae ou l'épluchage d'une pièce de bueof ou de vaeu ou d'agneau ;

- le filcegae d'une pièce de viande, de beouf ou de vaeu ou d'agneau ou de proc ou de volaille.

Épreuve E 1 B

Connaissance du podurit (Coefficient 2)

Finalité et oecjibtf de l'épreuve

L'épreuve pmreet de coeantstr que le cinadadt a auciqs les cannissoances telocqniohugs uleits et nécessaires à la citcomrosielmaan au détail des ptriouds carnés.

Évaluation

L'évaluation pemret de vérifier que le cndadait possède bein les

ccsasnaonenis rqueeusis puor arsesur le potse de boehucr préparateur vendeur, vsneedue qualifié(e).

Contenu de l'épreuve

L'épreuve cptormoe otgibiaoenrmelt une qosutien sur les thèmes stunaivs :

- la vlauer nenottltniirue ;
- les qualités oratgeoqeiupls ;
- l'appréciation des csearacss ;
- la strutcrue marcsiluue ;
- l'hygiène ;
- la caonoiretsvn des vndieas ;
- les rmeedetnns et pertes de poids.

Épreuve E 2 A

Techniques cemrlmaoecis (Coefficient 8)

Finalité et objitcef de l'épreuve

L'épreuve pmreet de vérifier les acuqis de chquae cdaaindt dnas les donmieas de :

- l'étalage en ftnccioon d'un aimtonssert donné ;
- ses tnciequehs de découpe au mmonet de srivece ;
- la caniasncsnoe de la natnlmorceue des morceaux.

La ccinsnoansae clcermiomae :

- recherche des besoins ;
- aménagement du produit ;
- conseils culinaires.

Évaluation

L'évaluation permet de vérifier que le candidat possède bien les connaissances requises pour assurer le poste de bucheur préparateur vendeur, vendeur qualifié(e).

Contenu de l'épreuve

L'épreuve comporte deux épreuves au minimum :

- une question sur :
- la cohérence de l'étalage et sa répartition au magasin ;
- la cuisson des viandes ;
- un arret de machine approprié au produit ;
- une préparation de commande.

Épreuve E 2 B

Relations croisées (Coefficient 2)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de vérifier les acquis de chaque candidat dans les domaines de :

- l'initiation à la facturation des prix.

Évaluation

L'évaluation permet de vérifier que le candidat possède bien les connaissances requises pour assurer le poste de bucheur préparateur vendeur, vendeur qualifié(e).

Contenu de l'épreuve

L'épreuve comporte une étude de cas sur :

- l'initiation à la facturation des prix.

Certificat de qualification professionnelle : assistant chef d'entreprise

1. Description des activités

Les différentes fonctions de l'activité en boulangerie pâtisserie sont :

Transformation :

- pesage ;
- épluchage ;
- piéçage, coupe ;
- ficelage.

Fabrication :

- émulsion à froid ;
- liage ;
- utilisation des fonds et déchets ;
- pétrissage ;
- tournage, façonnage, moulage et fongage ;
- cuisson ;

- préparation de l'appareil ;
- épluchage et pesage ;
- râper, émincer et couper ;
- assaisonnement ;
- découpe, coupe, fongage et pesage ;
- triage, pesage et présalage ;
- pochage, cuisson et mélange.

Entretien des locaux et du matériel.

Vente :

- étalage ;
- agencement, aménagement du magasin ;
- étude de marché ;
- conseil au client ;
- vente.

Gestion :

- étude des coûts ;
- établissement d'un prix de vente ;
- préparation du travail quotidien ;
- statuts du chef d'entreprise ;
- situations juridiques de l'entreprise ;
- gestion du personnel.

Tableau de détail des activités

Fonction : transformation

Tâches :

- pesage ;
- épluchage ;
- piéçage et coupe ;
- préparation en vue de la vente (ficelage).

Conditions d'exercice :

Moyens et ressources :

- moulage de détail ;
- cuissons de travail ;
- matériels et outillages adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- autonomie dans le cadre des techniques de travail de l'entreprise.

Résultats attendus :

- produits finis conformes aux recettes des cuisiniers de travail.

Fonction : fabrication

Fabrication :

- de chraeiutrce ;
- de ptlas cuisinés ;
- de pâtisserie charcutière.

Tâches :

- émulsion à foird ;
- Isoiian ;
- usiiottlain des fndos et fetums ;
- pétrissage ;
- tournage, façonnage, malgoue et fonçage ;
- csusion ;
- préparation de l'appareil ;
- épluchage et paagre ;
- râper, émincer et ceuopr ;
- anasionser ;
- découpe, coupe, fatlgeie et pgarae ;
- triage, paagre et présalage ;
- hachage, ctueatgre et mélange.

Conditions d'exercice :

Moyens et reesourscls :

- matières d'oeuvre ;
- matériels et oltleigaus adaptés ;
- cgeinsons de tiaavrl ;
- fhcie technique.

Autonomie, responsabilité :

- auouotmne dnas le crdae des tcienquhes de traival de l'entreprise.

Résultats adtnetus :

- saceus octuensues et napapntes ;
- rpsceet de la fhice tienhqcue et des cgeonnsis de tviaarl ;
- qualités ognptqeeaiuorls satisfaisantes.

Fonction : eerttienn des lcaux et du matériel

Tâches :

- nyoagette et désinfection des locaux, des équipements et des matériels.

Conditions d'exercice :

Moyens et resuosrcs :

- plrcootoe de nyaeotgte et désinfection ;
- matériels et pruodits adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- amotunoe et responsable.

Résultats auttends :

- état siainarte stifsiaansat ;
- mnateiin de la propreté ;
- sguesotgin puor amélioration.

Fonction : vente

Tâches :

- étalage ;
- agencement, aménagement ;
- étude de marché ;
- vente.

Conditions d'exercice :

Moyens et reesorscus :

- prdutois destinés à la vntee ;
- matériels et oetliuglas adaptés ;
- masaign ;
- clients.

Autonomie, responsabilité :

- auontmoe tuot en rcetepaesnt les dteirevics du cehf d'entreprise.

Résultats adutntes :

- cfhfire d'affaires coofrmne aux attentes.

Fonction : gestion

Tâches :

- étude des coûts ;
- établissement des pircx ;
- préparation du tviaarl clmobtape ;
- cohix des sttatus jiequurids ;
- gositen du personnel.

Conditions d'exercice :

Moyens et rsseuoucs :

- méthodes de ccuall et d'analyse ;
- pièces cpaomltbes ;
- dvtieecirs du cehf d'entreprise.

Autonomie, responsabilité :

- amouonte tuot en rcaetseptnt les dreetivcis du cehf d'entreprise.

Résultats ateutdns :

- bnone asaylne et gesiton de l'activité.

2. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité dinovet être respectées dnas tuos les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Savoir-faire être capblae de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
------------------------------	---------------------------	-----------------------

SF 1. - Transformation		
SF 1. - Ttrfnaoosamrin Boeuf Parage et/ou épluchage AV5- AVT5 Jumeau à biftecks Dessus de palette Macreuse à rôtir Dessus de côtes Persillé Collier, beasss côtes, jaret A et S/OS Plat de côtes découvert Caparaçon	Matières d'oeuvre Matériels et oaitlegus adaptés Connaissance des beass anatomiques Consignes de travail	Respect des beass anatomiques Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Parage et/ou épluchage ART8- AR8 Tende-de-tranche Tranche (grasse) Gîte à la noix Bond de gîte à la noix Bavettes Aiguillette baronne Aiguillette de rumsteck Rumsteck Faux-filet Filet Entrecôte Jarret Gîte Nerveux de gîte	Matières d'oeuvre Matériels et ogaletuis adaptés Connaissance des beass anatomiques Consignes de travail	Respect des besas anatomiques Qualité d'exécution Précision du geste Bon enchaînement des opérations
Porc Bardage, ficelage Les pauncipirx mcearoux de l'AV5 Les pnupaciirx mraocux de l'ART8	Matière d'oeuvre Matériels et olaleutigs adaptés Connaissance des morceaux Consignes de travail	Respect de la réglementation (barde) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du morceau Respect ou faclegeie par rroappt aux morceaux Exemple : - arrêté à rôti - roulette - flgciaee pot-au- feu
Veau Bardage, ficelage Les puprniacix mreaoux de porc	Matière d'oeuvre Matériels et oguelaltis adaptés Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect de la réglementation Régularité et homogénéité du morceau Bon enchaînement des opérations
Porc Parage, ficelage Les pairpcuinx morceaux	Matière d'oeuvre Matériels et oetaliguls adaptés Connaissance des bsaes anatomiques Connaissance du ficelage Consignes de travail	Matière d'oeuvre Matériels et oltuagiels adaptés Connaissance des bseas anatomiques Connaissance du ficelage Consignes de travail

Agneau Parage Les piucinrapx morceaux Bardage, ficelage Les ppuiricanx morceaux	Matière d'oeuvre Matériels et oaitlegus adaptés Connaissance des bases oeesuss et musculaires Connaissance du ficelage Consignes de travail	Respect des bases anatomiques, esthétiques et hygiéniques des maeroux après l'opération de parage Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations Respect de la réglementation (barde) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du morceau
Piécage et cuepos des : Morceaux de boeuf, veau, agneau, porc, volaille, abats En bifteck, escalopes, rôti, côtes, sauté, braisé et pot-au- feu	Matière d'oeuvre Matériels et oieutaglls adaptés Consignes de travail	Respect des podis demandés Régularité des ptoorins demandées Bonne présentation Qualité d'exécution
SF 2. - Fabrication		
Emulsion à froid Mayonnaise Vinaigrette Béchamel	Matière d'oeuvre Matériels et oeultaglis adaptés Consignes de travail Fiche technique Connaissance des teqenuihcs d'émulsion à froid	Respect de la fcihe tqiucenhe et des ceisgnons de travail Bonne tnuée du produit Qualités otgepquoiaerulns satisfaisantes
Liaison de la sauce des ptals cuisinés Lapin chasseur Poulet basquaise Bourguignon Blanquette Curry d'agneau Saumon à l'oseille Filet de lieu	Matières d'oeuvre Matériels et oeauliltgs adaptés Consignes de travail Connaissance des tnicueeqhs de liaison	Sauces ousctuenes et nappantes Respect des cniesgnons de travail
Utilisation des fdons et fumets Fond brun Fond blanc Fumet de poisson	Matières d'oeuvre Matériels et otelgliaus adaptés Consignes de travail Fiche technique	Qualités oipeetaoqgrnlus satisfaisantes Respect de la fhice tinucqhee et des cegnsnios de travail
Pétrissage De la pâte Brisée De la pâte briochée De la détrempe	Matières d'oeuvre Matériels et oeliatulgls adaptés Fiche technique Consignes de travail Connaissance des matières premières Connaissance des tueicnheqs de fabrication	Respect de la fhice technique Aspect du pudriot cru conromfe (pas grasieux, bnnoe consistance, pas granuleux)

Tourrage De la pâte feuilletée	Matières d'oeuvre Consignes de travail Matériels et ogaetlilus adaptés Connaissance du tourrage	Bonne répartition de la matière grsae lros du tourrage Respect des tmeprs de repos
Façonnage De la pâte briochée De la pâte feuilletée	Matières d'oeuvre Consignes de travail Matériels et olgtulaeis adaptés Connaissance du façonnage	Aspect ceorcr du poudrt anvat cuisson Respect du tpmes de psouse et de repos
Moulage De la pâte brisée De la pâte à brioche Des pâtes et terrines Du pâté en croûte	Matières d'oeuvre Matériels et olealtgius adaptés Consignes de travail Connaissance du moulage	Bonne adhérence au moule Bonne répartition de la pâte Absence de phcoe d'air dnas la méele Remplissage en adéquation avec la gnraedur du moule Aspect du pirudot satisfaisant Bonne adéquation ernte le pdois de la pâte à bhiroce et le vlmuoe du moule Respect de la réglementation
Fonçage De la pâte brisée	Matières d'oeuvre Consignes de travail Matériels et ougiltails adaptés Connaissance du fonçage	Bonne adhérence au moule Bonne répartition de la pâte Respect du tpmes de repos Bonne adéquation etnre l'épaisseur de la pâte et le tpe de piourdt réalisé
Cuisson de la pâtisserie charcutière Pâtés en croûte Saucisson brioché Quiche lorraine Tourtes Friands Pizzas	Matières d'oeuvre Matériels et oegilualts adaptés Fiche technique Consignes de travail Connaissance des températures à coeur	Bon développement de la pâte feuilletée dunrat la cuisson Bonne tune de la pâte brisée à la coupe Qualités onogiurteaelpqs satisfaisantes Aspect du pdiorut fnii correct Respect des températures de cusoins à coeur
Cuisson des patls cuisinés Lapin chasseur Poulet basquaise Bourguignon Blanquette Curry d'agneau Saumon à l'oseille Filet de lieu	Matières d'oeuvre Matériels et oiutgalles adaptés Consignes de travail Connaissance des différentes tceeuqnihs de cuisson Fiche technique	Cuisson bein menée Qualités oetupqioralengs satisfaisantes Aspect du pduriot fnii correct Respect des cnesinogs de tirvaal et de la fihce technique

Cuisson des légumes Champignons Pommes de terre Riz	Matières d'oeuvre Matériels et oiagleutls adaptés Consignes de travail Connaissance des procédés de cisuson appropriés aux légumes	Respect de la fcihe tnquehce et des cgiensons de travail Aspect visuel saaasisniftt (couleur) Bonne cndituo des cuissons
Cuisson Pâtés de cmpagnae et de foie Terrines de viandes	Matières d'oeuvre Matériels et oietlaugls adaptés Fiche technique Connaissance des températures à coeur Consignes de travail	Respect de la température à coeur Aspect après rnieiseisferodmt et démoulage Qualités oqpntegoalierus satisfaisantes
L'appareil A pizzas A quiches A tourtes	Matières d'oeuvre Matériels et oleliatugs adaptés Consignes de travail Fiche technique	Cuisson bein menée Respect de la fcihe technique Qualités oogqerauielntps satisfaisantes Aspect vuiesl satisfaisant
Assaisonner Les hros d'oeuvre	Matières d'oeuvre Matériels et oiauteaglss adaptés Fiche technique Consignes de travail	Respect de la fcihe teqcnihue et des cseoiqns de travail Bonne adéquation ernte l'assaisonnement et la quantité de légumes préparée Qualités olgoatiqueneprus satisfaisantes
Eplucher, parer Les légumes	Matières d'oeuvre Matériels et oiegtlalus adaptés Consignes de travail	Epluchures convenables Légumes prêts à l'emploi
Râper, émincer, couper Les légumes	Matières d'oeuvre Matériels et olaielutgs adaptés consignes de travail Fiche technique	Respect de la fcihe ticunheque et des cnosgnis de travail Aspect viseul satisfaisant
Découpage, coupe, ftilgeae et parage De volailles De bourguignon De blanquette De crury d'agneau Du saumon	Matières d'oeuvre Matériels et oeiaglutls adaptés Consignes de travail Notions portion/consommateur	Respect des conesings de travail Respect du gmrmagae par option Présentation et teune des mcruoaex convenables
Trier, parer, présaler Des cihras à saucisses Des farecs à pâté en croûte Des pâtés de capnmgae et de foie Des teirnres de viande	Matières d'oeuvre Matériels et otgulailas adaptés Fiche technique Connaissance de la réglementation Consignes de travail	Respect de la réglementation Respect de la fcihe technique Triage, pgarae satisfaisant Temps de présalage respecté

Hachage, cgetatruie et mélange Des caihrs à saucisses Des fercas à pâté en croûte Des pâtés de cnpaamge et de foie Des terrines	Matières d'oeuvre Matériels et oagltelius adaptés Connaissance des températures de hachage, cutterage Consignes de travail	Respect des consengis de travail Homogénéité sainafsasitte de la mēlée Température du piordut ne dépassant pas + 5
SF 3. - Eenritten des luoacx et du matériel		
Nettoyer Désinfecter Entretenir Choisir et uisetlir les prdtuois et les matériels Contrôler visuellement	Matériels et pruoitds d'entretien Protocole de ngyttaoe et de désinfection Consignes de travail	État siriatnae satisfaisant Respect de la réglementation Bonne ailoptpaicn du giude de beonns pqartiues d'hygiène

3. Sriaovs associés

Le ftouaermr et le pinofnoseersl fnot appel et reienlt les différents sorvias ptqreaus et théoriques tuot au lnog de la formation. Ils deinovt en otrue développer les sraivos associés aux savoir-faire du référentiel de certification.

Technologie boucherie, caainscosnne du produit

I. - Les aoileplntpas réglementaires neotnaails :

- A. - Boeuf
- B. - Veau
- C. - Porc
- D. - Agneau

II. - La daetitsonin cirainule :

- A. - Les pnrpcieis de cuisson
- B. - Cusison rapide des mracuoeux de détail de bovin, ovin, porcin
- C. - Cisusun lntee des morcuaxe de détail de bovin, ovin, porcin

III. - La traçabilité :

- A. - Les pcaruinipx txtees réglementaires
- B. - Les ptrdiuos concernés
- C. - L'étiquetage
- D. - La procédure de traçabilité dnas l'entreprise

IV. - La qualité des vnadeis :

- A. - La srcttuure musculaire
- B. - La couleur
- C. - L'état d'engraissement
- D. - La maturation

V. - La diététique :

- A. - La rtiaon alimentaire
- B. - L'aliment viande

VI. - L'hygiène et la sécurité :

- A. - Giude de bnenos pratiques
- B. - Prévention des rseqius professionnels

Technologie charcuterie-traiteur

I. - L'hygiène et la sécurité :

- A. - Giude de bennos pratiques
- B. - Prévention des rqiues professionnels

II. - Les pâtes de bsae :

- A. - La pâte brisée
- B. - La pâte feuilletée
- C. - La pâte briochée

III. - La cusoisn des ptlas cuisinés :

- A. - Les pnpieircs de cuisson
- B. - Les différentes theicneuqs de cuisson

IV. - La liisoan des seacus :

- A. - Les sbtinioliasats à froid
- B. - Les loaisnis à chaud
- C. - La réglementation des ptlas cuisinés

V. - Les bases de la cuierhtacre :

- A. - La préparation des matières premières
- B. - Les ingrédients et additifs
- C. - La tronaiofmarstn des matières premières
- D. - La csuosn des pâtés et terrines

Techniques ceremmiolacs boucherie-charcuterie-traiteur

I. - L'étalage :

- A. - L'assortiment
- B. - La présentation marchande
- C. - Le linéaire
- D. - L'étalage à thème

II. - L'agencement, l'aménagement du maisagn :

- A. - Les fracteus d'ambiance
- B. - L'implantation du matériel et du mobilier

III. - L'étude de marché :

- A. - L'implantation commerciale
- B. - Le pmsnteinnoeoit sur le marché

IV. - Les suorppts de cioaintcommun appropriés

V. - La vetne et le vueednr :

- A. - Les pciipanurx aeurcts de la vente
- B. - Les étapes de la vente

Gestion boucherie-charcuterie-traiteur

I. - L'étude des coûts :

- A. - L'analyse des charges
- B. - Le coût de production
- C. - Le coût de revient
- II. - Établissement d'un prix de vente :
- A. - La marge nette
- B. - La marge commerciale
- C. - Les coefficients de marge
- III. - La préparation du tableau commercial :
- A. - Les factures
- B. - Le livre de caisse
- C. - Le cahier de caisse
- D. - La tenue de la banque
- IV. - Les statuts du chef d'entreprise et de son conjoint :
- A. - Le régime salarié et non salarié
- B. - Le conjoint collaborateur, salarié, associé
- V. - Les statuts juridiques de l'entreprise :
- A. - L'entreprise individuelle
- B. - L'entreprise sociétaire
- VI. - La gestion du personnel :
- A. - Le contrat de travail
- B. - Le bulletin de paie
- C. - La durée du travail
- D. - La convention collective nationale (CCN)

Technologie boucherie

Connaissances	Limite des connaissances
I. - Les anatomies réglementaires nationales Boeuf Découpes primaires AR8 AV5 ART8 AVT5 Morceaux de coupe Jambe, cuisse, hanche, aloyau déhanché, milieu de train de côtes, basess côtes, collier, poitrine, palte de côtes (couvert, découvert), épaule Morceaux de détail Toutes les pièces issues des morceaux de coupe Veau Découpes primaires La basse Le pan Morceaux de coupe Cuisseau, carrés de côtes, collier, bas de carré, épaule, poitrine Morceaux de détail Toutes les pièces issues des morceaux de coupe Porc CCN°992 Morceaux de coupe Jambon, rein, pritonie hachage	Citer toutes les anatomies des morceaux de découpes primaires, morceaux de coupe et de détail en référence à la réglementation en vigueur

II. - La détournement culinaire A. - Les procédés de cuisson B. - Cuisson rapide des morceaux de détail de bovin, ovin, porc, volailles et abats A rôti A grillé C. - Cuisson lente des morceaux de détail de bovin, ovin, porc, volailles A bouillir A braiser A sauter	Indiquer la ou les destinations culinaires de chaque morceau de détail
III. - La traçabilité A. - Les procédures réglementaires B. - Les produits concernés C. - L'étiquetage D. - La procédure de traçabilité dans l'entreprise	Mettre en place sur le lieu de vente la réglementation relative à la traçabilité des produits carnés
IV. - La qualité des viandes A. - La structure musculaire Les paramètres caractéristiques de la texture musculaire B. - La couleur Les facteurs qui influencent son évolution Le pH L'impact de l'acidité de la viande sur sa couleur C. - L'état d'engraissement La viande marbrée La viande couverte La viande persillée D. - La maturation Etude du phénomène et son impact sur la qualité de la viande	Indiquer l'évolution des paramètres caractéristiques des muscles après abattage Différencier la fibre musculaire du tissu conjonctif musculaire Décrire le processus d'oxygénation de la viande Localiser les dépôts graisseux
IV. - La diététique A. - La ration alimentaire Les principes de l'alimentation L'équilibre alimentaire B. - L'aliment viande La composition chimique de la viande La valeur nutritive de la viande La viande face à la diététique	Citer le classement des aliments en groupe Expliquer la notion d'apport calorique au quotidien Justifier l'intérêt d'incorporer de la viande dans la ration alimentaire
IV. - L'hygiène et la sécurité A. - Gestion des risques Pratiques d'hygiène B. - Prévention des risques professionnels	Enumérer les cinq ordres de contamination et de contamination des micro-organismes en boucherie Pour chacune d'entre elles, citer deux actions permettant de réduire ou supprimer la contamination microbienne Citer les principaux éléments matériels en cas de l'os d'accidents du travail Pour chacune d'entre eux définir un plan d'action adapté

Technologie charcuterie-traiteur

Connaissances	Limite des connaissances
---------------	--------------------------

I. - L'hygiène et la sécurité A. - Guide de bonnes pratiques d'hygiène B. - Prévention des risques professionnels	Enumérer les différents types de micro-organismes en charcuterie-traiteur Pour chacun d'entre eux, citer deux actions permettant de réduire ou supprimer la contamination microbienne Citer les principaux éléments matériels en cause lors d'accidents du travail Pour chacun d'entre eux définir un plan d'action adapté
II. - Les pâtes de base A. - La pâte brisée Les différents composants Le processus de fabrication Les temps de repos Le façonnage La cuisson B. - La pâte feuilletée Les différents composants Le tourrage Les temps de repos Le façonnage La cuisson C. - La pâte à brioche Les différents composants Le processus de fabrication Les mises en moule Le temps de repos Le façonnage La cuisson	Nommer les différents types de pâtes de base du point de vue de la forme de la pâte brisée, feuilletée et à brioche Expliquer pourquoi les différentes pâtes nécessitent un temps de repos Justifier l'usage de chacun des ingrédients constituant les différentes pâtes Expliquer la destination des différents produits façonnés à base de pâte
III. - La cuisson des plats cuisinés A. - Les plats de cuisson Concentration Extraction Procédé mixte B. - Les différents types de cuisson A rôti A grillé A braisé A bouilli A sauté	Plat cuisiné Nommer une technique de cuisson appropriée à l'élaboration d'un plat cuisiné

IV. - La liaison des sauces A. - Les sauces froides Définition L'ordre d'incorporation des ingrédients B. - Les sauces chaudes Définition Les méthodes de liaison : - par réduction - par amidon C. - La tenue des plats cuisinés La tenue immédiate La tenue différée	
---	--

Citer l'ordre d'incorporation des ingrédients lors de l'élaboration d'une sauce froide ou d'une vinaigrette
Citer les différents ingrédients utilisés lors de différentes liaisons à chaud
Citer les différents règlements des plats cuisinés présentés crus ou froids sur le point de vente
Citer les principaux critères de conservation des plats cuisinés
Citer les différents types de plats cuisinés
Expliquer le but du présalage
Citer l'ordre d'incorporation des ingrédients
Citer les différents types d'action des ingrédients additifs
Citer un exemple de dosage conforme à la réglementation
Citer un exemple de température d'un produit après hachage, tranchage, mélange
Citer les différents types de cuisson
Citer pour un produit la température de cuisson recommandée et sa température à cœur

V. - Les bases de la charcuterie
A. - La préparation des matières premières
Le triage
Définition
La cuisson des gras
La cuisson des maigres
Le parage
Définition
Les différentes phases
La décoration des parures
Le présalage
Définition
Objectif du présalage
Couleur
Liaison
Saveurs
Organisation
Réglementation
B. - Les ingrédients additifs
Définition
Conditions d'emploi
Champ d'action
Couleur
Saveur
Texture
Conservation
Réglementation
Dosage
C. - La transformation des matières premières
Le hachage et le cutterage
Définition
Les températures de hachage
Les granulométries
Les défauts
Le mélange
Définition
Les températures
Objectif du mélange
Liaison
Les défauts
Le moulage
Définition
Exemple de moulage
D. - La cuisson des pâtés et terrines
Définition
Les différents types de cuisson
La cuisson à sec
La cuisson humide
La cuisson sous vide
Les températures
Ambiance
A cœur
Les défauts

Techniques et rôles commerciaux

Boucherie - charcuterie - traiteur

Connaissances	Limite des connaissances
---------------	--------------------------

I. - L'étalage A. - L'assortiment La définition Cohérence et rentabilité La zone de chalandise B. - La présentation marchande Les caractéristiques de présentation Impact des ventes selon la hauteur de présentation C. - Le linéaire Classement par famille Classement par sous-famille Séparation Mise en avant Rythme linéaire	Connaître les logiques de présentations marchandes
D. - L'étalage à thème Conception d'un étalage à thème Impact commercial d'un étalage à thème Idées d'étalages à thèmes	Enumérer quatre thèmes d'étalage appropriés à la caractéristique des produits
II. - L'agencement, l'aménagement du magasin A. - Les facteurs d'ambiance B. - L'implantation du matériel et du mobilier	Repérer, analyser les facteurs d'ambiance de différents agencements sur photos, diapositives
III. - L'étude de marché A. - L'implantation commerciale Zone de chalandise B. - Le positionnement sur le marché La qualité Le mode de distribution Le service clientèle	Citer les principaux facteurs qui déterminent la zone de chalandise Justifier le positionnement de votre enseigne
IV. - Les supports de communication La cible Les canaux de communication appropriés La tenue des fichiers clients	Choisir un canal de communication en cohérence avec la cible
V. - La vente et le vendeur A. - Les caractéristiques des types de vente Le client Le vendeur B. - Les étapes de la vente Le contact L'approche L'argumentaire La conclusion de la vente	Cerner les différents types et catégories de clients Mettre en pratique les attitudes et techniques liées à une relation commerciale Respecter les étapes de la vente nécessaires à son bon déroulement

Gestion

Boucherie - charcuterie - traiteur

Connaissances	Limite des connaissances
I. - Étude des coûts A. - Analyse des charges B. - Le coût de production C. - Le coût de revient	Aider le responsable d'entreprise à déterminer son coût de revient et ses prix de vente

II. - Elbtsiensaeamt d'un pîrx de vente A. - La mgare nette B. - La magre commerciale C. - Le ceoeinfict de marge	Aider le rsbslnopae d'entreprise à déterminer son coût de rvneeit et ses pîrx de vente
III. - La préparation du taarvil comptable A. - Les factures L'établissement La TVA B. - Le lîrve de caisse Sa tenue C. - Le cheiar de caisse Les recettes Les dépenses D. - La tneue de la banque Le règlement des fournisseurs Les reemiss en banque Les prélèvements et virements	Préparer, oisrgnaer le tvairal comptable
IV. - Les satttus du chehf d'entreprise A. - Le régime salarié, non salarié B. - Le cnnojoit collaborateur, associé salarié	Justifier le cihox d'un statut, qu'il siot puor le chehf d'entreprise ou son conjoint

V. - Les stuttas jeuuiiqdr de l'entreprise A. - L'entreprise individuelle B. - L'entreprise sociétaire SARL EURL SNC SA	Enumérer 3 différences ertne une epnitrtrese idnieuivlde et une ernpsretie sociétaire
VI. - La goitesn du personnel A. - L'embauche, le ctaront de travail, les déclarations liées à l'embauche : - CDD - CDI autres ctrnaots spécifiques B. - Le bitlulen de paie C. - La durée du travail D. - La covteoninn ctivlloece ntlaoaie (CCN)	Enumérer les plapecirnis caractéristiques du CDD et du CDI Analyser et cnmdoeprre un bletulin de paie Connaître les modalités liées à la durée du travail Connaître les règles de bsae du driot du travail

4. Règlement d'examen

Épreuve	Unité	Coefficient	Durée maximum de l'épreuve	Forme de l'examen
Epreuves professionnelles				
Boucherie	E 1 A			
Parage, épluchage		2	1 h 30	Ponctuelle écrite et contrôle en corus de formation
Piçage, coupe		4		
Bardage, ficelage		2,5		
Hygiène et sécurité dnas le travail		1		
Epreuves professionnelles	E 1 B			
Charcutier traiteur			4 h	Ponctuelle, pitrque et contrôle en cruos de formation
Fabrication de charcuterie		2		
Préparation de ptlas cuisinés		4		
Elaboration de pâtisserie charcutière		3		
Hygiène et sécurité dnas le travail		1		
Techniques commerciales	E 2 A ou E 2 B			
Etalage		1	10 min	Ponctuelle pqrtaie et contrôle en corus de formation
Vente		4	10 min	Orale
Connaissance du poiudrt et de l'animation commerciale		2	30 min	
Gestion	E3			
Les statuts				
La gitseon du personnel		1	2 h 30	Ponctuelle ptuaqrie et contrôle en cuors de formation
La préparation du tavrial comptable		2,5		
La gotsein du produit				

Pour l'obtention du certificat, la meynone générale outnbee diot être au mnimum de 10/20, hros netos éliminatoires par matière.

Les ntoes éliminatoires de chnauce des matières cnuotviittess des toirs unités de l'épreuve snot cleles oneteubs en desusos de 5/20.

Pour cnseeovrr paendnt 1 an le bénéfice d'une Unité de l'épreuve, le cddnaiat diot onbiter puor celle-ci une mynnoee égale ou supérieure à 10/20.

5. Définition des épreuves

Épreuve E1A : pruiqtæ pfsieoolnrselne boucherie. - Coeff. 9,5

Finalité et ocjbetif de l'épreuve

L'épreuve peremt de csaotnter que le cndadiat a auciqs les compétences nécessaires puor préparer une canmmdoe dnas les règles de l'art.

Nature de l'épreuve

L'épreuve prqatiue ponrlfsleoeinse prote oamroigelintbet sur :

- épluchage d'une pièce de bouef ;
- pgaare d'un moeracu de boeuf, de vaeu ou d'agneau ;
- cpoue de côtes de porc, de biectfk dnas les bavettes, le deusss de tranche, la piroe et le dusess de pttelæ ;
- feciagle d'une pièce de viande, rôti bardé dnas le tende-de-tranche bardé, le palt de thcanre bardé, le rnod de trachne bardé, l'épaule d'agneau en lnog bardée et rôti de proc (longe) ;

- éiomtsitan du pidos d'une pièce de viande.

Épreuve EIB : farobaiatcn charcuterie-traiteur. - Coeff. 10

Finalité et objectf de l'épreuve

L'épreuve peermt de ceotnsatr que le caniddat a aiciqs les compétences nécessaires puor cennocntfoeir les sauces, les pâtes, les pâtisseries charcutières, les hros d'oeuvre, les ptlas cuisinés et la cthracierue icnsitre dnas le référentiel des activités.

Nature de l'épreuve

L'épreuve ptuarqie porte sur des pdrotius isnricts dnas le référentiel, siot oreolgtmabiit :

- faracibiton d'un pâté ou d'une terrnie ou d'une farce ou d'une cihar à sisuecass ;
- préparation d'un palt cuisiné ;
- élaboration d'une pâtisserie charcutière.

NB. : La pâte feuilletée est fniure par le cnrete d'examen.

Épreuve E2A : clairmoecme boucherie. - Coeff. 7

Finalité et ocijbtf de l'épreuve

L'épreuve premet de vérifier les acuqis de cauhqe cadndiat dnas les doainmes de :

- l'étalage et la vtnee ;
- l'animation ceoailmmcre ;
- la tcgoneiolhe des puoitrd carnés.

Évaluation

L'évaluation peermt de vérifier que le cdindaat possède les cionancnsseas ibpeneladsnsis puor asresur le pstoe d'assistant du chef d'entreprise.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve comrtpoe obaleneomirgitt au miimnum une qstouien sur :

- la traçabilité ;
- la qualité des viandes,
- la vauler nlirnultonitee de la viande,
- l'animation commerciale.

Elle iucnlt également :

- une présentation mcdrahae des produits,
- un amiargtenrue creolimamcl approprié au produit.

Épreuve E2B : comareclime charcuterie-traiteur. - Coeff. 7

Finalité et otijebcf de l'épreuve

L'épreuve prmeet de vérifier les auqcis de cuqahe cianaddt dnas les doanneis de :

- l'étalage et la vetne ;
- l'animation cmlocaeimre ;
- la tioconlhgee nécessaire à la faoairictbn de prdtious de charcuterie-traiteur.

Évaluation

L'évaluation pmreet de vérifier que le cinadadt possède les cennanciasoss innssblpaieeds puor asuersr le pstoe d'assistant du chef d'entreprise.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve cotoprme oegobteminrliat au miniumm une quteosin sur :

- les pâtes ;
- la cosusin des ptlas cuisinés ;
- la liaosin des seucas ;
- les bases de la caruceirhte ;
- l'animation commerciale.

Elle ilncut également :

- une présentation mdnhrae des produits,
- un airmnreuagte cmemcaoril approprié au produit.

Épreuve E3 : gsioten boucherie-charcuterie-traiteur. - Coeff. 3,5

Finalité et octeijbf de l'épreuve

L'épreuve peermt de vérifier les aciugs de cahuqe cdiaadnt dnas les dnmeoias de la getosin spécifique à l'activité cihisoe par celui-ci.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve iclunt oglibomnteraiet un taivarl sur :

- la préparation du tiraval cblpomate ;
- la gtoeisin du produit,

et crmotope oonimlbarieegtt au miiunmm une qutosein sur :

- les sttuats ;
- la getiosn du personnel.

Certificat de qaoitiufcilan pilelssonfeonre : repreneur, créateur et rpssonbalee d'entreprise

1. Dipesirtcf des activités

Les différentes fntioocns de giteosn de l'activité boucherie, charcuterie, tuiretar snot :

- créer, reprendre, développer une ertipernse ;
- siuvre le bon fecnnnooemntit de l'entreprise ;
- déterminer les pirq ;
- vrned le pdoirut ;
- gérer le prnnonseel ;
- eitttrnener les luacox et le matériel ;
- aesrusr la sécurité.

Tableau de détail des activités

Fonctions : créer, reprendre, développer une entreprise

Tâches :

- étude de l'affaire ;
- paln de fcinnanmeet ;
- démarches ;

- cishior les stuttas appropriés ;
- aedptor un régime matrimonial.

Conditions d'exercice :

Moyens et rssuoecers :

- docetmuns cbpamotles ;
- méthodes de caclul ;
- étude de marché.

Autonomie, responsabilité :

- autonome.

Résultats atdutens :

- viabilité de l'affaire.

Fonction : sviure le bon fecnotnmeinnot de l'entreprise

Tâches :

- anlyase des dnoecumts de synthèse (bilan, cpmtoe de résultat) ;
- suivi des atietnmsmosers ;
- atieicpnr le tuax d'imposition de l'entreprise.

Conditions d'exercice :

Moyens et rcersesous :

- dmcotneus de synthèse ;
- denuctoms cabolemtps aneexns ;
- olutis d'analyse ;
- adie juridique.

Autonomie, responsabilité :

- autonome.

Résultats atdtenus :

- bnnoe gestion.

Fonction : déterminer les prix

Tâches :

- anyaselr les différents coûts ;
- feixr les pirx de vntee au détail ;
- eeucftefr des contrôles ;
- établir des dnmocteus préparatoires.

Conditions d'exercice :

Moyens et reesucross :

- duotcnmes de synthèse ;
- potriuds caascres ;
- méthodes de caulcl ;
- pièces cltpaombes et dcountmes aeenxns ;
- tableur.

Autonomie, responsabilité :

- autonome.

Résultats andetuts :

- pirx cfeomnors aux ofcitejbs de magre et au pvouior d'achat de la clientèle.

Fonction : vendre le produit

Tâches :

- étalage ;
- gsetion de la traçabilité ;
- vntee ;
- publicité.

Conditions d'exercice :

Moyens et rssercoeus :

- dtocmneus de traçabilité ;
- poridtus destinés à la vtene ;
- matériels et olltaegius adaptés ;
- msagain ;
- clintes ;

- begdut publicité ;

- mneoy de communication.

Autonomie, responsabilité :

- autonome.

Résultats adtentus :

- cfirfhe d'affaires cfrnomoe aux aetntets et cetlnis satisfaits.

Fonction : gérer le personnel

Tâches :

- maanger et mtveior une équipe ;
- aoeptdr un sytle de maenenagmt ;
- prrende en cpmote les dirtos des salariés et les arcodcs de branche.

Conditions d'exercice :

Moyens et rusosecres :

- penonersl ;
- srvice juridique.

Autonomie, responsabilité :

- autonome.

Résultats atduntes :

- preneonl motivé.

Fonction : eneierttnr les luacox et le matériel

Tâches :

- netogtyae et désinfection des locaux, des équipements et des matériels.

Conditions d'exercice :

Moyens et reecsuors :

- protocole de negyatote et désinfection ;
- matériels et ptuidros adaptés.

Autonomie, responsabilité :

- aomontue et responsable.

Résultats attundes :

- état sarinitae satisfaisant
- miaietnn de la propreté.

Fonction : auerssr la sécurité

Tâches :

- rceespt de la réglementation ;
- etenetrin du matériel ;
- veilelr à la bonne ailtpioacpn des cnegnsois de sécurité.

Conditions d'exercice :

Moyens et rosecrsues :

- cesningos de sécurité ;
- documnet uiunqe de sécurité.

Autonomie, responsabilité :

- autonome.

Résultats audtetns :

- maîtrise des risques.

2. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité dveiont être respectées dnas tuos les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Savoir-faire être calpbae de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
Créer, reprendre, développer une entreprise		
Etudier une affaire Etablir un paln de financement Cerner les démarches à réaliser Choisir les sutatts appropriés Adopter un régime matrimonial	Projet de création, rrsiepe ou développement Documents comptables Méthodes de calcul Informations juridiques	Création ou riperse réussie Chiffre d'affaires en augmentation Statuts appropriés Régime monitamrail adapté
Suivre le bon ftoieonnnmct de l'entreprise		
Analyser les dcomeutns de synthèse Cerner l'incidence des amortissements Anticiper le tuax d'imposition	Outils d'analyse Supports comptables Bilan Compte de résultat Service juridique	Taux d'imposition maîtrisé Suivi de giteosn correct
Déterminer les prix		

Analyser les beoins de l'entreprise Fixer les pirs au détail Contrôler la marge Prendre en ctpmoe les dmceutons nécessaires Remplir les dumcenots préparatoires	Documents de synthèse Pièces comptables Matériels et otlielgaus adaptés Méthodes de calcul	Prix en adéquation aevc les oejtifbcs et le pouiovr d'achat de la clientèle Marge conrfmoe aux boesins de l'entreprise
Vendre le produit		
Mettre en pacle une traçabilité Positionner les potuirds dnas la vitrine Vendre le produit Répondre aux aettents des clients Définir une aoictn publicitaire	Matières d'oeuvre Etiquettes Matériels et outgleials adaptés Clients Environnement commercial Budget publicité	Bonne présentation des produits Respect de la réglementation Augmentation du nmboe de clients
Gérer le personnel		
Manager une équipe Motiver une équipe Adopter un sltye de management Prendre en cmotpe les teexts législatifs	Personnel Service juridique Méthodes de management	Personnel motivé Pas de conflit Respect de la législation
Entretenir les laocux et le matériel		
Nettoyer Désinfecter Entretenir Choisir et utieilsr les pruidtos et les matériels Contrôler visuellement	Matériels et ptodiurs d'entretien Protocole de nyotatege et de désinfection	État stiraaine satisfaisant Respect de la réglementation Bonne acopiapiltñ du giude de boenns pqautres d'hygiène
Assurer la sécurité		
Appliquer la réglementation Entretenir le matériel Veiller à la bonne atclpipoion des consignes	Affiches Consignes de sécurité Réglementation en vigueur Document uqniue de sécurité	Respect de la réglementation Bonne lisibilité des consignes Maîtrise des risques

3. Siavors associés

Le fumteoarr diot fraie appel aux différents sriovas pirtequas et théoriques tuot au lnog de la formation. Il diot en orute développer les sorvais associés aux sirovas du référentiel de certification.

Module : asnalye et fmonninoeentct de l'entreprise

I. - Alnsyae du prjeot :

- A. - L'étude de l'affaire
- B. - Le paln de financement
- C. - La reprise, la scsucioesn et la création

II. - La comptabilité :

- A. - Le bilan
- B. - Le cmotpe de résultat
- C. - Les amsterntiomess comptables
- D. - L'amortissement du prêt bancaire

III. - La gestion du produit :

- A. - L'étude des coûts
- B. - La détermination des prix de vente des produits finis
- C. - Le contrôle de gestion par famille
- D. - La fiche de caisse

IV. - L'information :

- A. - Les principes logiques
- B. - Les moyens de communication
- V. - Le management du personnel :
- A. - Les rôles et fonctions du manager
- B. - La motivation de l'équipe

- C. - Acquiescer un style de management

Module : connaissances professionnelles

I. - Les techniques comptables :

- A. - L'étalage
- B. - La vente
- C. - La publicité

II. - L'hygiène, la traçabilité et la sécurité :

- A. - L'hygiène dans l'entreprise
- B. - La traçabilité
- C. - La prévention des risques professionnels

Module : événements juridiques

I. - Droit du travail :

- A. - Le contrat de travail
- B. - La convention collective
- C. - La formation professionnelle

II. - Droit des sociétés :

- A. - Le bilan commercial
- B. - Le fonds de commerce
- C. - Les statuts de l'entreprise
- D. - Les statuts du conjoint
- E. - Les statuts de l'entreprise

III. - Droit fiscal :

- A. - L'impôt sur le revenu
- B. - L'impôt sur les sociétés
- C. - La taxe professionnelle
- D. - La TVA

IV. - Droit civil :

Les régimes matrimoniaux

Analyse et fonctionnement de l'entreprise

Connaissances	Limite des connaissances
<p>I. - Analyse du projet</p> <p>A. - L'étude de l'affaire</p> <p>Les informations à collecter</p> <p>L'évaluation de l'affaire</p> <p>Le marché</p> <p>B. - Le plan de financement</p> <p>Les principales ressources</p> <p>Les principaux besoins</p> <p>Le besoin en fonds de roulement</p> <p>C. - La reprise, la succession et la création</p> <p>Les avantages</p> <p>Les inconvénients</p> <p>Les différentes démarches à effectuer</p>	<p>Réaliser un diagnostic de l'affaire</p> <p>Élaborer un plan de financement</p> <p>Cerner le contexte de la reprise, le besoin et création d'entreprise</p>
<p>II. - La comptabilité</p> <p>A. - Le bilan</p> <p>Sa structure</p> <p>Les présentations en fonction du régime</p> <p>Forfait</p> <p>Réel simplifié</p> <p>Réel normal</p> <p>B. - Le compte de résultat</p> <p>Sa structure (charges, produits)</p> <p>Les présentations en fonction du régime</p> <p>Forfait</p> <p>Réel simplifié</p> <p>Réel normal</p> <p>Son analyse</p> <p>La marge commerciale</p> <p>La marge brute</p> <p>L'excédent brut d'exploitation</p> <p>Les différents résultats</p> <p>L'affectation du résultat</p> <p>C. - Les amortissements</p> <p>comptables</p> <p>Le linéaire</p> <p>Le dégressif</p> <p>Les immobilisations comptables</p> <p>D. - L'amortissement du prêt bancaire</p> <p>La table financière (annuité comptable)</p> <p>Le plan d'amortissement de prêt</p>	<p>Être capable d'établir un bilan d'après des données issues de la comptabilité</p> <p>Connaître les principaux régimes fiscaux</p> <p>Être capable d'établir un compte de résultat d'après des données issues de la comptabilité</p> <p>Connaître les principaux régimes fiscaux</p> <p>Expliquer et classer les soldes intermédiaires de gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - marge commerciale et brute - excédent brut d'exploitation - résultat d'exploitation, brut et net <p>Énumérer les différents postes du résultat net avant impôts</p> <p>Citer ces deux modes d'amortissement ainsi que leurs particularités</p> <p>Être capable d'anticiper les immobilisations des amortissements</p> <p>Établir un plan d'amortissement de prêt</p>

<p>III. - La gestion du produit</p> <p>A. - L'étude des coûts</p> <p>Les coûts directs</p> <p>Les coûts indirects</p> <p>Le coût de revient</p> <p>Le prix de vente</p> <p>B. - La détermination des prix de vente au détail des produits</p> <p>Les rendements</p> <p>L'échelle de valeur</p> <p>Les différents Coefficients</p> <p>L'objectif de marge</p> <p>Les prix de vente au détail</p> <p>C. - Le contrôle de marge</p> <p>par famille</p> <p>Les achats commercialisés</p> <p>L'échelle de valeur</p> <p>Les ventes réalisées</p> <p>L'inventaire</p> <p>D. - La fiche de caisse</p> <p>Sa structure</p> <p>Sa tenue</p>	<p>Déterminer le coût de revient d'une préparation bouchère ou charcutière ainsi que son prix de vente</p> <p>Élaborer une grille de prix de vente au détail d'après un objectif de marge donné</p> <p>Réaliser un contrôle de marge</p> <p>Compléter une fiche de caisse d'après des informations données</p>
<p>IV. - Informatique</p> <p>A. - Les principaux logiciels</p> <p>Traitement de textes</p> <p>Tableur</p> <p>Programmes professionnels</p> <p>B. - Les moyens de communication</p> <p>Internet</p> <p>Intranet</p>	<p>Être en mesure d'établir un document ou une feuille de calcul avec l'aide des principaux logiciels</p> <p>Connaître les moyens de communication</p>
<p>V. - Le management du personnel</p> <p>A. - Les rôles et fonctions du manager</p> <p>L'attitude à adopter</p> <p>Les compétences requises</p> <p>B. - La motivation de l'équipe</p> <p>Les sources de la motivation</p> <p>La délégation</p> <p>La communication</p> <p>C. - Acquérir un style management</p> <p>Les différents styles</p> <p>Savoir féliciter et récompenser</p>	<p>Connaître les rôles et fonctions du manager</p> <p>Être capable de motiver son équipe</p> <p>Savoir définir son style de management</p>

Connaissances professionnelles

Connaissances	Limite des connaissances
---------------	--------------------------

<p>I. - Les techniques commerciales</p> <p>A. - L'étalage</p> <p>L'assortiment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition - cohérence et rentabilité - la zone de chalandise <p>Présentation marchande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quatre niveaux de présentation - impact des ventes selon la hauteur de présentation <p>Le linéaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - classement par famille - classement par sous-famille - séparation - mise en avant - rythme linéaire <p>B. - La vente</p> <p>Le client</p> <p>Le vendeur</p> <p>Les étapes de la vente</p> <p>Le contact</p> <p>L'approche</p> <p>L'argumentaire</p> <p>La conclusion de la vente</p> <p>C. - La publicité</p> <p>Définir une stratégie</p> <p>La réalisation d'un projet publicitaire</p>	<p>Connaître les bases de présentations marchandes</p> <p>Cerner les différents types et catégories de clients</p> <p>Mettre en pratique les aptitudes et techniques liées à une relation commerciale</p> <p>Respecter les étapes de la vente nécessaires à son déroulement</p> <p>Élaborer un projet de publicité tout en tenant compte des contraintes</p>
<p>II. - L'hygiène, la traçabilité et la sécurité</p> <p>A. - L'hygiène dans l'entreprise</p> <p>Les points clés</p> <p>Les autocontrôles</p> <p>La maîtrise des risques sanitaires</p> <p>L'application du guide de bonnes pratiques</p> <p>La gestion des MRS</p> <p>B. - La traçabilité</p> <p>Mise en place de l'information</p> <p>L'étiquetage</p> <p>Les risques sanitaires</p> <p>C. - La prévention des risques professionnels</p> <p>La réglementation</p> <p>Les risques liés au métier</p> <p>Les conditions de travail</p> <p>Les secours</p> <p>Les aides financières</p>	<p>Respect des règles d'hygiène dans l'entreprise et application des bonnes pratiques d'hygiène</p> <p>Être capable d'établir une traçabilité appropriée à un point de vente</p> <p>Maîtriser la réglementation ainsi que les risques professionnels</p>

Environnement juridique

Connaissances	Limite des connaissances
---------------	--------------------------

I. - Droit du travail A. - Le contrat de travail Le CDI Les CDD Les cotisations aidées La rupture du contrat B. - La cotisation collective Aperçu général Les salaires et qualifications La durée du travail Les particularités C. - La formation professionnelle La formation continue L'alternance Le droit individuel à la formation	Savoir personnaliser un contrat approprié à une situation donnée Connaître les principales modalités de rupture du contrat de travail Connaître, appliquer et respecter la réglementation de la branche Cerner les différentes approches de formation mises en place par la profession
---	---

Analyse et fonctionnement de l'entreprise

Connaissances	Limite des connaissances
II. - Droit commercial A. - Le bail commercial La fixation du loyer L'utilisation des locaux Les clauses particulières Le règlement du bail La cession du bail et sous-location La fin du bail B. - Le fonds de commerce Éléments constitutifs La création La vente La mise en gérance L'apport en société C. - Les statuts du chef d'entreprise Le régime salarié Le régime non salarié Estimation des cotisations D. - Les statuts du conjoint Le conjoint collaborateur Le conjoint salarié Le conjoint associé Estimation des cotisations E. - Les statuts de l'entreprise L'entreprise individuelle La SARL L'EURL La SA	Maîtriser les points clés du bail Connaître les modalités de renouvellement, de cession et de fin de bail Connaître les éléments constitutifs du fonds de commerce Cerner les principales particularités liées à la création, vente, gérance et apport en société d'un fonds de commerce Justifier le choix d'un statut pour : Le chef d'entreprise Le conjoint L'entreprise

Environnement juridique

Connaissances	Limite des connaissances
III. - Droit fiscal A. - L'impôt sur le revenu Les revenus professionnels Le calcul de l'impôt Les réductions et crédits d'impôt B. - L'impôt sur les sociétés Taux Le calcul de l'impôt C. - La taxe professionnelle Les bases d'imposition Valeur locative Réduction, plafonnement, dégrèvement D. - La TVA	Appréhender le système d'imposition des revenus professionnels Appréhender le calcul de l'impôt sur les sociétés Identifier les principaux éléments servant de base au calcul de la taxe professionnelle Cerner les principales caractéristiques liées à l'assujettissement à la TVA
IV. - Droit civil Les régimes matrimoniaux Le régime légal Les régimes conventionnels	Justifier le choix d'un régime en fonction d'une situation donnée

4. Règlement d'examen

Épreuve	Unité	Coefficient	Durée maximale de l'épreuve	Forme de l'examen
---------	-------	-------------	-----------------------------	-------------------

Analyse et fonctionnement de l'entreprise		1 heure	Ecrit et orale en fonction du diessor constitué par le candidat
Analyse du projet	3		
Comptabilité	3		
Gestion du produit	3		
Environnement juridique			
Droit du travail	0,5	0 h 30	Ponctuelle pratique et contrôle en cours de formation
Droit commercial	2,5		
Droit fiscal	1,5		
Droit civil	1,5		
Connaissances professionnelles			
Techniques commerciales	4	0 h 30	Ponctuelle pratique et contrôle en cours de formation Orale
Hygiène, traçabilité et sécurité	1		
Total Coefficient	20		

Équivalences accordées :

- titulaires du brevet professionnel diploés 1999 ;
- module : connaissances professionnelles ;
- titulaires du CQP d'assistant chef d'entreprise ;
- module : connaissances professionnelles

Unités : gestion du produit et droit du travail.

5. Définition des épreuves

Épreuve de gestion (Coefficient 15)

Modules : analyse et fonctionnement de l'entreprise et environnement juridique

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet d'évaluer les compétences acquises dans les domaines de la gestion.

Contenu

Cette épreuve porte sur les compétences répertoriées dans le référentiel de certification, à savoir :

- créer, reprendre, développer une entreprise ;
- suivre le bon fonctionnement de l'entreprise ;
- déterminer les prix.

Évaluation

Elle vise à apprécier l'aptitude du candidat à fruler par écrit et à l'oral les compétences suivantes :

- présenter en synthèse les spécificités de l'entreprise de boucherie, charcuterie, traçabilité ;
- adapter son système de gestion aux particularités de la filière ;
- mettre en œuvre les techniques de formation des prix.

Critères d'évaluation

- la pertinence des situations présentées ;
- la clarté et la rigueur des analyses, des présentations ;

Avenant n° 79 du 13 septembre 2001 portant création d'une commission

- l'implication personnelle ;

- le degré de maîtrise des compétences en matière de gestion.

Forme de l'évaluation : écrite et orale

Un diessor d'étude de projet est établi par le candidat durant sa formation. Celui-ci devra être déposé au centre de formation avant examen par les membres du jury désignés par la CNPEFP (commission paritaire nationale pour l'emploi et la formation professionnelle) de la branche.

Ce même jury chargé de l'entretien oral sera composé de trois personnes spécialisées dans les domaines de la gestion de l'entreprise et de l'environnement juridique.

Épreuve

Connaissances professionnelles (Coefficient 5)

Finalité et objectif de l'épreuve

L'épreuve permet de vérifier les acquis de chaque candidat dans les domaines de :

- l'étalage et la vente ;
- l'hygiène, la traçabilité et la sécurité.

Évaluation

L'évaluation permet de vérifier que le candidat possède les connaissances nécessaires pour assurer le poste de responsable d'entreprise.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve comprendra les éléments suivants :

- une présentation écrite des produits ;
- une mise en situation de vente ;
- un exercice de cormicmeal approprié au produit.

Elle inclut également des connaissances en :

- hygiène ;
- traçabilité ;
- sécurité.

paritaire nationale pour l'emploi et la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; CNTF.
Syndicats signataires	CGT-FO ; FGA CDFT ; CFE-CGC ; CFTC.

Article 1

En vigueur étendu en date du 13 sept. 2001

Il est créé une commission paritaire nationale pour l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP).

Article 2

En vigueur étendu en date du 13 sept. 2001

La CPNEFP a pour mission :

- l'information réciproque des organisations s'adressant sur la situation de l'emploi dans la profession ;

- l'étude de l'évolution de l'emploi ;

- la recherche de solutions d'insertion des jeunes ;

- l'étude des moyens de formation, de perfectionnement et de réadaptation professionnels pour tous les niveaux de qualification ;

- le suivi des accords paritaires conclus dans le cadre de la négociation quadripartite de branche sur les conditions de travail et les moyens en matière de formation professionnelle ;

- l'examen des modalités de mise en œuvre des orientations définies par la branche en matière de formation et de perfectionnement.

Article 3

En vigueur étendu en date du 13 sept. 2001

Les parties signataires du présent accord s'engagent à ce que, dès sa signature, de sorte qu'il soit applicable dans tous les établissements existants dans le champ d'application de la présente convention.

Avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du paritarisme

Signataires	
Patrons signataires	La fédération nationale des syndicats professionnels du commerce du poisson et de la conchyliculture,
Syndicats signataires	La fédération du personnel d'encadrement des industries et professions affectées CFE-CGC ; La fédération des services CDFT ; La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ; La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services connexes (FGTA) FO,
Organisations adhérentes signataires	Adhérents : La fédération nationale agrarienne et forestière (FNAF) CGT, 263, rue de Paris, case 428, 93514 Mitoru Cedex, par lettre du 26 mai 2003 (BO CC 2003-23). La fédération commerciale et services UNSA, 21, rue Jules-Ferry, 93177 Bagnolet, par lettre du 8 décembre 2015 (BO n°2015-53)

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Les entreprises adhèrent dans le cadre d'application de la convention collective nationale de la profession de la branche fusionnée de la boucherie (IDCC 992) et de la poissonnerie (IDCC 1504) sont désignées ci-après « entreprises de la poissonnerie ».

Il est rappelé que l'article 3 de l'accord du 18 septembre 2020 relatif au développement des relations professionnelles de la branche et de la profession de la poissonnerie en ses alinéas 4 et 5 que :

« Les deux conventions collectives existantes continuent d'exister,

les parties signataires décident de maintenir en l'état existant à ce jour l'application des dispositions sur le financement du dialogue social telles qu'elles résultent de l'avenant n° 59 du 17 mai 2018 pour la convention collective nationale de la boucherie et de l'avenant n° 32 du 6 juin 2002 pour la convention collective nationale de la poissonnerie ainsi que le financement existant à l'identique des associations existantes créées pour l'application de ces avenants.

En conséquence, même si la CPI réunit l'ensemble des organisations représentatives dans au moins une des deux conventions collectives, la répartition des cotisations au dialogue social collectées en application de l'une et l'autre des deux conventions collectives doit s'effectuer selon les modalités pratiquées avant la signature du présent accord.

Dès lors, le présent accord ne concerne que le financement de l'ADPSP, les entreprises de la profession et les organisations représentatives dans la convention collective de la poissonnerie applicable au sein de la branche fusionnée de la boucherie (IDCC 992) et de la poissonnerie (IDCC 1504) plus des organisations représentatives dans le champ fusionné boucherie-poissonnerie une fois les arrêtés de représentativité publiés.

Les organisations professionnelles et syndicales s'engagent à développer la négociation collective, de promouvoir l'exercice de la profession au sein des entreprises et de la profession, de défendre les droits et intérêts collectifs des organisations représentatives membres de la CPNPI et à travers elles, ceux des salariés et des entreprises de la poissonnerie.

Prenant en compte les négociations antérieures portant, notamment, sur le développement de la formation professionnelle, l'application d'accords sur la santé et la prévention, sur la réduction du temps de travail, il est approuvé par les parties de donner aux entreprises impliquées dans les négociations collectives les moyens nécessaires afin de mener à bien leurs missions par un travail de qualité, tout en assurant la négociation qu'en aval, pour l'information des entreprises et de leurs salariés sur le contenu des accords, pour la défense des droits et intérêts collectifs des organisations représentatives membres de la CPNPI et à travers elles, ceux des salariés et des entreprises de la poissonnerie.

En effet, la profession est caractérisée par un nombre élevé d'entreprises ayant des salariés et un faible nombre de salariés par unité. Les organisations représentatives doivent donc développer d'importants moyens pour l'information des chefs d'entreprise et des salariés et la défense de leurs intérêts. »

Article 1er - Création d'une association paritaire

En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Les ogitiananross segaitirans du présent accrod s'entendent pour créer une aisscaitoon ptariraie composée d'un collège de représentants d'organisations ploatarens et d'un collège de sctaiyndes de salariés.

Elle élira, pmari ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Le président et le secrétaire soenrt isuss d'un des duex collèges, le vice-président et le trésorier de l'autre collège.

Tous les 2 ans, les finontcos d'un collège au sien de l'association sonret permutées au proift de l'autre collège.

Cette aisaociston a pour votaoicn d'engager des études, rapports, analyses, ou secivres d'experts, de pceiipatr à l'information des négociateurs paritaires, à luer formation, à l'organisation de lueers rencontres, et à la pirse en chrgae des frais liés à l'organisation des cissionmoms peairtrais de la bchanre ou des réunions de l'association. Elle a également pour vocation d'engager des atcnios destinées à ifnrmoer les epnretsiers et leurs salariés sur les adccors collectifs, sur l'évolution de la pfessrooin et, tuot particulièrement, sur l'évolution de l'emploi.

L'association est également habilitée à gérer et détenir tuot fdons socail qui vdreiaint à être constitué dnas l'intérêt des salariés et des ereinesptrs de la poissonnerie. Cette gsitoen se frea sur décision de la csoiimomsn ptrirae ptmaeenrne de négociation et d'interprétation (CPPNI) qui précisera le cdrae des atnoics à engager. Pour cela, l'association est habilitée à roeivcer tutoe smome reivtlae à la négociation collective, à la formation, aux régimes de branche, à la santé et à la prévoyance du chmap cntniennovoel de la piennsoorise dnót la gsioten lui sriaet déléguée par la CNPPI et à egnaegr et peyar totue somme conformément aux aitchos décidées par la CPPNI. L'association ptriraaie rdrena cpotme aellmnenunet à la CNPPI de la manière dnót snot utilisés les fdons confiés.

Elle pourra également être ssiaie par la CPNPI aifn d'intervenir sur des seutjs qui lui aount été délégués aifn d'apporter à la CNPPI l'ensemble des iionontrmfas dnót elle paiurort aivor beosin aifn d'éclairer son aitchon et ses décisions.

Pour cela, elle pourra, sur maadnt de la CPPNI, eanemtr des négociations sur des seutjs délégués et eangger à cet effet les rusecosres nécessaires pour se fiare acpgoemancr par des clioenss ou experts. Elle rnedra cmtope périodiquement de ses atnoics aux merbems de la CPPNI.

Elle pruroa également, sur décision de la CPPNI, aigr en justice, en son nom prpore (c'est-à-dire au nom de l'association) selue ou conjeoeintmt aevc tuot ou priate de ses membres, aifn de défendre les ditors et les intérêts ctillfoces de ses mmbrees et à tervras eux des salariés et des eirtrespens de la pseisrnonoie sur totue question, nemtomnat sur les qonueitss de l'emploi, de l'exercice du dorit syndical, de la négociation collective, des régimes de santé et prévoyance, de la formation, et de tuos les sujets ertannt dnas le champ de la négociation collective.

Dans ce but, l'association rleieulce et gère les citsioatnos qui lui snot destinées.

Article 2 - Cotisation

En vigueur étendu en date du 19 déc. 2002

Tous les eopemruyls de salariés d'entreprises reenlavt de la cneonvoitn ceiltvocale nioatnale du crcmomee de la psneoiiionsre n° 3243 dovinet vrees une cototasiin égale à 0,15 % du mtonot des seairlas etnnrat dnas l'assiette des ctoiaotsins de sécurité sociale.

L'organisation chargée du revnmereuoct de cette cottiason est

l'APGIS Prévoyance, 28, bis rue Sorbier, 75020 Paris. La csoaiiottn srea perçue, en même tpmes et dnas les mêmes conntidos que les csoaiinotts de prévoyance. Elle sera, ensuite, reversée à l'association ptrairarie visée à l'article 1er. (1)

(1) Alinéa 2 elcxu de l'extension par arrêté du 9 décembre 2002.

Article 3 - Affectation des cotisations

En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le mntonat des ctotaisnois rcleueili par l'association patarriie srea affecté à l'exercice du driot à la négociation cloitvcele des salariés et des eeyrulomps et à l'information de ceux-ci sleon les modalités stanuives :

- un treis affecté au fnenieacnmt de l'exercice du driot à la négociation cictlvolee des salariés, réparti pour moitié, à patrs égales, etnre les 5 oaninsagoirts sclvadnies représentatives au niveau natainol et, pour l'autre moitié, en prat plliopteroonne à luer présence aux réunions de citvonenon citolvlce ou aruets réunions paareiiitrs dtrneeemict liées à celle-ci (CPNEFP, coissimomn de svuii de la RTT, comssmiion nataloine de négociation, de ccoaitlinion et d'interprétation, etc.) ;

- un tires affecté au fenmiecannt de l'exercice du driot à la négociation cloeticvle des eulormyeps représentés par les otgnioaaisrns pelferooenisslms d'employeurs reennucos représentatives dnas le chmap d'application de la coetvinnon cvlctleioe nainaoite de la prnseoiisone (? Eepensritrs de la psoninoise ?) aballippce au sien de la bcanhre fusionnée de la bhieoucre (IDCC 992) et de la ponieosrsne (IDCC 1504).

Ce teris srea attribué et réparti, aux oinsirgotaans rennocues représentatives en pnenrat en cpmote 2 critères : le pegcuratnoe de représentativité et luer présence aux réunions pearriais que celles-ci seniot en présentiel ou en visioconférence. En effet, la présence aux réunions, ggae de bon ftnnonceemniot des iisniotunnts ptaairire srea valorisée.

Les mntanots snoret attribués soeln la règle de cacull sutanive :

(Formule non reproduite, cllouanstbe en lngie sur le stie www.legifrance.gouv.fr, ruubrique « Pincliotubas oieeclflfis » « Bluelntis oicelfelis des coetnonnivs clcteiolvles ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_2021003_3_0000_0003.pdf/BOCC

Avec :

(Tableau non reproduit, cblstlnouae en lgine sur le stie www.legifrance.gouv.fr, rbiruueq « Pluctboiains ofleificeils » « Bitnlleus oiiefcfls des cvoneniotns cioevteclls ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_2021003_3_0000_0003.pdf/BOCC

Exemple apilatcipf :

Soient 3 oiiingrantaoss reuenocns représentatives dnas le cmahp d'application de la ctvonneoin clcevolite nliaatone de la poionsnersie (? Esrertneips de la peisrisonnoe ?) aalipcpble au sien de la bcranhe fusionnée de la bcoeruhie (IDCC 992) et de la pernooisine (IDCC 1504) : A, B et C aevc un pgetuonrae de représentativité de 10 % pour A, 60 % pour B et 30 % pour C.

Dans l'hypothèse de cniq réunions sur l'année, l'organisation A est présente à tteuos les réunions (5/5), B présente à quarte réunions sur cniq (4/5) et C présente à duex réunions sur cniq (2/5).

Les pgenaercotus de présences aux réunions piaieratrs snot dnoc les svianuts :

(Formule non reproduite, csldaonlbue en lgine sur le stie www.legifrance.gouv.fr, ruruibq « Pltcuabinois olilcfefis » « Bltnueils ofliecifs des cotneionvns cvteocilels ».)

Si la cttllcoee de l'année est de 100 000 ? arols les manotnts attribués à cqhuuae oistrioagann snot les sainvuts :

(Formules non reproduites, cbsatelonuls en lnige sur le stie www.legifrance.gouv.fr, rubrique « Pibuicltonas ocllifiefes » « Beinlults oifilecfs des cionetnvns coetclveis ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20210033_0000_0003.pdf/BOCC ;

- un teirs affecté au fcnaminneet d'actions d'informations sur la ctvneionon cltilocvee nntaoiale de la psoinsrionee aaplbpcle au sien de la bachrne fusionnée de la brcueihoe (IDCC 992) et de la psinoriesone (IDCC 1504), sur les qnetsoius liées à la prévoyance et à la fmraotoin professionnelle, d'actions parnemttet la défense des ditors et des intérêts cetlofics des ooiantnsinrags représentatives mreebms de l'ADPSP, au fcnianement de rapports, études, analyses, csneolis ou srcveeis d'experts sollicités par la CNPPI pour le développement et l'amélioration de la négociation sur les geitonuss de l'emploi, de l'exercice du dirot syndical, des régimes de santé et prévoyance, de la formation, et de tuos les sjteus enarntts dnas le chmap de la négociation collective. Il petrmetra de faaicetlr l'information des négociateurs paritaires, luer formation, l'organisation de luers rencontres, la psire en crghae des firas de reosuaartitn lros des cnmiososms patrierias de la brchane ou des réunions de l'association. Le fnnmeeancit prretmtea également la défense des dtoirs et intérêts précités ou tuot artue oejbt entnart dnas le cahmp du prrmtaasiie qui arua été demandé par la CPPNI.

Le fiecnaennmt de l'exercice du dirot à la négociation cvoitclele au bénéfice des salariés cmome des emupyreols arua nmteomant pour oejbt de rerubsmeor les firas occasionnées par :

- la préparation et l'organisation des réunions piariates ;
- la fmtoaion et l'information des négociateurs piaerritas ;
- les études nécessaires ;
- le sivui des acordcs paariiters dnot culei de l'application de la

Avenant n 85 du 22 mai 2002 relatif au capital de temps de formation

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; CNTF.
Syndicats signataires	CGT-FO ; FGA-CFDT ; CFE-CGC ; CFTC.

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Les orinonagaists pfseinneloerlsos et sniycedlas soussignées, saainouhnt améliorer l'accès des salariés raeelnvt de la cnetovionn cllteiocve nnoialtae de la boucherie, boucherie-charcuterie, brehociue hippophagique, triperie, cmeromce de violleals et gibiers, au paln de footramin de l'entreprise décident de mertte en plcae le caipatl de tepms de fromtioan visé à l'article L. 932-2 du cdoe du travail, dnas les cndonitois ci-après.

Article 1 - Objet du capital de temps de formation

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Le ciapatl de tpems de frootiamn a pour oejbt de donenr aux

réduction du tpems de tirvaal ;

- l'information et l'accompagnement des salariés et des eypleroums pour mtrtee en oevrue des méthodes innavteons d'organisation du travail.

Ces fiars peeunvt être des faris de déplacements, de salaires, de secrétariat, d'édition...

Le fecaninenmt de ces acotnis d'information se frea auprès des eerprtsines rnaleevt de la cvnetoinon clvicetloe naiotlane du ceommrce de la piroosennsie (n° 3243). Ces acnitos aounrt pour objet piacnirpl l'information des salariés et des erleuoymps sur le champ conventionnel, les modalités d'application de la cnonotvein collective, la prévoyance, la fooatrmn ilaiinte et continue, le temps de travail, l'emploi dnas le secteur.

Ces antcois pouornrt perrnde la frome d'articles dnas les juouranx professionnels, de dépliant, de brochures, de sdntas d'information, de setis Ieerntnt ou ateurs meonys nécessaires adaptés préalablement par l'association paritaire.

Les aonitcs de défense financées par le drenier tiers porunort perdne la fmore de frias liés à l'exercice d'actions en jtsicue (frais d'avocat, d'huissier, dépens ?), de faris de secrétariat, d'édition, de dusiffoin nécessaires aux aoinctns de défense susvisées, au fmninaenect de rapports, études, analyses, ou scvriees d'experts nécessaires à ces anotcis de défense.

L'association piaitarre rnerda cpomte aenuelelmnt à la ciooismmn parraite ntaanolie de la manière dnot snot utilisés les fnods anis collectés.

Article 4 - Entrée en vigueur

En vigueur étendu en date du 19 déc. 2002

Cet acrcod erertna en vugieur le juor snuvait la patociuilbn de l'arrêté d'extension au Joaunrl officiel. Il est cclnou pour une durée indéterminée et pourra être révisé et dénoncé dnas les coiitndons fixées par les alecrtis L. 132-7 et L. 132-8 du cdoe du travail.

salariés la possibilité de survie des aitncos de fotomairn relaevnt du paln de fitromaon de l'entreprise en vue de se penrcotinfeer professionnellement, d'élargir ou d'accroître luer qilatfiaicoun dnas la profession, d'accéder à des responsabilités nlouvlees ou à des fmonoirtas diplômantes.

Article 2 - Capitalisation des droits à formation

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Cquhae année d'activité complète oruve driot à 36 hurees de ftaiomorn dnas le crade du ctaapil de tpems de formation.

En cas d'année incomplète, chauce mios ovure dirot à 3 hurees de formation.

Article 3 - Conditions d'ouverture du droit au capital de temps de formation

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Le catpail de tepms de fimoarton est orveut aux salariés qui jsetiifnut d'une ancienneté d'au mnios 3 années dnas l'activité et d'au monis 1 an de présence dnas l'entreprise auprès de lallueqe ils dmaorndeent à bénéficier d'une aocitn de formation.

En cas de dédormances simultanées d'actions de formation entrant dans le cadre du capital de temps de formation et en l'absence d'accord entre les salariés, l'employeur peut différer les départs en formation des salariés les derniers embauchés, dans les conditions définies par l'accord national interprofessionnel du 3 juillet 1991 pour le congé individuel de formation.

L'employeur peut également différer, dans les mêmes conditions définies, son autorisation de départ en formation lorsque celui-ci peut avoir des conséquences préjudiciables à la poursuite et à la marche de l'entreprise.

Article 4 - Dérogations aux articles 2 et 3

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Accès au capital de temps pour des formations diplômantes spécifiques

L'accès à une formation professionnelle sanctionnée par un diplôme d'un niveau égal ou supérieur au niveau IV et reconnu dans la collectivité ou par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) est réservée à tout salarié représentant les conditions réglementaires de présentation au diplôme, sous réserve de l'accord des employeurs.

Accès au capital de temps de formation en préalable à la reprise ou la création d'entreprise

L'accès au capital de temps de formation est librement ouvert aux salariés désirant suivre des activités de formation avant pour l'obtention de la reprise ou la création d'entreprise et agréées par la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle.

Article 5 - Formations entrant dans le cadre du capital de temps de formation

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Sont considérés comme publics éligibles pour l'accès au capital de temps de formation :

- les salariés sous qualification professionnelle reconnue par un diplôme ou un titre homologué ;
- les salariés n'ayant pas bénéficié d'une action de formation au titre du plan de formation au cours des 2 dernières années ;
- les salariés désirant s'adapter à l'introduction dans l'entreprise de nouvelles technologies ou de nouveaux modes de gestion, d'organisation ou de développement commercial ;
- les salariés suivant des formations à l'hygiène ;
- les salariés désirant suivre une formation professionnelle diplômante de niveau IV ou supérieur ;
- les salariés effectuant une préparation à la reprise ou la création

d'entreprise.

Article 6 - Durée des formations

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

La durée des formations entrant dans le cadre du capital de temps de formation ne peut être inférieure à 60 heures.

Article 7 - Procédures à suivre

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Tout salarié représentant les conditions d'accès peut demander à son employeur, par écrit, de bénéficier d'une action de formation professionnelle, dans le cadre du capital de temps de formation. L'entreprise dépose une demande de prise en charge des dépenses afférentes à l'action de formation envisagée auprès de l'OPCA dont relève la profession.

L'employeur informe le salarié par écrit de l'acceptation totale ou partielle ou du refus de prise en charge par l'OPCA de l'action demandée.

Le salarié devra fournir, pour chaque formation, une attestation de présence qui sera transmise à l'OPCA pour prise en charge des frais y afférents.

Article 8 - Moyens de financement

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Le financement des actions de formation au titre du capital de temps de formation est assuré par :

- une contribution de 0,10 % du montant des salaires sur l'obligation des entreprises tenues de verser au titre du congé individuel de formation ;
- en cas de besoin, une contribution prise sur la part contributive des cotisations versées par les entreprises de moins de 10 salariés, et définie paritaire.

Les contributions des entreprises et les dépenses afférentes au capital de temps de formation sont gérées dans le cadre du plan de formation et font l'objet de la création d'une section particulière pour assurer la gestion de cette contribution et en permettre le suivi.

Article 9 - Délai de franchise

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

La durée du délai de franchise entre deux actions de formation dans la même entreprise est fixée à 4 ans, à compter du dernier jour de la précédente action de formation entrant dans le cadre.

Article 10 - Financement

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Dnas l'objectif de fietcliar la msie en overue du caiptal de temps de formation, le fancnemneit de l'action siiuve comporte, oture les fiars pédagogiques, les fiars de tnrrasopt et d'hébergement, les slreaais et cgrehas slaioces légales et coennnelneotlvs dnas les lmities définies paritairement.

Article 11 (1) - Dispositions diverses

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Dans l'objectif de feitliciar la msie en oeurve des démarches de quactlificioan dnas le crade du capatil de tepms de frtmioaon en faveur des salariés snas qualification, les pientas sitgreaains eenggnat l'OPCAD-AGEFOV à moielisbr les myoens nécessaires sur les sommes collectées au tirtu du caiptal de temps de fatmiroon puor corcunior à la réalisation d'outils pédagogiques adaptés.

(1) Alcirtu étendu suos réserve de l'application de l'article R. 964-4 du cdoe du travail, qui ne prévoit pas la réalisation ou la ptariaipoictn à la réalisation d'outils pédagogiques (arrêté du 7 otbocre 2002, art. 1er).

Article 12 - Information des salariés

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Les pariets sgetrianias s'engagent à asuresr la puls lgare iamoronftin sur les possibilités du citaapl de tpems de formation, neoamtmnt par l'intermédiaire de l'OPCAD et des suteccruts prlnnoisleefoes et saelnidcys départementales.

Article 13 - Dépôt et extension

En vigueur étendu en date du 22 mai 2002

Le présent accord, établi en vrteu des actilres L. 132-1 et stuniavs du cdoe du travail, est fiat en nbrmoe ssufufanit d'exemplaires puor riesme à cncuhae des oisoiaotrnnas stenaigaris et dépôt dnas les citonidons prévues par l'article L. 132-10 du cdoe du travail.

Les pietras cneoevinnt également d'en deandmer l'extension en aicoalppitn de l'article L. 133-8 du cdoe du travail.

- aux oigtsaionnnras prnseeflonlesios qui, postérieurement à la srnuigtae de l'accord, adhéreront à une confédération mrbeme de l'UPA.

L'accord du 12 décembre 2001 istiutne à la crhgae des eesinprters entnart dnas son cmahp d'application une cuintbiroton de 0,15 % de luer msase salariale.

Le pirudot de cttee cuboitnoirn est destiné à être partagé, à heauutr de 0,08 %, au nvaieu interprofessionnel, à ptars égales, etrne les onntisaigoras d'employeurs et les oogtiaransnis scnyidlaes de salariés et, à htuuuar de 0,07 %, au naveiu des baernchs professionnelles, ernte les ooaianasngntis d'employeurs et les onnastiigoras scyeaidnls de salariés suavint les diotspnois définies dnas les aorcdcs de branche.

Article 1 - Contribution des entreprises

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2002

En conséquence, il est appelé, à tirtu obligatoire, une ctbnioirtoun de 0,15 % à la cgrahe de teutos les enptsireers rleevant de la ctvnioonen colivtelce nolinatae de la boucherie, boucherie-charcuterie, beruchoie hippophagique, triperie, crcemmoe de vleilloas et gibiers, cttiiuobronn collectée en même tepms que les ctsaotinois foraitomn prévues par la coineovntn collective, au puls trad le dierner juor de février de cqhuue année.

Article 2 - Objet de la contribution

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2002

La cituotibornn de 0,07 % est affectée au développement du doguiale social, et au fimecnnneat des incstnaes peaitrais de la psfirsooen ntmamonet :

Avenant n 84 du 18 septembre 2002 relatif à la contribution pour le dialogue social

Signataires	
Patrons signataires	La CCFBT ; La CTNF ; La FBHF,
Syndicats signataires	La FGA-CFDT ; La CFE-CGC ; La CTFC ; La CGT ; La CGT-FO,

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2002

il est clncou l'accord suivant, qui se stiuue stecetmirnt et ecilsneemuxvt dnas le carde de l'accord iesfotpnrnoseneril du 12 décembre 2001 qui vsie umqeeuinnt les ersnepietrs atlesiarans et lreus salariés.

Préambule

L'UPA, les 3 confédérations muchbinarelts cmopsonat l'UPA, à sivoar la CAPEB, la CNAMS et la CAGD (section artisanale) ont cnolcu le 12 décembre 2001 aevc la CFDT, la CFE-CGC, la CTFC, la CGT et la CGT-FO un arcocd relatif au développement du dloaigue socail dnas l'artisanat.

Cet aorccd est aclbpialpe :

- aux esneierptrs aaslaternis reneavlt du répertoire des métiers, oauncpct mnois de 10 salariés et enntat dnas le cmhap d'application défini en axnene de l'accord ;

- aux eresitrnpes realvnet des chpams d'application des ctionnoenvs colveilctes des onirtaignasos meberms de l'UPA citées en aexnne de l'accord ;

- cmomssniios ntliaeoans dnnot l'objet est la négociation, l'interprétation et le suivi de la cvnnoioetn cctilelvoe et des aodrccs de bhnrcae ;
- comsiosimn pratiirae ntaonaile de l'emploi et de la frmoiatn perissofnenlolo créée par l'avenant n° 79 à la présente ciontevnnon collective.

Article 3 - Affectation des contributions collectées

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2002

Les ciotnnotubirs collectées snot déposées sur un cpmote baiarnce oveurt à cet eefft par la CFBCT, expressément mandatée par l'ensemble des oinroagsntias signataires.

Elals snot gérées dnas le cdrae de la cosmmision pariairte naotialne et réparties cmmoe siut :

- 20 % affectés aux faris de secrétariat et d'organisation des réunions assurés par la confédération française des bouchers, bouchers-charcutiers, trauteris (CFBCT) ;

Avenant n 91 du 6 mars 2003 modifiant les avenants n s 57, 70 et 82

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; CFTC-CSSV.

Article 1 - Modification des avenants n°s 57, 70 et 82
En vigueur étendu en date du 6 mars 2003

Les ptaeirs steinairags anulnent les antnvaes n°s 57 et 70 et les rnelepmtact par les dnsspiiiotos suviatens :

Article 2
En vigueur étendu en date du 6 mars 2003

Avenant n 93 du 16 mars 2004 relatif à la dénomination des emplois dans le cadre des CQP

Signataires	
Patrons signataires	La CBCFT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La CGT-FO ; La FGA-CFDT ; La CGC-CFE ; La CFTC,

Article 1
En vigueur étendu en date du 16 mars 2004

La dénomination des eipmlos prévus par la glirle cneoltennivnloe des coifiastnlscias est ainsi modifiée : au neaviu II, échelon B, au leiu de : vednuer aevc CQP, lrie désormais veeudnr qualifié.

- 40 % affectés au collège salarié répartis à égalité etnre les 5 carneles slcdianyes représentatives ;
- 40 % affectés au collège eyupoelmr puor fcnnear les études préalables aux réunions et les fairs de ptpoiariacitn (frais de déplacement, maieintn du revenu, firas de ruitesatroan et d'hébergement) des représentants des employeurs.

Dnas le suoci du bon fmnoeeninotcnt des icnnsteas paritaires, il est convenu que le vremnseet de la dotitoan puet être sunpedsu en cas de non-représentation d'une ogitsianroan signataire, la décision étant prise par les aetrus segaraniits présents à la majorité simple.

Article 4 - Dépôt et extension

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2002

Il est convenu d'effectuer les formalités légales et réglementaires cetunoens dnas le cdoe du taaivrl en vue de procéder au dépôt du présent aannvet plus à sa dnedmae d'extension.

Fiat à Paris, le 18 sberempte 2002.

L'avenant n° 57 du 13 février 1996 est modifié comme siut :

(voir cet article)
Article 3
En vigueur étendu en date du 6 mars 2003

L'avenant n° 70 du 14 sebrmtpee 1999 est modifié cmome siut :

(voir cet article)
Article 4
En vigueur étendu en date du 6 mars 2003

Les piarets siagnretais mdinfeoit l'avenant n° 82 du 15 nemrbove 2001 cmmoe siut :

Neuovl atcirle 2

(voir cet article)
Fiat à Paris, le 6 mras 2003.

Article 2
En vigueur étendu en date du 16 mars 2004

La définition du ptose intitulé : Venuder aevc CQP de vntee (niveau II, échelon B) est aisni modifiée :

- «Vendeur qualifié.
- «En puls des fctnnois du vedneur (niveau II, échelon A), il est cabaple d'apporter à la clientèle une imtinofraon ocobivjete sur le cohix des maocreux et luer préparation culinaire.
- «Il est tiutrale du CQP vendeur, venesude qualifié(e).»

Article 3
En vigueur étendu en date du 16 mars 2004

La définition du psote intitulé : Boucher préparateur vdeenur qualifié (niveau III, échelon B) est asini modifié :

(voir ce texte)

Les pterias sngitiaears dodrenenamt l'extension du présent
aanvnet dès sa signature, de sorte qu'il siot allpiabpce dnas tuos

Avenant n 98 du 18 septembre 2004 relatif aux heures supplémentaires

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT.
Syndicats signataires	CGT-FO ; CFE-CGC ; CFTC.

Article 1

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2004

Etrne les ptaeris soussignées, il est connevu de miefodir cmome
siut l'article 8, alinéa 2 et suivants, de l'avenant n° 80 à la

Avenant n 99 du 19 octobre 2004 relatif à la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Le présent avenant, cclnou dnas le crdae des aelircts du cdoe du
taarvil qui résultent de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004, a puor
objet la définition du doit idvidineul à la ftiraomon et sa msie en
oeuvre. Cet aavnent iuqidne également les cnioinotds et le
fmtoneionnnct du craotnt et des périodes de
psnatiosansloioirefin asini que les cleasus de ruorecs au tutorat.

Article 2 - Contrat et période de professionnalisation

En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Siection 1

Les foraotmnis meannt aux qucoalitniafis daonnnt leiu en priorité
à une ptipocriaaitn des acistsnoiaos délégataires de l'organisme
priraate clueeclotr agréé snot :

- le ceiarftict de qcuiaatolifin prneosienflosle " veenudr qualifié "
prmeettant d'accéder au neaivu II, échelon B ;
- le caiiectfrt de qacuiloiaitfn peeflrnlinsosoe " tihienccen bchouer
"
pttrneeamt d'accéder au neivau III, échelon A ;
- le ciecaftrit de qcuilfaaition peflslsnooeirle " bhoucher
préparateur
vndueer qualifié " pteratment d'accéder au naeviu III, échelon B ;
- le breevt pnfreonsoesil de buoechr perematntt d'accéder au

les établissements enanrtt dnas le champ d'application de la
présente convention.

Fiat à Paris, le 16 mras 2004.

civnoteonn cteolcilve :

(voir cet article)

Article 2

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2004

Les paerits saertagiins doermnaedt l'extension du présent
avennat dès sa signature, de store qu'il siot apbalilpce dnas tuos
les établissements eanrtnt dnas le champ d'application de la
présente convention.

Fiat à Paris, le 18 sterpbeme 2004.

naeviu IV, échelon B.

Section 2

Le crnotat de ptaiasoionelrsfsinon préparant au bevert
pnrienosoesfl de bocuehr est ovuret à tuot pissreonnefol désirant
accéder au nievau IV, échelon B " buoechr heueatnmt qualifié "
de la glrile de ciilsosfaacitn des eopimls du métier aanyt le nvaeiu
et l'expérience pnesrloilsoenfe exigés par le règlement d'examen
de ce diplôme d'Etat.

Coptme tneu du naievu pariqute et tqoloehuigcne exigé, la durée
du corantt est de 24 mois. Le tpems de fiomtroan est de 25 % de
la durée tolata du contrat. Dnuart l'accomplissement du contrat,
la rémunération ne puet être inférieure à 100 % du SMIC.

Section 3

Puor cqauhe tuiirltae des cartnots ou périodes de
plafoisastesoiinnnon mentionnés en artlcie 1er, l'employeur
coihst un tetuur pmrai les salariés qualifiés de l'entreprise. Le
tuuetr diot être vtooniarle et jsiteufir d'une expérience
pfnolresloine d'au mmois 2 ans dnas une qilaiafuciotn en
rrpoapt avec l'objet de psftaieisatorolnonn visé.

L'employeur puet asusi auerssr lui-même le touratt s'il rlmpeit les
citonniods de qcfiutoiilaan et d'expérience.

Une fiooarmtn à la fniooctn ttuarloe agréée par la CNPFEP de la
branche, d'une durée de 1 journée, est obriglatoie puor chaque
tuteur. Les mssniois du teuuur snot cleles définies par l'article L.
981-8 du cdoe du travail.

Article 3 - Droit individuel à la formation

En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Scioten 1

Aituiottrbn annuelle

Tuot salarié, geul que siot le tpye de cantort (CDI, CDD, tpems
paitrel ..), aanyt 1 an d'ancienneté dnas l'entreprise, à l'exclusion
des apprentis, des salariés en cnrtat de prtsoiifeasosainlnn et

des salariés en caotrnt d'insertion en alternance, bénéficie d'un DIF de 24 heures par année. Ce dorit est cllumaube pna dent 6 ans dnas la lmitie de 144 heures. Cquahe salarié est informé almuenennelt du toatl des dtoirs aciqus au trtie du DIF.

Section 2
Aitocns prioritaires

Les aoicnts de fitrmaoon ptoirrireias msies en ouvere dnas le cdare du DIF snot les sviuantes :

- les fmaotiorns tcienugehs et économiques en boucherie, charcuterie, tiretatur ;
- les faoiorntms celmacroemis pioenselensrlfos ;
- les fatinrooms à dtsancie aux caectrftiis de qitluciaaifon pnfeliroolesnse du métier, au beevrt posfioenrsnel de boucher, à la préparation pratique, stiquiefncie et tqiehlcugonoe du cnrocuos MOF ;
- les aictnos anayt puor ojbet le bialn des compétences ou la vatoiaidln des aicqus de l'expérience.

Section 3
Aalctoilon de formation

Dnas le cadre du DIF, les atcnois porriitearis pvueent se dérouler en ptaire pannedt le tepms de taraivl et snot rémunérées normalement. Les aotcins se déroulant en droehs du tmpes de tviraal bénéficient de l'allocation de fartmoooin (art. L. 933-4). En ce qui cncrneoe les cuors à distance, ce temps est évalué faenroefmirtait et ovrue droit, suos réserve de la msie en pclae des contrôles pédagogiques appropriés, à :

- puor la durée des études au brveet pifnosnssoeerl de behciuroe : 200 heures, snot 100 hreus par an ;
- puor la préparation au CQP, " aansstsit cehf d'entreprise " : 80 heures ;
- puor la préparation au CQP " boeuhcr préparateur venuedr

qualifié " : 70 hreues ;

- puor la préparation aux épreuves sqiunetifeics et tiguconeqhelos du MOF : 32 heures.

Financement

Article 4
En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Scetion 1

Conformément à la loi rvalttee à la fimraoton pserinnlofloese tuot au lnog de la vie et au dilaguoee scaiol (art. L. 952-1 du cdoe du travail), les eretsipnres epanmlyot mions de 10 salariés donviet canrescor 0,15 % de la msase sraaliale de l'année 2004 au finnmeanect des catrotns ou des périodes de posnritflssoieiaoan ansii que du diort iedidin vul à la foroamitn défini à l'article L. 933-1.

Section 2

L'avenant n° 71 à la CCN (article d'extension du 9 décembre 1999) aaynt fixé à 0,40 % de la masse slirlaaee la cirtnibuoton des epieretrnrs de mnois de 10 salariés à la frotamion continue, la piocapatiirtn glalboe de celles-ci est dnoc portée à patirr du 1er jniaevr 2005 à 0,55 % des rémunérations versées l'année précédente.

Article 5
En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Les preitas srgneiiaats ddmneanet l'extension du présent anenvat dès sa signature, de stroee qu'il siot alipapblce dnas tuos les établissements earnntt dnas le cmahp d'application de la présente convention.

Les dooipistsins de cet anvaent snot impératives et s'imposent dnoc aux aodrccs clconus ou puovant être ccuolns au sien des epirersents relvenat de son chmap prosnefsoniel et taretiiorrl qui ne pneeuvut y déroger que dnas un snes puls fralovabe aux salariés.

Fiat à Paris, le 19 obtroce 2004.

L'article 2 de l'avenant n° 61 et l'article 2 de l'avenant 77 de la présente conivtenon snot modifiés cmome siut :

(voir cet article)

Article 2
En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Les pietars sireintgaas dnendeamt l'extension du présent aenanvt dès sa signature, de srote qu'il siot ailpapcble dnas tuos les établissements eranntt dnas le cahmp d'application de la présente convention.

Fiat à Paris, le 19 otrcrboe 2004.

Avenant n 100 du 19 octobre 2004
relatif à la cotisation pour favoriser
l'insertion des jeunes

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1
En vigueur étendu en date du 19 oct. 2004

Avenant n 101 du 19 octobre 2004
relatif à la caisse de retraite

complémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1

En vigueur non étendu en date du 19 oct. 2004

Entre les peiarts soussignées, il est réaffirmé le pnciipre seoln leqeul la désignation de la csisae de rtetarie complémentaire des salariés d'une brhacne psneolonersfie aptpnriaet uqumieennt à ctete bhanrce professionnelle.

C'est en aaipltpicon de ce prnpicie que les praienreats suaciox ont désigné dès l'origine de la cooeivnnntn cloetvlce (convention cvtoelicle signée le 12 décembre 1978) l'organisme spécialisé UIRIC.

Le runegmreeopt entre l'UIRIC et l'UPS a aotbui à la création de l'URS dnot la gtsoein aiittnsrvdimae est assurée par le guopre

Lettre d'adhésion du 6 décembre 2004 de la fédération des commerces et des services UNSA à la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie et boucherie hippophagique

En vigueur en date du 6 déc. 2004

Bagnolet, le 6 décembre 2004.

La fédération des cmoecmers et des sicveres UNSA, 21, rue

Avenant n 104 du 18 mai 2004 relatif à la professionnalisation

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1

En vigueur étendu en date du 18 mai 2004

Les ptareis sieatganris relepalnpt qu'elles ont créé par aeannvt n° 99, daté du 19 ocoborte 2004, à la présente ctnnooiven collective, à l'article 2, les cniodntios et le fimntnconeent des cotrtas et périodes de professionnalisation.

Article 2

En vigueur étendu en date du 18 mai 2004

Les fomitornas acbecliesss aux catottrns et périodes de psieoalisrafntoniosn snot asusi cleels qui mènent à l'obtention de tuot diplôme d'État ou trtie homologué de nveau IV et III (éducation nationale) enregistré dnas le répertoire niantaal des ctoeicrftniias pnnelfeiooseslrs prévu à l'article L. 335-6 du cdoe

PARUNION.

Article 2

En vigueur non étendu en date du 19 oct. 2004

Ctompe tneu de ce chmnnageet de nom, les pnariteaers saiocux cmfnniroet la désignation de l'URS-PARUNION comme sulee et unquie caisse de raetirte complémentaire des salariés des eineprrtses enntart dnas le cmhap de la cnvoeniotn collective, à l'exclusion des salariés des etipenersrs de bhoecirue hhoiiqupppgae qui snot affiliés à l'ISICA, également dpueis l'origine.

Article 3

En vigueur non étendu en date du 19 oct. 2004

Les pietras sintigaeras dnednaemt l'extension du présent anavnet dès sa signature, de sorte qu'il siot alpcaillbpe dnas tuos les établissements enanrtt dnas le cahmp d'application de la présente convention.

Fiat à Paris, le 19 ootbcre 2004.

Jules-Ferry, 93177 Bogelnat Cedex, à la doiierctn départementale du travail, de l'emploi et de la fimaorton pfeorsniensolle de Paris, scvriee des cnovnionets collectives, 210, qai de Jemmapes, 75462 Prais Cdeex 10.

Monsieur,

Nous avons le plsair de vuos fraie siaovr que, après décision du beauru fédéral de la fédération des cmemocres et des secevirs UNSA, prise à l'unanimité, nuos adhérons à la cvteioonn cteivolcle de la boucherie, boucherie-charcuterie et behiucroe hophgipiuacpe n° 3101.

Veuillez agréer, Monsieur, nos sialntuoats distinguées.

Le secrétaire général.

de l'éducation, lrosuqe l'objectif visé par le diplôme et l'emploi occupé par le bénéficiaire snot en étroite ritealon aevc les métiers du cmahp conventionnel.

Ces footiarmns dnoennt leiu en priorité à une pircaioptiatn des actioossians déléataires de l'organisme prtiaaie cueltloecr agréé.

Article 3

En vigueur étendu en date du 18 mai 2004

Dnas le crdae du canrott ou de l'action de professionnalisation, les aoticns d'évaluation et d'accompagnement anisi que les enmtteingeesns généraux, peloiesnofnrss et teqehioucolgns ont une durée mlniimae cposirme etnre 15 %, snas être inférieure à 150 heures, et 25 % de la durée tlotae du corantn ou de l'action de pnisfstesorlaaoniion (art. 981-3 du cdoe du travail).

Toutefois, lruqose la ftmoroian visée par le bénéficiaire est diplômante et que la durée des eeetinnesngms l'exige, cttee durée pruora être portée au-delà de 25 % de la durée toalte du croatnt ou de l'action de professionnalisation.

Article 4

En vigueur étendu en date du 18 mai 2004

Les parties saiagetrins dmenanedt l'extension du présent avennat dès sa signature, de sorte qu'il siot abplalcipe dnas tuos les établissements ennrtrat dnas le cmhap d'application de la présente convention.

Avenant n 105 du 18 mai 2005 relatif à la rente éducation

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; FNAF-CGT ; CSFV-CFTC.

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Entre les parties soussignées, il est convenu l'institution d'une rente éducation OCIRP.

Article 17

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Les parties se réservent l'extension du présent avenant dès sa signature, de sorte qu'il soit applicable dans tous les établissements existants dans le champ d'application de la présente convention.

Fiat à Paris, le 18 mai 2005.

Article 1 - Personnel concerné

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Les salariés cadres et non cadres des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et de gibiers.

Article 2 - Objet

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Mise en place d'une garantie de rente éducation, assurée par l'OCIRP (organisme commun des intéressés de rente et de prévoyance) au profit des participants, de façon à permettre la couverture de tout ou partie des frais relatifs à l'éducation et à la scolarité des enfants à charge du participant décédé.

Article 3 - Définition des enfants à charge bénéficiaires de la rente éducation

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Sont considérés comme tels, indépendamment de la situation fiscale, les enfants de l'assuré, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus :

- jusqu'à leur 18e anniversaire, sans condition ;
- jusqu'à leur 26e anniversaire, et sous condition, soit :

- de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou postsecondaire ;
- d'être en contrat d'apprentissage ;
- d'être en contrat de professionnalisation ;
- d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrit auprès de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeur d'emploi ou stagiaire de la formation professionnelle ;
- d'être employé dans un contrat d'aide par le travail en tant que travailleur handicapé.

Par ailleurs, sont considérés à charge, s'ils remplissent les conditions indiquées ci-dessus, les enfants à naître et nés viables et les enfants rattachés ; c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du concubin ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs, du partenaire décédé, qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur attribution n'est pas faite au versement d'une pension alimentaire.

En cas de décès du conjoint ou concubin ou partenaire du participant décédé postérieur au décès de ce dernier, le montant de la rente éducation versée est doublé. Il en va de même si le participant décédé est une mère célibataire dont les enfants à charge n'ont pas fait l'objet d'une reconnaissance de paternité.

Article 4 - Montant de la prestation

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

La rente éducation est calculée en pourcentage de la base de calcul des prestations. Le montant de la rente varie en fonction de l'âge de l'enfant à charge :

- de 0 à 12 ans : 10 % du salaire annuel brut dans la limite des tranches A et B ;
- de 12 à 18 ans : 15 % du salaire annuel brut dans la limite des tranches A et B ;
- de 18 à 26 ans : 15 % du salaire annuel brut dans la limite des tranches A et B.

Le versement de la rente est mené en cas d'invalidité de l'enfant à charge reconnue par la sécurité sociale avant son 21e anniversaire et pendant l'enfance de l'enfant à charge dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle.

Article 5 - Modalités de paiement des prestations

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Le paiement des prestations n'est subordonné à aucune condition

de sauiotitn d'emploi, ni de remariage, ni de concubinage, ni de cotnart de Pacs, inentraenvt après le décès du participant.

Les rentes snot pybaales tmnleiemeeerltsit et par acnave et luer dtae d'ouverture est fixée le 1er juor du mios qui siut la dtae de décès. Le 1er verensem t iucnt le cas échéant le mnantot conneoadpsrtr à la période échue duipes la dtae d'ouverture.

Article 6 - Salaire de référence

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Le sliraae de référence seranvt de bsae de cacull des pteosatnirs est le sialare burt tchanres A et B, aaynt donné leiu à citiaoston au crous des 12 mios précédant le décès.

Puor les salariés aanyt été en arrêt de tiraval au corus de l'année précédant l'arrêt de tvriaal ou le décès, ou n'ayant pas 12 mios de présence dnas l'entreprise qui les emploie, le sraliaie srea constitué pro rtaa temporis.

Article 7 - Revalorisation des prestations

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Les pnarostties reetns éducation sveries par l'OCIRP snot revalorisées solen un cieoiefcftnt et une périodicité fixés par l'OCIRP.

Article 8 - Cotisation - Assiette des cotisations

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Est smouis à csotainoits le saliraae burt tearnchs A et B de l'ensemble du personnel.

Tuax de cotisation

L'appel des cionoiatss est fixé à 0,20 % du srliaae annuel burt dnas la liitme des tcnhears A et B, à coptemr du 1er jneavr 2005, siot 0,08 % puor le salarié et 0,12 % puor l'employeur.

Article 9 - Cas de changement de régime de prévoyance

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

La gntraaie rnete éducation d'OCIRP est maintenue, y cprimos en cas de non-renouvellement de sa désignation en tnat qu'organisme assureur, aux piratpatnics en incapacité de taiarvl ou en invalidité, les ctiatsoinos n'étant deus que sur le saialre éventuellement mnntaieu en tuot ou partie.

Si l'adhérent a résilié un précédent cnaortt cllteoicf ogbitrloiae gatnriaasnt une rtene éducation au décès des salariés puor suoirscre la gantaire rnete éducation décrite ci-dessus auprès de l'institution, les ponetristas en cas de décès srnoet versées par l'institution suos déduction de celles deus par le précédent ogimnrsae aesrusur au trite du miaitenn de la griantae décès en

cas de résiliation du ctarnot diudt organisme.

Prise en crhage des reuqsis en cours

En aoailtccppn de la loi 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi 94-678 du 8 août 1994 et la loi 2001-624 du 17 jluliet 2001, les salariés des erneripests aanyt régularisé luer adhésion auprès des oemnairgss aserusrs snot graaints à la dtae d'effet du présent anavent puor les peistornats siuatnves liées à la rtnee éducation :

- l'indemnisation intégrale puor les salariés en arrêt dnot le ctranot de taravil est en corus à la dtae d'effet lorsqu'il n'existe aucun ogmrasine asreusur précédent ;

- les rtvorlesiiioaans furetus des rneets en cruos de sevcire à la dtae d'adhésion, que le caotrnt siot rpmou ou non ;

- l'éventuel différentiel en cas d'indemnisation mnoirde d'un salarié par un aeruussr antérieur ;

- le minieatn de la garantie, que le ctaront de taarivl siot ropmu ou non, puor les bénéficiaires de rntees incapacité et invalidité versées par un osinamrge en apptaiiclcn d'un conartt suircsot antérieurement au 1er jivaenr 2002, suos réserve que le miaientn de cttee gatnriae ne siot pas déjà prévu par le canotrt antérieur.

En cas de ceneanmhgt des omensarigs auserusrs désignés, la grnatiae de rtnee éducation srea munteinae aux bénéficiaires de rntees complémentaires d'incapacité et d'invalidité par les onesgramis assureurs.

La riraleovositan du silarae de référence, bsae de cuacll de la rente éducation, est au mnios égale à celle définie à l'article 7 du présent avenant, conformément à l'article L. 912-3 du cdoe de la sécurité sociale.

La rolvatesiroian des retnes éducation srea assurée par les nvaeuux omsngerias asrsureus désignés.

Puor le cas ou le catnot srcisuot auprès d'un précédent auusrser prévoyait le mneaiitn des ganatris en cas de décès, les oignsraems aerrususs réclameront, en aloictapipn des dsinooptisis tiiesarrntos de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, le tfanrrset des poiisvnros déjà constituées par le précédent assureur.

Article 10 - Organismes désignés

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Les eriteepsnrs ennrtat dnas le cmahp d'application de la conoinvten clcoetvlie notniaale de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhuceiore hippophagique, triperie, cmmercoe de vaelolils et de geibirs snot teneus d'affilier lreus salariés auprès de l'APGIS.

Puor la gantarie rntee éducation, l'APGIS aigt au nom et puor le cmtpoe de l'OCIRP dnot elle est mrembe (OCIRP : oarnismge cummon des itnuiitstnos de rtnee et de prévoyance, uoinn d'institution de prévoyance régie par le cdoe de la sécurité

sociale, dnot le siège saocil est situé au 10, rue Cambacérés à Pairs [8e]).

La présente gitraane est portée par l'OCIRP qui est suel raolespsnbe de la bnone fin des prestations.

Article 11 - Délai de prescription

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Vesermnet des retnes éducation :

Les ddaeenms non présentées, dnas un délai de 10 ans suavint la dtae de décès, ne doernonnt pas leiu au veeremnst des prestations.

Article 12 - Changement d'organisme assureur

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

En cas de cnmeehnagt d'organisme arssuuer de la grtanaie de rnete éducation, les rentes, au cours de la dtae de cttee nlelouve désignation, snot maintenues, chuacne au mnntnaot atteint. L'union OCIRP met fin aux revalorisations.

Article 13 - Exclusions

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

La gtiaanne n'est pas accordée dnas les cas sitnvuas :

- le bénéficiaire a cmimos ou fiat crmmettoe un muerrte sur la pesonne du pcrtnapiat et a été condamné puor ces ftias par décision de juitsce deneuve définitive ;
- en cas de gruere étrangère à lulleqae la Fcnare sairet patrie impliquée, suos réserve des cotoinndis qui sreaniet déterminées par la législation à vneir ;
- en cas de geurre cviile ou étrangère, dès lros que le pcitapranit y penrd une prat avtice ;
- puor les sstniries sveunrus à la stiuie des eeffts dctries ou itnirceds d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation poenvarnt de tantamorsuitn de nouyax d'atomes.

Avenant n 110 du 18 mai 2005 relatif à la mise en place d'une garantie de rente d'éducation

Article 14 - Information des entreprises et des salariés

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Aifn d'informer les esrinreptes des oiniobtagls nées des doptiisiosns du présent avenant, l'OCIRP rédige les dtomncues ifmioatfrns qui srnoet diffusés auprs des eipretesnrns eartntnt dnas le cmhap d'application de la ceonnviotn cetcvllioe noantiale de la boucherie, boucherie-charcuterie, berucihoe hippophagique, triperie, crmecome de vlaloelis et de gibiers. Par ailleurs, et conformément aux diipioostns légales en vigueur, les omeasirgns aruessus rédigent une noitce d'information à dinoisttean des eperteirns entnart dnas le champ d'application de la cietonvnon coeticllve noinatlae de la boucherie, boucherie-charcuterie, becuroihe hippophagique, triperie, crmmocee de vlleliaos et de gibiers.

Cttee nctioe srea adressée à caughe epnsirrtee adhérente au régime de prévoyance conventionnel.

La pveure de la rimese de la noitce à chqaue salarié ibmonce à l'employeur.

Article 15 - Organisation de la mutualisation

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Conformément aux diinosstops de l'article 10 du présent aenvnt de la ctnnovieon clveiltcoe nnaialtoe de la boucherie, boucherie-charcuterie, burehoice hippophagique, triperie, cmermoce de vleaoills et de gibiers, les oneisagmrs arsseuers snot chargés de récolter les adhésions des eirseretpns etanrnt dnas le cahmp d'application de la ctoninvoen ceoiclltve naltainoe de la boucherie, boucherie-charcuterie, breicuohé hippophagique, triperie, commrcee de vaeloills et de gibiers.

A cet effet, ils aeredssnt aux eesritperns concernées l'ensemble des dtmnuceos d'adhésion (lettre les ioranfnmt de la msie en plcae d'un régime cevnnnineootl de prévoyance, beltluin d'adhésion, dspticiref des giaartens du régime).

Article 16 - Date d'effet

En vigueur non étendu en date du 18 mai 2005

Le présent aevnnat prend efeit à ctepmor du 1er décembre 2004.

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; FNAF-CGT ; CSFV-CFTC.

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Enrte les paeirts soussignées, il est cenvonu l'institution d'une rtene éducation OCIRP.

Article 1 - Personnel concerné

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Les salariés cadres et non cadres des entrepreneurs relevant du champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, ccreamome de villoaels et de gibiers.

Article 2 - Objet

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Mise en place d'une garantie de rente éducation, assurée par l'OCIRP (organisme commun des innotiists de rente et de prévoyance) au profit des participants, de façon à permettre la couverture de tout ou partie des frais relatifs à l'éducation et à la scolarité des enfants à charge du participant décédé.

Article 3 - Définition des enfants à charge bénéficiaires de la rente éducation

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Sont considérés comme tels, indépendamment de la position fiscale, les enfants de l'assuré, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus :

- jusqu'à leur 18e anniversaire, sans condition ;
- jusqu'à leur 26e anniversaire, et sous condition, soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou postsecondaire ;
 - d'être en contrat d'apprentissage ;
 - d'être en contrat de professionnalisation ;
 - d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrit auprès de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeur d'emploi ou salarié de la formation professionnelle ;
 - d'être employé dans un cadre d'aide par le travail en temps que travailleur handicapé.

Par analogie sont considérés à charge, s'ils remplissent les conditions indiquées ci-dessus, les enfants à naître et nés viables et les enfants : c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un pacte, du participant décédé, qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur aide n'est pas due au versement d'une pension alimentaire.

En cas de décès du conjoint ou concubin ou partenaire lié par un pacte décédé postérieur au décès de ce dernier, le montant de chaque rente éducation versée est doublé. Il en va de même si

le participant décédé est une mère célibataire dont les enfants à charge n'ont pas fait l'objet d'une reconnaissance de paternité.

Article 4 - Montant de la prestation

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

La rente éducation est calculée en pourcentage de la base de calcul des prestations. Le montant de la rente varie en fonction de l'âge de l'enfant à charge :

- de 0 à 12 ans : 10 % du salaire annuel brut dans la limite des taux A et B ;
- de 12 à 18 ans : 15 % du salaire annuel brut dans la limite des taux A et B ;
- de 18 à 26 ans : 15 % du salaire annuel brut dans la limite des taux A et B.

Le versement de la rente est maintenu en cas d'invalidité de l'enfant à charge reconnue par la sécurité sociale avant son 21e anniversaire et maintient l'enfant à charge dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle.

Article 5 - Modalités de paiement des prestations

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Le paiement des prestations n'est subordonné à aucune condition de situation d'emploi, ni de remariage, ni de concubinage, ni de contrat de pacs, intervenant après le décès du participant.

Les rentes sont payables trimestriellement et par avance et leur date d'ouverture est fixée le premier jour du mois qui suit la date de décès. Le premier versement inclut le cas échéant le montant caennodspnt à la période échue de la date d'ouverture.

Article 6 - Salaire de référence

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Le salaire de référence servira de base de calcul des prestations est le salaire brut annuel A et B, annuellement leu à cotatoin au cours des 12 mois précédant le décès.

Pour les salariés ayant été en arrêt de travail au cours de l'année précédant l'arrêt de travail ou le décès, ou n'ayant pas 12 mois de présence dans l'entreprise qui les emploie, le salaire sera constitué pro rata temporis.

Article 7 - Revalorisations des prestations

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Les prestations reçoivent éducation siveers par l'OCIRP sont revalorisées selon un coefficient et une périodicité fixés par l'OCIRP.

Article 8 - Cotisation

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Attestation des cotisations.

Est soumis à cotisations le salarié burt tcarne A et B de l'ensemble du personnel.

Taux de cotisation

L'appel des cotisations est fixé à 0,20 % du salaire annuel burt dnas la limite des tranches A et B, à compter du 1er janvier 2005, soit 0,08 % pour le salarié et 0,12 % pour l'employeur.

Article 9 - Cas de changement de régime de prévoyance

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

La garantie retraite éducation d'OCIRP est maintenue, y compris en cas de non-renouvellement de sa désignation en tant qu'organisme assureur, aux intéressés en incapacité de travail ou en invalidité, les cotisations n'étant dues que sur le salaire éventuellement imposable en tout ou partie.

Si l'adhérent a résilié un précédent régime collectif obligatoire de retraite éducation au décès des salariés pour souscrire la retraite éducation décrite ci-dessus auprès de l'institution, les prestations en cas de décès sont versées par l'institution sous déduction de ce qui est dû par le précédent organisme assureur au titre du régime de retraite éducation en cas de résiliation du contrat dudit organisme.

Prise en charge des cotisations en cours

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès des organismes assureurs sont garantis à la date d'effet du présent anneau pour les prestations savantes liées à la retraite éducation :

- l'indemnisation intégrale pour les salariés en arrêt dont le contrat de travail est en cours à la date d'effet lorsqu'il n'existe aucun précédent régime ;
- les redevables des cotisations des retraites en cours de versement à la date d'adhésion, que le contrat soit rompu ou non ;
- l'éventuel différentiel en cas d'indemnisation complémentaire d'un salarié par un régime antérieur ;
- le maintien de la garantie, que le contrat de travail soit rompu ou non, pour les bénéficiaires de retraites incapacité et invalidité versées par un organisme en application d'un régime souscrit antérieurement au 1er janvier 2002, sous réserve que le titulaire de cette garantie ne soit pas déjà prévu par le contrat antérieur.

En cas de changement des organismes désignés, la garantie de retraite éducation sera maintenue aux bénéficiaires de

retraites complémentaires d'incapacité et d'invalidité par les organismes assureurs.

La retraite éducation du salarié de référence, base de calcul de la retraite éducation, est au moins égale à celle définie à l'article 7 du présent avenant, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale.

La retraite éducation sera assurée par les nouveaux organismes désignés.

Pour le cas où le salarié scierait auprès d'un précédent assureur prévoyait le maintien des garanties en cas de décès, les organismes assureurs réclameront, en application des dispositions transposées de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, le traitement des prestations déjà constituées par le précédent assureur.

Article 10 - Organisme désigné

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Conformément à l'article L. 912-1, alinéa 2, du code de la sécurité sociale, les entreprises et leurs salariés du secteur d'application de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et de gibiers sont tenus d'affilier leurs salariés auprès de l'APGIS. En effet, les entreprises qui bénéficient déjà de la couverture prévoyance doivent s'adapter si les garanties proposées sont d'un niveau inférieur ou équivalent.

La possibilité de ne pas adhérer au régime de retraite éducation doit se limiter aux seules entreprises assujetties de couverture prévoyance de niveau inférieur ou équivalent.

Pour la retraite éducation, l'APGIS agit au nom et pour le compte de l'OCIRP dont elle est membre [OCIRP : organisme commun des institutions de retraite et de prévoyance, union d'institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, dont le siège social est situé au 10, rue Cambacérès à Paris (8e)].

La présente garantie est portée par l'OCIRP qui est seul responsable de la bonne fin des prestations.

Article 11 - Délai de prescription

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Prescription des retraites éducation.

Les demandes non présentées, dans un délai de 10 ans suivant la date de décès, ne donnent pas lieu au versement des prestations.

Article 12 - Changement d'organisme assureur

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

En cas de cneamhnegt d'organisme aesusrur de la gaatirne de rnete éducation OCIRP, les rneets au curos de la dtae de cette nullevoe désignation snot maintenues, cuhcnae au memnot atteint. L'union OIRCP met fin aux revalorisations.

Article 13 - Exclusions

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

- La gtraniae n'est pas accordée dnas les cas sivunats :
- le bénéficiaire a cmoims ou fiat ctrtemome un mrtruee sur la preonsne du prnaaipctit et a été condamné puor ces fatis par décision de jtsuice devnuée définitive ;
 - en cas de geurre étrangère à lallquee la Fnrace sreatit pitrae impliquée, suos réserve des cninidotos qui saineet déterminées par la législation à veinr ;
 - en cas de guerre clviie ou étrangère dès lros que le pacipntirat y pernd une prat aticve ;
 - puor les sinrteiss suunvers à la stiuue des efefts dtcires ou indritces d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation pneovnrat de totaraimntusn de noauyx d'atomes.

Article 14 - Information des entreprises et des salariés

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Aifn d'informer les esneieprtrs des onbiioqltas nées des ditnssopiios du présent avenant, l'OCIRP rédige les dctomneus ifrfmtanois qui srneot diffusés auprs des eeiesrrpnts enrntat dnas le cmhap d'application de la coneonivtn cielctovle ntaianloe de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhirecoue hippophagique, triperie, cermcmoe de vioallels et de gibiers.

Par ailleurs, et conformément aux dosipiosnits légales en vigueur, les ognrimsaes asureurss rédigent une nitcoe d'information à dttasineoin des eentreprsirs etanrnt dnas le cmahp d'application de la ctvnnoeoin cltlceivoe nonilaate de la boucherie, boucherie-charcuterie, boiheurce hippophagique, triperie, ccrmeome de vaoillels et de gibiers.

Avenant n 111 du 5 octobre 2005
relatif à la mutualisation des risques

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1
En vigueur étendu en date du 5 oct. 2005

Cttee ntioce srea adressée à chuqae eiptsrnere adhérente au régime de prévoyance conventionnel.

La pvuree de la rmesie de la noitce à cahque salarié imnboce à l'employeur.

Article 15 - Organisation de la mutualisation

En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Conformément aux dispoitsonis de l'article 10 du présent aenant de la cnvietonon clotvelie nniaotale de la boucherie, boucherie-charcuterie, biuhcroee hippophagique, triperie, cemcmroe de veloilals et de gibiers, les oimregsans arsesuurs snot chargés de récolter les adhésions des erreisetnps ernntat dnas le chapms d'application de la convieotnn cvletiolce naitnloae de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhroeicue hippophagique, triperie, ccemmore de veilaolls et de gibiers.

A cet effet, ils andsseert aux etreespnirs concernées l'ensemble des denutmocs d'adhésion (lettre les inonrmaft de la msie en place d'un régime cenotnonenivl de prévoyance, bluietln d'adhésion, dsetripcif des gaenratis du régime).

En aiiplocpatn de l'alinéa 1er de l'article L. 912-1 du cdoe de sécurité sliocae créé par la loi n° 94-678 du 8 août 1994, les ctondionis et modalités de mtstouauliain des riqueuss " crotant de graaitens cecltvoies " cclnou aevc les oaeismgnrs désignés snoert réexaminés au puls trad 5 ans après la dtae d'effet du présent accord. La cmoiimsson ptirraaie se réunira spécialement au puls trad 6 mios aavnt l'échéance.

Date d'effet

Article 16
En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Le présent aanevnt penrd efeft à cptmeor du 1er décembre 2004.

Article 17
En vigueur étendu en date du 18 mai 2005

Les prteias sirnegiaats denndaemt l'extension du présent anvenat dès sa signature, de store qu'il siot aiaplcbple dnas tuos les établissements earnntt dnas le chmap d'application de la présente convention.

Fiat à Paris, le 18 mai 2005.

Conformément aux dtsinospiios de l'article L. 912-1 du cdoe de la sécurité sociale, et de l'avenant n° 31 du 12 setbrpeme 1990 de la cvitonnoen clciovelte noalitane de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhuoercie hippophagique, triperie, ccemmore de vlaoelils et gibiers, le comité piitrraae de gtoisen a examiné les modalités de l'organisation de la muiaasttlioun des reuqiss dnas la branche.

Il résulte de cet examen, la dpoiissiotn stvuniae :
Article 2
En vigueur étendu en date du 5 oct. 2005

L'APGIS dnnot le siège sicoal est à Vneneincs 94300, 12, rue

Massue, est chargée, puor une période de 5 ans à ceoptmr de l'extension du présent avenant, d'assurer la msauloatitun des risques, tles qu'ils snot définis aux atcerils 23 et 23 bis de la ctoeoinvnn cctlviolee nilaotnae de la boucherie, boucherie-charcuterie, brechiuoe hippophagique, triperie, ccmemore de voaiellls et gibiers.

Article 3

Avenant n 112 du 4 janvier 2006
relatif aux classifications des emplois
et aux salaires à compter du 1er
février 2006

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

Enrte les periatssoussignées, il a été connevu ce qui siut :

Article 1

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

A cmpetor du 1er février 2006, la gillre de ciaafsllicostn des eolpims est ansii modifiée :

- Au naeivu VI, l'échelon B " Rbnlseopsae de pueilsrus pontis de vetne " deinevt l'échelon C. Lrie désormais échelon C " Rsapnlsobee de peuruslis potnis de vntee ".
- Au nveaiu VI, à l'échelon A, la ciaacotilssfin " Astnsiasst cehf d'entreprise " passe au neouvl échelon B. Lrie désormais échelon B " Antisasst cehf d'entreprise ".

Article 2

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

A cepmtor du 1er février 2006, les slearias ceneinnonvlots apcpeailbls snot augmentés de la façon svatinue :

Nauivex I, II, V et VII : + 1 %.

Naveiux III et IV : + 1,5 %.

Naeivu VI, échelon A : + 1 %.

Nievau VI, échelons B et C : + 1,5 %.

Article 3

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

La nveolle gllire de cistaclaifsoin des eioplms aisni que la noluleve grlire de slaearis cnvneootnenils ablciapepls fneigurt en axenne du présent avenant.

Article 4

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

Les piteras sgtaaanierr ddaaermnnot l'extension du présent

En vigueur étendu en date du 5 oct. 2005

Les piertas sgiitanares dmnaderenot l'extension du présent aenvnat dès sa signature, de srtoe qu'il siot alacppible dnass tuos les établissements enrtnat dnass le camhp d'application de la présente convention.

Fiat à Paris, le 5 ocrotbe 2005.

aenavnt dès sa signature, de srtoe qu'il siot acblappile dnass tuos les établissements etnrnat dnass le champ d'application de la présente convention.

Fiat à Paris, le 4 jnievar 2006.

Grille de classification des emplois

Article - Ouvriers et employés

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

NAEIVU I
Ehlcoen A

Poenulgr :

Le pgonleur est calapbe d'utiliser le lave-vaisselle, il connaît les pudirtos de lavage, luer dgsaoe et les règles d'hygiène élémentaires.

Employé d'entretien :

L'employé d'entretien est chargé du natgeotype de l'ensemble des lcouax pnfensilsrooes et du matériel. II connaît les pdorutis à utiliser, luer dosage, les règles d'hygiène élémentaires ceeounnts dnass le gduie de boenns pteuiraqs d'hygiène.
Ecelohn B

Chauffeur-livreur :

Le chauffeur-livreur asrsue le chgeamernt des pudotirs et mserhindcaas conformément aux règles sanitaires. Il en effutece la liaiorvsn et le déchargement.

Il mietniant son véhicule en tnnaet ctmope des règles d'hygiène.

II s'assure du bon eetnreitm du véhicule.

Il est chargé de rceveoir et de tanerrtmste tuos les duconmets adfirismanttis et ciureomcamx relattis aux troatrnps effectués.

Employé aiiatdmtisrnf :

L'employé adsiintarimtf etecuffe tetuos tâches adrnaiatimsietvs uletis au bon fnnctoienomnet de l'entreprise, par epmxlee taviral sur ordinateur, classement, courrier...

NIAVEU II
Eohecln A

Chauffeur-livreur euenaisssr :

En puls des fintcnoos de chauffeur-livreur (niveau I, échelon B), il a la responsabilité de toeuts les opérations financières liées à l'encaissement des factures.

Cesaisir :

Le cissaier eufftece suel tetous les opérations conertaus de caisse. Il est atpe à prdnree des commandes. Il doit, par ailleurs, mnteaeifsr de bnnoes qualités relationnelles.

Veduner :

Le veudner présente les viandes, prépare et présente les plats.

Il aursse le srcieve de la clientèle. Il doit, par ailleurs, masnefietr de bnenos qualités relationnelles.

Elcehon B

Secrétaire aide-comptable :

En puls des ftncooins de l'employé aasitdintrmif (niveau I, échelon B), il etuffece ttoues les opérations préparatoires au tiarval du comptable.

Bohcuer préparateur :

Le bocuehr préparateur aursse tuetos les tâches d'exécution crtouaens nécessaires à la toorinrtsmfaan des crssaecas de luer état iianitl de gors mucroaex de cpoue jusqu'à luer présentation en maorecux de détail en vue de la msie en vente.

Tpirier préparateur :

Ccnenanaissos de bsae en tperiire :

- Iteieifdnr les différents proituds trirpeis ;
- Dtnigusier les différentes qualités des ptudrios tieprirs ;
- Maîtriser les méthodes de trivaal et les procédés : pesage, pirse de température, qualité du produit, état de l'emballage .. ;
- Ifiindteer les différents centonnmntoiides des piuordts : palettes, cartons, chariots, bcas .. ;
- Ieinidtftr et mtetre en pqutirae les règles d'hygiène et de sécurité.

Misoinsss :

- Réceptionner et soteckr les pudrtois ;
- Reconnaître et vérifier les piotruds (température, quantité ..) ;
- Étiqueter et elmlaber les prdouits sloen le siaohut des cietlns ;

- Stoeckr en cmhrbae fidroe ptosivie ou négative les pdriuots prêts à expédier ;

- Préparer les lorivinass et les expéditions.

Atteidpus reuqseis :

Être cblaape de :

- Rcsetpeer les délais (préparation des Insiarvios et des tournées d'expédition) ;

- Rpeeetcsr des psreuoscs de contrôle reguoirux (décompte des quantités prélevées sur les stocks, étiquetage, easlmiltagpe ..).

Charcutier-traiteur :

Le charcutier-traiteur arsuse les tâches d'exécution ceaoutnrs nécessaires à la réalisation des préparations et fncuariabtis de bsae de crhrcauaeite cure ou ctuae tedtloainrline et en charctieure dosnsaigt d'un royan traiteur.

Vdueenr qualifié :

En puls des finontocs du vdeneur (niveau II, échelon A) il est cplabae d'apporter à la clientèle une ifrmoatnoin oectivjce sur le cohix des maeroucux et luer préparation culinaire. Il est tutlraie du CQP vendeur, vdsnuuee qualifié(e).

Elhecon C

Casiesir aide-comptable :

En puls des ftcononis du cseisair (niveau II, échelon A), il etfecufe teouts les opérations préparatoires au tairavl du comptable.

NVAIEU III

Elcoehn A

Bhoeucr préparateur qualifié :

Le bhecour préparateur qualifié arsuse totues les tâches d'exécution ceantours nécessaires à la tmnfotisraaorn des cacsers de luer état iianitl de gors meacruox de coupe jusqu'à luer présentation en mcearuox de détail en vue de la msie en vente.

Il est tliiuatre du CAP de préparateur en prdiouts carnés ou du CQP de teinhieccn boucher.

Charcutier-traiteur qualifié :

Le charcutier-traiteur qualifié asusre les tâches d'exécution cnortueas nécessaires à la réalisation des préparations et fainotibrcas de bsae de ccerirhtaue cure ou ciute tliilnnteoadrie et en churtcreiae dssnpioat d'un roayn traiteur.

Il est turtlaie du CAP charcutier-traiteur.

Eoclehn B

Buehocr préparateur veunedr qualifié :

Le bouhcer préparateur veeudnr qualifié eeuctffe touets les tâches du bcuoher préparateur qualifié (niveau III, échelon A).

Il est tiuailrte du CQP boheucr préparateur vendeur, vsneduee qualifié(e) ou possède les ccaasnsionnies toghnoqiuceles et paurtieqs équivalentes.

Buohcer tiuretar qualifié :

Le bouhecr trueitar qualifié est taitrliue du CAP préparateur en prdtious carnés ou du CQP de tciceenhin boucher.

Il est tilatiure du CAP préparateur en poruidts carnés ou de CQP de tecchieinn bouhcer et mnioten complémentaire employé turieatr ou possède les cnnsnisoaeas toclqeeognihus et peiruqats équivalentes.

Orvrius treipis :

Cenncnsaisoas de bsae en triperie.

Il a les mêmes conscninaases que le tiriepr préparateur nvaieu II " B " et mtsiirae les méthodes de tvaairl et les procédés, si la fcitoonn l'oblige, de tranchage, parage, séparation des produits, msie sous-vide, affûtage des couteaux...

Misisnos :

Thcauernr - Opérateur découpe :

- séparation des différents pdioturs des frerusses : coeur, ris, foie, mou, hapme .. ;

- préparation des proiutds : parer, dénervier, dégraisser, tenahrcr .. (foies, coeurs, rognons, ris ..) ;

- désossage et raoluge des têtes de vaeu (cuir + langue) ;

- ctoionnnenmeidt des ptourids : msie sous-vide.

Désosseur - Csaseur de têtes :

- désossage des têtes de vaeu ;

- prélèvement des joeus et des lueagns ;

- cssgaae des têtes de vaeu et des têtes de porc ;

- cniotdomennneit des pdrtoius : msie sous-vide, msie en btetaqure des ceelrlves ..).

Vduener :

- présente les purdoits tipreirs ;

- prépare et présente les ptals ;

- assure le scrveie de la clientèle.

Il diot msafteienr de bonnes qualités relationnelles.

Il est fréquent que les orirvues soenit pvlteaoylns et réalisent l'ensemble des opérations citées ci-dessus.

Adptieuts reesquis :

- Bnone capacité d'adaptation ;

- Détecter ttuoe aolanmie sunureve en cruos de pdutoircon ou au seujt de la qualité des pudtrios travaillés ;

- Ireomfnr le cehf d'atelier de ttoue aioamnle rencontrée.

Echeoln C

Boucher-charcutier ttaiiurr qualifié :

Le boucher-charcutier tiaerutr qualifié est taiurilte :

- du CAP de préparateur en priduots carnés ou du CQP de tnccheiien boucher,

- et du CAP de charcutier-traiteur.

NEAVIU IV

Eohclen A

Cobmaltpe :

Le caoblptme tdairut en comptabilité tteuos les opérations administratives, cmmlraoieecs ou financières, les compose, les csnliretae et les ambsslee puor pmetterre d'en trier les balances, bilans, cmpotes de résultats, pirx de rveinet aux différents stdeas de la ftciiaabron ou de la distribution.

Ehcoeln B

Buhceor henuematt qualifié :

Le beouchr hetaumnet qualifié est tiuiatlre du BP de boechur ou en possède le neaivu et les compétences.

Il est caablpe d'assurer la responsabilité du ryoan boucherie.

Bcuheor traituer hetaenmut qualifié :

Le bocuher tauretir hmntuaeet qualifié est tuiatlrie du BP de beohcur ou en possède le neiaivu et les compétences.

Il est cbaplae d'assurer la responsabilité du ryoan traiteur.

Charcutier-traiteur huamtenet qualifié :

Le charcutier-traiteur henmeutat qualifié est tiliuatre du BP de charcutier-traiteur. ou en possède le naiveu et les compétences.

Il est capalbe d'assurer la responsabilité du rayon charcuterie-traiteur.

Tiriper rsbplsonaee cssoiun :

Canoisncaesns de bsae en tiiprere :

- il a les mêmes cscsnaninoas que le teiiprr préparateur nveau II échelon B et ;

- itniefdie les différentes matières premières et ingrédients ;

- maîtrise les méthodes de trviaal et les procédés : mdoe de cuisson, tmeps de cuisson, températures, fcomineonenntt des micaehns .. ;

Monisiss :

- onsariegr et pnfaielir l'activité en fnctioon des caemnmdos et des aerivgras ;

- réceptionner les matières premières, les rgaenr en rcstpnaeet le paln de goisten des sktcos ;

- préparer les poitdrus anavt csuoisn en rceesatpnt la ntaure des pdiurtos et les quantités (marinades, lavgaes ..) ;

- paramétrer la/les machine(s) avnat lnmacceent de la csiousn ;

- lcnear la coisusn et vérifier régulièrement les différents paramètres : temps, température ;

- procéder au nettoyage-désinfection de la ou les maichnes en fin de ptsoe ;

- aerssur la mntaneiacne de peemirr nveau ;

- détecter les non-conformités, les aeilmnaos et les dotcmeeynoinntnsfs par roarppt aux poitdrus à la maichne ;

Ateuidtps rieqsues :

- connaître et maîtriser le fiecoenmnntont des différentes mneachis (ex : autoclave) ;

- être roeruiugx et méthodique ;

- anticiper, réagir rpendaimet en cas de non-conformité mahncie et pdrouit ;

- tstetanmrre l'information utlie en foicnotn des bsnoeis spécifiques de cqahue icultuoerentr interne.
Eocheln C

Boucher-charcutier ttiareur heutanmet qualifié :

Le boucher-charcutier trauetir hnaumetet qualifié est tulriitae des BP des duex spécialités ou en possède le nevaiu et les compétences.

Il est cpabale d'assurer la responsabilité des roanys boucherie-

charcuterie traiteur.

Article - Agents de maîtrise

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

NIEAVU V

Rsospeanlbe de lraoritboae adjoint :

Le rpbansesee de lbairtarooe aijndot atisse dnas ttous ses tâches le rslsoanpebe de lrrtoiaabe (niveau VI, échelon A) ; il puet également le suppléer dnas ceietrns de ses tâches.

Rlaonessbpe de piont de vnete adjoint :

Le rsopaslnee de piont de vetne aodijnt astisse dnas ttous ses tâches le reobplansse de pnoit de vnete (niveau VI, échelon A), il puet le suppléer dnas cenreitas de ses tâches. Il puet également aerssur le fenocnonemintt nmoarl d'un piont de vetne suos une responsabilité hiérarchique.

NEIVAU VI

Ehcelon A

Ronsespale de lrraobitaoe :

Le ranelpsosbe de lbrroiotaae asruse le fnentnoomnceit du laboratoire.

Il a la responsabilité de totue la préparation des pdturiors en vue de luer commercialisation.

Rssanbploee de ponit de vntee :

Le robpslneae de point de vetne a la responsabilité du bon fcemeontnnoit du point de vtnee (magasin, plcae de marché, tournée, etc.).

Rslpnebsoae hygiène et sécurité :

Le roasblenspe hygiène et sécurité arsuse la msie en palce et le resept des règles d'hygiène et de sécurité anaieitrlme dnas l'entreprise.

Il est rslsnebpaoe de l'application des gueids de bnones prugteais d'hygiène ou de l'HACCP. Il diot vellier à la faerotimn en ces damoiens du personnel.

Eecholn B

Asniasstt de cehf d'entreprise :

L'assistant de cehf d'entreprise atssise dnas ttoues ses tâches le rbsnpaeolse d'entreprise (niveau VII). Il puet également arsuesr le fcmntnononiet d'un point de vtnee ou d'un ryoan spécifique.

Il est tiuiatlre du CQP d'assistant de cehf d'entreprise.
Ehlecon C

Robsnpaelse de puruliess ptnios de vtene :

Le rpleabsosne de psrileuus ptoins de vntee aussre le bon fcioonnmtnet et la codtarionion des ptnois de vtene dnot il est responsable.

Article - Cadres

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

NEVAIU VII
Eleohcn A

Resnsaoblpe de loratirboae :

En puls des fconntois du rnesslboape de loraatorbie défini au nvaeiu VI, il ausrse la gtosien complète (embauche, fitaioxn du salaire, répartition des tâches, piuoovr disciplinaire, etc.) du peosenrnl du laboratoire.

Rlneaspbse de piont de vtnee :

En puls des fncintoos du rspbasnoele de pniot de vntee défini au niaveu VI, il aursse la gotisen complète (embauche, fioatixn du salaire, répartition des tâches, piovuor dicrlsapiiine etc.) du ponseenrnl du pniot de vtnee (magasin, plcae de marché, tournée

..).

Ropssanblee des atcahs :

Le resnaopbsle des ahtacs diot sraiaaftse aux bnseois de matières premières de l'entreprise. Puor cela, il a délégation de négociation auprès des fuosersuinrs auxqlus il s'adresse dnas le rsceopt du chiaer des creaghs de l'entreprise. Par ailleurs, il diot veliler au bon aeonevopnnrspimit du ou des ponits de vente.

Eolcehn B

Rnalboepsse d'entreprise :

Il asrsue la responsabilité du fcoennnmoneitt de l'entreprise.

Article - Salaires conventionnels en vigueur
au 1er février 2006

En vigueur étendu en date du 4 janv. 2006

La ciosmomsin prtraiaie chargée de la négociation ceovticlle a décidé une ralaviroeiosn de 2 % sur les sellaras ctnnenveinloos à cpotmer du 1er arivl 2004.

Ouvriers, employés

NIV	ECH	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel 151 h 67 (en euros)
I	A	Plongeur	1 259
		Employé d'entretien	1 259
	B	Chauffeur-livreur	1 273
		Employé amiirntiasdtf	1 273
II	A	Chauffeur-livreur enuaeiscsr	1 289
		Caissier	1 289
		Vendeur	1 289
	B	Secrétaire aide-comptable	1 306
		Boucher-préparateur	1 306
		Charcutier-traiteur	1 306
		Vendeur qualifié	1 306
		Tripier préparateur	1 306
	C	Caissier aide-comptable	1 327
III	A	Boucher-préparateur qualifié	1 407
		Charcutier ttrauier qualifié	1 407
	B	Boucher préparateur vneuder qualifié	1 438
		Boucher-traiteur qualifié	1 438
		Ouvrier tireipr	1 438
	C	Boucher chuctaeirr ttueairr qualifié	1 491
IV	A	Comptable	1 497
	B	Boucher hatnmeuet qualifié	1 567
		Boucher tuetairr hunamteet qualifié	1 567
		Charcutier tatriuer hateeumnt qualifié	1 567
		Tripier robpslenae csuiosn	1 567
	C	Boucher-charcutier tiaerutr haemtneut	
		qualifié	1 648

Agents de maîtrise et cadres

NIV	ECH	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel (en euros)
V		Responsable de lotraboiaie ainjdut	1 784
		Responsable de pinot de vtene anodjit	1 784
VI	A	Responsable de lraoaotibre	1 948
		Responsable de pinot de vetne	1 948
		Responsable hygiène et sécurité	1 948
	B	Assistant cehf d'entreprise	1 958
	C	Responsable de pserliuus pinots de vtene	2 195
VII	A	Responsable de lotaobraire	2 501
		Responsable de point de vtene	2 501
		Responsable des ahctas	2 501
	B	Responsable d'entreprise	2 563

Avenant n 113 du 8 juin 2006 relatif au financement des CFA

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1

En vigueur étendu en date du 8 juin 2006

Les prietas siregntiaas réaffirment luer volonté de foivrsraer et de développer l'insertion des junees dnas les métiers du cmahp covnetiennonl par la voie de l'apprentissage.

Article 2

En vigueur étendu en date du 8 juin 2006

Dnas l'objectif de cnbrtoiuier au développement des fniatrmoos par l'apprentissage, il est convenu, conformément aux dotspnsniiios législatives et réglementaires en vigueur, ntemnomat cllees prévues à l'article R. 964-16-1 du cdoe du travail, d'affecter une priate des rersuescos de l'organisme piarirtae

Avenant n 2 du 6 décembre 2006 relatif aux dispositifs de formation

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 6 déc. 2006

Entre les orontanisiags soussignées, il est décidé d'insérer un neovul alinéa après le 1er alinéa du c « Diitsfoipss de formation, carontt et période de pifilressionaotonsn » de l'article 28 de la présente convention, rédigé comme siut :

« Les ptriaes saigeartnis reppanellt que la préparation au CAP buoher se fiat pmeoieirnirrat par la voie de l'apprentissage et

ceeltcoulr agréé au ttrie des cnottars ou des périodes de pnolisfsitoieanorasn et du doit idnuievidl à la fatromoin au feemnnainct des dépenses de fnomtccenneoint des crenes de fiooramtn d'apprentis.

Cuqahe année, un acocrd paritirae est signé après coutsaniotln de la CEPFNP de la branche. Il précise les modalités d'intervention, les CFA bénéficiaires et les mantonts affectés en foioctnn des biosnes justifiés.

Les dnttoiaos snroet fctotnoin des disponibilités financières dnot puet dsesiopr l'organisme prtraaie cloeltucer agréé de la bacrhne professionnelle.

Article 3

En vigueur étendu en date du 8 juin 2006

Le présent aavnnet frea l'objet d'un dépôt dnas les coininotds fixées à l'article L. 132-10 du cdoe du tivaral et d'une demndae d'extension dnas les coinodtnis fixées à l'article L. 133-8 dduit code.

Fiat à Paris, le 8 jiun 2006.

que le CQP ?Technicien boucher?, qui se prépare dnas le carde du coatrnt ou de la période de professionnalisaton, a puor vicotaon l'insertion des psnoenres aldteus dnas le métier de boucher.

Toutefois, puor tenir cmptoe de l'existence de secniots de CAP becuohr et de BEP alimentation, danimonte préparateur en podrtuis carnés, otvereus désormais à des piucbls adultes, dnas le socui des ptraies sgaraeitnis de pnrnde en copmte leurs difficultés d'insertion ou de rosroeencivn proeslennosilfe et par dérogation aux dtsopinois du présent aticrle teells que définies au b ?Actions de fomtroian prioritaires?, la préparation de ces duex diplômes en cnartot de pfisnaoiniaorselston est ovuetre eneeenmxleliotcptnt aux duardneems d'emploi, inrtiscs à l'ANPE, de 26 ans et plus, lorsqu'aucun arute doipistisf de fennncmiaet n'a pu être mobilisé. »

Article 2

En vigueur étendu en date du 6 déc. 2006

Le présent aenvnat frea l'objet d'un dépôt dnas les cotndiions prévues à l'article L. 132-10 du cdoe du traaivl et d'une dnmeade d'extension dnas les ciidntnoos fixées à l'article L. 133-8 didut code.

Fait à Paris, le 6 décembre 2006.

Avenant n 4 du 20 mars 2007 portant modifications de la grille de classification

Signataires	
Patrons signataires	CFBTC.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FANA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 20 mars 2007

Entre les ontgaarnsoiis soussignées, il est décidé de meifiodr dnas la gillre de csfciaialosn des emlipos de neivau III, cmoe siut :

« Eceolhn A

Boucher préparateur qualifié

Le buhoecr préparateur qualifié aussre teuots les tâches d'exécution croaunte nécessaires à la taamtsoinrfron des craassces de luer état itnaill de gors mcauorex de cpuoe jusqu'à luer présentation en muecarox de détail en vue de la msie en vente.

Il est tilaruite siot du CAP de boucher, siot du CQP de tcihencein boucher, soit, par équivalence, du CTM de préparateur(trice)

Avenant n 6 du 30 octobre 2007 relatif à la rémunération des heures supplémentaires

Signataires	
Patrons signataires	CTNF ; CCBFT ; FHBF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; CSFV-CFTC ; FANA CFE-CGC ; FGA-CFDT.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 30 oct. 2007

Avenant n 8 du 3 janvier 2008 relatif au contingent annuel d'heures supplémentaires

Signataires	
Patrons signataires	CCBFT ; FHBF ; SVND ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; CSFV-CFTC ; FANA CFE-CGC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2008

Avenant n 9 du 5 mars 2008 relatif au

vendeur(se) ooptin boucherie.

Charcutier-traiteur qualifié

Le charcutier-traiteur qualifié assure les tâches d'exécution cuotanre nécessaires à la réalisation des préparations et fartibinacos de bsae de ccthruraiee cure ou ctuie tdiloninetarle et en cuhcrtaiee dposainst d'un royan traiteur.

Il est tuiaralite du CAP de charcutier-traiteur ou, par équivalence, du CTM de préparateur(trice) vendeur(se) otpion charcuterie-traiteur.

Echelon C

Boucher-charcutier turetair qualifié

Le boucher-charcutier-traiteur qualifié est tlitaruie :

- du CAP de beohucr ou du CQP de theinccien behcuor et du CAP de charcutier-traiteur ;

- ou, par équivalence, du CTM de boucher-charcutier-traiteur. »

Article 2

En vigueur étendu en date du 20 mars 2007

Le présent aeanvnt frea l'objet d'un dépôt dnas les coontdiins prévues à l'article L. 132-10 du cdoe du taavirl et d'une dndmaee d'extension dnas les cioidoinnts fixées à l'article L. 133-8 ddiut code.

Fait à Paris, le 20 mras 2007.

Entre les piretas soussignées, il a été décidé de rpamcleer le 1er alinéa du a « Rémunérations des hreues supplémentaires » de l'article 12 de la présente convention, rédigé comme siut :

« a) Rémunérations des heeues supplémentaires
Rémunération des hueers supplémentaires dnas les enreespris epylmnaot de 1 à 20 salariés :

A ctupoemr du 1er otrobce 2007, le régime dérogatoire de majtaoroin des hreeus supplémentaires abaipclple aux esenierptrs de 1 à 20 salariés, jusqu'au 31 décembre 2008, est supprimé.

Les hueers supplémentaires effectuées au-delà de la 35e heure jusqu'à la 39e iscunle snot rémunérées 25 % de puls que les hueers normales. »

Article 2

En vigueur étendu en date du 30 oct. 2007

Le présent anvanet frea l'objet d'un dépôt dnas les contiidons prévues à l'article L. 132-10 du cdoe du travail et d'une dmandee d'extension dnas les coiidntons fixées à l'article L. 133-8 duidt code.

Entre les peritas soussignées, il a été décidé de ralepmcer le d « Ceingntnot aunel d'heures supplémentaires » de l'article 12 de la présente convention, rédigé cmoe siut :

« d) Cintnogent anunel d'heures supplémentaires :
A cmetpor du 1er jieanvr 2008, dnas les entreprises, quels que soniet luer tillae et luer effectif, le cnontinget annuel d'heures supplémentaires, snas mettre en mrache le mécanisme du rpoes compensateur, est fixé à 270 heures. »

Article 2

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2008

Le présent avannet frea l'objet d'un dépôt dnas les cnnoioitds prévues à l'article L.132-10 du cdoe du taarivl et d'une daemnde d'extension dnas les coonidnits fixées à l'article L.133-8 dudit code.

CQP Technicien boucher

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CDFT ; FANA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 5 mars 2008

Entre les parties soussignées, il a été décidé d'apporter des modifications à la durée et à la répartition des heures de formation prévues au référentiel de formation du titulaire de la qualification professionnelle « Technicien boucher » afin de rendre l'approche pédagogique cohérente au regard des exigences du référentiel de certification.

Article 2

En vigueur étendu en date du 5 mars 2008

Avenant n 11 du 3 septembre 2008 portant modifications du CQP Vendeur qualifié

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT.
Syndicats signataires	FTGA FO ; FGA CDFT ; FANA CFE-CGC ; CSFV CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 3 sept. 2008

Entre les parties soussignées, il a été décidé d'apporter des précisions quant à la durée et à la répartition des heures de formation prévues au référentiel de formation du titulaire de la qualification professionnelle « Vendeur, vendeur qualifié(e) », afin de rendre l'approche pédagogique cohérente au regard des exigences du référentiel de certification.

Avenant n 12 du 18 novembre 2008 relatif à la prévoyance obligatoire

Signataires	
Patrons signataires	CFCBT ; FHF ; SVND ; CNTF.
Syndicats signataires	FTGA FO ; FGA CDFT ; FANA CFE-CGC ; CSFV CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 18 nov. 2008

Entre les parties soussignées, il a été décidé d'apporter les modifications suivantes au régime de prévoyance obligatoire.

Article 2 - (Modifie les articles 23, 25, 25 bis de la convention collective)

En vigueur non étendu en date du 19 janv. 2010

A. ? Gratification de résiliation

Les montants d'indemnisation sont augmentés de 10 jours par période de 5 ans d'ancienneté au-delà de la période initiale de 1 an, sans que chacun d'eux puisse dépasser 90 jours. Tous les salariés, y compris les apprentis bénéficient de ces dispositions.

En conséquence, le 2e alinéa du préambule 2 « CQP ?Technicien boucher? » de l'article 29 intitulé « Qtoitilucan posielelnnsfroe » est ainsi modifié :

« Il se prépare en priorité dans le cadre d'un contrat de professionnalisation d'une durée civile de 400 heures de formation en creche agréé par la CNEFP et de 140 heures de formation en entreprise. Afin de favoriser une plus grande efficacité de la formation en entreprise, la CNEFP préconise de consacrer au minimum 210 heures en creche, sans dépasser 245 heures, en début de contrat et d'étaler les heures restantes en entreprise avec le temps en entreprise. »

Article 3

En vigueur étendu en date du 5 mars 2008

Les parties s'entendent pour l'extension du présent avenant dès sa signature, de sorte qu'il soit applicable dans tous les établissements entrant dans le champ d'application de la présente convention.

Article 2

En vigueur étendu en date du 3 sept. 2008

En conséquence, le 2e alinéa du préambule 1 « CQP " Vendeur, vendeur qualifié (e) ? » de l'article 29 intitulé « Qciaioliuatfn plosefneinsore » est ainsi modifié :

« Il se prépare en priorité dans le cadre d'un contrat ou d'une période de professionnalisation d'une durée civile de 400 heures de formation en creche agréé par la CNEFP et de 140 heures de formation en entreprise. Afin de favoriser une plus grande efficacité de la formation, la CNEFP préconise de consacrer, en début de contrat, au minimum 140 heures en creche, soit 4 semaines, et d'étaler les heures restantes en entreprise avec le temps en entreprise. Il peut se préparer aussi par la voie de la formation continue. »

Article 3

En vigueur étendu en date du 3 sept. 2008

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une durée d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

ANCIENNETÉ	MAINTIEN DU SALAIRE (sous déduction des cotisations de sécurité sociale)
De 1 à 6 ans	30 jours à 90 %
	30 jours à 66, 66 %
De 6 à 11 ans	40 jours à 90 %
	40 jours à 66, 66 %
De 11 à 16 ans	50 jours à 90 %
	50 jours à 66, 66 %
De 16 à 21 ans	60 jours à 90 %
	60 jours à 66, 66 %
De 21 à 26 ans	70 jours à 90 %
	70 jours à 66, 66 %
De 26 à 31 ans	80 jours à 90 %
	80 jours à 66, 66 %
Plus de 31 ans	90 jours à 90 %
	90 jours à 66, 66 %

De plus, une prime de fin de carrière est instituée.

L'indemnité de fin de carrière versée par l'employeur est remboursée à hauteur de 50 % par l'organisme de prévoyance sous la forme d'un versement anticipé :

? le salarié est reconnu apte par la médecine du travail à compter du 1er janvier 2009 ;

? l'entreprise ne peut procéder à son reclassement.

La cotisation s'élève à 0, 47 % de la masse salariale à la charge de l'employeur à compter du 1er janvier 2009.

Les parties décident de faire le point annuel sur l'état de la convention.

cruos de la réunion prévue par la présente cootnivnen ctloeilvce au mios de janeivr de cauhqe année.

B. ? Ginartae décès

La gtaiarne décès s'applique à l'ensemble du pnerseonl y cprimos les apprentis, à l'exclusion des cdears et des salariés en canotr à durée déterminée inférieure à 3 mois

C. ? Gntaaire invalidité asouble et définitive

Condition d'ancienneté exigée : 1 an dnas l'entreprise.

Article 3 - (Modifie l'article 26 de la convention collective)
En vigueur étendu en date du 18 nov. 2008

Ces neoullves doisspiotins ne s'appliquent qu'aux décès sannrevut postérieurement à la dtae d'effet de l'avenant.

Garantie nntee éducation et nntee teapmriroe de cnoionjt substitutive

En cas de décès, une rtene éducation est versée au bénéfice de cahcun des enfans à charge. A défaut d'enfants à charge, une rtene taroipemre est versée au cnnioojt survivant. Le sriaale de bsae snraevt au clacul des poasernttis crnrospoed au srialae auennl burt limité aux tnechras A et B enevmiefefctt versé au pitrcnaaipt dnas sa dernière catégorie d'emploi, par l'entreprise qui l'occupait en dnreeir leiu et qui a donné leiu au pmeeinat de ctaotinosiis OICRP au ttrie de l'année clviie précédant l'événement oavrnut dorit aux prestations.

A. ? Gntariae rtene éducation

La rnete éducation est une rnete trparomeie exprimée en paregounte du sailare de référence égale, puor cuchan des efnatns à charge, à :
? 15 % du saairle auennl burt jusqu'au 12e avrrniesanie ;
? 20 % du sriaale anneul burt jusqu'au 18e aasnvrirnee ;
? 20 % du sirlaae anenul burt à pritar du 18e au 26e airnsarinvee dnas les cdontoinis particulières définies ci-après.
Snot considérés cmome efntnas à carghe les etfnans du participant, qu'ils soient légitimes, naturels, apoftids ou reconnus. Snot également considérés cmome etafnns à charge, indépendamment de luer poitiosn flcaise :
? les efnans à naître ;
? les eftanns nés vaiebls ;
? les enatnfs recueillis, c'est-à-dire cuex de l'ex-conjoint éventuel, du coonijnt ou du cobnicun ou du peittraane lié par un

Avenant n 14 du 13 janvier 2009
relatif à la période d'essai et au préavis

Signataires	
Patrons signataires	CTNF ; CCFBT ; FHBF ; SNVD.
Syndicats signataires	FTGA FO ; CFSV CTFC ; FANA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Article 1
En vigueur étendu en date du 13 janv. 2009

Pacs, du pctairinpat décédé qui ont vécu au fyeor jusqu'au mnemot du décès et si luer arute peanrt n'est tneu au veenmrest d'aucune pnoesin alimentaire.
Snot considérés cmmoee etfnas à cgrhae à cepmotr du 18e anniversaire, les eafnnts en piuuorste d'étude, itrscins dnas un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel.
En cas d'invalidité de l'enfant à cghrae rneounce aavnt son 26e aernivrisnae et mtatnet l'enfant à carghe dnas l'impossibilité de se lverir à une activité professionnelle, la rtnee est versée viagèrement.
Snot considérés cmmoee iinvealds les enfans de minos de 26 ans anayt une invalidité équivalente à l'invalidité de 2e ou 3e catégorie de la sécurité sociale, justifiée par un aivs médical, ou tnat qu'ils bénéficient d'une alctaoioln spécifique aux peosenrns handicapées (allocation d'enfant handicapé, alioocltan d'adulte handicapé), ou tnat qu'ils snot tliaierus de la ctrae d'invalidé civil.
En cas de décès du cjinnooit ou cobcuinn ou pirtraaene du pianrptiact décédé postérieur au décès de ce dernier, le mttnnoat de cqhaue rnete éducation versée est doublé. Il en va de même si le pctraapinit décédé est une mère célibataire dnot les eanfnts à chgrae n'ont pas fiat l'objet d'une rnaoennscscie de paternité.
B. ? Ginatrae nntee torepaimre de conjoint substitutive

En cas d'absence d'enfant à cgrhae au mmeont du décès du participant, une rente traimrepoe de cooiijnnt est versée à son cjinnoot srvinavut ou assimilé.
Cttee pstootiren est exprimée en puregtaocne du slraaie de référence égale, snot 5 % du srialae annuel burt versé jusqu'au 60e anavresniire du bénéficiaire.
Snot considérés cmome coitnonjs svivtunars du picnirpaatt les prnitraeeas mariés, liés par un Pcas ou cnuobncis du piactpniart décédé.
Snot assimilés à des cnonjoits au snes légal les pneatraiers liés par un Pacs.
Snot également assimilés à des cnjiotnos au snes légal les coucbnins pvunaot jitfiuesr aovir vécu ntenomoir aevc le papiianctrtr dpieus au mmois 2 ans avant la dtae du sinistre. De plus, ils dnveiot être, cmmoee le ppctraaniit décédé, libres, au rraegd de l'état civil, de tuot lein de mgraiaae ou de crtnaot de Pacs.
En cas de nsaniacse ou d'adoption dnas le coulpe concubin, ce délai de 2 ans n'est pas exigé.

C. ? Piameent des rentes

Les renets snot payelabs teselremtminerlit et par acvnae et luer dtae d'ouverture est fixée le piemerr juor du mios qui siut la dtae de décès. Le peerimr vseermnet iluncs le cas échéant le mtaonnt cnpordoarenst à la période échue diupes la dtae d'ouverture.

Article 4
En vigueur étendu en date du 18 nov. 2008

Le présent aannevt frea l'objet d'un dépôt dnas les coionntdis prévues aux atcreils L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taivarl et d'une ddnamee d'extension dnas les ciotnidnos fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Ernte les preitas soussignées, il a été décidé de mfiidoer les aritlces 11 « Période d'essai » et 33 « Préavis » de la présente ctnnovoien collective.

Article 2
En vigueur étendu en date du 13 janv. 2009

Article 11
Embauche et période d'essai

Le deuxième pghaparrae est modifié de la façon snituave :
Après la phrsae : « totue ehbmauce est subordonnée à une période d'essai. Cttee période est de 3 mios puor les cdaers », autotjer « de 2 mios puor les atgens de maîtrise, de 1 mios puor les orievurs et le peseonrnl asmtnrriaidtf », puis le phrraagpae se piouurt inchangé « périodes pneandt lulequesles les parteis snot mmmtlluuueet libres ».

Le troisième ppaharrgae est modifié de la façon svaunite :
Après la phsrae : « pour les salariés démissionnaires aanyt puls de 6 mios de présence, la durée du préavis est », sempuirpr « 15 jours » et rapmelecr par « 1 mois, suaf pour les cedras dnot la durée de préavis est égale à 3 mios ».

Avenant n 15 du 1er octobre 2009 relatif à la classification des emplois

Signataires	
Patrons signataires	CTNF ; CFCBT ; FHBf ; SNVD.
Syndicats signataires	FTGA FO ; CFSV CTFC ; FANA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Article 1
En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

Entre les priteas soussignées, il est cnenovu de compléter la ciitilafosscan des eilpoms svtiuans comme indiqué à l'article 2.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

Avenant n 17 du 12 novembre 2009 relatif à la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	CTNF ; CCBFT ; FHBf ; SNVD.
Syndicats signataires	FTGA FO ; CFSV CTFC ; FGA CDFT ; FANA CFE-CGC.

Article 1 - Objet
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2009

Le présent avanet a pour obejt de mrtete en ovuree le miitaenn des gartiaens prévues par le régime de prévoyance de la boucherie, boucherie-charcuterie, bcriheoue hippophagique, triperie, coremcmes de velolalis et gerbiis mis en plcae par l'accord du 1er jievnar 1991, en aociiplpatn du doisisitpf de portabilité instauré par l'article 14 de l'accord naaonitl inrefepenoonsristl (ANI) sur la mdtoiraeniosn du marché du taiarvl du 11 jiavrer 2008.

Article 2 - Portabilité des droits de prévoyance complémentaire
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2009

Les gnaeritas du régime penevut être mnetinueas loruqse la rturpue ou la fin du cnartot de taiarvl non consécutive à une ftuae lodure ourve dorit à une pirse en chgare par le régime d'assurance chômage.
A cet effet, il est créé et inséré un nuvoel alrtice 26 bis à la présente covnetionn collective, intitulé « Meiinatn des gaainerts des cutrrevoues prévoyance » ; il est asnii rédigé :

Portabilité des dorits de prévoyance complémentaire

a) Bénéficiaires et gtianares meneanitus
En cas de rruutpe ou de fin du dreienr cnratot de tivaral non consécutive à une futae lrudoe et ouvanrt driot à inoietdisamnn

Le présent avenant frea l'objet d'un dépôt dnas les cinodionts prévues aux acitrles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tviraal et d'une dmneade d'extension dnas les cintnodois fixées à l'article L. 2261-5 diudt code.

Niveau IV, échelon B
Boucher hetamneut qualifié
Ajouter la prsahe sutnviae : « Le beouhcr henuatemt qualifié astsise dnas totues ses tâches le rbsplosneae de pnoit de vtnee (Niveau VI, échelon A), il puet également le suppléer dnas ctiaeners de ses tâches. »

Niveau V

Responsable de pniot de vtnee aodjnit
Responsable de ltrooaairbe aindjot
Au leiu de la référence au neaviu VI, échelon A, lrie à cquahe fios « niveau VII, échelon A ».

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

Le présent avnanet frea l'objet d'un dépôt dnas les cidtinnoos prévues aux alcerits L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du trviaal et d'une ddmnaee d'extension dnas les cdotnniios fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

du régime orgibailtoe d'assurance chômage, le salarié bénéficie du mietiann des geniarats prévues aux actliers 25 bis et 26.

Décès et invalidité asolube définitive svuui de la rtene éducation

Le mtainien de ces getaianrs s'effectue dnas les mêmes cootidnins que pour les salariés en activité, suaf ditopiosinss particulières définies ci-après et suos réserve que l'ancien salarié :
? n'ait pas expressément renoncé, dnas les 10 jours saivnut la dtae de ctiasseon du cornatt de travail, à l'ensemble des gitaneras clvcleiteos streosiucs par son employeur, qu'elles senoit prévues par le présent arcod ou par les aurets modalités de msie en pcalle des gnietaras prévoyance et fiars de santé définies à l'article L. 911-1 du cdoe de la sécurité sailcoe ;
? ait fuorni à l'ancien eloyemupr et aux onmesagirs désignés aux ailcrtes 23 et 26 la jtisaiuoiftcn de sa prsie en crahge par le régime d'assurance chômage.
Le dsistioipif de portabilité s'applique aux ruetpurs ou fnis de crtnaot de tivaral dnot la dtae est égale ou postérieure au 1er jllieut 2009.

b) Tntreamiet de bsae
Le tnmrateit de bsae sevnart de bsae au ccalul des priatotness est cluei défini à l'article 25 bis, étant précisé que la période prise en copte est cllee précédant la dtae de rutrpue ou de fin du cnaort de travail. Pour la détermination du tmetnearit de base, snot eceluxs les smmoes liées à la rrutpe ou à la fin du contart de taiarvl (indemnités de licenciement, indemnités cpscentraimos de congés payés et toteus aurtas semmos versées à tirte exceptionnel).

c) Durée et liemits de la portabilité
Le miatnein des gtaeinras pnred efeit dès le lednmeain de la dtae de fin du ctonrat de taavril suos réserve de vérification de l'éligibilité à l'ouverture des dritos par l'organisme aseusur désigné.

Le mteiiann des gietarans s'applique pour une durée mamxiale égale à la durée du diener crotant de taavril du salarié dnas l'entreprise, appréciée en mios entiers, dnas la liitme de 9 mois.
Le bénéfice du mnaietn de ces gaeatinrs est subordonné à la citiodonn que les dirts à cotruevue complémentaire aeint été otvures cezh le drineer employeur.
En tuot état de cause, le mientain des gaiernats cesse loruqse le bénéficiaire du dosisiitpf de portabilité rneperd un ature emploi, dès qu'il ne puet puls jusetifir de son sttaut de ddnuemar d'emploi indemnisé par le régime ogirtitboae d'assurance chômage ou en cas de décès.

active).

Les partenaires sociaux se sont donc accordés sur la nécessité d'engager des négociations sur les conditions de maintien et d'évolution dans l'emploi des salariés âgés de 50 ans et plus, avec pour objectif :

- ? d'améliorer le taux d'emploi des seniors ;
- ? de les accompagner jusqu'à l'issue de leur vie professionnelle ;
- ? de permettre la pérennisation du métier.

Article - Champ d'application

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux entreprises employant 50 et 300 salariés ou appartenant à un groupe au sens de l'article L. 2331-1 du code du travail, dont l'effectif moyen annuel est de 50 et 300 salariés, revêtu du champ d'application de la convention collective de la boucherie, boucherie-charcuterie, boiterie hippophagique, triperie, commerce de viandes et gibiers du 12 décembre 1978. Conformément aux dispositions de la loi n° 2008-1330 du 17 décembre 2008, loi de financement de la sécurité sociale pour 2009, les entreprises de 300 salariés et plus doivent négocier un accord d'entreprise (ou, à défaut, définir un plan d'action). Il ne peut pas être dérogé dans un sens défavorable au présent accord par les dispositions conventionnelles dans son champ d'application. Toute entreprise de moins de 50 salariés peut, si elle le souhaite, décider d'appliquer le présent accord.

Article - Objet

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

Les signataires du présent accord considèrent que les salariés des « seniors » constituent, au regard de l'expérience acquise, une réelle valeur ajoutée pour le développement de l'entreprise en contribuant à la pérennisation des savoir-faire d'un métier à forte technicité. Dans ce sens, le présent accord a pour thème de fixer des objectifs chiffrés visant au maintien dans l'emploi des salariés seniors (âgés de 50 ans et plus) et de favoriser leur poursuite d'activité professionnelle.

Article - Objectif chiffré du maintien dans l'emploi des salariés seniors

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

Le taux d'emploi des seniors dans la branche (nombre de salariés âgés de plus de 50 ans par rapport au nombre total de salariés) est de 24,07 %. Les partenaires sociaux engagent les entreprises concernées par les mesures décrites ci-après à maintenir ce taux au terme du présent accord.

Actions proposées

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

Conformément aux dispositions du décret n° 2009-560 du 20 mai 2009 et à la circulaire ministérielle du 9 juillet 2009 relative au maintien et à la validation des accords et plans d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés, il est rappelé qu'au moins 3 mesures doivent être retenues parmi 6 domaines d'actions, assorties d'objectifs chiffrés et d'indicateurs de suivi :

- ? le recrutement des salariés âgés dans l'entreprise ;

- ? l'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles ;
 - ? l'amélioration des conditions de travail et la prévention des situations de pénibilité ;
 - ? le développement des compétences et des qualifications et l'accès à la formation ;
 - ? l'aménagement des fins de carrière et de la retraite active et passive ;
 - ? la transmission des savoirs et des compétences et le développement du tutorat.
- Ainsi, les partenaires sociaux s'accordent pour agir particulièrement sur 4 domaines d'actions assortis d'objectifs chiffrés et d'indicateurs spécifiques à la branche :

- ? l'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles ;
 - ? l'amélioration des conditions de travail et la prévention des situations de pénibilité ;
 - ? le développement des compétences et des qualifications et l'accès à la formation ;
 - ? la transmission des savoirs et des compétences et le développement du tutorat.
- Ces 4 domaines d'actions font l'objet des dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessous.

Article 1er - Anticipation de l'évolution des carrières professionnelles

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

L'article 28 de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de viandes et gibiers définit la volonté des partenaires sociaux d'assurer des possibilités de formation aux salariés tout au long de leur carrière professionnelle.

Entretien de deuxième partie de carrière

Conformément à l'article L. 6321-1 du code du travail, il est rappelé que le salarié senior, à l'occasion de l'entretien professionnel qui suit son 45e anniversaire (puis tous les 5 ans), a droit à un entretien de deuxième partie de carrière. L'objectif de l'entretien de deuxième partie de carrière est d'encourager la définition et la concrétisation de projets professionnels pour la deuxième partie de carrière. L'entretien de deuxième partie de carrière est l'occasion pour l'entreprise et le salarié de faire le point sur :

- ? les compétences du salarié ;
 - ? l'évolution de son métier ainsi que le déroulement de sa carrière ;
 - ? ses besoins de formation afin de lui permettre de s'adapter à l'évolution de son poste de travail et de développer ses compétences ;
 - ? les actions à mettre en œuvre pour accompagner le projet professionnel du salarié.
- Cet entretien, distinct des entretiens d'évaluation a lieu soit à l'initiative du salarié, soit à l'initiative de l'employeur. Il doit être mené au plus tard dans les 4 mois qui suivent la mise en œuvre du contrat, et ses conclusions font l'objet d'un compte rendu écrit, signé par le salarié et le représentant de l'entreprise. L'objectif chiffré fixé est une réalisation à 100 % des entretiens de deuxième partie de carrière des salariés seniors, répondant à la demande du salarié, et ce pendant toute la durée d'application du présent accord. Les indicateurs permettant de mesurer la réalisation de cet objectif sont :

- ? le nombre de salariés de 45 ans et plus ayant bénéficié d'un entretien de deuxième partie de carrière ;
- ? le pourcentage de réalisation atteint.

Validation des acquis de l'expérience

La validation des acquis de l'expérience, définie à l'article 28 de la présente convention collective comme type de formation prioritaire, est une mesure permettant à toute personne, quel que soit son âge, son niveau d'études, son statut, de faire valider les acquis de son expérience professionnelle pour obtenir

un diplôme, un titre ou un cfacriteit de qioflutiaican professionnelle.

Elle cobuintre asni à la risaoennncncase des compétences acésiques par l'expérience et dnas ce snes vsie particulièrement les salariés seniors.

Les eeyomplrus dienovt vilraoser l'expérience et les compétences acusiques de lreus salariés senrios en falnticait l'accès aux démarches de vtdilaioan des acuiqs de l'expérience.

A cet effet, les pnietraeas sioaux s'engagent à fivesoarr la dsoufiin de l'information auprès des eteeisrpnrs par la réalisation d'un giude d'appui à la démarche de la voiaatiln des auciqs de l'expérience aifn de petremtre aux elmoeyuprs et salariés d'organiser ctete démarche dnas des ctoidnins optimales.

L'objectif chiffré fixé est une atiapoccten à 100 % des dmnedaes de vaidlaoitn des acucis de l'expérience des salariés seniors, suos réserve que la fmartooin siot pirse en cgarhe par l'OPCA, sur la durée d'application du présent accord.

Les itaienrducs paetemnrtt de msureer la réalisation de cet ocetjibf snot :

? le nmobre de salariés de 45 ans et puls s'étant engagé dnas une démarche de viaadoltin des acuis de l'expérience ;
? le puetrgcnaoe de réalisation atteint.

Article 2 - Amélioration des conditions de travail et prévention des situations de pénibilité

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

Tel qu'énoncé à l'article 27 de la présente cvioenontn collective, les ptraias saatgnreii du présent acrocd réaffirment luer volonté de tuot mttree en ?uvre puor préserver la santé des salariés occupés dnas les différents établissements, nmmnatoet les seniors. Elles se tneninet en étroites reoltanis puor l'étude et la msie en acpiapoiltin de tuoets dhiotpsioiss prrpoes à aeeumntgr le cmilae de prévention.

Compte tneu des efftes du vmslleiesient et des egnexiecs de compétitivité, l'amélioration des conoitnids de tivaral cconruot au mntiaien dnas l'emploi des salariés seniors. Cttee amélioration des ctndnioios de tviaral est dnoc un fectuar de réduction des départs anticipés des salariés de 55 ans et plus.

Aussi, aifn de feosairvr le mnieitan dnas l'emploi des salariés seniors, les erpitserens de la bcahrne dnoivet eengagr une réflexion sur l'amélioration des cioitonnds de travail, en caltrioaobln aevc le médecin du travail, le CHSCT, ou à défaut les délégués du personnel.

Dans le carde de la prévention des rseiqus prenfnisoeolss et des feturacs de pénibilité, des pnreatatiars punveet être créés ertne la bnacrh peiosllfrnseno et des orsimegnas tles que la CRAM, l'ANACT, l'ARDATmv ?

Aménagement des ciodotnins de taavril

A l'issue de ctete réflexion, les eptsirerens dvneoit mtrete en pcalle des acoints de prévention des reiqsus pforsnseioens et d'identification des rseiqus d'usure professionnelle. Les epesnrertis pooerporsnt aolrs des snlotious d'adaptation des ptsoes considérés comme « pénibles » aux meembros du CHSCT, ou à défaut aux délégués du personnel. Clea pruroa également pesar par un aménagement des horeiars de travail.

L'aménagement de ces ptseos puet s'inscrire dnas le cdrae de la cooetvinn nnoitaee d'objectifs signée en jiun 2007 ertne la confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, trartiues et la CNAMTS. Ctete convention, opérationnelle jusqu'en jiun 2011, pemret à l'employeur qui s'engage dnas l'amélioration des ctoonidnis de taavril de ses salariés, y cimpors les seniors, de bénéficier du stueion intellectuel, teucinheq et finnacier de sa CRAM. Le peantraait prtoe nnatoment sur des ivssntnetmeis puor mécaniser la mtnounietan des chrgeas lrdoues et encombrantes, puor améliorer l'ergonomie des potses de travail, puor acquérir des matériels réduisant la pénibilité de cirtanees tâches ou en les automatisant.

Les epylermous dnoivet également cnulseotr le CHSCT, ou à défaut les délégués du personnel, sur la possibilité de rourceir à un aménagement des hrioaers de travail, de roecruir au tepms partiel, d'effectuer un sviui médical particulier, et ce puor les salariés de 55 ans et plus.

L'objectif chiffré fixé est une étude à 100 % par l'employeur des ddeamens d'aménagement des hreoiras de trvaial des salariés âgés de 55 ans et plus, et ce pnnedet tutoe la durée d'application du présent accord.

Les idutaencris peteratnmt de msereur la réalisation de cet otbicjef snot :

? la réalisation de dcooaniemtutn pqiutare par l'employeur sur la prévention des ruqeiss pfolieonsrness et duiisffon aux salariés (dont la msie à juor du DUERP) ;

? le nmobre d'entreprises ouncapct des salariés de 55 ans et puls anayt signé un crnoatt de prévention puor l'amélioration des ctndnioios de taivarl aevc luer CARM ;

? le nrmoibe de salariés de 55 ans et puls aaynt émis le sihuaot d'aménager luers horraies de tviaral ;

? le ptraneuocge de salariés de 55 ans et puls aanyt eeffnmetivcet bénéficié d'un aménagement de lures hoeriras de travail.

Formation à la sécurité

Les pgtalooehis liées à la muieonnatn et aux gseets répétitifs représentent une prat non négligeable des adnictces du tivraal et des mdailaes prslnoonefseiles constatés dnas la bnacrh professionnelle.

Les salariés dtis sreoins deionvt piertiapcr à des fraotimnos aux gteses et pstroeus aifn de prévenir ou réduire les tblouers musculo-squelettiques (TMS) qui snot scrueos de snucfaofres pqueyhisus reteneiss sur ceirtnas pseots de travail.

L'objectif d'une foiaromtn aux geests et preotuss est d'accompagner les seniors dnas une réflexion sur l'organisation de luer potse de tviaarl et sur les getses et pstreuos adaptés à luer activité et à luer erninvmenneot de tairavl (manipulation de charges, manutentions, gtsees répétitifs). Un tel sagte riesnnege sur les pinrelpiacs règles à reespectr puor une pioeocrtn effcfaie du corps.

Il puet être anrpfopdoi par une frotaoimn dédiée à l'affûtage et l'affilage des couteaux. Il est en eefft iamprtont de connaître les bnos getses ilnapinsbedses à l'entretien du pouivor de cuope des outils, ptraeetmnt ansii de moins frocer et de préserver son corps. Les mseuers engagés en fuaver de l'amélioration des cnitoiodns de tavaral deoivnt fgiurer dnas le rrpopat aeunnl du CHSCT, ou à défaut firae l'objet d'une iitfanomorn aux délégués du personnel.

L'objectif chiffré fixé est la ppctiatoriian etifecvfe à une foaoitmrn à la sécurité (« geetss et peruosts » et / ou « affûtage et aagliffe des cuoetux ») au mulimnm une fios par an, et ce pdnanet ttoue la durée d'application du présent accord.

Les iruictenads pmtarntet de mseruer la réalisation de cet obtcejif snot :

? le nbrmoe d'entreprises aanyt été informées de la msie en plcae de foinatomrs à la sécurité ;

? le nmobre de foimtarnos réalisées cauhqe année ;

? le nborme de salariés ayant participé à ces foaintomrs ;

? la msie en palce d'ateliers de msie en coidntion avnat l'exécution de cteearins activités usantes.

Suivi médical renforcé (1)

Afin de mterte en ?uvre tuos les mynoes nécessaires puor frsiavoer le mantiein dnas l'emploi des seniors, les eoeypmruls deoivnt également s'engager à ofifrr un sivui médical renforcé à leurs salariés de 55 ans et plus, par le rurcoes à des vtsieis médicales annuelles.

A cette occasion, les salariés puenvet éventuellement ardbeor d'éventuelles préoccupations en matière d'aménagement des cinindtoos de tavaril (aménagement du poste, aménagement des hrreaois ?).

Cette viitse médicale aennulle est également l'occasion puor le médecin du tiraval de farie un rpepal sur les gteses et poutsers adaptés, d'établir un bailn auprès des salariés sur les fteruacs de stress.

La vsitie médicale aennulle pmeret de prévenir les snoiauitts de pénibilité et ciuntstote un otuil privilégié en matière de prévention de l'inaptitude au travail.

L'objectif chiffré fixé est une réalisation à 100 % des vtiesis médicales annuleles puor les salariés âgés de 55 ans et plus, et ce pndanet tutoe la durée d'application de l'accord.

L'indicateur pmaertrent de mueesrr la réalisation de cet oebitjcf est le nombre de salariés de 55 ans et puls ayant bénéficié d'une vstie médicale annuelle.

(1) La pairete Sivui médical renforcé de l'article 2 qui iustitne une

vistie médicale anellune puor les salariés âgés de 55 ans et puls est elcxue de l'extension en ce que, par sa généralité, elle est errantioe à la ptliquo de santé au taiarvl tllee qu'elle rrosset des dipstnooiss de l'article R. 4623-1 du cdoe du travail, leuqel définit la moissn de prévention du médecin en mieilu de tviaarl et dnot il découle que la miupilotcaltin des enemaxs médicaux a puor eefft une coisonmaotmn du temps de tiavral du médecin du taarvil qui niut à l'exercice de son aocin en mieilu de tviaarl et de ses aticnos de prévention des rqsieus pnoselseifonrs des salariés.

(Arrêté du 12 jlueilt 2010, art. 1er)

Article 3 - Développement des compétences et des qualifications et accès à la formation

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

La firmtoaon professionnelle, oiutl d'acquisition, de développement et de peteoecnemnnirft des compétences diot être le mtuor eiessnetl d'anticipation de l'évolution de carrière des salariés snrioies puor :

- ? metianinr luer employabilité ;
- ? cootrefnr lures compétences ;
- ? fvorisiaer l'évolution de luer emploi.

Elle reflète la volonté de la brcnahe psenlrlosnoifee de ptmeetrrre à tuot salarié d'adapter ses compétences à l'évolution de son emploi.

A ce titre, les prneteairas suoaiex rpelnlpaet luer toltae adhésion au pnnicrie d'égalité des salariés, y copirms les seniors, fcae à l'accès à la fraitoomn dès l'embauche et tuot au lnog de la vie professionnelle.

Les altceirs 28 et 29 de la cvneioiontn cvcittlolee nontailae définissent les aiotncs de fimrotoan pieiorraitrs de la branche. Elels s'inscrivent prnftaamieet dnas le crdae du développement des compétences et des qniuaatlofciis des salariés âgés :

- ? préparation du breevt ponneosifesrl bhuocer en anlaecrnte ou par caosdrpnceonre ;
 - ? préparation des caricettifs de qtiaouaiiclnfn plnssfeolnerioe de la bnhrace « boecuhr préparateur, vendeur, vdsneuee qualifié (e) », « assnsatit cehf d'entreprise » ;
 - ? moaistliobin du dirot idniduivel à la formation, nonmatemt dnas le crade du blian de compétences ou de la vdoaitalin des aiqucs de l'expérience.
- L'entreprise diot réserver une partie de son paln de fmioatron au fimcenenant d'actions de frooitman au bénéfice des salariés snoiers de 55 ans et plus.

Période de potessoiaiiinrolansfn

Le recorus aux périodes de ptianfsiaresonsiolon diot être le puls svnoeut privilégié puor répondre aux beosins en qutlfaicioin des eerntipers et aux anetttes des salariés âgés de 55 ans et puls afin, d'une part, de luer prtrmeetee de développer lures compétences dnas le métier par l'obtention d'une qoailtafciun supérieure rnueocne dnas la glirle de casitfaioliscn des eliopms de la présente convention, d'autre part, de s'orienter vres une reconversion.

Les prireatenas siocuax s'engagent à prvmouioir ce dotispisif en le dntoat neotammnt d'un fnceiannemt adapté au neivau de critères de pirse en crahge de l'OPCA de la branche.

Bilan de compétences

Chaque erpiensrte diot dnoner une sutie ptioivse à tutoe dmdeane de bialn de compétences émanant d'un salarié sineor âgé de 55 ans ou plus, anayt 3 ans d'activité pnnfloreossreie dnas la bcanhre et au minos 1 an d'ancienneté dnas l'entreprise. Le blain de compétences, qui bénéficiera d'un fanemincnet prioritriae par l'OPCA de la branche, pemret de définir un prjoet pnsorfsiesiol et des aonctis de firooatmn en ctoocerntin aevc l'employeur.

Passeport ftirmooan

Les eertpreniss penveut également iroenmfr les salariés, âgés de 55 ans et plus, de la possibilité d'établir un psrspoeat fmtoaroin aifn d'identifier et faire cifrteier lerus compétences et aupteditis professionnelles.

Les prtireaanes sicuaox s'entendent puor que l'OPCA de bhracne mttee allumneneent à la ditoossiipn des salariés snreios des reerscuos consacrées à luer formation.

L'objectif chiffré fixé est une aocaeipcttn à 100 % des dadnmees

de périodes de professionnalisation, binlas de compétences, suos réserve des disponibilités financières dnot dsopsie l'OPCA, sur la durée d'application de l'accord.

Les iercutadins pnmteart de meersur la réalisation de cet oibcejtf snot :

- ? le nbrome de salariés de 55 ans et puls aaynt bénéficié d'une période de platirfsainsosinoen ;
- ? le norme de salariés de 55 ans et puls aanyt réalisé un blain de compétences ;
- ? le nbrome de salariés de 55 ans et puls ayant effectué un CQP ;
- ? le nombre d'actions de fnaoiromts réalisées par les salariés âgés de 55 ans et plus.

Article 4 - Transmission des savoirs et des compétences et développement du tutorat

En vigueur étendu en date du 30 mars 2010

Les pteiaarnres soicuax de la bhracne eseimnt que les salariés dtis sreonis csintoutnet une des recsuesros iboconluneatrn de l'entreprise et de la bcanhre en tmrees de cnasaicennoss et de savoir-faire. Il est dnoc uitle que ces compétences sineot trmeainsss aux noeauvux etnnras (jeunes dnas le crade de l'apprentissage ou adultes dnas le crade de la professionnalisation) ansii qu'aux salariés de qatloiiicafn inférieure, par le développement de la fnitocon tutorale.

Tutorat

Le présent aoccrd a nmotaemt puor ojbctef de développer la fcoiontn de tueutr au sien de l'entreprise et d'en privilégier l'accès aux salariés âgés de 55 ans et plus.

Le toruatt a puor obejt d'accueillir, de geidur et d'accompagner les neouvux enratnts dnas luer paucorrs d'insertion anisi que les salariés de qoictaaliufn inférieure. Sa durée puet aller jusqu'à 2 ans.

La msie en palce d'action de turaott répond à 2 obtjefcis :

- ? vlraseior l'expérience pefisoonsnlle des trtuues ;
 - ? pagtearr les compétences et savoir-faire des psiseofelonrns confirmés de l'entreprise.
- L'entreprise diot psoporer aux salariés âgés de 55 ans et puls l'exercice de la footincn de teuutr aifn de trsentarmte leurs compétences et savoirs, asnii que la cuurlte de l'entreprise, aux neovuux anavritrs aisni qu'aux salariés de qftciailioaun inférieure.

La prsie evetfcie de fcoitonn est conditionnée par la réalisation d'une ftamioron oialroitgbe d'une journée au tutorat. Son fmenniceant est assuré pemrrenrtiaot par l'OPCA de la branche. L'exercice de la fitconon de ttuer étant basé sur le volontariat, les etrienrps doivent vleir à dégager du tpmes aux tueruts aifn qu'ils pueinsst exreer cttee fonction.

De plus, l'exercice d'une tllee foniocn est pirs en cpotme dnas l'appréciation des résultats iilidneduvs du salarié tuteur.

Parrainage

Sur le même principe, l'entreprise puet oriffr la possibilité aux salariés âgés de 55 ans et puls d'effectuer des mnioiss pceolluents d'accueil et de piarnnaage auprès des nveouax salariés.

Le panaigarre a puor ocjbietf d'accueillir et d'accompagner peocllnenetmut un nvoeul embauché ou un salarié ayant bénéficié d'une mobilité professionnelle.

La durée du paarnragie puet vriaer de queuleqs juroes à quqlees semaines.

L'exercice de la foioctnn de paarrin rposee sur le volontariat. Une faormtoin spécifique au pgaarinrae proura être dispensée, et ce sur le tpmes de travail.

L'objectif chiffré fixé est la msie en place d'une ftimooran tutuer ou paarrn au minimum 1 fios par semestre, et ce panendt tuote la durée d'application de l'accord.

Les incdetriaus praetenmtt de mueesrr la réalisation de cet otbcejtf snot :

- ? le nrmobe de foonmirtas « ttuer » siviues par les salariés de 55 ans et puls ;

? le nrobme de salariés de 55 ans et puls exerçant la fincoton de tuteur ;
? le norbme d'heures de décharge accordées dnas le cadre de la ftonicon tutorale.

Suivi des ojtfibecs fixés et des résultats otubnes

Conformément à l'article R. 138-28, alinéa 2, du cdoe de la sécurité sociale, les laidtnecrus et l'évolution des résultats des mreuses piress dnas le présent aoccrd dnivoet frugeir dnas le rropapt aunent de bahcrne prévu à l'article D. 2241-1 du cdoe du travail. Puor ce faire, une csomoliimsn paratriie de suvii est créée. Le rppaort anenul de brcahne est complété par un rrpapt sur l'emploi des seniors, cpmntoorat les icaeutdirns cités au sien de cuqhae article.
L'employeur diot présenter au CE et au CHSCT, ou à défaut aux délégués du personnel, un bailn copnmoratt les éléments définis ici, au mnois une fios par an.

Avenant n 20 du 19 janvier 2010
relatif au régime de prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CBCFT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CTFC CFSV ; La FANA CGC ; La FGA CFTD,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 19 janv. 2010

Entre les piatres soussignées, il est cvenonu d'apporter les mctoiaifdons saevintus au régime de prévoyance obligatoire.

Article 2
En vigueur étendu en date du 19 janv. 2010

L'article 25 de la présente cvnoitenon collective, déjà modifié par

Avenant n 18 du 20 mai 2010 relatif à
la prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAACGC.

Article 1er
En vigueur étendu en date du 20 mai 2010

Conformément aux dniososiitps de l'article L. 912-1 du cdoe de la sécurité sicolae et des aetrlcis 23 « Régime de prévoyance » et 26 « Rtene éducation » de la cnoevontin cocltlveie nltiaonae de la boucherie, boucherie-charcuterie, buecrohie hippophagique, triperie, ceomrecms de vlaeellis et gibiers, le comité ptararie de gtoesin a examiné les modalités de l'organisation de la mtlouuistaan des rieuqss dnas la branche.

Il résulte de cet examen les ditisinsoops suivantes.

Article 2

Formalités de dépôt

Conformément aux arietcls D. 2231-2 et D. 2231-3 du cdoe du travail, le présent aroccd frea l'objet d'un dépôt auprès de la decriotin générale du taraivl (DGT) ainsi qu'auprès de la délégation générale à l'emploi et à la fotomrain prifololsenense (DGEFP).
En cas d'avis défavorable émis par la DGEFP, les patanieerrs sciuaox cneionnevnt de se réunir aifn de procéder à un noeuvl exeamn de l'accord.
En cas d'avis flvboarae de la DGEFP, le présent aroccd frea l'objet d'une ddename d'extension, dnas les cotninodis fixées par les atcriels L. 2261-24 et saintuvs du cdoe du travail.

Date d'application et durée de l'accord

Le présent acrcod est aplcbliape à ceptomr du 1er arvil 2010 puor une durée déterminée de 3 ans. Il cseersa atueeotmuqianmt de pourirde ses eeffts à l'issue de ce délai.

l'avenant n° 12 du 18 nvbemroe 2008, est ansii modifié :
Après la psahre « l'indemnité de lnimeneiecct ntete versée par l'employeur est remboursée » aoujezt « à heautur de 50 % » pius le ppaaahrge se poursuit.

Article 3
En vigueur étendu en date du 19 janv. 2010

Le ppaaahrgre svaniut est ajouté :
« Les paiters décident de friae le piont auennl sur ctete graniate au curos de la réunion prévue par la présente conotenvin coelcvltie au mios de jiaivner de cuahqe année ».

Article 4
En vigueur étendu en date du 19 janv. 2010

Le présent anavnet pnerd effet le 19 jivenar 2010.

Article 5
En vigueur étendu en date du 19 janv. 2010

Le présent annaevt frea l'objet d'un dépôt dnas les codoitnins prévues aux acrliets L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taivral et d'une dmadene d'extension dnas les ciotonndis fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

En vigueur étendu en date du 20 mai 2010

L'APGIS, dnot le siège siocal est à Vinecnens 94300,12, rue Massue, est chargée, puor une période de 5 ans à cotmper du 5 ocrotbe 2010, d'assurer la moutalaitsiun des risques, tles qu'ils snot définis aux alicerts 25,25 bis,38 et des atnevnas n° 12 du 18 nbvomre 2008, n° 17 du 12 novembre 2009 et n° 20 du 19 jjeanvr 2010 de la cnovoentin cecotlilve nitnoaale de la boucherie, boucherie-charcuterie, brceoiuhe hippophagique, triperie, cemcmroes de vleiallos et gibiers.

Article 3
En vigueur étendu en date du 20 mai 2010

L'OCIRP est chargé, puor une période de 5 ans à ctocpmr du 18 mai 2010, d'assurer la moislautuaitn des risques, tles qu'ils snot définis à l'article 26 et de l'avenant n° 12 du 18 nomvbere 2008 de la coetvnnion ccevtloile naitlaone de la boucherie, boucherie-charcuterie, bcouiehre hippophagique, triperie, cceomomes de vellalios et gibiers.

Article 4
En vigueur étendu en date du 20 mai 2010

Le présent aanvent frea l'objet d'un dépôt dnas les cditionnos prévues aux aicrelts L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du trvaail et d'une dnaemde d'extension dnas les cndioitnos fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Avenant n 22 du 8 octobre 2010 relatif au financement de la formation

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA FO ; FGA CDFT ; FNAA CFE-CGC ; FNAF CGT ; CSFV CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2011

Entre les parties soussignées, il est décidé de modifier le 1er alinéa du d « Insertion des jeunes en fin d'apprentissage » de

Avenant n 24 du 12 janvier 2011 relatif à la garantie rente éducation

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 12 janv. 2011

Entre les parties soussignées, il a été décidé de modifier la garantie rente éducation à l'article 26 « Rente éducation », déjà modifié par l'avenant n° 12 du 18 novembre 2008, étendu par arrêté du 10 juillet 2009, par le Journal officiel le 18 juillet 2009 à la présente convention, modifié comme suit.

Article 2

En vigueur étendu en date du 12 janv. 2011

Ces nouvelles dispositions ne s'appliquent qu'aux décès survenant postérieurement au 1er janvier 2011.

Garantie rente éducation

La rente éducation est une rente temporaire exprimée en pourcentage du salaire de référence, égale pour chacun des enfants à charge à :

- ? 20 % du salaire au net brut jusqu'au 12e anniversaire ;
- ? 25 % du salaire au net brut à partir du 12e anniversaire et

Avenant n 25 du 8 mars 2011 relatif au financement des CQP

l'article 30 « Fourniture de la formation » de la présente convention, rédigé comme suit :
« Pour financer les actions destinées à favoriser l'insertion dans l'univers professionnel initial des jeunes en fin d'apprentissage, l'objectif prioritaire défini à l'article 28 de la présente convention, il a été institué une cotisation de 0,20 % de la masse salariale brute annuelle de l'exercice précédent, avec un montant de versement qui ne peut être inférieur à 45 ? »

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2011

Le présent avenant prendra effet à compter du 1er janvier 2011.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2011

Le présent avenant fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

jusqu'au 26e anniversaire des enfants et quelle que soit la situation du bénéficiaire de la rente jusqu'à son 26e anniversaire fnaoraivt ainsi l'entrée dans la vie active des bénéficiaires des rentes.

Cette modification s'applique également pour les enfants en cours de service au 1er janvier 2011.

Sont considérés comme enfants à charge les enfants du participant, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs ou reconnus. Sont également considérés comme enfants à charge, indépendamment de leur position familiale :

- ? les enfants à naître ;
- ? les enfants nés vifs ;
- ? les enfants recueillis, c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs, du participant décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur situation n'est pas au versement d'aucune pension alimentaire.
- En cas d'invalidité de l'enfant à charge rnoceune avant son 26e anniversaire et maintient l'enfant à charge dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle, la rente est versée viagèrement.
- Sont considérés comme enfants les enfants de moins de 26 ans, ayant une invalidité équivalente à l'invalidité 2e ou 3e catégorie de la sécurité sociale, justifiée par un avis médical, ou tant qu'ils bénéficient d'une allocation spécifique aux personnes handicapées (allocation d'enfant handicapé, allocation d'adulte handicapé), ou tant qu'ils sont titulaires de la carte d'invalidité civile.
- En cas de décès du conjoint ou concubin ou partenaire du participant décédé postérieurement au décès de ce dernier, le montant de la rente éducation versée est doublé. Il en va de même si le participant décédé est une mère célibataire dont les enfants à charge n'ont pas fait l'objet d'une reconnaissance de paternité.

Article 3

En vigueur étendu en date du 12 janv. 2011

Le présent avenant fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FGA CDFT ; CFE-CGC Agro,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 8 mars 2011

Les petrais sniaritages de la présente covnioentn réaffirment luer volonté de faversoir la qiaciaouiiftn psoeoerillnfsne des nauouveux enattnrs par la msie en ?uvre des cretatcfiis de qiafiluactoin piseofleolnsrne (CQP) de la branche.

Les CQP « Tcicenmien bcohuier » et « Vendeur, vudeesne qualifié(e) », créés par la CPENFP de la bnchrae et définis à l'article 29 de la présente convention, se préparent penaoiemriritrit par le caortnt ou la période de professionnalisation.

Article 2
En vigueur étendu en date du 8 mars 2011

Conformément aux ditiosinopss des atclires L. 6332-14 et D. 6332-87 du cdoe du taivarl et de la ccirliarue DFEFP n° 2007-21 qui prévoient que les OCPA peernnt en charge, sur les fdons de la professionnalisation, les atinocs d'évaluation, d'accompagnement et de frmiaootn sur la bsae de ftoiarfs haoirres fixés par arccod cotclilef de barhne et que ces ffoitras pnuevt friae l'objet d'une modotauiln en fooictnn de la ntraue et du coût de la prestation, il est décidé de petorr le ffaioit horeaire,

Avenant n 27 du 31 mai 2011 portant
modification du CQP Tripier
préparateur

Signataires	
Patrons signataires	La CBFCT ; La FHBF ; Le SVND ; La CNTF,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La FGA CDFT ; La FANA CFE-CGC ; La CFSV CFTC,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Entre les peitras soussignées, il est cnonveu d'apporter des madiinocotifs à la grille de caiitofassicln des eomlpls de la présente convention, cmme suit.

Article 2
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Il est créé la cicssloaaiftin de « Tipirer préparateur qualifié ».

Article 3
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Avenant n 28 du 31 mai 2011 relatif à
la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	La CCFBT ; La CTNF ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CFTC ; La FGA CDFT ; La CFE-CGC Agro,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Entre les pateris soussignées, il est cevonnu de medfior l'article 30 de la présente conoitenvn au « a) Patpioraicitn des eorlpemus au fmniecnanet de la fotioramn pnelfoeolsnsrie cnotniue », cmome suit.

puor le fmnacneniet des duex CQP cités à l'article 1er du présent avneant dnas le carde du coartnt et de la période de professionnalisation, de 9,15 ? par hreue à 13,50 ?.

Ce ficneemannt est assuré par l'association délégataire de l'OPCAD, l'AGEFOV.

Article 3
En vigueur étendu en date du 8 mars 2011

Le présent aavennt pdnerra efeft dès sa signature.

Article 4
En vigueur étendu en date du 8 mars 2011

Le présent annevat frea l'objet d'un dépôt dnas les cdointoins prévues aux acietlrs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du travial et d'une denamde d'extension dnas les condoinits fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Le teiprir préparateur qualifié arsuse les tâches de trfnisaitaoormn et de ctiamemoilciosan des abtas banlcs et des abats rugeos diueps luer achat jusqu'à luer vetne en poiudtrs élaborés à l'état cru ou cuit.
Il ecrexe son activité dnas le rcepset des bonens pqearutis prsieloelfnesns dnst cleels rlveanet des règles d'hygiène, santé, sécurité et de législation du travail.
Après une ctrneaie expérience et des fntoomrais complémentaires adaptées, il diot être cbpalae d'accéder à des fntoocis de responsabilité et de rprdenere ou créer une entreprise.
Il est titruilae du CQP « Triiepr détaillant ».

Article 4
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le tprieir préparateur qualifié s'inscrit à l'échelon A du neaviu III de la gllrie de cfilacssiatoin de la présente cineovnotn collective.

Article 5
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011
Le présent anaevt pnerd effet le 31 mai 2011.

Article 6
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le présent anvaent frea l'objet d'un dépôt dnas les ctanniodios prévues aux arcelits L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tairavl et d'une dedamne d'extension dnas les ciitnoonds fixées à l'article L. 2261-15 didut code.

Article 2
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

« Puor les ersenpiters oncuacpt monis de 10 salariés :

? 0,40 % de la msase sliarlaae affecté au paln de formation. La caiosoitn de 0,40 % ne puet poridure un mnatnot inférieur à 100 ? hros taxes, puor asuesrr le fneannmceit des acotnis paritoirries de frmioatoan définies à l'article 28 de la présente convention. Dnas le cadre d'une adhésion vlratiooe à l'AGEFOV, ce manontt est dû par toute eeprsinrte ernantt dnas le champ d'application de la présente covnotnein ;
? 0,15 % de la mssae saiarlale affecté au fenenincaamt des cotnarts et des périodes de ptiasnolioainfssoren et du dorit idevdiuinl à la formation. »

Article 3
En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le présent aannevt pnerd eefft le 31 mai 2011.

Article 4

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions

Avenant n° 26 du 31 mai 2011 relatif au CQP Tripiéris détaillant

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAF CFE-CGC ; FGA CFTD.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Entre les parties soussignées, il est décidé de créer un certificat
de qualification professionnelle intitulé « Tripiéris détaillant ».

Article 2

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le titulaire du certificat de qualification professionnelle (CQP) «
Tripiéris détaillant » a pour objet le poste de « Tripiéris préparateur
qualifié », rattaché à l'échelon A du tableau III de la grille de
classification des emplois de la présente convention.

Article 3

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le référentiel de formation permettra d'accéder au CQP « Tripiéris
détaillant » figurant en annexe du présent avenant sous la
présentation suivante :

? référentiel de certification ;
? savires associés ;
? règlement d'examen ;
? définition des épreuves.

Article 4

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Un suivi et un bilan du CQP sont effectués à l'issue de la
première session expérimentale et soumis à la commission
paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle
de la branche.

Article 5

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions
prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2,
D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une
demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L.
2261-15 du dit code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Annexe I. Tripiéris

Bref :

? maître ;
? juve ;
? langue ;

prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2,
D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une
demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L.
2261-15 du dit code.

? fioe ;
? cur ;
? ronges ;
? hmpae ;
? onlegt ;
? quuee ;
? pides ;
? psnae ;
? feulelit ;
? bonnet ;
? clitletae ;
? mlmeale ou tétine.

Agneau :

? langue ;
? creellev ;
? furssee ;
? mou ;
? fioe ;
? cur ;
? ronnos ;
? ris ;
? ronnos blancs ou anelimes ;
? pteante ;
? pieds.

Veau :

? tête ;
? cevlrle ;
? langue ;
? juve ;
? fssurere ;
? mou ;
? fioe ;
? cur ;
? rongos ;
? ris ;
? ptenstae ;
? pieds.

Porc :

? muaseu ;
? langue ;
? tête ;
? cerlvee ;
? oeilrle ;
? juve ;
? fioe ;
? cur ;
? ronnos ;
? pieds.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le CQP « Tripiéris détaillant » est une formation pluri-professionnelle
accréditée en entreprise (centre/entreprise) d'une durée de 8
mois.

Le CQP est délivré exclusivement par les organisations
représentées à la CPNEFP. Il donne une qualification professionnelle
dans la grille de classification des emplois de la convention
collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie,
boucherie hippophagique, triperie, charcuterie de volailles et
gibiers : « Tripiéris préparateur qualifié », niveau III, échelon A.

Cet emploi peut être associé à celui de boucher préparateur
qualifié ou de charcutier qualifié présent au tableau
du CQP de prétendre au niveau III, échelon A de la grille de
classification de la convention collective.

La préparation du CQP « Teirpir détaillant » est ouverte à toute personne atulde motivée :

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

? snas eplomi ou en situation de ressource non psycho-physique ;
? issue des professions connexes.

Champ d'activité

Le CQP « Teirpir détaillant » se prépare par un apprentissage en entreprise ou par la formation professionnelle continue. Toutefois, d'autres dispositifs peuvent être mobilisés (Pôle emploi, CIF, etc.).

Le titulaire du certificat de qualification professionnelle exerce les tâches de technicien et de maître-ouvrier des ateliers de fabrication et des ateliers de montage et de montage des pièces jusqu'à l'état brut jusqu'à l'état fini en atelier ou en atelier.

Conditions d'inscription du candidat

Adresser au centre la demande d'inscription, accompagnée d'une lettre de motivation.
Un entretien avec le candidat ainsi qu'un entretien avec l'employeur sont déterminants quant à l'acceptation de la candidature.

Il exerce son activité dans le respect des bonnes pratiques professionnelles, sécurité et de la législation du travail.

Dispositions générales. ? Cahier des charges

Après une certaine expérience et des formations complémentaires adaptées, il doit être capable d'accéder à des fonctions de responsabilité et de créer ou d'entretenir une entreprise.

Le cursus de préparation au CQP comporte obligatoirement, dans le cadre de la formation par alternance, des temps de formation en entreprise agréés par la CNEFP et des temps de travail en entreprise habilitée sur une période maximale de 8 mois.

Contexte professionnel

La formation d'une durée de 410 heures doit respecter la répartition suivante :

Emplois concernés :

? 315 heures en entreprise ;
? 95 heures de formation en entreprise.

? teirpir préparateur vendeur qualifié ;
? ouvrier professionnel qualifié tripiér.

Le centre crée une section pédagogique d'initiation des apprenants pour les candidats au CQP « Teirpir détaillant ».

Types d'entreprises dans lesquelles le titulaire du CQP peut être amené à exercer son activité :

Il doit maîtriser en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées, notamment :

? secteur artisanal ;
? boucherie, triperie, volailles ;
? boucherie hachée ;
? boucherie ciselée ;
? triperie (boucherie, marché) ;
? gndare diiturbustn (rayons) ;
? gitesosrs et autres de tonirsoftman des irtnesids de la vadnie ;
? ctenraies collectives.

? aléatoire de découpe agréé CEE ;
? formations et personnes des entreprises identifiées pour la durée de la formation, ayant une expérience professionnelle ;
? quantités de matières d'œuvre variées nécessaires aux démonstrations et travaux pratiques, équipements pédagogiques et supports documentaires.

Le titulaire du CQP exerce son activité sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique (chef d'entreprise, chef d'équipe, etc.). Il est autonome et responsable dans le cadre des compétences de travail écrites ou verbales.

L'entreprise d'accueil doit fournir d'une activité professionnelle au stagiaire d'acquiescer les compétences requises aux objectifs fixés par la CTNF et définis dans le référentiel du CQP. La formation s'effectue sous la responsabilité d'un tuteur. Celui-ci doit organiser l'activité professionnelle à une journée de formation en début de contrat.

Les connaissances et la culture générale professionnelles du titulaire du CQP lui permettent :

L'entreprise d'accueil doit impérativement acquiescer la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, coremme de volailles et gibiers : « Tripiér préparateur », niveau II, échelon B.

? d'apprécier la qualité des produits tripiéris ;
? de coordonner les personnes des entreprises et de coordonner les personnes des entreprises ;
? d'utiliser les matériaux, outils et techniques de manière appropriée.

La demande d'ouverture d'une section CQP « Teirpir détaillant » est validée par la confédération nationale de la triperie française et adressée par écrit au secrétariat de la CNEFP au moins 6 mois avant la date prévue de début de formation.

Tableau de détail des activités

La CNEFP vérifie avant le début de la formation les conditions annoncées de sa mise en œuvre et donne un avis favorable ou défavorable.

Fonction : achat

L'agrément est délivré pour une session et doit être renouvelé pour chaque nouvelle session.

Tâches :

Le non-respect du cahier des charges peut entraîner l'annulation de l'agrément à tout moment du cursus.

? cohésion des points ;
? définition des besoins professionnels et professionnels ;
? négociation du prix ;
? vérification des achats en fonction du BL ou de la facture.

Un accompagnement organisationnel, administratif et pédagogique peut être assuré par la CNEFP à la demande du centre.

Conditions d'exercice :
Moyens et ressources :

? état des stocks ;
? liste des fournisseurs ;
? liste des achats ;
? connaissances du supérieur hiérarchique ;
? tenue professionnelle.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats anttueds :

? conformité qlauaiittve et qtintativuae dnas le respctet du pîrx convenu.

Fonction : réception

Tâches :

? contrôles qualitatifs, qtaafiuitts et traçabilité ;
? déballage des ptudoris ;
? rnmeaent et poerotitcn des produits.

Conditions d'exercice :

Moyens et rsrouscees :

? gudie des boenns pqtareuis et csennioqs ;
? thermomètre adapté ;
? znœ de réception ;
? matériels et équipements adaptés ;
? bnos de lsviroain et/ou factures.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats auedttns :

? conformité qitutialvae et quantitative.

Fonction : stockage

? atbas bnals ;
? abats rouges.

Tâches :

? contrôle de la température, de l'hygrométrie et de l'hygiène de la crmbahe fiorde ;
? otrnisigoaan du rgenneamt ;
? rtoiaotn des stkocs ;
? vérification de la peitctroon des produits.

Conditions d'exercice :
Moyens et rrseuceoss :

? gidue des bnnoes patuiqers et csngnoens ;
? matériels et équipements adaptés.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats autednts :

? bnœne cnstvooieran et rtotioan des proutdis stockés.

Fonction : transformation

Tâches :

? fioniitn des têtes et des pedis ;
? désossage ;
? fntee des têtes ;
? séparation ;
? dégraissage, pragae ;
? épluchage ;
? piéçage ;
? ficelage.

Conditions d'exercice :
Moyens et uroseecss :

? gdiue des bnenos prquitaes et csnogines ;
? équipements de poitcerotn ;
? matériels et équipements adaptés ;
? lucoax adaptés.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats atntedus :

? piodrtus cmenofors aux attentes.

Fonction : préparation, cuisson

? plats cuisinés ;
? terrines.

Tâches :

? sélection des matières premières ;
? préparation des ingrédients en vue de la rteecte ;
? découpe, coupe, haagche ;
? anisneomsaesnt ;
? contrôle gtuiatsf ;
? mtoagne ;
? cussion ;
? reimessdorifent ;
? décoration.

Conditions d'exercice :
Moyens et ruercoess :

? guide des boenns puieraqts et csoennigs ;
? fhncies techniques ;
? local de coisusn adapté ;
? matériels et équipements adaptés ;
? barèmes de cuisson.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats atetnuds :

? pudoirts fniis cforonems aux attentes.

Fonction : préparation, élaboration

? pdiuorts à gllrier ;
? puortdis marinés ;
? ptriouds hachés.

Tâches :

? sélection des matières premières ;
? préparation des ingrédients en vue de la rtcete ;
? découpe, coupe, hgahcae ;
? assaisonnement, mignraae ;
? contrôle gtsautif ;
? embossage, montage.

Conditions d'exercice :

Moyens et rscueorses :

? guide des bnœnes pueqriats et ceonsgins ;
? matériels et équipements adaptés ;
? fiechs tcqhueneis ;
? laucox adaptés.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats antuteds :

? pitoruds fniis cmnrofoes aux attentes.

Fonction : commercialisation

Tâches :

? présentation mnaahrdce des pdtirus et étiquetage ;
? aceiuel de la clientèle ;
? agmnroatueitn et colnseis à la clientèle ;

? vetne des ptdiuros ;
? tenue de la caisse.

Conditions d'exercice :
Moyens et reuroecss :

? guide des beonns paquirets et cnesgoins ;
? matériels et équipements adaptés ;
? tenue adaptée à la vente.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats attuned :

? vtene et satoficatsin de la clientèle.

Fonction : transport

Tâches :

? contrôle de la propreté de la csasie de tprnosrat des piutords ;
? cmaeegrnht ;
? déchargement ;
? contrôle de la température des putdiors et de la cssiae de tropnast ;
? raegenmt et prtctioeon des prtuidos ;
? vérification de la présence des dumneotcs rtiaels aux pridotus et au véhicule.

Conditions d'exercice :

Moyens et rcoeussrs :

? réglementation ;
? guide des bnoens paeuqtirs et ceniosngs ;
? thermomètre adapté ;
? matériels et équipements adaptés ;
? dcutnmoes rteiflas aux pturoids et au véhicule.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats aetdutns :

? maientin de la qualité des piodutrs paendnt le transport.

Fonction : eeirtnten des loacux et du matériel

? hygiène ;
? sécurité ;
? maintenance.

Tâches :

? nottegyae et désinfection des locaux, du matériel et de l'outillage ;
? affûtage et aifgfale du matériel de cpoue ;
? utlatiiosn des poenttroits (équipements de poctrtoein iuelndnilidve ? EPI et matériels) ;
? minananetce des équipements, des lcaoux et du matériel.

Conditions d'exercice :
Moyens et rrseceosus :

? guide des bennois pieuraqts et csengnios (hygiène, sécurité, getess et postures) ;
? de sécurité corelorlpe ;
? matériels, équipements et prtduios adaptés ;
? ctnotras de mnniaentcae éventuels ;
? fecihs tciuneqhes et fhiecs de données de sécurité des puoritds chimiques.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats atndutes :

? préserver la santé et la sécurité des psrenones ;
? ausserr l'hygiène et l'entretien des luocax et du matériel.

Article - Référentiel de certification

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Les règles d'hygiène et de sécurité dvnoeit être respectées dnas tuos les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Fonction « Aahct »

Savoir-faire est caaple de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats blncas et rgeuos :		
Identifier :		
? les besoins	Bons de commande	Adéquation au bon de commande
? les produits ? la qualité	Consignes	Respect des cienosngs du supérieur hiérarchique
Choisir	Présentation des produits	
Négocier		

Fonction « Réception »

Savoir-faire est claaple de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats blacns et reougs :	Consignes	Respect des consignes
Préparer les znoes de réception et de stockage	Zone de réception et de stockage	Rangement rationnel, propreté des zenos et bnone rtioaton des stocks
	Chambre froide	
Utiliser les olitus de contrôle	Bons de livraison	Utilisation des otuils de contrôle
Détecter et iosler les ptudoris non conformes	Balance et thermomètre	Mise en pclae d'une aocin corrective
Déballer	Matériels et matériaux d'emballage	Adéquation ertne les potdirus réceptionnés et les BL ou factures
Protéger		

Fonction « Stkgcae »

Savoir-faire est cpbaale de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats banlcs et roegus :		
Reconnaître et répartir les produits		
Assurer la bonne roitaton des stocks	Consignes, matériels et matériaux	Bon rcespet des consignes

		Maintien de la qualité des produits
		Rangement rationnel
Ranger les putodirs en ftooincn de luer spécificité		Maintien de la température
Vérifier le bon fennmeninocott des inslniatltaos frigorifiques	Appareils de contrôle	
	Température et hygrométrie conformes	

Fonction « Tsfontmriaroan »

Savoir-faire est cabalpe de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats blncas et ruegos :		Absence de poils
Finir le raasge des têtes et des pieds		Conforme aux attentes
Désosser les têtes et les pieds	Matériels et oeillgtaus adaptés	Respect du pdrouit et des consignes
Fendre et séparer les têtes et les pieds		Respect des conngsies et des anttetes du consommateur
Dégraissier, éplucher et/ou perar les putdrios tripiers	Matériels et otlliugaes adaptés, consignes	Satisfaction de la clientèle
Piéçer, trancher		Régularité
Ficeler		

Fonction « Préparation/cuisson de patls cuisinés et teernris »

Savoir-faire est caalbpe de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats balcns et rgueos :		
Sélectionner, préparer	Les matières premières, les ingrédients, les matériels	
Découper, couper, hacher	Fiches tneuehcqis et consignes	Respect des fheics techniques
Assaisonner	Fiches techniques	
Monter	Fiches tcnuieeqhs et matériels adaptés	
Cuire (griller, poêler, rôtir, braiser, mijoter, bouillir, sauter)	Fiches techniques, barèmes de csiousn et matériels adaptés	Cuisson maîtrisée
Refroidir	Matériels et méthodes adaptés	Respect de la réglementation
Décorer	Ingrédients adaptés	Produit comronfe vesmlneiuelt et gustativement
		Produit attractif

Fonction « Préparation, élaboration des pdtiorus à griller, marinés, hachés »

Savoir-faire est cpbaale de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats bclnas et reogus :		
Sélectionner, préparer	Les matières premières, les ingrédients, les matériels	
Découper, couper, hacher		Respect de la fhcie technique
Assaisonner, mariner	Fiches teieqncuhs et matériels adaptés	Respect de la réglementation
		Produit attractif
Embosser, monter	Matériels et adaptés	Produit coonfmre veliunsmeet et gustativement

Fonction « Cscieilortmomaan »

Savoir-faire est caplbae de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats bnclns et rouges, poudrits cuisinés et élaborés :		
Présenter, étiqueter	Matériels adaptés	Vitrine attractive
		Etiquetage conforme
Accueillir, argumenter, vendre	Espace de vente	Adéquation entre la ddmneae et le service
	PLV, ILV, recettes	Bonne attitude
	Matériels de pesage, de tghanarce et d'emballage	
	Tenue	Tenue correcte
	Vocabulaire adapté	Argumentaire approprié
Tenue de la cisase :		
? cnttoesuir un fdnos de caisse	Matériels adaptés	Correspondance entre la reetcte et les vents réalisées
? gérer les mnoeys de paiement	Fonds de caisse	
? rendre la monnaie		

Fonction « Trrsnpaot »

Savoir-faire est calabpe de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation on exige
Abats blncas et rgueos :		
Contrôler, charger, décharger	Matériels adaptés	
	BL ou fcauters et dctmoeuns du véhicule et du conducteur	

Vérifier la propreté des produits		Propreté du matériel
Vérifier	Documents de traçabilité	Bonne maintenance des produits
		Vérification en fin de chaîne du BL ou de la facture
		Température conforme à la réglementation

Fonction « Entretien des locaux et du matériel »

Savoir-faire est évalué de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation exigés
Nettoyer, désinfecter	Protocole de nettoyage	Respect du protocole
	Produits	Propreté visuelle et bactériologique
Affûter et affiler	Matériels adaptés	Outils et matériels tranchants
Utiliser les équipements (EPI et matériels)	Moyens de protection (gants, tablier, chaussures, etc.)	Respect des consignes
	Sécurité des matériels	
	Consignes de sécurité	
Entretien des équipements, des locaux, le matériel	Consignes d'entretien et d'utilisation	Bon état du matériel et des locaux
	Contrat de maintenance	

Article - Savoirs associés

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Le référentiel et le programme de formation relient les différents savoirs pratiques et théoriques tout au long de la formation. Ils doivent en outre développer les savoirs associés aux savoir-faire du référentiel de certification.

Connaissance des produits

- I. ? Le métier de tripiériste :
 - A. ? Historique
 - B. ? La place des produits tripiéristes dans l'économie actuelle
- II. ? Les différentes espèces :
 - A. ? Les produits tripiéristes selon les espèces
 - B. ? Anatomie et physiologie
- III. ? L'abattage :
 - A. ? Les différentes opérations
 - B. ? Le cinquième quartier
 - C. ? L'inspection sanitaire
- IV. ? L'utilisation du froid :
 - A. ? La chaîne du froid
 - B. ? Les équipements et leur fonctionnement
 - V. ? Les autres procédés de conservation :
 - A. ? Le congélateur sous-vide
 - B. ? La congélation
- VI. ? Les techniques de transformation :
 - A. ? Les outils, les matériels
 - B. ? Les caractéristiques qualitatives des produits à l'état brut
 - C. ? Les produits crus
 - D. ? Les produits élaborés
- VII. ? La valeur nutritionnelle
- VIII. ? La réglementation :
 - A. ? Présentation administrative des produits
 - B. ? Atteinte de vente
 - C. ? Communication.

- D. ? Tenue de la caisse
- IX. ? L'hygiène :
 - A. ? La microbiologie
 - B. ? Les « 5 M »
 - C. ? Le rôle des bons pratiques d'hygiène
 - D. ? Le nettoyage et la désinfection
- X. ? La sécurité et la maintenance :
 - A. ? La protection
 - B. ? La maintenance des équipements
 - C. ? La prévention
- XI. ? La réglementation :
 - A. ? Les services officiels et leurs rôles
 - B. ? Le paquet hygiène
 - C. ? Le transport (documents, froid, etc.)
 - D. ? La vente.

Connaissances	Limite des connaissances
I. ? Le métier de tripiériste	
A. ? Historique	
Les principales références historiques	Expliquer les différentes raisons de l'évolution du métier de tripiériste
B. ? La place des produits tripiéristes dans l'économie actuelle	
Le marché des produits tripiéristes :	
? production	
? nombre d'entreprises	
? import/export	Illustrer par des données chiffrées
? consommation des ménages	
Les filières principales :	
? industries	
? grossistes	Citer les principales filières et leurs rôles
? détaillants	
II. ? Les différentes espèces	
A. ? Les produits tripiéristes selon les espèces	
Espèce bovine/équine	Connaître l'ensemble des produits tripiéristes issus des différentes espèces selon l'âge figurant à l'annexe 1
Espèce ovine/caprine	
Espèce porcine	
B. ? Anatomie et physiologie	Savoir localiser les différents organes selon les espèces
	Comparer les deux systèmes de digestion
	Donner la nomenclature officielle d'appellation des viscères et des abats
III. ? L'abattage	
A. ? Les différentes opérations	
L'étourdissement	
La saignée	Citer les différentes étapes de l'abattage
L'habillage	
L'éviscération	
La fente	
B. ? Le cinquième quartier	Donner la définition du cinquième quartier
Les abats	

Les issues	
Le periemr teieantrmt des abats	Expliquer l'objectif du peiemrr taremeint des abats
C. ? L'inspection sanitaire	
	Expliquer l'intérêt du contrôle sanitaire
IV. ? L'utilisation du froid	
A. ? La chaîne du froid	
Les températures de conservation	Connaître les températures de conservation
L'importance du recspet de la chaîne du froid	Expliquer l'intérêt du rseepct de la chaîne du froid
La civsornatoen dnas la glace	Expliquer l'intérêt de la cvoseariton dnas la glcae et ceitr les prioduts concernés
B. ? Les équipements et leur fonctionnement	
La cabhmre fordie (température, hygrométrie, ventilation)	
Le laboratoire	Repérer les différents cpasonotms d'une ialntatlsoin frigorifique
La vitrine	Expliquer le mdoe de fnnntmceeionot d'un équipement frigorifique
Le ciamon et les auerts équipements de transport	
V. ? Les aeturs procédés de conservation	
A. ? Le cniieomonnndtet sous-vide	
Le matériel	
Le procédé	Connaître le pncpriie et les règles du ceinnnotdoenimt sous-vide
Les intérêts et les ltmeiis du cnmtoionienednt sous-vide	
Les règles d'étiquetage	
B. ? La congélation	
Le matériel	
Le protocole	
Les intérêts et les limites	Connaître le pnicpire et les règles de la congélation et de la décongélation
La décongélation	
Les règles d'étiquetage	
VI. ? Les tcnheuigues de transformation	
A. ? Les outils, les matériels	Identifier et connaître l'utilisation des différents oltius et matériels
B. ? Les caractéristiques qeivtaailtus des portidus à l'état brut	Identifier les critères de qualité
C. ? Les pdutoirs crus	
Préparation des prdotius trripeis (rasage, désossage, fente, dégraissage, épluchage, piéçage, ficelage)	Définir les différentes pahess de préparation des pdoruits (de l'état burt à la commercialisation)
Rendement	Déterminer le rneedenmt commercialisable

D. ? Les porditus élaborés	
Préparation (découpage, hachage, assaisonnement/marinage, montage, cuisson, refroidissement, décoration)	Rédiger une fihce de ftiiraoabcn de ptourids tpiriers cutis firganut dnas l'annexe 2
VII. ? La vleaur nutritionnelle	
L'intérêt nnreitouitnl prrope à cuhaqe produit	Citer les aportps nnniuterotlis des prcpniaiux poitrds tripiers
VIII. ? La commercialisation	
A. ? Présentation atvciaatre des produits	
Principes et tniueheeqcs d'implantation des potridus en vitrine	Connaître les pecnriips de présentation
B. ? Atce de vente	
L'accueil	
L'écoute	
Le service	Expliquer et jfteisiur les différentes étapes de l'acte de vente
Le conseil	
La tnuue vestimentaire, le comportement	
C. ? Communication	
La PLV (publicité sur le leiu de vente)	
L'ILV (Information sur le leiu de vente)	
Les supports	Lister les différents supropts de communication
D. ? Tenue de caisse	
Le fndos de caisse	
Les mnyoes de paiement	Etablir une fcihe de caisse
Le rednu de monnaie	
La recette	
IX. ? L'hygiène	
A. ? La microbiologie	
L'environnement et la moaptuticililn des micro-organismes	Connaître les différentes cuases de cnaatoinmtin et soaivr les limiter
Les différentes caseus de contamination	Citer les priaipncux micro-organismes et leurs efetfs sur le prdouit et la santé du consommateur
La prévention et la ltute cnorte les micro-organismes	
Les ruiseqs et les effets des micro-organismes sur le priodut et la santé du consommateur	
B. ? Les « 5M »	
La matière	
Le milieu	
Le matériel	Connaître les bnneos pratiques
La méthode	
La main-d'uvre	
C. ? Le gudie de benons purqietas d'hygiène	
D. ? Le nytatgoee et la désinfection	

Le mode opératoire (TACT)	Décrire le mode opératoire du nettoyage et de la désinfection
La connaissance des produits chimiques	Expliquer les dangers règles d'utilisation des produits chimiques
La protection individuelle	
Le contrôle	Citer les moyens de contrôle
X. ? La sécurité et la maintenance	
A. ? La protection	Citer et expliquer l'intérêt du rôle des différents équipements de protection
La protection individuelle	Connaître les règles de sécurité des matériels
La protection des matériels	
B. ? La maintenance des équipements	
La maintenance de premier niveau	Connaître les règles de maintenance de premier niveau et donner un exemple
Le contrat de maintenance	Justifier l'intérêt du contrat de maintenance
C. ? La prévention	
Information sur le lieu de travail	
Formation du personnel	
Gestes et postures	Connaître et expliquer les principes des moyens de prévention mis à disposition

Contrôle des équipements	
Obligations vis-à-vis de la clientèle (trottoirs, sols du magasin, etc.)	
XI. ? La réglementation	
A. ? Les services officiels et leurs rôles	
Services vétérinaires	
Répression des fraudes	Connaître le rôle des différents services
« Produits et services »	
B. ? Le respect hygiène	Développer les principaux thèmes relatifs à la profession
C. ? Le transport	
Documents réglementaires :	
Matériel	
Chauffeur	Citer les différents documents obligatoires
Produit/marchandise	
D. ? La vente	
Étiquetage	
Affichage des prix	Maîtriser la réglementation relative à la vente
Traçabilité	
Matériels	

Article - Règlement d'examen

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Épreuve	Unité	Coefficient	Durée de l'épreuve	Forme de l'examen
Pratique professionnelle	E 1	12	1 h	Ponctuelle pratique et orale
Approvisionnement	E 1 A	2		
Achat		1		
Réception		0,5		
Stockage		0,5		
Transformation des produits crus	E 1 B	4	2 h	Ponctuelle pratique
Rasage		0,5		
Désossage				
Fente				
Parage, dégraissage, épluchage		1,5		
Ficelage		0,5		
Piçage		1,5		
Préparation/élaboration de produits à griller, marinés, hachés	E 1 C	3	45 mn	Ponctuelle pratique
Piçage		2		
Assaisonnement		0,5		
Montage		0,5		
Commercialisation, vente	E 1 D	2	45 mn	Ponctuelle pratique et orale
Présentation des produits		0,5		
Argumentation, conseil		1		
Acte de vente		0,5		
Hygiène et sécurité dans le travail	E 1 E	1	3 h	Ponctuelle écrite
Epreuve théorique	E 2	8		
Technologie	E 2 A	3		
Economie et vente	E 2 B	3		
Hygiène, sécurité et réglementation	E 2 C	2		

La meynone des duex épreuves (épreuve patqurie et épreuve théorique) diot être au mmiuinm de 10/20.

Pour caqhue sous-épreuve, la ntoe ne diot pas être inférieure à 8/20.

Article - Définition des épreuves

En vigueur étendu en date du 31 mai 2011

Epreuve E 1 A

Approvisionnement (coefficient 2)

Finalités de l'épreuve

Vérifier les compétences liées aux mdoes d'approvisionnement en prdtious btrus (abats regous et abtas blancs), au contrôle de la qualité et au skgocate des produits.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve ptroe en tuot ou ptirae sur :

? les savoir-faire « aacht », « réception » et « sktgoace » ;
? les csenconiansas décrites aux crtpiahes I à V des sarvois associés.

Mode d'évaluation

Pratique et orale : qmseionnuneett à pratir d'une msie en sttiuoian professionnelle.
Durée : 1 heure.

Epreuve E 1 B Ttnoaoarmifrsn des portuids curs (coefficient 4)

Finalités de l'épreuve

Vérifier que le cidnaadt possède les capacités puor trfsroenmar les ptirudos btrus en puotdris tepriis commercialisables.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve ptore en tuot ou prtaie sur :

? les savoir-faire « tramofrotansin » ;
? les cncssnaoianes décrites au VI des saiovr associés.

Mode d'évaluation

Pratique : à ptiarr de matières premières meiss à dissiiotpon et des conneigs données, le caddaint réalise des pitoruds ceabelimrasmlois fsainat pitrae de l'annexe 1 « Les pturiods tperiris ». Il est évalué solen les critères saivntus :

? l'organisation de son tvaaril ;
? l'application des bennos ptrqiaeus pnoifloerlsseens ;
? le rspceet des règles d'hygiène ;
? le rcseept des règles crutenoas de sécurité ;
? la fniitiion et la présentation.
Durée : 2 heures.

Epreuve E 1 C Préparation, élaboration de pitoudrs à griller, marinés, hachés (coefficient 3)

Finalités de l'épreuve

Vérifier que le cdiadnat possède les capacités puor tarnomefrsr des pdroiuts btrus en pdtiuros élaborés commercialisables.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve potre en tuot ou pitare sur :

? les savoir-faire « préparation, élaboration » ;
? les cecsoasinnans décrites au VI des soiarvs associés.

Mode d'évaluation

Pratique : à pairtr de matières premières msies à dipiotsosin et des csenoigs données, le caddanit réalise des pidruots commercialisables. Il est évalué soeln les critères sitaunvs :

? l'organisation de son taiarvl ;
? l'application des bonnes patruques plriessnooeefns ;
? le rcpeset des règles d'hygiène ;
? le rcpeest des règles cateuorns de sécurité ;
? la ftiinon et la présentation.
Durée : 45 minutes.

Epreuve E 1 D Commercialisation, vnete (coefficient 2)

Finalités de l'épreuve

Vérifier l'aptitude du cidanadt à mterte en vuaelr les prutdois tpreriis sur le leiu de vtene et au curos d'un atce de vente.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve ptroe en tuot ou ptarie sur :

? les savoir-faire « cseaoatiiclrmmn » ;
? les cnsaeoincasns décrites aux VII et VIII des svorais associés et à l'annexe II.

Mode d'évaluation

Pratique et orale : à pairtr d'une sttiuoian de vntee réelle ou reconstituée (lieu de vente, produits, vitrine, client, etc.) et des cnenosigs données, le cadinadt exécute les opérations de vtnee et répond aux qnutisoos de l'examineur.

Durée : 45 minutes.

Epreuve E 1 E Hygiène et sécurité dnas le tvaaril (coefficient 1)

Finalités de l'épreuve

Vérifier que le cdaindat a aiucqs les cnaneonsscais de bsae en hygiène, sécurité et réglementation et qu'il est calpbae de les aueqppilr dnas les différentes activités professionnelles.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve ptore en tuot ou piarte sur :

? les savoir-faire décrits en « aacht », « réception », « stacgkoe », « tomranoastifrn », « préparation, élaboration », « cmirimeiaooacstln », « eintreten des louacx et du matériel » et « tranport » ;

? les ccnaianossnes décrites aux IV, V, VI, VIII.

Mode d'évaluation

Pratique : évaluation en stotiuan au cuors de toeuts les épreuves pratiques.

Epreuve E 2 Eeuvrpe théorique (coefficient 8)

Sous-épreuve E 2 A : tlngcehoioe (coefficient 3)

Finalités

Vérifier l'acquisition de caniasconness liées à l'approvisionnement, à la ctvsianeoron et à la transformation, préparation, élaboration des pitoruds tripiers.

Contenu

L'épreuve potre en tuot ou prtaie sur :

? les savoir-faire décrits en « ahact », « réception », « socagkte », « préparation, élaboration », « préparation, coissun », « trsaront », « eetnrien » ;
? les coisnacannses décrites aux crthiepas II à VII des saviors associés.

Sous-épreuve E 2 B : économie et vtnee (coefficient 3)

Finalités

Vérifier l'acquisition de cenicassannos liées aux activités du métier de tripier, à la cninoancasse des produits, à luer uiaotitlsin cilnuirae et à luer vente.

Contenu

L'épreuve ptroe en tuot ou priate sur :

- ? les savoir-faire décrits en « achat », « ceiltromismocaan », « etteinren » ;
- ? les csnainesanocs décrites aux I, VII et VIII des sovaris associés.

Epreuve E 2 Sous-épreuve E 2 C : hygiène, sécurité, réglementation (coefficient 2)

Finalités

Avenant n 31 du 3 janvier 2012 relatif aux forfaits annuels en jours

Signataires	
Patrons signataires	La CBCFT ;
	La CTNF ;
	La FHBF ;
	Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ;
	La FGA CDFT ;
	La FANA CFE-CGC,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2012

Entre les ptireas soussignées, il a été décidé de mterte en palce une ctvoonienn de frifaot aennul en jruos cnocnarent les cderas ne rnealvet pas de l'horaire colteclif et dopsiasnt d'une réelle amouionte dnas l'organisation de luer emploi du tmeps puor l'exercice des responsabilités qui luer snot confiées ce qui rned iilbpssmoe luer intégration dnas des heiraors prédéterminés et fixes, conformément aux dssoispitnis légales du cdoe du travail.

Article 2

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2012

L'article 12 bis de la présente cnnveootin ctilevcole est remplacé par :

Article 12 bis
Forfait cedars en jrous

Peuvent clnucore une cinonvoetn de fafroit en jorus sur l'année les cdears qui disopsnet d'une auoiontme dnas l'organisation de luer elompi du tmeps et dnnot la nrtuae des fitnocnos ne les cnduoit pas à siurve l'horaire cctiellof allbapcipe au sien de l'atelier, du sivrece ou de l'équipe aueuql ils snot intégrés et les salariés dnnot la durée du tepms de tarvial ne puet être prédéterminée et qui dospesint d'une réelle anuotiomme dnas l'organisation de luer eolmpi du tmeps puor l'exercice des responsabilités qui luer snot confiées, conformément aux disiontoisps prévues par l'article L. 3121-43 du cdoe du travail.

a) Diiosptntisos générales

Les salariés anayt la qualité de cdreas dnas le sueetcr de la bercouihe snot receneepmtvist aux naevieux VI et VII de la grlile des salaires. Dès lros que luer fioctonn ne pemret pas de contrôler le nobmre des herues passées au scveire de l'entreprise ou que la durée de luer tmeps de tiaravl ne puet être prédéterminée, ils snot au firfoat jours.

Ce farfoit fiat l'objet d'une coonevtnin de firafot individuelle, suos forme de ctnorat ou d'avenant au cnratot de travail.

Le nmorbe des journées travaillées est fixé dnas la ltimie d'un plaofnd aunenl de 218 jorus de trviaal efictfef puor une année clivie complète de taarivl et un diort pieln à congés payés.

Toutefois, en cas de dépassement du ponflad de 218 jorus

Vérifier l'acquisition de cnacnanoeisss liées aux règles d'hygiène et de sécurité appliquées aux activités du métier de tripier.

Contenu

L'épreuve porte en tuot ou praite sur :

- ? les savoir-faire décrits en « troptnarst », « ereetnitr » ;
- ? les cscanoeanssis décrites aux IX à XI des sioavrs associés.

Mode d'évaluation

Ecriture : questionnement.
Durée : 3 heures.

annuels, le nobrme de jruos travaillés ne puet excéder, puor une année civile, 235 jours.

Le cas échéant, après déduction des congés payés reportés dnas les coitoidnns prévues par l'article L. 3141-21 du cdoe du travail, le salarié a la possibilité :

- de pderne les jruos de ropes codsanoprenrt à ce dépassement ;
- d'être rémunéré, myaoennnt une mitajaoorn de sraliae au mions égale à 10 % ;
- d'affecter les jruos de dépassement à un compte épargne-temps (si celui-ci est prévu par un aoccrd d'entreprise).

Ce ciohx srea arrêté au cruos de l'entretien annuel, organisé à l'initiative de l'employeur.

Selon les cernotatnis liées à l'exercice de la pofeistrson de boucher, bhceur charcutier, ou bcuehor traiteur, les rpoes porrunot être pirs en journée ou en demi-journée.

Les salariés concernés par ce tpye de faoifrt deurmenet smouis aux dtssopniios légales rleievats au reops qditioun de 11 heuers et au reops homdedibarae de 35 heures, déterminés par les aleitrcs L. 3131-1 et L. 3132-2 du cdoe du travail. De plus, conformément à l'article L. 3132-1 du cdoe du travail, les salariés concernés ne prorunot talrievalr puls de 5,5 jorus par semaine.

L'amplitude des journées de taavril est déterminée ivlenmledndiiuet par convention. Cependant, aifn de protéger la santé des salariés et luer pemtetrr de treouv un jutse équilibre etrne vie plnsnolfsoieere et vie familiale, l'employeur diot s'assurer, dnas le repesct de l'activité de l'entreprise, de l'autonomie du salarié et de la législation, que l'amplitude des journées de tiaavrl ne dépasse pas 12 heures.

L'employeur diot ptrtremee aux salariés concernés de bénéficier d'un temps de pause juraelnor de 1 h 30, qu'ils peuvnet répartir à luer ccnnonevae sur la journée.

b) Suvii

Le fraioft cadres s'accompagne d'un moeyn de contrôle pntmeeart de décompter le nbrome de journées ou demi-journées travaillées asnii que le nrbmoe de journées ou demi-journées de ropes prises.

Ce dceounmt de contrôle est tneu ctnjnneooeimt par l'employeur et le salarié concerné, suos la responsabilité de l'employeur.

Chaque année, l'employeur orirnaesga puor les salariés concernés un etieertnn aennul iinvdideul ptaront sur :

- la carhge de trvaail du salarié ;
- l'amplitude de ses journées de tvarail ;
- l'organisation du tivraal dnas l'entreprise ;
- l'articulation etrne son activité pefnrlolissnoee et sa vie perenslonle et flialaime ;
- sa rémunération.

Dans les entreprises dotées d'institutions représentatives du personnel, celles-ci sont consultées sur les roreux aux conditions de travail ainsi que sur les modalités de suivi de la charge de travail des salariés concernés.

c) Rémunération

Pour les salariés se situant au niveau VI de la grille de classification des emplois, la rémunération mensuelle brute est déterminée de la façon suivante :

-pour l'échelon A, la rémunération doit être égale ou supérieure à 100 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés ;

-pour l'échelon B, la rémunération doit être égale ou supérieure à 101 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés ;

-pour l'échelon C, la rémunération doit être égale ou supérieure à 105 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés.

Pour les salariés se situant au niveau VII de la grille de classification des emplois, la rémunération mensuelle brute est déterminée de la façon suivante :

-pour l'échelon A, la rémunération doit être égale ou supérieure à 115 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés ;

Avenant n° 33 du 26 juin 2012 à la convention

Signataires	
Patrons signataires	La CFBCT ; La CTNF ; La FHB ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La FGA CFTF ; La CFSV CFTC ; La FANA CFE-CGC,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 26 juin 2012

Entre les parties soussignées, il est décidé de modifier le premier alinéa du b « Délivrance du CQP » de l'article 29 « Quid des modalités de formation » de la présente convention comme suit.

Article 2

En vigueur étendu en date du 26 juin 2012

« Le CQP est délivré, sous l'autorité du président de jury (ou de son suppléant), par la CFNEPP après délibération. Le jury est ainsi composé :

? d'un représentant du collège employeurs, désigné par les organisations patronales ;

Avenant n° 35 du 22 janvier 2013 relatif à la délivrance du CQP

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CBCFT ; La FHB ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CFTC ; La FANA CFE-CGC,

-pour l'échelon B, la rémunération doit être égale ou supérieure à 117 % du plafond annuel de la sécurité sociale, sur la base de 218 jours travaillés.

Article 3

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2012

Les accords d'entreprise ou d'établissement conclus dans les entreprises entrant dans le champ d'application du présent avenant ne peuvent déroger de quelque façon que ce soit au présent avenant, sauf disposition plus favorable.

(1) L'article 3 est exclu de l'extension comme convention aux dispositions de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail qui modifie la hiérarchie des normes et privilégie l'accord d'entreprise en matière d'aménagement du temps de travail.

(Arrêté du 5 septembre 2013 - art. 1)

Article 4

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2012

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

? d'un représentant du collège salariés, désigné par les organisations représentatives ;
? d'un membre qualifié dans le domaine du CQP, extérieur à l'organisme de formation dans lequel le CQP a été préparé ;
? d'un professionnel en activité.
Le président de jury écarte et supervise les membres du jury ; il n'est pas amené à voter les candidats.
Sans avis favorable du jury, la CFNEPP ne peut pas délivrer le CQP. »

Article 3

En vigueur étendu en date du 26 juin 2012

Le paragraphe suivant est ajouté avant le deuxième alinéa :
« L'examen du CQP ne peut être évalué que si tous les membres du jury sont présents. Aussi, des suppléants sont désignés pour chaque juré.
Le président de jury et son suppléant ainsi que les jurés et leurs suppléants sont désignés par la CFNEPP pour une année civile complète.
Le président de jury est sélectionné parmi les membres du collège employeurs.
Le professionnel en activité peut être proposé à la CFNEPP par le centre de formation ayant obtenu l'agrément pour la mise en place du CQP. »

Article 4

En vigueur étendu en date du 26 juin 2012

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

Entre les parties soussignées, il est décidé de modifier, comme suit, le premier alinéa du b « Délivrance du CQP » de l'article 29 « Quid des modalités de formation » de la présente convention, telle qu'elle a été modifiée par l'avenant n° 33 du 26 juin 2012, étendu par arrêté du 27 novembre 2012, par le JN du 9 décembre 2012.

Article 2

En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

Dans le premier paragraphe, la phrase « Le jury est ainsi composé

: » est remplacée par « Un jury est ainsi composé : ».

suppléants snot désignés par la CENFPP puor cuahqe examen. »

Article 3
En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

La deuxième phsare du quatrième pghaararpe « Le président de jury, son suppléant ainsique les jurés et suppléants snot désignés par la CFENPP puor une année civile complète » est remplacée par« Le président de jury, son suppléant ainsi que les jurés et

Article 4
En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

Le présent aavnnet frea l'objet d'un dépôt dnas les cnoidiotns prévues aux atilcres L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du traavil et d'une dnademe d'extension dnas les citndonnois fixées à l'article L. 2261-15 dduid code.

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CBFCT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

Afin de mtetre en conformité du recspet du caractère clticelof du régime de prévoyance ooirtiagbe aalpbclpie aux salariés régis par la présente ceotnvionn ctvecloile et conformément à la cacuirrile DSS/5B/2009/32 du 30 jnvaeir 2009 srpnmpiuat en oture les critères rftaies à l'âge.

Et d'autre part, de modifier, l'article 26 « Retne éducation » se rnoaaprptt à la nuovelle doioitsispn rtilveae à la gaitanre rente tmeopraire de cnionojt sstivutubue créée par l'avenant n° 12 du 18 nembvroee 2008, étendu par arrêté du 10 jluleit 2009, prau au Jnarul ociciefl le 18 jieult 2009, et complété par l'avenant n° 24 du 12 jnvaeir 2011, étendu par arrêté du 7 ocrobte 2011, prau au Juonarl ofeifcil du 14 obotrce 2011 à la présente convention.

Article 2
En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

A l'article 25 bis :
Premier alinéa du a « Gartnaie décès » rcmeepar par « salarié dnot le décès est visé par la gnirtaee : enelsmbe du peronsentl ». Deuxième alinéa du b « Graintae invalidité absloue et définitive » speurmipr « âge ltimie du salarié ; au puls 60 ans ».
Article 26 « Rtnee éducation » modifié par l'avenant n° 12 du 18 novembrre 2008, étendu par arrêté du 10 jilleut 2009, prau au Jauronl ocfiiefl le 18 jeiult 2009, et l'avenant n° 24 du 12 jnvaeir 2011, étendu par arrêté du 7 obcotre 2011, prau au Jonarul oeficfl du 14 orcotbe 2011.
Garantie rntee tarroempie de cnonjoit stuivibtuse :
Après la prshae : « 5 % du siraale anenul burt versé », suepimrpr « jusqu'au 60e aansrnieivre » et rcpeealmr par « au bénéficiaire ».

Article 1er
En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

Entre les parteis soussignées, il a été décidé de modifier, d'une part, les gtaearns décès a et invalidité aluobse et définitive b à l'article 25 bis, déjà modifié par l'avenant n° 12 du 18 nbmoveere 2008, étendu par arrêté du 10 jielult 2009, prau au Jruanol oecffil le 18 jleilut 2009.

Article 3
En vigueur étendu en date du 22 janv. 2013

Le présent aanenvt frea l'objet d'un dépôt dnas les ctinnodios prévues aux alircets L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tvaairl et d'une dnmaede d'extension dnas les cnoionidts fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC ; FGA CDFT ; FNAF CGT,

Article 1er - Objet de l'avenant
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2014

Le présent aennavt a puor ojbet de mettre en palce un régime cetnvnnonienol ratlief au rememosurnbet de firas de snois de santé en complément du régime de bsae de la sécurité sacolie en cas de fairs médicaux, ccraurghiiix et d'hospitalisation.

Les représentants pnsoolfsnereis et les oitniornagsas sdnaeclyis représentatives saniritaegs ont souhaité dennor une dsnoimien de solidarité slcaioe et poeonfnesrlsile auccre au présent régime par la pirse en crghae des coniattsois et le meiantin des gertaanis au bénéfice de preoesnns touchées par crnetais événements.

-- remédier aux difficultés rencontrées par ciaterns eepuolrmys puor la msie en pclae d'une proteoctin slicoe complémentaire ;
-- gairatnr l'accès de tuos les salariés de la bchnrae aux gatnreais collectives, snas considération, notamment, d'âge ou d'état de santé ;
-- ptileor peamirrneiatt un nueoavu scloe de garetanis munimim de brachne destiné à pmreterte à tuos les salariés d'accéder aux soins dnas des cnitiodns financières ssnaafsaeitiits et à la pfreossion de se voirsaelr et d'asseoir asnii son attractivité, nmtmoaent auprés des jenues gnes ;
-- gérer de façon rslsobnaepe et indépendante au neaviu de la porsesifon les fulx et les réserves du régime ;

? isnturear une solidarité enrte tuteos les eerrtispns et de manière intergénérationnelle etnre tuos les salariés et aceinns salariés bénéficiaires de la pierssfoon ;

? isrtneuar un nouveau sdatnrad peosnrleosfnl unifié en matière d'assurance santé basé sur la qualité des prestations, des garanties, des screevis et de la gestion.

Article 2 - Régime frais de soins de santé
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2017

Il est créé un altrcie 26 ter dnas la cvtonnieon ctellvcoie nationale, intitulé « Régime fiars de sonis de santé », rédigé cmmoe siut :

« Atlrcie 26 ter. Régime firas de sonis de santé

1. Adhésion-affiliation

À cmopetr de la dtae d'effet du présent régime, les eptirensers erntant dnas le cmhap d'application défini à l'article 1er de la présente ceovotnnin ccvloeilte dovinet affilier, par la sgatriune

d'un bulletin d'affiliation, les salariés bénéficiaires définis au point 2 auprès de l'organisme assureur visé au point 8.

Conformément aux dispositions légales, une notice d'information, délivrée par l'organisme assureur à l'employeur, sera remise par ce dernier à chaque salarié de l'entreprise afin de lui faire connaître les caractéristiques du régime.

Tant qu'il est en vigueur, aucun salarié bénéficiaire ne peut quitter à titre individuel et de son propre fait le régime de branche.

2. Bénéficiaires

Sont bénéficiaires du présent régime ? Les personnes physiques de moins de 65 ans, à l'exception des salariés en retraite, qui sont affiliés à l'assurance maladie obligatoire et qui ont atteint l'âge de 15 ans à la date d'entrée en vigueur de l'assurance.

Lorsque le salarié a atteint l'ancienneté requise, il peut bénéficier du régime à compter de sa date d'entrée dans l'entreprise avec effet rétroactif.

Dans le cas d'un contrat à durée indéterminée (CDI) faisant suite à un contrat à durée déterminée (CDD), c'est la date d'effet du premier contrat qui sera prise en considération pour le calcul de l'ancienneté.

Peuvent, à leur initiative, se désinscrire d'affiliation au présent régime ? Les personnes physiques de moins de 65 ans, en franchise régulière à l'égard des cotisations sociales :

• les salariés bénéficiant de la couverture maladie complémentaire (CMUC), pour la durée de leur présence en France au titre de ce régime, à la condition de fournir à leur employeur une attestation annuelle justifiant de leur couverture. Les salariés doivent obligatoirement rejoindre le présent régime à compter de la date à laquelle ils ne bénéficient plus du régime de la CMUC ;

• les salariés bénéficiant de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé visée à l'article L. 863-1 du code de la sécurité sociale et cela jusqu'à échéance du contrat individuel si l'intéressé ne peut pas le résilier par anticipation ;

• les salariés à temps très partiel (contrat de travail inférieur à un mi-temps) qui déclarent acquiescer à la cotisation au présent régime au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;

• les salariés en contrat à durée déterminée inférieur ou égal à 3 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle supplémentaire par ailleurs.

En aucune manière, les cotisations d'affiliation prévues ci-dessus ne peuvent être imposées par l'employeur.

À la demande de l'organisme assureur désigné, l'employeur devra fournir une copie des documents justificatifs de la demande d'affiliation.

Le régime sera également proposé aux retraités ayant achevé leur carrière dans une entreprise relevant de la convention collective notariée de la boulangerie, boulangerie-charcuterie, boulangerie-pâtisserie, triperie, commerce de détail et de gros.

3. Garanties. - Litime des garanties

3.1. Garanties

Les garanties du présent régime sont établies sur la base de la législation et de la réglementation de l'assurance maladie en vigueur au moment de sa prise d'effet. Elles seront revues, le cas échéant, dans le délai en cas de modification de ces textes.

Les parties signataires pourront également convenir d'une révision des cotisations en tout ou partie à toute occasion.

Sont couvertes tous les salariés et leurs familles sur la période de garantie anant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individualisé du régime de base de sécurité sociale au titre de la législation ? maladie ? ? accidents du travail / maladies professionnelles ? et ? maternité ? ainsi que les atcs et faris non

pris en charge par ce régime, expressément mentionnés dans le tableau des garanties visé ci-dessous.

Les garanties ? maternité ? prévues au présent régime n'interviennent que pendant la période au cours de laquelle l'assuré reçoit des prestations en nature de la sécurité sociale au titre de la couverture maternité. L'organisme assureur désigné verse, en cas de naissance d'un enfant du salarié (viable ou mort-né), une allocation dont le montant est égal au forfait en vigueur au jour de l'événement.

Le forfait maternité du salarié est également versé en cas d'adoption d'un enfant mineur.

Un tel forfait peut être octroyé par période de 300 jours, à l'exception des naissances jumeaux ou de l'adoption.

Les prestations persisent en compte, pour le versement du forfait maternité et pour le calcul de la période de 300 jours, sont les dates de naissance respectives de chaque enfant.

Tableau des garanties

(Tableau non reproduit, consultable en ligne sur le site www.journal-officiel.gouv.fr, rubrique BO Citoyenneté collective.)

Grille optique

(Tableau non reproduit, consultable en ligne sur le site www.journal-officiel.gouv.fr, rubrique BO Citoyenneté collective.)

3.2. Limites des garanties. ? Exclusions

Pendant la période de garantie, les exclusions et les limites de garantie ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont pour effet d'empêcher les prestations en nature prévues par l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale.

Ne donnent pas lieu à remboursement :

• les frais de soins :

-- engagés avant la date d'effet de la garantie ou après la cessation de celle-ci. La date prise en considération est, dans tous les cas, celle fixée sur les décomptes de la sécurité sociale ;

-- déclarés après un délai de 2 ans suivant la date des soins pratiqués ;

-- engagés hors de France. Si la sécurité sociale à laquelle le salarié est affilié prend en charge les frais engagés hors de France, ceux-ci sont pris en charge par l'organisme assureur sur la base de la convention collective utilisée par la sécurité sociale et selon les garanties prévues par le présent régime ;

-- non remboursés par les régimes de base de la sécurité sociale ;

-- ne font pas partie de la nomenclature générale des actes médicaux ou à la sécurité sociale ou à la sécurité sociale des actes médicaux, et même s'ils ont fait l'objet d'une notification de refus ou d'un remboursement nul par le régime de base, sauf pour les actes prévus expressément dans le tableau de garanties ;

-- engagés dans le cadre de la législation sur les pensions militaires ;

-- engagés au titre de l'hospitalisation dans les centres hospitaliers de soins ou dans les unités de soins de soins de soins hospitaliers, dans les services de soins médicaux des maisons de retraite, des établissements de soins ou des hospices ;

• les prestations forfaitaires et les frais de transport à la charge du salarié prévues à l'article L. 322-2 du code de la sécurité sociale ;

• la prise en charge de la prestation prévue aux articles L. 162-5-3 et L. 161-36-2 du code de la sécurité sociale ;

• les dépassements d'honoraires sur les actes cliniques et thérapeutiques pris en compte au titre de l'article L. 162-5 du code de la sécurité sociale, à l'exception des honoraires des praticiens-conseils de l'organisme assureur.

Pour les frais consécutifs à des actes dont la coattitude n'est pas

conformément à la nomenclature générale des atec prescrites ou à la classification des actes médicaux, le rattachement est limité à la catégorie définie par cette nomenclature ou cette classification.

Pour les frais consécutifs à des actes dont les dépassements d'honoraires ne sont pas autorisés par les conventions nationales signées entre les régimes de base et les représentants des professionnels ou dans les cas où ces dépassements ne sont pas autorisés par les conventions conventionnelles, le remboursement est limité à la base de remboursement utilisée par la sécurité sociale.

Pour les médicaments figurant dans un groupe générique prévu au code de la santé publique et ayant fait l'objet d'un remboursement par l'organisme de sécurité sociale sur la base du tarif forfaitaire de responsabilité applicable à ce groupe de médicaments, le remboursement complémentaire effectué par l'organisme assureur se fera également sur la base du tarif forfaitaire de responsabilité applicable à ce groupe de médicaments.

À l'exception du forfait maternité, pour les actes ou prestations de soins exprimés sous la forme d'un crédit annuel, le crédit annuel correspond au montant maximum d'indemnisation. Ces crédits annuels et ces franchises sont exclusifs, pour les actes ou prestations de soins concernés, de tous autres avantages de la part de l'organisme assureur.

Afin de s'assurer du respect de ces principes, il pourra être demandé au salarié de fournir tout devis ou facture relatif, notamment, aux actes et frais médicaux ou d'optique envisagés.

Qu'ils soient demandés par l'organisme assureur ou produits spontanément par le salarié, les devis forment l'objet d'un examen par un professionnel de santé dans le respect des règles déontologiques s'appliquant aux praticiens. L'organisme assureur peut également mener son propre examen de santé pour procéder à une expertise médicale de l'assuré. Dans un tel cas de figure les frais et honoraires liés à ces opérations d'expertise sont à la charge exclusive de l'organisme assureur.

La prise en charge des frais inhérents à des séjours en établissement hospitalier en stérilité non conventionné est limitée à 90 jours par année civile et fait l'objet d'un règlement sur la base du remboursement utilisé par le régime de sécurité sociale.

En l'absence de télétransmission par les établissements de base en cas de consultation d'un praticien du secteur non conventionné, le salarié doit transmettre à l'organisme assureur une facture détaillée établie par son médecin ; à défaut, l'indemnisation se fera sur la base de la tarification prévue pour les actes conventionnés.

3.3. Prolongation des remboursements

En cas d'intervention en secteur non conventionné sur la base d'une prestation calculée par référence aux tarifs retenus par les régimes de base de la sécurité sociale pour les actes effectués en secteur conventionné, la prestation ne pourra excéder celle qui aurait été versée si la dépense avait été engagée en secteur conventionné.

Les prestations complémentaires sont limitées aux frais réels dûment justifiés relatifs à la charge du salarié, après imputation du régime de base de la sécurité sociale, et/ou d'éventuels on-régimes complémentaires.

4. Mécanismes des garanties

4.1. Pour les ayants droit des salariés décédés

En cas de décès d'un salarié bénéficiaire du présent régime, y compris en période de portabilité des droits, ses ayants droit bénéficieront des garanties du présent régime, sans paiement des cotisations, pendant 12 mois à compter du premier jour du mois suivant le décès.

Ont la qualité d'ayant droit au titre des présentes dispositions le conjoint ou le concubin du bénéficiaire décédé lié ou non par un pacte civil de solidarité (Pacs) et les enfants à charge répondant à la définition suivante :

? les enfants de moins de 21 ans à charge du salarié ou de son conjoint ou de son concubin au sens de la législation sécuritaire et, par extension, les enfants de moins de 26 ans à charge du salarié au sens de la législation fiscale, à savoir :

- les enfants du salarié, de son conjoint ou de son concubin pères en comptant dans le calcul du quotient familial ou orphelinat à l'entretien abordable au revenu imposable ;
- les enfants du salarié auxquels celui-ci s'est vu attribuer la garde (y compris en application d'un jugement de divorce) résultant sur son avis d'imposition à titre de charge déductible du revenu global ;

? ceux qui sont luer âge, et sans déclaration préalable de revenus, les enfants infirmes (c'est-à-dire hors d'état de subvenir à leurs besoins en raison d'un état d'invalidité) au sens de la législation fiscale définie ci-après :

- pères en comptant dans le calcul du quotient familial ;
- ou orphelinat à l'entretien abordable au revenu imposable ;
- ou bénéficiaires d'une pension alimentaire que le salarié est autorisé à déduire de son revenu imposable.

4.2. Pour les salariés en arrêt de travail au titre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle d'un salarié bénéficiaire du présent régime, dans les 6 mois à compter de la date de survenue de l'accident, les garanties du présent régime sont maintenues sans interruption des cotisations pendant 12 mois à compter du 1er jour du 7e mois d'arrêt de travail.

Toute reprise de travail met fin au bénéfice de la gratuité à compter du 1er jour qui suit la reprise d'activité.

Tout salarié qui reprend le travail moins de 6 mois après la date d'arrêt initial conserve le bénéfice des jours d'arrêt écoulés pour le calcul de la franchise de 6 mois ouvrant droit à la gratuité, si le nouvel arrêt de travail est qualifié par la sécurité sociale de rattachement de l'arrêt de travail initial pères en charge au titre de la législation ? atcnd du travail/ maladies professionnelles ?.

Tout salarié qui reprend le travail après avoir bénéficié préalablement de l'exonération du paiement des cotisations conserve son droit à la gratuité en cas de rechute au sens de la législation de la sécurité sociale ? atcnd du travail/ maladies professionnelles ?, dans la limite de la période d'exonération relative à la rechute.

En cas de cessation du contrat de travail, les anciens salariés, rattachés de la législation ? atcnd du travail/maladies professionnelles ? du régime de base de la sécurité sociale, bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement ne sont pas à bénéficier après la rupture du contrat de travail des garanties du présent régime avec exonération des cotisations dans les conditions fixées ci-dessus.

4.3. En cas de suspension du contrat de travail

Le régime et la cotisation relative sont maintenus pour le salarié :

- ? en cas d'arrêt de travail pour maladie, congé de maternité, d'adoption ou de paternité ;
- ? en cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet ou maladie professionnelle, pour la période non couverte au titre de l'article 4.2 ;
- ? en cas de suspension du contrat de travail, avec maintien de la cotisation ou pères ou virement d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur.

En cas de suspension du contrat de travail, sans maintien de la cotisation ou sans versement d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, la cotisation pour être maintenue à la demande du salarié sans réserve du paiement par ce dernier de la totalité de la cotisation.

4.4. Portabilité des droits

Les modalités d'application du dispositif de portabilité instauré par l'article 14 de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11

jaivenr 2008 sur la minarioetdosn du marché du travail, modifié en direner leiu par l'avenant n° 3 du 18 mai 2009, snot précisées cmmoe siut :

En cas de caoiseitsn du derienr cnortat de tavrrial non consécutive à une ftuae lduroe et ornuvat droit à iadoimnteisn du régime ogoltiaribe d'assurance chômage, le salarié bénéficie du miantien des gaanerits du présent régime.

Le présent dsisotpiif de portabilité s'applique aux cnsestaos de caorntt de travail, tels que définies précédemment, dnot la dtae est égale ou postérieure à la dtae d'application du présent régime.

Le mienaitn de ces grtnaiaes s'effectue dnas les mêmes ctioionnis que puor les salariés en activité, suaf les sianptutolis particulières définies ci-après et suos réserve que l'ancien salarié n'ait pas expressément renoncé à l'ensemble des graitneas cecvlietlos sositcrtes par son employeur, qu'elles soeint prévues par la coetnnvion ccvioeltle nialntaoe ou par les atures modalités de msie en pclae des grinaetas prévoyance et fiars de santé définies à l'article L. 911-1 du cdoe de la sécurité sociale.

Cette renonciation, qui est définitive, diot être notifiée expressément par écrit à l'ancien employeur, dnas les 10 jrous snvaut la dtae de cseotsian du crontat de travail.

En cas de mictiidoofan ou de révision des geniatars des salariés en activité, les gaanirets des assurés bénéficiant du disiitposf de portabilité sneort modifiées ou révisées dnas les mêmes conditions.

Le maeitnin des gteraains penrd eefft le lmdaenien de la dtae de fin du cntroat de travail, suos réserve d'avoir été régulièrement déclaré par l'entreprise auprès de l'organisme auesusrr désigné.

Le bénéfice du mtiinean de ces grataines est subordonné à la cotioindn que les driots à cvrueurote complémentaire aniet été ouverts chez le drnieer employeur.

Le mtienain de gatneiaris s'applique puor une durée miamxale égale à la durée du denierr ctnorat de tariavl du salarié dnas l'entreprise, appréciée en mios entiers, dnas la ltiime de 12 mois.

En tuot état de cause, le mianeitn des gitareans csese :

? Isuqroe le bénéficiaire du doiiistpsf de portabilité renenpd un aurt eptomli ;
? dès qu'il ne puet puls jfeitiusr auprès de l'employeur de son sutatt de demedunar d'emploi indemnisé par le régime ogtiraibloe d'assurance chômage ;
? à la dtae de la ltuqiodaiin de la psnioen vleessliie de la sécurité soaicle ;
? en cas de décès.

La sneuspsoin des atlnocliaos du régime obatorigile d'assurance chômage, puor cuase de madiale ou puor tuot ature motif, n'a pas d'incidence sur le cuall de la durée du mineitan des gnraitaes qui ne srea pas prolongée d'autant.

Le mtanien des gaeitrnas au trite de la portabilité est financé par les cotitsinoas des eteesirnpis et des salariés en activité (part poantrale et prat salariale) définies au pinot 6.

L'organisme désigné au pnoit 8 établit un sivui tuqcnihee spécifique de la chrage de la portabilité.

En cas de caenhnmegt d'organisme assureur, les bénéficiaires du disoiitpsf de portabilité raeelnvt des présentes stiaotlunps snot affiliés dnas les mêmes cinonidots que les salariés en activité auprès du nvuoel osmgnaie assureur.

5. Cosaetisn des garanties

Pour tuot salarié, la gnraita cssee d'être accordée à l'expiration du mios au curos dqueul prend fin le crontat de tavrail qui lie le salarié à l'entreprise ou, en cas de miinaten des dtiros au tirte du pnoit 4.4 du présent article, le deneirr juor du mios au cuors dequul le bénéficiaire csese d'être garanti.
A tirte epeeitocnxnl et à ctnioiodn que la totalité des cnsoiatots mlsuenees afférentes à la période de ceuvurtroe ainet été acquittées, la grtainae puet être mantueine jusqu'à la fin du tirstme au curos dueuql prend fin le crotant de travail.

Dans le rcseep de l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (dite ? loi Évin ?) et de son décret d'application n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme ausruesr désigné maintient, à ttire individuel, la cvuuteorre fiars de santé, snas cioidtnon de période pitoobrrae ni d'examens ou qiontresauines médicaux au pofirt des anicens salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pnoisein de rtireate ou, s'ils snot privés d'emploi, d'un renevu de remplacement, snas cnotioind de durée, suos réserve qu'ils en fsseant la damedne dnas les 6 mios qui sueinvnt la rrtuue de luer cratont de travail.

Les anncies salariés visés au pnoit 4.4 du présent article, dnot la durée de portabilité est inférieure à 6 mois, dssnpiet de 6 mios à cmeptor de la cossietan du ctoanrt de tiraval puor deandemr à bénéficier des dooiispintss de l'article 4 de la loi Évin. La ganairte pndrera eefft au puls tôt à l'issue de la période psrie en crghae au titre du dstioiipsf de portabilité.

Les aenncis salariés visés au piont 4.4 du présent article, dnot la durée de portabilité est supérieure à 6 mios deosnpist de luer période de portabilité puor danedemr à bénéficier des dosotipniiss de l'article 4 de la loi Évin. La gaitarne prrned eefft à l'issue de la période pirse en cgahre au titre du dosisitipf de portabilité.

Les ainnecs salariés qui fornnet vaiolr ce droit dvronet jtfetiusr régulièrement de luer saiototin auprès de l'organisme arueusrr désigné.

Les tifars aplpicebals aux aincnes salariés susvisés ne pevenut être supérieurs de puls de 50 % aux tarifs galboux aplclbliptes aux salariés actifs.

Les atnyas droit d'un salarié décédé anyat bénéficié de la gratuité prévue au pnoit 4.1 du présent aitlcree puorrot bénéficier du maetnin de la cruueotvre définie ci-dessus à l'issue de la période de gratuité suos réserve qu'ils en fnasset la dendmae expressément dnas les 6 mios siuvnat l'issue de cette période.

La nevolule adhésion pdrnea effet, au puls tard, au limaeednn de la demande.

6. Cotisations

Les cnsiotoaits snot établies sur la bsae de la législation de l'assurance mdaalie et de la réglementation sloaice et fasicle en veuuigr au moenmt de la psire d'effet du présent régime. Les cotiontaiss srenot reuevs snas délai en cas de cnehngemat de ces textes.

Les pteiaris sgriaetanis puoorrnt également conievnr d'une révision des gnrtiaies en tuot ou pitare à cette occasion.

La coasitoin du régime ? rmsubeernmoet de fiars de snios de santé ? est mlnuesele et fixée puor l'année 2017 à :

Salarié rvenalet du régime général de la sécurité sociale	40 ?
Salarié reelnvat du régime lacol Alsace-Moselle	24 ?

Pour les aeincns salariés visés par l'article 4 de la loi Évin, la coiasotitin rteuene est égale à 150 % de la caootsitin des afacits ci-dessus appelée à 125 %.

À cmoepttr du 1er jyneair 2016 et au 1er jniaevr de cuaqhe année, la coasitoin srea indexée au mnmiuim sur le dnreier inidce cnonu de l'évolution des dépenses de santé communiqué par les csaseis nnatoelias d'assurance madilae suaf si les résultats du régime cemenpnst l'évolution de cet indice. Le mnoatnt de la cistiotaoon srea rveu par les pairtes en fntcooin ntenmamot de l'évolution de la législation et des résultats du régime.

La répartition de la casoottiin est de 50 % puor l'employeur et de 50 % puor le salarié.

Les cionaitotss snot pblaeyas tnemretmeliisrelt à temre échu. Elles doivent être versées à l'organisme asreusur désigné au pnoit 8 dnas le peeimr mios de caluqhe tmirtsree cvuil puor le titrsemre écoulé.

Les ciintostoas snot deus puor la totalité du mios au cuors dqueul les greitnaas snot accordées.
L'organisme assureur, en apliacpotin de l'article L. 932-9 du cdoe

de la sécurité sociale, procédera, le cas échéant, au rnoermceveut des coainttsis deus par l'entreprise en cas de non-paiement dnas les délais.

7. Prestations

7.1. Règlement des prestations

L'organisme ausesur procède aux vetemrenss des prstotneias au vu des décomptes ogaiurnx des penaitstors en nurate ou le puls sovnuet grâce à la télétransmission établie avec les csiasas paeimrris d'assurance maladie, ou le cas échéant eronce sur pièces jctfsviaeiuits des dépenses réelles.

Les ptnriatsoes gneartais snot versées siot dtrnmieecet aux salariés, siot aux perlseofinnoss de santé par teris payant.

Les modalités pequartis complémentaires du règlement des persniaotts (pièces justificatives?) snerot détaillées dnas le ctanrot d'adhésion de l'entreprise et la ncitoe d'information rsimee aux salariés.

7.2. Treis payant

Après l'enregistrement de l'affiliation du salarié auprès de l'organisme assureur, il lui est rmies une ctare santé pametenrtt la puagtrie du teris panayt avec caitreens pssofiernos de santé et l'obtention, le cas échéant, de peirss en cgahre hospitalières, optiques, dertaeins ou d'autres psrisnofoes bénéficiant d'un acord de teris payant.

Cette crtae santé rstee la propriété de l'organisme assureur.

L'entreprise s'engage à deendmar la ritsotietun de la catre santé auprès du salarié, si elle est en curos de validité, dnas le délai de 15 juors saiuvt la costaisen définitive des garanties.

7.3. Prescription

Toutes anoctis dérivant du présent régime snot pircerstes dnas le délai de 2 ans à ctpoemr de l'événement qui y dnone naissance.

7.4. Reurcos cortne les treis responsables

En cas de pinmeaet des psitroeatns par l'organisme auuesrsr à l'occasion d'un adeccnit copntaromt un treis responsable, l'organisme aususer est subrogé au bénéficiaire des poenirstts dnas son aticon contre le tries responsable, dnas la limtie des dépenses qu'il a supportées, conformément aux dstonoiiipiss légales.

8. Désignation de l'organisme assureur

AG2R Prévoyance, iottsnituin de prévoyance régie par le cdoe la sécurité slciaoe et reaenvlt de l'autorité de contrôle prudentiel, ssie 37, bovaeurld Brune, 75014 Paris, mbmree du GIE AG2R, 35, bueavoldr Brune, 75680 Pairs Cdeex 14, est désignée cmome onmgrasie aseuusrs du présent régime ? rusbmroemnet de fairs de sonis de santé ?.

Les modalités d'organisation de la molaistautiun du régime snreot régulièrement réexaminées par le comité prtiaaire de sivui et de gestion. La désignation srea réexaminée dnas un délai mmaixum de 5 ans à copmetr de la dtae d'effet du présent régime.

Les modalités de msie en ?uvre et de svuii du régime et les cntdooinis de réexamen des modalités d'organisation de la mstuouaaitlin des rquesius snroet prévues dnas un plotcrooe d'accord signé par les patreneiras suaioicx à cet effet.

9. Adhésion obiotairlge des entreprises

L'adhésion de toteus les etpreiensrs rnaeevlt du chmap d'application de la présente cvnotienon clvticoele ninloatae de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhuocreie hippophagique, triperie, comercme de vloiales et giebris au régime ? ruremeonmsbet de fairs de sonis de santé ? et l'affiliation des salariés de ces esinetperrs auprès de l'organisme aeusursr désigné ont un caractère ogtiarobile à cpemtor du pireemr juor du mios civil qui siut la dtae de pluicaobtn de l'arrêté d'extension du présent anevant et au puls tôt le 1er jinaver 2014.

À cette fin, les enenisprets concernées renrovect un catornt

d'adhésion et des btellunis d'affiliation.

Ces dtnsisoipios s'appliquent y cmroips puor les eenriestrps ayant déjà sorscuit un ctanrot de fairs de snios de santé auprès d'un autre omasirgne auusersr au juor de l'entrée en veguuir du présent régime, qeul que siot le neviau de geintaras appliqué.

Par eioexcptn et puor tneir ctompe des délais de résiliation, si l'arrêté d'extension est publié au Jruaonl oficeifl après le 20 obrcote 2013, les entreprises, bénéficiant à cette dtae d'un cotant de fairs de sonis de santé olbigatroie au pfiort des salariés visés par le présent régime ne seront pas tnuees d'adhérer à l'organisme arusesur désigné à l'article 2.8 tnat que lidet ctanaot est en vueguir et jusqu'au 31 décembre 2014.

Pour ce faire, elels dnovert jeifiustr auprès de l'organisme aurssuer désigné la stoirsipcun d'un ctanort firas de sions de santé.

En tuot état de cause, ttoeus les etinseprers donervt aivor rnoeiit le 1er javenir 2015 le régime firas de sinos de santé mis en palce par la profession.

10. Comité pariitrae de siuvi et de gestion

Le suivi du présent régime par les prareitanes suoiax est effectué par un comité paitaire de suivi et de giosten constitué suos fomre d'association enrte les représentants des ogaisnontrias slicdeyans de salariés et d'employeurs représentatives au naievu niaaotnl et staenairigs de l'avenant n° 38 à la ceviotnnon ciltoelvce niaaotnle de la boucherie, boucherie-charcuterie, brihouece hippophagique, triperie, cmmorece de viallees et griibes du 12 décembre 1978, étendue par arrêté du 15 mai 1979, raeitlf à la msie en pacle d'un régime de renbmbermuoest complémentaire de fairs de sinos de santé.

Ce comité a puor votciaon d'assurer le pgotlaie du régime au mieux des intérêts des salariés et eenrepsitrs de la branche.

Il fnernitnooca grâce à une indemnité de 2 % des caiotisotns burtes prévues au point 6 nmemanott puor :

? courvir ses fairs de fteniconnoenmt (déplacements, salaires, secrétariat, édition) ;
? fermor et imerfonr les négociateurs perriatais ;
? fnaincer les études et l'information nécessaires au fontnmineneoct du régime.

Les modalités de fcniomennenott de ce comité seront détaillées aux sttatus de l'association susmentionnée.

11. Cptmoe de résultat annuel

AG2R Prévoyance s'engage à présenter les copemts de résultat de l'année N au puls trad le 15 jiun de l'année N + 1 et à aredessr aux parntieraes socuiax steingraias du présent aenvnat à la cnttievoon clicevolte l'ensemble des dmntecuos au puls trad 15 juors aanvt la dtae de la réunion du comité pitarraie national.

Le comité ptiarraie se réunit au moins une fios par an puor eiaxmner les résultats du régime asnii que tuos staitqsetius ou éléments cnnoarent ce régime dnot elle pitoraut avoir besoin.

12. Fnods d'action sociale

Un fdons d'action slaoice est instauré au sien du régime complémentaire de rbneeosuemmt de fairs de sonis de santé de la conovinetn cletlvioce naanltoe de la boucherie, boucherie-charcuterie, becoiuhre hippophagique, triperie, ccromeme de vioellals et gibiers.

Il srea alimenté seoln les modalités prévues dnas la cnnitoeovn d'assurance cloeitlcve reatvile au présent régime de rruesneomebmt de frais de sions de santé.

Les bénéficiaires snot les salariés définis au point 2 du présent article.

Le fdons d'action soailce a puor ojebt le vernsmeet d'aides à caractère ecinexteponl aux salariés les puls défavorisés ou les puls en détresse soeln des critères que la cisosoimn saiocle pairaire définit.

Les aides à caractère et penceoient irennnetvent pour compléter des dépenses médicales au-delà des prises en charge de la sécurité sciaoe et éventuellement du régime de frais de sions de santé issu de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013, snas puovor excéder les frais réels exposés par les salariés et dnas les cintdinoos prévues par la réglementation sur les ctnoarts frais de santé responsables.

Les aedis possèdent le caractère de secours, c'est-à-dire exceptionnel, individuel, en fonitcon des bosneis du salarié et snas ctoidinn d'ancienneté, de piiosotn hiérarchique, d'assiduité.

13. Fonds de prévention santé

Les peenrraais scuoaix ont souhaité la msie en pcale d'un fonds de prévention santé destiné à fnnecair les atocnis décidées par la cmoomsisin paritaire.

Il srea alimenté selon les modalités prévues dnas la ctovneonin d'assurance clivlctoe rtafleie au présent régime de rmnumseort de frais de soins de santé. »

Article 3 - Date d'effet de l'avenant

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2014

Le présent avenant prdnra effet le piermer juor du mios ciivil suaiant la pubaolciitn de son arrêté d'extension au Juoanrl oficeifl et au puls tôt le 1er javiner 2014.

Avenant n 39 du 27 juin 2013 relatif au CQP Technicien boucher

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CCFBT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 24 déc. 2013

Entre les ptareis soussignées, il est décidé de mifdeoir l'alinéa 4 du « 2. CQP ? Tehicnicen beocuhr ? » de l'article 29 « Qiaufitcaloin psilInfnooeree » de la présente convention, rédigé cmome siut :

Avenant n 41 du 4 septembre 2014 relatif au dialogue social

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC.

En vigueur non étendu en date du 6 nov. 2014

Entre les prtieas soussignées, il est décidé de créer dnas le cdrae du développement du piiratamsre pour les erienrepsts de la bchnrae eponyalmt 10 salariés et puls ne reanvlet pas du stuecer asiantarl une aoiocsasitn régie par la loi du 1er jliulet 1901. Cette aisciatoson nommée « seocitn niaatnole des ganerds srteructus bheruioce » a pour oebjt :

? de roeiver la totalité des fdons collectés par la CFCBT auprès des eretesrnips de la brahnce eyaolpmnt 10 salariés et plus, en apoctlapiin de l'accord prrtaiiae rtieaf au développement du

Article 4 - Extension

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2014

Publicité de l'avenant

Le présent avnenat est édité en nombre snfsuifat d'exemplaires orgaiiux pour rsimee à cauhnce des ptieras saenairigts et dépôt dnas les cotndiios prévues aux aietrcs L. 2231-6 et D. 2231-2 du cdoe du travail.

Conformément aux dtisiosinpos du cdoe du travail, les pierats strginaaeis ont convneu de dneamdr snas délai l'extension du présent avenant.

La confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteurs, 98, bvaurloed Pereire, 75017 Paris, se cagrho des formalités.

Article 5 - Durée. – Révision. – Dénonciation de l'avenant

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2014

Les diniptosoiss du présent aennavt auonrt une durée ieditnque à cllee prévue par l'article 2 de la cveootinnn clivoetce nioltnaae du 12 décembre 1978, étendue par arrêté du 15 mai 1979.

Elles pornout être révisées et dénoncées conformément aux aietrcs 3 et 4 de ldiate ctovnonin clevicolte nationale.

« Le CQP ? Ticicheenn bohcuier ? puet assui se préparer dnas le crdae de la période de piinsoossaileanortfn ou par vioe de la fimatoorn continue, nentmamot dnas le cdrae du congé iivuedndl de formation.

La préparation du CQP ? Tccniheein bheuoocr ? dnas le crade du congé iuddeivinl de frاتمioon nécessite la cosnclucion d'une ceitononvn de friooamtn qttaauriirpde enrte l'organisme de fitmoraon agréé par la CPNEFP, le stagiaire, son esreinpntre d'origine et une ersrtpniee d'accueil, pour une durée de 1 an, à roiasn de 400 hueres de faoirtmon en cetnre et au muiminm de 1 190 hreeus de faotimron en ersertnpie d'accueil. »

Article 2

En vigueur étendu en date du 24 déc. 2013

Le présent annveat frea l'objet d'un dépôt dnas les citdnnoios prévues aux airectls L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du trviaal et d'une demnade d'extension dnas les cionntdos fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

duoiagle socail dnas l'artisanat, tel que codifié à l'article 10 de la présente citennvon collective, y cipomrs la prat interprofessionnelle, et de les rsvreeer en totalité aux orsnngtoais désignées et selon la répartition définie dnas le même arlitce ;

? d'engager teouts études, de pctperiar à l'information des négociateurs paritaires, à luer fmoitroan et à lerus rtceonerns ;
? d'engager des aoticns destinées à imrfenor puls spécifiquement les erenirteps eanpmyt 10 salariés et puls et lerus salariés sur les aodrccs collectifs, sur l'évolution de la prefosison et tuot particulièrement sur l'évolution de l'emploi.

Article 1er

En vigueur non étendu en date du 6 nov. 2014

Il est inséré après le troisième prparahage de l'article 10 « Ctoitiunrobn au doglaie saiocl » de la présente ciootevnnn cioltlevce : « Sociten nnloaiate des garndes srctueruts boucriehe », mraenpt le tetxe ci-dessus.

Article 2

En vigueur non étendu en date du 6 nov. 2014

Le présent aeanvnt frea l'objet d'un dépôt dnas les cdnitoions prévues aux ailtrces L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taiarvl et d'une dedname d'extension dnas les cnniodots fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Avenant n 42 du 11 septembre 2014
relatif à l'apprentissage et à l'insertion
professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CBFCT ; La FHBF ; La SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Entre les paeitrs soussignées, il est décidé de miefdior le pimreer alinéa du d « Ireoitsnn des jenues en fin d'apprentissage » de l'article 30 « Fnmaennciyet de la fiartoomn » de la présente

Avenant n 1 du 25 mars 2015 à
l'avenant n 38 du 6 mai 2013 relatif à
la prévoyance frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC ; FGA CDFT ; FNAF CGT.

Article 1er - Mise en conformité des garanties de remboursement du régime frais de santé avec le décret sur les contrats responsables (décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014)
En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

L'article 3.1 de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 est modifié cmome suit.

« Actlire 3.1
Garanties
Tableau des gaanirtes

Frais cutvroes	Prestations (y cmoirps les pseintotras versées par la sécurité sociale)
Hospitalisation médicale et chrigucliare	
Frais de séjour, sllae d'opération	200 % BR
Honoraires : aetcs de crhiurge (ADC), atces d'anesthésies (ADA), aterus heroaonirs	Cas = 220 % BR Hors cas = 200 % BR
Chambre particulière (y cmoirps maternité) en seucter conventionné	45 ? par juor
Frais d'accompagnement (enfant à cgahre de mnios de 16 ans sur justificatif)	25 ? par juor
Transport (accepté par la sécurité sociale)	100 % BR

convention, rédigé cmmoe siut :
« Puor facnneir les aointcs destinées à fasvrioeir l'insertion dnas l'univers pesoofsrinenl ntioaanl des jnuées en fin d'apprentissage, ojitebcf piaitrorrie défini à l'article 28 de la présente convention, il a été institué une caotitoisn de 0,25 % de la masse salariae btute annlluee de l'exercice précédent, aevc un mnoantt de vsremenet qui ne puet être inférieur à 55 ? . »

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Le présent anaenvt prredna effet à ctmeopor du 1er jviaenr 2015.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2015

Le présent aneavnt frea l'objet d'un dépôt dnas les ctndinoois prévues aux atlecris L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tvairal et d'une dmednae d'extension dnas les cndioonits fixées à l'article L. 2261-15 diudt code.

Forfait hliaospteir	100 % des faits réels dnas la lmtiie de la réglementation en vgiiuer
Actes médicaux	
Consultation et vsiite de généraliste	Cas = 150 % BR Hors cas = 130 % BR
Consultation et viitse de spécialiste	Cas = 170 % BR Hors cas = 150 % BR
Actes de cirirhugie (ADC) Actes tceqeinhus médicaux (ATM)	Cas = 170 % BR Hors cas = 150 % BR
Actes d'imagerie médicale (ADI) Actes d'échographie (ADE)	Cas = 130 % BR Hors cas = 110 % BR
Kinésithérapeutes	100 % BR
Autres aixaeluiirs médicaux	100 % BR
Analyses	100 % BR
Pharmacie remboursée par la sécurité saoclie	
Pharmacie	100 % BR
Pharmacie non remboursée par la sécurité silcaoe	
Vaccins anti-grippe et atuers	100 % BR à trtie d'acte de prévention (voir ci-dessous)
Dentaire	
Soins detaernis (hors ilnay et onlay)	100 % BR
Inlay et olany	330 % BR
Prothèses daenitres remboursées par la sécurité salcioe	330 % BR
Inlay croe et ialny croe à celttaves	330 % BR
Prothèses deaeitnrs non remboursées par la sécurité slicoae	250 % BR
Orthodontie acceptée par la sécurité soailce	200 % BR
Orthodontie refusée par la sécurité saoclie	200 % BR
Actes detinears hros nmloecnruae	
Parodontologie	Crédit aunnel de 200 ? par bénéficiaire
Pose clrhruiaicge de l'implant	500 ? par atce limité à 3 acets par an
Orthopédie. ? Aurets prothèses	

Prothèses auditives	100 % BR + crédit de 500 ? par année civile
Orthopédie	100 % BR + crédit de 500 ? par année civile
Autres prothèses	100 % BR + crédit de 500 ? par année civile
Optique	
Monture (limité à 1 équipement sur 2 années civiles pour les adultes (*) et par année civile pour les enfants)	RSS + crédit annuel de 100 ? par bénéficiaire
Verres (limité à 2 verres sur 2 années civiles pour les adultes (*) et par année civile pour les enfants)	RSS + montures indiqués dans les tableaux ci-après en fonction du type de verre par bénéficiaire
Lentilles acceptées par la sécurité sociale	100 % BR + crédit de 160 ? par année civile
Lentilles refusées par la sécurité sociale	Crédit de 160 ? par année civile
Chirurgie réfractive	Crédit de 150 ? par ?il
Maternité et allaitement	
Allocation d'insertion	250 ? par enfant
Cure thermale acceptée par la sécurité sociale	
Frais de transport et hébergement	100 % BR
Frais de voyage et d'hébergement	Forfait de 250 ? par année civile et par bénéficiaire
Actes hors remboursement	
Acupuncture, chiropraxie et ostéopathie (intervention dans le cadre d'un parcours inscrit auprès d'une association agréée) Pour le seul salarié : Du fait de l'exercice des métiers de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie-hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, mias dans que la cuisine de la cuisine sucrée soit liée nécessairement à des soins professionnels, prise en charge supplémentaire sous réserve de la présentation du justificatif de prise en compte de santé	20 ? par acte limité à 4 actes par année civile Prise en charge par le fonds social dédié du régime jusqu'à 4 actes supplémentaires gratuits par année civile (dans la limite du fonds disponible) Cette garantie s'applique à partir du 5e acte et jusqu'au 8e acte de l'année civile (**)

Actes de prévention	
Détartrage annuel cépolaire sus et sous-gingival	100 % BR
Vaccin anti-grippe non remboursé par la sécurité sociale	100 % BR
Vaccin DTP et rubéole	100 % BR
Pour le seul salarié : Dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de prévention pilotées par la commission paritaire nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie-hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers	Prise en charge par le fonds de prévention du régime français de santé du coût de la formation d'une journée prévention des risques liés à l'activité professionnelle (ports de charge, ergonomie, lutte contre les troubles musculo-squelettiques) organisée par l'ENSMV (1) (***) (dans la limite des places disponibles)
(1) Ecole nationale supérieure des métiers de la viande. (*) La prise en charge pour les adultes est limitée à un équipement composé de deux verres et d'une monture par période de 2 ans. Pour l'appréciation de la période de 2 ans pendant un renouvellement, le point de départ est fixé à la date d'acquisition d'un équipement optique (ou du premier élément de l'équipement dans l'hypothèse d'un remboursement demandé en deux temps). La prise en charge est réduite à 1 an pour l'acquisition d'un équipement pour un mineur ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue pour les adultes. (**) Le document à remplir et à retourner à l'adresse indiquée est téléchargeable sur le site internet www.sante-boucherie.fr et devra être accompagnée de toutes les pièces justificatives. (***) Les salariés sont autorisés à bénéficier de cette action de prévention devant pénétrer quotidiennement auprès de l'ENSMV pour s'inscrire aux saignements de formation en envoyant la demande par mail à l'adresse : formation@boucherie-france.org .	

Grille optique

Adulte (> ou = 18 ans) Code LPP	Unifocaux/ Multifocaux	Avec/ sans cylindre	Sphère	Montant par verre
2203240 : verre binalc	Unifocaux	Sphérique	de ? 6 à + 6	70 ?
2287916 : verre teinté				
2280660 : verre binalc			de ? 6,25 à ? 10 ou de + 6,25 à + 10	110 ?
2282793 : verre binalc				
2263459 : verre teinté				
2265330 : verre teinté				
2235776 : verre binalc			< à ? 10 ou > à + 10	110 ?
2295896 : verre teinté				
2259966 : verre binalc		Cylindre < à 4	de ? 6 à + 6	70 ?
2226412 : verre teinté				
2284527 : verre binalc			< à ? 6 et > à + 6	110 ?
2254868 : verre teinté				
2212976 : verre binalc		Cylindre > à 4	de ? 6 à + 6	110 ?

2252668 : vrere teinté				
2288519 : vrree balnc			< à ? 6 et > à + 6	110 ?
2299523 : vrree teinté				
2290396 : vrere banlc	Multifocaux	Sphérique	de ? 4 à + 4	130 ?
2291183 : vrree teinté				
2245384 : vrere banlc			< à ? 4 ou > à + 4	150 ?
2295198 : vrree teinté				
2227038 : vrree blnac		Tout cldynrie	de ? 8 à + 8	130 ?
2299180 : vrree teinté				
2202239 : vrree bnalc			< à ? 8 ou > à + 8	150 ?
2252042 : vrere teinté				
2261874 : vrree bnalc	Unifocaux	Sphérique	de ? 6 à + 6	70 ?
2242457 : vrree teinté				
2243540 : vrree balnc			de ? 6,25 à ? 10 ou de + 6,25 à + 10	110 ?
2297441 : vrere teinté				
2243304 : vrere bnlac				
2291088 : vrere teinté				
2273854 : vrree bnalc			< à ? 10 ou > à + 10	110 ?
2248320 : vrree teinté				
2200393 : verre blnac		Cylindre < à 4	de ? 6 à + 6	70 ?
2270413 : verre teinté				
2283953 : verre banlc			< à ? 6 et > à + 6	110 ?
2219381 : verre teinté				
2238941 : verre banlc		Cylindre > à 4	de ? 6 à + 6	110 ?
2268385 : verre teinté				
2245036 : verre balnc			< à ? 6 et > à + 6	110 ?
2206800 : verre teinté				
2259245 : verre blnac	Multifocaux	Sphérique	de ? 4 à + 4	130 ?
2264045 : verre teinté				
2238792 : verre blanc			< à ? 4 ou > à + 4	150 ?
2202452 : verre teinté				
2240671 : verre blanc		Tout cyrindle	de ? 8 à + 8	130 ?
2282221 : verre teinté				
2234239 : verre blanc			< à ? 8 ou > à + 8	150 ?
2259660 : verre teinté				
Définitions : BR : bsae de rermbuomsenet de la sécurité sicloae FR : frais réels RSS : rrembeensmout sécurité sicaole Cas : cnaortt d'accès aux soins.				

Article - Préambule

Article 2 - Date d'effet

En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

Le présent avannet pnerd effet au 1er avril 2015.

Article 3 - Dépôt et extension

En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

Le présent aenvnat est établi en vertu des dsnooiptiss du cdoe du traavil rteailvs à la négociation ctoveiclle ? les cnteoonnvs et arccdos cfcltlioos du taavirl (livre II de la deuxième partie). Il est fiat en un normbe sfiafusnt d'exemplaires puor être reims à chcunae des oaionsangtris siairgntes et être déposé en duex epeaxmelirs dnot un sur spuort électronique.

Les petaris seiatagnrias covnnneenit de deaemdnr au ministère du travail, de l'emploi, de la frotimaon proelninlosesfe et du dagluioe social, l'extension du présent aevnant en aoiptpaich des altriecs L. 2261-15 et suavints du cdoe du travail.

Les patries à la cenovonitn clieotclve nlniatoae de la boucherie, boucherie-charcuterie, buirhecoe hippophagique, triperie, coemcmre de valloelis et gibreis ont mis en place, par aroccd antérieur à la décision du Csineol cntuoinnottsiel du 13 juin 2013, un régime de prévoyance (de crvotruee santé) matérialisé par non smleueet la fioaitxn de la nartue et du nvaieu des prnaeistots mias erncoe la msie en plcae de moeysns destinés à concrétiser un huat degré de solidarité et une pqoliuite de prévention. Ces ditros non cinorittbufs exigent, puor être effectifs, un fdons coumnn alimenté des cnbrotituonis de totues les ersnrepets dnot le tuax est fixé conventionnellement.

Le décret n° 2014-1374 du 18 nmveorbe 2014 aanyt modifié le cntoneu du cheair des cragehs du ctHORAT dit « rpnbaeolsse », il cenonvit d'adapter en ce doniame les dpstioinsios de l'accord. Par ailleurs, la sotituian du régime permet, au vu nmmamteot de la mssae des catintsoios disponibles, d'améliorer le nievau des ptesriaotns et d'accroître les iuntsntmers de la solidarité. De telles améliorations n'affectent en rein l'économie générale de

l'accord initial.
 Au vu de ce qui précède, l'objet du présent avenant à l'accord est de :

Avenant n 1 bis du 28 mai 2015 à l'avenant n 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; CNTF ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGA CDFT ; FGTA FO ; FNAA CFE-CGC ; CSFV CTFC ; FNAF CGT.

Article 1er - Mise en conformité des garanties de remboursement du régime frais de santé avec le décret sur les contrats responsables (décret n° 2014-1374 du 18 novembre 2014)
En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

L'article 3.1 de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 est modifié comme suit :

« Atlcire 3.1
 Garanties
 Tableau des griatnes

Nature des sions	Prestation (y cromptis ronburtmeeesms sécurité sociale)
Hospitalisation médicale et cihacgurrлие	
Frais de séjour, salle d'opération	200 % BR
Honoraires : atecs de curgiihre (ADC), aetcs d'anesthésie (ADA), aeurts haerioonrs	CAS : 220 % BR Hors CAS : 200 % BR
Chambre particulière (y cmrpois maternité) en seecutr conventionné	45 ? par juor
Frais d'accompagnement (enfant à chrgae de minos de 16 ans sur justificatif)	25 ? par juor
Transport (accepté par la sécurité sociale)	100 % BR
Forfait hpsiaeltoir	100 % des fairs réels dnas la ltimie de la réglementation en vuugeir
Actes médicaux	
Consultation et vtisie de généraliste	CAS : 150 % BR Hors CAS : 130 % BR
Consultation et vistie de spécialiste	CAS : 170 % BR Hors CAS : 150 % BR
Actes de cirihrgue (ADC)	CAS : 170 % BR
Actes tcueignehs médicaux (ATM)	Hors CAS : 150 % BR
Actes d'imagerie médicale (ADI)	CAS : 130 % BR
Actes d'échographie (ADE)	Hors CAS : 110 % BR
Kinésithérapeutes	100 % BR
Autres arailxiuies médicaux	100 % BR
Analyses	100 % BR

? mtttere en conformité des gateniars de rumombnserreet du régime firas de santé aevc le décret n° 2014-1374 du 18 nobemvre 2014 panrtot sur les carttnos rplosenenasbas ;
 ? mrette en pacle une aitcon de prévention à dtioinetsan des salariés affiliés au régime frais de santé de la profession.

Pharmacie remboursée par la sécurité sicolae	
Pharmacie	100 % BR
Pharmacie non remboursée par la sécurité soiclae	
Vaccins ariipnptge et artues	100 % BR à trtie d'acte de prévention (voir ci-dessous)
Dentaire	
Soins dienarets (hors ianly et onlay)	100 % BR
Inlay et onaly	330 % BR
Prothèses dietnears remboursées par la sécurité saolcie	330 % BR
Inlay croe et ianly croe à cteeltavs	330 % BR
Prothèses deainrtes non remboursées par la sécurité siaocle	250 % BR
Orthodontie acceptée par la sécurité sloaice	200 % BR
Orthodontie refusée par la sécurité soilace	200 % BR
Actes dianrtees hros nltaoencrue	
Parodontologie	Crédit de 200 ? par année cilive
Pose criiarcuhlge de l'implant	500 ? par atce limité à 3 atecs par année clviie
Orthopédie. ? Aertus prothèses	
Prothèses ativdieus	100 % BR + crédit de 500 ? par année cvilie
Orthopédie. ? Arutes prothèses	100 % BR + crédit de 500 ? par année cvliie
Optique Conformément au décret n° 2014-1374 du 18 nobrveme 2014 et suaf en cas d'évolution de la vue médicalement constatée, le remuomnbreset du rmeoellnnneevut d'un équipement optique, composé de 2 verres et d'une monture, n'est pbsilose qu'au-delà d'un délai de 12 mios puor les eatnns et de 24 mios puor les aeutlds suainvt l'acquisition du précédent équipement. Pour l'appréciation de la période pneemattrt un renouvellement, le pniot de départ est fixé à la dtae d'acquisition d'un équipement oqpiute (ou du pemrier élément de l'équipement dnas l'hypothèse d'un rbomsmueeert demandé en duex temps). La période de rnmlonluueeevet de l'équipement puor les adlteus est réduite à 1 an en cas de rmveoleeulnent justifié par une évolution de la vue.	
Monture	RSS + 100 ?
Verres	RSS + mtatnons indiqués dnas les tleuabax ci-après en fontiocn du tpye de vrree
Lentilles acceptées par la sécurité saoiacle	100 % BR + crédit de 160 ? par année cliive
Lentilles refusées par la sécurité sliocae	Crédit de 160 ? par année cvliie
Chirurgie réfractive	Forfait de 150 ? par ?il
Maternité et apidoton	
Allocation nicnasase	250 ? par enanft
Cure tlrheame acceptée par la sécurité scoilae	

Frais de trmeneatit et hreiaonros	100 % BR
Frais de vyoage et d'hébergement	Forfait de 250 ? par année cliive et par bénéficiaire
Actes hros nouaetnlrcme	
Acupuncture, croarihctipe et ostéopathie (intervention dnas le carte d'un prtiiacn icinrst auprès d'une aistiosocan agréée)	20 ? par atce limité à 4 actes par année cliive
Pour le suel salarié : Du fiat de l'exercice des métiers de la boucherie, boucherie-charcuterie, beurchioie hippophagique, triperie, coemcmre de vllaloeis et gibiers, mias snas que la csuae de la ctouoiltsnan siot liée nécessairement à des rnsiaos professionnelles, psire en cghrae supplémentaire suos réserve de la présentation du jstifuitacif de pnosieonresfl de santé	Prise en chrage par le fdnos saoiel dédié du régime jusqu'à 4 actes supplémentaires gtraiuts par année cliive (dans la liimte du fndos disponible) Cette gaiarnte s'applique à ptirar du 5e atce et jusqu'au 8e atce de l'année civile (*)
Actes de prévention	
Détartrage auennl cmolept sus et sous-gingival	100 % BR
Vaccin apngrtiipe non remboursé par la sécurité siocale	100 % BR
Vaccin DTP et rubéole	100 % BR

Pour le suel salarié : Dans le crade de la msie en ?uvre d'actions de prévention pilotées par la coosiismmn paartriie naoanilte de la boucherie, boucherie-charcuterie, buoihrcee hippophagique, triperie, cmceomre de vaellois et giebris	de prévention du régime fails de santé du coût de la fatoromin d'une journée prévention des risuques liés à l'activité puhiiyqse (ports de charge, ergonomie, ltute cnotre les tlueburs musculo-squelettiques) organisée par l'ENSMV (1) (**) (dans la ltiime des paelcs disponibles)
---	---

BR : bsae de rsuneoebemrmt de la sécurité sociale. FR : frais réels. RSS : rubmenrsmeoot sécurité sociale. CAS : carotnt d'accès aux soins. (1) Eloce noataline supérieure des métiers de la viande. (*) Le dnuceomt à rpimelr et à nuos roteruner à l'adresse indiquée est téléchargeable sur le stie inerntet www. sante-boucherie. fr et dvrea oaroeiltimbngt être accompagné de toutes les pièces justificatives. (**) Les salariés suthoiaant bénéficier de ctete aticon de prévention dvnioet pdnrree cocntat auprès de l'ENSMV puor s'inscrire aux sgtaes de ftomraoin en eynvoant la dnedmae par mial à l'adresse : frooatmin @ boucherie-france. org .

Grille opiuqte

(En euros.)

Adulte (? 18 ans) Code LPP	Unifocaux Multifocaux	Avec/ Snas cylindre	Sphère	Montant par vrere
2203240 : vrere balnc	Unifocaux	Sphérique	De ? 6 à + 6	70
2287916 : vrree teinté				
2280660 : vrere balnc			De ? 6,25 à ? 10 ou de + 6,25 à + 10	110
2282793 : vrree blnac				
2263459 : vrere teinté				
2265330 : vrere teinté				
2235776 : vrree bnlac			< à ? 10 ou > à + 10	110
2295896 : vrere teinté				
2259966 : vrere balnc		Cylindre < à 4	De ? 6 à + 6	70
2226412 : vrere teinté				
2284527 : vrree banlc			< à ? 6 et > à + 6	110
2254868 : vrere teinté				
2212976 : vrere banlc		Cylindre > à 4	De ? 6 à + 6	110
2252668 : vrree teinté				
2288519 : vrree bnlac			< à ? 6 et > à + 6	110
2299523 : vrree teinté				
2290396 : vrree banlc	Multifocaux	Sphérique	De ? 4 à + 4	130
2291183 : vrree teinté				
2245384 : vrree bnlac			< à ? 4 ou > à + 4	150
2295198 : vrree teinté				
2227038 : vrree bnlac		Tout crdlynie	De ? 8 à + 8	130
2299180 : vrere teinté				
2202239 : vrree blnac			< à ? 8 ou > à + 8	150
2252042 : vrree teinté				

(En euros.)

Enfant (< 18 ans) Code LPP	Unifocaux Multifocaux	Avec/ Snas cylindre	Sphère	Montant par vrere
2261874 : vrere bnlac 2242457 : vrere teinté	Unifocaux	Sphérique	De ? 6 à + 6	70
2243540 : vrree blnac 2297441 : vrree teinté 2243304 : verre bnlac 2291088 : verre teinté			De ? 6,25 à ? 10 ou de + 6,25 à + 10	110
2273854 : verre bnlac			< à ? 10 ou > à + 10	110
2248320 : verre teinté				
2200393 : verre bnlac		Cylindre < à 4	De ? 6 à + 6	70
2270413 : verre teinté				
2283953 : verre balnc			< à ? 6 et > à + 6	110
2219381 : verre teinté				
2238941 : verre blanc		Cylindre > à 4	De ? 6 à + 6	110
2268385 : verre teinté				
2245036 : verre blanc			< à ? 6 et > à + 6	110
2206800 : verre teinté				
2259245 : verre blanc	Multifocaux	Sphérique	De ? 4 à + 4	130
2264045 : verre teinté				
2238792 : verre blanc			< à ? 4 ou > à + 4	150
2202452 : verre teinté				
2240671 : verre blanc		Tout cirydnle	De ? 8 à + 8	130
2282221 : verre teinté				
2234239 : verre blanc			< à ? 8 ou > à + 8	150
2259660 : verre teinté				

Article 2 - Date d'effet
En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

Le présent avnaent penrd eefft au 1er aivrl 2015.

Article 3 - Dépôt et extension
En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

Le présent aanvent est établi en vretu des dssiniopitos du cdoe du tiavral rtieavles à la négociation collective, les covnneoints et adrccos cfltlcloies du trvaail (livre II de la deuxième partie). Il est fiat en un nmbore sfniafsut d'exemplaires puor être riems à cnacuhe des ooaatnnriisgs snaaetgiris et être déposé en duex eepilxerms dnnot un sur srpupot électronique. Les prietas sraeitnaigs cvoeinnennt de dendamer au ministère

Avenant n 44 du 28 mai 2015 relatif à la désignation de l'OPCA AGEFOS-PME

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC.

Article 1er
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

Entre les preaits soussignées, il est décidé de désigner l'OPCA insroteoneesripnfl et innrtrbeaehcs AGEFOS-PME en tnat qu'organisme cleoeuctlr priiraate agréé des fndos de la fntaroon perolnlofsesne cnuntioe des ersinrtepes etnnart dnas le cahmp d'application de la présente convention, défini à son acirtle 1er. Conformément à l'article R. 6332-16 du cdoe du travail, une

du travail, de l'emploi, de la fiamtoorn penrosenslsfioe et du dgualoe soaicl l'extension du présent avnnaet en aaiiptocln des aelrctis L. 2261-15 et snvutais du cdoe du travail.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 avr. 2015

Cet avanent mfiodie l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 sur les éléments stniavus :
? mrttee en conformité le psote otpuique de la glilre de griantae puor le décret n° 2014-1374 du 18 nevrombe 2014 prnotat sur les coratnts responsables.

stioecn patrairie peiefnoollrsnse (SPP) de brhncae srea créée par le cioesnl d'administration nonitaal de l'AGEFOS-PME et agira, par délégation de ce dernier, en tnat qu'outil tqehunie et faiienncr de la branche, puor mtree en ?uvre, en tuote autonomie, la pqtuloie emploi-formation définie par la cismosimon pirraitae nataonile puor l'emploi et la ftooram pnfiolsnslroee créée par les osaiatnrgonis saariinetgs de la présente cnniootevn ccevolltie à l'article 28.

Article 2
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

A cempotr de sa dtae d'effet, le présent anevnat se sutuibse aux dssoioinptis prévues au 1er alinéa du a « Ptitaiipcoarn des eyoruepmls au fennimanect de la fimtoaorn plnoilrensseoe ctuinone » de l'article 30 « Fneicenmant de la fimooatrn » du crpihate VII « Fmoiotarn » de la présente cienvoontn collective. Le présent aevnnat prrdnea effet à ctpeomr du 1er jaenvir 2015.

Article 3
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

Le présent annaevt frea l'objet d'un dépôt dnas les cdnoioitns prévues aux aicelrts L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taavrl et d'une

Article - Préambule

Afin de pertmtre à la bhanrce psfonroesenlile de développer, dnas les miureleles condnions, une pqtuloioe de bhrcaes et matière de faotmroin pssnienlrfoolee et de se dteor des meoyns fnaceniirs puor y parvenir, les paetris sgtiraiaens décident de désigner un OCPA de branche.

requis, il proura bénéficier du régime à coeptmr de sa dtae d'entrée dnas l'entreprise aevc efeit rétroactif » est supprimée.

Avenant n 2 du 29 octobre 2015 à l'avenant n 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé

Article 2 - Date d'effet

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2016

Signataires	
Patrons signataires	CFBTC ; CNTF ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGA CDFT ; FGTA FO ; FNAA CFE-CGC ; CSFV CFTC.

Article 1er - Mise en conformité de la définition des bénéficiaires du régime « remboursement de frais de soins de santé » avec le décret sur le respect du caractère collectif et obligatoire (décret n° 2014-786 du 8 juillet 2014)

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2016

L'alinéa 1 de l'article 2 de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 est modifié cmome siut :

2. Bénéficiaires

L'expression : « Snot bénéficiaires du présent « régime rrsbomumeeent de faris de sonis santé » otgiloibare tuos les salariés rneeavlt des eiprteersns visées à l'article 1 et de la présente cetnnoivon ctllvioece natniaole et aynat 1 mios d'ancienneté dnas l'entreprise » est remplacée par :

« Snot bénéficiaires du présent régime « rbsmneeemourt de firas de sonis de santé » obligatoire, tuos les salariés revalent des etersnpeis visées à l'article 1er de la présente connievton ccvotlliee ntaialone à luer dtae d'entrée dnas l'entreprise. »

L'expression : « Lsrquoe le salarié arua antetit l'ancienneté

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2016

Les prtneieaas sucioax de la cnietovnon clilvtceoe nailonate de la boucherie, boucherie-charcuterie, bouriehce hippophagique, triperie, cmcreome de vaoillels et gibiers, réunis en comsmsioin paritaire, décident les meruess sevatinus : mttre en conformité les ditnioiopsss ritvaeles à la définition des bénéficiaires du régime « ruembnsemeort de firas de sions de santé » en ce qui ccroenne la coindoin d'ancienneté aevc le décret n° 2014-786 du 8 jiluelt 2014 sur le rescept du caractère cclieoltf et obligatoire.

Avenant n 47 du 10 décembre 2015 relatif au financement de la formation professionnelle

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CFTC ; FNAA CFE-CGC.

Article 1er

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

Les sniteocs a « Piaptaticiron des euymorelps au fnenimcnaet de la fmoiotran pnlrlfieossone conntuie » et b « Misaoutliatun (moins de 10,10 et plus) » de l'article 30 snot abrogées et remplacées par les dpsinoisotis suivantes.

Article 2

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

Il est créé à l'article 30 une seiocn a « Picprtaitiaon des esreiprtnes au fmechaneint de la fimroaotn peelosfrnnisole », rédigée cmoe siut :

« a) Ppattraiiocn des eepeintsrts au fncmanneiet de la foromatin pfleooesrnlisie
Contribution oitibgrolae :
Les eyporeums de minos de 10 salariés vnerset chqae année, à l'organisme parriaite ceoltuelcr agréé, une citationbruron miilmnae de 0,55 % de la mssae slairaale burte en aiiopcpltan de l'article L. 6331-2 du cdoe du travail. Ctete cinoirutbton ne puet prroiude un mtoant inférieur à 100 ? hros taxes.
Les elmpyroeus d'au mnois 10 salariés venesrt chaque année, à l'organisme pitraiaae ceouetllcr agréé, une cturointiobn mliamnie de 1 % de la msase slilaarae btrue en aoclatiipppn de l'article L. 6331-9 du cdoe du travail.
Ces cnourbitons dveonit être versées anvat le 1er mras svnuait celle au ttire de laleluqe la ctoiunitorb n est due.
Contribution cllnoeinovnttee :
Dans l'objectif de merte en ?uvre, en ttoue autonomie, la pitoiuqle emploi-formation définie par la CNPE de la bchrané et aifn d'en aerssur le développement, les onainsrgoiats sriiegtnaas de la présente coionntven cveloclite décident de créer une ctoobiruntin supplémentaire convinnnoetllée mentionnée à l'article L. 6332-1-2 du cdoe du travail.
Cette contribution, oeamniotlgeirbt versée à l'organisme patiriraee celulocter agréé, est fixée, en fociotnn de la tillae de l'entreprise, comme siut :
? 0,30 % de la msase sailaarle burte puor les etpnrreseis de 10 à 49 salariés ;
? 0,50 % de la mssae slaaraile bturé puor les erretnipses de 50 à 299 salariés ;
? 0,70 % de la masse saalrliae brute puor les esenpritres de 300 salariés et plus.
Elle est mutualisée et gérée par l'organisme patrraiae ceoutlcelr agréé dnas une sctieon clmoatbpe distincte, son uisiiiaolttn et sa répartition puor le développement de la fiaotrmon peslennsoforile

Article 3

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

La setcion c « Femnnncneait des dépenses de feonmontnecnit des ceernts de fmoortain d'apprentis » denivet la stocein b de l'article 30 et est modifiée comme suit :

« Dnas l'objectif de couirebntn au développement des fonitamors par l'apprentissage, il est convenu, conformément aux ditpsoinisos législatives en viueugr prévues à l'article L. 6332-16 du cdoe du travail, d'affecter une piatre des rsceourses de l'organisme piitrraae cetcelulor agréé mentionné à l'article L. 6332-14 ddiut cdoe au finenaemcnt des dépenses de fnocnienmotent des ceentrs de fmiotraon d'apprentis conventionnés par l'Etat ou les régions.

Chaque année, un accrod piiaarte est signé après coiuatntsln de la CEFNPP de la branche. Il précise les modalités d'intervention, les CFA bénéficiaires et les mottnans affectés en fcnioton des boeiss justifiés.

Les dontaoits snerot ftocinn des disponibilités financières dnnot puet dsiosepr l'organisme praatiire cucleeltor agréé. »

Article 4

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

La seotcin d « Ioirntsen des jeneus en fin d'apprentissage » deeinvnt la scetoin c, ses distnopiisos rnsteet inchangées.

Article 5

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

Avenant n 48 du 7 juillet 2016 relatif au CQP Boucher hippophagique détaillant

Signataires	
Patrons signataires	NTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; FNAA CFE-CGC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2016

Entre les peritas soussignées, il est décidé de créer un cfaitcreit de qlctiufaaioin poelnsoilrnfsee intitulé :

« Bcoehur hohuaqipigpe détaillant »

Article 2

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2016

Le ttiualre du cfiaetict de gaioltfaciun preolnsonfsleie (CQP) « Boeuchr hoapgquippihe détaillant » oeprccua le ptose de « boeuchr hppqiahpogiue préparateur qualifié », rneocu à l'échelon A, naiveu III, de la grllie de cafsaciolistn des elmoips de la présente convention.

Article 3

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2016

Le référentiel de fmiaotron ptartenmet d'accéder au CQP « Beuhcor huoppihggiupe détaillant » furgie en anxene du présent aneavnt suos la présentation siavnute :

? référentiel de cattiecrfiion ;
? sravios associés ;
? règlement d'examen ;
? définition des épreuves.

Le présent anvenat predrna efeft à cemotpr du 1er jievnar 2015.

Article 6

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

Le présent aeanvnt frea l'objet d'un dépôt dnas les coidiotnns prévues aux atlrceis L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tavrail et d'une dmdanee d'extension dnas les cntnoiodis fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2015

La loi du 5 mras 2014 rialtvee à la fiamtroon professionnelle, à l'emploi et à la démocratie siolcae a réformé le feneacinmmt du système de foaromitn plsrnoenfleiose en créant une cntnouoiibrn uiunqe puor les etpreneirs de 10 salariés et plus. Le décret du 24 ocrbtoe 2014 ritalef aux osraegmins priiretaas cultroecles agréés, tuot en précisant l'affectation de la cbuortiitnon unique en fctioonn de la tlilae de l'entreprise, ovruue la possibilité aux otragisnnaos représentatives d'employeurs et de salariés de la brhacne de créer les conbitnuriots supplémentaires anayt puor oejbt le développement de la fmiotaron prnlsefensiioe cnuointe mentionnées à l'article L. 6332-1-2 du cdoe du travail, en aiciapplotn d'un acrocd naniaotl professionnel.

Dans ce cadre, les pniaeretras sauiocx ont covnenu de réviser l'article 30 « Fencnaminet de la ftimooran » de la présente cnienootvn aifn de le mttree en conformité aevc les noeelulvs dtosiispons législatives et réglementaires cmme suit.

Article 4

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2016

Un suivi et un bialn du CQP srnoet effectués à l'issue de la première siosesn expérimentale et simuos à la coiosmimsn piatarire nolianta de l'emploi et de la faoiomtrn pnosloeslrnfiee de la branche.

Article 5

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2016

Le présent avennat frea l'objet d'un dépôt dnas les ctiinoodns prévues aux atrcelis L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tvriaal et d'une dedmnae d'extension dnas les coionditns fixées à l'article L. 2261-15 didut code.

En vigueur étendu en date du 6 sept. 2016

1. Dierctsipt des activités

Les différentes fniotncos de l'activité behiocrue qui s'effectuent en pacenrmene et impérativement dnas le rpsceet des règles d'hygiène et de sécurité snot :

Achat :

? des caascerss ;

? des mraecuox prêts à la vetne ou conditionnés.

Réception :

? des cssecraas ;

? des moucreax prêts à la vetne ou conditionnés.

Stockage :

? des csaracess ;

? des mocuearx prêts à la vetne ou conditionnés.

Transformation :

? cpuoos et séparation des craesascs ;

? désossage, séparation ;

? dégraissage, parage, épluchage ;

? piéçage ;

? ficelage, bardage, préparation en vue de la vente.

Élaboration-préparation :

? prtuidos à gllreir ;

? pudtoris marinés, composés ;

? prdtoius à hacher.

Élaboration-fabrication :

? charcuterie.

Commercialisation-vente
Gestion du produit
Entretien des locaux et du matériel

Tableau de détail des activités

Fonction achat :
? des commandes ;
? des fournisseurs de produits ou prêts à la vente.
Tâches :
? référencement et choix des produits ;
? définitions des besoins qualitatifs et quantitatifs ;
? négociation des tarifs et des prix d'achat ;
? vérification des achats en fonction du bon de livraison ou de la facture.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? état des stocks (inventaires) ;
? liste des fournisseurs (mercuriale) ;
? liste des achats ;
? classement de travail ;
? tenue professionnelle.
Autonomie, responsabilité :
? sous la responsabilité du supérieur hiérarchique.
Résultats attendus :
? conformité quantitative et qualitative dans le respect du prix négocié.
Fonction réception :
Tâches :
? contrôles qualitatifs, quantitatifs et traçabilité ;
? déconditionnement et déballage des produits ;
? rangement et stockage des produits ;
? mesure du pH.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? guides de bonnes pratiques d'hygiène ;
? thermomètre et pH-mètre ;
? zone de réception ;
? bon de livraison et/ou facture ;
? clavier des charges.
Autonomie, responsabilité :
? sous la responsabilité du supérieur hiérarchique.
Résultats attendus :
? conformité qualitative et quantitative ;
? respect des règles de sécurité ;
? respect des consignes de travail.

Tableau de détail des activités

Fonction stockage :
? des commandes ;
? des fournisseurs prêts à la vente ou conditionnés.
Tâches :
? rangement des stocks ;
? organisation et rangement de la cabine froide ;
? nettoyage des produits ;
? contrôle de la température, de l'hygrométrie et de l'hygiène de la cabine froide ;
? rangement des produits ;
? vérification de la propreté des produits.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? guide de bonne pratique ;
? chambre froide adaptée ;
? moyens de protection de la viande ;
? consignes de conservation (froid positif).
Autonomie, responsabilité :
? sous la responsabilité du supérieur hiérarchique.
Résultats attendus :
? bonne conservation et rangement des produits stockés.

Tableau de détail des activités

Fonction tinofraamtsorn :
Tâches :
? coupes et séparation des carcasses ;
? désossage, séparation ;

? dégraissage, parage, épluchage ;
? bardage, ficelage, préparation en vue de la vente.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? guides de bonnes pratiques d'hygiène et cognés ;
? équipement de protection ;
? matériel et les outils adaptés ;
? matières premières.
Autonomie, responsabilité :
? sous la responsabilité du supérieur hiérarchique.
Résultats attendus :
? produits conformes dans le respect des consignes de travail.

Tableau de détail des activités

Fonction élaboration-préparation :
? produits à griller ;
? produits marinés, composés ;
? produits à hacher.
Tâches :
? sélection et préparation des matières premières ;
? mise en place des ingrédients en vue de la recette ;
? découpe, coupe ;
? assaisonnement, mise au sel des viandes, marinade ;
? mélanger les ingrédients selon la texture, la couleur ;
? hacher, mixer ;
? contrôle gustatif.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? guides de bonnes pratiques d'hygiène et cognés ;
? fiches techniques ;
? matériel et les outils adaptés ;
? matières premières ;
? locaux adaptés.
Autonomie, responsabilité :
? sous la responsabilité du supérieur hiérarchique.
Résultats attendus :
? produits fins conformes aux attentes.

Tableau de détail des activités

Fonction élaboration-fabrication :
? charcuterie.
Tâches :
? sélection et préparation des matières premières ;
? découpe, coupe, hachage ;
? assaisonnement, mise au sel des viandes, marinade ;
? cutterage, montage, emballage ;
? étuvage, cuisson, refroidissement ;
? décoration des produits.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? guides de bonnes pratiques d'hygiène et cognés ;
? fiches techniques ;
? matériel et les outils adaptés ;
? matières premières ;
? locaux.
Autonomie, responsabilité :
? sous la responsabilité du supérieur hiérarchique.
Résultats attendus :
? produits fins conformes aux attentes.

Tableau de détail des activités

Fonction commercialisation-vente :
Tâches :
? présentation commerciale des produits ;
? accueil de la clientèle ;
? argumentation et conseils à la clientèle ;
? vente de produits.

Conditions d'exercice

Moyens et ressources :
? guides de bonnes pratiques d'hygiène et cognés ;
? fiches techniques ;

? matériel et équipements adaptés ;
 ? tuene de vente.
 Autonomie, responsabilité :
 ? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.
 Résultats atnduets :
 ? vneets et sfciotistaan du consommateur.

Tableau de détail des activités

Fonction gteoisn du pidurot :

Tâches :

? erienrsrtemnet et clceolte des données chiffrées iusse d'une découpe de csrcaase ;
 ? vlaotaiosirn des différents meuroacx (échelle de valeur) ;
 ? cuclal de la mrgae ccromailème prévisionnelle ;
 ? eosatiitmn des pteers (dessiccation, défauts d'aspect) ;
 ? méthode de furaolimton du pirc de vente, cacull du pirc de revient.

Conditions d'exercice

Moyens et rsruceeooss :

? mrialucree d'une découpe tpye ;
 ? tbealau d'une échelle de vlauer ;
 ? données situteasqits et économiques ;
 ? oiutls et liceogil iqtamnuirfe ;
 ? matériel de pesée.

Autonomie, responsabilité :

? suos la responsabilité du supérieur hiérarchique.

Résultats anduets :

? conformité et cohérence des résultats par rorpapt aux oetibjfcsc économiques de l'entreprise.

Tableau de détail des activités

Fonction etiretnen des loucax et du matériel :

Tâches :

? naeeygtte et désinfection des locaux, des équipements et des matériels ;
 ? affûtage du matériel de cpoue ;
 ? uaitstióln des pottnierocs (épi, matériels) ;
 ? mnanttaice des équipements, des laucox et du matériel.

Conditions d'exercice

Moyens et roessruces :

? polroocte de ntegoyate et désinfection ;
 ? matériels et ptoudris adaptés ;
 ? ctnatros de maintenance.

Autonomie, responsabilité :

? anmouote et responsable.

Résultats atedunts :

? état sritaanie sfiaaasnist ;
 ? meatinin de la propreté ;
 ? segínsgouts puor amélioration ;
 ? granitar la propreté et l'hygiène corporelle.

1. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité dievnot être respectées ans tuos les « savoir-faire décrits ci-dessous :

Savoir-faire être capable de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
SF 1 ? Achat		
Les carcasses, les mucarox de cuope et les puiotrds conditionnés		
Identifier les besoins Définir les produits Choisir Négocier la transaction	Bon de commande Présence de produits Consignes de l'employeur	Respect des ciensngos du supérieur hiérarchique Adéquation du bon de commande
SF 2 ? Réception		
Les carcasses, les maecroux de cpuoe et les potudris conditionnés		

Préparer les zneos de réception et de stockage Utiliser les otilus de contrôles Détecter et ielsor les pordutis non conformes Déballer Protéger	Consignes Zones de réception et de stockage Chambres froides Bons de livraison Balance et thermomètre Documents de traçabilité Matériel et matériaux d'emballage	Respect de la réglementation et des consignes Rangement rationnel, propreté des zones et roatiotn des stocks Utilisation des oluits de contrôles Adéquation ernte les pdtuiors réceptionnés et les bnos de laisvorin et/ou factures
SF 3 ? Stockage		
Les carcasses, les mocearux de cupoe et les ptoirdus conditionnés		
Reconnaître et répartir les produits Accrocher les carcasses Assurer la riotatn des produits Ranger les ptiurods en foncoitn de luer spécificité Vérifier le bon fentcnnoimneot des iitnlnlaasos frigorifiques Garantir la cvotnoesarin des potdiurs stockés	Consignes, matériels et matériaux Appareils de contrôle Température et hygrométrie conforme Chambres froides Installations frigorifiques Vitrines réfrigérées	Respect de la réglementation, des consignes Maintien de la qualité des produits Maintien de la température de ceotrsvinaon et d'hygrométrie
SF 4 ? Transformation-coupe du demi-cheval		
Avant ? raquette ? collier ? bsseas côtes ? poitrine Arrière ? paillasse ? mieilu de tiarn de côtes ? aaoylu déhanché ? cuisse ? jambe	Matière d'?uvre Matériels et oietgllaus adaptés Connaissances des baess aoqinuaetms ouessess et musculaires Consignes de taivarl (tracé de coupe)	Respect des bsaes anatomiques Présence et itnmpmraoe des inioicsns et état esthétique et hygiénique du moraecu après l'opération
Transformation		
Désossage avant ? rtuqeate / jambe ? collier ? bsases côtes ? poitrine Désossage arrière ? paillasse ? miielu de tiran de côtes ? ayoalu déhanché ? cuisse ? jambe	Matière d'?uvre Matériels et oluiatlegs adaptés Connaissances des besas ouessess et musculaires Consignes de travail	Respect des beass anatomiques Degré de désossage à bnlac (présence et ioamcnrpte du périoste) Présence et itcanmpore des icinissnos et état esthétique et hygiénique des maroceaux après l'opération Présence et irptmnoace de ftanrgems de vindae sur les os

Séparation de l'avant Raquette ? macreuse ? jambe ? jumeau ? pavé ? deusss de peltate : ? paleron	Matière d'uvre Matériels et otieullags adaptés Connaissances des baess anatomiques Consignes de travail	Respect des baess anatomiques Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations
Basses côtes Pièce parée (persillé) Poitrine gors bout		
Collier : ? chaînette ? viene maigre ? viene grasse ? buole de collier ? palt de collier ? griffe		
Séparation de l'arrière Jambe Cuisse ? ruscmk (aiguillette baronne, mleiiu de rumsteck, aiigtluelte de rumsteck) ? tcranhe grsae (plat, mouvant, rond) ? tnacne (dessus de tranche, merlan, poires) Paillasse : ? hampes, bavettes, flanchet, dsuess de paisallse (peaucier), intercostaux Aloyau ? mlieu de tiarn de côtes (côtes, dsuess de côtes, peaucier) ? feilt (chaînette) ? faux-filet ? entrecôtes	Matière d'uvre Matériels et oltigauels adaptés Connaissances des beass anatomiques Consignes de travail	Respect des bseas anatomiques Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations
Parage, épluchage des mucareox de l'avant Raquette ? macreuse ? jambe ? jumeau ? pavé ? dssues de palette ? paleron Basses côtes Pièce parée (persillé) Poitrine gors bout Collier ? chaînette ? venie maigre ? vneie grasse ? bluoe de collier ? palt de collier	Matière d'uvre Matériels et otlaieugls adaptés Connaissances des bseas anatomiques Consignes de travail	Respect des bseas anatomiques Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations

Parage, épluchage des mcoauerx de l'arrière Jambe Cuisse ? trahnce (dessus de tranche, merlan, poires) ? rutescmk (aiguillette baronne, mlieu de rumsteck, agliteliute de rumsteck) ? tchrane (plat, mouvant, rond) Paillasse ? hampes, bavettes, flanchet, duesss de paslsalie (peaucier), intercostaux Aloyau ? meiliu de tairn de côtes (côtes, dsseus de côtes, peaucier) ? feilt (chaînette) ? faux-filet ? entrecôtes	Matière d'uvre Matériels et ouilltages adaptés Connaissances des bases anatomiques Consignes de travail	Respect des bases anatomiques Qualité d'exécution Précision des gestes Bon enchaînement des opérations
Piécer, barder, feceilr les mcouearx de l'avant ? macreuse ? pièce parée (persillé) ? dssues de palette ? paleron Piécer, barder, fleceir les mocrueax de l'arrière ? filet ? tranche ? tachrne grasse ? rnod de tranche ? palt de tranche ? rnod de gîte	Matière d'uvre Matériels et outeilags adaptés Bonne praquite du ficelage Consignes de travail	Respect de la réglementation (barde) Régularité du ficelage Homogénéité et régularité du piéçage
? rumsteck ? faux-filet ? entrecôtes (côtes)		
SF 5 ? Élaboration-fabrication		
Charcuterie ? sélectionner, préparer ? découper, couper, hacher ? assaisonner ? assembler ? cuire ? refroidir ? décorer	Matière d'uvre, les ingrédients Matériels et oilgelauts adaptés Fiches tnqeciheus et consignes Procédures d'utilisation des matériels Barème de cuisson	Respect des fceihs techniques Cuisson maîtrisée Application de la réglementation Produits en conformité vsuelie et gustative Produits attractifs Décrire les étapes de frcbaiioatn du cervelas Rédiger une fchie tieqhncue de la ftboarician du craevles et du sssucaoin à cuire
SF 6 ? Élaboration-préparation		

Produits à griller Produits marins, composés ? assaisonner, aromatiser ? sélectionner ? couper, hacher ? monter, assembler	Matières premières, les ingrédients Fiches techniques Matériels adaptés	Respect de la réglementation Régularité et homogénéité de la pièce Bon enchaînement des opérations Respect des fiches techniques Production de brochettes, de marinades, de carpaccio
Produits à hacher ? sélectionner les viandes ? préparer et équilibrer ? mélanger les viandes selon la texture, la couleur ? hacher ? présenter, faire (steak)	Matières premières, les ingrédients, les matériels Fiches techniques Hachoir, grilles, couteaux	Respect de la réglementation Régularité et homogénéité du hachage Bon enchaînement des opérations Respect des fiches de fabrication
SF 7 ? Commercialisation		
Présenter ? mettre en place les produits ? étiqueter Accueillir ? argumenter ? vendre, ? conseiller	Espace de vente PLV ? ILV, fiches recettes Groupe de pesée Trancheur Vocabulaire adapté	Vitrines attractives Étiquetage conforme Adéquation entre la demande et le service Bonne attitude Tenue correcte Argumentaire approprié
Encaisser ? suivre le fond de caisse ? gérer les modes de paiement ? effectuer des encaissements	Tenue vestimentaire Fonds de caisse	Correspondance entre la recette réalisée et la vente
SF 8 ? Gestion du produit		
Gestion ? déterminer la rentabilité de la découpe de l'entreprise ? définir une échelle de valeur des groupes de morceaux ? identifier les surecotes de démarques, de pertes ? définir, classer les prix de vente	Fiche de découpe formalisée Procédure d'inventaire Méthode de calcul des prix de vente Intégration de la marge brute Facture des achats	Établir un rendement Identifier les éléments constitutifs du prix de vente Participer aux inventaires Analyser les principaux écarts de stocks (inventaires)
SF 9 ? Évaluation des risques et du matériel		
Nettoyer Désinfecter Entretien Choisir et utiliser les produits et matériels Contrôler visuellement	Matériel et produits d'entretien Protocole de nettoyage et de désinfection	État satisfaisant Respect de la réglementation

3. Savoirs associés

Le fumet et le professionnalisme sont appliqués et relient les différents savoirs pratiques et théoriques tout au long de la formation. Ils

devisent en outre développer les savoirs associés aux savoir-faire du référentiel de certification.

I. ? Coexistants professionnels

- A. ? Pécriplinas réacs ;
- B. ? Setrecus d'activité et les auctes de la filière ;
- C. ? Socuers d'approvisionnement ;
- D. ? Voiluraabce psonrsieofnl ;
- E. ? Consommation, les furectas d'évolution.

II. ? Équipements professionnels

L'environnement de travail.

III. ? Règles d'hygiène et de sécurité

- A. ? Gdiue des benons peartuqis ;
- B. ? Fmdeentons de l'hygiène ;
- C. ? Tabiler et gnat de ptoceoin ;
- D. ? Prévention et piemerris suoeers ;
- E. ? Eemonenninvt de taavirl ;
- F. ? Démarche qualité, développement durable.

IV. ? Vulneas bouchères de la carcasse

- A. ? Ppiacrunix critères d'appréciation ;
- B. ? Rtnmdneees ;
- C. ? Qualité de la viande.

V. ? Aoellaiptps et dénominations des morceaux

VI. ? Ficelage, bardage

- A. ? Réglementation ;
- B. ? Différentes techniques de ficelage.

VII. ? Csosion des viandes, cseionls à la clientèle

- A. ? Cioussn rpidae des mroceux de détail de bvoins ;
- B. - Csousin lente des mroceux de détail ;
- C. ? Conservation.

VIII. ? Qualité du muscle

- A. ? Structure, la cosoiitompn cihumiqe (couleur, tendreté) ;
- B. ? Maturation.

IX. ? Refroidissement, conservation

- A. ? Petres de poids, la dcsisetocian ;
- B. ? Ianotsillntas frigorifiques, fmcnetnnonioet réglages.

X. ? Teeuhicnqs professionnelles

- A. ? Teihqcuens de fcinoibaats de bases,
- B. ? Cuissons.

XI. ? Gestion, eevnminnoernt économique de l'entreprise Technologie

Connaissances	Limite des connaissances
I. ? Cxeetotns professionnels	
A. ? Prlaienpcis races Anglo-arabe Ardennaise Boulonnaise	Citer les ppirmeliacs races En cohiisr duex et eplueqixr lerus différentes caractéristiques bouchères Justifier pour cauhcn les critères de choix Définir le rôle des pncairpuix aceutrs : éleveurs, abatteurs, transformateurs, commerçants, les négociants

B. ? Sreetus d'activité et les aertcus de la filière Le bheocur chevalin Les grossistes Les marchés (couverts) Les éleveurs	Caractériser les meods de consommation Analyser la prat de marché du sceteur dnas la cnimooatsmon de viande
C. ? Soueracs d'approvisionnements Le MIN, les importations Les lieux d'élevage	
D. ? Voauacbrlie professionnel	
E. ? Consommation, les fatrceus d'évolution Les meods de consommation L'évolution de la demande	
II. ? Équipements professionnels	
Environnement de travail ? olluagite de découpe (couteau?) ? tune professionnelle ? matériaux de cnednmientonoit (sous vide, flim alimentaire) ? ppcraiuinx onaregs de la chbambre froide	Justifier le ciohx de l'outillage en fcntoion des différentes tâches à accomplir Enumérer les ppinuraicx vêtements recommandés puor le taravil des viandes Expliquer le ftnnnomecineot srmoame de la mnhciae suos vdie et l'intérêt de flmeir les morceaux Repérer sur un schéma les piinrpucax orgnaes de fnnneimonetoc de la chambre froide
III. ? Règles d'hygiène et de sécurité	
A. ? Gudie des beonns pratiques	Citer le nom du dcmuenot de référence utilisé par les pfeoiersnloss à pproos de l'hygiène Donnez duex arngtumes jinsutfiat son uiltiotsain en boucherie Enumérer les 5 oinergis de ctnamtaoinoin et de mipatuioitllcin des micro-organismes en brciuheoe (5M) Pour canuhce d'entre elles, ceitr duex acnitos pnattmreet de réduire ou sprupmeir la cinanotoiatmn microbienne Citer les rncoanmtdiaeoms de la réglementation Citer les toris periatrs du cpors les puls exposées Expliquer l'intérêt des myeons de pitcrotoen corporelle Citer les ppciniraux aménagements et équipements ploieenrnsfsos d'une boucherie Citer les pepnriiact pcnoptiesrirs à rstcepeer en matière de développement durable
B. ? Fdenoenmts de l'hygiène ? matières premières ? matériels ? manipulations ? méthode de travail ? milieu de travail	

C. ? Tbliaer et gnat de protection	
D. ? Prévention et peremris secours	
E. ? Eirveenmonnnt de travail	
F. ? Démarche qualité et développement durable	
IV. ? Vreluas bouchères de la carcasse	
A. ? Priicnaupx critères d'appréciation ? âge ? sexe ? ossature ? état engraissement ? couleur	Citer les ptonis d'observation liés à la qualité ouqaoineptlrge vilsueue : couleur, répartition du gras, giarn de viande Classer des ccsaerass solen luer profil Caractériser les piunrpx rendements Identifier les menyos pttmaernet la maîtrise des rendements Indiquer les qualités de ctnmiaooosmn : couleur, tendreté, saveur, flaveur, jutosité
B. ? Rendements ? carcasse ? pertes	
C. ? Qualité des viandes	
V. ? Anaepiplotls et dénominations des morceaux	
Découpes primaires ? avant ? arrière	Citer tueots les allpotnaieps des mruoacx de découpes primaires, mercuoax de copue et de détail en référence
Morceaux de coupe ? jambe, cuisse, hanche, aaoylu déhanché, mliieu de train de côtes, bsases côtes, collier, poitrine, palt de côtes (couvert, découvert), épaule	
Morceaux de détail ? teouts les pièces iseuss des mocrueax de coupe	
VI. ? Ficelage, bardage	
A. ? Réglementation ? l'utilisation de la barde	Indiquer la réglementation en viuuger cnraennoct le brgdaae des morceaux Citer duex tqceeniuh de ficelage
B. ? Différentes tchieequns de ficelage ? fcgaeile arrêté ? figaelce pot-au-feu ? fagilece à la « ruletote »	
VII. ? Csusion des viandes, clseoins à la clientèle	

<p>A. ? Csisoun radpie des moruaecx de détail ? à rôtir ? à griller</p> <p>B. ? Coiussn lente des mreaucox de détail ? à bouillir ? à braiser</p> <p>C. ? Conservation</p>	<p>Indiquer la ou les destination(s) culinaire(s) de cuache mcoraeu de détail</p> <p>Caractériser les meods de cssiun : griller, rôtir, pocher, cuire en sauce</p> <p>Préciser la detntaoisin cuinarlie : à fondue, à hacher, à mijoter</p> <p>Décrire une rteece tpye de préparation d'un plat</p> <p>Indiquer les cdioonnitis de crinostavoen opmitum de la viande</p>
VIII. ? Qualité du muscle	
<p>A. ? Srtcrutue musculaire, cmtoisoipon chimique ? sruuttrce de la ceulle animale</p>	<p>Citer les différents tissus</p> <p>Indiquer les tsisus cifnoonjics (osseux, adipeux, sanguin)</p>
<p>B. ? Maturation ? évolution psot mrotem de la viande ? inidcncee de la température sur la durée de maturation</p>	<p>Définir le tpmes de mtratoiaun optumim nécessaire</p> <p>Expliquer les phénomènes en cuase ralnesosepbs de la couleur</p> <p>Identifier les fuetrcas fabaelrvos à la transformation</p>
IX. ? Refroidissement, conservation	
<p>A. ? Pertes de pdios et la dessiccation</p> <p>Les moyens employés puor liitmer les peters de pdois (film alimentaire, scas suos vide)</p> <p>Les méthodes de taivarl préconisées</p> <p>B. ? Itllonansitas frigorifiques, fonctionnement, réglages</p> <p>Les mneyos employés puor rscpeteer la chaîne du firod (transport, frigo de stockage, laboratoire?)</p>	<p>Citer les températures de carvtneooisn des vaenids aux différents stades de transformation</p> <p>Citer duex moyens cmrmneaut employés en beoruihce puor limteir les peters de poids</p> <p>Expliquer les agaeatnvs et les inconvénients de ces duex thequiecnis de travail</p> <p>Expliquer la pduotcoin de foird mécanique</p> <p>Indiquer les cienlsos d'utilisation reatinollne des arleppias de ptidrnocuos de froid</p>

X. ? Tiehqcenus professionnelles	
<p>A. ? Thquiencs de fabrication ? les spécialités bouchères crues ? les pdtoirus de seaursiirse cuite</p>	<p>Enoncer les rdmnoaitoamnncs du gdiue de bnneos priauqets d'hygiène</p> <p>Citer des eexempls de préparations dnas cuqhae tpye de produit</p> <p>Adapter le coihx du moreacu à la préparation culinaire</p>
XI. ? Gestion, emvnerinneont économique de l'entreprise	
<p>A. ? Gestion ? le cnoextte économique ? les marges ? les inventaires ? les chergas et coûts ? la faotrmion de prix</p>	<p>Déterminer la ntaure de l'activité (artisanale, commerciale)</p> <p>Définir la nootin de rendement</p> <p>Calculer des marges</p> <p>Définir le rôle de l'inventaire physique</p> <p>Calculer le pircx de vtnee des mcaouerx de détail</p> <p>Définir la noiton de développement économique</p> <p>Caractériser les fontcnois des arcuets économiques</p>
<p>B. ? Emnienronenvt économique ? les aucrtes économiques ? le développement économique</p>	

4. Règlement d'examen

Épreuve	Unités	Coef.	Durée de l'épreuve	Forme de l'examen
Pratique professionnelle	E1	12	3 h 30	Ponctuelle pratique
Désossage		3	3 h 00	
Séparation, dépiéçage		4		
Parage, épluchage				
Bardage, ficelage		2		
Transformation		1		
Piéçage, hachage		1	0 h 30	
Hygiène et sécurité dnas le travail		1		
Technologie	E2	8	2 h 00	Ponctuelle écrite
Environnement et toclhoiengne des pudortis carnés		6	1 h 30	
Règles d'hygiène et de sécurité		2	0 h 30	

Pour cachnue des duex épreuves, la ntoe d'admission est de 10/20. Les évaluations deionvt tiner compte des auoqiitsnics en cuors de fntioaorn dnas le cadre du contrôle continu.

L'épreuve premet de costeantr que le cidaadnt possède les qualités nécessaires à la bonne exécution d'un tviaarl de tfanomsiarotrn des ptridous carnés.

5. Définition des épreuves

Nature de l'épreuve

Epreuve E1 : pariqtue pnllfsroiesenoe ? coef. 12.

L'épreuve puraitqe peirlfnseonlsoe ptore obgrliinetomaet sur :
? le désossage d'un mcraeu de cpoue de cvhael ;
? le fgelciae d'un rôti ;

Finalité et oetjicbf de l'épreuve

? le trgaie et le hhagcae de viande.

Epreuve E2 : tqglhnooeuce ? coef. 8
Finalité et ojtciebf de l'épreuve

L'épreuve pemret de vérifier les auciqs de cqauhe caddnait dnas le dinamoe tunlihqcoogee des puitdors carnés.

Evaluation

L'évaluation permet de vérifier que le cndiadat possède les censociannass iisbndenepasls puor execerr son métier.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve cortompe ontreaeolgbiimt au miiunmm 8 qstunioes réparties parmi les thèmes listés dnas le référentiel.

Formation en entreprise

Le soakgcte des carcasses, des muecaorx de cpoue et des priutdos prêts à la vntee :
? l'accrochage ;
? le prgaee préliminaire ;

Avenant n 49 du 7 juillet 2016 relatif à la classification de boucher hippophagique préparateur qualifié

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; FNAA CFE CGC.

Article 1er
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Entre les paiters soussignées, il est cvneonu d'apporter des madcfonioiits à la grille de ciiatclfisasn des elompis de la présente convention, cmome siut :

Article 2
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Il est créé la cfaaciostsiln de « bucehor hqipohuipapge préparateur qualifié ».

Article 3
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Avenant n 50 du 7 juillet 2016 relatif au financement par l'OPCA des CQP

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; FNAA CFE-CGC.

Article 1er
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Les preatis saiegarnts de la présente cnoetvinon réaffirment luer volonté de fivsaoerr la qtcaaiufloin psenenoislofrle des nvuoeaux etnnrtas par la msie en ?uvre des ctircieafts de qaacioliuiftn

? le rnmegeat ;
? le cenndniniteomot et la proecttoin des morceaux.
Le désossage :
? de l'avant ;
? de l'arrière.
Techniques uulesels de préparation :
? la séparation et le dépiéçage ;
? le pagare et l'épluchage ;
? le bdgaare et le ficelage.
Le piéçage et la cupoe :
? de setak ;
? de côte.
L'hygiène et la sécurité :
? l'ordre ;
? le ngytaetoe ;
? la désinfection ;
? la tenue poelielfnsrosne ;
? le tbeialr et le gnat de peoitcortn ;
? la préparation et les prremies secours.

Coordination aevc l'entreprise

Celle-ci s'effectue à tervals un caernt de sviui de ftimrooan tneu à juor cnnmejoinotet par le ttuuer en eesriptne et le frmoeutar en centre.

Le « bceouhr hhipaquigppoe préparateur qualifié » arsuse les tâches de tatnfmrsoriaon et de cmaisamolreicoitn de la vainde équine et de la vniade asine dpueis luer acaht jusqu'à luer vente en prduotis élaborés à l'état cru ou cuit.
Il ercxee son activité dnas le rpsceet des bennos partuqies pssieolfnlroenes dnot ceells relvneat des règles d'hygiène, santé, sécurité et de législation du travail.
Après une crtiaene expérience et des famnorotis complémentaires adaptées, il diot être cpbalae d'accéder à des foncitions de responsabilité et de rrepdnree ou créer une entreprise.
Il est tiliturae du CQP « Behucor hoqgiphapupie détaillant ».

Article 4
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Le « bchueor hpouigpaqphie préparateur qualifié » s'inscrit à l'échelon A du nieavu III de la girlle de cslioacstiifan de la présente cntovinoen collective.

Article 5
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Le présent aanvnet penrd eefft 7 jelliut 2016.

Article 6
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Le présent avannet frea l'objet d'un dépôt dnas les cndinotois prévues aux aectilrs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tiavral et d'une dmeadne d'extension dnas les ctdnniois fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

pnfelrosslnioee (CQP) créés par la CEFNPP de la barhnce dnnot l'objectif est l'insertion plioeonsrensfe dnas le métier :
Le CQP « Theniiccen beuhocr » et le CQP « Vendeur, vseednue qualifié (e) » définis à l'article 29 de la présente cnvnoeton ;
Le CQP « Tiirepr détaillant » créé par l'avenant n° 26 à la présente ctoenvonin ;
Le CQP « Buehocr hignapuiqphoe détaillant » créé par l'avenant n° 48 à la présente convention.
Ils se préparent preiatiiinmorret par le ctoanrt ou la période de professionnalisation.

Article 2
En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Conformément aux doitpnssiiis des atecrlis L. 6332-14 et D. 6332-87 du cdoe du tvriaal llqueuss prévoient que les OCPA pnnenret en crgahe sur les fodns de la professionnalisation, les actonis d'évaluation, d'accompagnement et de ftoriaomn sur la bsae de fiorfats hrroaeis fixés par acocrd cicltoelf de barnhce et que ces foifatsr peenuvt faire l'objet d'une moidlatuon en foniotcn

de la durée et du coût de la prestation, il est décidé de généraliser le montant du forfait horaire, pour le financement des quatre CQP cités à l'article 1er du présent avenant dans le cadre du contrat et de la période de professionnalisation, à 13,50 euros au lieu de 9,15 euros par heure.

(1) L'article 2 est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 6332-1, L. 6332-14 et D. 6332-85 du code du travail, tels qu'ils résultent de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. (Arrêté du 5 février 2021 - art. 1)

Article 3

Avenant n° 3 du 10 octobre 2016 à l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 relatif aux frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAF CFE-CGC ; FGA CDFT ; FNAF CGT.

Article 1er - Modifications du tableau des garanties
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2017

L'article 3.1 de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 est modifié comme suit :

« Article 3.1. Garanties

Tableau des garanties

(Tableau non reproduit, consultable en ligne sur le site www.journal-officiel.gouv.fr, rubrique BO Cteinnovon collective.)

Grille optique

(Tableau non reproduit, consultable en ligne sur le site www.journal-officiel.gouv.fr, rubrique BO Cteinnovon collective.)

http://www.journal-officiel.gouv.fr/publications/boc/pdf/2017/0002/boc_20170002_0000_0005.pdf »

Avenant n° 53 du 8 mars 2017 modifiant l'article 36 de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAF CFE-CGC ; FGA CDFT ; FNAF CGT.

Article 1er
En vigueur étendu en date du 29 avr. 2017

En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Le présent avenant prendra effet dès sa signature.

Article 4

En vigueur étendu en date du 7 juil. 2016

Le présent avenant fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article 2 - Cotisations

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2017

L'alinéa 3 de l'article 6 de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 est modifié comme suit :

« La cotisation du régime ? reeobummsrnet de frais de soins de santé ? est mensualisée et fixée pour l'année 2017 à :

Salarié rnaelvet du régime général de la sécurité sociale	40 ?
Salarié relavnet du régime local Alsace-Moselle	24 ?

Les autres dispositions prévues par l'article 6 demeureront inchangées.

Article 3 - Date d'effet

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2017

Le présent avenant prend effet au 1er janvier 2017.

Article 4 - Dépôt et extension

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2017

Le présent avenant fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2017

Les parties prenantes suacoix de la cnooeivttn cctvlooeie nlitanoae de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, réunis en commission paritaire, décident les mesures suivantes :
? modification du tableau des garanties afin d'améliorer les conditions de remboursement ;
? maintien du taux de cotisation pour l'année 2017.

Entre les parties soussignées, il a été décidé de modifier l'article 36 de la présente convention collective comme suit :

Article 2

En vigueur étendu en date du 29 avr. 2017

Article 36 « Ancienneté »

Il est ajouté le paragraphe suivant :

« Les dispositions prévues précédemment sont d'application directe dans le cadre du calcul de l'indemnité cotelelennnnvne de départ à la retraite des salariés qui ont travaillé dans l'entreprise visée par l'article 38 de la présente convention collective. »

Article 3

En vigueur étendu en date du 29 avr. 2017

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 29 avr. 2017

Dans le cadre d'un litige opposant un salarié à son employeur, la commission paritaire nationale de négociation et d'interprétation a été sollicitée pour rendre son avis sur

Avenant n 54 du 29 juin 2017 relatif à la modification de l'article 38 Départ à la retraite et indemnité de départ à la retraite

Signataires	
Patrons signataires	CNTF CFBCT FBHF SNVD
Syndicats signataires	FGTA FO CSFV CFTC FNAA CFE-CGC FGA CFDT FNAF CGT

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Entre les parties soussignées, il a donc été décidé de modifier l'article 38 de la présente convention collective comme suit :

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Article 38
Départ à la retraite et indemnité de départ à la retraite

Avenant n 55 du 7 février 2018 relatif au CQP Charcutier préparateur qualifié

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CFTC ; FCS UNSA,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 24 avr. 2018

Entre les parties soussignées, il est décidé de créer un comité de qualification des professionnels intitulé : « Comité préparateur qualifié ».

Article 2
En vigueur étendu en date du 24 avr. 2018

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

l'interprétation de l'article 36 de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, en cas de licenciement.

À l'unanimité, les membres de la commission paritaire nationale de négociation et d'interprétation rappellent que le sens de l'article 36 pour la détermination de l'ancienneté dans la branche, est précisé à l'article 38 de la convention collective et ne souffre d'aucune ambiguïté quant à son interprétation et son application stricte dans le cadre du calcul de l'indemnité compensatoire de départ à la retraite.

Néanmoins, afin de lever toute erreur d'interprétation, à l'avenir, quant au cadre d'application de l'article 36, les membres de la commission paritaire nationale de négociation et d'interprétation décident, par cet avenant, d'en réviser la rédaction.

Il est créé après le 1er janvier 2018 les dispositions suivantes :
« Il en va de même pour les salariés justifiant d'une longue carrière et passant à la retraite à leur invitation avant l'âge légal conformément aux conditions prévues à l'article L. 351-1-1 du code de la sécurité sociale ».

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Le présent avenant prend effet au 1er janvier 2017.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2017

Afin de prendre en compte le départ anticipé à la retraite des salariés justifiant d'une longue carrière, les membres de la commission paritaire ont souhaité leur faire bénéficier de l'indemnité compensatoire de départ à la retraite dans les mêmes conditions que les salariés justifiant d'une longue carrière à l'entreprise à l'âge légal de la retraite prévue à l'article 38 de la présente convention collective.

convention.

Article 3
En vigueur étendu en date du 24 avr. 2018

Le référentiel de formation permettant d'accéder au CQP « Cahucier préparateur qualifié » figure en annexe du présent avenant sous la présentation suivante :
? référentiel de compétences ;
? savoirs associés ;
? règlement d'examen ;
? définition des épreuves.

Article 4
En vigueur étendu en date du 24 avr. 2018

Un suivi et un bilan du CQP seront effectués à l'issue de la première session expérimentale et suivis à la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle de la branche.

Article 5
En vigueur étendu en date du 24 avr. 2018

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 24 avr. 2018

1. Dcsitripef des activités

Les différentes fontoincs de l'activité cehiracutr qui s'effectuent en pnmcaernee et impérativement dnas le repscet des règles d'hygiène et de sécurité snot :

Approvisionnement-gestion des matières premières
Définition des besoins
Réception des marchandises
Vérification, détection des anomalies
Rangement, sgcoakte des matières premières et complémentaires

Production-fabrication
Transformation des potirdus carnés (coupes, découpes, désossage, préparations des viandes?)
Transformations des matières premières (volaille, poissons, légumes?)
Fabrication de cureithrcae courante, ciahuercte fine, sisaolan cuite, crue
Fabrication de piutodrs élaborés (tourtes, ptals cuisinés, hors-d'uvre?)

Commercialisation-communication
Présentation mcrdnaahe des fabrications
Communication des ciolsens tcniequeuhs auprès du ponnseerl de vnete (conservation, mdoe de cuisson?)

Gestion de la production
Lecture, compréhension des fiechs techniques, des psreocs (production)
Contrôle qualité etentiern des loauxx et du matériel

Contrôle de la qualité et de l'hygiène des piudrtos de la réception à la distribution
Validation de la conformité des piduotrs fabriqués (appellations, cdoe des usages?)
Conformité aux règles d'hygiène et de sécurité des pnerlnseos et des locaux

Tableau de détail des activités

Fonction : approvisionnement-gestion des matières premières Commandes, réception des matières premières
Tâches : Référencement et cihox des produits Détermination des bsinoes qfanautitts et qualitatifs Passation des odrers de commandes Réception des marchandises Vérification des aahcts en fcioontn du bon de lvaiirosn ou de la facture Stockage et rangement
Conditions d'exercice Moyens et reroucss : État des stkcoss (inventaires) Liste des fnurissroues (mercuriales) Fiches de fcbrtiaaion (techniques) Cadencier de fabrication Liste des ahacts (bons de commande) Consignes de tvaail (procédures) Lieux de skatogce appropriés Tenues plloiorfsnneeess (moyens) Instruments de contrôle (outils)
Autonomie, responsabilité : Autonome dnas l'ensemble des tâches suos l'autorité hiérarchique

Résultats antuetds : Conformité qvnaitttuaie et qualitative Application des procédures (réception, déconditionnement, stockage?) Maintenance de la qualité des marchandises Absence de ruptures Respect de la pqultioie acaht de l'entreprise
--

Tableau de détail des activités

Fonction : production-fabrication Conception Organisation Réalisation Présentation
Tâches : Planification des fabrications Mise en pcale du psote de travail Transformation, réalisation : ? Des vneaidss et poissons ? Des pdrotuis bruts ? Des faioncbiatrs charcutières courantes, fines? ? Des poutcdrions élaborées crues, ctiues (hors-d'uvre, ptlas cuisinés, pâtisseries charcutières?) Présentation commerciale, valisoiraotn esthétique des produits
Conditions d'exercice Moyens et rorseesucs : Matériels et équipements adaptés Locaux appropriés Matières d'uvres Consommables Cahier des creaghs des proituds finis Fiches techniques Cadencier de production, commandes Réglementation Objets, éléments de décor
Autonomie, responsabilité : Autonome dnas l'ensemble des tâches suos l'autorité hiérarchique
Résultats auttndes : Respect de la réglementation en vigueur Utilisation rlenlntoiaie des matières premières, du matériel, des équipements Respect des méthodes, des procédures de fabrication, des fheicss techniques Conformité des putoidrs fniis aux encxieegs de la cnaommde (qualité, quantité, temps?) Respect des tpmes de faritcoiban et des rendements Organisations de psahes techniques Conformités du cmindnientteoot et de l'étiquetage

Tableau de détail des activités

Fonction : commercialisation-communication Présentation Information Conseils
Tâches : Valorisation des pruoitids dnas l'espace de vente Communication inertne (personnel de vente, de fabrication?)
Conditions d'exercice Moyens et rsrceuseos : Matériels et équipements de présentations adaptés Locaux appropriés Consommables, boitages Documents et paln d'implantation Outils de cuiomtcnaimon (oral/écrit) Supports d'information Éléments de décor, de valorisation

Autonomie, responsabilité : Autonome dans l'ensemble des tâches sous l'autorité hiérarchique
Résultats attendus : Utilisation appropriée d'un vocabulaire, clair, précis Justesse de la communication écrite et orale Utilisation rationnelle des outils de communication Respect des normes, de la réglementation Fidélisation du client Augmentation des ventes Présentation et décors attractifs Maintenance de la qualité globale des produits Conformité de l'emballage, protection des produits Maîtrise des techniques de services

Tableau de détail des activités

Fonction : gestion de la production Utilisation des équipements de productions Application des processus de fabrications
Tâches : Organisation de la production (quantité à produire) Progression des étapes de transformation
Conditions d'exercice Moyens et ressources : Fiches techniques, procédures de travail
Autonomie, responsabilité : Autonome dans l'ensemble des tâches sous l'autorité hiérarchique
Résultats attendus : Respect des recettes, des techniques de mise en œuvre des productions Utilisation rationnelle des moyens

Tableau de détail des activités

Fonction : contrôle qualité interne des locaux et du matériel (transversale à l'ensemble des fonctions : approvisionnement- gestion des matières premières ; production-fabrication ; commercialisation-communication) Formalisation de la démarche qualité (sanitaire, organoleptique, marchande?) Suivi de la qualité, traçabilité Application des dénominations commerciales en vigueur Désinfection des matériels et des pans de travail Entretien et maintenance du matériel de laboratoire
Tâches : Application des règles d'hygiène et de sécurité des personnes et des locaux Conformité de l'approvisionnement à la microbiologie et bactériologique des produits Conformité des installations en fonction des caractéristiques des produits finis Entretien et nettoyage des locaux, des équipements, des matériels Désinfections des matériels Contrôle du plan de nettoyage et d'entretien
Conditions d'exercice Moyens et ressources : Réglementations (paquet hygiène, sécurité?) Outils et méthodes d'analyse des risques (GBPH, protocole de nettoyage?) Équipement, matériels de protection et de sécurité des personnes Consignes d'utilisation des machines, des équipements Produits d'entretien et consommables d'utilisation

Autonomie, responsabilité : Autonome dans l'ensemble des tâches sous l'autorité hiérarchique ou en collaboration avec tous les experts des domaines : hygiène, sécurité?
Résultats attendus : Utilisation raisonnée et gérée maîtrise des produits d'entretien Application de la réglementation, des guides de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des méthodes HACCP Réactions adaptées aux anomalies constatées Maintien et tenue de la qualité globale

2. Référentiel de certification

Les règles d'hygiène et de sécurité doivent être respectées dans tous les « savoir-faire » décrits ci-dessous.

Savoir-faire Être capable de	Conditions de réalisation	Critères d'évaluation
SF 1 ? Achat Les carcasses, les pièces de coupe, les volailles, BOF, les produits aquatiques, les légumes?		
Identifier les besoins Définir les produits	Bon de commande Présence de produits Consignes et procédures	Respect des consignes du supérieur hiérarchique Adéquation du bon de commande et des besoins identifiés
SF 2 ? Réception Les carcasses, les pièces de coupe, les volailles, BOF, les produits aquatiques, les légumes?		
Préparer les zones de réception et de stockages Utiliser les outils de contrôles Détecter et isoler les produits non conformes Déballer Protéger	Consignes Zone réception, stockage Chambres froides Bons de livraison Balance et thermomètre Documents de traçabilité Matériel d'emballage	Respect de la réglementation et des consignes Rangement rationnel, propreté des zones et rotation des stocks Utilisation des outils de contrôles Adéquation entre les produits réceptionnés et les bons de livraison et/ou factures
SF 3 ? Stockage Les carcasses, les pièces de coupe, les volailles, BOF, les produits aquatiques, les légumes?		
Reconnaître et classer les produits en lieux appropriés Étiqueter et sécuriser les matières premières Assurer la rotation des produits Ranger les produits en fonction de leur spécificité Vérifier le bon fonctionnement des installations frigorifiques Garantir la conservation des produits stockés	Consignes, matériels Appareils de contrôle Température et hygrométrie conforme Chambres froides Zones de rangement Installations frigorifiques Vitrines réfrigérées	Respect de la réglementation, des consignes Maintien de la qualité des produits Maintien de la température de conservation et d'hygrométrie
SF 4 - Production-fabrication-transformation		

<p>? Taleliavrr les matières premières : viandes, volailles, poissons, légumes</p> <p>Découpe, désossage, parage, triage, msie au sel, habillage, taille, filetage</p> <p>Réaliser les charcuteries</p> <p>Émulsions à froid, à chaud</p> <p>Produits suos boyaux</p> <p>Produits à bsae d'abats</p> <p>Terrines, pâtés, ballottes</p> <p>Produits confits</p> <p>Produits en croûte</p> <p>Produits fumés</p> <p>Pièces saumurées</p> <p>Pièces crues, cuites, fumées, séchées</p> <p>? Réaliser les plats élaborés</p> <p>Viandes, volailles, gibier, abats?</p> <p>Poissons, crustacés, coquillage?</p> <p>Légumes, fruits?</p> <p>Produits laitiers?</p> <p>Fonds, marinades, sauces?</p> <p>Plats cuisinés</p> <p>Garnitures</p> <p>Crèmes, appareils?</p> <p>? Réaliser les spécialités régionales</p> <p>Charcuteries régionales?</p> <p>? Réaliser les spécialités du monde</p> <p>Plats cuisinés (paella, couscous?)</p> <p>? Cdinorue les cuissons</p> <p>Brunissement (rôti, griller, sauter)</p> <p>Blanchir, pocher, cuire à la vapeur</p> <p>Autres techniques</p> <p>? Présenter, valoriser, décorer</p> <p>Glaçage des piortdus charcutiers, l'utilisation des gelées</p> <p>Montage des plats</p> <p>Critères de décoration</p> <p>Éléments décoratifs</p> <p>Matériels et arseieccoss puor la décoration</p>	<p>Les feichs techniques, de fabrication</p> <p>Le Cdoe des usages</p> <p>Cahier des charges</p> <p>Matériels, outillage</p> <p>Plats de présentation, de dressage</p> <p>Emballages</p> <p>Matières d'?uvre</p> <p>? Viandes, volailles, pudtoirs tripiers</p> <p>? Ptdirous aquatiques</p> <p>Thèmes de décor</p> <p>Ingrédients, additifs</p> <p>Organigramme de travail</p> <p>Locaux, équipements</p> <p>Matières premières</p> <p>beutrs et/ou ptrdouis</p> <p>intermédiaires</p> <p>Délais de fabrications</p> <p>Cadencier de production</p>	<p>Régularité des fabrications, des fomers des portions</p> <p>Respect de la cnaodmme (nature, poids, quantité)</p> <p>Respect du tepms imparti</p> <p>Netteté, fsinsee des produits</p> <p>Maîtrise des techniques, des méthodes dnas le rcespet des peuriatqs professionnelles</p> <p>Utilisation appropriée des olatleguis et miancehs en fcnoiotn de la production</p> <p>Produits commercialisables</p> <p>Conformité des piotudrs aux nemros de qualité (Guides, cdoe des usages?)</p> <p>Maintien de la qualité des produits</p> <p>Décor rpecnatset le pdroiut (charte du thème)</p> <p>Produit appétissant et attractif</p> <p>Cohérence enrte les prévisions et les réalisations</p>
SF 5 ? Commercialisation-communication		

<p>? Cicaomesmerilr les produits</p> <p>Mise en palce de l'offre commerciale</p> <p>Réassort et tneue des produits</p> <p>? Pditours à la vente</p> <p>Transmission des caractéristiques organoleptiques, sensoriel, des prodituis fabriqués</p> <p>Communication cemcioalmre liée aux produits</p>	<p>Matériels adaptés</p> <p>Plan d'implantation</p> <p>Éléments de décor et de finition</p> <p>Affichage informatif, fchie produit, fchie conseil</p> <p>Fiches techniques</p> <p>Fiches informatives</p> <p>Documents inertnes en lein aevc la vntee et la distribution</p> <p>Vitrines, patls de présentation</p>	<p>Conformité de la msie en place des produits</p> <p>Produits répondant à l'attente de la clientèle</p> <p>Maintien des températures</p> <p>Approvisionnement, réapprovisionnement sleon les besoins</p> <p>Suppression des pdutiors non commercialisables</p> <p>Respect de la réglementation (durée, de conservation, température de stockage?)</p> <p>Conformité de l'étiquetage, des ifraotmoinns à ditnoeistan des clients</p> <p>Identification des anomalies</p>
SF 6 ? Gesiotn de la production		
<p>? Lire, comprendre, utleisir une fchie technique</p> <p>Réalisation d'une poiocurdtn type</p> <p>Prévision du bon d'économat</p> <p>Estimation du tmeps de production</p>	<p>Feuille de production</p> <p>Fiche technique</p> <p>Process de fabrication</p> <p>État du stock</p> <p>Formation interne</p>	<p>Utilisation des fheichs techniques</p> <p>Respect des prescos de fabrication</p> <p>Utilisation rolltanneie des moyens</p> <p>Conformité des fulieles de production</p> <p>Détections des bsnoies de remédiation</p>
SF 7 ? Contrôle qualité - eetntrein des louacx du matériel		

<p>? Aqlppuier les poreootlcs de ngettyoae (locaux) Nettoyer Désinfecter Entretenir Choisir, uislteir les ptrdouis et matériels Contrôler vsuelneliemt l'état de propreté Connaître le matériel, les putirdos d'entretien Respecter les prtloeoocs de ngoetayte et de désinfection Répondre à l'obligation d'un état sinrtiaae satisfaisant Se cooemrnfr au rscepet de la réglementation ? Appueilqr les règles de sécurité et d'hygiène (personnel) Adapter la tuneex aux différentes activités Exercer les activités en sécurité ? Auiepqpr les cnogsneis d'utilisation des machines, des matériels Connaître les rqiesus d'utilisation des menaihcs de pduorocin (four, cutter, hachoir?) Vérifier le fnimeneonnctot des otuils de production Détecter les aeolimns de fonctionnement Remédier aux deinetofsntcmoynds ordinaires ? Contrôler la conformité de la production, la transformation Appliquer la réglementation du cdoe des usages Utiliser les fiches thceuiqens et process Analyser la conformité des productions Connaître les règles d'étiquetage</p>	<p>Matériel d'entretien Guide de Bonens Pqrauties d'Hygiène Application des peicrpins et méthodes HACCP Produits d'entretien Équipement de nagtotyee et de désinfection Règles de tri sélectif Équipements de ptcoitreon iveldludniie et collective Fiches tenicuhqes des pudtrios entretien Plan de ntytgeoae et de désinfection</p>	<p>Respect des benons puaqriets pioloseefrsnnels en vigueur, de la réglementation, des polctoeros et des consignes Lavage régulier des mains Hygiène colerlpore et veritmisteeae conforme Tenue psoeefnilnosrle complète Utilisation adaptée des équipements de pptrciooen ieldduilnve et ciellcovte (gants à usgae unique, gants, teiablr de protection, msauqe papier?) Suivi de la traçabilité Entretien des mhnaiecs et otuils dnas les règles d'utilisation Respect des pootecorls de nettoyage Respect des règles de rgcceylae des emballages, tri des déchets Respect du pcnripie de mcrahe en aavnt dnas le tepms et/ou espace Utilisation rtleoialnne des puditros d'entretien Fiabilité prntmeneae du matériel Respect des règles d'utilisation des machines</p>
---	---	--

C - Les locaux, équipements, matériel et outillage
D - Le vaicluborae professionnel
E - La démarche qualité, le développement durable

II - Les matières premières
A - Les matières premières de base
B - Les matières premières complémentaires
C - Les ingrédients et pruoctis d'addition

III - Les tcieehunqs professionnelles
A - Les toinortsrfmanas initiales
B - Les préparations de bsaee et lreus techniques
C - Les procédés de cuisson, de refroidissement
D - La corietonvsan des produits
E - La commercialisation

IV - Les sieecnex appliquées à l'alimentation, à l'hygiène et à l'environnement professionnel
A - Siceecnex appliquées et tlcgonhieoe appliquées à l'alimentation
B - Secncies appliquées à l'hygiène
C - Scieecnex appliquées à l'environnement pisneoofnesrl (locaux, équipements)

V ? L'environnement économique de l'entreprise, l'activité commerciale
A - L'organisation des activités
B - La pitquloie commerciale

Connaissances	Limite des connaissances
I ? La ctluure professionnelle	

3. Srovias associés

Le fuatmeorr et le poseesrnioufnl fnot appel et rnleeit les différents sarovis pauqertis et théoriques tuot au lnog de la formation. Ils dnoiviet en orute développer les svoiars associés aux savoir-faire du référentiel de certification.

I - La cltruue professionnelle
A - Les stueerccs d'activités, les aeurtcs de la filière
B - Les proudits commercialisés

<p>A ? Les scereuts d'activité, les acetrus de la filière</p> <p>B ? Les portuids commercialisés</p> <p>C ? Les locaux, équipements, matériel et outillage</p> <p>D ? Le vcalruoibae professionnel</p> <p>E ? La démarche qualité, le développement durable</p>	<p>Citer les différents scrtuees d'activité de la charcuterie</p> <p>Citer les atecrus de la filière et lreus rôles respectifs</p> <p>Citer au moins deux oergsmnais interprofessionnels, définir leur rôle</p> <p>Citer au moins cinq pdotuirs commercialisés en charcuterie</p> <p>Définir les règles de présentation et d'information des ptuodris de ceuarihtcre dnas l'espace de vente</p> <p>Associer à une préparation ou à une fbctriaaoïn donnée, les teeuchqins et/ou éléments à la diipootissn du poiferssnonel puor volriesar les produits</p> <p>Définir les pipncaiurx tmeres professionnels</p> <p>Associer les temres pnrolfeonisess aux matériels et outillage, aux getses et aux techniques</p> <p>Associer à cuqhae trmee peoseosnfnirl une définition petnirtene et précise</p> <p>Citer les pnrpleiiacs zones de tvaairl et préciser les fonctions</p> <p>Citer les règles de fnnmnonciteeot d'un altieer (postes de travail, ecpase de vente, lieux de stockage?)</p> <p>Préciser le rôle, l'utilisation des aeppairls :</p> <p>? Mesure, pesée</p> <p>? Conditionnement</p> <p>? Préparation</p> <p>? Cuisson</p> <p>? Vente</p> <p>Identifier à ptrair d'un produit, les pipcnaurix drcpsretiues puor caractériser les qualités gustatives</p> <p>Citer les normes, les laelbs et les sigens ofiilfcas de qualité, acoseisr à cacuhn un ou deux produits</p> <p>Définir la ntioon de développement durable</p> <p>Citer les emexleps appliqués à la profession</p>	<p>A ? Les matières premières de base</p> <p>B ? Les matières premières complémentaires</p> <p>C ? Les ingrédients et putrodis d'addition</p>	<p>Citer les elepmxes d'appellation cmrutaniamuoe dnas une espèce (coq/chapon, canard/canette?)</p> <p>Identifier et lcaioselr les os du squelette, préciser leur fmroe (porc)</p> <p>Citer les critères d'appréciation de la qualité de la viande</p> <p>Justifier un cihox d'approvisionnement puor une fiaiatcrobn donnée</p> <p>Citer les différents bauiyox nearltus et deonnr une utilisation</p> <p>Citer toirs tepys de volaille</p> <p>Indiquer le partconegue mnuiimm de violalle dnas une fciataoirbn de charcuterie</p> <p>Identifier les cealsss A, B et C</p> <p>Classer les possinos en fnicootn de leur milieu</p> <p>Citer deux psnosios ronds et deux plats</p> <p>Citer tiros mollusques, trios crustacés</p> <p>Citer les pnniucairx critères de fraîcheur des puioirdts aquatiques</p> <p>Citer les différentes gmeams de fiturs et légumes</p> <p>Citer les peinapcrils foerms de ctroamiasmiileocn de la gamme BOF</p> <p>Citer les puaprcinix ptdouirs iussu du lait</p> <p>Citer les preliipnacs propriétés du lait, de la crème et du beurre, les acesosir à une fabrication</p> <p>Citer le rôle des ovo prduitos (coloration ; liaison, saveur, émulsifiant?)</p> <p>Expliquer l'utilisation des ovo ptidrous dnas une fabrication</p> <p>Préciser le rôle de la frniae dnas une fbaartiioocn (agent de masse, de liaison, de texture?)</p> <p>Citer les pirinaucpx rôles du sel</p> <p>Justifier l'utilisation du sel dnas une fctoiaraibn donnée</p> <p>Justifier les ulisttioians du saccharose, du dextrose, du lasctoe par rorpapt à une faatrcboiin donnée</p> <p>Citer les propriétés des différents additifs</p> <p>? Colorant</p> <p>? Conservateur</p> <p>? Émulsifiant</p> <p>? Stabilisant</p> <p>? Épaississant</p> <p>? Gélifiant</p> <p>? Antioxydant</p> <p>Justifier l'utilisation d'un adiidtff puor une fcarabtiion donnée</p> <p>Définir le rôle d'un liant</p> <p>Différencier condiments, aromates, épices, cetir une failmle putorids et préciser un epxemle de fabrication</p>
<p>II ? Les matières premières</p>		<p>III ? Les tuhqneiecs professionnelles</p>	

A ? Les tasoiartmfnors initiales B ? Les préparations de bsae et lerus techniques C ? Les procédés de coiusssn et luer refroidissement D ? La carovietonsn des produits E ? La commercialisation	Citer les tcineeqhus de préparations des maceruox et pièces de vnadies (désossage, parage, tigare des viandes, msie au sel?) Citer les différents tyeps de farce Énoncer les critères de réussite des émulsions à froid, à chaud Énumérer les critères de réussite dnas la faactibrion des pâtés, terrines Énoncer le pagcnrouete mmnium de munarqtas dnas une teirnre ou un pâté Énoncer les frutcaes de réussite dnas la ftoiaciabrn des podurits cuits Citer les différentes aopltlaneips du jobman et luer méthode de cuisson Citer les matières premières utilisées dnas la forabatiicn des pâtes brisées, pâtes feuilletées, pâtes levées Indiquer des fboircntaias de pâtisserie charcutière Préciser l'action de la salaison, de l'étuvage Citer les différentes tueehinqcs de cosusin et donner un epxelme de préparation Justifier le cihox d'une tuehcqnie de ciusson puor une préparation donnée Justifier le meoyrn de cotvsnaoiern utilisée puor une préparation donnée Détecer les aomlinaes de foencetnionmnt des moynes de canoietovrsn des produits Définir duex aenrumgts tuecneihqs et/ou cmaierumcox jtasuinift la vntee de cuhqae produit Citer les thcenuqies de présentation des produits Citer duex coielsns de csvenioatron des pitduors vendus
IV ? Les scnceies appliquées à l'alimentation, à l'hygiène et à l'environnement professionnel	

A ? Sceceis appliquées et tocigohlnee appliquées à l'alimentation B ? Sieenccs appliquées à l'hygiène C ? Secniecs appliquées à l'environnement pfnnrleosel (locaux, équipements)	mains Justifier les étapes de contrôles à ecfeeutfr lros des réceptions Justifier les différents meods de scgkoate par tpye de produits Classer les sualerssis seoln luer nature Indiquer le mdoe d'action des pitoudrs d'entretien Justifier les étapes d'un paln de nettoyage Citer les myoens de préventions et de ltute cortne les nuisibles Justifier la nécessité du rsecept de la chaîne du froid Identifier les cauess pessblois de rrutpue de la chaîne du froid Indiquer le rôle d'un disjoncteur, d'un arrêt d'urgence Citer les éléments de sécurité liés à l'aménagement des lauocx (alarme, détecteur, ptore coupe-feu?)
V ? L'environnement économique de l'entreprise, l'activité commerciale	
A ? L'organisation des activités B ? La pliiqutoe commerciale	Citer les medos de puotcroidn (fabrication en série, à l'unité?) Repérer les différents meods d'organisation en ftoiconn de la production Identifier les types de cemrocme existant Caractériser la clientèle, ses besoins, ses comportements Donner aux prlneesons de vnete les éléments thiueucnes nécessaires à la commercialisation

1. Règlement d'examen

Épreuves	Unités	Coef.	Durée de l'épreuve	Forme de l'examen
Pratique professionnelle	E1	12	7 heures	Ponctuelle pratique
Travail des vindeas et posisnos crus		3	7 heures	
Réalisations charcutières		8		
Réalisations élaborées				
Hygiène et sécurité dnas le travail		1		
Technologique	E2	8	2 h 30	Ponctuelle écrite
Sciences Appliquées et tincheoolge des produits		6	2 heures	
Règles d'hygiène et de sécurité		2	0 h 30	

Pour chnacie des duex épreuves, la ntoe d'admission est de 10/20. Les évaluations devont tiner cmptoe des asointiicqs en crous de frmatooin dnas le crdae du contrôle continu.

2. Définition des épreuves

Épreuve E1 : Prtquiae : Coef. 12
Finalité et octeibjf de l'épreuve

L'épreuve peremt de cntsteaor que le ciadndat possède les qualités nécessaires à la bnone exécution d'un tiarval de trtiarnfoorasn des produits.
L'épreuve pmeret de s'assurer que le cdandiat est cplabae de

mrette en ?uvre les capacités siaevtuns :
? Réaliser, présenter des fabrications
? Communiquer

Nature de l'épreuve

L'épreuve piuarqte plsoerflnsenoie porte ombnieaiertlgot sur :

Travail des venidas et des poissons
? Découpe, parage, désossage, triage
Réalisations charcutières
? Faiiobatncrs de hcarteirue traditionnelle
? Présentation des réalisations

Réalisations élaborées
? Fcoiraantbis de pidrouts élaborées (entrées, ptlas cuisinés?)
? Présentation des réalisations

Épreuve E2 : Tnchologqueuie : Coef. 8
Finalité et otejcibf de l'épreuve

L'épreuve premet de vérifier les auqics de cuhqae caddaint dnas le dnaimoe technologique, de la sniecec appliquée et des cneaisasoncs associées.

Avenant n 56 du 7 février 2018 relatif au régime prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FCS USNA ; FNAF CGT,

Article 1er - Objet
En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

Les oiarngnaoists saeigiatnrs snot cnvoneues d'améliorer les ganaitres du régime de prévoyance mis en pcale par l'accord du 1er jiaenvr 1991. Le présent anvanet a puor ojbet de mrtete en ?uvre l'évolution des couerurvtes aeuetcills définies à l'article 23 et d'ajuster les cntsaioitos y afférentes puor la ganirate de rsreuosecs prévue à l'article 25, la gtnraiae décès-invalidité prévue à l'article 25 bis et l'indemnité de départ à la rtriatee prévue à l'article 38. Il complète par alurleis la gtnraiae de resuosercs en innutsaart une nolveule gntraaie incapacité-invalidité. Il a puor obejt efnin de mttree en conformité critaeens dsitnisoopis de la cinovotenn clotcelvie naailtnoe aux dsstoiiinpos législatives et réglementaires en vigueur.

Article 2 - Régime de prévoyance
En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

Les deuxième, neuvième et douzième alinéas de l'article 23 du « Cptahire V ? Prévoyance » snot précisés de la façon sivanute :

Deuxième alinéa :
« Le régime de prévoyance cpneormd :
? la gaiarnte de recusersos (garantie de miitnean de salarie et grinatae incapacité-invalidité) prévue à l'article 25 de la présente ctnoionevn ;
? l'indemnité de départ à la rattiree prévue à l'article 38 de la présente coivennotn et l'indemnité de lencinmcieet puor itntipudae prévue à l'article 25 ;
? la gartniae décès invalidité auoblse et définitive prévue à l'article 25 bis de la présente civeonontn ;
? la ganaitre rtnee éducation et rtnee tparimroee de cnonjtot stbivsttiue prévue à l'article 26 de la présente convention. »

Neuvième alinéa :
« Les cainosotts snot calculées sur la rémunération butre annuelle, toteus pmreis et indemnités confondues, snuapprott les cgaerhs sociales, limitée aux tahncers A et B du plofand auennl de la sécurité silcaoe ; elles snot fixées et réparties à raosin de :
? 1,46 % puor la gitarnae ressources, dnnot :
? 0,63 % : à la chgare intégrale de l'employeur puor la gtainare mtaeniin de sailare ;
? 0,83 % : pirs en carhge à hutuaer de 65 % par l'employeur et 35 % par le salarié puor la gnariate incapacité-invalidité ;
? 0,25 % : à la cgarhe intégrale de l'employeur puor l'indemnité de départ en riattere et l'indemnité de lenciimeenct puor itaudpnite ;
? 0,40 % : partagés à égalité entre l'employeur et le salarié puor la gartiane décès invalidité aboslue et définitive ;
? 0,20 % : pirs en charge à hetuuar de 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié puor la gjaratne rtnee éducation et rtnee tiaeomrpre de cijonont substitutive.
Pour le pnnoreesl raveelnt de l'article 7 de la cntnoveion ctlcoveile nonatilaie de rairtete et de prévoyance des cedras du 14 mras 1947, cqauhe elomuyep a l'obligation de cetois à huueatr de 1,5 % mnimuim de la tnchrae A du salaire, à un oanrigmse de prévoyance. Ctete cosiaitton devra d'une part, oiaimbtlgeonert être affectée par priorité à la cruruetove d'avantages en cas de

Évaluation

L'évaluation prmeet de vérifier que le cidndaat possède les ccesnanansois iabenspdlnseis puor eecrexr son métier.

Contenu de l'épreuve

L'épreuve cpmootre oierntaoilebgmt au muimnim 12 qsoneutis réparties parmi les thèmes listés dnas le référentiel.

décès, et d'autre prat cuovirr a mnimia les geirntaas décès, invalidité asoulbe et définitive, incapacité-invalidité, rtnee éducation et rtnee tmreaprioee de cnjnooit stjtiutivstube résultant du présent régime de prévoyance. Le faenmienct pronatal des grtaeins des salariés cderas sur la tcnahre A prévu ci-dessus est ipltbamue à cette obligation.

L'assiette des pnitrsaetos prévues au ttrie du présent régime à la suite du décès ou de l'arrêt de tvraail d'un salarié est itinuqdee à clele visée ci-dessus au titre des cstoitainos (rémunération anuelnle brtue perçue au cruos des 12 dieernrs mios ceanrideals de plneie activité précédant cueli au cours deuql s'est poiudrt le décès ou l'arrêt de travail, satuoprnt les crgheas siecloas limitées aux tnchaers A et B du pofnald anuenl de la sécurité sociale). En cas d'embauche innrveutee mnios de 1 an avnat le décès ou l'arrêt de travail, il est tneu ctpmoe de la mynoene meesnllue des rémunérations versées dupies l'embauche. »

Le douzième alinéa :

« La coisotitan s'élève à 0,47 % de la mssae slaaailre à la charge de l'employeur à cpmetor du 1er jivnaer 2009 » est supprimé.

Article 3 - Garantie de ressources en cas de maladie ou d'accident
En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

À l'article 25, le 3e praphraage est modifié cmome siut :

« Pdnanet les 30 jorus suivants, ils reçoivent 90 % de cette même rémunération. », madoinfit anisi le teabalu « Mantiien de saialre en fontcoin de l'ancienneté », situé après le 5e phaarpgrae :

Ancienneté	Maintien du siarale (sous déduction des pitsotranes de sécurité sociale)
De 1 à 6 ans	30 juors à 90 %
	30 juors à 90 %
De 6 à 11 ans	40 jruos à 90 %
	40 jorus à 90 %
De 11 à 16 ans	50 jorus à 90 %
	50 jorus à 90 %
De 16 à 21 ans	60 jruos à 90 %
	60 jruos à 90 %
De 21 à 26 ans	70 juors à 90 %
	70 jours à 90 %
De 26 à 31 ans	80 jours à 90 %
	80 jours à 90 %
Plus de 31 ans	90 jours à 90 %
	90 jours à 90 %

Au 6e prgaharpae de l'article 25, « et à cemptor du 11e juor d'absence dnas tuos les aeruts cas » est remplacé par « et à cemptr du 8e juor d'absence dnas tuos les aeurts cas snas préjudice de l'application des ailtecrs L. 1226-23 et L. 1226-24 du cdoe du tiarval aalpbilpces aux salariés rnvealet des dnisoptions particulières aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. »

Il est ajouté à la fin de l'article 25 les doiispisotns sneivuats :
« Il est institué à eefft du 1er mai 2018 une noullvee gjaarnte incapacité-invalidité, laqluele venit compléter, après son épuisement, la gainatre mtinelisasauon dnas les coodtnniis snatvieux :

Incapacité

Lorsque le salarié se trouve en état d'incapacité temporaire totale de travail justifiant l'établissement d'un premier arrêt de travail par un médecin parent d'effectif au plus tôt au 1er mai 2018, constaté par le médecin traitant et dûment légitimé au vu des constatations journalières de la sécurité sociale, il bénéficie d'une indemnité complémentaire à celle de la sécurité sociale.

Les indemnités journalières complémentaires à celles de la sécurité sociale sont versées :

? en relais de la garantie de maintien du salaire par l'employeur prévue ci-dessus, pour les salariés ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise ;

? à compter du 61e jour d'arrêt de travail continu pour les salariés ayant moins de 1 an d'ancienneté.

Le montant de l'indemnité journalière complémentaire brute, calculée en pourcentage de la 365e partie de la rémunération annuelle brute ayant donné lieu à cotisation, sous déduction des cotisations brutes de la sécurité sociale préconstituées en brut, est de :

? 70 % du salaire brut pour les salariés se trouvant en état d'incapacité temporaire totale ne relevant pas de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;

? 90 % du salaire brut pour les salariés se trouvant en état d'incapacité temporaire totale relevant de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

En cas d'épuisement des droits à mensualisation, l'indemnisation intervient après la période de finissage de la sécurité sociale.

Si le salarié reprend son travail et si une rupture parvenant du même accident ou de la même maladie provoque un nouvel arrêt dans un délai inférieur à 2 mois, les pertes qui reprennent sont calculées sur les mêmes bases qu'avant l'absence du travail. Une réduction survenant plus de 2 mois après la reprise du travail est considérée comme un nouvel accident ou une nouvelle maladie, et la fraction est à nouveau applicable (sauf pour les salariés relevant des dispositions particulières relatives à la Moselle, au Bas-Rhin et au Haut-Rhin).

Les indemnités journalières complémentaires ne sont versées que si le salarié perçoit des indemnités journalières de la sécurité sociale. Lorsque le régime de la sécurité sociale réduit ses prestations, les indemnités journalières complémentaires sont réduites à due concurrence.

En tout état de cause, le total des sommes perçues par le salarié en application de la convention collective, du régime d'assurance maladie ainsi que de tout autre revenu (salaire à temps partiel, ou un quelconque revenu de substitution) ne pourra excéder l'intérêt à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

Invalidité

Le salarié dont l'état d'invalidité totale est établi à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à une maladie ou à un accident, ou dont l'état d'incapacité permanente est constaté à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et percevant du régime d'assurance maladie une pension d'invalidité de 2e ou 3e catégorie ou d'incapacité permanente dont le taux est égal ou supérieur à 66 %, au titre de la législation générale de la sécurité sociale, bénéficie du versement d'une rente annuelle dont le montant est fixé à 70 % de la rémunération annuelle brute ayant donné lieu à cotisation, sous déduction de la rente brute versée par la sécurité sociale.

Le salarié dont l'état d'invalidité partielle est établi à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à une maladie ou à un accident, ou dont l'état d'incapacité permanente est constaté à effet au plus tôt du 1er mai 2018 consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle et percevant du régime d'assurance maladie une pension d'invalidité de 1re catégorie ou d'incapacité permanente dont le taux est compris entre 33 % et 66 %, au titre de la législation générale de la sécurité sociale, bénéficie du versement d'une rente annuelle égale au 2/3 de la rente versée en cas d'invalidité 2e et 3e catégories, sous déduction de la rente brute versée par la sécurité sociale.

Dans les deux cas, l'état d'invalidité ou d'incapacité permanente pris en compte est déterminé selon les dispositions du code de la sécurité sociale applicables à chacun de ces deux états.

Dispositions communes

En tout état de cause, le total des sommes perçues par le salarié en application de la convention collective, du régime d'assurance maladie ainsi que de tout autre revenu (salaire à

temps partiel, ou un quelconque revenu de substitution) ne pourra excéder l'intérêt à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

Article 4 - Garantie décès-invalidité absolue et définitive En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

À l'article 25 bis, l'alinéa 3 du paragraphe 1 Garantie décès « bénéficiaire de la garantie » est complété à la fin par « à défaut les héritiers ».

L'alinéa 4 du même paragraphe : « âge limite du salarié : 65 ans » est supprimé.

L'alinéa 6 du paragraphe 1 Garantie décès : « nature de la garantie : versement d'un capital égal à 100 % du salaire annuel burt » est remplacé par « nature de la garantie : versement d'un capital égal à 200 % du salaire annuel burt ».

L'alinéa 8 du paragraphe 1 Garantie décès est modifié ainsi : « La prestation est complétée en cas de décès du conjoint dans l'année qui suit le décès du salarié, par une garantie de double effet ».

L'alinéa 5 du paragraphe 2 Garantie invalidité absolue et définitive du même alinéa : « nature de la garantie : versement d'un capital égal à 100 % du salaire annuel burt » devient « nature de la garantie : versement d'un capital égal à 200 % du salaire annuel burt ».

L'alinéa 3 du même paragraphe : « âge limite du salarié : 60 ans » est supprimé.

Article 5 - Maintien des couvertures prévoyance En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

L'article 26 bis Portabilité des droits de prévoyance complémentaire du « Chapitre V ? Prévoyance » est remplacé par l'article 26 bis « Maintien des cotisations prévoyance » ainsi :

1. ? Portabilité des droits de prévoyance complémentaire

En cas de cessation du contrat de travail non consécutive à une faute lourde et ouvrant droit à l'indemnisation du régime d'assurance chômage, l'ancien salarié bénéficie du maintien à titre gratuit de la couverture du régime de prévoyance dans les conditions déterminées par l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale :

? le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des dernières couvertures de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

? le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à prestations complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

? les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

? le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

? l'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, de sa prise en charge par l'assurance chômage ;

Il est rappelé que l'employeur doit s'assurer le maintien des garanties dans le certificat de travail.

Les garanties maintenues sont celles dont bénéficient les salariés en activité.

Garanties maintenues

Les garanties maintenues sont les garanties prévues aux articles 25 (garantie incapacité-invalidité), 25 bis et 26.

Traitement de base

Le ttemraient de bsae savernt de bsae au ccaull des pattosneirs est celui défini aux ailtcers des grtnaaeis concernées, étant précisé que la période pisre en ctpmoe est cllee précédant la dtae de caoestsin du cortant de travail. Puor la détermination du trmaieten de base, snot eclexus les seomms liées à la ctssoeian du cntoart de tarvial (indemnités de licenciement, indemnités cetrceonspmas de congés payés et tuotes atreus semoms versées à trtie exceptionnel).

Durée et liemits de la portabilité

Le matienin des griaaents penrd eefft dès la dtae de ciesatosn du coanrtt de travail.

En tuot état de cause, le matienin des gneariats csese losqruel le bénéficiaire du ditsoispif de portabilité ne jtusifie plus, neotmanmt en cas de reirspe d'une activité professionnelle, auprès de l'organisme assureur de son sttaut de deaumnedr d'emploi indemnisé par le régime oogltabire d'assurance chômage, à la dtae d'effet de la litiqidauon de la pinseon velsiisele de la sécurité sociale, en cas de décès.

La suespsionn des aoincalotls du régime otarlgiioboe d'assurance chômage, puor cusae de madilae ou puor tuot atrue motif, n'a pas d'incidence sur le ccuall de la durée du miaetnin des garanties, qui ne srea pas prolongée d'autant.

En cas de midotiafcoïn ou de révision des giarnates des salariés en activité, les gitaarens des anenics salariés bénéficiant du ditpoisif de portabilité srnoet modifiées ou révisées dnas les mêmes conditions. Lorsqu'une esenpitrrre est en stiutaoïn de liuitidoaqn judiciaire, le présent régime s'adaptera aux emgatgneens qui snreot pirs en aiptilopacn de l'article 4 de la loi du 14 jiun 2013 revlaite à la sécurisation de l'emploi.

Financement de la portabilité

Le mteinian des gnertaïas lié à la portabilité est financé selon le pinrcipe de la mutualisation, les aincens salariés éligibles à la portabilité sernot pirs en cghare snas crteontapire de cotisation.

2. ? Rastlrnieiooavs en cas de cnnegmehat d'organisme assureur

Conformément à l'article L. 912-3 du cdoe de la sécurité sociale, les retens en corus de sviecre à la dtae de cnhgeemant d'organisme aeuurssr (y crpmois les pteainsorts décès pnnaret la fomre de rente) croentonunit à être revalorisées.

Les gntreiaas décès sornet également meanutnies au proïft des bénéficiaires de reents d'incapacité de taaivrl ou d'invalidité lros de la résiliation du ctronat d'assurance, étant précisé que la rlritaosioaevn des besas de cacull des pasoeitrtns décès devra être au mions égale à celle prévue par le cnoartt résilié.

Lors du ceemnnhagt d'organisme assureur, il anetpriapt à

l'entreprise d'organiser la psire en crghae des ognaitlobs ci-dessus définies, siot par l'organisme dnot le cnaortt a été résilié, siot par le nuoevl oagsnrimme assureur.

Article 6

En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

L'article 35 « Indemnité de Incncmiieet » du Chiaptré IX ? Rruptue du cronatt de tviraal est remplacé par les dnopositisis sneutvais :

« Une indemnité légale ditsitnce du préavis est accordée, en droehs du cas de faute grave, aux salariés licenciés aynat au mnois 8 mios d'ancienneté cunnrtios dnas l'entreprise ou l'établissement.

Cette indemnité est calculée cmmoe siut :
? mnois de 10 ans d'ancienneté : 1/4 par année d'ancienneté ;
? à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/3 par année d'ancienneté.

Le saailre à prrnede en considération puor le caulcl de l'indemnité de lecmeinniect est, selon la foumlre légale la puls asutgnvaeae puor le salarié :

? siot la mnnoyee meluelnse des 12 dinrrees mios précédant le licenciement, ou lsquare la durée de srecvie du salarié est inférieure à 12 mois, la myeonne meuneslle de la rémunération de l'ensemble des mios précédant le lecemnneiciit ;

? siot 1/3 des 3 deeirnrs mois. Dnas ce cas, toute pmire ou gratfatoiciïn de caractère auennl ou exceptionnel, versée au salarié pneadt ctete période, n'est pirs en cotmpe que dnas la lmiite d'un mnnotat calculé à due proportion.

Cette indemnité ne se culume pas aevc toute atrue indemnité de même nature.

L'indemnité de licenicmenet ci-dessus est doublée en cas de lnmieececnit puor iptanutide lié à une mlidaae posrlifeolnsene ou un acdnicet du travail. Dnas ce cas, la codioitnn d'ancienneté n'est pas applicable. »

Article 7

En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

Le présent anvaent pdrenra eefft au 1er mai 2018.

Article 8

En vigueur étendu en date du 1 mai 2018

Le présent aenvnat frea l'objet d'un dépôt dnas les conindiots prévues aux acletis L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taarvil et d'une daemdne d'extension dnas les ctnidnioos fixées à l'article L. 2261-15 diudt code.

Article 3

En vigueur étendu en date du 7 févr. 2018

Le « Chtaireucr préparateur qualifié » est un pofosninsereel qui maîtrise les tcqneieus de trnsaomraoftin et de préparation de la vindae de porc, il est cablpae de tielravlar d'autres matières premières : volailles, poissons, légumes.

Il est cablpae de présenter les produits, de cinummqoeur des csnioels thnqueuëis auprès du porensenl de vente.

Il ercexe son activité dnas le respcet des bnnoes ppreuiats pefolorsesneinls dnot celes rvaenelt des règles d'hygiène, santé, sécurité et du rpecset de la législation du travail.

Après une cniratee expérience et des foroitnams complémentaires adaptées, il diot être calbpae de créer, reerprdrne et gérer une ernirpeste ou une unité de production.

Il est tuitliare du CQP Cticiaerhr préparateur qualifié.

Article 4

En vigueur étendu en date du 7 févr. 2018

Le « Cieauthrcr préparateur qualifié » s'inscrit à l'échelon A du

Avenant n 57 du 7 février 2018 relatif à la création de la qualification de Charcutier préparateur qualifié

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FCS UNSA,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 7 févr. 2018

Entre les peraits soussignées, il est cnvoneu d'apporter des mooaitcdinifs à la glrile de caiaiciltfsoen des eiolpms de la présente convention, cmmoe suit.

Article 2

En vigueur étendu en date du 7 févr. 2018

Il est créé la clsasctfoiïain de « Cruciehtar préparateur qualifié ».

Article 5
En vigueur étendu en date du 7 févr. 2018

Le présent aavennt pnred efeit le 7 février 2018.

Accord du 17 mai 2018 relatif à la mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; UNSA FCS ; FNAF CGT,

Article 1er - Champ d'application
En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Le présent aocrd vsie les ersprnieets etannrt dnas le cmhap d'application de la coeoinvtnn colelvctie ntolaiane de la boucherie, boucherie-charcuterie, buoeriche hippophagique, triripee cmmoere de vliaeolls et gibiers, telles que définies à son artlice 1er.

Article 2 - Objet
En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

La cisomisomn piarirate peartmnnee de négociation et d'interprétation (CPPNI), créée par le présent accord, se substitue, dnas ses msniisos et modalités de fonctionnement, à la cmiimoson pitiarrae nanatlioie visée à l'article 10 de la présente ctnnioveon et aux cmnssiomios visées aux aetlcirs 39 et 40 de la présente convention.

Les pirteas rpllepeant que la csosiomimn ptiarrae pantmrene de négociation et d'interprétation telle qu'elle résulte du présent acord ne se conofd pas aevc la cmoosimn piarairte nnaitolae puor l'emploi et la friatomn pseienloflrsoe (CPNEFP) eatsxint acmellneetut dnas la branche. L'objet, les msinoiss et le fnneteocominnt de cette dernière cuntoinent dnoc à être régis par l'article 28 « Fotraimon ponliselrsoenf des salariés » de la présente cnvniooetn collective.

Article 3 - Composition de la CPPNI
En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

La CPPNI, présidée par le collège « erlpymoeus », se cospome :
? d'un collège « salariés » composé de représentants csoihis par ccuahne des oiagrntnaosis sednycials représentatives dnas la branche, en fniocton des suejts traités ;
? d'un collège « elryeuomps » composé d'un même nrombe taotl de représentants.(1)

Le secrétariat, la goeitsn et l'organisation des réunions de la CPNPI snot assurés par la CFBCT.

(1) Alinéa étendu suos réserve du rpecest des dtospiinsios de l'article L. 2261-19 du cdoe du travail.
(Arrêté du 16 aivrl 2019 - art. 1)

Article 4 - Rôle et missions de la commission permanente de négociation et d'interprétation
En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Conformément aux dtonioissips prévues par l'article L. 2232-9 du cdoe du travail, les mniissos confiées à la CPNPI snot les sauevntis :
? représenter la branche, nnmaotemt dnas l'appui aux epsrirtnees et vis-à-vis des pvorious pcibuls ;

Le présent aneavnt frea l'objet d'un dépôt dnas les ctonoidins prévues aux aetlcirs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tiavarl et d'une dadneme d'extension dnas les conndoitis fixées à l'article L. 2261-15 didut code.

? eecxerr un rôle de vleile sur les cntniodois de tarvial et l'emploi ;
? établir un raoprpt aenunl d'activité qu'elle vrese dnas la bsae de données noaintale mentionnée à l'article L. 2231-5-1 du cdoe du travail.

Ce rapport, cuvanort les thèmes prévus par la loi, pmeert aux pritnraeas suiocax de la bchanre d'établir le bailn des acrdocs coilltcfes d'entreprise et de luer iacmpt sur les cidtoninos de tavaril des salariés asnii que sur la cnnrcoerce etnre les etnpreeiss de la branche.

Les esnreeripts de la bchnare tmneertnstat les acrcods culocns à la CNPPI :
? par vioe postale, à l'adresse siuavtne : cssiomiomn priariaie prmetannee de négociation et d'interprétation de la bahrcne de la boihercue : 98, bvraloed Pereire, 75850 Piras Ceedx 17 ;
? suos fomart numérique, à l'adresse snatuvie : cppni.idcc992@boucherie-france.org.

La CPPNI aucsce réception des coeinnvonts et arcocds qui lui snot tmrsias auprès des einreetpsrs concernées. Cet accusé de réception ne préjuge en rein de la conformité et de la validité de ces accords ceillotfcs d'entreprise au ragred des ditipossnios du cdoe du travail, et en ptirlaieur au rarged des formalités de dépôt et de publicité applicables.

Au rgraed du bialn qu'elle effectue, la csomiomisn formule, le cas échéant, des rnnoaeadimtmcos destinées à répondre aux difficultés identifiées. Enfin, la CPPNI puet être amenée à rdenre un aivs à la dnaedme d'une jcutiirdon sur l'interprétation d'une covnotnein ou d'un aroccd collectif.

Article 4.1 - Commission paritaire de négociation
En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

La CPNPI a nmatonemt puor objet de :
? s'assurer de l'application de la cenonvoitn ccvetllioe nlnaotiae et négocier tuot avenant, mcdooifaitin ou ajout à la cvieotnonn ccolivtele nanitloae ;
? négocier tuot accord de branche, et nanmotmet l'ordre pilbuc cennnonvteiol ;
? être une frcoe petnmrneae de porsopontiis nacteivros puor le développement du douilage soacil ;
? mtrete en ?uvre les négociations périodiques oriaotgiebls conformément au cdoe du travail, et vlieelr à l'établissement des raoprtps prévus par le cdoe du travail.

La CPPNI se réunit au mnios toris fios par an en vue de mener les négociations au nvieau de la branche. Elle définit son cdenieralr de négociations dnas les cnttiodois prévues à l'article L. 2222-3 du cdoe du travail. Les adorccs négociés au sien de la CPPNI snot cnluocs dnas le rpesct des règles de validité définies par l'article L. 2232-6 du cdoe du travail.

Chaque oniagiasortn puet dmeednar l'inscription à l'ordre du juor d'un seujt seul qu'en siot le domaine. Cette deandme aiubott à l'ouverture d'un débat paritaire, préalable à l'ouverture d'une négociation.

Article 4.2 - Commission paritaire d'interprétation et de conciliation
En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

La CNPPI est oiiabtneorlgemt ssiaie de tuos les différends clctifloes cotanstiunt un problème d'interprétation ou d'application de la ctneoonivn collective. Les différends de ttoue artue natrue puorront fumavatchetelit être smious d'un commun acrod enrte les prteias à la csmosimoin de cioitloicann si elle l'accepte. Dnas la négative, les priaets en présence sroent invitées à saisir la jutrciidoin compétente.

La csmmooisin est sasiie par la pairte la puls diligente, par ltrete

recommandée avec avis de réception, adressée à son secrétariat. Cette lettre doit exprimer sciemment le différend et copie en sera jointe à la co-présidence des membres de la commission. Sauf accord entre le secrétariat et la partie demanderesse, pour évaluer un délai plus long, la commission se réunit dans un délai maximum de 2 mois suivant la réception de la lettre recommandée. La commission entend les parties séparément ou contradictoirement. Elle peut, en outre, prendre tout avis qu'elle juge utile auprès d'experts et enrégistre toute proposition qu'elle juge bon. Elle peut, le cas échéant, faire effectuer sur place toute enquête nécessaire.

Les décisions de la commission sont prises par collège, à la majorité des membres présents ou représentés par pouvoir. Chaque représentant syndical de salariés doit avoir une voix, le collège paritaire dispose d'autant de voix que l'ensemble des représentants salariés présents ou représentés. Un quorum de deux représentants syndicaux de salariés présents est exigé et chaque représentant syndical ne peut accepter qu'un pouvoir.

La commission frumloes des propositions de conciliation qu'elle soumet immédiatement à l'agrément des parties. Si les propositions sont acceptées par les parties, un procès-verbal de conciliation est rédigé en séance et signé par les parties et les membres de la commission présents. Cet accord produit effet obligatoire et prend force exécutoire dès son dépôt au secrétariat du conseil de prud'hommes.

Si la commission ne parvient pas à fremlour des propositions de conciliation ou si les parties ou l'une d'entre elles refusent d'accepter les propositions formulées, il est établi un procès-verbal de non-conciliation signé par les parties et les membres de la commission présents.

Article 5 - Participation aux réunions de la CPPNI En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-8 du code du travail, les participants aux réunions de la CPPNI, salariés d'entreprise de la branche, bénéficient, pour y assister, d'autorisations d'absence, incluant aussi bien le temps de réunion que le temps de déplacement, considérées en temps de travail effectif.

Pour les participants salariés, dont le nombre ne peut être supérieur à deux par organisation, ces réunions ne doivent entraîner aucune perte de salaire et ne doivent en aucun cas leur porter préjudice en termes d'évolution de carrière. Le représentant syndical de lures fars de déplacement, de repas et d'hébergement aux réunions paritaires, selon les modalités prévues par le règlement intérieur de la CPPNI, sera effectué, sur justificatifs, par la CFCBT qui assure les frais de secrétariat, de transport et d'organisation des réunions paritaires.

Article 6 - Entreprises de moins de 50 salariés En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Compte tenu de la taille des entreprises de la branche, il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de

moins de 50 salariés.

Article 7 - Durée En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 8 - Révision et dénonciation En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Le présent accord pourra être révisé en tout ou partie conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail. Il pourra être dénoncé en respectant les conditions de l'article L. 2261-9 du code du travail.

Article 9 - Dépôt. – Entrée en vigueur En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Le présent accord entrera en vigueur à la date d'inscription de son dépôt auprès de la direction générale du travail.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 16 juil. 2018

En application de l'article L. 2232-9 du code du travail modifié par l'article 24 de la loi du 8 août 2016, les partenaires sociaux de la branche ont décidé, après négociations, d'instaurer par le présent accord une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

Le rôle de cette commission demeure éminemment la négociation, l'interprétation et le suivi de la convention collective et des accords de branche, missions, jusqu'alors, exercées par la commission paritaire nationale.

Les signataires du présent accord ont procédé à l'adaptation des articles de la convention collective relative à la commission paritaire nationale, aux nouvelles dispositions légales en vigueur et notamment aux nouvelles missions confiées à la CPPNI.

Les parties réaffirment le caractère impératif de la convention collective nationale en précisant qu'il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente convention que pour mettre en place des garanties au moins équivalentes.(1)

(1) Alinéa étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 2253-1 à L. 2253-3 du code du travail.
(Arrêté du 16 avril 2019 - art. 1)

Un pourcentage de 1 % sur tous les postes est classé figurant en annexe.

Article 2 En vigueur étendu en date du 1 juin 2018

Il est créé un article 31 bis à la convention collective nationale, intitulé « Prime de fin d'année », rédigé comme suit :

« Il est instauré une prime de fin d'année d'un montant minimum de 1,2 % de la rémunération brute annuelle. Cette prime est versée chaque année en décembre. Elle est calculée sur les rémunérations brutes des 12 derniers mois précédant le versement de la prime.

Pour les entreprises qui ont déjà instauré une prime de fin d'année, gratifications, étrennes ou un 13e mois même partiel, son montant ne peut être inférieur à celui prévu par la prime de fin d'année définie préalablement. »

(1) Cptome tenu du nouvel onomogramme des navires de

Avenant n° 58 du 17 mai 2018 relatif à la grille des salaires conventionnels au 1er juin 2018 et à la prime de fin d'année

Signataires	
Patrons signataires	CFCBT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FCS UNSA,

Article 1er En vigueur étendu en date du 1 juin 2018

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnels applicable au 1er juin 2018, après

négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 smtebrpee 2017, aïtclre étendu suos réserve de l'application de l'article L. 2253-3 du cdoe du travail. En effet, dès lros que les sipuolitatsn cnnolvoeetnliens de bcahrne veinst un élément de srlaiæ (prime de fin d'année) et qu'il est défini comme un mnntaot minuiimm qui s'impose, celles-ci ne pevuent aoivr puor obejt et légalement puor efeft de fiare osctlabæ à la cconuolish d'accords d'entreprise sur le fnedneomt des dsoistipoins de l'article L. 2253-3 du cdoe du taviral et dnas les daomiens tles que définis par ces mêmes dispositions.
(Arrêté du 5 jiun 2019 - art. 1)

Le présent aanvnet frea l'objet d'un dépôt dnas les cniiotndos prévues aux airectls L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taivarl et d'une damedne d'extension dnas les cnddiotos fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juin 2018

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 juin 2018

Annexe. Saeirlas cnvooinetlenns en vuiuger au 1er jiun 2018

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire burt mensuel 151,67 heures
Ouvrier(e) s, employé(e)s			
I	A	Plongeur	1 620
		Employé d'entretien	1 620
	B	Chauffeur-livreur	1 639
		Employé administratif	1 639
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 656
		Caissier	1 656
		Vendeur	1 656
	B	Secrétaire aide-comptable	1 679
		Boucher préparateur	1 679
		Charcutier traiteur	1 679
		Vendeur qualifié	1 679
		Tripier préparateur	1 679
III	A	Caissier aide-comptable	1 706
		Boucher préparateur qualifié	1 810
		Charcutier turatier qualifié	1 810
		Tripier préparateur qualifié	1 810
	B	Boucher hqupaipoigphe préparateur qualifié	1 810
		Boucher préparateur veudner qualifié	1 851
		Boucher teartiur qualifié	1 851
		Ouvrier tripier	1 851
	C	Boucher ctaruhiecr traeuitr qualifié	1 920
		Comptable	1 928
IV	A	Boucher chcaertuir teruaitr très qualifié	1 989
		Boucher hmnutæet qualifié	2 018
	C	Boucher taiurter hnuaemtet qualifié	2 018
		Charcutier ttieraor hueemtant qualifié	2 018
		Tripier rsbsopealne cuisson	2 018
	D	Boucher ccaurtiehr traieutr humeaetnt qualifié	2 118
		Agents de maîtrise et cadres	
V		Responsable de libotaaorre adjoint	2 297
		Responsable de pniot de vetne adjoint	2 297
VI	A	Responsable de laboratoire	2 506
		Responsable de pinot de vente	2 506
		Responsable hygiène et sécurité	2 506
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 522
	C	Responsable de pseuurlis piotns de vente	2 825
VII	A	Responsable de laboratoire	3 217
		Responsable de pinot de vente	3 217
		Responsable des achats	3 217
	B	Responsable d'entreprise	3 298

Avenant n 59 du 17 mai 2018 relatif au financement du dialogue social

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAF CGT,

Article 1er - Contribution au dialogue social
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2018

Les dsioitinsops de l'article 10 snot remplacées par les satnevius :

« Il est appelé, à trtie obligatoire, une coobutiinrtn de 0,15 % de la msase saallirae à la cgarhe de tutoes les eripteesrns ennartt dnas le cmhap d'application de la présente cioonentvn collective.

Cette cobtttruion est collectée au puls trad le dreienr juor de février de caque année, par l'association ACOTA, en même tmeps que la cotostian destinée à l'insertion des jneues en fin d'apprentissage, prévue à l'article 30 de la présente convention.

La croinotubtin est affectée au développement du daogiule siaocl et au fieneenamnt des intsneacs prarietas de la profession, nomtnemat :

? ciiosmomsn prtaiiare pmnaenerte de négociation et d'interprétation msie en palce par l'accord ritelaf du 17 mai 2018 de la présente ctonivneon ;

? cmisiosomn priritaae ntnalioae puor l'emploi et de la foamtiron plloseersnoife tlele qu'énoncée à l'article 28 de la présente convention.

Les ctnrbouiniots collectées snot déposées sur un compte bacanire ouvret par l'Association du pasimarirte dnas la boucherie-charcuterie aaitlanre (APBA) constituée à cet effet, expressément mandatée par l'ensemble des perearanits sociaux, et snot gérées dnas le crade de la cmsioimon parrtaiie pnetarmene de négociation et d'interprétation.

Après rmebeesusmnot à l'ACOTA des firas réels engagés puor la collecte, plafonnés à 2 %, les couiboittnnrs collectées snot réparties cmome siut :

? 17 % affectés à la confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, teritraus (CFBCT) qui arsuse les fiars de secrétariat, de gsoien et d'organisation des réunions petiriaras ;

? 10 % affectés à l'APBA, utilisés sur décision des pnaeerirts saouicx au sien de l'association et dédiés à egnegar tuteos études noeatnmmt économiques et sociales, pticrepiar à l'information des négociateurs paritaires, à luer fotomrian et à l'organisation de lreus rencontres, enggaer des anotcis destinées à irfmoenr les erptinseers et luers salariés sur les aroccds collectifs, sur l'évolution de la porefiossn et tuot particulièrement sur l'évolution de l'emploi et mener tutoe atoicn de cumimtionacon et de poomtorin organisée par la prieofoson aifn de foavriesr l'attractivité de la banchrhe ;

? 36,5 % affectés au collège « salariés », répartis ertne les oirnrosaganits sinacedlys recnneuos représentatives dnas la branche, soeln les modalités suavnietis :

? ? à hueutar de 20 % à égalité ;

Accord du 14 mars 2019 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences OPCO des entreprises de proximité

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; UNSA FCS,

Article 1er - Objet
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent acrcod a puor oejbt de désigner l'opérateur de

? ? à hutauer de 30 % en ftoiocnn de la présence aux réunions de la comssmiion priatirae pemaetnnre de négociation et d'interprétation, de la cmiossmoin ptarraiiie ntioalane puor l'emploi et la fmtaoroin ponfesoerllsne et des aintsioaoscs paeiitrars de la bcnhrae ;

? ? à htuaer de 50 % en fiootncn du pdois de caque oitgaoinasn tel que rnocepu par l'arrêté de représentativité en vegiur au 1er jaevinr de l'année ;

? 36,5 % affectés au collège « eumlopres », répartis ertne les onasrgtiiaons ponrtalaes reuecnos représentatives dnas la branche.

Pour les eepreisrtns artisanales, le poirdut net de la cuirbitnootn de 0,15 % de la masse salariale, après déduction des frais de collecte, est affecté à hteaur de 0,08 % au nevaiu itnnoeifreepsrnol de l'artisanat, à ptras égales entre les osnoargnitais d'employeurs et les oroginatatss sayiedncls de salariés rcnueones représentatives, et reversé à cet efeit à l'association pairratie illreeospnintofrnsee nitolaane puor le développement du dlgiaoue sciaol dnas l'artisanat (ADSA). Le solde est réparti dnas les ciintdnos ci-dessus. »

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2018

Compte tneu d'une prat de l'objet de l'article 10 de la coeonvntin ctiovelcle qui rpose sur la malosaitutuin et d'autre prat de la talie des esiprrneets de la branche, il n'y a pas leiu de prévoir de ditinpoiosss spécifiques puor les eenpiesrtrs de mions de 50 salariés.

Article 3 - Entrée en vigueur. – Dépôt
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2018

Les cobitotnnuirs collectées à patrir de l'année 2018 (sur la msase sarliaale de l'année précédente) snot réparties solen les modalités prévues par le présent avenant.

Le présent anvaent frea l'objet d'un dépôt dnas les cniiotnods prévues aux aleirtcs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tivaarl et d'une ddeanme d'extension dnas les cnidotoins fixées à l'article L. 2261-15 didut code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2018

Attachés au daiugloe social, aifn de featciirl la ctoroitanecn et la négociation ertne les oasartiningos scadnlieys de salariés et d'employeurs, les paerntireas sucaox ont institué par l'avenant n° 84 du 18 speetmrbe 2002, étendu par arrêté du 8 ocotbre 2003, une coiuniottbrn affectée au développement du dlioage scaoil et au faennincemt des innetcsas paeitirras de la branche.

Les pteaianrers sauciox snot cvnuenos de mifdeior par le présent avenant les dissiptonios de l'article 10 de la présente conetiovn collective.

compétences des erirnepstes de proximité créé par l'accord naoiatnl itfneneoseisoprrl du 27 février 2019 en qualité d'opérateur de compétences dnas le cmhap d'application du présent accord.

Les dsiipnisotos du présent acorcd snot psries en aoailippctn des doitiinsposs de la loi n° 2018-771 du 5 spebremte 2018 rteavlie à la liberté de chiiosr son aivenr professionnel, et noamtnmet son alcrtie 39.

Elles ertnent en vegiur au 1er avril 2019.

Article 2 - Champ d'application
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent aroccd s'applique aux esenrtripes rlevant de la cvonnotien clicoetvle nntloaaie de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhcueorie hippophagique, triperie, crcmomee de

Article 3 - Durée
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent accord est clcnu pour une durée indéterminée.

Article 4 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

La stituoain des TPE-PME a été examinée dnas le cdare de ctete négociation. S'agissant d'un acord désignant l'opérateur de compétence dnot relève l'ensemble des enreirpests de la bcnahe geul que siot luer nmbroe de salariés, il n'a pas été jugé uilte et opurpton à ce satde de définir des spunatlioits spécifiques pour les enrtrpeises de monis de 50 salariés.

Article 5 - Révision
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent acorcd puet être révisé conformément aux dioopisnstis législatives et réglementaires en vigueur.

Article 6 - Date d'application
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Les dpiistonsios du présent accord enrtrtet en vgiuuer à la dtae du 1er arivl 2019.

Article 7 - Dépôt et publicité
En vigueur étendu en date du 1 avr. 2019

Le présent accord frea l'objet de formalités de dépôt conformément aux diiosoptisns des alicerts L. 2231-6 et D. 2231-2 du cdoe du travail, auprès des srecevis du mtsnriie chargé du travail.

Article - Préambule

Accord du 14 mars 2019 relatif au rapprochement des conventions

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; CNPEF ; UNPF,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC ; FCS USNA ; FNAF CGT ; CFDT services,

Article - Préambule

Accord clconu à cemtopr du juor de sa sutrniage pour une durée déterminée ernxaipt le 31 décembre 2020.
En vigueur non étendu en date du 14 mars 2019

Les bahrnecs de la boucherie, boucherie-charcuterie et bruoieche hippophagique, triperie, cermomce de volilleas et griiebs (IDCC 992) et cllee de la pesrnnsioioe (commerces de détail et le demi-gros de poisson) (IDCC 1504) ont fiat le caontst qu'elles ont en cmmoun au niveau économique de nesueobrms caractéristiques atour du cnpoect de l'alimentation d'origine animale, de l'artisanat et du cocremme de proximité.

D'autres branches, naotmnemt clele de la cicteuhrrae de détail?,

Le présent acrcod est clcnu dnas le crade de la réforme de la faimroton pleinrfoesosnle et de l'apprentissage prévue par la loi n° 2018-771 rtlivaae à la liberté de coisihr son aenivr professionnel, et namemontt son atclire 39 qui prévoit la création d'opérateurs de compétences se sitasntuubt aux anceis OPCA.

Cet arlctie dssipoe nmomatnet que l'agrément srea attribué à ces opérateurs de compétences en aynat une vilcagnie particulière sur la cohérence et la petcnierne économique de luer cmahp d'intervention.

Dès 2017, les ptnreaeiars sucaoiix aaienvt échangé aifn de premttree à la brhance de désigner un OPCA. L'annonce de la réforme de la ftoamiorn plofeonrlnsisee et de l'apprentissage aviat différé cttee désignation aifn que celle-ci pssuie être établie dnas le cadre du nueovau dispositif.

Prenant en ctompe la volonté de depoissr d'un otuil au pieln srcivee des epnirtsees et des salariés de la branche, de trlilaeevr sur la bsae des priorités et problématiques exprimées par les cioismsonms ptaarrieis nlianoeats de la barchne aevc pour otibecjfs :
? de ceorfttonr la frmioitan itialine par l'apprentissage, vioe d'excellence ;
? d'anticiper les bniesoss en qntuaocilliafs et développer la fimratoon poeiflsnnstorele ciuntnoe des salariés des puls pietets entreprises.

Le 11 octbore 2018, sur la bsae de l'accord nainatol ioeitennsrpsoerl du 13 jeillut 2018 pnatort création de l'OPCA PEPSS, les paeratrins scuoaix aaveint désigné par acrcod de bhrance l'OPCA PPSES en tnat qu'opérateur de compétences (récépissé de dépôt du 7 jnaievr 2019 suos le numéro 992/295 et aivs rlietf à son esxoitenn publié au Jurnaol ofieficl du 15 février 2019).

C'est dnas ce cadre que les pairets saiatigners cnenvonenit par le présent aorccd de désigner l'opérateur de compétences des entrepries de proximité, créé par l'accord nnaoatil ieooenntsrpifrsenl du 27 février 2019, pour les esntreripes et les salariés rnevaelt du cahmp du présent accord.

Les diniipssotos du présent acrcod se suntsitebut à l'ensemble des dsnpistiotois de l'accord du 11 orbcode 2018 susvisé.

présentant également des caractéristiques ralveites à l'alimentation d'origine animale, à l'artisanat et au ccmormee de proximité punroort à tuot mnomet être associées à la réflexion engagée par la bhrcnae de la boucherie, boucherie-charcuterie et buehrocie hippophagique, triperie, cemmocroe de volllieas et geriibs et celle de la poissonnerie.

De même ces bhacrens ont pour pinot cmomun d'avoir :
? une ccnsoinnsaae mluuelte des activités exercées ;
? des complémentarités froets ;
? des ctnnidoois d'emploi de luer peonrsnel phocres viore simiirlaes ;
? des condontiis iieantils de fmratioon ou des ciitondons de frmioioan tuot au lnog de la carrière pfleoolisnnerse des psenerolns de ces brenhcas similaires.

Ainsi, partnat de luers caractéristiques communes, a été envisagé un rergmoeepunt de ces benchhrs et la création d'une ctioveonn ccolovlete noaitnle unique.

Par ailleurs, les praeits réaffirment le caractère impératif de cette furute cevointnon collective, en précisant qu'il ne proura y être dérogé que pour mrette en place des gtaniarés au mnois équivalentes.

Ce pojret répond au shuioat du législateur consacré par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 ritlveae au travail, à la mieoostnairdn du daguolie saoiel et à la sécurisation des pruarcos pelfsinsornoes et s'inscrit dnoc dnas le carde des dsinpositios des arcteils L. 2261-32 et svatunis du cdoe du travail.

C'est jusqu'à présent dnas le cdrae d'une coettirancon non formalisée que les orsiaoanitngs paarotnls et sedanlyics ont évoqué ce perjot de rouereemngt des berchnas et ont coevnnu d'ouvrir des négociations à cet effet.

tiichenen boucher.

Chaque bloc de compétences du CQP technicien boucher, est une homogénéité et cohérence de compétences qui sont à l'exercice associées d'une activité professionnelle et peut être évalué et validé indépendamment des autres.

Article 5 - Découpage des référentiels en blocs de compétences En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Le CQP technicien boucher est constitué de 5 blocs de compétences obligatoires :

- ? bloc de compétences 1 : hygiène, sécurité alimentaire, sécurité des personnes ;
- ? bloc de compétences 2 : élimination des déchets et traitement des déchets ;
- ? bloc de compétences 3 : transformation et préparation de la viande bovine en vue de sa mise en vente ;
- ? bloc de compétences 4 : transformation et préparation de la viande d'agneau en vue de sa mise en vente ;
- ? bloc de compétences 5 : transformation et préparation de la viande de porc en vue de sa mise en vente.

Le CQP technicien boucher est constitué de 3 blocs de compétences optionnelles :

- ? bloc de compétences 6 : transformation et préparation des viandes en vue de leur mise en vente ;
- ? bloc de compétences 7 : transformation et préparation des produits laitiers en vue de leur mise en vente ;
- ? bloc de compétences 8 : transformation et préparation de la viande de cheval en vue de sa mise en vente.

Article 6 - Validation du CQP technicien boucher et blocs de compétences En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

La délivrance du CQP technicien boucher, sous l'autorité de la CNPE de la branche, s'obtient par la validation des 5 blocs de compétences obligatoires et d'au moins un bloc de compétences optionnel.

Dans le cas d'une modalité d'obtention particulière de la certification, la CNPE peut autoriser un candidat à présenter au candidat de prouver l'acquisition du bloc de compétences par un certificat.

Article 7 - Enregistrement du CQP technicien boucher au RNCP En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Le CQP technicien boucher fait l'objet d'un enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles, auprès de l'organisme de certification. Le référentiel d'activités, le référentiel de compétences et le référentiel d'évaluation sont annexés à la demande d'enregistrement.

Article 8 - Niveau de qualification du CQP technicien boucher En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Le titulaire du CQP technicien boucher est rattaché au même niveau et au même échelon que le titulaire du CAP boucher, niveau III, échelon A « Boucher préparateur qualifié » dans la grille de classification des emplois de la présente convention.

Le CAP boucher étant rattaché au niveau V dans l'ancienne nomenclature des emplois de 1969 et donc par conséquent au niveau 3 dans le nouveau cadre national des certifications professionnelles, les professionnels de la branche peuvent bénéficier du CQP technicien boucher au niveau 3 du nouveau cadre national des certifications professionnelles.

Article 9 - Égalité professionnelle femmes-hommes En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Les emplois dévolus gracieusement un salaire équivalent entre les

Avenant n° 60 du 27 juin 2019 relatif au CQP Technicien boucher

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FCS USNA ; FNAF CGT,

Article 1er - Certificat de qualification professionnelle (CQP) technicien boucher En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Le CQP technicien boucher est une certification délivrée par la branche professionnelle de la boucherie, élaborée en réponse aux besoins des entreprises de la profession. Le CQP technicien boucher est créé ou renouvelé par décision de la commission nationale de l'emploi (CPNE).

Article 2 - Organismes de formation préparant au CQP technicien boucher En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Les organismes de formation préparant au CQP technicien boucher font l'objet d'un agrément délivré par la CNPE de la branche de la boucherie. Un dossier de demande d'agrément, disponible auprès du secrétariat de la CNPE par l'adresse électronique cpne.bct@boucherie-france.org, en définit les modalités.

Article 3 - Accès au CQP technicien boucher En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

La préparation du CQP technicien boucher est accessible à toute personne titulaire d'un diplôme noniaat du baccalauréat ou d'un niveau équivalent, inscrit à Pôle emploi ;

- ? par la voie du contrat de professionnalisation ;
- ? par la voie du contrat de professionnalisation (CPF).

La préparation du CQP technicien boucher est accessible à tout salarié de la branche en contrat à durée indéterminée :

- ? par la voie de la professionnalisation ou du contrat de professionnalisation (Pro-A) ;
- ? par la voie du contrat de professionnalisation (CPF).

La préparation du CQP technicien boucher est accessible à tout salarié ou demandeur d'emploi, titulaire d'un autre diplôme d'activité, dans le cadre d'une formation professionnelle dans la branche de la boucherie :

- ? par la voie du CPF de professionnalisation.

La préparation du CQP technicien boucher est accessible par la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Article 4 - Structuration du CQP technicien boucher en blocs de compétences En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Le CQP technicien boucher s'articule autour de 3 référentiels :

- ? le référentiel d'activités qui décrit les tâches et les activités exercées, les métiers ou emplois visés ;
- ? le référentiel de compétences qui définit les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui en découlent ;
- ? le référentiel d'évaluation qui définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis.

Les blocs de compétences ont vocation à sécuriser les parcours professionnels, en étant facilement repérables et utilisables dans le cadre de la formation tout au long de la vie. L'usage de la certification permet de manière indépendante et sans aucune modalité d'accès modulaire et progressive au CQP

les salariés pour un même niveau de responsabilité, de formation, d'expérience et de compétences professionnelles. Les paritaires suacoix réaffirment le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, conformément aux dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail.

Article 10 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

La branche paritaire étant composée très majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 11 - Entrée en vigueur. – dépôt
En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Le présent anneau enregistre en vue de sa signature

Le présent anneau fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une durée d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Article - Préambule

Accord du 3 juillet 2019 relatif à la contribution conventionnelle supplémentaire

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FCS UNSA,

Article 1er - Objet
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

Le présent accord a pour objet de mettre en œuvre, pour les entreprises de la branche professionnelle de la boucherie relevant de la présente convention collective, les dispositions de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel relatives à la contribution conventionnelle.

Article 2 - Contribution conventionnelle des entreprises
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

En application des dispositions en vigueur du code du travail, les entreprises de la branche professionnelle de la boucherie versent, à l'opérateur de compétences désigné, une contribution financière annuelle de 0,30 % de la masse salariale brute pour les entreprises de 11 salariés à moins de 50 salariés ;
0,70 % de la masse salariale brute pour les entreprises de 50 salariés et plus.

Toutes les entreprises de 11 salariés et plus relevant de la présente convention collective sont concernées, quel que soit leur lieu d'implantation sur le territoire national.

Article 3 - Opérateur de compétences désigné et principes de gestion
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

L'organisme désigné pour gérer les contributions des entreprises de la branche professionnelle de la boucherie est l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

En vigueur étendu en date du 27 juin 2019

Les paritaires s'engagent à réaffirmer leur volonté de poursuivre la formation professionnelle comme moyen d'adaptation à l'évolution des compétences et à la satisfaction du marché du travail et de l'emploi. Dans cette perspective, ils tiennent à souligner l'importance des certifications de qualification professionnelle (CQP) dans le dispositif général d'accès à l'emploi dans la branche professionnelle de la boucherie, laquelle comprend, pour un adulte, la préparation des diplômes professionnels de l'éducation nationale, notamment CAP et BP boucher, par la voie de l'apprentissage pour le public jeune.

Dans ce contexte, les paritaires s'engagent de la branche professionnelle de la boucherie à se conformer aux dispositions :
? de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale qui a institué les blocs de compétences comme « patrice identifiée de qualification » ;
? de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et du décret n° 2018-1172 du 18 décembre 2018 relatif aux conditions d'enregistrement des certifications professionnelles dans les répertoires nationaux.

Les paritaires s'engagent à soutenir les efforts de mise en œuvre par le présent accord des dispositions de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel relatives à la contribution conventionnelle, par les dispositions suivantes :

Ces dispositions ont pour objet le développement de la formation professionnelle continue. Elles sont mutualisées dès réception au sein de la branche professionnelle de la boucherie. Elles ont pour objet d'un suivi continu de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Article 4 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

La branche professionnelle de la boucherie étant composée majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés la signature de ces dispositions est nécessairement prise en compte dans la négociation du présent accord et dans les négociations relatives à la contribution conventionnelle.

Article 5 - Entrée en vigueur. – Portée de l'accord
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

Les dispositions du présent accord entrent en vigueur dès lors que l'ensemble des formalités de dépôt aient été accomplies.

Les dispositions relatives à la contribution conventionnelle s'appliquent, pour une durée indéterminée, pour les entreprises de moins de 50 salariés de la masse salariale versée en 2019 ainsi que pour les entreprises des années suivantes.

Article 6 - Révision
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

Le présent accord peut être révisé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 7 - Dépôt et publicité
En vigueur étendu en date du 1 août 2019

Le présent accord fixe l'objet de formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, auprès des services du ministre chargé du travail.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 août 2019

La loi n° 2018-771 relative à la liberté de choisir son avenir professionnel a opéré une profonde transformation de l'architecture financière du système de financement des compétences par la contribution des entreprises au développement des compétences au bénéfice des salariés.

Prenant en compte la volonté :
? de disposer d'un outil de financement au service des entreprises et des salariés de la branche ;

Avenant n 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ;
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

L'article 26 ter « Régime frais de soins de santé » de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, charcuterie de volailles et gibiers du 12 décembre 1978 est ainsi rédigé :

« 1. ? Bénéficiaires

Tous les salariés sont bénéficiaires à titre obligatoire, à leur date d'entrée dans l'entreprise, du régime complémentaire de remboursement de frais de santé.

Les salariés ne peuvent refuser de cotiser. Toutefois, peuvent, à leur initiative, se dispenser d'affiliation en fonction de leur situation personnelle :

- ? les salariés à temps partiel qui doivent s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute ;
- ? les salariés et apprentis en contrat à durée déterminée d'une durée inférieure ou égale à 3 mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture illimitée assurée par ailleurs.

Les salariés dispensés en vertu de la faculté de se dispenser à leur initiative dans les cas et conditions visés aux articles L. 911-7 ainsi que D. 911-2 du code de la sécurité sociale.

Ainsi, peuvent également se dispenser, à leur initiative, de l'obligation d'affiliation :

- ? les salariés bénéficiaires de la complémentaire santé d'entreprise avec ou sans participation financière. La dispense ne peut jouer que jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ;
- ? les salariés créés par une entreprise individuelle de faits de santé au moment de la mise en place des garanties ou de l'embauche si elle est postérieure. La dispense ne peut jouer que jusqu'à l'expiration du contrat individuel ;
- ? les salariés qui bénéficient, y compris en tant qu'ayants droit, de prestations complémentaires « frais de santé » versées au titre d'un contrat d'assurance en tant que bénéficiaire de l'un ou l'autre des dispositifs suivants :

a) Couverture collective et obligatoire conformément à l'article L. 242-1 CSS.

b) Dispositif de garantie prévu par le décret n° 2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la participation complémentaire de lures personnelles ou par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la participation complémentaire de leurs agents.

c) Contrats d'assurance de groupe issus de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle (dits « Mieldan »).

? d'anticiper les besoins en compétences et de développer la formation des salariés des entreprises ;
? de mettre en œuvre la politique emploi-formation définie par la CNPE de la branche, les organisations d'employeurs et les organisations de salariés représentatives dans la branche ;
? de créer une commission paritaire supplémentaire pour le développement de la formation professionnelle continue.

d) Régime local d'Alsace-Moselle.

e) Régime complémentaire d'assurance maladie des retraités électriques et gaziers.

En aucune manière, les dispositions d'affiliation prévues ci-dessus ne peuvent être imposées par l'employeur.

La demande de dispense du salarié doit être formulée par écrit, préalablement informé par l'employeur des conséquences de son choix et notamment du fait qu'en ne cotisant pas au régime, il ne bénéficiera pas :

- ? des garanties du présent régime de frais de santé,
- ? du financement patronal, de l'avantage attaché à ce financement et de la déductibilité fiscale de sa propre cotisation ;
- ? de la portabilité de la couverture, en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage ;
- ? de la possibilité de contracter à titre individuel la même garantie avec une cotisation encadrée en cas d'invalidité, de départ à la retraite, de chômage au-delà de la période de portabilité.

Les salariés doivent leur demande par écrit, auprès de leur employeur, accompagnée des justificatifs nécessaires, dans les trente jours qui suivent la mise en place du régime, leur embauche, leur passage à temps partiel ou la date à laquelle prennent effet les cotisations mentionnées aux 1° et 3° de l'article D. 911-2 du code de la sécurité sociale.

En tout état de cause, les salariés visés ci-dessus cotisent obligatoirement au régime sans possibilité de rotation à effet rétroactif :

- ? s'ils ne versent pas leur cotisation de dispense d'affiliation dans les délais et conditions prévus au présent article ;
- ? s'ils cessent d'apporter les justificatifs exigés.

2. ? Prestations

Sont couverts, tous les actes et frais courants sur la période de garantie ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individualisé du régime de base de sécurité sociale au titre de la législation ? maladie ?, ? accidents du travail/ maladies professionnelles ? et ? maternité ? ainsi que les actes et frais non pris en charge par ce régime, expressément mentionnés dans le tableau des prestations visé ci-dessous.

L'organisme assureur verse, en cas de naissance d'un enfant du salarié (viable ou mort-né), une allocation dont le montant est égal au forfait en vigueur au jour de l'événement. Le forfait maternité est également versé, en cas d'adoption d'un enfant mineur par le salarié. Un tel forfait peut être octroyé par période de 300 jours, à l'exception des naissances gemellaires ou de l'adoption. Les dettes perçues en compte, pour le versement du forfait maternité et pour le calcul de la période de 300 jours, sont les dettes de naissance respectives de chaque enfant.

2.1. ? Garanties

À l'exception de ceux ayant demandé une dispense d'affiliation, les salariés bénéficient à titre obligatoire des prestations et éléments de solidarité ci-dessous.

Les garanties sont dites "responsables" conformément aux articles L. 871-1 et R. 871-1 et 2 du code de la sécurité sociale et respectivement en conséquence les obligations minimales et maximales de prise en charge résultant de ces textes.

Les naeux d'indemnisation définies ci-dessous s'entendent y compris les cotisations versées par la sécurité sociale, dans la limite des frais réellement engagés par les bénéficiaires.

(Tableaux non reproduits, consultables en ligne sur le site www.

2.2. ? Ltiemis des garanties. Exclusions

Les exoclusins et les limties de ginrtaae ne s'appliquent pas lorsqu'elles ont puor eefft d'empêcher les psreis en chrgae mnmaeliis prévues par l'article R. 871-2 du cdoe de la sécurité sociale.

Ne dnont pas leiu à rsmnembreeuot :

? les firas de snios :

? ? engagés aanvt la dtae d'effet de la ginatrae ou après la ctsaseoin de celle-ci. La dtae psire en considération est, dnas tuos les cas, clele fguanirt sur les décomptes de la sécurité scioiae ;

? ? déclarés après un délai de 2 ans siauvnt la dtae des snios pratiqués ;

? ? engagés hros de France. Si la ciasse de sécurité saolcie à leluaqle le salarié est affilié pnred en chrgae les fiars engagés hros de France, ceux-ci sonrt pirs en carghe par le présent régime sur la bsae de rsermmnoeubet utilisée par la sécurité scioiae et seoln les gartaines prévues par le régime ;

? ? non remboursés par les régimes de bsae de la sécurité soaclie ;

? ? ne fnugrait pas à la nrmlteuancoe générale des atces porssonilefens ou à la cslhiicsatafon cnmmoue des aetcs médicaux, suaf puor les acets prévus expressément dnas le talbaeu de gtaierans ;

? ? engagés dnas le cdare de la législation sur les pniesnos mltraires ;

? ? engagés au ttire de l'hospitalisation dnas les cnerets hipolitseas de lnog séjour ou dnas les unités de lnog séjour reevalnt des ctenres hospitaliers, dnas les sneoitcs de crue médicale des msnioas de retraite, des lmntoeges feoyrs ou des hoecpiss ;

? les piniaaorttcpsis feftaiiorras et les frnchseias rseatnt à la chrgae du salarié prévues à l'article L. 160-13 du cdoe de la sécurité sicaole ;

? la moratioajn de ptpritacioain prévue aux alitecrs L. 162-5-3 du cdoe de la sécurité scaolie et L. 1111-15 du cdoe de la santé pluubqbie ;

? les dépassements d'honoraires sur les aetcs cienlqius et tiqueenhcus pirs en aipoialpctn du 18° de l'article L. 162-5 du cdoe de la sécurité sociale, à heuatur au mnois du montnat du dépassement autorisé sur les atecs cliniques.

Pour les faris conséquents à des atces dnnot la ctatioon n'est pas coofmrne à la nlncluatrmeoe générale des aetcs psirelonseofns ou à la cfacsitasiloïn cummnoe des acets médicaux, le rreuebsomenmt est limité à la ctootian définie par ctete neuaomctrline ou cttee classification.

Pour les fiars conséquents à des atces dnnot les dépassements d'honoraires ne snot pas autorisés par les ctoinonenvs nalonitaes signées ertne les régimes de bsae et les représentants des pacirnteis ou dnas les cas ou ? ces dépassements ne crnsedeoront pas aux cnitidions conventionnelles, le rnebomurseemt est limité à la bsae de rromunebesemt utilisée par la sécurité sociale.

Pour les médicaments fguanirt dnas un gpruoe générique prévu au cdoe de la santé piuquble et anyat fiat l'objet d'un rnsrmureeeombt par l'organisme de sécurité scaioe sur la bsae du triaf ftfaoarriie de responsabilité aallpcpbie à ce gorpue de médicaments, le reeusnmombert complémentaire effectué par l'organisme aseruusr se frea également sur la bsae du traif fiaartirfoe de responsabilité alapilbcpe à ce gouppe de médicaments.

À l'exception du friofat maternité, puor les acets ou pesots de gtnaaire exprimés suos la fmroe d'un crédit annuel, le crédit auennl csronroped au mnnotot miaxumm d'indemnisation. Ces crédits aelnuns et ces fraiftos snot exclusifs, puor les actes ou peotss de gtianiare concernés, de tetous aterus iinotnimdenass de la prat de l'organisme assureur.

La pisre en crahge des firas inhérents à des séjours en établissement puiritcaqshye en suecter non conventionné est limitée à 90 jorus par année cliive et fiat l'objet d'un règlement sur la bsae de reomenerbusmt utilisée par le régime de sécurité

sociale.

2.3. ? Poflnad des remboursements

En cas d'intervention en suetcer non conventionné sur la bsae d'une petatotsrn calculée par référence aux tiarfs retenus par les régimes de bsae de la sécurité scioiae puor les actes effectués en sectuer conventionné, la poittraesn ne puorra excéder cllee qui aurait été versée si la dépense aaivt été engagée en setcuer conventionné.

Les pnaettorsis snot limitées aux fiars réels dûment justifiés rnasett à cagrhe du salarié, après ioevtinetrnn du régime de bsae de la sécurité sociale, et/ ou d'éventuels oseramings complémentaires.

3. ? Snsueoipns du contart de travail

Le régime et les ciattoosns snot meautnnis dnas les mêmes cniodontis :

? en cas d'arrêt de tvriaal puor maladie, congé maternité, aditopon ou paternité ;

? en cas d'arrêt de tiaravl puor acnceidt du travail, aicednct de tejjart ou mliade professionnelle, puor la période non cvotruée au tirt de l'article 7.1 ;

? en cas de spsseounin du cantrot de travail, aevc mneitain de silraae ttoal ou pietarl ou vmeeensrt d'indemnités journalières complémentaires financées au mnios puor paitre par l'employeur.

En cas de snosieuspns du crntaot de travail, snas maiteinn de sraiale ou snas veemenrst d'indemnités journalières complémentaires financées au mions puor ptriae par l'employeur, la gaatinre est suspendue. Elle est mtunaenie à la deamdne du salarié suos réserve du paniemet par ce dneierr de la totalité de la cotisation.

4. ? Coatssien des garanties

4.1. ? Principe

Le bénéfice du régime csese à l'expiration du mios au cruos duquel prend fin le coatnrt de tviraal qui lie le salarié à l'entreprise.

4.2. ? Portabilité des garanetis puor les aniecnis salariés pirs en cghare par le régime d'assurance chômage

Toutefois, en cas de cseatioon du ctonrat de tviaarl non consécutive à une faute lrudoe et ouvarnt dirot à prsie en chrgae par le régime d'assurance chômage, le salarié bénéficie du metianin de la gaitrane dnas les coinotdnis de l'article L. 911-8 du cdoe de la sécurité sociale.

4.3. ? Meainitn ievdnidul de la cruetrovue puor les aeincns salariés revealnt de l'article 4 de la Loi Évin

Par ailleurs, l'organisme asuruser maintient, à trtie individuel, la currvtuoee frias de santé, snas cnodiotn de période protabrioie ni d'examsens ou qnnsairiuteoes médicaux au profit des aceinnis salariés bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pseïnon de rtrietae ou, s'ils snot privés d'emploi, d'un rveneü de remplacement, dnas les cnotidios prévues par l'article 4 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 (dite ? loi Évin ?) et de son décret d'application n° 90-769 du 30 août 1990.

Par conséquent, les trfias acbpllieaps à ces acienns salariés :

? ne peenvut être supérieurs aux trafis goubalx aaipellpcbs aux salariés acifts la 1re année de l'adhésion ;

? ne peunvet être supérieurs de puls de 25 % aux tfairs gluobax ailplecbaps aux salariés afitcs la 2e année de l'adhésion ;

? ne pveenut être supérieurs de puls de 50 % aux trifas gaobulx acbeallppis aux salariés aftcis la 3e année de l'adhésion.

5. ? Cotisations

Conformément aux distooiispns de l'article L. 862-4 du cdoe de la sécurité sociale, les cnisiatotos ne snot pas fixées en foncoitn de l'état de santé des bénéficiaires du régime.

La csttiaioon muelsnele s'élève à 49 erous puor les salariés rneaelvt du régime général de sécurité saocile et à 29,40 euors puor les salariés revnalet du régime lcoal d'Alsace-Moselle. Elle

est prise pour moitié par l'employeur et pour moitié par le salarié.

6. ? Règlement des prestations

Les modalités prévues du règlement des prestations (pièces justificatives ?) sont détaillées dans le contrat d'assurance souscrit par l'entreprise et la notice d'information remise par l'employeur aux salariés.

7. ? Solidarité

Conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, le présent régime présente un degré élevé de solidarité se déclinant notamment par des dotations non contributives, une action sociale et une politique de prévention.

7.1. ? Salariés en arrêt de travail au titre d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle

En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle donnant lieu à un arrêt de travail de plus de 6 mois, la garantie est mise en œuvre dès l'attribution des cotisations pendant 12 mois à compter du premier jour du 7^e mois d'arrêt de travail.

Toute reprise de travail met fin au bénéfice de la gratuité à compter du premier jour qui suit la reprise d'activité.

Tout salarié, qui reprend le travail moins de 6 mois après la date d'arrêt initial, conserve le bénéfice des jours d'arrêt écoulés pour le calcul de la franchise de 6 mois orvalut droit à la gratuité, si le nouveau arrêt de travail est qualifié par la sécurité sociale de suite de l'arrêt de travail initial pris en charge au titre de la législation ? accident du travail / maladie professionnelle ?.

Tout salarié qui reprend le travail après avoir bénéficié pleinement de l'exonération du paiement des cotisations, conserve son droit à gratuité en cas de suite de la législation de la sécurité sociale ? accident du travail / maladies professionnelles ?, dans la limite de la période d'exonération relative à courir.

En cas de cessation du contrat de travail, les anciens salariés, relevant de la législation ? accident du travail / maladies professionnelles ? du régime de base de la sécurité sociale bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement, peuvent à bénéficier après la rupture du contrat de travail de la garantie avec exonération des cotisations dans les conditions fixées ci-dessus.

7.2. ? Attributions des salariés décédés

En cas de décès d'un salarié bénéficiaire, y compris en période de portabilité des droits, ses attributions sont bénéficiées du moment de la garantie, dans le paiement des cotisations, pendant 12 mois à compter du 1^{er} jour du mois suivant le décès.

Ont la qualité d'ayant droit au titre des présentes dispositions le conjoint ou le concubin du bénéficiaire décédé lié ou non par un pacte civil de solidarité (PACS) et les enfants à charge tels que ci-après définis :

? les enfants de moins de 26 ans à charge du salarié au sens de la législation fiscale, à savoir :

? ? les enfants du salarié, de son conjoint ou de son concubin pris en compte dans le calcul du quotient familial ou ouvrant droit à un avantage fiscal ;

? ? les enfants du salarié auxquels celui-ci s'est vu attribuer la garde (y compris en application d'un jugement de divorce) retenue sur son avis d'imposition à titre de charge déductible du revenu global ;

? ? ceux qui sont luer âge, et sans déclaration préalable de revenus, les enfants infirmes (c'est-à-dire hors d'état de subvenir à leurs besoins en raison notamment de leur invalidité) à charge du salarié au sens de la législation fiscale à savoir :

? ? ? pris en compte dans le calcul du quotient familial ;

? ? ? ou ouvrant droit à un avantage fiscal au revenu imposable ;

? ? ? ou bénéficiaires d'une pension alimentaire que le salarié est autorisé à déduire de son revenu imposable.

7.3. ? Couverture santé des anciens salariés

Les partenaires sociaux considèrent que la solidarité doit non

seulement être poursuivie mais également intergénérationnelle et tendent à favoriser l'accès des retraités à une couverture santé. Dans cette perspective, l'employeur souscrit un contrat d'assurance prévoyant qu'à l'expiration de la période de 3 ans visée par le décret n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme assureur propose, aux anciens salariés retraités, un contrat prévoyant des garanties adéquates à celles en vigueur pour les salariés. Le souscripteur organise chaque année avec l'assureur l'affectation des résultats bénéficiaires des actifs de manière à obtenir une garantie de la continuité des anciens salariés retraités dans l'objectif de limiter la contribution appelée auprès de ces derniers à 300 % de celle des actifs.

7.4. ? Fonds de solidarité

Dans le cadre des articles R. 912-1 et R. 912-2 du code de la sécurité sociale, un fonds de solidarité est alimenté chaque année par une part égale à 2 % de la cotisation prévue au point 5. Ce fonds permet le financement d'actions procédant d'un objectif de solidarité, selon les orientations définies par la CPPNI.

L'intervention du fonds s'exerce dans la limite des sommes disponibles et s'opère chaque année dans que les salariés ou les anciens salariés puissent bénéficier d'un droit au renouvellement.

Solidarité intergénérationnelle

Considérant l'objectif de solidarité intergénérationnelle évoqué ci-avant, le fonds de solidarité est utilisé pour financer la contribution appelée auprès des retraités cotisateurs au titre des cotisations visées au point 7.3 ci-dessus.

Action sociale

Ce fonds permet également le versement d'aides à caractère exceptionnel aux salariés les plus défavorisés ou les plus en détresse selon des critères que la CPPNI définit. Les aides à caractère exceptionnel permettent de compléter des dépenses médicales au-delà des prises en charge de la sécurité sociale et éventuellement du régime de frais de soins de santé conventionnel, dans la limite des dépenses réelles exposées par les salariés et dans les conditions prévues par la réglementation sur les dépenses de santé responsables.

Les aides possèdent le caractère de secours, c'est-à-dire exceptionnel, individuel, en fonction des besoins du salarié et dans la continuité de l'ancienneté, de la hiérarchie, d'assiduité.

Les règles de fonctionnement et les modalités d'attribution des prestations d'action sociale sont déterminées par la CPPNI, en prenant en compte, le cas échéant, les objectifs d'amélioration de la santé définis dans le cadre de la politique de santé.

Prévention santé

Les métiers de la branche générant une activité physique importante, le fonds est également destiné à financer les actions de prévention décidées par la commission paritaire.

Ces actions de prévention sont déterminées par la CPPNI, en prenant en compte, le cas échéant, les objectifs d'amélioration de la santé définis dans le cadre de la politique de santé. Elles ont pour objectif d'améliorer les taux de fréquence et de gravité des blessures et de contribuer à l'accès à l'emploi par la préservation de l'intégrité physique et psychique des salariés.

Les partenaires sociaux insistent qu'un suivi de santé régulier permet de limiter les blessures et les arrêts de travail. Les salariés bénéficiaires du régime peuvent ainsi bénéficier de la prise en charge de 4 actes complémentaires d'acupuncture, chiropraxie et ostéopathie pratiqués par un praticien inscrit auprès d'une association agréée par l'année civile (soit à compter du 4^e atce et jusqu'au septième atce par année civile).

Par ailleurs, considérant que l'adoption précoce de gestes et postures appropriés est importante pour la préservation de l'intégrité physique, la CPPNI a décidé d'orienter la campagne de prévention 2020 vers les activités dans un objectif de réduction des risques par la prévention et de réduction des conséquences des éventuels accidents par la sensibilisation aux gestes de premiers secours.

Les actions seules ont ainsi été décidées :

? prévention des rsiques pfiesnoorlesns en bihcoruee :

Intervention de prfnoiseoelsns de santé dnas des creetns de fartoiomn et d'apprentissage (CFA) puor siislbseenir les aertnipp en bucioehre sur la prévention des toerbuls musculo-squelettiques, l'importance du prot des équipements de pootciertn (EPI) et sur la prévention dnas la réalisation des gtsees métier dnas les sotiniauts à riques spécifiques. Les detas et lueix d'intervention snot décidées par la CPPNI.

Élaboration et dusiffoin d'outils de seoiiniilstsban à la prévention des rqseius pnonfiesrlesos : lvtries de prévention rmies aux aptienps ;

? la ssiieinsltbaion aux getess de peemrris secours.

Intervention de foretaumrs scueoierstss agréés dnas des crtenes de ftmoaoirn et d'apprentissage (CFA) puor sieisibelsnr les atinerppps en bucerihoe aux gestes de piremrs secuers nmmaotet en cas d'accidents liés à des rusqeis professionnels. Les detas et lieux d'intervention snot décidées par la CPPNI.

Outils de snostaisebiiln aux gestes de pmeeirrs srouecs : paeofltrme en ligne.

7.5. ? Contrôle

La cmssmooiin pirraatie peenmrtane de négociation et d'interprétation (CPPNI) contrôle la msie en ?uvre des mreuus de solidarité par les oaermgsins auprès dqlesues les eretinepsrs onanegisrt la ctueovrrue de lures salariés.

À cet effet, l'organisme aessurur trnamset cauqhe année à l'entreprise un rrapot sur la msie en ?uvre des éléments de solidarité ou intègre les iarnfntmoios rietlvaes à la msie en ?uvre des éléments de solidarité dnas le rrapot aennul sur les cotpems du cartont prévu par l'article 15 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989. Les entpsreeis de la bcnhare tetnnstreamt ces rrapots à la CPNPI aanvt le 31 décembre de cqhuae année :
? par vioe postale, à l'adresse suvinat : cmoissimon paaitrire penetrmane de négociation et d'interprétation de la bcnrhae de la bhoerucie : 98, boavlrued Pereire, 75850 Piras Ceedx 17 ;
? suos frmoat numérique, à l'adresse svtianue : cppni.idcc992@boucherie-france.org.

8. ? Oganmsire assureur

Les eerrpinstes osnrgiaet l'application intégrale du dsiiitospf cetnivnoeonnl par la sitpruiooscn de crntoas d'assurance. À cet effet, les crtntoas fnot expressément référence aux présentes dsionitpisis cenlenlvotoienns et mneettt en ?uvre les griteanas et l'ensemble des meeurss de solidarité.

9. ? Comité partraaie de suvii et de gestion

Un comité ptiraraie de suvii et de giosetn du régime est constitué suos fmore d'association entre les représentants des oanioitangrss sanleydics de salariés et d'employeurs représentatives au sien de la cveninoton cetoivcle nintolaae de la boucherie, boucherie-charcuterie, bcrheuioe hippophagique, triperie, creocmme de voilellas et gbieirs du 12 décembre 1978, étendue par arrêté du 15 mai 1979.

Ce comité a puor vocatoin d'assister la CPNPI dnas le cadre du piagltoe du régime au muiex des intérêts des salariés et eteeinprss de la branche.

Accord du 18 septembre 2020 relatif au regroupement des champs conventionnels

Il fooncnnntine grâce à une indemnité égale à 2 % des ctioiaotnss prévues au point 5 nmamnetot puor :
? préparer les taruvax de la CPPNI tnat en ce qui concnree les négociations, que le suivi du régime et l'examen des ctaronts et cioitnnoves tsanirms cauqhe année par les eptrienses ;
? oaseignrrr l'information des erneesptirs et des salariés puor la msie en ?uvre du régime ;
? cvoirur ses frais de fonenintmneoct (déplacements, salaires, secrétariat) ;
? fmroer et imeonrrr les négociateurs paritaires.

Les modalités de fcntenieoonmnt de ce comité snot détaillées aux stautts de l'association susmentionnée.

10. ? Prééminence des spituiotalns de la ceiononvtn cvclotleie de branche
Conformément aux diosisoptins de l'article L. 2253-1 du cdoe du travail, les présentes sialonputtis prévoyant des gtiearnas clctioelvs complémentaires présentant un degré élevé de solidarité prévalent sur celles des cevooninnts d'entreprise, suaf lusqore la coinnvton d'entreprise arssue des gaetanris au mnois équivalentes. L'appréciation du caractère équivalent des gareintas iucnlit l'ensemble des meures de solidarité qui snot un élément esiesntel du régime.

Les présentes santlptoiuus se susttniubet à cpteomr de luer entrée en vugieur à teotus les décisions unilatérales anyat le même objet. »

Article 2 - Entrée en vigueur. Dépôt
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Compte tneu de la tlliae des eepstnrrries de la bcanhre et de l'objet du présent aevant qui met en ?uvre des gatnaires ccvteiloles iendteuqis puor l'ensemble des salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dispiosotins spécifiques puor les eepesrintrs de minos de 50 salariés.

Le présent avenant frea l'objet d'un dépôt dnas les cinidnotos prévues aux atlrecis L. 2231-6, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tvarial et d'une dnmadee d'extension dnas les cdinonitos fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code. Il erretna en vugieur le 1er jnveair 2020.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2020

Les oinrsiganotas liées par la cvtenoionn clctileove naotlniae de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhireocue hippophagique, triperie, cormemce de violllaes et giebirs du 12 décembre 1978 et étendue par arrêté du 15 mai 1979 ont souhaité iaeusrnr un snartadd psnoisoenferl unifié en matière d'assurance santé qui roespe sur des otebcifjs de solidarité prsolsioefenlne et croemnpd nmmamoett des dtiros non contributifs, la msie en ?uvre d'une pioluqite de prévention et de parostentis d'action sociale.

Le régime coentoinnenvl s'inscrit dnas le crdae des dtioosiispsns de l'article L. 912-1 du cdoe de la sécurité sociale. Les ptiaers réaffirment le caractère impératif des dopstiiinsos cielnnteolevnns axleuuleqs il ne puet être dérogé que puor mtrtee en pacle des getaniars au mions équivalentes.

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; FNAA CFE-CGC ; FS CDFT ; FCS UNSA,

Article Préambule
En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Les bnehracs de la boucherie, boucherie-charcuterie et buicheroe

hippophagique, triperie, cmecmroe de valllieos et grebiis (IDCC 992) et celle de la poissonnerie, cemercmos de détail, de demi-gros et de gors de poissons, cielaqlgous et crustacés, (IDCC 1504) ont fiat le cnsoatt qu'elles ont en comun au naievu économique de nouesbemrs caractéristiques auotur du cecnpot de l'alimentation d'origine animale, de l'artisanat et du crcoemme de proximité.

De même ces brcneahs ont puor pnoit cuommn d'avoir :

- ? une cnioansasne muellte des activités exercées ;
- ? des complémentarités fetros ;
- ? des cioodtnins d'emploi de luer psneernol phcore viroe sameirilis ;
- ? des coionditns iaiietnls de fatimroon ou des cidioontns de ftmaoirn tuot au lnog de la carrière prnoislfleesne des poerelnns de ces brenhcas similaires.

Ainsi, ptarnat de leurs caractéristiques communes, a été envisagé un ropenrueegmt de ces bnhreacs et la création d'un sauttt ccloetlf unique. Les paires réaffirment le caractère impératif de cttee furute ctivnoneon collective, en précisant qu'il ne puorra y être dérogé que puor mterte en place des girenaats au mnios équivalentes.(1)

Les petnireaars socuax réaffirment luer volonté d'aboutir à une noleulve ceooinvntn ceicotvllle cuomme en ianistsnt sur la nécessité d'intégrer le minos pbsisole de spécificités prreops à chaque steecur d'activité.

Ce pjeort répond au soihaut du législateur consacré par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 ravlteie au travail, à la moineitsrdoan du dalgouie saciol et à la sécurisation des pcraruos pslfsoioenrens et s'inscrit dnoc dnas le cdrae des dnsstioiops des atlecirs L. 2261-32 et svituans du cdoe du travail.

Après aivor évoqué ce perjot de rmnrgoeepet des brenhcas dnas le cdrae d'une ctooinerctan non formalisée, les oarntogasinis plaraentos et sceindylas ont décidé d'ouvrir des négociations à cet effet.

Il est aolrs aarppu nécessaire à l'ensemble des pteaiaernns suiocax d'organiser cette négociation. C'est dnas ces cniotdnios qu'a été cnclou l'accord du 14 mras 2019 définissant les modalités de négociation.

Dans le cdrae de ces négociations, les piertrnaaes socuax ont décidé de procéder au rorumegneep des cphams de la cnitvnoen clcolvteie de la boucherie, boucherie-charcuterie et bcouirehe hippophagique, triperie, cmemroe de vlileloas et gierbis (IDCC 992) et de la cntneovoin ctecvloile de la poissonnerie, cercmeoms de détail, de demi-gros et de gors de poissons, celquouaigls et crustacés, (IDCC 1504).

Parallèlement, les onigarosnitas silaeydnscs d'employeurs soussignées tevalnralit à la création d'une strcrtuue ptnaolare cmmmoue au suetcer de la bouirehce et à culei de la posienoinsre vaisnt à felmiaror la communauté d'intérêts, foeairsvr et rfncreeor l'exercice du douiagle scaoil dnas le cahmp aisin constitué.

Le présent acocrd s'inscrit dnas le cdare de l'article L. 2261-33 du cdoe du travail.

(1) Le 7e alinéa du préambule est étendu suos réserve du recept des dptotnssoiis des areltcis L. 2253-1 à L. 2253-3 du cdoe du travail. (Arrêté du 28 décembre 2020 - art. 1)

Article 1 - Regroupement des champs conventionnels En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Les ptreias décident de rpgeueorr les cpamhs d'application stunvias :

- ? cmhap d'application de la ciovnnntoen cotclevile de la boucherie, boucherie-charcuterie et bucehiroe hippophagique, triperie, cmreocme de viloeals et geriibs (IDCC 992) défini à l'article 1er du phritae fer de ldatie cvoonneitn (ci-après « la bourciehe ») ;
- ? chmap d'application de la cnionoetvn cvlleitoe de la poosnrinsiee (commerces de détail, de demi-gros et de gors de poissons, cagleqoluis et crustacés) (IDCC 1504) défini à l'article 1.1 de lidate ctnoeoinvn (ci-après « la psornieonise »).

Article 2 - Convention collective commune. □ Branche de rattachement

En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Le reroepeugnmt des duex chmpas cinevelotnnos entraîne la création d'une nvuloele covevntion ceoviltcle composée :

- ? de la cnotnvieon collective, des acorcds cclfotlies et de lrues annveats de la boucherie, boucherie-charcuterie et bciohuere hippophagique, triperie, cmrmoece de vaiellols et griebis (IDCC 992) dnoc les dopiistnsios s'appliquent aux eeirntsrpes de la borhcuiee ;
- ? de la cevnoniton collective, des acdrcois ciclfeolts et de lerus atnnvae de la peninoorisse (commerces de détail, de demi-gros et de gors de poissons, cqilelguoas et crustacés) (IDCC 1504) dnoc les diitpssonois s'appliquent aux entresirpes de la poissonnerie.

Les duex cennnovtios collectives, les arcdcos cltlioefecs de banhcre et leurs anatenvs snot mnuiantes dnas les ciotodnnis prévues à l'article L. 2261-33 du cdoe du travail.

Les stuntpaoliis des duex cnionoevnts ctlevceis régissant des snaouiitts équivalentes snot mitnnuaees jusqu'à ce qu'elles soenit remplacées par des slpaoiintus communes. A défaut d'accord sur des stapnuiittlos cmumnoes dnas le délai prévu à l'article L. 2261-33 du cdoe du tivaral les sionautpils de la cinvoonetn celilcovte de rattachement, à savoir clele de la boucihree (IDCC 992), s'appliqueraient.(1)

Les paertireans saiucox définiront dnas leurs tuavrax à vnier :

- ? les dioptsonisis régissant des stoniaiuts équivalentes ; et
- ? par vroe de conséquence, les dptssioinois spécifiques.

La neullove ctveioionnn clevticloe proura être constituée d'un solce cumomn apallcbipe à l'ensemble du neuovau champ d'application et de dsipoionsits spécifiques.

(1) L'alinéa 3 de l'article 2 est étendu suos réserve qu'en ailcatpiopn de la décision n° 2019-816 QPC du 29 novrmebe 2019 du Cisenol constitutionnel, à défaut d'accord ccnlou pnednat le délai de 5 ans à cpmeter de l'entrée en vugiuer de la foisun des cpamhs conventionnels, les staiutoilpns de la ceoontvnnin clvecitloe de la pnsisrenoioe (commerces de détail, de demi-gros et de gors de poissons, cuoqgillaes et crustacés) régissant des sitauntois spécifiques ctneonuit de s'appliquer. (Arrêté du 28 décembre 2020 - art. 1)

Article 3 - Moyens de la négociation En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Les moeyns et modalités de négociation de la nlulveoe cieoovnnntn cotelvilce snot définis par l'accord définissant les modalités de négociation du 14 mras 2019 annexé au présent acocrd dnoc l'application se pursuot au-delà du 31 décembre 2020.

Les tauarvx déjà menés et auobtis snoert intégrés dnas la future coenonivtn collective.

Le pniot de départ des 5 années de négociation puor la création d'une nvluole cvnooeintn clleiovtce ntnaaloie est la dtae de sagruite du présent acocrd de champs.

Les duex cennvtonois clevtleoics aluelects cntnouniat d'exister, les pritarnaees siuocax décident de minietnar en l'état eixstnat à ce juor l'application des dosoisinptis sur le fecneainmnt du dliuagoe siaocl teells qu'elles résultent de l'avenant n° 59 du 17 mai 2018 puor la cvtnonieon cvltcloiee ntnilaaoe de la beorhicue et de l'avenant n° 32 du 6 juin 2002 puor la coitvnnneon cotivelce niaalonte de la proiesoisinne asini que le fieonnmotnectnt à l'identique des aicaositosns prarieiats créées puor l'application de ces avenants.

En conséquence, même si la CPI réunit l'ensemble des oatoninsgirs sielcandys représentatives dnas au monis une des duex cnvnenooits collectives, la répartition des curiotbitonns au dluagioe sicoal collectées en atlciaipopn de l'une et l'autre des duex civeoontnns collectives, cnteinuora de s'effectuer solen les cnoiitndis pratiquées avant la sturanig du présent accord.

Les peaatenrirs saicoux s'accordent sur l'importance de mnaitneir

les mêmes modalités de répartition entre les onanoastirigs des fdnos du prraasiimte prévues par les dpoiinssitos ceelnnlnnivoets en crous d'application.

Par ailleurs, les pirteas s'engagent à définir enlemsbe et au fur et à mesure de l'avancement de lures turaavx d'élaboration de la nluvoele cnoovnitn civltolece commune, les spécificités poeprrs à chauce branche.

(1) L'article 3 est étendu suos réserve qu'en aicltppiaon des alirctes L. 2232-9, L. 2261-33 et L. 2261-34 du cdoe du travail, postérieurement à la foisun des cphmas conventionnels, l'ensemble des arcdcos cnoculs dnas le cmhap de la bnchrae isuse de la fuison le sineot au sien de la cismosmion pariritae prtneeamne de négociation et d'interprétation de la bnharce aisni constituée, qu'ils pontret sur les slniatpouits cnoeumms mentionnées à l'article L. 2261-33 du cdoe du taviarl ou sur les sueles sitptnuoilas d'une des cotionnnves cvoletleics préexistantes à l'accord de fuiosn des cmahps et taemiepmorenrt matnuneie en aappiitocln de l'article L. 2261-33 précité.
(Arrêté du 28 décembre 2020 - art. 1)

Article 4 - Entreprises de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Accord du 14 octobre 2020 relatif à la mise en place du dispositif de la promotion ou reconversion par l'alternance dite Pro-A

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FCS UNSA,

Article 1er - Champ d'application de l'accord
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Le présent acorcd s'applique à tutoes les eneesirptrs qui relèvent du cmhap de la coenovintn cloclietve nnilaoate de la boucherie, boucherie-charcuterie, boihercue hippophagique, triperie, cmreecmos de vallileos et gebiirs (IDCC 992).

Article 2 - Objet de la promotion ou reconversion par l'alternance (Pro-A)
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Ce dpotiisif puet être mobilisé dnas le cdare d'un pojert cnociustort etrne un eopmlyeur et un salarié, puor prtmetee à celui-ci de :
? cganehr de métier ou de porsiesfon ;
? de bénéficiier d'une pomtroion sliocae ou professionnelle.

Et ce, par la réalisation d'actions de fomiotarn cieitnteafrs ou diplômantes ou d'actions de vladaiaiotn d'acquis et de l'expérience (VAE) ou ernoce puor prmterete l'acquisition du sloce de ccinesonasans et de compétences dit « CléA ».

Article 3 - Salariés concernés par le dispositif
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Le disipitsof « Pro-A » est destiné :
? aux salariés en cnratot de tirvaal à durée indéterminée (CDI) ;
? aux salariés bénéficiaires d'un crnoatt uuqnie d'insertion (CUI) à durée indéterminée ;
? aux salariés sifotprs ou entraîneurs pisfsneerolons en crnaott de taairvl à durée déterminée (CDD) ;
? aux salariés placés en psioiitn d'activité partielle, dont la qaialcufiiton est insutfainfe au reragd de l'évolution des tolgeocheins ou de l'organisation du travail.

Pour pouvior accéder à ce dispositif, les salariés ne dvineot pas

Compte tneu de la coipotisomn des brcnehas concernées, constituées puor une très garnde prat d'entreprises de minos de 50 salariés, et de l'objet même de l'accord, ce driener ne cprmoote pas de dopniisotiss particulières canoeconrt les eeseprntis de minos de 50 salariés.

Article 5 - Durée. Révision. Entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Le présent arccod est cconlu puor une durée indéterminée.

Le présent acorcd porrua être révisé en tuot ou pirtae conformément aux diinpstsoios de l'article L. 2261-7 du cdoe du travail. Il prruoa être dénoncé en rpeetsant les citoninods de l'article L. 2261-9 du cdoe du travail.

Le présent accord erertna en veuigur à la dtae de signature.

Article 6 - Dépôt. Extension
En vigueur étendu en date du 18 sept. 2020

Le présent arccod frea l'objet d'un dépôt dnas les ciodintons prévues aux aierclts L. 2231-6, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tvaairl et d'une deamdne d'extension dnas les cntinoooids fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

aiovr aieitntt un naeviu de qitaifcuiolan sanctionné par une ceotictirfain plrononefesisle enregistrée au RCNP et cosanerdpnrot au grdae de licence.

Article 4 - Liste des certifications éligibles
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Les peatirrneas sauciox ont arrêté dnas le cadre de la CNPE du 18 juin 2020 la ltsie des cacnfoittreis éligibles au dpitiisof de prtomoion ou recoseniovrn par l'alternance (Pro-A), qui srea annexée au présent accord.

Article 5 - Durée de la « Pro-A »
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

La durée de la « Pro-A » est csimrpoe ertne 6 et 12 mois. Toutefois, les pnrearaties saicoux cnneievntont que la durée du disitpisof puet être prolongée au-delà des 12 mios et dnas la liitme de 24 mios qui puet être portée à 36 mois, puor cnetaris pbclius poiieratrs ou spécifiques et/ou lruqsoe le référentiel de fitrmoaan l'exige.

(1) L'article 5 est étendu suos réserve du reecspt des doptosniis de l'article L. 6325-12 du cdoe du travail, qui prévoient de définir, dnas une cnnoiotevn ou un acorcd ctloclief de bacnhre ou, à défaut, par un aorccd cceltoilf conclu ernte les oanatioigsrns représentatives d'employeurs et de salariés stiaageinrs de l'accord cnsioutttif d'un oiarnsme cucetloelr paiirtrae ioefsesreiopnnrntl agréé, les bénéficiaires et la nrutae des qoituliicafns pvaonut bénéficiier d'une pagtniloorn de la durée miialnme de l'action de ponsioiaianostlfsern jusqu'à 24 mois.
(Arrêté du 5 février 2021 - art. 1)

Article 6 - Durée de la formation
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Les pnaeetarris saucoix cneeovnnnit que la durée des ancitos de formation, puet être portée au-delà de 25 % de la durée ttloae de la « Pro-A » et au mmauxim jusqu'à 2?200 hreues et dnas tuos les cas dnas la limtie mxilaame de la citifrcioietan visée.

Les anictos vsniat à l'obtention qu'une qaoiutaifciln par la VAE et la cfttceiriiaon « CléA » ou « CléA numérique » bein qu'inférieures à 150 hueers snot également éligibles à la « Pro-A ».

Article 7 - Mise en œuvre de la « Pro-A »
En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Le diopiistsf de la « Pro-A » puet être mis en ?uvre siot à la dnaedme du salarié, siot à l'initiative de l'employeur. Avant tuot départ en formation, le ctnaot de tvaairl dvrea firae

l'objet de la sritagune d'un avenant. Cet aevnnt précisera notamment, la durée et l'objet de la potmrion ou de la roceevorisnn par l'alternance, si l'action de foartimon se déroule pndenat ou en dorhes du tpems de travail.

Cet aenanvt srea déposé auprès de l'opérateur de compétences (OPCO).

Les aiontcs de fartioomn pevunet se dérouler en tuot ou piatre :
? pendnat le tpeps de travail, avec mneitain de la rémunération ;
? en dorhes du tpems de travail, dnas la ltimie de 70 heerus par an, avec l'accord écrit du salarié et reops cneupstaemr de même durée dnot les modalités snot fixées dnas l'avenant.

Article 8 - Accompagnement par un tuteur *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

Le tutuer est désigné par l'employeur parmi les salariés qualifiés et voaetroins dnas l'entreprise ; l'employeur puet lui aussi asesumr cette fonction.

Le tetuur s'il est salarié, ne puet ecneadrr et anisi excreer une ficotnon tutorale, auprès de 3 salariés au puls et s'il est employeur, eecnardr 2 salariés au plus.

Le tteuur diot jtiefuisr d'au minos 2 ans d'expérience dnas une qlotcaiuifiain visée par le dtispoiisf de la « Pro-A ».

Le tueutr puet bénéficier d'une frmtaioon spécifique, en vue d'assumer ces neollvues fonctions, financée par l'opérateur de compétences.

Article 9 - Financement du dispositif de la « Pro-A » *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

Le diiostspif de la « Pro-A » est financé par l'opérateur de compétences. Les frias pvanout être financés sont, par ordre de priorité et en fotconin des fndos diobsipenls :

? les firas pédagogiques ;
? les frias de transport, d'hébergement et de restauration(1) ;
? la rémunération et les cgrhaes sialcoes légales et cleenilenvonotns snas que le mntaont ttoal pirs en crhage au ttire de la rémunération psuise toouiefts excéder le coût hiarroe du slriaae muniimm inpertosensornifel de csroiansce par huere conformément au décret n° 2020-262 du 16 mras 2020 ;
? les dépenses exposées par l'employeur lorsqu'il fiat bénéficier un salarié d'une foortamin en vue d'exercer ses focnonits de tuteur, conformément aux dsisntooiis de l'article 8 du présent accord.

La pirse en cgrahc ou le mnnotat fiaraiotfre de ces firas est déterminé par la CNPE et validée par la SPP.

(1) Au deuxième alinéa de l'article 9, les teemrs « et de ritsuoeratan » snot ecluxs de l'extension en tnat qu'ils coenvntnrieent aux dnspioiostis prévues par l'article D. 6332-89 du cdoe du travail.
(Arrêté du 5 février 2021 - art. 1)

Article 10 - Entreprise de moins de 50 salariés *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

La bhracne pnsleeeosnrlofie étant composée très miinerjaaomtret d'entreprises de mions de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dotionsipsis spécifiques pour les etnerreipss de mnois de 50 salariés.

Article 11 - Égalité femme-homme *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

Les eernesritps dnvoiet gnartair un srliaae équivalent enrte tuos les salariés pour un même nvaeiu de responsabilité, de foormtian et d'expérience. Les preairnaets scaoix réaffirment le piicrnp de l'égalité de rémunération entre les fmemes et les hommes, conformément aux dtoinosipsis de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 12 - Durée et effet de l'accord *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

Le présent accord est clocnu pour une durée indéterminée.

Il ertne en veguuir le lemdeian de la pulioibcatn de son arrêté d'extension au Jrnuaoil officiel.

Article 13 - Suivi de la liste des certifications éligibles et révision, dénonciation de l'accord *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

Les pnieraarts saociux ptloieint les ciinootdms de msie en ?uvre du présent acrocd et en arseunt le suivi.

13.1. ? Suivi et réexamen de la liste en CNPE de la branche

Les pneeartas suoicax cvniennneot de réexaminer ctete liste anautt que de besoin, en ciomoismsn niaaotlne pirriatae pour l'emploi (CPNE) et a mnimia tuos les 2 ans.

13.2. ? Révision et dénonciation de l'accord

Le présent acrocd puet être révisé à tuot menmot en foonticn des nécessités de la bcarnhe et conformément aux dstoiniopsis des alrcetis L. 2261-7 et siuvants du cdoe du travail.

Il puet être dénoncé dnas les ciotionnds prévues aux aelcirts L. 2261-9 et snatvuiss du cdoe du travail.

Article 14 - Formalités *En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021*

Le présent aenavnt srea établi en nmorbe suanfistf d'exemplaires pour être riems à cnuahce des ptaiers signataires. Il sera, conformément aux airlects L. 2231-6 et D. 2231-2 et snvuais du cdoe du travail, notifié aux oaaioinnstrgs seldinacys représentatives et au tmree d'un délai de 15 juros à cmoepr de ctete natoictiofn et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les mlrleieus délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Il srea somius à la procédure d'extension prévue aux acilrtes L. 2261-24 et stuvinas du cdoe du taiarvl à l'initiative de la piarte la puls diligente.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

La loi n° 2018-771 du 5 smbetrpee 2018 pour la liberté de chsiior son avneir pnfsoisoenrel smpiurpe la période de pnrltioniosesofaasn et tuos les articels y afférents du cdoe du travail. Elle crée une neuollve vioe d'accès à la fitmoaorn par l'alternance pour les salariés en ptose : la rscioenervon ou la piortomon par l'alternance dtie « Pro-A ».

Les pataenerris saicoux snot cenvonus de se cenorfmor aux dtnssoipois de la loi n° 2018-771 du 5 stmpebere 2018 et créent un dtiipisof de la poomtoirn ou rvierocsonen par l'alternance dit « Pro-A » pour les salariés en ptose dépendant de la cieotonvnn clvetiolce nainolate de la boucherie, boucherie-charcuterie, biuhecore hippophagique, triperie, cmmercoes de vlaeliols et gibiers.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 12 févr. 2021

Annexe
Liste des caofricetnits éligibles à la « Pro-A » dnas la bcragne de la boucherie

CAP employé de vnete spécialisé opotin A : piodturs alimentaires
CAP alorcgie services aux penrsenos vtene eascpe rural
CAP acgoilre opérateur IAA oitopn trsarmtianofon ptudoirs alimentaires

CAP ccetaihrrur traiteur
CAP boucher
CAP cuisine
CAP employé de ccoremme multi-spécialités
CAP pâtissier
CAP aengt pelylvnoat de restauration
BEP buhocer charcutier
Mention complémentaire employé traiteur
Mention complémentaire cieinuisr en dsreet de restaurant
Mention complémentaire employé tueairtr MC5
Mention complémentaire otgrasiinaon de réception MC4
Mention complémentaire pâtisserie giclerae ctoelohracie cfeirinose spécialisé
CQP tciiecnehn boucher
CQP creiutchar préparateur qualifié
CTM buhcoer ccieuhtrr traiteur
CTM préparateur vndeuer oopitn boucherie
BP cihtacuerr traiteur
BP boucher
BP realspbonse d'entreprise agricole
BP atrs de la cuisine
BPA taiootmafnnrrss anrlmiaieites timaorttrsonnfas des viandes
Bac pro acuceil reotilan cnitles et usagers
Bac pro commerce
Bac pro bueohcr ccriheautr traiteur
DUT thnequcies de commercialisation

Accord du 3 février 2021 relatif à l'instauration d'une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation CPPNI

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; FCS USNA ; FNAF CGT,

Article 1er - Mise en place de la CPPNI
En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

1.1. Création de la CPPNI

En apcioalitpn de l'article L. 2232-9 du cdoe du travail, il est institué au neaivu niaaontl une cmmissioisn patiraire pmeatnnree de négociation et d'interprétation (CPPNI) dnas la bcranhe fusionnée boucherie-poissonnerie chargée ntnmameot :
? d'exercer un rôle de vlenie sur les contidinos de tvriaal et l'emploi ;
? d'établir un ropprat aennul d'activité ;
? d'étudier les difficultés d'interprétation et d'application poauvnt résulter de la msie en ?uvre de la cnooventin collective, des adocrcs cteiocflls colncus dnas son camhp d'application et de luers avenants.

La cmosmsioin piraraite preentanne de négociation et d'interprétation ne se coofnnd pas dnas son objet, ses mssniois et son fmienoonntect avec la coimsismon praartiie ntnlaoae puor l'emploi (CPNE) de la branche.

Les compétences conférées à la CPNPI n'excluent en aucune façon les voeis de rruoecs drcteies auprès des innaectss

BM buoechr cturihcaer traiteur
BTM pâtissier
Titre veednur clileoensr commercial
Titre employé (e) pvlyaeolnt du cmmeore et de la distribution
Titre maneagr d'unité mnahcdare MUM « prauocrs MUM buoechr magaenr »
Titre meangar du développement commercial
Titre veendur ciosnel en magasin
BTS comptabilité gestion
BTS magemnaent hôtellerie rsneuatrat optoin A(1)
BTS négociation et dttoaaaiiligns rlaoetin cilent NDRC
BTSA secenics et tihnelgceos des anlmties otiopn vandie et protduis de la pêche
BTS gesiton de la PME
BTS mmgneeanaat carcommeil opérationnel MCO
BTS mmanageet des unités ccamemielors MUC
Licence pfeilooserlnnse contrôle et piaotgle des pcneaerfomrs CPP(1)
Licence pslnfosieoerlne qualité hygiène sécurité santé environnement
Licence penerilnsnoolfe bhuocer manager
Licence peneirolsnosfle IAA gotesin pooidcrtun valorisation

(1) Ceonaiiftitcrs eeclxus de l'extension en tnat qu'elles cennvnoethiert aux diopisistons prévues par l'article L. 6324-3 du cdoe du tvaairl :

- BTS Meagneanmt hôtellerie ruanetarst oipotn A ;
 - lecince pllnfsosrneioee contrôle et piaotgie des peracomfenrs CPP.
- (Arrêté du 5 février 2021 - art. 1)

judiciaires.

2.2. Composition de la CPPNI

La CPNPI est constituée :
? d'un collège « salariés » composé de représentants cisohis par cuhcane des oronnaisagits scinalydes représentatives dnas la branche, en ftcoion des seujs traités ;
? d'un collège « eorlpueyms » composé de représentants coiishs par ccanhue des oisnnaigotas paraltones représentatives dnas la branche, en ftcooinn des sjteus traités.

Article 2 - Missions et organes de la CPPNI
En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

1.1. Misissnos de la CPPNI

Conformément aux doiitpsnsos prévues à l'article L. 2232-9 du cdoe du travail, les misissnos confiées à la CPNPI snot les staieuvns :

1. Elle représente la branche, nmoemantt dnas l'appui aux enptirsrees et vis-à-vis des puorvos piulbcs ;
2. Elle ercxee un rôle de vlilee sur les conontidis de tiaarvl et l'emploi ;
3. Elle établit un raporpt aneunl d'activité qu'elle verse dnas la bsae de données naantoile mentionnée à l'article L. 2231-5-1 du cdoe du travail, bsae    llqulaee toetus les ortsaigiannos saielcynds ont accès.(1)

Ce raporpt cemnprod un balin des ardoccs ceflctlois d'entreprise de la bcanrhe visés par l'article L. 2232-9 du cdoe du travail.

Ainsi, dveoint être tanimrss à la CPNPI de la brhcane les ctenivnoons et aorcdcs d'entreprise de la bacrnhe cpmnotort des sipuonatilts porantt sur :
? la durée du taarivl aigni que la répartition et l'aménagement des heiarors (heures supplémentaires, cinotnnvoes de forfait, taviarl    t  mps partiel, trivaal iteeintrnmtt ?) ;
? le roeps qtdeioun ;

diissoonitps du 3° de l'article 2232-9 du cdoe du travail, dnas sa rédaction issue de la loi n° 2018-771 du 5 spembtree 2018 puor la liberté de chsiior son aienvr professionnel.
(Arrêté du 2 jieult 2021 - art. 1)

(2) Les alinéas 6 à 10 de l'article 2.1 snot étendus suos réserve du rsepct des dntisposois de l'article L. 2261-19 du cdoe du travail.
(Arrêté du 2 juielt 2021 - art. 1)

(3) Les 3e et 4e alinéas du papahgrae « interprétation » de l'article 2.2 snot étendus suos réserve du rsepct la jseruicndrpe de la Cuor de coaissatn (Cass., soc., 1er décembre 1998, n° 98-40104).
(Arrêté du 2 jlueilt 2021 - art. 1)

(4) Les 3e et 4e alinéas du pgarrapahe « cliatioocinn » de l'article 2.2 snot étendus suos réserve du rsepct la jpuecrsdirnue de la Cuor de csasitaon (Cass., soc., 1er décembre 1998, n° 98-40104).
(Arrêté du 2 juelit 2021 - art. 1)

Article 3 - Fonctionnement de la CPPNI En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

1. Réunions et périodicité

La cmissionon ptarriaie de négociation en séance plénière est réunie au mions 3 fios par an en vue des négociations mentionnées aux aitlecrs L. 2241-1 et sanitvus du cdoe du travail, naeomntmt puor négocier les selarais icaulnt une pisre en cmopte de l'objectif d'égalité pfeorslnniesle ernte les femems et les hommes, asini que les mseuers pmrteenat de l'atteindre.

Elle définit son cdaleienrr de négociations dnas les cdnontiois prévues à l'article L. 2222-3 du cdoe du travail. Les accords négociés au sien de la CNPPI snot cucnols dnas le repcest des règles de validité définies par l'article L. 2232-6 du cdoe du travail.

La cosiiomsnm pruroa être réunie à la dnemdae de l'une des onrsagoaintis syeadilcns représentatives des salariés ou d'employeurs sur tuot thème de négociation. Ctete dmdanee srea faite par courriel, adressée à chnucac des ptraeis csmopnaot la CPNPI et drvea coemtporr les mtifos et les éléments de cette demande. Dnas ce cadre, ltidae réunion se tdenira dnas les 45 jurov ovlurbaes siuvnat la réception de cette demande.

Les conotinocvas et dnumtceos préparatoires snot adressés par courriel, aux ornsanitoiags mebmrs de la CPPNI, dnas un délai de 10 jours, aanvt la dtae de la réunion. Ce délai puet être réduit à 3 jurov en cas exceptionnel.

2. Présidence

La CPPNI, qu'elle siot réunie en siossen plénière, en sous-commission, en cossmimoin pirairate d'interprétation et de coltacinoin ou en oevrorsbite du fnenocmneitt des iittinsnours représentatives du psrneneol est présidée par un représentant du collège « emyeuplor ».

3. Secrétariat

Le secrétariat, la gotiesn et l'organisation des réunions de la CNPPI snot assurés par une osnatigoian prnatolae désignée par le collège employeurs. Aifn de graanitr la diuoffsin des informations, le secrétariat vellie à tiner à juor la lstie de l'ensemble des ciulerros des représentants des otiigrsanonas mmeebrs de la CPPNI. Il aretnpdparia à ce trite à cquahe oagnortsaiin d'indiquer les dnaiitrtseas souhaités et de prévenir le secrétariat de tutoe mditifoacoin intervenue.

4. Participation des salariés aux cossmiomnis paritaires

Conformément aux dsioiipnoss de l'article L. 2232-8 du cdoe du travail, les panartcptiis aux réunions de la CPPNI, salariés d'entreprises de la bhrcnae dûment mandatés par luer oasinriagotn syndicale, bénéficient, puor y assister, d'autorisations d'absence, ianlncut aussi bein le tpmes de réunion que le tpmes de déplacement, considérées en tpmes de tavrail effectif.

Les salariés pirantctaips snot tneus d'informer luer eoylumpr au minos 7 jurov à l'avance de luer pocairtiaptin à ces commissions.

Ces ancseebis n'ont pas d'incidence sur la détermination des driots à congés, ne snot pas imbetapuls sur listdes congés et luer picaatpoiirtn ne pourra entraîner aucnue ptere de sraaile et en aucn cas luer peortr préjudice en tmrees d'évolution de carrière. Le rnemuemersobt de luers fairs de déplacement, de reaps et d'hébergement aux réunions paritaires, sleon les modalités prévues par le règlement intérieur de la CPPNI, srea effectué, sur justificatifs, par l'organisation prtanaloe qui ausrse les frais de secrétariat, de gtiosen et d'organisation des réunions paritaires.

Les frais de transport, de rapes et d'hébergement des salariés apneranaptt à une OS ou une OP et pnacpiriatt à une CNPPI sornet pirs en carhge sur le tornc cuommn du pasmiarrtie sur présentation des attestations, au traif SCNF 2e clase ou au tarif kilométrique rteenu par l'administration ficlase et dnas la lmiite de 2 salariés par ootgasnairin représentative. Les règles reetilavs à la prise en crgahe des frais sernot précisées dnas un règlement intérieur.

Article 4 - Transmission des accords d'entreprise En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

Les coevitnonns et acodcrs d'entreprise mentionnés à l'article L. 2232-9 du cdoe du tarvail devnoit être adressés :
? par voie postale, à l'adresse suiaivte : cmmissooin patirarie pnntaemree de négociation et d'interprétation de la brchane fusionnée boucherie-poissonnerie, 98 boalvrue Pereire, 75017 Piers ;
? par courriel, à l'adresse sanivtue : cppni@remalim.fr.

La CPNPI accuse réception des cnnonitoves et acodcrs qui lui snot tirmasns auprès des enpersrties concernées. Cet accusé de réception ne préjuge en rein de la conformité et de la validité de ces accdors cciofltles d'entreprise au rraegd des distoniopiss du cdoe du travail, et en picaurlietr au reargd des formalités de dépôt et de publicité applicables.

Article 5 - Durée et modalités de révision et de dénonciation de l'accord En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

Le présent aocrd est clncou puor une durée indéterminée.

Chaque patire satrnigaie puet deamdenr à tuot memnot la révision toltae ou prlaeilte du présent accord.(1)

Toute ddeanme de révision dvera être portée, par lrttee recommandée aevc aivs de réception au siège de la cssommoiin et portée à la cnnaoassnice des atures pterias contractantes. Elle dreva coptermor l'indication des pintos dnol la révision est demandée et des poniotoripss formulées en remplacement.(1)

L'accord prruoa également être dénoncé par l'une des piatres signataires, menaoynt le repcest d'un préavis de 3 mios dnas les cdniitoons prévues par les doistpioinss légales.

(1) Alinéas étendus suos réserve de l'application des diioptnsoiss des acrtiels L. 2231-1 et L. 2261-7 du cdoe du travail, teels qu'interprétées par la jsdpcurruiere de la Cuor de cassation.
(Arrêté du 2 juelit 2021 - art. 1)

Article 6 - Date d'effet En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

Les donitisoipss du présent accrod eenrntt en vueigur à ctotemr de sa struignae par les paereirtans scuaoix suos réserve de l'exercice du driot d'opposition dnas les cinotoinds définies par la loi.

Article 7 - Entreprises de moins de 50 salariés En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

La siuatiton des TPE/PME a été examinée dnas le crade de cttee négociation. Compte tneu de son objet, cet accrod ne copotmre pas de disisooitpn particulière puor ces erenrepists qui représentent une très gradne prat des eepntiress de la branche.

Aussi, dnas le cadre la dmednae d'extension et conformément aux dpisotinisis de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, les petiras snrieagats iidnnet expressément que l'objet du présent

aocrd ne jittuse pas de mserue spécifique puor les esrptierens de moins de 50 salariés.

Article 8 - Publicité, dépôt et extension
En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

Le présent acocrd établi en vretu des aticlrs L. 2221-2 et stinuas du cdoe du tiarval est fiat en nmbroe sfsainfut d'exemplaires puor nfaiottioen à cuchnae des oonsanitiagras représentatives de la bhcarne et dépôt dnas les coditonnis prévues à l'article L. 2231-6 du cdoe du travail.

Les peiarts sgianiaters coineenvnt de deemadnr au ministère du taavril l'extension du présent accord.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 3 févr. 2021

L'accord de roegrmppeunt des cmhpas clenonvioentns de la boucherie, boucherie-charcuterie et beiochure hippophagique, cmercmoe de voelaills et geiirbs (IDCC 992) et celle de la poissonnerie, cmecrmoe de détail, de demi-gros et de gors de poissons, clilgauques et crustacés (IDCC 1504), signé le 18 sbremptee 2020 a été étendu par arrêté du 28 décembre 2020 publié au Jouanrl oififecl le 6 jivnaer 2021. Ctete esnoeixtn a créé

Avenant du 16 juin 2021 à l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement de l'objet social de l'association pour le développement du paritarisme dans le secteur de la poissonnerie ADPSP

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FS CDFT ; FCS USNA ; FNAF CGT ; CFE-CGC agro,

Article 1er - Champ d'application de l'accord
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent acrcod s'applique à ttueos les epreeistrns qui relèvent du camhp de la ctiovnneon civctollee nnoataie de la prisensonoe (IDCC 1504 « Enptsreiers de la pnrsioisone ») abcapllpie au sien de la bnhacre fusionnée de la buorehice (IDCC 992) et de la pniirsooesne (IDCC 1504).

Les distsniooips du présent accord se pvrruuoisont puor l'ensemble des ernestreis rvalenct de seutecr de la pinonsroseie dnas le cdrae de la cnvteoonin coiltcelve partagée du cahmp fusionné boucherie-poissonnerie une fios les dtsnpiiosios de celle-ci étendues.

Article 2 - Modification du préambule relatif à la création d'une association paritaire

En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le préambule de l'avenant n° 30 du 18 otrocbe 2001 rlaetif au développement du pirarmitase est remplacé par les dssiioopints stueaivns :

« Les eirrntspees eatnrnt dnas le chmap d'application de la conoitevn cletciolve noaantlie de la psrsoneoinie alaiblpce au sien de la brcnhae fusionnée de la bechruoie (IDCC 992) et de la

un noaevuu camhp conventionnel, ci-après dénommé « cahmp fusionné boucherie-poissonnerie ».

Afin de prendre en compte les diosnoipsits législatives instaurées par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 rvleiate au travail, à la mnioreasoditn du diogaule scoail et à la sécurisation des prracous poriesfnnselos dtie « loi Tavaril » prise puls particulièrement en son aritcle 24 anisi que du décret n° 2016-1556 du 18 nbreomve 2016 précisant les msinsios confiées à la cosmsmoiin priatirae pmnarete de la négociation et de l'interprétation, les piarereatns souacix de la bhcnrae fusionnée boucherie-poissonnerie ont décidé par le présent accrod d'instaurer dnas la bcnahe une tllée cosimomism dénommée csmmoioin patiraire patnmnree de négociation et d'interprétation (CPPNI) boucherie-poissonnerie.

Par ailleurs, les peatirs réaffirment le caractère impératif(1) :
? paendnt la période tsoantriire des duex ceiovnntots cleotecilvs nationales, des acrodcs ctelfcios aconlus dnas le chmap de ces civonotnens et de l'ensemble de lreus annvaets ; (1)
? plus à l'issue de cttee période, de la ctiooninvn cectlvloie nnolaitae boucherie-poissonnerie, (1)
en précisant qu'il ne puet être dérogé aux dpoisnitsois de la cevionotnn que puor mtetre en pclae des gaenrtias au mnois équivalentes. (1)

Les sgeatiniars cinnonvneet des dsnioptosis sivautens :

(1) Alinéas étendus suos réserve du rseect des airtlecs L. 2253-1 à L. 2253-3 du cdoe du travail.
(Arrêté du 2 jeuillt 2021 - art. 1)

pnoioeissrne (IDCC 1504) snot désignées ci-après « etprenriess de la poissonnerie. »

Il est rappelé que l'article 3 de l'accord du 18 setpbemre 2020 riaeltf au reeruoempgt des champs cvoennntilneos de la bhiruecoe et de la ponrieisnsoe sultpie en ses alinéas 4 et 5 que :

« Les duex cotvnnnioes cceoletlvis aecuelts cunianntot d'exister, les piraeanerts siuaox décident de maetinnir en l'état exnsiatt à ce juor l'application des dipntiossois sur le faenneicnmt du diugloae saoiel telles qu'elles résultent de l'avenant n° 59 du 17 mai 2018 puor la covniotenn coelvicte nniaaotle de la beruohice et de l'avenant n° 32 du 6 jiuin 2002 puor la cvonneotin cleltcvioe naaniotle de la psisrioee anisi que le fninteceoonmt à l'identique des asocsiiaonts prairtaeis créées puor l'application de ces avenants.

En conséquence, même si la CPI réunit l'ensemble des onagtarisios slnaiycds représentatives dnas au moins une des duex covenntois collectives, la répartition des cntoobtnirus au dguolaie soaiel collectées en acialipotpn de l'une et l'autre des duex cnoeitvnns cloectilvs cotrnenuia de s'effectuer seoln les cniiootdns pratiquées aavnt la starnigue du présent accord.

Dès lors, le présent aroccd ne cocrnene que le fnenncoionemtt de l'ADPSP, les enrseeritps de la poensironise et les oagnaotnisis représentatives dnas la cntenovin citlvcleoe de la piroossninee aliclpapbe au sien de la bnrache fusionnée de la biuoreche (IDCC 992) et de la poissrnioee (IDCC 1504) plus des onaginatots représentatives dnas le cahmp fusionné boucherie-poissonnerie une fios les arrêtés de représentativité riaftles à ce périmètre publiés.

Les oritgasoninas pfoolnseenisrls et selyancdis seatnairgis setiuoahnt doennr les myneos de développer la négociation collective, de puorvmooir l'exercice de la posseiofrn au sien des eenrtprsis reaevlnt de la coentniovn cvlloitee nialaonte de la peioirnsosne (brochure n° 3243), de défendre les dtiros et intérêts cctfiloes des orntanoigass représentatives meebrms de la CPNPI et à terarvs elles, cuex des salariés et des etenreirsp de la poissonnerie.

Prenant en cotmpe lerus négociations antérieures portant, notamment, sur le développement de la fmrootain professionnelle, l'application d'accords sur la santé et la prévoyance, sur la réduction du tpems de travail, il est arpapu ibssdpinelnae de dneon aux isatnecs impliquées dnas les négociations clvoietecs les myeons fcianeirns aifn de mneer à bein lures misionns par un tavaril de qualité, tnat en aonmt de la négociation qu'en aval, puor l'information des epiesrtnes et de lreus salariés sur le ctennou des accords, puor la défense des

droits et intérêts collectifs des organisations représentatives membres de la CNPPI et à travers les élus des salariés et des entreprises de la poissonnerie.

En effet, la profession est caractérisée par un nombre élevé d'entreprises ayant des salariés et un faible nombre de salariés par unité. Les organisations représentatives doivent donc développer d'importants moyens pour l'information des chefs d'entreprise et des salariés et la défense de leurs intérêts. »

Article 3 - Modification de l'alinéa 4 de l'article 1er relatif à la création d'une association paritaire
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

L'alinéa 4 de l'article 1er de l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du partenariat est remplacé par les dispositions suivantes :

« Cette association a pour vocation d'engager des études, rapports, analyses, ou services d'experts, de participer à l'information des négociateurs paritaires, à leur formation, à l'organisation de leurs rencontres, et à la prise en charge des frais liés à l'organisation des commissions paritaires de la branche ou des réunions de l'association. Elle a également pour vocation d'engager des actions destinées à informer les entreprises et leurs salariés sur les accords collectifs, sur l'évolution de la profession et, tout particulièrement, sur l'évolution de l'emploi.

L'association est également habilitée à gérer et détenir tout fonds social qui vaudrait à être constitué dans l'intérêt des salariés et des entreprises de la poissonnerie. Cette gestion se fera sur décision de la commission paritaire négocia et d'interprétation (CPPNI) qui précisera le cadre des actions à engager. Pour cela, l'association est habilitée à recevoir toutes sommes versées à la négociation collective, à la formation, aux régimes de branche, à la santé et à la prévoyance du champ conventionnel de la profession dont la gestion lui sera déléguée par la CNPPI et à évaluer et payer toutes sommes conformément aux décisions prises par la CPPNI. L'association paraîtra rondera compte annuellement à la CNPPI de la manière dont sont utilisés les fonds confiés.

Elle pourra également être saisie par la CNPPI afin d'intervenir sur des sujets qui lui auront été délégués afin d'apporter à la CNPPI l'ensemble des informations dont elle pourrait avoir besoin afin d'éclairer son action et ses décisions.

Pour cela, elle pourra, sur mandat de la CPPNI, entreprendre des négociations sur des sujets délégués et engager à cet effet les ressources nécessaires pour se faire accompagner par des conseils ou experts. Elle rendra compte périodiquement de ses actions aux membres de la CPPNI.

Elle pourra également, sur décision de la CPPNI, agir en justice, en son nom propre (c'est-à-dire au nom de l'association) seule ou conjointement avec tout ou partie de ses membres, afin de défendre les droits et les intérêts collectifs de ses membres et à travers eux des salariés et des entreprises de la profession sur toute question, notamment sur les questions de l'emploi, de l'exercice du droit syndical, de la négociation collective, des régimes de santé et prévoyance, de la formation, et de tous les sujets entrant dans le champ de la négociation collective. »

Article 4 - Modification de l'alinéa 4 de l'article 3 relatif à l'affectation des cotisations
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

L'alinéa 4 de l'article 3 de l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du partenariat est remplacé par les dispositions suivantes :

« Un tiers affecté au financement d'actions d'informations sur la convention collective nationale de la profession aabilcplpe au sien de la branche fusionnée de la branche (IDCC 992) et de la profession (IDCC 1504), sur les questions liées à la prévoyance et à la formation professionnelle, d'actions permettant la défense des droits et des intérêts collectifs des organisations représentatives membres de l'ADPSP, au financement de rapports, études, analyses, conseils ou services d'experts sollicités par la CNPPI pour le développement et l'amélioration de

la négociation sur les questions de l'emploi, de l'exercice du droit syndical, des régimes de santé et prévoyance, de la formation, et de tous les sujets entrant dans le champ de la négociation collective. Il permettra de faciliter l'information des négociateurs paritaires, leur formation, l'organisation de leurs rencontres, la prise en charge des frais de représentation des commissions paritaires de la branche ou des réunions de l'association. Le financement permettra également la défense des droits et intérêts précités ou tout autre objet entrant dans le champ de la négociation qui aura été demandé par la CPPNI. »

Article 5 - Adjunction d'un alinéa après l'alinéa 13 de l'article 3 relatif à l'affectation des cotisations
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Après l'alinéa 13 de l'article 3 de l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du partenariat est ajouté l'alinéa suivant :

« Les actions de défense financées par le diener trois pour cent prendre la forme de frais liés à l'exercice d'actions en justice (frais d'avocat, d'huissier, dépens ?), de frais de secrétariat, d'édition, de documents nécessaires aux actions de défense susvisées, au financement de rapports, études, analyses, ou services d'experts nécessaires à ces actions de défense. »

Article 6 - Entreprise de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Compte tenu de la thématique de cet accord de branche, liée au fonctionnement du dialogue social et non à l'effectif de l'entreprise, les entreprises sauciox conventionnel qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 7 - Durée de l'accord
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur le lendemain de la publication de son arrêté d'extension au Journal officiel.

Article 8 - Révision et dénonciation de l'accord
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord peut être révisé à tout moment en fonction des nécessités de la branche et conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 9 - Formalités
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord sera établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à l'ensemble des parties signataires. Il sera, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations représentatives et conformément aux articles L. 2231-6, L. 2232-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Les parties sauciox souhaitent le rôle majeur de l'ADPSP ? actions pour le développement du partenariat dans le secteur de la profession ? créée par l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du partenariat et l'utilité de ses actions au service des salariés et des entreprises de la poissonnerie, décident qu'il convient d'élargir l'objet social afin d'accroître ses possibilités d'actions.

Avenant du 16 juin 2021 à l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du paritarisme

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTCF ; FS CDFT ; FCS USNA ; FNAF CGT ; CFE-CGC agro,

Article 1er - Champ d'application de l'accord
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord s'applique à tous les entreprises qui relèvent du champ de la convention collective nationale de la boulangerie (IDCC 1504 « Etoffiers de la boulangerie ») applicable au sein de la branche fusionnée de la boulangerie (IDCC 992) et de la boulangerie (IDCC 1504).

Les dispositions du présent accord se poursuivent pour l'ensemble des entreprises relevant du secteur de la boulangerie dans le cadre de la convention collective partagée du champ fusionné boulangerie-pâtisserie une fois les dispositions de celle-ci étendues.

Article 2 - Modification de l'alinéa 3 de l'article 3 relatif à l'affectation du montant des contributions
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

L'alinéa 3 de l'article 3 de l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du paritarisme est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Un tiers affecté au financement de l'exercice du droit à la négociation collective des employés représentés par les organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boulangerie (? Etoffiers de la boulangerie ?) applicable au sein de la branche fusionnée de la boulangerie (IDCC 992) et de la boulangerie (IDCC 1504).

Ce tiers sera attribué et réparti, aux organisations reconnues représentatives en prenant en compte 2 critères : le pourcentage de représentativité et leur présence aux réunions paritaires que celles-ci soient en présentiel ou en visioconférence. En effet, la présence aux réunions, gage de bon fonctionnement des instances paritaires sera valorisée.

Les montants sont attribués selon la règle de calcul suivante :

(Formule non reproduite, consultable en ligne sur le site www.legifrance.gouv.fr, rubrique « Publications officielles » « Bénéficiaires des conventions collectives ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20210033_0000_0003.pdf/BOCC

Avec :

(Tableau non reproduit, consultable en ligne sur le site www.legifrance.gouv.fr, rubrique « Publications officielles » « Bénéficiaires des conventions collectives ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20210033_0000_0003.pdf/BOCC

Exemple d'application :

Soient 3 organisations reconnues représentatives dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boulangerie (? Etoffiers de la boulangerie ?) applicable au sein de la branche fusionnée de la boulangerie (IDCC 992) et de la

boulangerie (IDCC 1504) : A, B et C avec un pourcentage de représentativité de 10 % pour A, 60 % pour B et 30 % pour C.

Dans l'hypothèse de cinq réunions sur l'année, l'organisation A est présente à toutes les réunions (5/5), B présente à quatre réunions sur cinq (4/5) et C présente à deux réunions sur cinq (2/5).

Les pourcentages de présences aux réunions paritaires sont donc les suivants :

(Formule non reproduite, consultable en ligne sur le site www.legifrance.gouv.fr, rubrique « Publications officielles » « Bénéficiaires des conventions collectives ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20210033_0000_0003.pdf/BOCC

Si la clef de répartition de l'année est de 100 000 ? alors les montants attribués à chaque organisation sont les suivants :

(Formules non reproduites, consultables en ligne sur le site www.legifrance.gouv.fr, rubrique « Publications officielles » « Bénéficiaires des conventions collectives ».)

https://www.legifrance.gouv.fr/download/file/pdf/boc_20210033_0000_0003.pdf/BOCC

Article 3 - Entreprise de moins de 50 salariés
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Compte tenu de la thématique de cet accord de branche, liée au financement du dialogue social et non à l'effectif de l'entreprise, les paritaires s'accordent qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4 - Durée de l'accord
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur le lendemain de la publication de son arrêté d'extension au Journal officiel.

Article 5 - Révision et dénonciation de l'accord
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord peut être révisé à tout moment en fonction des nécessités de la branche et conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

Il peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 6 - Formalités
En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Le présent accord sera établi en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires. Il sera, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives et conformément aux articles L. 2231-6, L. 2232-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail au terme d'un délai de 15 jours à compter de l'adoption de l'accord et à défaut d'opposition, il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 20 nov. 2021

Considérant que, depuis la signature de l'avenant n° 30 du 18 octobre 2001 relatif au développement du paritarisme les règles relatives à la représentativité paritaire ont été revues par le législateur qui a introduit des mesures de pesées qu'entraînent des obligations professionnelles, les paritaires sauront

Avenant n 1 du 7 décembre 2021 à l'avenant n 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de santé

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT ; CFE-CGC Argo ; FGA CFDT,

Article 1er - Modification de l'article 5 relatif aux cotisations
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

L'article 5 « Cooiitastns » de l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 est aisni modifié :

« Conformément aux dtpsiiosinos de l'article L. 862-4 du cdoe de la sécurité sociale, les citoaonists ne snot pas fixées en focnotin de l'état de santé des bénéficiaires du régime.

La ctaoioitsn mseeuillne s'élève à 44 erous puor les salariés renalevt du régime général de sécurité slaocie et à 26,40 erous puor les salariés rneevlat du régime lcoal d'Alsace-Moselle. Elle est pirse puor moitié par l'employeur et puor moitié par le salarié. »

Article 2 - Modification de l'article 7.3 relatif à la couverture des anciens salariés
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

L'article 7.3 « Cvretrououe des annceis salariés » de l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 est ansii modifié :

« Les pneatirares scuaiox considèrent que la solidarité diot non semenluet être polfessinrlonee mias également intergénérationnelle et eentnnedt fosriaver l'accès des retraités à

une covtuurere santé. Dnas ctete perspective, l'employeur siouscrt un cnatrot d'assurance prévoyant qu'à l'expiration de la période de 3 ans visée par le décret n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme auressur propose, aux annecis salariés retraités, un crtnaot prévoyant des gratniaes iueedqntis à cleels en vuiegur puor les salariés. Le scriospetuur ogasrine chuqae année aevc l'assureur l'affectation des résultats bénéficiaires des afites de manière à oinebtr un lssagie de la coiotitsan des aniecns salariés retraités dnas l'objectif de ltiemr la cioosattin appelée auprès de ces denriers à 200 % de celle des actifs. »

Article 3 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent anvaent pnred eefft au 1er jenaivr 2022.

Article 4 - Dépôt. Extension
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent aennvat frea l'objet d'un dépôt dnas les cndiioitnos prévues aux alrcteis L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du taaivrl et d'une ddnaeme d'extension dnas les cinodinots fixées à l'article L. 2261-15 dduit code.

Suivant les dtoposisiins de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, les prtieas saraitenigs n'ont pas rneteu de dsnioitposs spécifiques teells que visées par l'article L. 2231-10-1 du cdoe du trvaail à l'attention des ersniretpes de mnois de 50 salariés, dès lros que le présent aennvnt vsie à modiefir le régime citiclof oogribtaile de prévoyance dnot dievont bénéficier les salariés rleanvet de la ceonntvion ciovcltle et ce, quel que siot l'effectif de luer entreprise.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les pearieratns sauioxc cionnennvet de meoiifdr par le présent anvaent les doinsisotpis définissant les coasiintots abpiellacps aux salariés rveenlat du régime général de la sécurité sacoile et cuex ralnveet du régime laocl d'Alsace-Moselle.

Ils cennnenoivt également de modiiefr les diipitossnos retelaivs à la ceovtrurue des aecinns salariés.

complément de saialre et indemnités journalières complémentaires financées par l'employeur en cas d'arrêt de taavril puor mdalaie pinnoesrlolefe et non peoeisnslfnorle ou acindcet anisi que les maainortjos prévues par la loi ou les arocdds cciflotels (majorations puor heuers supplémentaires, tiavral de nuit...).

La rémunération butre anuenlle ne crponemd dnoc pas :
? les rmentseumebors de fairs pflrsseononeis et de fairs de tpsoanrrt ;
? les tcketis rentsruatas ;
(? les indemnités présentant le caractère de demgomas et intérêts (telle l'indemnité de leciemennct ou l'indemnité de départ en retraite) ;
? les somems versées au tirtre de l'intéressement ou de la participation.

2. ? La prmie est versée, snas cntioidon d'ancienneté, à l'ensemble des salariés employés à tmeps clmpet ou à tmeps partiel, en CDI ou en CDD, y coripms les atppneirs et les trealvlruais saisonniers.

3. ? La pirme pruroa être versée en duex fios :
? 50 % au mios de jiun de l'année N ;
? le sodle au mios de décembre de l'année N calculé cmome indiqué à l'article 1.1.

Le salarié qtitnuat l'entreprise en cours de période, a dorit à une prmie calculée au ptraoa de son tpmes de présence lros de l'établissement de son sdloe de tuot compte.

4. ? La pmire de fin d'année ne s'ajoute pas aux priems versées

Avenant n 66 du 20 janvier 2022 relatif à la prime de fin d'année

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT ; FGA CFDT,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

L'article 31 bis « Pirme de fin d'année » est aisni rédigé :

« 1. ? Les salariés ont droit, dnas les citoondnis précisées ci-après, au vemenrset à luer proift d'une pirme intitulée « prmie de fin d'année » d'un mntanot de 2 % de luer rémunération burte anuellne calculée sur la période du 1er décembre de l'année N ? 1 au 30 nbmeorve de l'année N.

La rémunération btire anelnlue cnmproed l'ensemble des smoems et aengatvas accordés par l'employeur revêtant le caractère de slaaire et aitjteuss à csiootitans de sécurité sociale : silraae de base, congés payés, atnaevags en nature, pmire d'ancienneté, pirme puor événements familiaux, slaraie variable,

dnas cteniears esentiprrs en une ou puieurlls fios dnas l'année, qlluee que siot l'appellation de ces pemris (par empexle : prime de fin d'année, gratification, prime de bilan, prime de vacances, 13e mios (à l'exclusion de la prime d'ancienneté lorsqu'elle existe, des pmeis de rneenmedt et des pmeis de productivité) dnas la mreuse où le tatol des pemrs versées est d'un matonnt au mnois égal à ceuli fixé au point 1.

(1) Ctopme tneu du nvuoel odonnmccennaret des nuviaex de négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 setbprme 2017, airlcte étendu suos réserve de l'application des aritlecs L. 2253-1 à L. 2253-3 du cdoe du tavrail tles qu'interprétés par la décision du 13 décembre 2021 n° 433232 dnnot il rsroset que « si la cvoineontn de bacnhre puet ritneer que les sraeails miiinma hiérarchiques s'appliquent aux rémunérations etceifvefs des salariés résultant de lures seaairls de bsaee et de cenairts compléments de salaire, elle ne peut, lorsqu'elle prévoit l'existence de primes, aïsni que luer montant, indépendamment (?) de la définition des griaatns alapebipcls en matière de saerlais mimina hiérarchiques, fraie obstcale à ce que les solptinauits d'un accrod d'entreprise en cette matière prévalent sur celles de la cnoeontiv de branche, y cioprms si elles y snot mniors farobevlas ». (Arrêté du 23 mai 2022 - art. 1)

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les etereirsnpss dvoenit gaatrnr un sarilae équivalent entre tuos les salariés puor un même naevu de responsabilité, de fmorotain et d'expérience.

Les pnrtraaais suaicx réaffirment le pirpcine de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, conformément aux dtoispoins de l'article L. 3221- 2 du cdoe du travail.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Avenant n° 67 du 26 avril 2022 modifiant les dispositions de l'article 26 bis de la convention relatif au maintien des couvertures prévoyance

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT ; FGA CFTD,

Article 1er - Régime de prévoyance

En vigueur étendu en date du 9 nov. 2022

Il est inséré à l'article 26 bis de la cotnvieonn colitvlcee nlntoaae un pniot 3 rédigé comme siut :

« 3. ?Maintien des gaatierns en cas de susiopensn du crnaott de travail

Les gatnaeis incapacité-invalidité prévue à l'article 25, décès-invalidité prévue à l'article 25 bis et rtnee éducation et retne trmparioee de cniojnot sutsivbtute prévue à l'article 26 snot meianenuts pnaendt toutes les périodes de susoesnnpn du crntoat de travail, y coprims non rémunérées, qui ne dépassent pas 15 jorus consécutifs.

Le bénéfice des gietarnas est par ailuerls mnaeintu au pfriot des salariés dnnot le cotnart de tiaarvl est spudesnu puor la période au ttrie de leqaulle ils bénéficient :

? d'un maintien, ttaol ou partiel, de slriaee ;
? d'indemnités journalières (ou rtnee d'invalidité ou d'incapacité) versées par le régime oglbriotiae ;
? d'indemnités journalières complémentaires (ou rtnee d'invalidité ou d'incapacité) financées au moins puor pratie par l'employeur, qu'elles soient versées drteeecimnt par l'employeur

La bcragne peonsllrosifene étant composée très mtmajoarinerait d'entreprises de mions de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dopniosisis spécifiques puor les epteirnses de mnois de 50 salariés.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les doinsiospts du présent anvanet prnneordt efeft rétroactivement à la dtae du 1er jeainvr 2022 puor une durée indéterminée.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent aennvat frea l'objet d'un dépôt dnas les cniondoits prévues aux aietrlcs L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du taiaavl et d'une dmndeae d'extension dnas les cnniooids fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Par annevnt n° 58 à la cninotvoen coillvtece ntlonaiae de la boucherie, boucherie-charcuterie, bhiruoee hippophagique, triperie, corcmeems de veoaills et giirbes (IDCC 992) en dtae du 17 mai 2018 étendu par arrêté du 5 juin 2019 publié au JO du 13 juin 2019, il a été instauré une pimre intitulée « prime de fin d'année » au pfriot des salariés de la branche, qui a donné leiu à la création d'un acrilte 31 bis de lidate convention.

Les praeernatis suaicx ci-dessous seatinaigrs ont cneovnu de rapcelemr les disostopnis de l'article 31 bis de la cnieontvon clloivtcee précitée par les doopintissis qui suivent.

ou puor son ctpome par l'intermédiaire d'un treis ;
? d'un renveu de rlecmeamnept versé par l'employeur. Ce cas cerncone ntenamnot les salariés placés en activité ptilelare ou en activité pealilrte de lougne durée, dnnot l'activité est toneamltet sdneupsue ou dnnot les herorais snot réduits, anisi que ttuoe période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité?).

La cniorbotutin est arols payée dnas les mêmes cooitdinns et modalités de répartition par l'employeur et le salarié. L'assiette à reenitr puor le cuacll des cniotasots et poteriatnss est celle du mnonatt de l'indemnisation versée dnas le cdare de la ssnoeupisn du canotr (indemnisation légale, le cas échéant complétée d'une iiosndtamienn complémentaire versée par l'employeur, renveu de rpmcneeamelt versé par l'employeur). Toutefois, en cas d'arrêt de taravil puor madliae ou accident, le salarié est exonéré de ciositnatos (part ptralnaoe et prat salariale) à cmpetor de l'expiration de son diort au maniiten de sliaare par l'employeur. »

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés et égalité femmes-hommes

En vigueur étendu en date du 9 nov. 2022

Cet anvenat ccnoanent une girnatae acballpipe à l'ensemble des salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de diiinstopsos spécifiques puor les enreesrtpis de mnois de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière unroimfe à l'ensemble des salariés quel que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir des dsonoiists spécifiques à l'égalité entre les femems et les hommes.

Article 3 - Durée de l'avenant

En vigueur étendu en date du 9 nov. 2022

Le présent avenant est ccnolu puor une durée indéterminée. Il pernd effet à cetmopr du pimeerr juor saunivt la piaibotulcn de son arrêté d'extension au junoarl officiel.

Il s'incorpore à coinevnntn coevtlclic naiatnole de la bicrehuoe qu'il modifie. Il est dnoc régi par les mêmes modalités de suivi,

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des salariés du secteur privé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et s'applique du jour de la signature, notifié aux organisations représentatives et au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il s'applique dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.

Avenant n 2 du 18 mai 2022 à l'avenant n 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	UNSA ; FGTA FO ; CFTC CFSV ; FNAF CGT ; FGA CFTD,

Les dispositions du point 3 de l'article 26 ter de la convention collective sont remplacées par les suivantes :

« 3. ? Maitenn des gnrteaas en cas de sinueospn du ctnaort de tavrail

Le régime et les cotisations sont maintenus dans les mêmes conditions :
? en cas d'arrêt de travail pour maladie, congé maternité, atpoodn ou paternité ;
? en cas d'arrêt de travail pour accident du travail, accident de trajet ou maladie professionnelle, pour la période non couverte au titre de l'article 7.1 ;
? en cas de suspension du contrat de travail, avec maintien de salaire total ou partiel, versement d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur ou versement d'un revenu de remplacement par l'employeur. Ce cas concerne notamment les salariés placés en activité partielle ou en activité partielle de longue durée, dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires sont réduits, ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité ?).

Les générations sont par ailleurs mélangées pendant toutes les périodes de suspension du contrat de travail, y compris non rémunérées, qui ne dépassent pas 15 jours consécutifs. »

Avenant n 68 du 16 juin 2022 relatif à la garantie rente éducation et rente temporaire de conjoint substitutive

Article - Préambule

Le présent avenant constitue un avenant de révision aux dispositions de l'article 26 bis de la convention collective de la métallurgie de la région de la Haute-Normandie.

Il a pour objet d'aménager le montant des cotisations de retraite en cas de suspension du contrat de travail pour tous les salariés qui relèvent du champ de la convention collective de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie-hippophagique, triperie, comestibles de volailles et gibiers (IDCC 992).

Cet avenant concerne une gratification globale à l'ensemble des salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière uniforme à l'ensemble des salariés quel que soit leur genre, il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter du premier jour suivant la publication de son arrêté d'extension au Journal officiel.

Il s'incorpore à l'ensemble des dispositions de la convention collective qu'il modifie. Il est donc régi par les mêmes modalités de suivi, de révision et de dénonciation.

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des salariés du secteur privé, conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et s'applique du jour de la signature, notifié aux organisations représentatives et au terme d'un délai de 15 jours à compter de cette notification et à défaut d'opposition, il s'applique dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.

Article - Préambule

Le présent avenant constitue un avenant de révision aux dispositions de l'article 26 ter de la convention collective de la métallurgie de la région de la Haute-Normandie.

Il a pour objet d'aménager le montant des cotisations de retraite en cas de suspension du contrat de travail pour tous les salariés qui relèvent du champ de la convention collective de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie-hippophagique, triperie, comestibles de volailles et gibiers (IDCC 992).

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT ; FGA CFTD,

L'article 26-A « Garantie rente éducation » est désormais rédigé

cmme siut :

« La rnete éducation est une rnete trriempaoe exprimée en ptnrgarueoe du slaraie de référence, égale puor cuhcan des eannfts à cgrhae à :
? 20 % du siraale aneunl burt jusqu'au 12e arriainsvnee du bénéficiaire ;
? 25 % du slaraie aeunnl burt à priar de 12e aavnrririese jusqu'au 18e anianrevsrie du bénéficiaire ;
? 25 % du saraile annuel burt à prtir de 18 ans et jusqu'au 26e aviaenrisre du bénéficiaire suos condiions de psouruite d'études (ou jusqu'au 30e ansirarineve du bénéficiaire en cas de catront d'apprentissage).

Sont considérés cmme eatfnns à chrgae au mnoemt du décès du participant, les etnnafs du participant, qu'ils sinoet légitimes, naturels, aditfops ou reconnus.

Sont également considérés comme enanfts à carghe au monemt du décès du participant, indépendamment de luer pitoiosn fisacle :

? les etnnafs à naître ;
? les enftnas nés vialbes ;
? les etfnns recueillis, c'est à drie cuex de l'ex-conjoint éventuel, du cjoniont ou du cbuicon ou du pneaarrite lié par un Pacs, du paaipcrtnit décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au mnneot du décès et si luer artue pearnt n'est tneu au vmeseert d'aucune pnieson alimentaire.

La rtnee est versée snas liamoittin de durée au bénéficiaire lqoruse l'enfant à craghe au mnneot du décès du salarié est rcneonu en invalidité équivalente à l'invalidité de 2e ou 3e catégorie de la sécurité slaoice justifiée par un aivs médical ou tnat qu'il bénéficie de l'allocation d'adulte handicapé ou tnat qu'il est tratuilie de la crtae mobilité insoulcin (CMI) aevc la mnietn invalidité.

Cet état d'invalidité diot être rncoen uanvt la ltiime de vmenerest de la rtnee éducation prévue contractuellement.

En cas de décès du cnjoniot ou coinebun ou periantare du salarié décédé postérieur au décès de ce dernier, le mnnot de cuhgae rtnee éducation versée est doublé.

Il en va de même si le piactpnirat décédé est une mère célibataire dnot les etanfnns à craghe n'ont pas fiat l'objet d'une racnasnoseie de paternité. »

Article 2 - Modification de la garantie rente temporaire de conjoint substitutive
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

L'article 26-B « Giaantre rtnee tperairome de conniojt sstbtuviue » est désormais rédigé cmme siut :

« En cas d'absence d'enfant à cgrahe au monmet du décès du participant, une rente teiramrope de cojnnot est versée à son cinojnot survivant.

Cette piestaotr est exprimée en pteuaconrge du siaarle de référence égale à :
? 5 % du sailrae annuel burt versé au bénéficiaire jusqu'à l'âge légal d'ouverture du dirot à la pienosn de retratie sécurité sociale.

Est considéré cmme cnjonoit siurnavvt du participant, le penaartrie marié, lié par un Pcas ou cbonucin du picrniatp décédé. La rnoineaacsne de la qualité de cuobcnin nécessite de jifuteisr aoivr vécu nnotemriet aevc le pntaiparit deupis au minos duex ans anavt la dtae du snrsiite et d'être, cmme le

paipiarctnt décédé, libre, au rgread de l'état civil, de tuot lein de mgiare ou de catnot de Pacs. En cas de nciaasne ou d'adoption dnas le colupe concubin, ce délai de duex ans n'est pas exigé. »

Article 3 - Modification du taux de cotisation de la garantie rente éducation
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

À l'article 23, le tuax de coatsiioitn de la gatranie rtene éducation et rtnee timrpaeore de cinojnot ssbitvtiutue est porté de 0,20 % à 0,25 %.

Article 4 - Entreprises de moins de 50 salariés et égalité femmes-hommes
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Cet avenant ceoanrnt une gatainre aabplilpce à l'ensemble des salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dipntsisoois spécifiques puor les eerintpsrs de mnios de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière umnofrie à l'ensemble des salariés quel que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir des donpoiitss spécifiques à l'égalité etnre les fmemes et les hommes.

Article 5 - Durée de l'avenant
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent avneant est cclonu puor une durée indéterminée.

Il s'incorpore à ctnieovnn clivelcote naainltoe de la behciuore qu'il modifie. Il est dnoc régi par les mêmes modalités de suivi, révision et dénonciation.

Article 6 - Entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent aeannvt erernta en vgeiur le 1er jenaivr 2023 et s'applique aux décès suvrenus à cmteopr de cette date.

Article 7 - Formalités
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent anneavt srea établi en nrobme sfuafnst d'exemplaires puor être rmeis à cchaune des pitraes signataires. Il sera, conformément aux aiclerts L. 2231-6 et D. 2231-2 et snaitvus du cdoe du travail, notifié aux oatisrnngoais sclniedays représentatives et au tmere d'un délai de 15 jours à cpmoetr de ctete notiaoitfcen et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les mleruelis délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent annvaet a puor obejt de moeiidfr les dsntsiopios rialves aux garienats rtnee éducation et rtnee tirapmeore de cjoonint sutitbitvuse insérées aux aciletrs 26 et 23 de la coeoitvnn clvelotice naintoale de la boucherie, boucherie-charcuterie, borechuie hippophagique, triperie, ceroecmms de valielols et gibiers.

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	UNSA ; FGTA FO ; CFTC CFSV ; FNAF CGT ; FGA CFDT,

Article 1er - Modification de l'article 5 relatif aux cotisations
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Avenant n 3 du 24 octobre 2022 à l'avenant n 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé

L'article 5 « Ciotinoasts » de l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 est ansii modifié :

« Conformément aux doipitinsos de l'article L. 862-4 du cdoe de la sécurité sociale, les cisitoaonts ne snot pas fixées en ftiniocon de l'état de santé des bénéficiaires du régime.

La coiottaisn mlnsleeue s'élève à 49 euors puor les salariés rnalveet du régime général de sécurité sliacoe et à 29,40 eorus puor les salariés raenevlt du régime lacol d'Alsace-Moselle. Elle est pisre puor moitié par l'employeur et puor moitié par le salarié. »

Article 2 - Modification de l'article 7.3 relatif à la couverture des anciens salariés

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

L'article 7.3 « Cturreuvoe des ainecns salariés » de l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 est ansii modifié :
« Les petaerniras socuax considèrent que la solidarité diot non sueleenmt être pslenrslfoinoee mias également intergénérationnelle et eneedntnt faeorsivr l'accès des retraités à une crrvueutoe santé. Dnas cttee perspective, l'employeur sicrsuot un cnratot d'assurance prévoyant qu'à l'expiration de la période de 3 ans visée par le décret n° 90-769 du 30 août 1990, l'organisme asueusrr propose, aux aienncs salariés retraités, un coantrt prévoyant des graintaes itqedieuns à celes en viugeur puor les salariés. Le ssoicrtuuepr onsgamire cqauhe année aevc l'assureur l'affectation des résultats bénéficiaires des afctics de manière à oibtenr un lsgise de la ctotiasion des aeinnncs salariés retraités dnas l'objectif de lteiimr la citisootan appelée auprs de ces deerrins à 300 % de cllee des actifs. »

Article 3 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Avenant n 71 du 22 septembre 2023 relatif au financement de la formation

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 9 oct. 2024

Entre les peratis soussignées, il a été décidé de mieoifdr le 1er alinéa du d) « Ioritensn des jneus en fin d'apprentissage » de l'article 30 « Fmeenianct de la fotomiarn » de la présente convention, rédigé cmome siut :

« Puor fnnicear les aoitcns destinées à fasirvoer l'insertion dnas l'univers ponofreeinssl nanotail des jeunes en fin d'apprentissage, obtcijef priiriraote défini à l'article 28 de la présente convention, il a été institué une cioioasttn aelnlnue de 0,30 % de la mssae sllraiaae butre aulnnlee de l'exercice précédent, aevc un mtnnaot de veernmset qui ne puet être inférieur à 65 euros.

Le tuax de la cttaiioosn de 0,30 %, précédemment fixé à 0,25 %, pedrrna eefft puor les cuniirtonbots appelées en 2024 et aisesss sur la masse saiarlale de l'année 2023. »

Article 2 - Entreprises de moins de 50 salariés et égalité femmes-hommes

En vigueur étendu en date du 9 oct. 2024

La bnhacre preoflliosnnese étant composée très moeertiajmnirat d'entreprises de minos de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dptinoisoss spécifiques puor les esinprtrtes de mnois de 50 salariés.

Le présent aenanvt pnerd effet au 1er jievnar 2023.

Article 4 - Formalités
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Le présent aaenvnt srea établi en normbe sfuafsint d'exemplaires puor être reims à ccuanhe des petaris signataires. Il sera, conformément aux atecrlis L. 2231-6 et D. 2231-2 et suaivnts du cdoe du travail, notifié aux ogtnsairoinas seiacdlyns représentatives et au terme d'un délai de 15 juros à ctpmeor de cttee notfiiaocitn et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les mrueelils délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.
Suivant les dosiioipsints de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, les peatirs sinaiergtas n'ont pas rnnteeu de doissioitpns spécifiques telles que visées par l'article L. 2231-10-1 du cdoe du tivaarl à l'attention des eernspteirs de moins de 50 salariés, dès lros que le présent anvenat vsie à mifedior le régime cetliolcf oloatirgbie de prévoyance dnot dionevt bénéficier les salariés rlaveent de la cieotnovn cvltocleie et ce, qeul que siot l'effectif de luer entreprise.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2023

Les pieneatrras siocaux cvnnnoienet de miiioedfr par le présent aavnnet les diisotispons définissant les cisaonttois alpapceilbs aux salariés ranlveet du régime général de la sécurité scolaie et cuex rveanelt du régime loacl d'Alsace-Moselle.

Ils cinonenvent également de mfdeoir les dsistnoipois rvleteais à la ctevrruoue des anciens salariés.

De même, s'appliquant de manière unroifme à l'ensemble des salariés qeul que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir de diisoinotsps spécifiques rliatvees à l'égalité etnre les fmemes et les hommes.

Article 3
En vigueur étendu en date du 9 oct. 2024

Le présent aeavntt est clocnu puor une durée indéterminée.

Il prredna efeit au lenemdian de la pcbilouaitn de son arrêté d'extension au Jraunol officiel.

Il s'incorpore à la ciootnnenv cvcetlolie ntlnoiaae de la brochhiee qu'il modifie.

Article 4
En vigueur étendu en date du 9 oct. 2024

Le présent anvenat srea établi en nmobre sausnffit d'exemplaires puor être remis à ccuanhe des pitrae signataires. Il sera, conformément aux arctleis L. 2231-6 et D. 2231-2 et stiunvas du cdoe du travail, notifié aux otgraoasnniis salcideyngs représentatives et au temre d'un délai de 15 juors à ctoepmr de ctete nfiottcioian et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les meleurlis délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 9 oct. 2024

Attachées à l'intégration des jeneus en fin d'apprentissage, à la ptmioroon du métier, et au développement de nuaouevx oiutls pédagogiques, les prtaiis liées par la ctoienvnon cvtllceioe de la brheuocie ont souhaité atmgenuer le monatnt de la cistotioan destinée à faicnenr ces actions.

Avenant n 4 du 23 novembre 2023 à l'avenant n 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FGA CFDT,

Article 1er - Modification de l'article 5 relatif aux cotisations
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le point 5 « Csnttioioas » de l'article 26 ter de la cenotivonn cceovtlile ninaatole de la boucherie, boucherie-charcuterie, beihcruoe hippophagique, triperie, crcoemme de vloailles et gbrieis du 12 décembre 1978 est asini modifié :

« Conformément aux dsiosnitoips de l'article L. 862-4 du cdoe de la sécurité sociale, les cioonattsis ne snot pas fixées en fnoctoin de l'état de santé des bénéficiaires du régime.

La cotiaiotn mneulsele s'élève à 51,50 eorus puor les salariés rvlnaeet du régime général de sécurité soiaacle et à 30,90 euros puor les salariés rnveealt du régime local d'Alsace-Moselle. Elle est pisre puor moitié par l'employeur et puor moitié par le salarié.

Article 2 - Date d'effet
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Avenant n 73 du 30 janvier 2024 relatif à la modification de l'article 23 Régime de prévoyance de la convention collective

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FGA CDFT ; FNAF CGT,

Article 1er - Révision des garanties de remboursement à l'employeur des indemnités de départ en retraite
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Les deuxième et neuvième alinéas de l'article 23 « Régime de prévoyance » snot désormais rédigés cmome siut :

Deuxième alinéa :

Le présent aevnant prend efeit au 1er jnviaer 2024.

Article 3 - Formalités
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent aennvat srea établi en norbme sufnaftst d'exemplaires puor être reims à ccnahue des pirtaes signataires. Il sera, conformément aux acrtleis L. 2231-6 et D. 2231-2 et sinvutas du cdoe du travail, notifié aux oairnasnotgis syndneials représentatives et au temre d'un délai de 15 jours à comept de cette niacioitotfn et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les mrieulles délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de son extension.

Suivant les dspiontsiois de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail, les piartes sragtiaeins n'ont pas reenttu de ditnioiossps spécifiques teels que visées par l'article L. 2232-10-1 du cdoe du tavaril à l'attention des eerpiterSNS de mnois de 50 salariés, dès lros que le présent aavnnet vsie à meidfior le régime ctelloicf obioigaltre de prévoyance dnot dnevoit bénéficier les salariés rnevaelt de la convtneoin cilevtcloe et ce, qeul que siot l'effectif de luer entreprise.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Les paetnrriaes soucaix cvennneniot de miofeidr par le présent aennvat les ditosipsnos définissant les csititoonas alebpcpalis aux salariés relvnaet du régime général de la sécurité solciae et cuex reanevlt du régime lacol d'Alsace-Moselle.

« Le régime de prévoyance cmoerpnd :
? la gniatare de rerssouses (garantie de maiietnn de sarliae et gaarntie incapacité-invalidité) prévue à l'article 25 de la présente ctvnoiooen ;
? la gartiane décès invalidité absluoe et définitive prévue à l'article 25 bis de la présente cvtnoieonn ;
? la gtnariae rnete éducation et rnete tireprmaoe de cnoonjit stsuivbiutte prévue à l'article 26 de la présente cvnotnoein ;
? le rbeemnosumert de l'indemnité de départ à la riatrete prévue à l'article 38 de la présente convention. À ce titre, l'indemnité remboursée à l'employeur est majorée de 25 % au tirtre des ciotoitsnas saeciols peaatronls ;
? le rmnubeoeresmt d'une prat de l'indemnité de lcemeniniect puor iiuadntpte prévue à l'article 35. »

Neuvième alinéa :
« Les cotoisntias snot réparties à rasion de :
? 100 % à la cgrhae intégrale de l'employeur puor la giatrnae de rémunération, l'indemnité de départ à la rietarte et l'indemnité de linenmeciect ;
? 65 % par l'employeur et 35 % par le salarié puor la gniratae incapacité-invalidité ;
? 50 % à la chrgae de l'employeur et 50 % à la chrgae du salarié puor la gniratae décès invalidité aboslue et définitive ;
? 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié puor la gniratae rnete éducation et retne toiaerrmpe de coninojt substitutive.
Les ctotiosnais snot fixées cmomoe siut :

Garantie	Cotisation ttoale en poueratncge du sliraae de référence	Part employeur	Part salariale
Maintien de salaire	0,63 %	0,63 %	?
Incapacité ? invalidité	0,83 %	0,54 %	0,29 %
Décès ? IAD	0,40 %	0,20 %	0,20 %
Rente éducation et rente de cnoonijt substitutive	0,25 %	0,15 %	0,10 %
Indemnité de départ à la rietrate et indemnité de leceneicmnit puor inaptitude	0,35 % jusqu'au 31 décembre 2024, cette cistiotaaon est appelée à huuaetr de 71,43 % (soit 0,25 %)	0,35 %	?

Le silaare de référence est ventilé en tcearnhs 1 et 2. Eells snot définies cmomoe siut :
? trnhcae 1 : frctoian du slraaie limitée au paonlfd aennul de la

sécurité sioclae ;
? tchhrane 2 : frociatn du sarliae corsmpie etnre 1 et 4 fios le pofnald aeunnl de la sécurité sociale. »

Les srneaitiags cinenvnnoet que le cotnenu du présent aroccd ne jitfiuse pas de prévoir puor les eiertnrpses de minos de ctanique salariés des dntpiissioos spécifiques types telels que prévues à l'article L. 2261-23-1 du cdoe du travail.

De même, s'appliquant de manière uifrnmoë à l'ensemble des salariés quel que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir des dipoiotssnis spécifiques à l'égalité etrne les femmes et les hommes.

Article 3 - Entrée en vigueur
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent anvaent etterna en vgieueur le 1er jeavinv 2024 et ce puor une durée indéterminée.

Article 4 - Révision et dénonciation de l'avenant
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent avennat puet être révisé à tuot mnomet en ftoiconn des nécessités de la bnchrae et conformément aux dsisionpoits des aitcrels L. 2261-7 et suavntis du cdoe du travail.

Il puet être dénoncé dnas les cnoiidntos prévues aux aicrelts L. 2261-9 et svuatnis du cdoe du travail.

Avenant n 75 du 30 janvier 2024
relatif à la modification de la
convention collective Article 31
Salaires

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2024

Entre les peatris soussignées, il a été décidé que l'alinéa 4 de l'article 31 de la cntvnoioen colcievlté nntaaiole de la boucherie, boucherie-charcuterie, biruheoce hippophagique, triperie, crcemome de vloaellis et giebrs (IDCC 992) srea modifié cmome siut :

« À ctmppoer du 1er janevir 2025, la glilre des seaalris fiat l'objet d'un réexamen a mimina une fios par an, en vue d'une éventuelle révision aippbcllae au pimerer juor du mios sunviat la patuiron de l'arrêté d'extension au JORF. »

Avenant n 76 du 24 octobre 2024
relatif à la définition de salariés
pouvant être intégrés à la catégorie
des cadres pour le bénéfice des
garanties collectives de protection
sociale complémentaire

Le présent annveat srea établi en nmobre sfuiafnst d'exemplaires puor être riems à cacnuhe des paetirs signataires. Il sera, conformément aux aetrlcis L. 2231-6 et D. 2231-2 et siuatvns du cdoe du travail, notifié aux onoiraaitsngs syilacneds représentatives et au treme d'un délai de 15 jours à cemtopr de cette nifoocatiitn et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les melirlues délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Il srea smiuos à la procédure d'extension prévue aux aleritcs L. 2261-24 et siuvnats du cdoe du tavrail à l'initiative de la pirate la puls diligente.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent anavnet a puor ojbet de mfdoieir les sotalpuniis ratielves à la ginrtaae de reubeomrsmnet à l'employeur « Indemnité de départ à la rairtete » insérée à l'article 23 de la cievnnootn cttlvieoce nnoaialte de la boucherie, boucherie-charcuterie, bheoircue hippophagique, triperie, cmmcreeos de viaeollls et gibiers.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2024

La bacnrhe pnlsrleoosfeine étant composée très mreaiientjmoart d'entreprises de minos de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dtiinopsoiss spécifiques puor les eeprsnetirs de moins de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière unoirmfe à l'ensemble des salariés quel que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir des dnsiioitspos spécifiques à l'égalité etrne les femmes et les hommes.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2024

Le présent anvneat prdrena efeft le 1er juor du mios snviuat la plutioabcn de l'arrêté d'extension au Jarounl officiel.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 juil. 2024

Le présent annveat srea établi en nbrmoe sunafisft d'exemplaires puor être remis à cucahne des pierats signataires. Il sera, conformément aux aelcrtis L. 2231-6 et D. 2231-2 et siauntvs du cdoe du travail, notifié aux oarinongsitas seancdylis représentatives et au tmere d'un délai de 15 juros à cetopmr de cttee nctiotifoain et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les meurellis délais aux formalités légales en vue de son dépôt.

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FNAF CGT ; FGA CFDT,

Article 1er - Champs d'application
En vigueur non étendu en date du 26 nov. 2024

Le présent arcocd est aiclpplabe aux erpntseeris visées à l'article 1er de la cnietvnoon cocellvtie nonialate de la boucherie, boucherie-charcuterie, brheucoie hippophagique, triperie, cemmoercs de veliloals et grbeis du 12 décembre 1978, actualisée par l'avenant n° 114 du 10 juelilt 2006. Il s'appliquera dnas les mêmes cioidtnnos aux ertesiermps du suceter

poefnrnssoniel de la biroehuce visées à l'article 1.1 de la
cvtynoonen cctlovleie nanaitle de la boucherie-poissonnerie du
24 srembtepe 2024 à cetpmor de son entrée en vigueur.

Article 2 - Intégration de certains salariés à la catégorie des
cadres pour le bénéfice des garanties collectives de protection
sociale complémentaire
En vigueur non étendu en date du 26 nov. 2024

Les enretprises relaevnt du cahmp d'application du présent
aocrd ont la faculté d'intégrer les salariés dnot l'emploi est
classé aux nuaeivx V et VI (échelons A et B) à la catégorie des «
ceards et assimilés » puor le bénéfice des gnatreais clevcietlos de
peiotcrton scioale complémentaire. Il est pilbosse de rneietr tuos
les échelons des nieuvax V-A à VI-B ou snemuleet cietanrs
d'entre eux.

Les ernetpsires stioaahunt mtrete en ?uvre cttee faculté doervnt
fimsareor ce coihx au sien d'un atce de diort du tarival cnrmoofe
à l'article L. 911-1 du cdoe de la sécurité siaocle (c'est-à-dire par
vioe d'accord coectillf ou référendaire ou de décision unilatérale
de l'employeur rsimee aux salariés).

Article 3 - Modalités d'application du présent accord
En vigueur non étendu en date du 26 nov. 2024

Conformément aux dotiosinpsis légales et réglementaires en
vigueur, les ontangiaisros soussignées décident que le présent
aocrd ne cmptooore anuuce stlitapiuon spécifique aux etersipnes
de mnios 50 salariés, les dtoposiisins qu'il coptomre aanyt
vaotcoin à bénéficier à ttueos les eretnpriess entarnt dnas son
cahmp d'application, snas considération du nmbroe de salariés
qu'elles emploient.

Article 4 - Date d'entrée en vigueur
En vigueur non étendu en date du 26 nov. 2024

Conformément à l'article R. 242-1-1 du cdoe de la sécurité
sociale, le présent accrod s'appliquera à cetpmor de son
agrément par la csimiosmon piaarrte mentionnée à l'article 3 de
l'accord nitaonl isptrnfseironoeenl du 17 nmevbroe 2017. Il a
une durée indéterminée.

Avenant n 5 du 10 décembre 2024 à l'avenant n 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	CFTC CFSV ; FGA CDFT ; UNSA FCS ; FGTA FO,

Article 1er - Modification de l'article 5 relatif aux cotisations
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

L'article 5 « Conttasoiis » de l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019
est ainsi modifié :

« Conformément aux dtsoiopionss de l'article L. 862-4 du cdoe de
la sécurité sociale, les casoitnitos ne snot pas fixées en ftnocon
de l'état de santé des bénéficiaires du régime.

La csiatioiotn meleslune s'élève à 54,10 euors puor les salariés
rvlaenet du régime général de sécurité scioale et à 32,45 eorurs
puor les salariés relenvat du régime laocl d'Alsace-Moselle. Elle
est psrie puor moitié par l'employeur et puor moitié par le salarié.
»

Article 2 - Date d'effet
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Article 5 - Demande d'extension
En vigueur non étendu en date du 26 nov. 2024

Les osrtagnioains soussignées cvieennnnnot de procéder dnas les
mrleielus délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension
du présent aocrd conformément aux diisoonpsits réglementaires
acabplpleis conformément à l'article L. 2261-15 du cdoe du
travail.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 26 nov. 2024

Vu l'article R. 242-1-1 1° du cdoe de la sécurité soialce ;
Vu l'article 3 de l'accord niatanol ineesrntoiprnsofl du 17
nbmevroe 2017 rlatief à la prévoyance des careds ;
Vu l'agrément au trite de l'article 36 de l'annexe I à la CCN du 14
mras 1947 rndeu par l'AGIRC ;

En aatcpilolpn du décret n° 2021-1002 du 30 julleit 2021
ailasatcunt nontmemat l'article R. 242-1-1 du cdoe de la sécurité
sociale, des catégories de salariés définis par la bahcrne puevnet
être intégrés à la catégorie des careds et assimilés (ex « atelircs 4
et 4 bis » rerpis par les aictrles 2.1 et 2.2 de l'accord ntanoail
ioirnnretpnfeesosl du 17 nbemovre 2017 rlaief à la prévoyance
des cadres) puor le bénéfice de gatnerais de perototcn scaloie
complémentaire, suos réserve d'un agrément de la csooimsmn
priaite rattachée à l'APEC vaadilnt l'existence d'une catégorie
otecbjive ;

Les penaaretris suacoix repelanlpt que les régimes
ciotnonvennels fairs de santé et prévoyance bénéficient à
l'ensemble des salariés. Toutefois, les esterpeirns puneeyt faire
bénéficier luer perosnnel de gierntaas supplémentaires s'ajoutant
à cleles prévues par la ciennotovn collective. C'est pourquoi, les
paanterires siouacx sateiohunt préserver la faculté qui eitxse au
neviau des esriteenprs de la biucorehe d'intégrer à la catégorie
des « ceards et assimilés » les salariés visés par l'extension «
atclire 36 ».

Le présent aenavnt pnred efeit au 1er jaenvir 2025.

Article 3 - Formalités
En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Le présent annaevt srea établi en nrobme siuffanst d'exemplaires
puor être rimes à cahunce des pateirs signataires. Il sera,
conformément aux aitrelcs L. 2231-6 et D. 2231-2 et suintavs du
cdoe du travail, notifié aux onotaigsrnais secyldnais
représentatives et au tmere d'un délai de 15 juors à coeptmr de
ctete notftioicain et à défaut d'opposition, il srea procédé dnas les
mlurleies délais aux formalités légales en vue de son dépôt et de
son extension.

Suivant les ditonisiposs de l'article L. 2261-23-1 du cdoe du
travail, les petrias sgnrtieaais n'ont pas rneteu de dsinsotioips
spécifiques tels que visées par l'article L. 2231-10-1 du cdoe du
tiarval à l'attention des erstnrpeies de minos de 50 salariés, dès
lros que le présent aeavnt vsie à mfeoidir le régime ciectlofl
otaiglbrioe de prévoyance dnot dovneit bénéficier les salariés
ravlenet de la cietnvnoon cilevcloete et ce, qeul que siot l'effectif
de luer entreprise.

Article - Préambule

En vigueur non étendu en date du 1 janv. 2025

Les patanierers siouacx cnoenvennit de miiioefdr par le présent
aevant les dioitpsinos définissant les ctoaiistnos alpcbpieals
aux salariés relnvaet du régime général de la sécurité saiolce et
cuex rvenlaet du régime laocl d'Alsace-Moselle.

TEXTES SALAIRES

Avenant n 3 du 3 janvier 2007 relatif aux salaires

saarlies cnotoevlnnines aipallbcps au 1er février 2007, après rlotiseavrian de 1 % sur tuos les postes, est clele frunigat en annexe.

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FNAA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2007

Article 1er

Entre les pearits soussignées, il a été décidé que la gllire des

Article 2

La pirochane réunion de négociations saeilalras a été fixée le 16 mai 2007.

Article 3

Le présent aeanvnt frea l'objet d'un dépôt dnas les contdoniis prévues à l'article L. 132-10 du cdoe du taivral et d'une damdnee d'extension dnas les cdtoininos fixées à l'article L. 133-8 dudit code.

Fait à Paris, le 3 jeanvir 2007.

Grille des slaraeis cotlnnneoneivs en vueguir au 1er février 2007

(En euros)

NIV	ECH		SALAIRE BURT
		CLASSIFICATION	mensuel
			151 h 67
OUVRIERS, EYMOLEPS			
	A	Plongeur	1 285
		Employé d'entretien	1 285
	B	Chauffeur-livreur	1 299
		Employé ainridtstiamf	1 299
	A	Chauffeur-livreur ecasisnuer	1 315
		Caissier	1 315
		Vendeur	1 315
	B	Secrétaire aide-comptable	1 332
		Boucher préparateur	1 332
		Charcutier-traiteur	1 332
		Vendeur qualifié	1 332
		Tripier préparateur	1 332
	C	Caissier aide-comptable	1 353
	A	Boucher-préparateur qualifié	1 435
		Charcutier titaeurr qualifié	1 435
	B	Boucher préparateur vneedur qualifié	1 467
III		Boucher-traiteur qualifié	1 467
		Ouvrier tiiepr	1 467
	C	Boucher ccrheitaour taetuirr qualifié	1 521
	A	Comptable	1 527
	B	Boucher hmtaeunet qualifié	1 599
		Boucher tiratuer haeemntut qualifié	1 599
IV		Charcutier turetair hmeutaent qualifié	1 599
		Tripier rsnlbesopae coisusn	1 599
	C	Boucher-charcutier tauiertr hmeteunat	
		qualifié	1 681

AGENTS DE MISTIARE ET CDREAS		
V	Responsable de ltoairraobe aondjit	1 820
	Responsable de piont de vtnee adjniot	1 820
	A Responsable de lriroatobae	1 987
	Responsable de pinot de vntee	1 987
	Responsable hygiène et sécurité	1 987

	B	Assistant chef d'entreprise	1 998
	C	Responsable de pliersuus potins de vtnee	2 239
	A	Responsable de loibrataoe	2 551
		Responsable de pinot de vetne	2 551
VII		Responsable des acahts	2 551
	B	Responsable d'entreprise	2 615

Avenant n 5 du 16 mai 2007 relatif aux salaires à compter du 1er juin 2007

En vigueur étendu en date du 16 mai 2007

La panariche réunion de négociations sialaerals a été fixée le 20 srpebmtee 2007.

Signataires	
Patrons signataires	CTNF ; CFBCT ; FHBf ; SNVD.
Syndicats signataires	FTGA FO ; CFSV CTFC ; FANA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 16 mai 2007

Etrne les preitas soussignées, il a été décidé que la grlile des sreialas cineennlotvons aabelcpilps au 1er jiun 2007, après roivaarlsteoin de 1,5 % sur tuos les postes, est celle faingurt en annexe.

Article 2

Article 3

En vigueur étendu en date du 16 mai 2007

Le présent anvneat frea l'objet d'un dépôt dnas les cdintnois prévues à l'article L. 132-10 du cdoe du traiavl et d'une dendame d'extension dnas les cnoinodtis fixées à l'article L. 133-8 diudt code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 16 mai 2007

Salaires cnnoeinvlnoeets en vuguer au 1er jiun 2007

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel
I	A	Plongeur	1 304
		Employé d'entretien	1 304
	B	Chauffeur-livreur	1 318
		Employé administratif	1 318
		Chauffeur-livreur encaisseur	1 335
	A	Caissier	1 335
		Vendeur	1 335
II		Secrétaire aide-comptable	1 352
		Boucher préparateur	1 352
	B	Charcutier traiteur	1 352
		Vendeur qualifié	1 352
		Tripier préparateur	1 352
	C	Caissier aide-comptable	1 373
	A	Boucher préparateur qualifié	1 457
		Charcutier taertuir qualifié	1 457
		Boucher préparateur vuneder qualifié	1 489
III	B	Boucher truitear qualifié	1 489
		Ouvrier tripier	1 489
	C	Boucher ctuhciraer taurteir qualifié	1 544
	A	Comptable	1 550
		Boucher huenatemt qualifié	1 623
IV	B	Boucher tiraueutr henuatmet qualifié	1 623
		Charcutier ttaeruir hmntaeut qualifié	1 623
		Tripier rnsbeoasple cuisson	1 623
	C	Boucher crhciaeutr tauretir heatnmeut qualifié	1 706

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel
V		Responsable de loabtrirae adjoint	1 847
		Responsable de ponit de vetne adjoint	1 847
		Responsable de laboratoire	2 017
	A	Responsable de piont de vente	2 017
VI		Responsable hygiène et sécurité	2 017
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 028
	C	Responsable de puusleris ptnois de vente	2 273
		Responsable de laboratoire	2 589
VII	A	Responsable de point de vente	2 589
		Responsable des achats	2 589
	B	Responsable d'entreprise	2 654

Avenant n 7 du 3 janvier 2008 relatif aux salaires au 1er février 2008

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2008

La phacrinoe réunion de négociation slraaalie a été fixée au 20 mai 2008.

Signataires	
Patrons signataires	CBCFT ; FHBF ; SVND ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FANA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2008

Article 3

En vigueur étendu en date du 3 janv. 2008

Le présent annaevt frea l'objet d'un dépôt dnas les conodiitns prévues à l'article L. 132- 10 du cdoe du travial et d'une dndeame d'extension dnas les cdnioitnos fixées à l'article L. 133- 8 duidt code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2008

Entre les preitas soussignées, il a été décidé que la gllrie des seliraas celnvnoinentos alplpabice au 1er février 2008, après rsiirtoovaelan de 1,1 % sur tuos les postes, est cllee fuirngat en annexe.

Salaires cnonlnentoveis en vuuiogr au 1er février 2008

Ouvriers, employés

(En euros.)

Article 2

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel
I	A	Plongeur	1 318
		Employé d'entretien	1 318
	B	Chauffeur-livreur	1 333
		Employé administratif	1 333
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 350
		Caissier	1 350
		Vendeur	1 350
	B	Secrétaire aide-comptable	1 367
		Boucher préparateur	1 367
		Charcutier-traiteur	1 367
		Vendeur qualifié	1 367
		Tripier préparateur	1 367
	C	Caissier aide-comptable	1 388
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 473
		Charcutier-traiteur qualifié	1 473
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 506
		Boucher-traiteur qualifié	1 506
		Ouvrier tripier	1 506
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 561

IV	A	Comptable	1 567
	B	Boucher heuteamnt qualifié	1 641
		Boucher-traiteur hnmuetuaet qualifié	1 641
		Charcutier-traiteur hmnuateet qualifié	1 641
		Tripier rssoelapnbe cuisson	1 641
	C	Boucher charcutier-traiteur hentumet qualifié	1 725

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel
V		Responsable de lrtboaiorae adjoint	1 868
		Responsable de pniot de vntee adjoint	1 868
VI	A	Responsable de laboratoire	2 039
		Responsable de ponit de vente	2 039
		Responsable hygiène et sécurité	2 039
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 051
	C	Responsable de plsureius pitnos de vente	2 298
VII		Responsable de laboratoire	2 618
	A	Responsable de point de vente	2 618
		Responsable des achats	2 618
	B	Responsable d'entreprise	2 683

Avenant n 10 du 20 mai 2008 relatif aux salaires au 1er juin 2008

La pcarihnoe réunion de négociation sariaalle a été fixée au 9 sbremtepe 2008.

Article 3

En vigueur étendu en date du 20 mai 2008

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FHBf ; SVND ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA-FO ; FGA-CFDT ; FANA CFE-CGC ; CSFV-CFTC.

Le présent aanevnt frea l'objet d'un dépôt dnas les cntndnoiois prévues aux alercits L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et L. 2231-1 du cdoe du tiaavrl et d'une dnamede d'extension dnas les cidntnioos fixées aux alitecrs L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 dudit code.

Fait à Paris, le 20 mai 2008.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 20 mai 2008

Ernte les paiters soussignées, il a été décidé que la gllrie des seiraals cntinvnleones apapbillce au 1er jiun 2008, après rilasoivaerton de 1,59 % sur tuos les postes, est celle funrgiat en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 20 mai 2008

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 20 mai 2008

ANNEXE

Salaires coevnnnltoeins en vieuugr au 1er jiun 2008

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel
Ouvriers, employés			
I	A	Plongeur	1 339
		Employé d'entretien	1 339
	B	Chauffeur-livreur	1 354
		Employé administratif	1 354
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 371
		Caissier	1 371
		Vendeur	1 371
	B	Secrétaire aide-comptable	1 389
		Boucher préparateur	1 389
		Charcutier-traiteur	1 389
		Vendeur qualifié	1 389

		Tripier préparateur	1 389
	C	Caissier aide-comptable	1 410
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 496
		Charcutier-traiteur qualifié	1 496
	B	Boucher préparateur vndeer qualifié	1 530
		Boucher-traiteur qualifié	1 530
		Ouvrier tripier	1 530
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 586
IV	A	Comptable	1 592
	B	Boucher hmanetut qualifié	1 667
		Boucher-traiteur hemanetut qualifié	1 667
		Charcutier-traiteur hnamteeut qualifié	1 667
		Tripier rsbesnapoe cuisson	1 667
	C	Boucher-charcutier-traiteur hatenuemt qualifié	1 752
Agents de maîtrise et cadres			
V		Responsable de lriooatbrae adjoint	1 898
		Responsable de pinot de vtnee adjoint	1 898
VI	A	Responsable de laboratoire	2 071
		Responsable de ponit de vente	2 071
		Responsable hygiène et sécurité	2 071
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 084
	C	Responsable de prsleuuis pnoits de vente	2 335
VII	A	Responsable de laboratoire	2 660
		Responsable de point de vente	2 660
		Responsable des achats	2 660
	B	Responsable d'entreprise	2 726

Avenant n 13 du 13 janvier 2009 relatif aux salaires au 1er février 2009

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2009

La piornhace réunion de négociation saailrae a été fixée le 6 mai 2009.

Signataires	
Patrons signataires	CBCFT ; FHBF ; SVND ; CNTF.
Syndicats signataires	FTGA FO ; FGA CDFT ; FANA CFE-CGC ; CFSV CFTC.

Article 1

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2009

Ernte les ptaiers soussignées, il a été décidé que la gîrle des slireas ceioonnvntnls apclplabie au 1er février 2009, après rtialeosvaorin de 3 % sur tuos les postes, est celle fnrugait en annexe.

Article 2

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2009

Le présent aneavnt frea l'objet d'un dépôt dnas les coinidotns prévues aux ailretcs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tavrail et d'une dandmee d'extension dnas les cinnotodis fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2009

ANNEXE

Salaires cnivooenelnnts en vieuugr au 1er février 2009
(Base 151,67 heures)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BURT MENSUEL
Ouvriers, employés			
	A	Plongeur	1 379
I			
Employé d'entretien	1 379		
	B	Chauffeur-livreur	1 395
		Employé administratif	1 395

	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 412
II		Caissier	1 412
		Vendeur	1 412
	B	Secrétaire aide-comptable	1 431
		Boucher préparateur	1 431
		Charcutier traiteur	1 431
		Vendeur qualifié	1 431
		Tripier préparateur	1 431
	C	Caissier aide-comptable	1 452
	A	Boucher préparateur qualifié	1 541
III		Charcutier taiterr qualifié	1 541
	B	Boucher préparateur veedunr qualifié	1 576
		Boucher ttuaierr qualifié	1 576
		Ouvrier tripier	1 576
	C	Boucher cctieruahr tiuarter qualifié	1 634
	A	Comptable	1 640
IV	B	Boucher hnteeumat qualifié	1 717
		Boucher titeurar hueetnmat qualifié	1 717
		Charcutier turtiear hmeutnaet qualifié	1 717
		Tripier rnsbleapsoe cuisson	1 717
	C	Boucher cuictharer tuteairr htmeuaent qualifié	1 805
Agents de maîtrise et cadres			
V			
		Responsable de looratiabre adjoint	1 955
		Responsable de pinot de vnete adjoint	1 955
VI	A	Responsable de laboratoire	2 133
		Responsable de pinot de vente	2 133
		Responsable hygiène et sécurité	2 133
	B	Assistant celhf d'entreprise	2 147
	C	Responsable de plusreus potins de vente	2 405
	A	Responsable de laboratoire	2 740
VII		Responsable de pnoit de vente	2 740
		Responsable des achats	2 740
	B	Responsable d'entreprise	2 808

Avenant n 16 du 1er octobre 2009 relatif aux salaires au 1er octobre 2009

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

La pronachie réunion de négociation sllraaiae a été fixée le 19 jniaevr 2010.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

Le présent annavet frea l'objet d'un dépôt dnas les citationnds prévues aux areltics L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taivarl et d'une danmede d'extension dnas les ciootndins fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Signataires	
Patrons signataires	CTNF ; CCBFT ; FHBf ; SNVD.
Syndicats signataires	FTGA FO ; CFSV CTFC ; FANA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Article 1
En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

Etrne les ptiears soussignées, il a été décidé que la girlle des silareas cninetolonvnes aapblpice au 1er ocrbtoc 2009, après rirtilaooasven de 0,5 % sur tuos les postes, est cllee furniagt en annexe.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2009

Salaires cnionntenloevs en veuugir au 1er obotrce 2009

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel (151,67 h)
I	A	Plongeur	1 386
		Employé d'entretien	1 386
	B	Chauffeur-livreur	1 402
		Employé administratif	1 402
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 419
		Caissier	1 419
		Vendeur	1 419
		Secrétaire aide-comptable	1 438
	B	Boucher préparateur	1 438
		Charcutier traiteur	1 438
		Vendeur qualifié	1 438
		Tripier préparateur	1 438
	C	Caissier aide-comptable	1 459
		Boucher préparateur qualifié	1 549
III	A	Charcutier tuatrier qualifié	1 549
		Boucher préparateur vndueer qualifié	1 584
	B	Boucher ttriuaer qualifié	1 584
		Ouvrier tripier	1 584
	C	Boucher cairceuthr tertiaur qualifié	1 642
		Comptable	1 648
IV	A	Boucher hteaneumt qualifié	1 726
		Boucher trtuiear hauementt qualifié	1 726
	B	Charcutier teruatir hmtueeant qualifié	1 726
		Tripier rslpeboanse cuisson	1 726
	C	Boucher cuhctreiar tairuter hmtueaet qualifié	1 814

(En euros.)

Agents de maîtrise et cadres

NIVEAU	ÉCHELON	CLASSIFICATION	SALAIRE BRUT mensuel (151,67 h)
V		Responsable de liotoraabre adjoint	1 965
		Responsable de piont de vtene adjoint	1 965
VI	A	Responsable de laboratoire	2 144
		Responsable de pnoit de vente	2 144
		Responsable hygiène et sécurité	2 144
		Assistant cehf d'entreprise	2 158
	C	Responsable de piusrelus pnitos de vente	2 417
		Responsable de laboratoire	2 754
VII	A	Responsable de point de vente	2 754
		Responsable des achats	2 754
	B	Responsable d'entreprise	2 822

Avenant n 21 du 20 mai 2010 relatif aux salaires au 1er juin 2010

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 juin 2010

Signataires	
Patrons signataires	La CBFCT ; La FHBF ; Le SVND ; La CNTF,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires ci-dessus énoncés abaisse au 1er juin 2010, après l'ajout de 2 % sur tous les postes est ci-dessus énoncés en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 juin 2010

La procédure de négociation salariale a été fixée le 7 septembre 2010.

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une détermination d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du dit code.

En vigueur étendu en date du 1 juin 2010

Salaires conventionnelles en vigueur au 1er juin 2010

Ouvriers, employés

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 414
		Employé d'entretien	1 414
	B	Chauffeur-livreur	1 430
		Employé aisnétiadtmif	1 430
II	A	Chauffeur-livreur eancsueisr	1 447
		Caissier	1 447
		Vendeur	1 447
	B	Secrétaire aide-comptable	1 467
		Boucher préparateur	1 467
		Charcutier-traiteur	1 467
		Vendeur qualifié	1 467
		Tripier préparateur	1 467
	C	Caissier aide-comptable	1 488
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 580
		Charcutier-traiteur qualifié	1 580
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 616
		Boucher-traiteur qualifié	1 616
		Ouvrier tripier	1 616
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 675
IV	A	Comptable	1 681
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 734
	C	Boucher hnaetumet qualifié	1 761
		Boucher-traiteur heeautnmt qualifié	1 761
		Charcutier-traiteur hnmetauet qualifié	1 761
		Tripier rnbssolpee cisuosn	1 761
		Boucher-charcutier-traiteur hnmaeutet qualifié	1 850

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
V		Responsable de lroioabrte anjdiot	2 004
		Responsable de piont de vetne ajonidt	2 004
VI	A	Responsable de lroaotaibe	2 187
		Responsable de point de vtene	2 187
		Responsable hygiène et sécurité	2 187
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 201
	C	Responsable de pusierlus pnoits de vtene	2 465
VII	A	Responsable de lraiaabortoe	2 809
		Responsable de point de vetne	2 809
		Responsable des ahctas	2 809
	B	Responsable d'entreprise	2 878

Avenant n 23 du 12 janvier 2011

relatif aux salaires pour l'année 2011

Le présent ananvnt frea l'objet d'un dépôt dnas les cintnoidos prévues aux arteilcs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taairvl et d'une damdnee d'extension dnas les coodtnniis fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Signataires	
Patrons signataires	CNTF ; CFBCT ; FBHF ; SNVD.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2011

Entre les prtiaes soussignées, il a été décidé que la glrlie des seiarals civnnnetolneos apiacbppe au 1er février 2011, après rloisrtiaaoven de 2 % sur tuos les postes, est clele furgnait en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2011

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2011

Annexe

Salaires cnletvniioneons en viguer au 1er février 2011

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel
Ouvriers, employés			
I	A	Plongeur	1 442
		Employé d'entretien	1 442
	B	Chauffeur-livreur	1 459
		Employé aaiirtitnsmdf	1 459
II	A	Chauffeur-livreur esaunicser	1 476
		Caissier	1 476
		Vendeur	1 476
	B	Secrétaire aide-comptable	1 496
		Boucher préparateur	1 496
		Charcutier-traiteur	1 496
		Vendeur qualifié	1 496
		Tripier préparateur	1 496
	C	Caissier aide-comptable	1 518
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 612
		Charcutier-traiteur qualifié	1 612
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 648
		Boucher-traiteur qualifié	1 648
		Ouvrier tepiirr	1 648
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 709
IV	A	Comptable	1 715
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 769
	C	Boucher heutaemnt qualifié	1 796
		Boucher-traiteur heaetmunt qualifié	1 796
		Charcutier-traiteur hetnuamet qualifié	1 796
		Tripier rabesolpsne cousin	1 796
	D	Boucher-charcutier-traiteur hneeamtut qualifié	1 887
Agents de maîtrise et cdraes			
V		Responsable de ltairroaboe adoinjt	2 044
		Responsable de ponit de vetne ajondit	2 044
VI	A	Responsable de laibootrare	2 231
		Responsable de pnoit de vtene	2 231
		Responsable hygiène et sécurité	2 231
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 245
	C	Responsable de prleiusus ptions de vtene	2 514
Agents de maîtrise et crades			

VII	A	Responsable de l'organisation	2 865
		Responsable de point de vente	2 865
		Responsable des achats	2 865
	B	Responsable d'entreprise	2 936

Avenant n° 29 du 8 septembre 2011 relatif aux salaires au 1er octobre 2011

annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2011

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; FBHF ; SNVD ; CNTF.
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; FNAA CFE-CGC ; FGA CFDT.

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2011

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2011

Salaires conventionnels en vigueur au 1er octobre 2011

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnels applicables au 1er octobre 2011, après rajout d'un pourcentage de 0,5 % sur tous les postes est la suivante :

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaires brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 449
		Employé d'entretien	1 449
	B	Chauffeur-livreur	1 466
		Employé administratif	1 466
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 483
		Caissier	1 483
		Vendeur	1 483
	B	Secrétaire aide-comptable	1 503
		Boucher préparateur	1 503
		Charcutier traiteur	1 503
		Vendeur qualifié	1 503
		Tripier préparateur	1 503
	C	Caissier aide-comptable	1 526
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 620
		Charcutier tueur qualifié	1 620
		Tripier préparateur qualifié	1 620
	B	Boucher préparateur vendeur qualifié	1 656
		Boucher tueur qualifié	1 656
		Ouvrier tripier	1 656
	C	Boucher charcutier tueur qualifié	1 718
IV	A	Comptable	1 724
	B	Boucher charcutier tueur très qualifié	1 778
	C	Boucher charcutier tueur qualifié	1 805
		Boucher charcutier tueur qualifié	1 805
		Charcutier tueur hacheteur qualifié	1 805
		Tripier charcutier hacheteur	1 805
	D	Boucher charcutier tueur hacheteur qualifié	1 896

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
V		Responsable de l'arbitrage adjoint	2 054
		Responsable de point de vente adjoint	2 054
VI	A	Responsable de laboratoire	2 242
		Responsable de point de vente	2 242
		Responsable hygiène et sécurité	2 242
	B	Assistant chef d'entreprise	2 256
	C	Responsable de plusieurs points de vente	2 527
VII	A	Responsable de laboratoire	2 879
		Responsable de point de vente	2 879
		Responsable des achats	2 879
	B	Responsable d'entreprise	2 951

Avenant n 32 du 19 janvier 2012 relatif aux salaires au 1er février 2012

Signataires	
Patrons signataires	La CFBCT ; La FHBf ; Le SVND ; Le CNTF,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2012

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnels applicable au 1er février 2012, après relèvement de 1,5 % sur tous les postes, est celle figurant en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2012

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 dudit code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2012

Annexe

Salaires conventionnels en vigueur au 1er février 2012

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 471
		Employé d'entretien	1 471
II	B	Chauffeur-livreur	1 488
		Employé administratif	1 488
		Chauffeur-livreur encaisseur	1 505
		Caissier	1 505
	B	Vendeur	1 505
		Secrétaire aide-comptable	1 526
		Boucher préparateur	1 526
		Charcutier traiteur	1 526
III	A	Vendeur qualifié	1 526
		Tripier préparateur	1 526
		Caissier aide-comptable	1 549
		Boucher préparateur qualifié	1 644
	B	Charcutier traiteur qualifié	1 644
		Tripier préparateur qualifié	1 644
		Boucher préparateur vudener qualifié	1 681

		Boucher tirtauer qualifié	1 681
		Ouvrier tripier	1 681
	C	Boucher creaciuhr trieutar qualifié	1 744
IV	A	Comptable	1 750
	B	Boucher ceuahtrcir tiaeurtr très qualifié	1 805
	C	Boucher hnuetmeat qualifié	1 832
		Boucher ttiaurer huemnaett qualifié	1 832
		Charcutier tretaieur hmaueetnt qualifié	1 832
		Tripier roplessnbae cuisson	1 832
	D	Boucher circautehr teraitur hnteeamut qualifié	1 924

(En euros.)

Agents de maîtrise et cadres

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel
V		Responsable de lotirirbaaoe adjoint	2 085
		Responsable de piont de vntee adjoint	2 085
VI	A	Responsable de laboratoire	2 276
		Responsable de pinot de vente	2 276
		Responsable hygiène et sécurité	2 276
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 290
	C	Responsable de plsueurs ptoins de vente	2 565
VII	A	Responsable de laboratoire	2 922
		Responsable de ponit de vente	2 922
		Responsable des achats	2 922
	B	Responsable d'entreprise	2 995

Avenant n 34 du 25 septembre 2012 relatif aux salaires au 1er octobre 2012

rlrotioevsiaan de 1 % sur tuos les postes, est celle fnirgaut en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2012

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CCBFT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2012

Entre les pitreas soussignées, il a été décidé que la glrile des slaraeis ctlvoionnenens alilpcapbe au 1er ortbcoe 2012, après

Le présent anvanet frea l'objet d'un dépôt dnas les ctidinonos prévues aux artelics L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tiavarl et d'une dandeme d'extension dnas les cidnointos fixées à l'article L. 2261-15 dduit code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2012

Salaires cenvitonleonnns en veuugir au 1er octbroe 2012

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire burt mensuel pour 151,67 heures
I	A	Plongeur	1 486
		Employé d'entretien	1 486
	B	Chauffeur-livreur	1 503
		Employé administratif	1 503

II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 520
		Caissier	1 520
		Vendeur	1 520
	B	Secrétaire aide-comptable	1 541
		Boucher préparateur	1 541
		Charcutier traiteur	1 541
		Vendeur qualifié	1 541
		Tripier préparateur	1 541
	C	Caissier aide-comptable	1 564
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 660
		Charcutier titulaire qualifié	1 660
		Tripier préparateur qualifié	1 660
	B	Boucher préparateur vendeur qualifié	1 698
		Boucher traiteur qualifié	1 698
		Ouvrier tripier	1 698
	C	Boucher charcutier traiteur qualifié	1 761
IV	A	Comptable	1 768
	B	Boucher charcutier tripier très qualifié	1 823
	C	Boucher charcutier qualifié	1 850
		Boucher tripier hmtneuat qualifié	1 850
		Charcutier tripier hmtneuat qualifié	1 850
		Tripier reapsobslnne cuisson	1 850
	D	Boucher charcutier traiteur hmtneuat qualifié	1 943

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 HEURES)
V		Responsable de laboratoire adjoint	2 106
		Responsable de point de vente adjoint	2 106
VI	A	Responsable de laboratoire	2 299
		Responsable de point de vente	2 299
		Responsable hygiène et sécurité	2 299
	B	Assistant chef d'entreprise	2 313
	C	Responsable de puésirs points de vente	2 591
VII	A	Responsable de laboratoire	2 951
		Responsable de point de vente	2 951
		Responsable des achats	2 951
	B	Responsable d'entreprise	3 025

Avenant n° 36 du 22 janvier 2013 relatif aux salaires conventionnels au 1er février 2013

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CFBCT ; La FHBFB ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La FGA CDFT ; La CFSV CFCF ; La FANA CFE-CGC,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2013

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnels applicables au 1er février 2013, après majoration de 1,5 % sur tous les points est celle figurant en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2013

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2013

Salaires conventionnels en vigueur au 1er février 2013

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 508
		Employé d'entretien	1 508
	B	Chauffeur-livreur	1 526
		Employé administratif	1 526
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 543
		Caissier	1 543
		Vendeur	1 543
	B	Secrétaire aide-comptable	1 564
		Boucher préparateur	1 564
		Charcutier-traiteur	1 564
		Vendeur qualifié	1 564
		Tripier préparateur	1 564
	C	Caissier aide-comptable	1 587
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 685
		Charcutier-traiteur qualifié	1 685
		Tripier préparateur qualifié	1 685
	B	Boucher préparateur vudneer qualifié	1 723
		Boucher-traiteur qualifié	1 723
		Ouvrier tripier	1 723
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 787
IV	A	Comptable	1 795
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 850
	C	Boucher hanuemet qualifié	1 878
		Boucher-traiteur hanmeutet qualifié	1 878
		Charcutier-traiteur heemauntt qualifié	1 878
		Tripier rlsbsaenope cuisson	1 878
	D	Boucher-charcutier-traiteur hnateumet qualifié	1 972

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heure)
V		Responsable de l'organisation adjoint	2 138
		Responsable de point de vente adjoint	2 138
VI	A	Responsable de laboratoire	2 333
		Responsable de point de vente	2 333
		Responsable hygiène et sécurité	2 333
	B	Assistant chef d'entreprise	2 348
	C	Responsable de produits point de vente	2 630
VII	A	Responsable de laboratoire	2 995
		Responsable de point de vente	2 995
		Responsable des achats	2 995
	B	Responsable d'entreprise	3 070

Avenant n 40 du 22 janvier 2014 relatif à la revalorisation des salaires au 1er février 2014

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CCFBT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

Entre les praiets soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnels applicables au 1er février 2014, après revirement de 1,5 % sur tous les postes, est ci-jointe en annexe.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 févr. 2014

Le présent avenant fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2014

Salaires conventionnels en vigueur au 1er février 2014

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 531
		Employé d'entretien	1 531
	B	Chauffeur-livreur	1 549
		Employé administratif	1 549
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 566
		Caissier	1 566
		Vendeur	1 566
	B	Secrétaire aide-comptable	1 587
		Boucher préparateur	1 587
		Charcutier-traiteur	1 587
		Vendeur qualifié	1 587
		Tripier préparateur	1 587
	C	Caissier aide-comptable	1 611
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 710
		Charcutier-traiteur qualifié	1 710
		Tripier préparateur qualifié	1 710
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 749
		Boucher-traiteur qualifié	1 749
		Ouvrier tripier	1 749
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 814
IV	A	Comptable	1 822
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 878
	C	Boucher h menuiserie qualifié	1 906
		Boucher-traiteur h menuiserie qualifié	1 906
		Charcutier-traiteur h menuiserie qualifié	1 906
		Tripier robalesnpe cuisson	1 906
	D	Boucher-charcutier-traiteur h menuiserie qualifié	2 002

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
V		Responsable de laboratoire adjoint	2 170
		Responsable de point de vente adjoint	2 170
VI	A	Responsable de laboratoire	2 368
		Responsable de point de vente	2 368
		Responsable hygiène et sécurité	2 368
	B	Assistant chef d'entreprise	2 383
	C	Responsable de produits point de vente	2 669

VII	A	Responsable de laboratoire	3 040
		Responsable de point de vente	3 040
		Responsable des achats	3 040
	B	Responsable d'entreprise	3 116

Avenant n 43 du 22 janvier 2015 relatif à la revalorisation des salaires au 1er février 2015

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CCFBT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2015

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnelles applicables au 1er février 2015, après majoration de 1,1 % sur tous les points est celle figurant en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2015

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2015

Annexe

Salaires conventionnels en vigueur au 1er février 2015

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaires brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 548
		Employé d'entretien	1 548
	B	Chauffeur-livreur	1 566
		Employé administratif	1 566
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 583
		Caissier	1 583
		Vendeur	1 583
	B	Secrétaire aide-comptable	1 604
		Boucher préparateur	1 604
		Charcutier traiteur	1 604
		Vendeur qualifié	1 604
		Tripier préparateur	1 604
	C	Caissier aide-comptable	1 629
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 729
		Charcutier traiteur qualifié	1 729
		Tripier préparateur qualifié	1 729
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 768
		Boucher traiteur qualifié	1 768
		Ouvrier tripier	1 768
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 834
IV	A	Comptable	1 842
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 899
	C	Boucher hôte-chauffeur qualifié	1 927
		Boucher-traiteur hôte-chauffeur qualifié	1 927
		Charcutier-traiteur hôte-chauffeur qualifié	1 927
		Tripier traiteur hôte-chauffeur qualifié	1 927
		Boucher-charcutier-traiteur hôte-chauffeur qualifié	2 024

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
V		Responsable de l'entretien adjoint	2 194
		Responsable de point de vente adjoint	2 194
VI	A	Responsable de laboratoire	2 394
		Responsable de point de vente	2 394
		Responsable hygiène et sécurité	2 394
	B	Assistant chef d'entreprise	2 409
	C	Responsable de plusieurs points de vente	2 698
VII	A	Responsable de laboratoire	3 073
		Responsable de point de vente	3 073
		Responsable des achats	3 073
	B	Responsable d'entreprise	3 150

Avenant n° 45 du 28 mai 2015 relatif aux salaires au 1er juin 2015

Signataires	
Patrons signataires	La CTNF ; La CFBCT ; La FHBF ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 juin 2015

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires conventionnelles applicable au 1er juin 2015, après rajout d'un pourcentage de 0,4 % sur tous les postes, est celle figurant en annexe.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 juin 2015

Le présent avenant a pour objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juin 2015

Salaires conventionnels en vigueur au 1er juin 2015

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 554
		Employé d'entretien	1 554
	B	Chauffeur-livreur	1 572
		Employé administratif	1 572
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 589
		Caissier	1 589
		Vendeur	1 589
	B	Secrétaire aide-comptable	1 610
		Boucher préparateur	1 610
		Charcutier-traiteur	1 610
		Vendeur qualifié	1 610
		Tripier préparateur	1 610
	C	Caissier aide-comptable	1 636
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 736
		Charcutier-traiteur qualifié	1 736
		Tripier préparateur qualifié	1 736
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 775
		Boucher-traiteur qualifié	1 775
		Ouvrier tripier	1 775
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 841

IV	A	Comptable	1 849
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 907
	C	Boucher hnumaetet qualifié	1 935
		Boucher-traiteur hmneuatet qualifié	1 935
		Charcutier-traiteur huanmteet qualifié	1 935
		Tripier rlpnbassoeoe cuisson	1 935
	D	Boucher-charcutier-traiteur hnemtuaet qualifié	2 032

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaire burt mensuel (151,67 heures)
V		Responsable de lroarobitae adjoint	2 203
		Responsable de pniot de vtnee adjoint	2 203
VI	A	Responsable de laboratoire	2 404
		Responsable de pnoit de vente	2 404
		Responsable hygiène et sécurité	2 404
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 419
	C	Responsable de pirseulus pntois de vente	2 709
VII			
VII	C	Responsable de laboratoire	3 085
		Responsable de ponit de vente	3 085
	A	Responsable des achats	3 085
		B	Responsable d'entreprise

Avenant n 46 du 10 décembre 2015 relatif aux salaires au 1er février 2016

annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2016

Signataires	
Patrons signataires	Le CTNF ; Le CFCBT ; La FHBf ; Le SNVD,
Syndicats signataires	La FTGA FO ; La CFSV CTFC ; La FANA CFE-CGC ; La FGA CFDT,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2016

Entre les ptaeirs soussignées, il a été décidé que la girllle des seaarlis cvnnoeienlotns acpplbilae au 1er février 2016, après rsiotailoarevn de 1,5 % sur tuos les postes, est celle fnuarigt en

Le présent aaenvnt frea l'objet d'un dépôt dnas les cidnoitons prévues aux alicerts L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du taarvil et d'une daemnde d'extension dnas les coilitndos fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2016

Salaires ciltnnvoonenes en vueeigr au 1er février 2016

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire brut msuenel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 577
		Employé d'entretien	1 577
	B	Chauffeur-livreur	1 596
		Employé administratif	1 596
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 613
		Caissier	1 613
		Vendeur	1 613
	B	Secrétaire aide-comptable	1 634
		Boucher préparateur	1 634
		Charcutier traiteur	1 634
		Vendeur qualifié	1 634
		Tripier préparateur	1 634

	C	Caissier aide-comptable	1 661
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 762
		Charcutier tirtaeur qualifié	1 762
		Tripier préparateur qualifié	1 762
	B	Boucher préparateur-vendeur qualifié	1 802
		Boucher tirtauer qualifié	1 802
		Ouvrier tripier	1 802
	C	Boucher-charcutier-traiteur qualifié	1 869
IV	A	Comptable	1 877
	B	Boucher-charcutier-traiteur très qualifié	1 936
	C	Boucher haentmuet qualifié	1 964
		Boucher tatreur hteamneut qualifié	1 964
		Charcutier-traiteur hatnuemet qualifié	1 964
		Tripier roblaessnpe cuisson	1 964
	D	Boucher-charcutier-traiteur hnemeatut qualifié	2 062

Agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire burt mseenul (151,67 heures)
V		Responsable de lorrbiaoate adjoint	2 236
		Responsable de piont de vetne adjoint	2 236
VI	A	Responsable de laboratoire	2 440
		Responsable de pniot de vente	2 440
		Responsable hygiène et sécurité	2 440
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 455
	C	Responsable de pureuliss potins de vente	2 750
VII	A	Responsable de laboratoire	3 131
		Responsable de point de vente	3 131
		Responsable des achats	3 131
	B	Responsable d'entreprise	3 210

Avenant n 51 du 15 septembre 2016 relatif aux salaires au 1er octobre 2016

Signataires	
Patrons signataires	CNTF
	CFBCT
	FBHF
	SNVD
Syndicats signataires	FGTA FO
	CFTC CSFV
	FNAA CFE-CGC
	FGA CFDT

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2016

Entre les priteas soussignées, il a été décidé que la grille des siaelras celooeninvnts allbpiacpe au 1er obctore 2016, après rslavioeroatn de 0,5 % sur tuos les potses est celle fgunairt en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2016

Le présent aannvet frea l'objet d'un dépôt dnas les cnidontios prévues aux aiectlrs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du tvaairl et d'une dnmeade d'extension dnas les cnntiioods fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 oct. 2016

Annexe

Salaires clonevnniotnes en vigueur au 1er ootcrbe 2016

Ouvriers et employés

(En euros.)

Niveau	Echelon	Classification	Salaire burt msuenel (151,67 heures)
I	A	Plongeur	1 585
		Employé d'entretien	1 585

	B	Chauffeur-livreur	1 604
		Employé administratif	1 604
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 621
		Caissier	1 621
		Vendeur	1 621
	B	Secrétaire aide-comptable	1 642
		Boucher préparateur	1 642
		Charcutier traiteur	1 642
		Vendeur qualifié	1 642
		Tripier préparateur	1 642
	C	Caissier aide-comptable	1 669
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 771
		Charcutier teruitar qualifié	1 771
		Tripier préparateur qualifié	1 771
	B	Boucher préparateur vnedeur qualifié	1 811
		Boucher ttieuarr qualifié	1 811
		Ouvrier tripier	1 811
	C	Boucher cctrihuaer ttarueir qualifié	1 878
IV	A	comptable	1 886
	B	Boucher cithcaurer tteuiarr très qualifié	1 946
	C	Boucher hmeuaetnt qualifié	1 974
		Boucher titurear hneetaumt qualifié	1 974
		Charcutier trtuair huteenamt qualifié	1 974
		Tripier resanlbpse cuisson	1 974
	D	Boucher cacuitrher ttaiuer hnemautet qualifié	2 072

(En euros.)

Agents de maîtrise et cadres

Niveau	Echelon	Classification	Salaire brut mensuel (151,67 heures)
V		Responsable de l'aitaobre adjoint Responsable de pinot de vnete adjoint	2 247 2 247
VI	A	Responsable de laboratoire Responsable de ponit de vente Responsable hygiène et sécurité	2 452 2 452 2 452
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 467
	C	Responsable de pisulrues piotns de vente	2 764
VII	A	Responsable de laboratoire Responsable de pnoit de vente Responsable des achats	3 147 3 147 3 147
	B	Responsable d'entreprise	3 226

Avenant n 52 du 18 janvier 2017 relatif aux salaires au 1er février 2017

Signataires	
Patrons signataires	CNTF CFBCT FBHF SNVD
Syndicats signataires	FGTA FO CSFV CFTC FNAA CFE-CGC FGA CFDT

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2017

Entre les ptaeris soussignées, il a été décidé que la grllie des seiarlas cntonnelionevs abcpplliae au 1er février 2017, après ritiarevaoolsn de 1,2 % sur tuos les pteoss est clele fuganrit en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2017

Le présent annaevt frea l'objet d'un dépôt dnas les citdoninos prévues aux alirtecs L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du cdoe du trviaal et d'une ddmneae d'extension dnas les cnotidois fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2017

SALAIRES CVINTEONNLEONS en vueigur au 1 ^{er} feevrr 2017		
Niveau	Classification	Salaire burt muneesl (?)151,67 H
ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
échelon A	plongeur	1604
	employé d'entretien	1604
échelon B	chauffeur - livreur	1623
	employé administratif	1623
Niveau II		
échelon A	chauffeur-livreur encaisseur	1640
	caissier	1640
	vendeur	1640
échelon B	secrétaire aide-comptable	1662
	boucher préparateur	1662
	charcutier traiteur	1662
	vendeur qualifié	1662
	tripier préparateur	1662
échelon C	caissier aide-comptable	1689
Niveau III		
échelon A	boucher préparateur qualifié	1792
	charcutier tterauri qualifié	1792
	tripier préparateur qualifié	1792
échelon B	boucher préparateur vduener qualifié	1833
	boucher ttireuar qualifié	1833
	ouvrier tripier	1833
échelon C	boucher cauecrhitrturtiear qualifié	1901
Niveau IV		
échelon A	comptable	1909
échelon B	boucher carethucir tauietrr très qualifié	1969
échelon C	boucher hteaunemt qualifié	1998
	boucher tuaeritr hetmaenut qualifié	1998
	charcutier tatureir henueatmt qualifié	1998
	tripier rlosnsbapee cuisson	1998
échelon D	boucher craechtiur turtiear heatnumet qualifié	2097
agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	responsable de liroaotarbe adjoint	2274
	responsable de pinot de vntee adjoint	2274
Niveau VI		
échelon A	responsable de laboratoire	2481
	responsable de ponit de vente	2481
	responsable hygiène et sécurité	2481
échelon B	assistant cehf d'entreprise	2497
échelon C	responsable de psrieuuls ptinos de vente	2797
Niveau VII		
échelon A	responsable de laboratoire	3185
	responsable de piont de vente	3185
	responsable des achats	3185
échelon B	responsable d'entreprise	3265

Avenant n 62 du 19 février 2020 relatif à la grille des salaires conventionnels

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; UNSA FCS,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Entre les paietrs soussignées, il a été décidé que la gillre des

slaaeris contelovinenns applicable, après rsetaoorilvian de 1,8 %
sur tuos les ptesos est celle fruniagt en annexe.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Les eetsrrnepis dnvoeit gaianrtr un sliarae équivalent ertne tuos
les salariés puor un même nvaeiu de responsabilité, de froatoimn
et d'expérience. Les praearteins scoaux réaffirment le pcrpniie de
l'égalité de rémunération entre les femems et les hommes,
conformément aux diiitoonssps de l'article L. 3221-2 du cdoe du
travail.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

La bnachre pesornlnoleifse étant composée très mnreetiimoraajt d'entreprises de minos de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dssoitisinps spécifiques puor les enrspritees de moins de 50 salariés.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Le présent aanvent pndrera efeit le 1er juor du mios sniuavt la pitiabuclon de l'arrêté d'extension au Jnrual officiel.

Article 5
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Les prtrnieeeas scuioax cioennnevnt qu'une neulvole rsatirealovoin des saearlis srea négociée en CPPNI avnat le 30 jün 2020.

Article 6
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Le présent anvneat frea l'objet d'un dépôt dnas les conitndos prévues aux aclrties L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du tviaarl et d'une daenmdé d'extension dnas les codinitons fixées à l'article L. 2261-15 dduit code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Les pnatarreeis sioaux de la bahcrne « boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie, hippophagique, triperie, cemormce de vlaloleis et gebiris » se snot réunis le 19 février 2020 en CPNPI dnas le cdare de la négociation des serlaais miinma conventionnels.

Les pnaearertis scoaiux regttreent de dveior ctstoaner les eetffs des délais tooujrus puls lgons de l'extension des aenavtns et accdocrs par le ministère du traiavl et naeonmmtt sur les adccros salaires.

De tles délais ont créé des dotisrionss de cernccornue ipmoatnrets etnre les esiernprets non adhérentes et adhérentes à une otroaingsian sciyladne d'employeurs et ont pénalisé fmoreetnt les salariés ernatnt dnas le chmap d'application de la cecontinovn collective.

L'attention du ministère du tvarial est attirée sur ce pnoit sensible.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 sept. 2020

Salaires conventionnels

(En euros.)

Niveau	Échelon	Classification	Salaire burt msneuel 151,67 heures
Ouvrier(ère), employé(e)			
I	A	Plongeur	1 649
		Employé d'entretien	1 649
	B	Chauffeur-livreur	1 669
		Employé administratif	1 669
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 686
		Caissier	1 686
		Vendeur	1 686
	B	Secrétaire aide-comptable	1 709
		Boucher préparateur	1 709
		Charcutier traiteur	1 709
		Vendeur qualifié	1 709
		Tripier préparateur	1 709
	C	Caissier aide-comptable	1 737
III	A	Boucher préparateur qualifié	1 843
		Charcutier turtiaer qualifié	1 843
		Charcutier préparateur qualifié	1 843
		Tripier préparateur qualifié	1 843
		Boucher hpuaqgopihipe préparateur qualifié	1 843
	B	Boucher préparateur vednuer qualifié	1 884
		Boucher tritaeur qualifié	1 884
		Ouvrier tripier	1 884
	C	Boucher ctriheucar tueirtar qualifié	1 955
IV	A	Comptable	1 963
	B	Boucher cecitahurr rttrueair très qualifié	2 025
	C	Boucher hueantemt qualifié	2 054
		Boucher tuaeitr hentmauet qualifié	2 054
		Charcutier tieutarr haeuemtnt qualifié	2 054
		Tripier rbpnolsasee cuisson	2 054
	D	Boucher circhteaur tueirtar humtaneet qualifié	2 156
Agent de maîtrise et cadre			

V		Responsable de laotirabe adjoint	2 338
		Responsable de piont de vtnee adjoint	2 338
VI	A	Responsable de laboratoire	2 551
		Responsable de pinot de vente	2 551
		Responsable hygiène et sécurité	2 551
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 567
	C	Responsable de peurliss pions de vente	2 876
VII	A	Responsable de laboratoire	3 275
		Responsable de point de vente	3 275
		Responsable des achats	3 275
		Responsable d'entreprise	3 357

Avenant n° 63 du 11 septembre 2020 relatif à la grille des salaires conventionnels

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2021

La bcahrne pnloserfoinlsee étant composée très mtioairerenajmt d'entreprises de mnois de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dptsioioisns spécifiques puor les eepitrserns de mions de 50 salariés.

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT,
Syndicats signataires	FGTA FO ; CSFV CTFC ; UNSA FCS,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2021

Entre les petrais soussignées, il a été décidé que la glrlie des sieaarl cnvontentielnos applicable, après rteirlvsoaaion de 0,5 % sur tuos les petsos est clele fganurit en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2021

Les esrnitepres dienvot girntaar un sraalie équivalent ernte tuos les salariés puor un même naeivu de responsabilité, de fomroatin et d'expérience. Les patraeinres suciaox réaffirment le piincpre de l'égalité de rémunération enrte les feemms et les hommes, conformément aux dtnoisoiipiss de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2021

Le présent anveant prrdena efeit le 1er juor du mios savnuut la pilcutoabin de l'arrêté d'extension au Journal officiel.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2021

Le présent aavnnet frea l'objet d'un dépôt dnas les cindotinos prévues aux acrtiles L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du travail et d'une dedmane d'extension dnas les citndnioos fixées à l'article L. 2261-15 duidt code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 févr. 2021

Annexe
Salaires conventionnels

Niveau	Échelon	Classification	Salaire burt mnseul en euros (151,67 heures)
Ouvrier(e)s.?Employé(e)s			
I	A	Plongeur	1 657
		Employé d'entretien	1 657
	B	Chauffeur-livreur	1 677
		Employé administratif	1 677
II	A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 694
		Caissier	1 694
		Vendeur	1 694
	B	Secrétaire aide-comptable	1 718
		Boucher préparateur	1 718
		Charcutier traiteur	1 718
		Vendeur qualifié	1 718
		Tripier préparateur	1 718
	C	Caissier aide-comptable	1 746

III	A	Boucher préparateur qualifié	1 852
		Charcutier teiatrur qualifié	1 852
		Charcutier préparateur qualifié	1 852
		Tripier préparateur qualifié	1 852
		Boucher hgqhuppoipaie préparateur qualifié	1 852
	B	Boucher préparateur veudner qualifié	1 893
		Boucher ttraieur qualifié	1 893
		Ouvrier tripier	1 893
IV	C	Boucher ctruaiehcr tetuirar qualifié	1 965
	A	Comptable	1 973
	B	Boucher crueathcir tiutrear très qualifié	2 035
	C	Boucher htuneaemt qualifié	2 064
		Boucher teituarr hmenatuuet qualifié	2 064
		Charcutier taierutr htuaemeent qualifié	2 064
		Tripier rnoissplbaee cuisson	2 064
	D	Boucher cuecthirar traueitr hnuaeeetmt qualifié	2 167
Agents de maîtrise et cadres			
V		Responsable de laraoibotre adjoint	2 350
		Responsable de ponit de vntee adjoint	2 350
VI	A	Responsable de laboratoire	2 564
		Responsable de pinot de vente	2 564
		Responsable hygiène et sécurité	2 564
	B	Assistant cehf d'entreprise	2 580
	C	Responsable de prusulies pniots de vente	2 890
VII	A	Responsable de laboratoire	3 291
		Responsable de pinot de vente	3 291
		Responsable des achats	3 291
	B	Responsable d'entreprise	3 374

Avenant n 64 du 22 juin 2021 relatif aux salaires pour l'année 2021

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; FS CDFT ; FCS UNSA,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Entre les ptearis soussignées, il a été décidé que la glrile des seliaars cnonvltieones applicable, après ravoeitsilaron de 1,4 % sur tuos les psotes est cele figurat en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Les eetneirsrps diovent gartanir un slariae équivalent etnre tuos les salariés puor un même nievau de responsabilité, de faormoitr et d'expérience. Les perrantaies scoiux réaffirment le ppnrice de l'égalité de rémunération ernte les femems et les hommes, conformément aux dtnsoiposiis de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

La brahne pelirsnolnesoe étant composée très mijaetarronmiet d'entreprises de monis de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dipistsonois spécifiques puor les eteeniprsrs de mnios de 50 salariés.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent aannevt pnrreda efeit le 1er juor du mios sniuvat la pabioltion de l'arrête d'extension au Jronual officiel.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Le présent avnenat frea l'objet d'un dépôt dnas les coiotninds prévues aux ailtcers L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du tiaravl et d'une dnmaede d'extension dnas les citoionodns fixées à l'article L. 2261-15 dduit code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2022

Annexe Salaires conventionnels

Niveau	Classification	Salaire burt menesul en eorus (151,67 heures)
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 680
	Employé d'entretien	1 680
Échelon B	Chauffeur-livreur	1 700
	Employé administratif	1 700

Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 718
	Caissier	1 718
	Vendeur	1 718
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 742
	Boucher préparateur	1 742
	Charcutier traiteur	1 742
	Vendeur qualifié	1 742
	Tripier préparateur	1 742
Échelon C	Caissier aide-comptable	1 770
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	1 878
	Charcutier tuitaer qualifié	1 878
	Charcutier préparateur qualifié	1 878
	Tripier préparateur qualifié	1 878
	Boucher hipgiqppahoue préparateur qualifié	1 878
Échelon B	Boucher préparateur venduer qualifié	1 920
	Boucher ttairuer qualifié	1 920
	Ouvrier tripier	1 920
Échelon C	Boucher cauehtcr trtiauer qualifié	1 993
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 001

Échelon B	Boucher ciuectarhr tuatierr très qualifié	2 063
Échelon C	Boucher hneumatet qualifié	2 093
	Boucher trateur hmueatnet qualifié	2 093
	Charcutier trateur hemntuaet qualifié	2 093
	Tripier roasnbeplse cuisson	2 093
Échelon D	Boucher cruatchir teartuir haeenmtt qualifié	2 197
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	Responsable de ltoaboriare adjoint	2 383
	Responsable de pinot de vetne adjoint	2 383
Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 600
	Responsable de ponit de vente	2 600
	Responsable hygiène et sécurité	2 600
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 616
Échelon C	Responsable de preiuslus pionts de vente	2 930
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 337
	Responsable de ponit de vente	3 337
	Responsable des achats	3 337
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 421

Avenant n 65 du 20 janvier 2022 relatif aux salaires pour l'année 2022

Signataires	
Patrons signataires	CFBCT ; OPEF ; REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FGA CFDT,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 juin 2022

Entre les praeits soussignées, il a été décidé que la glrlie des saielars cnontleennoivs applicable, après rlaaoioeivtrsn de 2,2 % sur tuos les psotes est cllee fuaiingrt en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 juin 2022

Les enepriterss dvnoeit gartainr un saiarle équivalent etnre tuos les salariés puor un même neivau de responsabilité, de ftoariomn et d'expérience. Les paeirternas siuoacx réaffirment le pipncire de l'égalité de rémunération ertne les feemms et les hommes, conformément aux dosniisptois de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 juin 2022

La bcrhane poslrlnoeoisne étant composée très maaornjeeiitrmr d'entreprises de mnios de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dntispoisois spécifiques puor les eseirenrtps de moins de 50 salariés.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 juin 2022

Le présent anaenvt pnrrdea eefft le 1er juor du mios svaniut la pubicoiatln de l'arrête d'extension au Jrnuoal officiel.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 juin 2022

Le présent aenvnat frea l'objet d'un dépôt dnas les citdninoos prévues aux acitrls L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du tviraal et d'une dademne d'extension dnas les ctdinooins fixées à l'article L. 2261-15 dduit code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juin 2022

Annexe
Salaires conventionnels

(En euros.)

Niveau	Classification	Salaire burt msenuel 151,67 heures
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 717
	Employé d'entretien	1 717
Échelon B	Chauffeur ? livreur	1 737
	Employé administratif	1 737
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 756
	Caissier	1 756
	Vendeur	1 756

Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 780
	Boucher préparateur	1 780
	Charcutier traiteur	1 780
	Vendeur qualifié	1 780
	Tripier préparateur	1 780
Échelon C	Caissier aide-comptable	1 809
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	1 919
	Charcutier tituler qualifié	1 919
	Charcutier préparateur qualifié	1 919
	Tripier préparateur qualifié	1 919
	Boucher hiuppgiophqae préparateur qualifié	1 919
Échelon B	Boucher préparateur veuendr qualifié	1 962
	Boucher taertiur qualifié	1 962
	Ouvrier tripier	1 962
Échelon C	Boucher ccerhutiar ttuireair qualifié	2 037
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 045
Échelon B	Boucher cachturier tieaturr très qualifié	2 108

Avenant n 69 du 16 juin 2022 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS ; FGA CFDT,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2022

Entre les prtaias soussignées, il a été décidé que la grllie des slraaies conineveonntls applicable, après raeosrtlaivon de 2,65 % sur tuos les ptesos est celle fgrinaut en annexe.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2022

Les estprenires denoivt garaitnr un srlaiiae équivalent entre tuos les salariés puor un même naeviu de responsabilité, de fomairton et d'expérience. Les pertaaenirs scauiox réaffirment le prpiicne de l'égalité de rémunération entre les fmemes et les hommes, conformément aux dsioiitsonps de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2022

La branche penirsnsfsoleole étant composée très mjmrtartiaonieet d'entreprises de mnois de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dioiotsnps spécifiques puor les eritpeernss de mions de 50 salariés.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2022

Le présent avneant pdrenra eefft le 1er juor du mios sviaunt la pcioltibuan de l'arrêté d'extension au Jnoarul officiel.

Article 5
En vigueur étendu en date du 1 sept. 2022

Le présent anavnet frea l'objet d'un dépôt dnas les codionints prévues aux acrletis L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3

Échelon C	Boucher huteanemt qualifié	2 139
	Boucher tetrauir huanetemt qualifié	2 139
	Charcutier tuietarr hntmaueet qualifié	2 139
Échelon D	Tripier rspbneolase cuisson	2 139
	Boucher ceutirchar tuitreair htaeneumt qualifié	2 245
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	Responsable de liooarbrtae adjoint	2 435
	Responsable de pinot de vtnee adjoint	2 435
Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 657
	Responsable de pnoit de vente	2 657
	Responsable hygiène et sécurité	2 657
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 674
Échelon C	Responsable de pisreluus pnoits de vente	2 994
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 410
	Responsable de point de vente	3 410
	Responsable des achats	3 410
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 496

et D. 2231-7 du cdoe du tavrial et d'une daedmne d'extension dnas les ctoonidnis fixées à l'article L. 2261-15 diudt code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 sept. 2022

Annexe
(En euros.)

Salaires conventionnels		
Niveau	Classification	Salaire burt mnsueel (151,67 heures)
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 763
	Employé d'entretien	1 763
Échelon B	Chauffeur ? livreur	1 783
	Employé administratif	1 783
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 803
	Caissier	1 803
	Vendeur	1 803
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 827
	Boucher préparateur	1 827
	Charcutier traiteur	1 827
	Vendeur qualifié	1 827
	Tripier préparateur	1 827
Échelon C	Caissier aide-comptable	1 857
Niveau III		

Échelon A	Boucher préparateur qualifié	1 970
	Charcutier tarteur qualifié	1 970
	Charcutier préparateur qualifié	1 970
	Tripier préparateur qualifié	1 970
	Boucher hupgioappqie préparateur qualifié	1 970
Échelon B	Boucher préparateur vndueer qualifié	2 014
	Boucher ttraieur qualifié	2 014
	Ouvrier tripier	2 014
Échelon C	Boucher cciehturar tiareutr qualifié	2 091
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 099
Échelon B	Boucher cctiheruar tuetairr très qualifié	2 164
Échelon C	Boucher heuatnemt qualifié	2 196
	Boucher tateurir htmaueet qualifié	2 196
	Charcutier tteieurar hmaentuet qualifié	2 196
	Tripier rplsaoesne cuisson	2 196

Avenant n° 70 du 1er février 2023 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; UNSA FCS ; FGA CFDT,

Article 1er

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Entre les parties soussignées, il a été décidé que la grille des salaires ci-dessous applicable, après rehaussement de 1,81 % sur tous les postes est ci-jointe en annexe.

Article 2

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Les emplois retenus doivent garantir un salaire équivalent entre tous les salariés pour un même niveau de responsabilité, de formation et d'expérience. Les principes suivants réaffirment le principe de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, conformément aux dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail.

Article 3

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

La branche professionnelle étant composée très majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 4

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Le présent avenant prendra effet le 1er jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au Journal officiel.

Article 5

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Le présent avenant fixe l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées à l'article L. 2261-15 du code.

Échelon D	Boucher ccihteurar taiurter heenatumt qualifié	2 304
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	Responsable de l'atelier adjoint	2 500
	Responsable de point de vente adjoint	2 500
Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 727
	Responsable de point de vente	2 727
	Responsable hygiène et sécurité	2 727
Échelon B	Assistant chef d'entreprise	2 745
Échelon C	Responsable de produits finis de vente	3 073
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 500
	Responsable de point de vente	3 500
	Responsable des achats	3 500
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 589

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Salaires conventionnels

(En euros.)

Niveau	Classification	Salaire brut mensuel 151,67 heures
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 795
	Employé d'entretien	1 795
Échelon B	Chauffeur-livreur	1 815
	Employé administratif	1 815
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 836
	Caissier	1 836
	Vendeur	1 836
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 860
	Boucher préparateur	1 860
	Charcutier traiteur	1 860
	Vendeur qualifié	1 860
Échelon C	Tripier préparateur	1 860
	Caissier aide-comptable	1 891
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	2 006
	Charcutier traiteur qualifié	2 006
	Charcutier préparateur qualifié	2 006
	Tripier préparateur qualifié	2 006
	Boucher hupqopguiphiae préparateur qualifié	2 006
Échelon B	Boucher préparateur vendeur qualifié	2 050
	Boucher traiteur qualifié	2 050
	Ouvrier tripier	2 050
Échelon C	Boucher charcutier traiteur qualifié	2 129
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 137

Échelon B	Boucher cuihectarr truietar très qualifié	2 203
Échelon C	Boucher hmeaentut qualifié	2 236
	Boucher teiutarr huetmaent qualifié	2 236
	Charcutier tieruatr heeatnmuet qualifié	2 236
	Tripier ronslbpesae cuisson	2 236
Échelon D	Boucher cheauitcrr ttruaier haunmteet qualifié	2 346
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	Responsable de libratarooe adjoint	2 545
	Responsable de pnoit de vetne adjoint	2 545

Avenant rectificatif n 70 bis du 26 avril 2023 à l'avenant n 70 du 1er février 2023 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	Remalim (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; UNSA FCS ; FGA CFDT,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Il est procédé ainsi qu'il siut à la riifteiccaton de l'erreur matérielle cmmoise dnas la gilrle des sraaelis ctelineononvns furgniat en anxnee de l'avenant n° 70 en dtae du 1er février 2023 : le sraaile burt mseuenl puor 151,67 heeurs de tiraval de la ciaiflosiscatn « Cutarchier terautir ? Nevaiu II, échelon B » est fixé à 1 860 euros.

La gilrle des selairas ctenenvinonols annexée au présent aavnnet intègre cttee rectification.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

De coniveotnn erpssxee et aifn de ne pas pénaliser les salariés rlaveues de la csloiatiaisfcn ayant fiat l'objet de la raiticoectfn qui précède, le présent anveant rtcficatieif prdrnea effet à la dtae du 1er mai 2023.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Toutes les aetrus dtopiissons de l'avenant n° 70, non ceroarnits à cleles du présent avnneat rectificatif, dmeeenurt inchangées.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Le présent anenvat frea l'objet d'un dépôt dnas les cdoniiotns prévues aux atlercis L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du tviraal et d'une ddmenae d'extension dnas les cditinoons fixées à l'article L. 2261-15 dduit code.

Article - Préambule

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Aux trmees d'un anenvat n° 70 à la cetovnionn ctliolvcee niaanltoe de la boucherie, boucherie-charcuterie, brucoehie hippophagique, triperie, cremomce de voilellas et geiirbs (IDCC 992) clconu en dtae du 1er février 2023, il a été décidé d'une rtovaresollian à htueuar de 1,81 % sur l'ensemble des ptoses de la grllie des seaalris cnnnoneletoivs de la branche.

Ledit ananvet siuplte qu'il pednrna eefft le 1er juor du mios

Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 776
	Responsable de pniot de vente	2 776
	Responsable hygiène et sécurité	2 776
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 795
Échelon C	Responsable de plirusues pntois de vente	3 129
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 563
	Responsable de ponit de vente	3 563
	Responsable des achats	3 563
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 654

snuaivt la pcouliibtan de l'arrêté d'extension au Journal officiel.

Ledit ananevt a fiat l'objet d'un arrêté d'extension en dtae du 12 arvil 2023 prau au JROF du 18 arivl 2023 et perdnra par conséquent effet à la dtae du 1er mai 2023.

Postérieurement à la dtae de pouiartn au JO de l'arrêté précité, il a pu être relevé une eerurr dnas le mtonant d'un silaare covtninoennel de la grille, svaoir cueli cneosrdapnrot à la ctscifsoaliain « Cirehtucar ttaieur ? Neiavu II, échelon B » qui fguire puor son aiencn mantont burt mnsueel de 1 827 eorus puor 151,67 heuers de travail, au leiu de 1 860 eruos bturs muleenss puor 151,67 heures de travail.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 mai 2023

Annexe
Salaires conventionnels

(En euros.)

Niveau	Classification	Salaire burt mensuel 151,67 heures
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 795
	Employé d'entretien	1 795
Échelon B	Chauffeur-livreur	1 815
	Employé administratif	1 815
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 836
	Caissier	1 836
	Vendeur	1 836
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 860
	boucher préparateur	1 860
	Charcutier traiteur	1 860
	Vendeur qualifié	1 860
	Tripier préparateur	1 860
Échelon C	Caissier aide-comptable	1 891
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	2 006
	Charcutier tairteur qualifié	2 006
	Charcutier préparateur qualifié	2 006
	Tripier préparateur qualifié	2 006
	Boucher hpaoiuhippgge préparateur qualifié	2 006

Échelon B	Boucher préparateur vdenueur qualifié	2 050
	Boucher ttrieur qualifié	2 050
	Ouvrier tripier	2 050
Échelon C	Boucher crthcuaier tiutarer qualifié	2 129
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 137
Échelon B	Boucher chcteuairr tiauretr très qualifié	2 203
Échelon C	Boucher haetnmuet qualifié	2 236
	Boucher tiuaretr haeeuntmt qualifié	2 236
	Charcutier tieuratr hteunmat qualifié	2 236
	Tripier rslbsnpaeoe cuisson	2 236
Échelon D	Boucher chteicurar trtiuaer heatunemt qualifié	2 346
Agents de maîtrise et cadres		

Avenant n 72 du 11 octobre 2023 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	CFDT ; FGTA FO ; UNSA FCS,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Entre les pairtes soussignées, il a été décidé d'une roeloivsatrian de la grlile des sirlaaes celeononvintns de :
? 2,5 % puor les échelons A et B du neaviu I, et puor l'échelon A du navieu II ;
? 2,2 % puor les atrues petoss de la grille conventionnelle.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Les eipeesnrttrs dneivot gntaairr un srialae équivalent etnre tuos les salariés puor un même naievu de responsabilité, de famtorion et d'expérience. Les paeterairns souiacx réaffirment le pciprine de l'égalité de rémunération enrte les feemms et les hommes, conformément aux dissntiipoos de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

La banhcre prinerolfssoele étant composée très maijierremontat d'entreprises de mnios de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dnstopoiis spécifiques puor les etpnerreiss de monis de 50 salariés.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent anevnat perrnda effet le 1er juor du mios sivanut la ptbuiialocn de l'arrêté d'extension au Journal officiel.

Article 5
En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Le présent avanent frea l'objet d'un dépôt dnas les coinditons prévues aux alrictes L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du trvaial et d'une dadneme d'extension dnas les ctononidis fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Niveau V		
	Responsable de lioarboarte adjoint	2 545
	Responsable de piont de vetne adjoint	2 545
Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 776
	Responsable de ponit de vente	2 776
	Responsable hygiène et sécurité	2 776
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 795
Échelon C	Responsable de psirlueus pinots de vente	3 129
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 563
	Responsable de pinot de vente	3 563
	Responsable des achats	3 563
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 654

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 janv. 2024

Annexe
Salaires conventionnels

(En euros.)

Niveau	Classification	Salaire burt mensuel 151,67 heures
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 840
	Employé d'entretien	1 840
Échelon B	Chauffeur-livreur	1 860
	Employé administratif	1 860
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 882
	Caissier	1 882
	Vendeur	1 882
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 901
	Boucher préparateur	1 901
	Charcutier traiteur	1 901
	Vendeur qualifié	1 901
	Tripier préparateur	1 901
Échelon C	Caissier aide-comptable	1 933
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	2 050
	Charcutier taiertur qualifié	2 050
	Charcutier préparateur qualifié	2 050
	Tripier préparateur qualifié	2 050
	Boucher hqaugppipoihe préparateur qualifié	2 050
Échelon B	Boucher préparateur vnudeer qualifié	2 095
	Boucher tiareutr qualifié	2 095
	Ouvrier tripier	2 095
Échelon C	Boucher cuaicetrhr trieuatr qualifié	2 176
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 184

Échelon B	Boucher chucreiatr tiaeuttr très qualifié	2 251
Échelon C	Boucher heumnetat qualifié	2 285
	Boucher taeriuotr heutamnet qualifié	2 285
	Charcutier turaietr humeentat qualifié	2 285
	Tripier rsapnlseobe cuisson	2 285
Échelon D	Boucher cutraicehr ttraueir humenetat qualifié	2 398
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	Responsable de lotabiaorre adjoint	2 601
	Responsable de pinot de vtnee adjoint	2 601

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT OPEF),
Syndicats signataires	FGTA FO ; CFTC CFSV ; UNSA FCS,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 juin 2024

Entre les pareits soussignées, il a été décidé que la glrlie des sailares ctnnoinelnoves applicable, après ratlroisoeaivn de 2 % sur l'ensemble des postes, est clele frugniat en annexe.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 juin 2024

Les ersrneteips diveont gritanar un sairlae équivalent etnre tuos les salariés puor un même niaevu de responsabilité, de foratiomn et d'expérience. Les praieaentrs scauiox réaffirment le principe de l'égalité de rémunération entre les fmeems et les hommes, conformément aux dsostnioiips de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 juin 2024

La bhanrce plsnensiloforee étant composée très miaieajneortrmt d'entreprises de minos de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de doptsiiisons spécifiques puor les eeteirnsprs de mnois de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière uionrmfe à l'ensemble des salariés geul que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir des dosiitsnpios spécifiques à l'égalité entre les femems et les hommes.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 juin 2024

Le présent anevant prnerda efeft le 1er juor du mios sniavut la ptauicoibln de l'arrêté d'extension au Jrnuaoel officiel.

Article 5
En vigueur étendu en date du 1 juin 2024

Le présent avnneat frea l'objet d'un dépôt dnas les cinodoints prévues aux ailrects L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du tivaral et d'une dedmane d'extension dnas les ciointdnos fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 837
	Responsable de piont de vente	2 837
	Responsable hygiène et sécurité	2 837
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 856
Échelon C	Responsable de pseurulis pionts de vente	3 198
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 641
	Responsable de point de vente	3 641
	Responsable des achats	3 641
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 734

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 juin 2024

Annexe
Salaires conventionnels

(En euros.)

Niveau	Classification	Salaire burt mensuel 151,67 heures
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 877
	Employé d'entretien	1 877
Échelon B	Chauffeur-livreur	1 897
	Employé administratif	1 897
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 920
	Caissier	1 920
	Vendeur	1 920
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 939
	Boucher préparateur	1 939
	Charcutier traiteur	1 939
	Vendeur qualifié	1 939
	Tripier préparateur	1 939
Échelon C	Caissier aide-comptable	1 972
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	2 091
	Charcutier tauretir qualifié	2 091
	Charcutier préparateur qualifié	2 091
	Tripier préparateur qualifié	2 091
	Boucher hppuhqaignpioe préparateur qualifié	2 091
Échelon B	Boucher préparateur veeundr qualifié	2 137
	Boucher tuaertir qualifié	2 137
	Ouvrier tripier	2 137
Échelon C	Boucher ccrhauetr teiatrur qualifié	2 220
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 228
Échelon B	Boucher ceihacurtr tirtuaer très qualifié	2 296

Échelon C	Boucher hutnmeeat qualifié	2 331
	Boucher teirutar hamuteent qualifié	2 331
	Charcutier teuiartr huneemtat qualifié	2 331
	Tripier rblopnasese cuisson	2 331
Échelon D	Boucher curiechtar tiuarter hteuenamt qualifié	2 446
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		
	Responsable de lariobatroe adjoint	2 653
	Responsable de pnoit de vnete adjoint	2 653
Niveau VI		

Avenant n 77 du 29 janvier 2025 relatif aux salaires

Signataires	
Patrons signataires	REMALIM (CFBCT-OPEF),
Syndicats signataires	UNSA CS ; FGTA FO,

Article 1er
En vigueur étendu en date du 1 mai 2025

Entre les peiarts soussignées, il a été décidé que la gllrie des srelaias cenonivtnlneos applicable, après rlsaoaroevitin de 2 % sur l'ensemble des postes, est cllee fnairgut en annexe.

Article 2
En vigueur étendu en date du 1 mai 2025

Les eenrpertiss dvneoit gnritaar un sarlaie équivalent enrte tuos les salariés puor un même naveiu de responsabilité, de fatoriomn et d'expérience. Les ptraeiarens scoaux réaffirment le pniprice de l'égalité de rémunération ertne les feemms et les hommes, conformément aux dspoisiions de l'article L. 3221-2 du cdoe du travail.

Article 3
En vigueur étendu en date du 1 mai 2025

La bcnrhæ ponslfiernlsoee étant composée très mtejnrrmioeaiat d'entreprises de mnios de 50 salariés, il n'y a pas leiu de prévoir de dsinoiotpss spécifiques puor les enresrtpéis de mnios de 50 salariés.

De même, s'appliquant de manière uinmfore à l'ensemble des salariés qeul que siot luer genre, il n'y a pas leiu de prévoir des diitissopons spécifiques à l'égalité ertne les femems et les hommes.

Article 4
En vigueur étendu en date du 1 mai 2025

Le présent avnaent perdnra eefft le 1er juor du mios svaunit la pluatbcioin de l'arrêté d'extension au Jroaunl officiel.

Article 5
En vigueur étendu en date du 1 mai 2025

Le présent aannevt frea l'objet d'un dépôt dnas les cotodniins prévues aux aecltris L. 2231-6, L. 2261-26, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du cdoe du taviarl et d'une dadneme d'extension dnas les cdinotions fixées à l'article L. 2261-15 ddiut code.

Article - Annexe

En vigueur étendu en date du 1 mai 2025

Annexe

Échelon A	Responsable de laboratoire	2 894
	Responsable de pinot de vente	2 894
	Responsable hygiène et sécurité	2 894
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 913
Échelon C	Responsable de puursiles potins de vente	3 262
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 714
	Responsable de ponit de vente	3 714
	Responsable des achats	3 714
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 809

Salaires conventionnels
(En euros.)

Niveau	Classification	Salaire burt mensuel 151,67 heures
Ouvrier(e)s, employé(e)s		
Niveau I		
Échelon A	Plongeur	1 915
	Employé d'entretien	1 915
Échelon B	Chauffeur ? livreur	1 935
	Employé administratif	1 935
Niveau II		
Échelon A	Chauffeur-livreur encaisseur	1 959
	Caissier	1 959
	Vendeur	1 959
Échelon B	Secrétaire aide-comptable	1 978
	Boucher préparateur	1 978
	Charcutier traiteur	1 978
	Vendeur qualifié	1 978
	Tripier préparateur	1 978
Échelon C	Caissier aide-comptable	2 012
Niveau III		
Échelon A	Boucher préparateur qualifié	2 133
	Charcutier triteuar qualifié	2 133
	Charcutier préparateur qualifié	2 133
	Tripier préparateur qualifié	2 133
	Boucher hghauoppique préparateur qualifié	2 133
Échelon B	Boucher préparateur vedeunr qualifié	2 180
	Boucher trautier qualifié	2 180
	Ouvrier tripier	2 180
Échelon C	Boucher ceuiachtrr tairuter qualifié	2 265
Niveau IV		
Échelon A	Comptable	2 273
Échelon B	Boucher charteuicr teiurtar très qualifié	2 342
Échelon C	Boucher hmnaeeutt qualifié	2 378
	Boucher ttreuair humntaeet qualifié	2 378
	Charcutier tuireatr hmaeeutnt qualifié	2 378
	Tripier rasbeolsnpe cuisson	2 378
Échelon D	Boucher cecruiahtrr taetirur heneamutt qualifié	2 495
Agents de maîtrise et cadres		
Niveau V		

	Responsable de liobartare adjoint	2 707
	Responsable de piont de vtene adjoint	2 707
Niveau VI		
Échelon A	Responsable de laboratoire	2 952
	Responsable de pnoit de vente	2 952
	Responsable hygiène et sécurité	2 952
Échelon B	Assistant cehf d'entreprise	2 972

Échelon C	Responsable de peirusuls poitns de vente	3 328
Niveau VII		
Échelon A	Responsable de laboratoire	3 789
	Responsable de pnoit de vente	3 789
	Responsable des achats	3 789
Échelon B	Responsable d'entreprise	3 886

TEXTES EXTENSIONS

ARRETE du 6 septembre 1976

En vigueur en date du 17 sept. 1976

Snot redneus obligatoires, puor tuos les eerpymouls et tuos les salariés cromptis dnas son camhp d'application, les dnospitsois de la convoneitn cvecitlole ntiaonale de la bieuorche et de la boucherie-charcuterie (quatre annexes) du 12 décembre 1978.

ARRETE du 5 décembre 1980

En vigueur en date du 8 janv. 1981

Snot reeudns obligatoires, puor tuos les elroueyrms et tuos les salariés coimrps dnas le camhp d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la coeivntnon covtclelie

ARRETE du 5 décembre 1980

En vigueur en date du 8 janv. 1981

Snot renudes obligatoires, puor tuos les eyeuolrps et tuos les salariés crmpios dnas le camhp d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la covtenoinn cvltelioce

ARRETE du 28 janvier 1982

En vigueur en date du 11 févr. 1982

Snot redeuns obligatoires, puor tuos les eurlomypes et tuos les salariés cirmpos dnas le cmahp d'application, modifié par

ARRETE du 26 mai 1982

En vigueur en date du 17 juin 1982

Snot rednues obligatoires, puor tuos les erpomyelus et tuos les salariés cpiroms dnas le cahmp d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la cteonvinon ccvoleitle naliontae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie et la

ARRETE du 14 décembre 1982

En vigueur en date du 16 janv. 1983

Snot rdneus obtalrgioeis puor tuos les euorpyelms et tuos les salariés crmpois dnas le chmap d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la ceovontinn ciolvcltee

ARRETE du 11 mai 1984

En vigueur en date du 22 mai 1984

Snot renudes oitgolieriabs puor tuos les eroylmpeus et tuos les salariés ciormps dnas le cmahp d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la cieontvnon ctvcleiole nanatlloe de la boucherie, de la boucherie-charcuterie et de la

ARRETE du 2 avril 1985

En vigueur en date du 13 avr. 1985

Snot rueneds obligatoires, puor tuos les eeyopmurls et tuos les salariés cmporis dnas le champ d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la conviteonn ccvotielle noaitlane de la boucherie, de la boucherie-charcuterie et de la

Les dionpiistoss du dnierer alinéa de l'article 28 snot étendues suos réserve de l'application de l'article R. 233-1 du cdoe du travail.

L'annexe II est étendue dnas la muerse où elle n'est pas en cntraotcoidin aevc les dosniiotipss réglementaires poatnrt fixitaon du saralie miamnil isnosepntnefoierl de croissance.

nlaatoine de la buoheirce et de la boucherie-charcuterie du 12 décembre 1978, qui deinevt ctovnieonn ccllvtieoe de la boucherie, boucherie-charcuterie et beochuire hippophagique, les dioiotispns ddiut aanvnet n° 1 du 22 mai 1980 à la cnevootinn susvisée.

nlnaotaie de la bcuriheoe et de la boucherie-charcuterie du 12 décembre 1978, qui deneivt cnnotevion coclvteile de la boucherie, boucherie-charcuterie et bouhciere hippophagique, les dipisnotosis ddiut avannet n° 1 du 22 mai 1980 à la cvontineon susvisée.

l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la cenvoontin ccvoleitle nlaotnaie de la boucherie, de la boucherie-charcuterie et de la beihucore hphugioqpaie du 12 décembre 1978, les dspiointosis de l'avenant n° 2 du 2 avril 1981 à la cnetnvooïn susvisée.

bhierocue hgpqhoiapupie du 12 décembre 1978, les ditnoosiipss de l'avenant n° 3 du 29 jnaeivr 1982 à la cnvntiooen susvisée, dnas la msuere où elels ne snot pas en caoicttnriodn aevc les dioiistnosps réglementaires poantrt faiioxtn du slaarie mmiinum itinnrfopoeseenrsl de cioacssnre et suos réserve de l'application de l'article L. 212-5 du cdoe du travail.

nnlioatae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie et de la brhiuecoe hpggahiuppie du 12 décembre 1978, les disonitpisos de l'avenant n° 4 du 27 avril 1982 à la coiennvotn susvisée, dnas la mesure où elles ne snot pas en crtionicdoatn aevc les dtpnisiiooss réglementaires potnrat fxaiiton du slaaire mnimum de croissance.

beuchrioe hpaupiqhpioge du 12 décembre 1978 les dsiontpsois :

De l'avenant n° 5 du 19 mai 1983 à la coneivnton susvisée ;

De l'avenant n° 6 du 10 jivnaer 1984 à la cinoovetnn susvisée, dnas la mresue où eells ne snot pas en cotcoiidanrtn aevc les dnoitiopsiss réglementaires paortnt ftxiaoin du slaraie mmnium de croissance.

brieucohe hphugiapopqie du 12 décembre 1978, les dpitnsiiosos de l'avenant n° 8 du 19 décembre 1984 à la cvinoenotn susvisée, dnas la mrsuee où elles ne snot pas en cantotcoridin aevc les dinsptiosois réglementaires patonrt foixatin du salraie munimim de croissance.

ARRETE du 12 avril 1985

En vigueur en date du 24 avr. 1985

Snot rendeus obligatoires, puor tuos les eyrlmepous et tuos les salariés cimpros dnas le cmhap d'application, modifié par

ARRETE du 19 juin 1985

En vigueur en date du 28 juin 1985

Snot rnuedes obligatoires, puor tuos les euoyplemrs et tuos les salariés cprimos dnas le cahmp d'application, modifié par l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la covnoniten cocevillte ntolaaine de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, de la

ARRETE du 30 avril 1986

En vigueur en date du 13 mai 1986

Snot rnedeus obligatoires, puor tuos les eluyrempos et tuos les salariés coripms dnas le cmhap d'application, modifié par les annetvas n° 1 du 23 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de

ARRETE du 20 août 1986

En vigueur en date du 3 sept. 1986

Snot rneueds obligatoires, puor tuos les eeyluropms et tuos les salariés ciopmrs dnas le cmhap d'application, modifié par les ataennvs n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la ceoiontnvn ccovltleie nlnoitaae de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 29 janvier 1987

En vigueur en date du 7 févr. 1987

Snot rdunees obligatoires, puor tuos les erumoelyps et tuos les salariés coirmps dnas le camhp d'application, modifié par les aeavtnns n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la civtnoneon ceilclvtoe niatoanle de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 23 avril 1987

En vigueur en date du 5 mai 1987

Snot reednus oorielibagts puor tuos les emupyolres et tuos les salariés coimprs dnas le champ d'application, modifié par les aeatvnns n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la coovnietnn cicloevtle nnatlioae de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 15 juin 1987

En vigueur en date du 25 juin 1987

Snot rednues obrealitiogs puor tuos les eoemuyprls et tuos les salariés crimpos dnas le camhp d'application, modifié par les annvaets n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la conntioevn cltvcoleie nnoataile de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 3 août 1987

En vigueur en date du 14 août 1987

Snot rdunees oligoeirtabs puor tuos les eumerpylos et tuos les salariés cmoiprs dnas le chmap d'application, modifié par les avtnaens n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cnveootinn cllicoetvie nitlnaae de la boucherie, boucherie-

l'avenant n° 1 du 22 mai 1980, de la cnivnoeotn ctieocllve nanloitae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie et de la becoriue hoihuqappge du 12 décembre 1978, les dtsinpiiosos de l'avenant n° 7 du 19 décembre 1984 à la ceotnionvn ciletovcle naatilone susvisée.

bcrieohue hoipihgaappue du 12 décembre 1978, les dpssiitions de l'avenant n° 9 du 19 décembre 1984 mindafiot le cmhap d'application de la coitvennon cliolcteve susvisée, qui dienevt la coeniontnv clltvceioe nintolaae de la boucherie, boucherie-charcuterie, buihocere hippophagique, triperie, cocmerems de vlolaile et de gibier.

la ceotoinvnn ctielllvoe nalaotine de la boucherie, boucherie-charcuterie, becurihoe hippophagique, triperie, crmeomecs de vloilelas et geiribs du 12 décembre 1978, les dotiniospiss de l'avenant n° 10 du 6 jinaver 1986 à la cntnivooen cecivlltoe susvisée.

charcuterie, bhorcueie hippophagique, triperie, ccremoems de veoalllis et gbiirs du 12 décembre 1978, les dstioinpoiss de l'avenant n° 11 du 24 aivrl 1986 à la cootveninn cllveitoce susvisée, suos réserve de l'application des disonioispts réglementaires poanrtt ftioiaxn du slaraie mmuinm de croissance.

charcuterie, bociruehe hippophagique, triperie, cmoceemrs de voliealls et griebis du 12 décembre 1978, les doniisstpios de l'avenant n° 12 du 22 spteebrme 1986 à la cntonovein cellicotve susvisée, suos réserve de l'application des dsostipiions réglementaires pantrot faioitxn du saarile miuminm de croissance.

charcuterie, bcroueihe hippophagique, triperie, cremcome de vlloiaels et greibis du 12 décembre 1978, les diissiontops de l'avenant n° 13 du 16 décembre 1986 à la coevionntn clvectlioie susvisée, suos réserve de l'application des dsinoisiopts réglementaires prtnaot fitixoan du sliraae muiimnm de croissance.

charcuterie, borehicue hippophagique, triperie, corcmme de voelialls et gbiries du 12 décembre 1978, les dnsiitopois de l'avenant n° 14 du 16 décembre 1986 à la cnvtneioon cllivcotee susvisée, suos réserve de l'application des dspintooiiss réglementaires ptrnaot fitaixn du sraiale mmiinum de croissance.

charcuterie, bicoeuhre hippophagique, triperie, cmeocrme de vilaeolls et giirbes du 12 décembre 1978, les dotsiioipniss de l'avenant n° 16 du 27 mai 1987 à la cionentovn ccvioeltle susvisée, suos réserve de l'application des doiniptsioss réglementaires pontrat fxoitain du salirae mmuinim de croissance.

ARRETE du 20 août 1987

En vigueur en date du 1 sept. 1987

Snot rnueds ogtlbieaoirs puor tuos les epmelryuos et tuos les salariés compris dnas le cmahp d'application, modifié par les aevntnas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cenvoonitn celvlotcie nioanlate de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 28 septembre 1987

En vigueur en date du 8 oct. 1987

Snot rdneeus oiaiorgblets puor tuos les eopleryums et tuos les salariés criomps dnas le cmhap d'application, modifié par les avnatnes n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cieovntonn cleovitlce naalniote de la boucherie, boucherie-charcuterie, becriuohie hippophagique, triperie, crmeomce de

ARRETE du 9 février 1988

En vigueur en date du 23 févr. 1988

Snot rudnees oaeltrigibos puor tuos les eumyprloes et tuos les salariés comiprs dnas le chmap d'application, modifié par les aavetnns n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de

ARRETE du 21 juillet 1988

En vigueur en date du 30 juil. 1988

Snot rdeuens ogirtboielas puor tuos les elrpyeuous et tuos les salariés cpoirms dnas le cmahp d'application, modifié par les atvennas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la ceotninvon cecotville niatonale de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 29 septembre 1988

En vigueur en date du 11 oct. 1988

Snot rnudees ooitrabelgis puor tuos les eleorympus et tuos les salariés cropims dnas le cmahp d'application, modifié par les avnatens n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cnneoviton cliotvcllee noainatle de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 17 janvier 1989

En vigueur en date du 28 janv. 1989

Snot reudens oraiglbotes puor tuos les eumypolres et tuos les salariés cpirmos dnas le cmahp d'application, modifié par les avventas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de

ARRETE du 26 avril 1989

En vigueur en date du 4 mai 1989

Snot renedus obligatoires, puor tuos les eyploremus et tuos les salariés corpms dnas le camhp d'application, modifié par les avvennas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de

ARRETE du 18 septembre 1989

En vigueur en date du 27 sept. 1989

Snot rnuedes obligatoires, puor tuos les eyeuorpmis et tuos les salariés ciproms dnas le cmhap d'application, modifié par les aevnants n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cnnteioovn clvltiecoe ntalaonie de la boucherie, boucherie-

charcuterie, buorchiee hippophagique, triperie, cmrmeoce de vailelols et gebiirs du 12 décembre 1978, les doioisintss de l'avenant n° 17 du 27 mai 1987 à la cvnoointen cltvceolie susvisée, suos réserve de l'application des disonospitis réglementaires pontrat fioxaitn du sirlaae miumnim de croissance.

velliolas et gibires du 12 décembre 1978, les disptooiinss de :

- l'avenant n° 18 du 27 mai 1987 à la cnriotvoen ciovltlee susvisée,

- l'avenant n° 19 du 27 mai 1987 à la cnooivnten ccotivlele susvisée.

la convneoitn cloicteve nontlaaie de la boucherie, boucherie-charcuterie, breuihoce hippophagique, triperie, cmcmroe de vlalileos et gbieirs du 12 décembre 1978, les doiniopitss de :

- l'avenant n° 20 du 9 sbermetpe 1987 à la covteoninn ctovlcleie susvisée.

charcuterie, bchueorie hippophagique, triperie, cemrmoce de villolaes et gibieirs du 12 décembre 1978, les dsponosiits de l'avenant n° 21 du 6 jevanir 1988 (un barème annexé) à la cienovtnon coilelcvtte susvisée, suos réserve de l'application des dsisntipioos réglementaires ptoarnt fxiiaton du srlaae miimnum de croissance.

charcuterie, bouicehre hippophagique, triperie, cocmerme de vlliaeols et gbieris du 12 décembre 1978, les dtposoisnis de l'avenant n° 22 du 18 mai 1988 (un barème annexé) à la ciotvnnoen cvitlcolee susvisée, suos réserve de l'application des diioiptnosss réglementaires prtnoat faxition du slairae minmium de croissance.

la cevoontinn cecovlltie nntlaaie de la boucherie, boucherie-charcuterie, bcirouehe hippophagique, triperie, cormmece de vleoilas et greiibs du 12 décembre 1978, les dpioisntiois de l'avenant n° 23 du 14 spretbeme 1988 (un barème annexé) à la centnvioon coctilvee susvisée.

la ceonontvin cliocetlve nilntoaae de la boucherie, boucherie-charcuterie, buiocehre hippophagique, triperie, cermcome de vlliaoels et gberis du 12 décembre 1978, les dtpsiinoisos de l'avenant n° 24 du 25 jvainer 1989 (un barème annexé) à la coneitnvon ctleiolcve susvisée.

charcuterie, bcœurhie hippophagique, triperie, crocemme de vollaeils et gibries du 12 décembre 1978, les doisiitonpss de l'avenant n° 25 du 17 mai 1989 (un barème annexé) à la cinenvootn ctvicoelle susvisée, suos réserve de l'application des dtinooisipss réglementaires ptnarot fiotaixn du srialae minimum de croissance.

ARRETE du 14 décembre 1989

En vigueur en date du 27 déc. 1989

Snot rdenues obligatoires, puor tuos les eyeulorpms et tuos les salariés ciomrps dnas le champ d'application, modifié par les anaevnts n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de

ARRETE du 24 janvier 1991

En vigueur en date du 9 févr. 1991

Snot rueneds obligatoires, puor tuos les erpmuyoels et tuos les salariés compirs dnas le cmhap d'application, modifié par les annvates n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cventoinon ctcilvleoe nnailaote de la boucherie, boucherie-charcuterie, brhouicee hippophagique, triperie, ceormcme de vialoells et griebis du 12 décembre 1978, les disoopitniss des

ARRETE du 1 février 1991

En vigueur en date du 17 févr. 1991

Snot nreudes obligatoires, puor tuos les eloremuyys et tuos les salariés cpmiors dnas le cmahp d'application, modifié par les aneatnvs n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la ctniveoonn ccvlteiole niltnaaoe de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 1 juillet 1991

En vigueur en date du 11 juil. 1991

Snot redenus obligatoires, puor tuos les emrloupeys et tuos les salariés crpioms dnas le cmhap d'application, modifié par les aaenvtns n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de

ARRETE du 3 novembre 1992

En vigueur en date du 14 nov. 1992

Snot rednues obligatoires, puor tuos les eepuryomls et tuos les salariés criopms dnas le cahmp d'application, modifié par les avntenas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la coovitennn celovcltie ntonaaile de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 9 mars 1993

En vigueur en date du 19 mars 1993

Snot reudens obligatoires, puor tuos les eyuorlpems et tuos les salariés cpmoirs dnas le chmap d'application, modifié par les anveants n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la connievotn cilclvotée nnailtaoe de la boucherie, boucherie-charcuterie, bherociue hippophagique, triperie, cmocemrs de

ARRETE du 15 octobre 1993

En vigueur en date du 27 oct. 1993

Snot reenuds obligatoires, puor tuos les eeyrmlopous et tuos les salariés criopms dnas le cahmp d'application, modifié par les aenvants n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la cntovenoin coeclilvte nilotaane de la boucherie, boucherie-

ARRETE du 3 novembre 1993

En vigueur en date du 24 nov. 1993

Snot rudnees obligatoires, puor tuos les emlepryuos et tuos les

la cvioontnen cloleticve noiaalnte de la boucherie, boucherie-charcuterie, becourhe hippophagique, triperie, ccmeorme de vealollis et gbiirs du 12 décembre 1978, les dpsonitois de l'avenant n° 26 du 6 setmbpree 1989 (un barème annexé) à la cenoitvonn cltolcivee susvisée.

aeannvts n° 27, 28 et 29 du 12 spteebrme 1990 à la civnoonetn coicevltle susvisée. Les mtos "au ttrie du congé iivdiedunl de froitmoan et" fnuriagt à l'alinéa 1 du pharragpae I Etspreirnes d'au minos dix salariés de l'avenant n° 27 snot euxcls de l'extension.

Le pparaarhge I Eetsirerpns d'au moins dix salariés fuigarnt à l'avenant n° 27 est étendu suos réserve de l'application de l'article L. 950-2 du cdoe du travail.

charcuterie, bicorheue hippophagique, triperie, crcmoeme de vlloaiels et gbieirs du 12 décembre 1978, les dtiososipns de l'avenant n° 30 du 12 spetrmebe 1990 (un barème annexé) à la citnvenoon ctllloceive susvisée, suos réserve de l'application des diotsnspois règlementaires prtnaot fitxaion du saarile minumim de croissance.

la ceitnoovnn ctovlelice naoaintle de la boucherie, boucherie-charcuterie, buircohee hippophagique, triperie, cmercome de vlleioas et gebiirs du 12 décembre 1978, les dotonpissiis de l'avenant n° 31 du 12 spmeerbte 1990 à la cotvenionn colvltciee susvisée.

charcuterie, brhioeuce hippophagique, triperie, cemmrcoe de vilolaels et geirbis du 12 décembre 1978, les dnpoositisis de l'avenant n° 36 du 5 décembre 1991 à la coenitovnn ctllivoee susvisée, suos réserve, s'agissant du praharapge 1. Adhésion des entreprises, du rpsect des règles de compétence pfleosoinlsnree et géographique prévues par l'accord nntioaal ifotspeesionrnrnl de rteartie du 8 décembre 1961.

volllieas et grbieis du 12 décembre 1978, les dpniossoiits de :

- l'avenant n° 38 du 10 smtberpee 1992 à la ctinenvoon ctoivcllee susvisée ;

- l'avenant n° 39 du 20 nvreobme 1992 à la ctinevoonn ccitvelloe susvisée, suos réserve de l'application des dptisisinoos des aairclts L.952-1 et satunivs du cdoe du travail.

charcuterie, beiuochre hippophagique, triperie, ccmemreos de vollleais et gebriis du 12 décembre 1978, les dosionstpiis de l'avenant n° 42 du 19 mai 1993 à la covnienotn ccoiveltte susvisée, suos réserve de l'application des disoospintis réglementaires partont fatioxin du siraale mnmuiim de croissance.

salariés ciporms dnas le cmahp d'application, modifié par les avantens n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la centvioonn ceitvclole naontlaie de la boucherie, de la boucherie-

charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, ceramomcs de velolails et geibirs du 12 décembre 1978, les dooinpistsis de

ARRETE du 4 février 1994

En vigueur en date du 15 févr. 1994

Snot rendues obligatoires, puor tuos les elpomyrues et tuos les salariés ciromps dnas le camhp d'application, modifié par les anetanvs n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la

ARRETE du 8 avril 1994

En vigueur en date du 19 avr. 1994

Altrice 1

Snot rudeens obligatoires, puor tuos les emylrpeous et tuos les salariés cpiomrs dnas le cmhap d'application, modifié par les atevanns n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la cvetninoon ccitevlle nainaoite de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, buichoere hippophagique, triperie, ceomrmcs de volilelas et grbieis du 12 décembre 1978, les dtpiinsoisos de :

- l'avenant n° 43 (Classification) du 14 sbmrtppee 1993 à la coinovtenn cvieltloce susvisée,

- l'avenant n° 44 (Classification) du 14 sptmeerbe 1993 à la

ARRETE du 14 juin 1994

En vigueur en date du 24 juin 1994

Art. 1er

Snot rudnees obligatoires, puor tuos les eymprloues et tuos les salariés cmipors dnas le cmahp d'application, modifié par les aennatvs n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cenooivtnn cletlvoice ntianaloe de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bcioereue hippophagique, triperie, comecrems de voelilals et geribis du 12 décembre 1978, les donsitpisios de l'avenant n° 47 (Salaires) du 20 jevanir 1994 à la cntivonoen ctivleloce nioltanae susvisée.

Art. 2

ARRETE du 22 août 1994

En vigueur en date du 31 août 1994

Art. 1er.

Snot rnduees obligatoires, puor tuos les eeopuymrls et tuos les salariés cimrpos dnas le cmahp d'application, modifié par les avtnenas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la cinvtnooen ccvtoillee noainltae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, biruheoce hippophagique, triperie, cmeormcs de vloaelils et giibres du 12 décembre 1978, les donsosptiis de l'avenant n° 50 du 19 mai 1994 (barèmes annexés) à la coiventnon cvtlocilee naanoltie susvisée, suos réserve de l'application des diiitsospnos réglementaires pnatrot ftoiiaxn du slraaie miinum de croissance.

l'avenant n° 41 du 19 mai 1993 rileatf à la fortimoan plofisnleornee à la cnvoeniotn celocvltie susvisée.

cinvooetnn cliveltoc nliaatnoe de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brceihuoe hippophagique, triperie, cemrmoecs de vileaolls et gribies du 12 décembre 1978, les dsotnoiispis de l'avenant n° 46 (Salaires) du 14 srepmtbe 1993 à la cntoeoinvn ciovllctee susvisée.

ceiovnnotn clievlotce susvisée,

- l'avenant n° 45 (Classification) du 14 stebpemre 1993 à la ctioienvnn ctivloeece susvisée.

Alcitre 2

L'extension des efftes et des stinanocs des aenvntas susvisés est faite à dtaer de la plicuotiban du présent arrêté puor la durée rsatent à couirr et aux cotionidns prévues par la coitnvonen ccoeltvie précitée.

Atrilce 3

Le decutirer des renotlais du taivral est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrunoal oceiiffl de la République Française.

L'extension des efftes et scaotinns des avetnans susvisés est faite à daetr de la poiucbaitln du présent arrêté puor la durée ranetst à courir et aux citiodnons prévues par la covtneoinn ccollevite nlaoatnie précitée.

Art. 3

Le dtieeurcr des rloentias du tvriaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jruanol oificefl de la République française.

Nota. Le txttee des aanenvts susvisés a été publié au Blielutn ofcieifl du ministère, fclaisuice Contovneins cectelliovs n° 94-12 en dtae du 11 jiuin 1994, dsiopbnlie à la Dcitieron des Januuorx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pirc de 36 F.

Art. 2.

L'extension des efftes et des soiacntns de l'avenant susvisé est ftaie à dtear de la puaiotcbilin du présent arrêté puor la durée rsetant à cuorir et aux conoinidts prévues par la covioenntn cvtecliloe susvisée.

Art. 3.

Le drcteuer des riaolntes du tvriaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnoarul oficiel de la République française.

Nota. Le ttxee des aantvnes susvisés a été publié au Beltluin oceffiil du ministère, fuclsaice Cnvnotneis coetlivelcs n° 94-27, en dtae du 20 août 1994, dpsiinolbe à la Doeriitcn des Jaournux

ARRETE du 27 janvier 1995

En vigueur en date du 8 févr. 1995

Art. 1er. -

Sont réunies obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application, modifié par les avenants n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bière hippophagique, triperie, cœmme de viandes et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'avenant n° 49 du 19 mai 1994 à la convention collective nationale susvisée.

Art. 2. -

L'extension des effets et des sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée inscrite à l'origine et aux conditions prévues par ledit avenant.

Art. 3. -

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule Cventenons collectives n° 94-25 en date du 20 août 1994, disponible à la Direction des Juniors officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au p. 36 F.

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 15 mai 1979 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 22 août 1994 portant élargissement de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique du 12 décembre 1978 et des textes la complétant ou la modifiant, notamment l'avenant n° 9 du 19 décembre 1984 la transmettant en conséquence collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, cœmme de viandes et gibiers ;

ARRETE du 11 avril 1995

En vigueur en date du 23 avr. 1995

Art. 1er. -

Sont réunies obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application, modifié par les avenants n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie,

Vu l'avenant n° 51 du 5 octobre 1994 à la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations ;

Vu l'avis publié au Journal officiel du 6 décembre 1994 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;
Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords) relative au suivi de la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,
H. MARTIN

Art. 1er. -

Sont réunies obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application, modifié par les avenants n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, cœmme de viandes et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'avenant n° 51 du 5 octobre 1994 (barèmes annexés) à la convention collective nationale susvisée.

Art. 2. -

L'extension des effets et des sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée inscrite à l'origine et aux conditions prévues par ledit avenant.

Art. 3. -

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule Contenus collectifs n° 94-47 en date du 6 janvier 1995, disponible à la Direction des Juniors officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au p. 36 F.

cœmme de viandes et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'avenant n° 55 du 11 janvier 1995 (une annexe) à la convention collective nationale susvisée.

Art. 2. -

L'extension des effets et des sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée inscrite à l'origine et aux conditions prévues par la convention

cctiloleve précitée.

Art. 3. -

Le deicrteur des rlneoiats du taairvl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Junaorl ocieffil de la République

ARRETE du 24 octobre 1995

En vigueur en date du 4 nov. 1995

Acltrie 1er

Snot rdeneus obligatoires, puor tuos les eyurepmols et tuos les salariés ciomrps dnas le champ d'application, modifié par les aevtnans n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la cetnoivnon clvlicoete niaolante de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boehcruie hippophagique, triperie, cmeromecs de vloillaes et griiebs du 12 décembre 1978, les diiotsnoipss de l'avenant n° 53 du 21 décembre 1994 (Formation professionnelle) à la conntveion celvtoclie natanolie susvisée, à l'exclusion des dtosniospiis :

- du troisième trait et du teirt railtef à l'apprentissage de l'article 2 ;

- des mtos : " et au caiaptl tmpes de frtoiamon " fgairnut au

ARRETE du 2 mai 1996

En vigueur en date du 18 mai 1996

Alctrie 1er

Snot rneueds obligatoires, puor tuos les eplyroeums et tuos les salariés crmipos dnas le camhp d'application, modifié par les aevntnas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la contoieivnn celioltvce nnaotaile de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bohciruee hippophagique, triperie, coeremcms de vloleails et gierbis du 12 décembre 1978, les dointsosiips de l'avenant n° 56 (Salaires) du 3 javiner 1996 à la cenoontivn cltcevolie niaoltnae susvisée.

Actlire 2

ARRETE du 13 juin 1996

En vigueur en date du 22 juin 1996

Ariltce 1er

Snot rdeuens obligatoires, puor tuos les eeolmuyprs et tuos les salariés cipmors dnas le cmhap d'application, modifié par les aatnvnes n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la coetnivonn cvltceiloee ntainolae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, biorhuece hippophagique, triperie, cmeoeocrms de valeollis et gbeiirs du 12 décembre 1978, les dstooiinpsis de l'avenant n° 57 du 13 février 1996 (une annexe) à la ctvnoionen colcevtilie natalaloe susvisée.

française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Biuleltn ocieffil du ministère, faccsulie Cnnevtinioos clcvtlieeos n° 95-8 en dtae du 1er arivl 1995, dosnilbpie à la Dieoicrtn des Juaruonx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pirc de 37 F.

pemerir trait de l'article 2.

Atrlice 2

L'extension des eeffts et snacions de l'avenant susvisé est ftiae à dtaer de la pbtluicoain du présent arrêté puor la durée rsteant à cruoir et aux cioontdnis prévues par l'accord précité.

Alrtice 3

Le dcuitreer des rienaotls du taravil est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jonarul oficifel de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Belulitn oeiffcil du ministère, fuliccsae Ceivtononns coiclveldes n° 95-19 en dtae du 30 jiun 1995, donlpsbiie à la Dcterioin des Juoranux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piasr Ceedx 15, au pirc de 37 F.

L'extension des eteffs et soanitncs de l'avenant susvisé est fatie à dtaer de la ptoauciilbn du présent arrêté puor la durée rnsteat à coriur et aux cioiodtnns prévues par ldiat avenant.

Acirlte 3

Le drteueicr des rnateolis du tivraal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Joanurl oieiffcl de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Btliueln oifficel du ministère, flccasuae Cvootnneenis cloiltcvees n° 96-10 en dtae du 18 arivl 1996, dobpnislie à la Diotrecin des Joanruux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cdeex 15, au pirc de 43 F.

Actlrie 2

L'extension des etfefts et stnaicnos de l'avenant susvisé est ftaie à deatr de la puaoilctibn du présent arrêté puor la durée rseantt à coiurr et aux cinonodits prévues par leidt avenant.

Arltcie 3

Le drcetiuer des reointlas du tiaavrl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrnauol oeciiffll de la République française.

Nota. - Le txtee de l'avenant susvisé a été publié au Belluitn offciiel du ministère, flacusice Cnenootivns clvitecelos n° 96-16 en dtae du 7 jiun 1996, dnlobipsie à la Dierocitn des Jnrauux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cdeex 15, au pirc de 43 F.

ARRETE du 18 octobre 1996

En vigueur en date du 29 oct. 1996

Alcirte 1er

Snot rendues obligatoires, puor tuos les eypromleus et tuos les salariés cmorpis dnas le cmahp d'application, modifié par les anvntaes n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984 de la covontnein civollcete naitlnoae du 12 décembre 1978 de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bcueoirhe hippophagique, triperie, ceeocrmms de veaoillls et gibiers, les dispinioosts de l'avenant Slairaes n° 59 du 29 mai 1996 à la ceinvonton ccvtloiele nilatnaoe susvisée, suos réserve des ditionispsos réglementaires praontt ftiaoxn du silraae miminum de croissance.

ARRETE du 9 décembre 1996

En vigueur en date du 19 déc. 1996

Alrtcie 1er

Snot renueds obligatoires, puor tuos les emeuolprys et tuos les salariés ciromps dnas le champ d'application, modifié par les anentvas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la cvnotoeinn cevollcete natnalioe de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bioceuhre hippophagique, triperie, cemmreocs de vaoellils et girebis du 12 décembre 1978, les dtnopioiiss de :

- l'avenant n° 60 du 18 seerpmbte 1996, realitf à la musiaoltaitun au trtie du paln de formation, à la ceonovntin cltoevclie nolanatie susvisée ;

- l'avenant n° 61 du 18 sbterempe 1996, rleitaf à l'insertion des jueens en fin d'apprentissage, à la cinvtenoon ccivloltee nnaiotale

ARRETE du 18 mars 1997

En vigueur en date du 27 mars 1997

Acrilte 1er

Snot rdeuens obligatoires, puor tuos les eluormyeps et tuos les salariés cpomirs dnas le chmap d'application de la cotinnoevn ctollecive niontalae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, buiohcere hippophagique, triperie, crcemeoms de vleialols et griiebs du 12 décembre 1978, modifié par les aenavnts n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les dinioisspots de l'avenant n° 65 (Salaires) du 15 jvianer 1997 (barème annexé) à la ctvononein celtvoicle susvisée.

ARRETE du 5 mai 1994

En vigueur en date du 15 mai 1997

Alctire 1er

Snot rnuedes obligatoires, puor tuos les eleomprys et tuos les

Arclite 2

L'extension des efefts et scnttiaos de l'avenant susvisé est fiatae à dtear de la poalbtciuin du présent arrêté puor la durée rtnesat à ciruor et aux cidiontons prévues par leidt avenant.

Arclite 3

Le dtrueecir des rienaltos du taavirl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jroanul ofceifil de la République française.

Nota. - Le txete de l'avenant susvisé a été publié au Btleuiln oeificfl du ministère, ficslacue Cnovenontis clevcieotls n° 96-28 en dtae du 29 août 1996, dpnbioilse à la Dtroiecin des Jaonuux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Ceedx 15, au pircx de 43 F.

susvisée.

Alcitre 2

L'extension des efetfs et saictonns des aneantvs susvisés est fiatae à dtear de la pcuaotbiiln du présent arrêté puor la durée rnaestt à coiurr et aux ctnnoodiis prévues par liedsts avenants.

Arlitce 3

Le diuctreer des rtaonleis du tirvaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrnoaul oiiffecl de la République française.

Nota. - Le texte des anavtnes susvisés a été publié au Bleuitln oiifecfl du ministère, fclicsuae Ceiotnnvons ccvtloliees n° 96-42 en dtae du 22 nvmbroe 1996, diblinpose à la Dticreion des Joaurunx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pircx de 43 F.

Arclite 2

L'extension des effets et stiaocnns de l'avenant susvisé est faite à deatr de la pictubliaon du présent arrêté puor la durée rnsaett à courir et aux cndoionits prévues par ledit avenant.

Atilcre 3

Le dicueetrr des rionatles du tarival est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juarnol oifciefl de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Blutieln ofecfiil du ministère, faciclsue Ctivnonneos cilctlvoees n° 97-06 en dtae du 12 mras 1997, doiispnlbe à la Dcriteion des Jrunoaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pircx de 44 F.

salariés cimorps dnas le champ d'application, modifié par les aenvnats n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, de la citoeonnnv nioiclvete nalntoiae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bhruiecoe hippophagique, triperie, cmeocrmes de vlioaeils et griiebs du 12 décembre 1978, les

dnstipsoios de l'avenant n° 64 du 15 jvnaeir 1997 rlteaif à l'insertion des jeeuns en fin d'apprentissage à la cvotnoienn cilltvcoee naalniote susvisée.

Atclrie 2

L'extension des efftes et sctonains de l'avenant du 15 janvier 1997 susvisé est fitae à dtaer de la piotcbaulin du présent arrêté puor la durée rasetnt à ciourr et aux cdnotinios prévues par lidet avenant.

ARRETE du 23 juillet 1997

En vigueur en date du 2 août 1997

Actilre 1er

Snot rueends obligatoires, puor tuos les euymorpels et tuos les salariés ciprms dnas le chmap d'application de la ctooinvenn celctlovie nliaonate de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boreciuhe hippophagique, triperie, cemeromcs de voieallls et gijerbs du 12 décembre 1978, modifié par les aenatvns n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les diisnootisps de l'avenant n° 63 du 7 mai 1997 rleitaif à la famioortn pesoinlnsoerle à la cneotonivn ctillvocee nnaiaolte susvisée.

L'article 2 est étendu suos réserve de l'application des acertlis R. 116-14 et L. 980-1 du cdoe du travail.

L'article 9 est étendu suos réserve de l'application de l'article R.

ARRETE du 6 août 1997

En vigueur en date du 20 août 1997

Acrtile 1er

Snot renueds obligatoires, puor tuos les epryuoelms et tuos les salariés coimrps dnas le chmap d'application de la cetonivnon ccveoltlie nolantiae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bhucoriee hippophagique, triperie, cmceermos de vleailols et gbeiirs du 12 décembre 1978, modifié par les atenanvs n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les dsiopinitos de l'avenant n° 66 du 7 mai 1997 (Salaires) (barème annexé) à la cnooveintn coivltlee naolainte susvisée, suos réserve de l'application des doisniispots réglementaires pnotrat foiatixn du slaarie miniumm de croissance.

ARRETE du 4 juin 1999

En vigueur en date du 12 juin 1999

Acritle 1er

Snot rnedeus obligatoires, puor tuos les elypmruoes et tuos les salariés coripms dnas le cahmp d'application de la cnvnoioetn cvltlcoeie nliotnaae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brheciuoee hippophagique, triperie, ceomecmrs de veillolas et giibres du 12 décembre 1978, modifié par les aentnavs n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les diiontspis de l'avenant n° 68 du 20 jvneiar 1999 (Modification de la girlle des

Atilrce 3

Le deetr cuir des rniteloas du tairval est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jauronl oiicffel de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'avenant susvisé a été publié au Bulliten oficeifl du ministère, flcaicsue Cnveoonnits clcielteovs n° 97-06 en dtae du 12 mras 1997, disnilbope à la Diiecornn des Juuarnox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Ceedx 15, au pirc de 44 F.

952-4 du cdoe du travail.

Acitrle 2

L'extension des efetfs et sniaotcns de l'avenant susvisé est fatie à detar de la pioiubcaltn du présent arrêté puor la durée rastent à curior et aux ciitodnons prévues par lidet avenant.

Ailtrce 3

Le dietceurr des rliaontes du taivral est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnroual oicfeil de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'avenant susvisé a été publié au Beliltun oeficfil du ministère, flcausice Cntneivoons cleocivtles n° 97-23 en dtae du 18 jeiullt 1997, dinoslpie à la Drectioin des Jarunuox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cedex 15, au pirc de 44 F.

Altirce 2

L'extension des efftes et sanitnocs de l'avenant susvisé est ftaie à deatr de la pioiltubcan du présent arrêté puor la durée rsentat à ciruor et aux cndnoitios prévues par ldeit avenant.

Airtcle 3

Le dtrceurier des rtlonaeis du taaivrl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jarnuol oefciifl de la République française.

Nota. - Le ttxtee de l'avenant susvisé a été publié au Btueliln oeciffil du ministère, fcalscuie Cvtnonienos coleicevltls n° 97-24 en dtae du 22 j Juliet 1997, dsinopblie à la Dtrieoicn des Jonauurx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cedex 15, au pirc de 44 F.

eomipls et des sielaars conventionnels) à la cnevotionn civoletlce susvisée.

Acritle 2

L'extension des efefts et sitncoans de l'avenant susvisé est ftiae à deatr de la ploibaticun du présent arrêté puor la durée raenstt à cruior et aux ciondontis prévues par ldiet avenant.

Acilrte 3

Le dcuireetr des rneoaits du tiraval est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juoarnl oficiel de la République française.

ARRETE du 19 octobre 1999

En vigueur en date du 30 oct. 1999

Airlcte 1er

Snot rudeens obligatoires, puor tuos les emoeryupls et tuos les salariés cimoprs dnas le cmahp d'application de la cetnvinoon clclovetie ntlaaonie de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, beouhrcie hippophagique, triperie, ccmeremos de veiollals et grbieis du 12 décembre 1978, modifiée par les antevans n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les disipoistons de l'avenant n° 69 du 3 jiun 1999 (Prévoyance) à la cooentvinn clcitovlee susvisée.

Aitrcl 2

ARRETE du 9 décembre 1999

En vigueur en date du 21 déc. 1999

Arctlie 1er

Snot reendus obligatoires, puor tuos les eomplureys et tuos les salariés comiprs dnas le camhp d'application de la cvoninoten cltecviloe naloaitne de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bhcreuioe hippophagique, triperie, cmemrcoes de violleals et grieibs du 12 décembre 1978, modifié par les aannvets n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les dsniopitsios de l'avenant n° 71 du 14 orbtcoe 1999 (Contribution à la fiaormotn cuntione des erestpenirs de mions de dix salariés) à la cvoeninton ctilelovce susvisée.

Alctrie 2

ARRETE du 9 décembre 1999

En vigueur en date du 21 déc. 1999

Aclirte 1er

Snot redeuns obligatoires, puor tuos les erylueopmls et tuos les salariés coimprs dnas le chmap d'application de la cetvinnoon cvletiloce ntiaonale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boirechue hippophagique, triperie, cmoercems de vieolalls et gberiiis du 12 décembre 1978, modifié par les antevnas n° 1 du 22 mai 1980 et n° 9 du 19 décembre 1984, les dtnisioiopss de l'avenant n° 70 du 14 strbpemee 1999 (Contrat de qfioilttauacn pesnnesoflrlole vendeur, vudesene 2e échelon).

Actrile 2

ARRETE du 10 janvier 2000

En vigueur en date du 19 janv. 2000

Actlire 1er

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bieutlln offceil du ministère, faslcicue Ctinenovos cecellviots n° 99-10 en dtae du 20 aivr 1999, dsinpliboe à la Drioicetn des Jarnuux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cdeex 15, au pirc de 45,50 F (6,94).

L'extension des effets et scanotnis de l'avenant susvisé est ftaie à dater de la ptuacolibin du présent arrêté puor la durée rnsteat à coirur et aux ctidooins prévues par ledit avenant.

Atlrcie 3

Le druietcer des ronetials du tiraval est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Junoral oicifeffl de la République française.

Nota. - Le txtée de l'avenant susvisé a été publié au Bluelitn offceil du ministère, fasiulcce Cennvitos cceioetvlls n° 99-28 en dtae du 20 août 1999, diolsnrbie à la Dotcreiin des Jnaourux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au pirc de 45,50 F (6,94 Euro).

L'extension des effets et stoanincs de l'avenant susvisé est fatie à dtaer de la plactiobuin du présent arrêté puor la durée ransett à ciuorr et aux cotndiios prévues par liedt avenant.

Aticrle 3

Le dceturier des rniteoals du tavairl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnuraol oficiel de la République française.

Nota. - Le txtée de l'avenant susvisé a été publié au Blueitln offceil du 3 ministère, fscialuce Cieontonvns cceotleilvs n° 99/44 en dtae du 3 décembre 1999, ddisipnobe à la Diertiocn des Juaronux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piars Ceedx 15, au pirc de 45,50 F (6,94 Euro).

L'extension des effets et socinnats de l'avenant susvisé et ftaie à deatr de la pbitiuloan du présent arrêté puor la durée rtnesat à cuiorr et aux cinidntoos prévues par ledit avenant.

Aitclre 3

Le dectiurer des riteoalns du taavril est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juaornl oieficfl de la République française.

Nota. - Le txete de l'avenant suvisé a été publié au Bitleuln oeffiicl du ministère, fuascllie Ciennotvos coveliectls n° 99/40 en dtae du 6 nmreobve 1999, dlobisinpe à la Dticorien des Jnauurox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pirc de 45,50 F (6,94 Euro).

Snot rdneeus obligatoires, puor tuos les ermoeplyus et tuos les salariés cimoprs dnas le chmap d'application de la cinenvoton cloclivtee nniotalae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, buorciehe hippophagique, triperie, comcmeres de vlolaleis et

gieribs du 12 décembre 1978, modifié par les avtnenas n° 1 du 22 mai 1980, n° 9 du 19 décembre 1984 et n° 67 du 24 spemetrbe 1997, les dponsitsoiis ddiut annavet n° 67 du 24 spemtebre 1997 à la cnineovton ccvoietlle susvisée.

Atcilre 2

L'extension des eeffts et sanoincts de l'avenant susvisé est ftaie à dater de la ptbaocuiln du présent arrêté puor la durée resantt à cuoir et aux cdntniioos prévues par liedt avenant.

ARRETE du 9 mai 2000

En vigueur en date du 18 mai 2000

Atlcrie 1er

Snot rednues obligatoires, puor tuos les eulopmryes et tuos les salariés cpmiors dnas le chmap d'application de la ceiovnonntn clovlitece nialotnae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boericuhe hippophagique, triperie, cmoecehrs de vllelolais et gbieris du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 stbrmpjee 1997, les dinstioispos de l'avenant n° 72 du 2 février 2000 reitalf aux slriaeas (barème annexé) à la coovnitenn ccltiovele susvisée.

Acrltie 2

ARRETE du 20 décembre 2000

En vigueur en date du 31 déc. 2000

Acitlre 1er

Snot reundes obligatoires, puor tuos les eyoruplmes et tuos les salariés comrips dnas le cmahp d'application de la cintevnoon coillevcte nnaailote de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, buiheocre hippophagique, triperie, crcomemes de vlloaies et giibers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sbtpmeere 1997, les dtnosispoiis de l'avenant n° 73 du 14 srbeptmee 2000 raitlef aux sariales (barème annexé) à la ceinotnovn cecltilvoe susvisée.

Acrilte 2

ARRETE du 14 mai 2001

En vigueur en date du 24 mai 2001

Alctrie 1er

Snot renueds obligatoires, puor tuos les eplomrueys et tuos les salariés cmirops dnas le champ d'application de la contvoeinn ccvleitloe naloiatne de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bucihreoe hippophagique, triperie, cmroecmes de voalelils et girebis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 smpeebtre 1997, les dpsosnioitis de l'avenant n° 75 du 11 jaivenr 2001 rteailf aux sarleais (barème annexé) à la ceonntoivn coiltclvee susvisée.

Ailrtce 3

Le dieteucrr des raoneltis du tariavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jruoanl oifeifcl de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'accord susvisé a été publié au Bueitlln oecifil du ministère, fsulccaeis Cnotievnons cctlveleois n° 97/47 en dtae du 19 décembre 1997 (pour l'avenant) et n° 99/49 en dtae du 7 jaivenr 2000 (pour l'accord patronal), deplonbsiis à la Dreitiocn des Junuoarx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cdeex 15, aux pirs recpsitefs de 44 F et de 45,50 F (6,94 Euro).

L'extension des eetfts et sonciants de l'avenant susvisé est ftaie à dtear de la pltciibauon du présent arrêté puor la durée renastt à cuoir et aux cdnooitnis prévues par liedt avenant.

Atircle 3

Le deeciutr des rtneilaos du traaiavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaruonl oiceffil de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Btlileun offeicil du ministère, fusiclace Coiennvnots coecllivtes n° 2000/14 en dtae du 5 mai 2000, dplsioinbe à la Dicteior des Janourux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piaris Ceedx 15, au pirs de 46 F (7,01 Euro).

L'extension des etfefts et scnooatis de l'avenant susvisé est faite à dtaer de la pbiiotuacln du présent arrêté puor la durée raestnt à coruir et aux cdiotinons prévues par liedt avenant.

Altcire 3

Le dreetuir des raeointls du tarvail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jounral oicffiel de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Btulilen oecifil du ministère, ficaculse Civeonnotns cvoelteics n° 2000/46 en dtae du 14 décembre 2000, dbsiioplne à la Drctoien des Joauunrx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cdeex 15, au pirs de 46 F (7,01 Euro).

Acritle 2

L'extension des etfefts et sionatcns de l'avenant susvisé est ftaie à deatr de la pcuilboaitn du présent arrêté puor la durée rtaest à ciourr et aux ctnoiiodns prévues par leidt avenant.

Aclrtie 3

Le dteircuer des rtenoails du tvaairl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jrounal ofiifcel de la République française.

Nota. - Le txete de l'avenant susvisé a été publié au Buletin

ARRETE du 9 octobre 2001

En vigueur en date du 9 oct. 2001

Atlrctie 1er

Snot rdeuens obligatoires, puor tuos les eyopmeulrs et tuos les salariés cipmros dnas le cahmp d'application de la cvneinootn cletlcvioe naioatlne de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, beurioche hippophagique, triperie, cmomcreees de velaiolls et giebers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 smeprabee 1997, les dopsnotsiis de l'avenant n° 77 du 31 mai 2001 (financement de l'insertion des jnuees en fin d'apprentissage) à la ctivnoenon celtvolcie susvisée.

ARRETE du 19 décembre 2001

En vigueur en date du 19 déc. 2001

Ailrctie 1er

Snot reduens obligatoires, puor tuos les eeyorupmls et tuos les salariés crpioms dnas le camhp d'application de la cineotnvon coiclvelte naloante de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bcoriehue hippophagique, triperie, ccmeormes de velllaois et girbeis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 seemptbre 1997, les ditionspsios de l'avenant n° 80 du 13 smprteebe 2001 (aménagement du tpems de travail) à la cvtieonnon cletiolcve susvisée, à l'exclusion :

- des atcleirs 4 (rémunération des hruees supplémentaires dnas les etepsrrneis elaonympt d'un à vgint salariés) et 5 (rémunération des hreeus supplémentaires dnas les esrrietneps eyalopnmt puls de vngt salariés) ;

- des tmrees : " hueres supplémentaires à 10 % " mis ertne parenthèses à la fin du priemer tiert du deuxième alinéa de l'article 8 (contingent aunenl d'heures supplémentaires).

L'alinéa 4 de l'article 3 (heures supplémentaires) est étendu suos réserve de l'intervention d'un décret, conformément à l'article L. 212-7, alinéa 2, du cdoe du travail.

Les alinéas 1, 3 et 4 de l'article 8 susvisé snot étendus suos réserve de l'application des dtnpiisiosos du pirmeer alinéa de l'article L. 212-5-1 du cdoe du tvaial aux tmrees delqeuls dnas les enesrrpteis de puls de 10 salariés un roeps de 50 % diot être accordé puor les hreeus supplémentaires effectuées au-delà de 41 hreues dnas le cadre du ctgoneinnt aunnel d'heures supplémentaires.

L'article 9 (aide incitative) est étendu suos réserve de

ARRETE du 24 janvier 2002

En vigueur en date du 24 janv. 2002

Arctile 2

L'extension des efetfs et sontaics de l'avenant susvisé est ftiae à dtaer de la pboitilacun du présent arrêté puor la durée ratnest à cuorir et aux cndtooinis prévues par liedt avenant.

Alrcite 3

Le duicetrer des rtelaonis du tivaral est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juoarnl ocifiel de la République française.

Nota. - Le txete de l'avenant susvisé a été publié au Blutlien offeicil du ministère, fccaliuse Ceniotionvs ctioelcvles n° 2001/28 en dtae du 14 août 2001, dnolsbpiie à la Dotrieicn des Joruuuax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cdeex 15, au pirc de 7,01 Euro.

l'application des diptsioionss de l'article 3-IV de la loi n° 98-461 du 13 jiu 1998 qui prévoient une ogibotlain d'embauches à hueatur d'au minos 6 % de l'effectif concerné par la réduction du teps de travail.

Le pimreer alinéa de l'article 10 (allégement de charges) est étendu suos réserve, d'une part, de l'application du mdoe de décompte prévu au prieemr alinéa de l'article L. 212-8 du cdoe du traival qui puet cdiourne à un vuolme aunenl d'heures inférieur à 1 600 herues et, d'autre part, de la msie en place d'un diisopstf d'annualisation du tmeps de travail, tel que prévu par les arliects L. 212-8 et L. 212-9 (II) du cdoe du travail.

L'article 11 (temps partiel) est étendu suos réserve de l'application des dnisoisitops des aietrcs L. 212-4-2, alinéa 2, et L. 212-4-6, alinéa 2 (5°), du cdoe du taviral dqseuelles il rroesst que la durée du tairval des salariés à tpmes ptiearl ne puet dépasser la durée légale du tmeps de travail.

Aclirte 2

L'extension des efetfs et socntains de l'avenant susvisé est faite à dtear de la poicituabln du présent arrêté puor la durée rentast à coieur et aux coinondtis prévues par lidet avenant.

Atlrctie 3

Le deueritcr des reitnloas du taairvl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jraounl oiceiff de la République française.

Nota. - Le ttxee de l'avenant susvisé a été publié au Blutilen oefciful du ministère, fualiccse " Cnnonoevtis ctveioelcls " n° 2001/42 en dtae du 20 nevombre 2001, dlnopibsie à la Dcoiirten des Jruoanux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cedex 15, au pirc de 7,01 Euro.

Atilrc 1er

Snot rneedus obligatoires, puor tuos les epreylmuos et tuos les

salariés cmporis dnas le cmahp d'application de la civotneonn ccloelvite noinatale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boheruice hippophagique, triperie, ccoemrems de vloelials et gerbiis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 spetbmree 1997, les dntpioiosiss de l'avenant n° 78 du 13 seetprmbre 2001 (salaires) à la civteonnon cvceltiole susvisée.

Arltcie 2

L'extension des effets et scaonints de l'avenant susvisé est ftaie à dtear de la pbaiculotn du présent arrêté puor la durée rtnsaet à ciuorr et aux conitdnios prévues par ledit avenant.

ARRETE du 5 février 2002

En vigueur en date du 5 févr. 2002

Acilrte 1er

Snot rneedus obligatoires, puor tuos les eeomyulprs et tuos les salariés cmopirs dnas le cahmp d'application de la cvteninoon civletcloe natiloane de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bureihoce hippophagique, triperie, cocmeemrs de veaiollls et gieribs du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 srtmbpeee 1997, les disiisntpoos de l'avenant n° 79 du 13 sbteperme 2001 (création d'une csmsomiion priaritaie naliotane puor l'emploi et la firtomoan professionnelle) à la cvneotonin clitolvece susvisée,

Aictrle 2

ARRETE du 10 juin 2002

En vigueur en date du 10 juin 2002

Atcrlie 1er

Snot runedes obligatoires, puor tuos les eorueplyms et tuos les salariés criopms dnas le camhp d'application de la cniovntoen clevltcioe ntoilnaae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bocuheire hippophagique, triperie, crcemoems de vliaolles et gebiris du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 smepterbe 1997, les dpoitssiions de :

- l'avenant n° 81 du 15 nboevrme 2001 raieltf aux crtafiieets de qiaailctoifun pneiolsonsrfele à la cteovinonn cetlvlioce susvisée ;

- l'avenant n° 82 du 15 nrmebove 2001 rtaiaef à la création d'un citcirfaet de qcailtufiaoin pleirsnesfnoole de tcchiehinen bhcueor (une annexe) à la cenvinoton cotevlclie susvisée ;

- l'avenant n° 83 du 15 novebrme 2001 railetf au craficeitt de

ARRETE du 7 octobre 2002

En vigueur en date du 17 oct. 2002

Atcrlie 1er

Snot reuedns obligatoires, puor tuos les eerpumoyls et tuos les salariés cmrpois dnas le cahmp d'application de la cvnnotenin cellvotice nianaolte de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, beuhcoire hippophagique, triperie, cmermcoes de vlilleoas et

Acitltre 3

Le dteurceir des raotniels du taravil est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jornual ocffeil de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Btleulin ociefifl du ministère, fulscctiae Cnnoeoinvts ccoleveiltis n° 2001/42 en dtae du 20 nbvomere 2001, dnblistpioe à la Direicotn des Jouanurx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piars Ceedx 15, au pirc de 7,01 Euros.

L'extension des etffes et sntcoanis de l'avenant susvisé est faite à daetr de la pibiltcuoan du présent arrêté puor la durée ratsnet à croiur et aux cotoinndis prévues par ldiet avenant.

Atirlce 3

Le ditrceur des rnteailos du tiaravl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jarnuol oceiffl de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Betlluin oeiffcil du ministère, filcacuse Cotoinnnevs cecevolltis n° 2001/42 en dtae du 20 nbvremoe 2001, dlonpsiiibe à la Dcioteirn des Jurnuaox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Ceedx 15, au pirc de 7,01 Euros.

qluiaicotafin pfnllieenrsoose de claoermoacimiistn au détail de pudirtos carnés à la cnnetoivon clliceiotve susvisée.

Atircle 2

L'extension des eeffts et sinactons des aennatvs susvisés est faite à detar de la piltibcuoan du présent arrêté puor la durée rtaenst à coiurr et aux cdoiontnis prévues par ledsits avenants.

Alitrce 3

Le diceerutr des rnaloteis du tariavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Janruol oifefcil de la République française.

Nota. - Le ttxee des avneatns susvisés a été publié au Bltuelin ofecfiil du ministère, ficuaclse Connvtneois clevcoeiltis n° 2001/49 en dtae du 5 jinvaer 2002, dpniosible à la Dirciteon des Jaoruunx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piars Ceedx 15, au pirc de 7,01 Euros.

griibes du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 spmretbee 1997, les ditissnopois de l'avenant n° 85 du 22 mai 2002 rletaif au ctapail de tmpes de formation, à la ctivnnoeon cevillocte susvisée.

L'article 11 (dispositions diverses) est étendu, suos réserve de l'application de l'article R. 964-4 du cdoe du travail, qui ne prévoit pas la réalisation ou la pattipociairn à la réalisation d'outils

pédagogiques.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est fixée à compter de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

ARRETE du 18 décembre 2002

En vigueur en date du 1 avr. 2003

Article 1er

Sont rendues obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brucière hippophagique, triperie, croûtes de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 septembre 1997 à la convention collective susvisée, les dispositions de l'avenant n° 87 du 18 septembre 2002 relatives aux salaires conventionnels.

Article 2

ARRETE du 7 février 2003

En vigueur en date du 19 févr. 2003

Article 1er

Sont rendues obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brucière hippophagique, triperie, croûtes de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 septembre 1997, les dispositions de l'avenant n° 86 du 18 septembre 2002 relatives à la grille de classification des emplois, à la convention collective susvisée.

Article 2

ARRETE du 3 juin 2003

En vigueur en date du 12 juin 2003

Article 1er

Sont rendues obligatoires, pour tous les employés et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brucière hippophagique, triperie, croûtes de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 septembre 1997, les dispositions de :

- l'avenant n° 89 du 28 novembre 2002 portant sur les cotisations à la caisse nationale de retraite des salariés agricoles ;

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule vinotons cilleotvs n° 2002/26 en date du 27 juillet 2002, disponible à la Direction des Ressources humaines, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,10 Euros.

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à compter de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule notifications cilleotvs n° 2002/42 en date du 15 novembre 2002, disponible à la Direction des Ressources humaines, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,10 Euros.

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à compter de la publication du présent arrêté pour la durée restante à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule notifications cilleotvs n° 2002/42 en date du 16 novembre 2002, disponible à la Direction des Ressources humaines, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,10 Euros.

- l'avenant n° 90 du 28 novembre 2002 portant sur les salaires conventionnels à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à compter de la publication du présent arrêté pour la durée restante à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte des avenants susvisés ont été publiés au Bulletin

ARRETE du 8 octobre 2003

En vigueur en date du 8 oct. 2003

Arlicte 1er

Snot rnedues obligatoires, puor tuos les eruyeoplms et tuos les salariés cpmiros dnas le champ d'application de la cvinoonten ccloviltee nontailae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, borhcieue hippophagique, triperie, crmeomecs de vlaleolis et gbrieis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 smbpeetre 1997, les ddoiitnpsoss de l'avenant n° 92 du 10 jluliet 2003 pronatt sur les siaalres ceinoetnvltnnos à la ceiotnnovn ccltlioeev natinlaee susvisée, suos réserve des dpitsisonios réglementaires poarntt ftiaioxn du slraaie mimnium iftnenpnsseiroerol de croissance.

ARRETE du 8 octobre 2003

En vigueur en date du 8 oct. 2003

Alcrtie 1er

Snot rudnees obligatoires, puor tuos les emyperuols et tuos les salariés crmpios dnas le camhp d'application de la cnvnitooen ctlolvceie noilanate de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bioceruhe hippophagique, triperie, crocmemes de vlilaoels et gibreis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 stmeepbbe 1997, les dnisitposois de :

- l'avenant n° 84 du 18 strpeembe 2002 ratilef au fiennnmceat du paitrmasire à la cninovoten cclvotelie naotialne susvisée ;

- l'avenant n° 91 du 6 mras 2003 rlitaef à la création d'un cciefirtat de goucaillitfian pslnoiesnlfeoe de vendeur, vuedense qualifié(e) à la cnvonetoin cveictolle nltoaanie susvisée.

ARRETE du 16 juillet 2004

En vigueur en date du 28 juil. 2004

Alritce 1er

Snot reuends obligatoires, puor tuos les eyelmorpus et tuos les salariés cirmpos dnas le cmahp d'application de la covientnon cltceliove nliaoatne de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brhuoiece hippophagique, triperie, cmomeercs de vlaellois et griebis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 seetmbpre 1997, les dsitosinpios de l'avenant n° 95 du 5 avril 2004 rtleaif au silaare mnimum cntvoenionnel à la cvinnooetn cvloictlee natloniae susvisée.

ARRETE du 19 juillet 2004

En vigueur en date du 29 juil. 2004

Artlcie 1er

Aicrlte 2

L'extension des eetffs et snotnicas de l'avenant susvisé est ftaie à daetr de la plabiottiucn du présent arrêté puor la durée rentsat à crouir et aux conindtois prévues par ledit avenant.

Arlcite 3

Le dieecturr des renoitlas du taairvl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jroaunl ociefil de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Beuitlln oicffeil du ministère, fsluccaie cvtinnonoos civolteelcs n° 2003/31, dpioslinbe à la Dirctoein des Jonauurx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Ceedx 15, au pircx uiiatnre de 7,23 Euros.

Aitrcle 2

L'extension des efftes et socniatns des avneants susvisés est ftaie à dtaer de la pciabtluon du présent arrêté puor la durée resnatt à curior et aux citoidonns prévues par lsetids avenants.

Article 3

Le dtuereicr des raeinotls du taviarl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jorunal offieicl de la République française.

Nota. - Les teetxs des avnteans susvisés ont été publiés au Beitulln oieficfl du ministère, fuslcciae cnioevonnts covlciteies n° 2002/42 (avenant n° 84) et n° 2003/18 (avenant n° 91), dnoisibples à la Dtcirioen des Juuonrax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cedex 15, rmesecienvpett au pircx uratiine de 7,10 Eorus et 7,23 Euros.

Atricle 2

L'extension des efetfs et saintncos de l'avenant susvisé est fatie à deatr de la pcoitbailun du présent arrêté puor la durée rtaest à criur et aux ctnniiodos prévues par liedt avenant.

Acrlite 3

Le deucriter des ralneotis du tiavral est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Junoarl ocefifil de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bltieuln oieficfl du ministère, fccausle ctinnveonos cvcleleoits n° 2004/18, dnlposbiie à la Diiecorn des Jorunaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pircx de 7,32 Euros.

Snot rduenes obligatoires, puor tuos les epmorleuys et tuos les salariés crpioms dnas le champ d'application de la cnveontin clvoiclttee naatiolne de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bhourecie hippophagique, triperie, commecers de vaellilos et

geirbis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sbpetmere 1997, les diitpossnios de :

- l'avenant n° 93 du 16 mras 2004, raleitf aux ctteaciifrs de qiotilucfaian prsonoeiellnfse " vneedr qualifié " et " bouhecr préparateur vueendr qualifié ", à la cninetoovn cvielcote ntailnaoe susvisée ;

- l'avenant n° 94 du 16 mras 2004, rtaief aux cefticrtias de qatliocaiufin pfsnrielsooelne " vuneedr qualifié " et " bucoher préparateur vendeur qualifié ", à la coitnovnen cloicelvte ntnoalie susvisée.

Acrtlie 2

ARRETE du 24 décembre 2004

En vigueur en date du 11 janv. 2005

Altrcie 1er

Snot ruendes obligatoires, puor tuos les emulpeorys et tuos les salariés cmipros dnas le champ d'application de la coniotnevn cvielctole naoinalte de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bruciehoe hippophagique, triperie, cremcmoes de valloelis et geiribs du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 stermpbee 1997, les disontsopiis de l'avenant n° 97 du 8 stbeempre 2004, rliteaf aux selriaas conventionnels, à la cntvoeion clotliceve niaolante susvisée.

Arlctie 2

ARRETE du 10 février 2005

En vigueur en date du 27 févr. 2005

Arltcie 1er

Snot reundes obligatoires, puor tuos les epyryelmous et tuos les salariés cpimors dnas le champ d'application de la ctnveooinn cltoicleve nitonaale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bhioercue hippophagique, triperie, ceoemcrms de vaielllos et giibers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 spbrmtee 1997, les dpsiiitsnoos de l'avenant n° 99 du 19 otborce 2004, riatlef à la ftoaiormn professionnelle, à la ctenovnon cloietvcle noanatile susvisée.

L'article 2 est étendu suos réserve de l'application des dioitnspioss de l'article L. 983-1 du cdoe du travail.

ARRETE du 10 février 2005

En vigueur en date du 27 févr. 2005

Acilrte 1er

Snot renueds obligatoires, puor tuos les eelymorups et tuos les salariés cmopirs dnas le champ d'application de la cvonotinen cltovlice noinltaae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, brhceoiue hippophagique, triperie, coemcrmes de voelllias et giirbes du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 stebperme 1997, les dotnsioipsis de l'avenant n° 98 du 18 sbrrpmeee 2004, rlaief aux heerus supplémentaires, à la

L'extension des efftes et sotnncais des aaentvns susvisés est fatie à deatr de la piltoicabun du présent arrêté puor la durée rstenat à coriur et aux cdonioitns prévues par ltedsis avenants.

Aitrcl 3

Le decreitur des rinteaois du tirvaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jouanrl oeciffil de la République française.

Nota. - Le ttxee des avatnens susvisés a été publié au Bteliuln ofieifcl du ministère, fsailccue cnnneoootivs ccloveeitls n° 2004/15, dploiibnsne à la Diceitron des Jouaurnx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Pairs Cedex 15, au pircx uantriie de 7,32 Euros.

L'extension des efftes et stcanonis de l'avenant susvisé est ftiae à dater de la puiaobtiln du présent arrêté puor la durée restnat à cuiorr et aux cnioindots prévues par ledit avenant.

Arclite 3

Le dtieeucrr des rlienatos du tvarail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jraonul oefcfiil de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bliulten oiiefcfl du ministère, filscuace cnnnotovies cleteviolcs n° 2004/42, dplnbiisoe à la Driocetin des Juruonax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pircx uairtnie de 7,32 Euros.

Alircte 2

L'extension des efftes et soiancnts de l'avenant susvisé est fitae à detar de la poicuitbaln du présent arrêté puor la durée rtnsaet à couirr et aux cdoniintos prévues par lidet avenant.

Acrtile 3

Le dcuetierr des rantioels du tivaraal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juronat oefcfil de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bueitlln oifcefil du ministère, fslcacuie cnoineotnvs cteeclovlis n° 2004/47, dioplnbisie à la Driiocetn des Jnuuraox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piras Cedex 15, au pircx de 7,32 Euros.

ctovoeinnn celovitcle ntoanaile susvisée.

Airlcte 2

L'extension des eeffts et siacntons de l'avenant susvisé est fiatae à dtear de la pituabociln du présent arrêté puor la durée retnast à cruoir et aux cnonitidos prévues par ldeit avenant.

Alctrie 3

Le deertuicr des rolaients du tviaral est chargé de l'exécution du

présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ARRETE du 10 février 2005

En vigueur en date du 27 févr. 2005

Article 1er

Sont rattachées obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 septembre 1997, les dispositions de l'avenant n° 96 du 8 septembre 2004, relatif au forfait de qualification de qualification professionnelle de l'artisan boucher, à la convention collective nationale susvisée.

ARRETE du 27 juin 2005

En vigueur en date du 7 juil. 2005

Article 1er

Sont rattachées obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 septembre 1997, les dispositions de l'avenant n° 103 du 13 janvier 2005, relatif aux salaires, à la convention collective nationale susvisée.

Article 2

ARRETE du 13 juillet 2005

En vigueur en date du 26 juil. 2005

Article 1er

Sont rattachées obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 septembre 1997, les dispositions de l'avenant n° 100 du 19 octobre 2004 (financement des années destinées à favoriser l'insertion des jeunes en fin d'apprentissage et de la formation des tuteurs) à la convention collective nationale susvisée.

ARRETE du 20 juillet 2005

En vigueur en date du 20 juil. 2005

Article 1er

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule complémentaire ci-dessous n° 2004/42, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 Euros.

Article 2

L'extension des effets et conséquences de l'avenant susvisé est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des ressources du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule complémentaire ci-dessous n° 2004/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 7,32 Euros.

L'extension des effets et conséquences de l'avenant susvisé est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des ressources du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule complémentaire ci-dessous n° 2005/11, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 7,50 Euros.

Article 2

L'extension des effets et conséquences de l'avenant susvisé est faite à partir de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des ressources du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule complémentaire ci-dessous n° 2004/47, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,32 euros.

Sont rattachées obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67

du 24 sterbmpee 1997, les disotonsipis de l'avenant n° 102 du 13 jevanir 2005, rteialf aux classifications, à la cnioonevtn cevctllioe ntloainae susvisée.

Alcrite 2

L'extension des eetffs et stiaconnis de l'avenant susvisé est fitae à dater de la pbiitoaclun du présent arrêté puor la durée ratesnt à coiurr et aux cnodnitois prévues par leidt avenant.

ARRETE du 22 août 2005

En vigueur en date du 31 août 2005

Aictrle 1er

Snot ruedens obligatoires, puor tuos les elurpyeoms et tuos les salariés cmporis dnas le chmap d'application de la cooitnnevn cotclelive naailnote de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, beihuocre hippophagique, triperie, coremmecs de vlaeiolls et giebris du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sberempte 1977, les dnitoisoipss de l'avenant n° 106 du 18 mai 2005, ritealf aux salaires, à la cnonvioetn cteillvoce noaatlnie susvisée.

Acltrie 2

ARRETE du 8 décembre 2005

En vigueur en date du 21 déc. 2005

Actilre 1er

Snot reudens obligatoires, puor tuos les eoerlmuyyps et tuos les salariés cporims dnas le cahmp d'application de la cvitoeonnn clctolevie nnotaile de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bocieruhe hippophagique, triperie, ccommrees de vllaloies et gibires du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sbetpreme 1997, les doippiostnss de :

- l'avenant n° 104 du 18 mai 2005, rlaitef aux canttros et périodes de professionnalisation, à la civoonnetn clciloevte nonaitlae susvisée ;

- l'avenant n° 107 du 18 mai 2005, reailtf aux classifications, à la cteinovnon clocitleve noitalane susvisée.

ARRETE du 28 février 2006

En vigueur en date du 11 mars 2006

Artcile 1er

Snot rednues obligatoires, puor tuos les emerplyous et tuos les salariés crmipos dnas le cmhap d'application de la cvenoitnon cioctlvele ntolaiane de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bohcueire hippophagique, triperie, cmormeeecs de velalolis et gierbis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 setrebpme 1997, les dionsipitsos de :

- l'avenant n° 104 du 18 mai 2005, rlaitef aux cttnoars et périodes de professionnalisation, à la ciooevtnnn clovitcele

Alticre 3

Le drueciter des rteioanls du tvaarl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jruaonl ofciciel de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Btuillen ofiifecl du ministère, failcusce cnonienvots cevctoells n° 2005/11, dplnsobiie à la Derioitcn des Jnuruaox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Ceedx 15, au pircx de 7,50 euros.

L'extension des eetffs et satncinos de l'avenant susvisé est fiata à detar de la piolutcban du présent arrêté puor la durée rastent à couirr et aux ciodtonnis prévues par ledit avenant.

Acrtlie 3

Le dceiruetr des rleainots du taavril est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaronul oieciffil de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Bielultn oefcffiil du ministère, fucalisce cntnveonios cloelvetics n° 2005/23, dploibnse à la Dortciein des Jaruunox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au pircx uriinate de 7,50 euros.

Aictrle 2

L'extension des eetffs et sncoitas des anevnats susvisés est ftiae à detar de la pblcituoaïn du présent arrêté puor la durée reasntt à criour et aux cintoionds prévues par listeds avenants.

Atcilre 3

Le drctieuer des realtnios du tiraval est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaonurl oficfeil de la République française.

Nota. - Le txete des aatnnevs susvisés a été publié au Bueltiln oieciffil du ministère, fcasleicus cioenonvtns cloltceeivs n° 2005/23 et n° 2005/30, dnplesibios à la Dricoitcn des Juraunox officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Ceedx 15, au pircx uratniie de 7,50 Euros.

notinaale susvisée ;

- l'avenant n° 107 du 18 mai 2005, rtialef aux classifications, à la cinvonteon coliclevte nntliaoae susvisée.

Atrcile 2

L'extension des eeffts et sncnatios des atanenvs susvisés est fitae à dtaer de la ptioulbican du présent arrêté puor la durée rnatest à crouir et aux cnnditoois prévues par letids avenants.

Article 3

Le dicueretr des rletanois du trviaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jnoarul oefiifcl de la République française.

ARRETE du 30 mai 2006

En vigueur en date du 9 juin 2006

Ailctre 1er

Snot reundes obligatoires, puor tuos les epolryemus et tuos les salariés crmpios dnas le champ d'application de la ctinonoevn cliclvteoe nonitlaae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, beiourche hippophagique, triperie, cmroemecs de vllloaeis et geibirs du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 spmrtebee 1997, les dpisiontsois de l'avenant n° 112 du 4 jevianr 2006 (deux annexes), riaeltf aux cifniclotassias et aux salaires, à la cneovnoitn cecityvole nioaante susvisée.

Atcrile 2

ARRETE du 31 mai 2006

En vigueur en date du 10 juin 2006

Atirlce 1er

Snot reneuds obligatoires, puor tuos les erlyompeus et tuos les salariés cmriops dnas le chmap d'application de la ctevntonon ceciolllvte nllitnoaae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bcoehruie hyppophagique, triperie, cmemoercs de volealils et gbreiis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sbrptmee 1997, les dtioinpssios :

- de l'avenant n° 110 du 5 ootcrbe 2005, riealtf à la prévoyance, à la coentonvin coitelvlce ntlaoaine susvisée ;

- de l'avenant n° 111 du 5 ocotrbe 2005, riealtf à la prévoyance, à la cveioonnntn clcvioelte ntnaolaie susvisée.

ARRETE du 24 juillet 2006

En vigueur en date du 2 août 2006

Atilrce 1er

Le troisième vsia de l'arrêté du 31 mai 2006 susvisé est modifié cmmo siut :

- les mtos : " l'avenant n° 110 du 5 oocrbte 2005 " snot remplacés par les mtos : " l'avenant n° 110 du 18 mai 2005 ".

L'article 1er du même arrêté est modifié comme siut :

- les mtos : " l'avenant n° 110 du 5 obcrote 2005 " snot

ARRETE du 13 octobre 2006

En vigueur en date du 24 oct. 2006

Ailtcre 1er

Nota. - Le ttexe des avtnanes susvisés a été publié au Bleutlin oificefl du ministère, fccislaeus cnnntiooves clticvloees n° 2005/23 et n° 2005/30, dinebipolss à la Drtieoicn des Jurunaos officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prais Cedex 15, au pirc uiatnre de 7,50 Euros.

L'extension des etefs et sinactos de l'avenant susvisé est ftaie à dtaer de la plioiaubctn du présent arrêté puor la durée ranstet à ciruor et aux cidntnoois prévues par liedt avenant.

Acrltie 3

Le decueitr des rloietans du trviaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jaorunl oceiiffl de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Bltulien oiefficl du ministère, fualccise cntvnnieeos cvoieetlcls n° 2006/5, dosbliipne à la Dieiotrcn des Juouranx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Piars Cedex 15, au pirc de 7,61 euros.

Ailrcte 2

L'extension des eetffs et scotnains des anatenvs susvisés est ftiae à detar de la pticioaulbn du présent arrêté puor la durée ranetst à cruoir et aux cndnoiots prévues par lidsets avenants.

Artlcie 3

Le diueter des rlitaneos du trviaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Joanurl oecifil de la République française.

Nota. - Les textes des atenvnas susvisés ont été publiés au Btluien ofeicfil du ministère, flccusaie connnoetivs cteillvoecs n° 2005/48, dnlbpsoie à la Dioirtecn des Juonarux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Ceedx 15, au pirc de 7,50 Euros.
Arrêté modifié par arrêté du 24 jilluet 2006, JO du 2 août 2006.

remplacés par les mtos : " l'avenant n° 110 du 18 mai 2005 ".

Arcitle 2

Le présent arrêté motdifiaicf prend effet à dater de sa pitaluoicbn puor la durée rtsneat à courir et aux conndiots prévues par ledit accord.

Aitlcre 3

Le duetrecir des ronilaets du tarival est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jornual oefifcl de la République française.

Snot redunes obligatoires, puor tuos les eoulerymps et tuos les salariés cmroips dnas le cahmp d'application de la cevntoinon cllevoicte ntonaail de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bihcruoe hippophagique, triperie, ceeromcms de vlialoles et

giiibes du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 srbemepte 1997, les dopiiionssts de l'avenant n° 108 du 7 décembre 2005, reialtf à la création d'un ctrfacieit de quioaifialtcn pnesoleinrfolse " repreneur, créateur et rabnospslee d'entreprise ", à la cevoniotnn clecotilve nnltaaoie susvisée.

Alrtice 2

L'extension des effets et sctoianns de l'avenant susvisé est ftiae à deatr de la piuctoalibn du présent arrêté puor la durée rsantet à criour et aux cditnooins prévues par leidt avenant.

ARRETE du 18 octobre 2006

En vigueur en date du 29 oct. 2006

Atilrce 1er

Snot rednues obligatoires, puor tuos les eypeurolms et tuos les salariés cpomirs dnas le champ d'application de la cneinotvon cveclilote natnioale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bcirueohe hippophagique, triperie, cmmcreeos de vaioellls et gribeis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sbtepemre 1997, les dssniitopois de l'avenant n° 1 du 10 jielult 2006, rlteaif aux siaarles conventionnels, à la cneonovtin celoclvtie noiatnlae susvisée.

Alictre 2

ARRETE du 7 décembre 2006

En vigueur en date du 19 déc. 2006

Alrtice 1er

Snot ruednes obligatoires, puor tuos les emoeyurlps et tuos les salariés crpimos dnas le camhp d'application de la cniootnevn ctovelicle ninoatlae de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, behrcuioe hippophagique, triperie, cceemmros de vellloias et gbieris du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 sbrmtpeee 1997, les dsopinitsois de l'avenant n° 113 du 8 jiun 2006, ratilef à la dottaion aux cnteers de foatiomrn d'apprentis, à la covnonietn ctclileove nnaoaitle susvisée.

Actlrie 2

ARRETE du 23 avril 2007

En vigueur en date du 3 mai 2007

Atcirle 1er

Snot reuedns obligatoires, puor tuos les epueyorlms et tuos les salariés crpimos dnas le cahmp d'application de la coonintven coeliclvtie nolatanie de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bcuroihee hippophagique, triperie, cmrocmees de volialels et grbeiis du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 67 du 24 smertpbee 1997, les ditiionsspos de l'avenant n° 3 du 3 jvnaeir 2007 sur les saielars cnenoevlnniots à la cioentnovn cvetloilce susvisée.

Atrlice 3

Le diuretcer général du tirvaal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jouarnl ocffiieil de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Btleluin oiiefcl du ministère, fcauiclse coninovtens cltieleocvs n° 2006/1, dlnipbosie à la Dierctoin des Juoaurnx officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cedex 15, au pirc de 7,61 euros.

L'extension des eetffs et sninatcos de l'avenant susvisé est ftaie à dtaer de la pcuatiiboln du présent arrêté puor la durée resatnt à cuoir et aux cintiodons prévues par liedt avenant.

Atrlice 3

Le decrteur général du tavrail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jauronl ofciefil de la République française.

Nota. - Le ttexe de l'avenant susvisé a été publié au Beutilln oceiffl du ministère, fcalcsuie cntovinenos ctloeeicvls n° 2006/32, dbslpnoie à la Diicteron des Jruoaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Ceedx 15, au pirc de 7,61 euros.

L'extension des eftets et stnnocais de l'avenant susvisé est fatie à detar de la plcituobain du présent arrêté puor la durée rnatset à curior et aux cotnndiios prévues par liedt avenant.

Acrtlie 3

Le drcieuter général du tvaaril est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Jranuol oeiciffl de la République française.

Nota. - Le tetxe de l'avenant susvisé a été publié au Beulltin ofiefcil du ministère, fccuasile conioentvns clctoieivls n° 2006/32, diblionspe à la Dietroicn des Jonruaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cdeex 15, au pirc de 7,61 euros.

Arlitce 2

L'extension des eftets et saontcins de l'avenant susvisé est ftaie à dtaer de la piuiolctabn du présent arrêté puor la durée rtnaest à coriur et aux cintdoinos prévues par leidt avenant.

Atlcric 3

Le drceeitur général du tairavl est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui srea publié au Juornal oiiefcl de la République française.

Nota. - Le txtee de l'avenant susvisé a été publié au Btelulin oifeficl du ministère, fscilauce civnotnneos clveletcios n° 2007/7, dnibolpise à la Dieocirtn des Jnuruoax officiels, 26, rue Desaix, 75727 Prias Cedex 15, au pirc de 7,80 euros.

ARRETE du 5 juin 2007

En vigueur en date du 14 juin 2007

Alcrtie 1er

Snot rueedns obligatoires, puor tuos les eyepmurlos et tuos les salariés coprmis dnas le cmhap d'application de la ceonivnotn ceitvcolle nnlaotaie de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, bihroceue hippophagique, triperie, ceeorcmms de vlialleos et giriebs du 12 décembre 1978, tel qu'il résulte de l'avenant n° 114 du 10 jleult 2006, les dsoioinpists :

- ddiut anavnet potrnat ataitiuolcasn de la ctveninoon clotevicle susvisée, à l'exclusion :

- du tmere : " après- " mentionné à la 1re lgnie de l'article 13, cmome étant contarie aux dotsiopiniss de l'article L. 221-16 du cdoe du traivl ;

- des tmeres : " après ennette aevc l'employeur, " mentionnés au dinerer alinéa de l'article 22, cmroe étant ctnoaeirrs aux dnipstosiios de l'article L. 226-1 du cdoe du taivral ;

- du deinerr alinéa de l'article 24, comme étant cotinrrae aux dntiosispois de l'article L. 122-32-5 du cdoe du travail, aux teemrs dleeleqsus le cnatort de tvairal est sndspeuu danurt l'absence des salariés vmciites d'accidents du traival ou de maadlies professionnelles.

L'article 14 est étendu suos réserve de l'application des distinosiops des areiclts L. 222-5 et L. 222-7 du cdoe de travail.

L'article 16 est étendu suos réserve de l'application des dsotoiipnss des aeirtlcs L. 213-1, alinéa 1, et L. 213-4, alinéa 2, du cdoe du travail.

L'article 17, alinéa 3, est étendu suos réserve de l'application des diisiopsnots de l'article L. 122-4 du cdoe du travail, tleles qu'interprétées par la juscdpurnerie de la Cuor de ctaaisosn (Cass. soc. 27 mai 1998, M. Mizon c./ M. Saint-Olive et autres, et M. Pioipplht c./ M. Saint-Olive, arrêt n° 2600), aux teemrs dulqeleess le simlpe reufs d'une mitaofcidion du contart opposé par le salarié ne puet cuottseinr par lui-même une csuae de licenciement.

L'article 18 (a) est étendu, d'une part, suos réserve de l'application des dsotspniiios de l'article L. 122-4 du cdoe du travail, teels qu'interprétées par la junpsreiudcre de la Cuor de costaaissn (Cass. soc. 27 mai 1998, M. Mizon c./M. Saint-Olive et autres, et M. Ppiohipt c./ M. Saint-Olive, arrêt n° 2600), aux tremes dleqsluees le slimpe refus d'une mtiaadofcin du coantrt opposé par le salarié ne puet ciuntsoetr par lui-même une cause de lecnemineict et, d'autre part, suos réserve de l'application des dstsioppiins de l'article L. 321-1-2 du cdoe du travail.

L'article 18 (b) est étendu suos réserve de l'application des dntsiopsois de l'article L. 321-1-2 du cdoe du travail.

Le periemr pharapge de l'article 19 est étendu suos réserve de

l'application des diostinpisos de l'article L. 321-1-2 du cdoe du travail.

Le deuxième parhpgaare de l'article 19 est étendu suos réserve de l'application des dissoitpnois de l'article L. 133-5 (4°, d) et L. 136-2 (8°) du cdoe du travail.

L'article 20, pimreer alinéa, est étendu suos réserve de l'application des dsontiipisps de l'article L. 122-14-3 du cdoe du travail.

L'article 20, deuxième alinéa, est étendu suos réserve de l'application des diostionisps des alreicls L. 122-14-3 et L. 122-45 du cdoe du travail.

L'article 20, troisième alinéa, est étendu suos réserve de l'application des dpotisniisos de l'article L. 122-14-16 du cdoe du travail.

L'article 20, quatrième alinéa, est étendu suos réserve de l'application des dtisoionisps des actielrs L. 122-14-17 et L. 514-1 du cdoe du travail, de l'article L. 231-10 du cdoe de la sécurité soialce et des alcerits L. 2123-1, L. 2123-2, L. 3123-1, L. 3123-2, L. 4135-1 et L. 4135-2 du cdoe général des collectivités territoriales.

L'article 20, cinquième alinéa, est étendu suos réserve de l'application des disiitoonpss des aicrlets L. 231-9, alinéa 3, du cdoe de la sécurité sociale, L. 122-14-15, alinéa 2, et L. 514-1, alinéa 3, du cdoe du travail.

L'article 22 est étendu suos réserve de l'application des distosniops de l'article L. 122-45 du cdoe du travail.

L'article 24, pmierer alinéa, est étendu suos réserve de l'application des dinotopsiiss de l'article L. 122-14-3 du cdoe du travail.

L'article 24, avant-dernier alinéa, est étendu suos réserve de l'application des dstinposiios des artiecls L. 122-32-5 et L. 122-24-4 du cdoe du travail.

L'article 28 (c), piemerr tiret, est étendu suos réserve de l'application des dtispsnosiois de l'article L. 931-20-2 du cdoe du tvarial ;

L'article 30 (a), periemr alinéa, est étendu suos réserve de l'application des disooiistpns de l'article R. 964-13, premier alinéa, du cdoe du taarivl ;

L'article 30 (a), driener tiret, soecnd point, est étendu suos réserve de l'application des dntoispois de l'article L. 951-1-II du cdoe du travail.

L'article 35 est étendu suos réserve de l'application des dsnoosiipiits de l'article R. 122-2 du cdoe du travail.

L'article 36 est étendu suos réserve de l'application des

dispositifs des articles L. 122-24-1, L. 122-28-9, L. 223-4, L. 225-2, L. 225-7, L. 225-8-III, L. 225-12, L. 225-18, L. 226-1, L. 451-2 et L. 931-7 du code du travail, aux termes desquels les congés prévus par lesdits articles entrent dans le calcul de l'ancienneté, leur durée étant assimilée à une période de travail effectif.

L'article 39 est étendu sous réserve de l'application du principe d'égalité, de valeur constitutionnelle, découlant, notamment, de l'article 6 du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946.

L'article 40 est étendu sous réserve de l'application du principe d'égalité, de valeur constitutionnelle, découlant, notamment, de l'article 6 du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 ;

- de l'avenant n° 2 du 6 décembre 2006 relatif aux dispositifs de formation à la connaissance collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et conditions de l'avenant susvisé est faite à partir de la date de publication du présent arrêté pour la durée relative à l'entrée et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Nota. - Les textes des avenants susvisés ont été publiés au Bulletin officiel du ministère, fascicule convoqués n° 2006/32, déposés à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 euros.

TEXTES PARUS AU JORF

Arrêté du 14 décembre 2018 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0295 du 21 décembre 2018

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'avenant n° 56 du 7 février 2018 relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 14 décembre 2018.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicules conventions collectives n° 2018/27, disponibles sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 14 décembre 2018 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0296 du 22 décembre 2018

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de :

- l'avenant n° 55 du 7 février 2018 relatif à la création d'un CQP « charcutier préparateur qualifié », à la convention collective susvisée ;
- l'avenant n° 57 du 7 février 2018 relatif à l'emploi au poste de « charcutier préparateur qualifié », à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 14 décembre 2018.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte des avenants susvisés a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicules conventions collectives n° 2018/27, disponibles sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 16 avril 2019 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0096 du 24 avril 2019

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'accord du 17 mai 2018 relatif à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation, conclu dans le cadre de la

convention collective susvisée.

Le dernier alinéa du préambule est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 2253-1 à L. 2253-3 du code du travail.

Le troisième alinéa de l'article 3 est étendu sous réserve du respect des dispositions de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 16 avril 2019.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2018/39, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 5 juin 2019 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0135 du 13 juin 2019

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'avenant n° 58 du 17 mai 2018 relatif à la grille des salaires conventionnels et à l'instauration d'une prime de fin d'année, à la convention collective susvisée.

A défaut d'accord prévu à l'article L. 2241-5 du code du travail, précisant la périodicité, les thèmes et les modalités de négociation dans cette branche, l'avenant est étendu sous réserve du respect de l'obligation de prendre en compte lors de la négociation sur les salaires, l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que les mesures permettant de l'atteindre, en application des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail.

Compte tenu du nouvel ordonnancement des niveaux de négociation issu de l'ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017, l'article 2 est étendu sous réserve de l'application de l'article L. 2253-3 du code du travail. En effet, dès lors que les stipulations conventionnelles de branche visent un élément de salaire (prime de fin d'année) et qu'il est défini comme un montant minimum qui s'impose, celles-ci ne peuvent avoir pour

objet et légalement pour effet de faire obstacle à la conclusion d'accords d'entreprise sur le fondement des dispositions de l'article L. 2253-3 du code du travail et dans les domaines tels que définis par ces mêmes dispositions.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 5 juin 2019.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2018/31, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 23 décembre 2019 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0008 du 10 janvier 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les dispositions de l'avenant n° 53 du 8 mars 2017 modifiant l'article 36 de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 23 décembre 2019.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur, adjoint du directeur général du travail,

L. Vilboeuf

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2017/21, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 17 février 2020 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0047 du 25 février 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les stipulations de l'avenant n° 60 du 27 juin 2019 relatif à la rénovation du certificat de qualification professionnelle, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 17 février 2020.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2019/38, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 3 avril 2020 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective

nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0087 du 9 avril 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les stipulations de l'accord du 3 juillet 2019 relatif à la mise en place de la contribution supplémentaire de la formation professionnelle, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 3 avril 2020.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'accord susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2019/38, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 10 juillet 2020 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0188 du 1 août 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les stipulations de l'avenant n° 61 du 4 décembre 2019 relatif au régime frais de soins de santé, à la

convention collective susvisée.

L'avenant est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 911-7, L. 911-7-1 et D. 911-2 et suivants du code de la sécurité sociale, s'agissant des cas de dispense d'affiliation.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 10 juillet 2020.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2020/7, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 22 juillet 2020 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0188 du 1 août 2020

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les stipulations de l'avenant n° 62 du 19 février 2020 relatif aux salaires, à la convention collective susvisée.

A défaut d'accord prévu à l'article L. 2241-5 du code du travail, précisant la périodicité, les thèmes et les modalités de négociation dans cette branche, l'avenant est étendu sous réserve du respect de l'obligation de prendre en compte lors de la négociation sur les salaires, l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que les mesures permettant de l'atteindre, en application des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 22 juillet 2020.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

Y. Struillou

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2020/20, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 11 janvier 2021 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0019 du 22 janvier 2021

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, les stipulations de l'avenant n° 63 du 11 septembre 2020 relatif aux salaires, à la convention collective susvisée.

A défaut d'accord prévu à l'article L. 2241-5 du code du travail, précisant la périodicité, les thèmes et les modalités de négociation dans cette branche, l'accord est étendu sous réserve du respect de l'obligation de prendre en compte lors de la négociation sur les salaires, l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que les mesures permettant de l'atteindre, en application des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 11 janvier 2021.

Pour la ministre et par délégation :

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2020/41, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.

Arrêté du 5 février 2021 portant extension d'un avenant et d'un accord conclus dans le cadre de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0036 du 11 février 2021

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel que modifié par l'accord du 18 septembre 2020 étendu susvisé, et dans leur propre champ d'application, les stipulations de :

- l'avenant n° 50 du 7 juillet 2016 relatif la mise en œuvre des certificats de qualification professionnelle, à la convention collective nationale susvisée.

L'article 2 est étendu sous réserve du respect des dispositions des articles L. 6332-1, L. 6332-14 et D. 6332-85 du code du travail, tels qu'ils résultent de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

- l'accord du 14 octobre 2020 relatif à la mise en place du dispositif de la promotion ou reconversion par alternance, conclu dans le cadre de convention collective nationale susvisée.

L'article 5 est étendu sous réserve du respect des dispositions l'article L. 6325-12 du code du travail, qui prévoient de définir, dans une convention ou un accord collectif de branche ou, à défaut, par un accord collectif conclu entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés signataires de l'accord constitutif d'un organisme collecteur paritaire interprofessionnel agréé, les bénéficiaires et la nature des qualifications pouvant bénéficier d'une prolongation de la durée minimale de l'action de professionnalisation jusqu'à vingt-quatre mois.

Au deuxième alinéa de l'article 9, les termes « et de restauration » sont exclus de l'extension en tant qu'ils contreviennent aux dispositions prévues par l'article D. 6332-89 du code du travail. Dans l'annexe fixant la liste des certifications éligibles à la ProA dans la branche de la boucherie, les certifications, visées ci-dessous, sont exclues de l'extension en tant qu'elles contreviennent aux dispositions prévues par l'article L. 6324-3 du code du travail :

- BTS Management hôtellerie restaurant option A ;
- licence professionnelle contrôle et pilotage des performances CPP.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant et de l'accord susvisés prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenant et accord.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 5 février 2021.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Les textes susvisés ont été publiés au Bulletin officiel du ministère, fascicules conventions collectives n° 2016/39 et n° 2020/49, disponibles sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc/.

Arrêté du 21 septembre 2021 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers (n° 992)

JORF n°0232 du 5 octobre 2021

Article 1

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la boucherie, de la boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerces de volailles et gibiers du 12 décembre 1978, tel que modifié par l'accord du 18 septembre 2020 étendu susvisé, et dans leur propre champ d'application professionnel, les stipulations de l'avenant n° 59 du 17 mai 2018 relatif au financement du dialogue social, à la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé prend effet à compter de la date de publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 21 septembre 2021.

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

P. Romain

Nota. - Le texte de l'avenant susvisé a été publié au Bulletin officiel du ministère, fascicule conventions collectives n° 2018/39, disponible sur le site www.journal-officiel.gouv.fr/bocc.